Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- ☐ Coloured covers/ Couverture de couleur
- ☐ Covers damaged/ Couverture endommagée
- ☐ Covers restored and/or laminated/ Couverture restaurée et/ou pelliculée
- ☐ Cover title missing/ Le titre de couverture manque
- ☐ Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur
- ☐ Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- ☐ Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur
- ☐ Bound with other material/ Relié avec d'autres documents
- ☐ Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure
- ☐ Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.

- ☐ Coloured pages/ Pages de couleur
- ☐ Pages damaged/ Pages endommagées
- ☐ Pages restored and/or laminated/ Pages restaurées et/ou pelliculées
- ☑ Pages discoloured, stained or foxed/ Pages décolorées, tachetées ou piquées
- ☐ Pages detached/ Pages détachées
- ☑ Showthrough/ Transparence
- ☐ Quality of print varies/ Qualité inégale de l'impression
- ☐ Continuous pagination/ Pagination continue
- ☑ Includes index(es)/ Comprend un (des) index

Title on header taken from:/ Le titre de l'en-tête provient:

- ☐ Title page of issue/ Page de titre de la livraison
- ☐ Caption of issue/ Titre de départ de la livraison
- ☐ Masthead/ Générique (périodiques) de la livraison

- ☑ Additional comments:/ Commentaires supplémentaires: Texte en latin. Comprend du texte en français. Cette copie a des annotations manuscrites.

This item is filmed at the reduction ratio checked below/
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	12X	14X	16X	18X	20X	22X	24X	26X	28X	30X	32X
							√				

Georges Robitaille.

Octobre 1903.

COMPENDIUM

JURIS CANONICI

COMPENDIUM

JURIS CANONICI

AD USUM CLERI CANADENSIS

DE REBUS, JUDICIIS

ET

PŒNIS

AUCTORE

Jos.-N. GIGNAC

SACRÆ THEOLOGIÆ ET JURIS CANONICI DOCTORE ET PROFESSORE
IN UNIVERSITATE LAVALLENSI

QUEBECI
J.-P. GARNEAU, Bibliopola
via vulgo *De la Fabrique*, No 6

EX TYPOGRAPHIA S.-A. DEMERS

1903

IMPRIMATUR

---

† L.-N., ARCHIEP. QUEBECEN.

Quebeci, die 25 Feb., 1903.

Cum ex Seminarii Quebecensis præscripto recognitum fuerit opus cui titulus est *Compendium Juris Canonici ad usum cleri Canadensis, auctore Jos.-N. Gignac, Sacræ Theologiæ et Juris Canonici doctore et professore in Universitate Lavallensi,* nihil obstat quin typis mandetur.

O.-E. MATHIEU, Pter,
S. S. Q.

Quebeci, die 25 Feb., 1903.

EPISTOLA

EXCELLENTISSIMI DELEGATI APOSTOLICI

AD AUCTOREM

Ottawa, Canada, 16 avril 1901.

Monsieur l'abbé,

J'ai reçu avec grand plaisir le volume de droit canon que vous avez eu la bonté de m'envoyer.

Cet ouvrage répond à un besoin pressant du pays et je suis sûr qu'il sera accueilli partout avec joie. La clarté de l'exposition, l'ordre excellent des matières, une étude spéciale du droit local, et même la beauté de l'impression, le recommandent à tout le clergé canadien et en particulier aux élèves des séminaires.

Je vous félicite donc de tout cœur et je vous engage à publier le plus tôt possible les deux autres parties de votre travail, pour l'honneur de l'Eglise canadienne et de cette Université Laval, à laquelle vous appartenez.

Je vous bénis et je vous prie de croire aux sentiments d'estime sincère avec lesquels je suis,

Monsieur l'abbé,

Votre tout dévoué en N.-S.

† D. Falconio, Arch. de Larisse,

Délégué Apostolique.

EPISTOLA

REVERENDISSIMI ARCHIEPISCOPI OTTAWIENSIS

AD AUCTOREM

Archevêché d'Ottawa, 6 mai 1901.

M. l'abbé Jos.-N. Gignac, S. T. D.,

Professeur à l'Université Laval, Québec.

Monsieur l'abbé,

J'ai reçu, il y a quelques jours, l'exemplaire de votre excellent *Compendium Juris Canonici*, que vous avez eu la bonté de m'adresser; je vous prie d'agréer mes meilleurs remerciements.

Cet ouvrage a une grande valeur et répond à un besoin vivement senti en ce pays. Il sera bientôt, sans doute, adopté comme manuel dans nos grands séminaires. Dès le mois de septembre prochain, il sera entre les mains des séminaristes d'Ottawa. Je veux aussi le recommander à tous mes prêtres.

Je vous réitère mes sincères remerciements, et je me souscris,

Monsieur l'abbé,

Votre reconnaissant serviteur,

† J.-Thomas, Archev. d'Ottawa.

EPISTOLA

REVERENDISSIMI ARCHIEPISCOPI MARIANOPOLITANI

AD AUCTOREM

A M. l'abbé Jos.-N. Gignac, D. D. C.,

Professeur à l'Université Laval de Québec.

Monsieur l'abbé,

J'ai reçu le premier volume de votre *Compendium juris canonici* et je tiens à vous offrir immédiatement mes chaleureuses félicitations et mes vifs remerciements.

Votre ouvrage vient bien à son heure. Nous avions besoin d'un manuel de droit canonique adapté aux lois et coutumes spéciales de ce pays. Aussi votre livre a sa place marquée sur la table de travail de tous nos prêtres.

Et puis, vous contribuerez à donner un nouvel essor à l'étude du droit ecclésiastique, qui peut-être a été trop négligée jusqu'ici parmi nous. Il est bien important pour le prêtre de connaître à fond les lois de l'Eglise et de se bien pénétrer de l'esprit qui les a inspirées. C'est le moyen de respecter les droits de chacun et de prévenir ainsi beaucoup de difficultés. On ne peut impunément oublier, dans le gouvernement des choses religieuses, ces lois qui ont été promulguées sous le souffle de l'Esprit-Saint et dont l'expérience des siècles a confirmé la sagesse......... ....

....

Recevez, Monsieur l'abbé, l'assurance de ma gratitude et croyez à mon bien affectueux dévouement en Notre-Seigneur.

† Paul, Arch. de Montréal.

MONITUM AD LECTOREM

Opus quod incepimus, Deo favente, consummare potuimus, et, præsenti volumine in lucem edito, absolvimus nostrum compendium juris canonici, quod clero hujus regionis dedicamus. Disseruimus de rebus, de judiciis et pœnis ecclesiasticis ; de sacramentis minime tractatur, eo quod hæc materia sufficienter exponitur apud moralistas ; brevis fit sermo de modo procedendi in causis civilibus, eo quod, ob lugendum Ecclesiæ statum, judex ecclesiasticus fere ubique impeditur quominus suam jurisdictionem explicet ; uberior vero fit dissertatio de modis peculiaribus procedendi, præsertim in causis matrimonialibus : animarum curam habentibus interest ut potiores juris dispositiones perspectas habeant in hujusmodi rebus.

Quoad methodum quam secuti sumus, volentes claritati consulere, recessimus ab ordine quem indicat textus, et materiam distribuimus in titulos, capita et numeros.

Velit Deus, et ejus Immaculata Parens, hoc opus nostrum ad Ecclesiæ hujus regionis incrementum et cleri utilitatem referre.

Seminarii Quebecensis, die 15 Feb. 1903.

DE REBUS ECCLESIASTICIS

Res ecclesiasticæ dicuntur omnia quæ generatim, præter personas et judicia, referuntur ad ordinem supernaturalem. Res illæ sunt *spirituales* vel *temporales: spirituales*, quæ directe referuntur ad gloriam Dei in ordine spirituali et ad animarum sanctificationem, nempe ad bona supernaturalia quibus concipitur, sustentatur et dilatatur vita interior Ecclesiæ; *temporales*, quæ referuntur ad sustentationem corporalem ministrorum Ecclesiæ et pauperum, aut cultui divino et educationi christianæ inserviunt.

Inter res spirituales adnumerantur gratia et dona Spiritus Sancti, de quibus non fit sermo in jure canonico, sacramenta, sacramentalia, indulgentiæ, preces, festorum celebratio, quæ gratiam conferunt aut ad illam disponunt. De rebus spiritualibus non erit disserendum in hoc brevi compendio, nos remittentes alumnos ad opera theologiæ dogmaticæ et moralis.

Inter res temporales computantur ecclesiæ, cœmeteria, scholæ, beneficia, etc., de quibus sermonem sumus habituri. Præmissa dissertatione de jure Ecclesiæ ad res temporales, totam materiam evolvemus in sequentibus titulis:

I. De rebus Ecclesiæ temporalibus in genere;
II. De ecclesiis et oratoriis;
III. De altaribus et supellectili ecclesiarum;
IV. De cœmeteriis;
V. De scholis, seminariis et universitatibus;
VI. De beneficiis ecclesiasticis;
VII. De fundationibus.

TITULUS I

DE REBUS ECCLESIÆ TEMPORALIBUS IN GENERE

726. **Ecclesia habet jus acquirendi et possidendi bona temporalia.** Ex jure publico, probatur Ecclesiam esse societatem perfectam, a qualibet alia societate independentem, et omnibus mediis instructam unde suum finem consequatur. Atqui ad cultum Dei et salutem animarum, ædificanda sunt templa et altaria, comparanda ornamenta et vasa sacra ad divinum cultum spectantia; alendi sunt episcopi, presbyteri et ministri qui Ecclesiæ inserviunt; clerici in litteris et bonis moribus sunt instituendi, etc , quæ omnia sine magnis sumptibus fieri non possunt. Unde Ecclesia ex sua constitutione et divini Fundatoris voluntate, *independenter a societate civili*, habet jus possidendi bona sive mobilia, sive immobilia. (1)

1° Hinc in Syllabo damnatæ sunt propositiones 26ª et 27ª :

" Ecclesia non habet nativum ac legitimum jus acquirendi ac possidendi."

" Sacri ministri Ecclesiæ, Romanusque Pontifex ab omni rerum temporalium cura ac dominio sunt omnino excludendi."

2° Hinc sequitur legem *amortizationis*, qua generatim statuitur ne res immobiles *in manus mortuas*, nempe in ecclesias seu alia loca pia, *sine consensu potestatis civilis*, transferantur, non modo *iniquam* esse et Ecclesiæ *injuriosam* sed *de se invalidam* esse ob defectum jurisdictionis. Nam jus quo pollet Ecclesia acquirendi et possidendi congruam dotem est divinum et minui nequit auctoritate inferiori. Cf. Cavagnis, Institutiones Juris Publici, lib. II, cap. 2, num. 368 et seq. ; Bargilliat, vol. II, num. 1345.

(1) Probatur etiam ex modo agendi Ecclesiæ. Nam Ecc. nequit errare in ea spectantia ad fidem, mores et disciplinam. Atqui semper Ecc. vindicavit sibi jus acquirendi et possidendi bona temporalia. Ergo ...

727. **In hac regione lex non adversatur juri nativo quo pollet Ecclesia acquirendi et possidendi.**

1° *In provincia superiori*, ex statuto 8, Victoria, cap. 82, episcopi Torontinus et Regiopolitanensis eriguntur in *corporationes individuales* quæ bona immobilia acquirere et possidere valent sine restrictione. Episcopi, *qua corporationes civiles*, possident omnia bona ecclesiastica diœcesis, puta ecclesias, oratoria, cœmeteria, etc. ; item possunt alienare, habito consensu coadjutoris et antiquioris vicarii generalis. Si absit vel decumbat coadjutor aut vicarius generalis, requiritur consensus duorum clericorum ab episcopo electorum.

Præsentes dispositiones debebant afficere quamcumque aliam diœcesim in futurum erigendam in provincia superiori.

2° *In provincia Quebecensi*, ex statuto 12, Victoria, cap. 136, archiepiscopus Quebecensis erigitur in collegium civile cui titulus est : " Corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec" ; episcopus Marianopolitanus,—" Corporation épiscopale catholique romaine de Montréal" ; episcopus Ottawiensis, — " Corporation épiscopale catholique romaine de Bytown. "

In paragrapho 7 statuti, legitur :

" Et qu'il soit statué que quand on jugera à propos d'ériger aucun nouveau diocèse catholique romain dans le Bas-Canada, l'archevêque ou l'évêque de tel nouveau diocèse, et ses successeurs, aura les mêmes pouvoirs...que ceux qui sont conférés...par le présent acte aux dits archevêque de Québec et évêques de Montréal et de Bytown respectivement."

Ex statuto 32, Victoria, cap. 73, declaratur intentio statuti 12, Victoria, cap. 136, relate ad novas diœceses S. Hyacinthi, S. Germani de Rimouski et Trium Fluminum, et additur :

" Qu'il soit statué que quand on jugera à propos d'ériger canoniquement aucun diocèse catholique romain dans le Bas-Canada, l'archevêque ou l'évêque de tel nouveau diocèse et

ses successeurs seront et constitueront chacun *par le fait de telle érection canonique et de sa nomination comme évêque*, une corporation distincte et séparée dans leurs diocèses respectifs, de fait et de nom, sous le nom de " La corporation archiépiscopale (ou épiscopale, suivant le cas), catholique romaine de..."(mentionnant le nom du diocèse), et auront les mêmes droits, pouvoirs et privilèges...que ceux qui sont conférés aux dits archevêque de Québec et évêques de Montréal et de Bytown respectivement."

728. **Parochiæ in provincia Quebecensi habent jus acquirendi et possidendi** sed non illimitatum quoad immobilia bona, ut constat ex articulo 3450, *Statuts refondus de la Province de Québec :*

" Les terrains acquis ....ne peuvent, dans l'enceinte des murs des cités de Québec et Montréal, excéder l'étendue d'un arpent en superficie, dont aucune partie ne peut être employée comme cimetière, excepté pour les ecclésiastiques et les religieux de l'un et de l'autre sexe, ou pour les caveaux particuliers pour les donateurs du terrain, et au delà des murs, dans les limites de ces cités, une étendue de huit arpents en superficie, ni excéder, dans les autres lieux, l'étendue et la mesure de deux cents acres anglais en superficie pour l'usage de chaque paroisse, mission, congrégation ou société religieuse."

Attamen ex articulo 3443, additur :

" Tous les terrains, de quelque étendue qu'ils soient, qui étaient en la possession de quelque paroisse, mission, congrégation ou société de chrétiens, de quelque dénomination qu'elle fût, en vertu d'un titre translatif de propriété quelconque le 19 mars 1839, continuent d'être considérés comme amortis pour toujours au profit de telle paroisse, mission, congrégation ou société de chrétiens, et restent sa propriété incommutable, en vertu de la présente section, si le titre translatif de propriété le comporte et est valide."

729. **Non prohibetur lege civili quominus alia instituta pia acquirant et possideant** bona sive mobilia, sive immobilia ; illa collegia obtinent suas litteras incorporationis civilis, quibus determinatur quanti valeant acquirere. Hæc restrictio juris possidendi adversatur Ecclesiæ, cujus est judicare quanti indigeat ut suum finem supernaturalem obtineat.

730. **Quærunt auctores apud quem remaneat dominium bonorum ecclesiasticorum.**

1° Dominium est facultas disponendi de re tanquam sua, quatenus juris ratio patitur. Dicitur *a) de re*, id est, de substantia rei, vel de aliquo ejusdem emolumento, vel de utroque ; dicitur *b) tanquam sua*, id est, pro libitu et in proprium commodum, ceteris exclusis ; dicitur *c) quatenus juris ratio patitur* ; hæc enim facultas disponendi coarctari potest vel a lege : sic, v. g. minor, etsi suorum bonorum sit dominus, non potest tamen ea alienare ; vel a privati voluntate : v. g. si quis fundum legat alteri sub conditione ut legatarius illo non fruatur nisi post annum.

2° Dominium communiter distinguitur in *altum* et *humile*. Dominium *altum* seu *publicum* definiri potest : facultas quæ supremæ auctoritati competit disponendi de bonis privatorum, v. g. de agro tuo ad viam construendam, sic exigente bono publico. Est dominium improprie dictum, quia Respublica non habet jus disponendi, pro libitu, de bonis subditorum, sed ratione tantum publicæ necessitatis vel gravissimæ utilitatis, cive indemni facto.

Dominium *humile* est dominium privatorum, quod est *plenum* seu *perfectum*, vel *semiplenum* vel *imperfectum* ; dominium *perfectum* confert rei proprietatem, commodum ex usu, et jus percipiendi fructus ; dominium *imperfectum* est illud quod uno ex præfatis juribus caret. Marc, Institutiones Morales, vol. I, num. 841.

Dominium directum est illud quo habetur rei proprietas absque ejus usufructu.

3° Quidam dicunt dominium directum bonorum ecclesiasticorum esse apud Deum, quia pluribus in locis bona ecclesiastica dicuntur *res Dei*, *bona Deo consecrata* ; alii tenent illud dominium esse apud Summum Pontificem, ob supremam potestatem administrandi bona ecclesiastica quæ ipsi a sacris canonibus tribuitur.

" Communis sententia, quam tenet Schmalzgrueber, De Peculio clericorum, lib. III, tit. XXV, est quod dominium particulare bonorum ecclesiasticorum sit penes ecclesias, sive collegia et capitula clericorum ; aut ubi talia non sunt, penes communitatem fidelium ad ecclesiam spectantium, si ecclesia sit sæcularis ; si vero regularis, penes ipsa monasteria, seu conventus et communitates religiosorum, si illa sint dominii capacia."

a) Ecclesia Romana multas olim possessiones habuit quæ ipsi datæ fuerant ex diversis regionibus, ut constitueretur patrimonium S. Petri, atque in bonum Ecclesiæ universalis inservirent. Jamvero dominium proprie dictum horum bonorum est apud Ecclesiam universalem, cujus princeps et summus administrator est Romanus Pontifex.

b) Diœcesis, sedes episcopalis, ecclesia cathedralis, capitulum, seminaria, ecclesiæ parochiales, monasteria et alii conventus regularium, confraternitates et alia instituta ecclesiastica vel religiosa, quando *rite instituta fuerunt* servatis legibus canonicis, sunt etiam capacia dominii ; hinc bonum temporale quocumque titulo acquisierint, res ipsis propria est et sub illorum dominio constituta. Maupied, lib. IX, De laicis, pag. 471.

Dicitur *quando rite instituta fuerunt*, quia in societate religiosa, non secus ac in societate civili, nulla communitas subsistit cum jure acquirendi ac possidendi, nisi constituta et

approbata fuerit auctoritate superioris competentis. Quamdiu deest canonica constitutio, dari potest persona moralis civilis, vel persona individua, capax dominii ; sed bonum temporale ab illa acquisitum non reputatur bonum ecclesiasticum, nec habet privilegia bonis ecclesiasticis jure canonico annexa. Icard, vol. II, num. 575.

731. **Summus Pontifex, licet dominium proprie dictum in bona ecclesiastica non habeat, in ea jus supremæ dispensationis,** seu altum dominium, habet, vi cujus potest ea transferre, alienare, vel etiam laicis cedere, quando id necessarium judicat ratione circumstantiarum.

Hoc eruitur 1° ex præsumpta fidelium voluntate ; nam fideles, dum aliquid dant ecclesiis, monasteriis, collegiis, non dant Summo Pontifici, sed præsumuntur consentire ut si urgens necessitas postulaverit, S. Pontifex valeat de his bonis statuere ; alias acceptari non posset donatio, nec sufficienter consuleretur gravi necessitati Ecclesiæ.

2° De facto, Summi Pontifices hoc jure usi sunt, licet cum summo moderamine : transtulerunt bona ab uno instituto regulari, quod jure vel facto extinctum fuerat, ad aliud, v. g. quando suppressa est religio Templariorum ; suppresserunt ad mentem Concilii Tridentini nonnulla beneficia simplicia ad providendum erectioni seminariorum et parochiarum ; remiserunt bona ecclesiastica injuste occupata et invalide alienata a laicis ut pax Ecclesiæ restitueretur.

732. **Administratio bonorum ecclesiasticorum est apud prælatos et rectores ecclesiarum.** Revera in omni re, id quod est primum et præcipuum, est dominium plenum vel utile ; administratio sua natura consequitur, juxta regulam juris : “ Accessorium sequitur naturam principalis ; ” atqui in rebus ecclesiasticis dominium directum, vel saltem utile, ad personas ecclesiasticas pertinet, consequenter congruit ut ipsarum cura et administratio ad easdem personas pertineant.

1° Romanus Pontifex, ut supremus administrator bonorum Ecclesiæ, potest sibi beneficia reservare et ea ubique conferre; potest statuere regulas quibus stare debent administratores secundarii ut valeant alienare bona Ecclesiæ. In vol. I, num. 395, exposuimus regulas ab episcopis servandas in administrandis bonis ecclesiarum.

2° Episcopus in sua diœcesi est administrator omnium bonorum, *servatis tamen legibus juris communis*; hinc habet intentionem in jure fundatam conferendi omnia beneficia suæ diœcesis; ejus approbationi subditur administratio bonorum parochiarum et aliorum institutorum religiosorum.

Diximus: *servatis legibus juris communis*, quia *a)* episcopus tenetur observare solemnitates juris in alienationibus; *b)* quia debet tueri jura ecclesiarum. Hinc episcopus non potest disponere de oblationibus unius parochiæ ut aliis parochiis seu communitatibus cedant. Standum est enim intentioni cognitæ aut legitime præsumptæ donatorum, qui de suis bonis cedunt prout sibi visum fuerit; atqui intentio fidelium est ut quæ suæ parochiæ largiuntur, in illius usum impendantur, inserviant expensis cultus publici, sustentationi ministrorum et sublevamini pauperum. Præterea titulares cujusvis ecclesiæ debent habere suum beneficium sine diminutione, ut fert inscriptio tituli XIII, libri III Decretalium: "Ut ecclesiastica beneficia sine diminutione conferantur." Proinde ut episcopus sibi reservet partem proventuum ex locatione sedium omnium ecclesiarum vel ex funeralibus unde provideatur aliis parochiis, consultius est ut exquirat indultum Summi Pontificis, qui potest derogare juri communi.

Quando oblationes fidelium minime sufficiunt honestæ sustentationi ministrorum, episcopus providere potest ex fructibus qui cedunt in favorem Ecclesiæ parochialis. Ex Conc. Trid., sess. XXI, cap. 4, De Ref., in omnibus ecclesiis parochialibus in quibus populus ita numerosus est ut unus

rector non possit sufficere, episcopus potest cogere rectores ut tot sibi adjungant adjutores quot sufficiant ad sacramenta exhibenda et cultum divinum celebrandum. Atqui si episcopus adjungat parocho vicarios, consequens est ut illorum sustentationi consulat, cum nemo militet suis stipendiis, cum dignus sit operarius mercede sua. Unde si oblationes non sufficiant, remanet ut ministris competens assignetur portio, arbitrio episcopi, ex fructibus ad ecclesiam quomodocumque pertinentibus, quemadmodum idem concilium statuit pro nova parochia quæ ex prioris dismembratione formatur. Præterea ex cap. 13 sess. XXIV, " in parochialibus ecclesiis quarum fructus adeo exigui sunt ut debitis nequeant oneribus satisfacere, curabit episcopus ut per assignationem primitiarum vel decimarum, aut per parochianorum symbola ac collectas, aut *qua commodiori ratione ei videbitur*, tantum redigatur quod pro rectoris, aut parochiæ necessitate decenter sufficiat."

3° Titularis ecclesiæ, cui bona fuerunt attributa, est horum bonorum administrator, sed sub auctoritate episcopi.

Cum titularis sit de jure principalis bonorum ecclesiæ suæ administrator, tenetur administrare sive per se, sive per fabricam cum ipso. Administratio complectitur actus necessarios ad conservationem bonorum, curam providendi ex redditibus eorumdem bonorum necessitatibus cultus publici. Quapropter parochi et rectores ecclesiarum tenentur :

a) Inventarium facere rerum, bonorum et reddituum ad ecclesiam pertinentium, sive immobilium, sive mobilium, atque hujusmodi inventarii unum exemplum episcopo tradere, in archivio episcopali asservandum, alterum propria manu subscriptum inter ecclesiæ libros seu scripturas retinere. Const. *Cum primum* Pii V, Ap. 1666.

b) Providere ut cuncta sarta tectaque serventur, adeo ut in melius proficiant potiusquam detrimentum patiantur.

c) Impendere redditus in usus ad quos fundatione vel statuto destinantur. Parochus nullatenus distrahere potest aliove transferre hujusmodi bona aut res ad ecclesiam pertinentes, sine obtenta ab Ordinario licentia; quam ille non aliter concedere debebit, quam si alias res meliores parochus reipsa substituat; nisi forte justa aliqua necessitas secus suadeat, quod episcopi prudentiæ statuendum relinquitur. Leurenius, Forum beneficiale, part. I, quæst. 446, apud Maupied, lib. VI, cap. 15.

733. **Jure non prohibetur assumi laicos in administratione bonorum ecclesiæ.** Laici quicumque, etiam principes et reges, *per se* nullum jus habent sese immiscendi in regimine et administratione bonorum ecclesiasticorum, ut probat Fagnanus in capite *Ecclesia Sanctæ Mariæ*, De constitutionibus, num. 15; ex concessione tamen Sedis Apostolicæ, per concordata aut aliam viam, laicis in fabricis ecclesiarum competit aliquod jus administrationis in eisdem ecclesiis.

Attentis variis dispositionibus juris circa administratores laicos, hæc sunt retinenda juxta leges canonicas:

1° Matricularii seu administratores laici fabricarum eligi debent secundum synodales constitutiones, si adsint, aut juxta locorum legitimam consuetudinem, vel per ipsum parochum, aut de ejusdem consensu per parochianos, vel per ipsos matricularios.

2° Possunt semper revocari ab episcopo.

3° De rebus ecclesiæ, præter scitum parochi, quidquam disponere nequeunt; præterea nec ipsi, nec parochus de redditibus et rebus ecclesiæ quidquam disponere possunt, nec proinde instaurationes ecclesiæ facere, nec ejusdem dispositiones interiores, nec altaria, etc., immutare absque episcopi approbatione.

4° Singulis annis, matricularii, sicut et parochus, episcopo rationem suæ administrationis reddere tenentur. Cf. Maupied, Jus Canonicum, lib. VI, cap. 15.

734. **Quæri potest quid sint æditui seu matricularii, attentis legibus canonicis.** Graves olim ortæ sunt turbæ in Statibus Fœderatis eo quod æditui (trustees) sibi vindicabant jus patronatus in ecclesiis, quasi ipsorum essent ; imo quandoque reclamarunt jus institutionis canonicæ ad ecclesias seu missiones, ita ut pastores seu missionarios sibi eligere vellent, etiam invito episcopo, eosque retinere in pastorali munere contra episcopi voluntatem. Ut finis controversiis imponeretur, Pius VII, constitutione *Non sine magno*, die 3 Apr. 1823, et Leo XII, constitutione *Quo longius*, die 16 Aug. 1828, plures regulas statuerunt quæ præbent normam æedituos eligendi et eorum acta moderandi. Sunt vero hujusmodi :

1° " Ut ne ille ædituorum numero adsciscatur, de quo, sub ipsam electionem, vel paulo ante, constiterit eum societati civis secretæ nomen dedisse, vel sacramenta paschalia non suscepisse.

2° Probe intelligant æditui nefas sibi omnino esse, vel minimam bonorum Ecclesiæ partem in suos usus quovis titulo vel prætextu traducere, aut in extraneos, nisi de venia episcopi, ac servatis constitutionibus apostolicis de rerum ecclesiasticarum alienatione.

3° Ordinariis sumptibus exceptis, ne liceat ædituis pecuniæ summam ultra trecentos scutatos nummos in ullum peculiare opus erogare, nisi episcopus de scripto assentiatur.

4° Norint æditui penes episcopum esse arbitrium nominandi et creandi parochum ecclesiæ, eumque in officio detinendi, vel contra. Ipsius quoque episcopi unice est certam nummorum summam pastoribus animarum attribuere pro

eorumdem sustentatione ; neque licet æditui stipendia ejusmodi retinere, vel imminuere, vel augere.

5° Pastoris est designare organistam, cantores, sacristam, custodem seu apparitorem, ludimagistrum (si qua schola in parochia exstat) et hujus generis homines alios, qui altari vel templo inserviant.

6° Caveant æditui ne, parocho inconsulto, quidquam tanquam legem aut normam parochianis præfiniant. Si qua porro discrepantia inter pastorem et æedituos de rebus gerendis exoriatur, nec dissensionem componere ipsi per se valeant, controversiam dirimet episcopus, cujus judicio et sententiæ parebunt omnes."

735. **Æditui seu matricularii, jure proprio, non sunt administratores bonorum parochialium,** nam bona parochialia, quamvis pertineant ad parochiam, juxta opinionem quam exposuimus, administratores habent rectores ecclesiarum, episcopos et Summum Pontificem. Matricularii sunt quidem adjutores quos rectores ecclesiarum, ex benigna Ecclesiæ concessione, sibi adjunxerunt in gerendis rebus suæ ecclesiæ.

1° Primis ecclesiæ sæculis, episcopi, per se vel per archidiaconos, administrabant bona ecclesiastica, laicis omnino exclusis, ut constat ex verbis S. Gregorii Magni aliquem episcopum Sardiniæ increpantis eo quod laicos ad administranda bona Ecclesiæ admisisset : " De cetero vero cavendum a Fraternitate Vestra est, ne sæcularibus viris atque non sub regula vestra degentibus res ecclesiasticæ committantur, sed probatis de vestro officio clericis." Pagnuelo, Liberté religieuse au Canada, pag. 272 et seq.

2° Superioribus sæculis, faventibus conciliis particularibus, laici in administranda fabrica ecclesiæ fuerunt admissi. " Cum enim apud populum, ait Bouix, De Parocho, p. 601, facile

spargi possent suspiciones, ne forte parochus ea quæ reficiendæ fabricæ et augendæ sacræ supellectili addicenda sunt, in proprios usus convertat, aliove modo ecclesiæ parochialis bona dilapidet, nihil aptum magis ad arcendam hujusmodi odiositatem quam deputari nonnullos civitatis præcipuos cives, qui simul cum parocho de his omnibus deliberent atque decernant. Atque insuper, dum ad solvendum adigendi sunt ii, qui ex aliquo titulo ecclesiæ parochialis debitores sunt, nemo non videt quam expediat id, non a parocho ipso immediate fieri, sed a deputato illo laicorum virorum cœtu."

Hinc Concilium Trid., sess. XXII, cap 9, De Ref., admisit laicos in administratione bonorum Ecclesiæ, modo reddant rationem administrationis Ordinario.

Hinc ad Ecclesiam pertinet determinare normam eligendi matricularios et eorum acta moderare. Cf. Code des curés, M[gr] Desautels, pag. 130 et seq.

736. **Quid possint matricularii, attentis legibus civilibus, determinatur statutis et consuetudine.** In primo volumine, num. 724, exposuimus quid valeant matricularii ; de ceteris confer auctores qui de jure parochiali disseruerunt, præsertim Beaudry, « Code des curés, marguilliers et paroissiens ; » Mignault, « Le droit paroissial."

737. **Bona ad Ecclesiam pertinentia gaudent inviolabilitate et immunitate.** Sunt inviolabilia quatenus eorum invasio est sacrilegum latrocinium, ut eruitur ex capite *Nulli liceat*, 3, causa 12, quæst. 2, ubi Bonifacius Papa ait : " Nulli liceat ignorare omne quod Domino consecratur, sive homo, sive animal, sive ager, quidquid semel fuerit consecratum, sanctum sanctorum Domino erit, et ad jus pertinebit sacerdotum. Quapropter inexcusabilis erit omnis qui a Domino et Ecclesia, cui competunt, aufert, vastat, invadit, vel eripit, et usque ad emendationem Ecclesiæque satisfactionem, ut sacrilegus judicetur, et si emendare noluerit, excommunicetur."

Hodie datur excommunicatio latæ sententiæ speciali modo Summo Pontifici reservata contra "Usurpantes aut sequestrantes jurisdictionem, bona, redditus ad personas ecclesiasticas ratione suarum ecclesiarum aut beneficiorum pertinentia." Const. *Apostolicæ Sedis*, tit. I, num. 11. Multo latius patet excommunicatio lata a Conc. Trid., sess. XXII, cap. 11, De Ref., et a Pio IX, in citata constitutione confirmata.

Bona ecclesiastica gaudent immunitate, quatenus eximuntur a jurisdictione civili et ab oneribus in societate civili communibus. De immunitate reali egimus in primo volumine, tit. III, num. 168 et 169.

TITULUS II

DE ECCLESIIS ET ORATORIIS

Nomen Ecclesiæ *proprie* significat societatem seu conventum fidelium ; *sensu materiali*, ecclesia designat sacras ædes in quibus Christiani conventus habent.

738. **Ab ætate Apostolorum, Christiani certa loca habuerunt ut res sacras et divinas agerent.** Hæc loca auctores christiani modo vocant *oratoria*, id est, loca in quibus preces Deo funduntur ; modo *dominica*, id est, domus Dei ; modo *basilicas*, quo nomine appellabantur illæ regiæ ædes ad audiendas causas constitutæ quas imperatores Christianis donarunt ; modo *templa*, quo nomine Christiani serius uti cœperunt, ne viderentur cum paganis convenire.

739. **Ecclesiæ admittunt inter se aliquam hierarchiam.**

1° Gradus præcedentiæ, procedendo a minoribus ad majores ecclesias, generatim sunt ut sequitur : primo loco veniunt ecclesiæ confraternitatum et archiconfraternitatum ; secundo loco, ecclesiæ regularium ; tertio loco, ecclesiæ parochiales ; quarto loco, ecclesiæ cathedrales, metropolitanæ, primatiales et patriarchales ; tandem digniores ecclesiæ vocantur basilicæ, quæ possunt esse majores vel minores.

2° Romæ quatuor sunt basilicæ majores, scilicet Liberiana seu Sanctæ Mariæ Majoris, Sancti Pauli in via Ostiensi, Vaticana seu Sancti Petri, Lateranensis seu SS. Salvatoris et Sancti Joannis.

3° Tum Romæ, tum extra Urbem, plures sunt ecclesiæ quas titulo basilicæ minoris Summi Pontifices cohonestarunt. Ecclesia cathedralis Quebecensis et ecclesia Sanctæ

Annæ *de Beaupré*, prior quæ est caput et mater tot ecclesiarum cathedralium Americæ septentrionalis, posterior quæ habet sanctuarium ad quod confluunt ex undique peregrinantes, titulo basilicæ minoris honestantur.

740. **Ecclesiæ differunt ab oratoriis.** Ecclesiæ designant ædes sacras in quibus fideles publicos et solemnes cœtus agere solent, et quæ ex primario suo fine publicis ecclesiasticis officiis inserviunt ; hoc nomine decorantur templa omnia cathedralia, parochialia, collegiata et conventualia. Oratoria sunt quædam sacella quæ non populi, sed alicujus familiæ vel collegii communitati destinantur. De ecclesiis et oratoriis agendum erit in sequentibus capitibus.

CAPUT I

DE ECCLESIIS

741. **Nemo ecclesiam ædificet antequam episcopus civitatis veniat et ibidem crucem figat, publice atrium designet.** Cap. 9, dist. I, De Consecratione, in Decreto.

1° Unde episcopi est designare situm futuræ ecclesiæ. Huic dispositioni canonicæ consonat articulus 3371, *Statuts refondus de la province de Québec.*

2° Episcopus vero expetitam licentiam ædificandi novam ecclesiam non debet concedere, nisi positis duabus conditionibus : *a)* ut ecclesia habeat sufficientem dotem, sive ex fundationibus, sive ex oblationibus fidelium, ut cultus divinus peragatur et ministrorum sustentationi provideatur ; *b)* ut nova ecclesia præjudicium non afferat aliis ecclesiis in eodem loco jam antea erectis. Cf. num. 630, vol. I.

742. **Onus ædificandi et reparandi ecclesiam parochialem, juxta consuetudinem quæ in hac regione vim legis obtinet, incumbit populo.** Si ecclesia sit parochialis, populus seu fideles qui sacramenta percipiunt, tenentur ad reparationes perficiendas, et eos episcopus opportunis remediis, appellatione remota, ad id præstare compellere potest. Si vero nullus sit qui collapsam ecclesiam possit reparare, ea destrui potest, et ejus jura, fundi, etc., ad matricem ecclesiam, vel si filialis non sit ad viciniorem ecclesiam, ab episcopo transferuntur; in loco destructæ ecclesiæ crux collocabitur ut significetur ibi quondam ecclesiam fuisse, et locus non convertatur in usus profanos. Concilium Trid., sess. XXI, cap. 7, De Reformatione.

743. **Jus civile hujus provinciæ Quebecensis favet episcopis,** quatenus, servatis servandis, possunt invocare brachium civile ut fideles parochiæ vel missionis ecclesias et ædes adjacentes sive erigant, sive reparent.

Hæ sunt potiores juris dispositiones servandæ ut episcopus habeat beneficium legis civilis, quæ legi possunt in opere *Statuts refondus de la province de Québec :*

1° Requiritur supplex libellus majoris partis patrum familias (francs-tenanciers) parochiæ vel missionis :

Articulus 3371.—" Quand, dans quelque paroisse ou mission, il est question de construire : 1° une église paroissiale ; 2° une chapelle paroissiale ; 3° une succursale ; 4° une sacristie et autres dépendances de l'église, chapelle ou succursale ; 5° un presbytère et ses dépendances ; 6° d'établir un cimetière ou de changer ou réparer ces édifices ou ce cimetière ; sur la requête d'une majorité des habitants francs-tenanciers du territoire y désigné, intéressés dans l'affaire soumise à l'évêque catholique du lieu, ou en cas d'absence de l'évêque ou de vacance du siège épiscopal, à l'administrateur du diocèse, les autorités ecclésiastiques et les personnes qu'elles

déléguent et autorisent à cette fin, statuent définitivement sur l'emplacement et la construction de l'église, de la chapelle paroissiale ou succursale, de la sacristie, du presbytère ou du cimetière et sur leurs dimensions principales ou sur leurs changements ou réparations."

2° Habito illo supplici libello, episcopus clericum deputat ad parochiam vel missionem ut allegationes supplicis libelli verificet :

3372. " Avant de procéder sur cette requête, l'autorité ecclésiastique doit donner un avis suffisant de dix jours aux intéressés, du jour et du lieu ou l'évêque ou son délégué se transportera sur les lieux pour les fins de la requête........."

3° Habito decreto episcopi quo ædificatio vel reparatio permittitur, fideles parochiæ vel missionis mittunt supplicem libellum ad officiales civiles ut facultatem habeant eligendi syndicos. Illi officiales a societate civili assumuntur in civili erectione parochiæ et in taxis imponendis pro ecclesiarum ædificatione et reparatione. Eorum deputatio et munus describuntur in *Statuts refondus de la province de Québec*, art. 3360 et seq.

3396. " Lorsqu'il a été rendu, par l'autorité ecclésiastique, un mandement ou décret pour le placement, la construction, le changement ou déplacement, ou la réparation d'une église ou chapelle paroissiale ou succursale, d'une sacristie, d'un presbytère ou cimetière, ainsi qu'il est dit ci-dessus, la majorité des habitants francs-tenanciers, intéressés dans cette construction ou réparation, peut s'adresser par requête aux commissaires pour demander la convocation d'une assemblée des habitants de la paroisse ou de la mission, à l'effet de procéder à l'élection de trois syndics ou plus, pour mettre le décret à exécution.

Les commissaires peuvent permettre, par ordonnance, la réunion de cette assemblée et l'élection demandée."

4° Syndici electi debent adire officiales civiles ut obtineant confirmationem suæ electionis et determinent quanti quisque in parochia vel missione debeat solvere pro ædificatione vel reparatione ecclesiæ vel ædis parochialis :

3400. " Avant d'entrer dans l'exécution des devoirs de leur charge, les syndics ou la majorité des syndics ainsi élus, doivent présenter une requête aux commissaires pour demander la confirmation de leur élection, et conclure à ce qu'il leur soit permis de cotiser les propriétaires de terres et autres immeubles situés dans la paroisse ou la mission pour laquelle ils ont été élus, et de prélever le montant de la somme pour laquelle chaque personne sera cotisée et répartie, pour sa part de contribution, tant pour effectuer les constructions et réparations dont il sera question que pour subvenir aux frais qu'elles occasionneront, et qui seront jugés nécessaires par les commissaires.

Après avoir fait publier l'acte d'élection dans la paroisse ou la mission et donné publiquement aux habitants intéressés avis du jour où ils prendront l'acte d'élection et la requête des syndics en considération, afin que les opposants, s'il s'en trouve, soient entendus, les commissaires peuvent entendre, examiner et juger les allégations et conclusions de la requête et accorder ou rejeter les conclusions en tout ou en partie."

5° His et aliis formalitatibus servatis quæ continentur in *Statuts refondus de la province de Québec*, ab articulo 3371 ad articulum 3434, fideles parochiæ conveniri possunt coram tribunalibus civilibus ut pro quantitate bonorum suorum immobilium concurrant ad erectionem vel reparationem ecclesiæ parochialis et aliarum ædium adjacentium.

744. **Hæ dispositiones juris civilis non limitant jurisdictionem Ordinariorum,** qui, in casibus in quibus non possunt ad eas recurrere, valent obligare fideles parochiæ vel missionis ad ecclesias vel ad alias ædes adjacentes

excitandas vel reficiendas. Mandata Ordinariorum, hac in re, obligant fideles in conscientia, etsi eorum exsecutio non possit urgeri coram tribunalibus civilibus. Cf decretum XVI, IV Concilii Quebecensis, vol. I, num. 556.

745. **Ædes ad divinum cultum destinatæ duplici modo sanctificari possunt, scilicet consecratione vel benedictione.** Jamvero ecclesiæ et oratoria publica debent saltem benedici antequam cultui divino deputentur, ex capite *Consecrationem*, 1, dist. 1, De Consecratione, quod est Felicis IV: " Consecrationem ecclesiarum et missarum celebrationes non alibi quam in sacratis Domino locis absque magna necessitate fieri debere liquet omnibus quibus sunt nota veteris et novi Testamenti præcepta."

746. **Consecratio est solemnis ecclesiæ deputatio ad cultum divinum, interveniente debita materia et forma, a legitimo ministro facta.**

1° Mos consecrandi ecclesias est antiquissimus, ut refert Gratianus, dissertatio I, de consecratione. Olim omnes ecclesiæ consecrabantur, sed, aucto earum numero, inducta est loco consecrationis benedictio, qua parietes templi interni et externi abluuntur aqua lustrali.

2° Minister consecrationis est episcopus loci in cujus diœcesi erecta est ecclesia; quod confirmatur Concilio Tridentino, sess. VI, cap. 5, De Ref., quo prohibetur ne episcopus, cujusvis privilegii prætextu, pontificalia in alterius diœcesi exerceat, nisi de Ordinarii loci expressa licentia. Regulares exempti subjiciuntur huic disciplinæ; sed si ter Ordinarium invitaverint et Ordinarius requisitus ultra quatuor menses absque justa causa distulerit consecrationem peragere, regulares possunt invitare quemcumque alium episcopum, ex constitutione Leonis X, *Dum intra*, 19 Dec. 1516.

Minister extraordinarius consecrationis potest esse sacerdos, modo habeat speciale mandatum Sanctæ Sedis; in hoc casu, sacerdos debet uti oleo ab episcopo benedicto.

3° Ecclesia consecrari potest qualibet die etiam non festiva. Episcopus, clerus, populusque ad consecrationem se disponunt precibus atque jejunio, quod omnes servare tenentur, nisi data sit dispensatio; celebrantur insuper coram reliquiis sanctorum primæ vesperæ dedicationis.

4° In consecrandis ecclesiis, episcopus tenetur servare omnes ritus qui describuntur in Pontificali Romano; substantialis ritus consecrationis consistit in liniendis sacro chrismate 12 crucibus insculptis vel depictis in parietibus cum prolatione verborum: " Sanctificetur et consecretur hoc templum in nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti." Ex responsione S. Cong. Rituum, 19 Maii 1896, ecclesia in cujus consecratione omissa fuit consecratio altaris habenda est uti valide sed illicite consecrata, nisi habeatur apostolica dispensatio, quamvis aliqua, vel omnia altaria jam consecrata reperiantur; ideoque servandus omnino est ordo rituum Pontificalis Romani, ut integritas consecrationis perficiatur. Apud Sebastianelli, De clericis, tit. VIII, num. 175.

747. **Benedictio ecclesiæ est oratio qua minister ad id rite deputatus sedem ad cultum divinum dedicat.**

1° Minister benedictionis est episcopus, qui potest delegare simplicem sacerdotem.

2° Ecclesiæ et oratoria quæ non consecrantur benedici debent; ritus describuntur in Rituali Romano quos episcopus, vel sacerdos ad hoc specialiter deputatus, servare tenetur.

3° Oratoria semipublica quæ existunt in ædibus episcopalibus, seminariis, hospitalibus, domibusque regularium, et oratoria domestica non debent dedicari benedictione solemni quæ in Rituali Romano, sed ea tantum formula quæ pro domo nova in eodem Rituali habetur. Decretum S. Cong. Rituum, 5 Junii 1899.

748. **Quemadmodum homini baptizato nomen imponitur, ita ecclesiæ consecratæ et benedictæ titulus datur quo in futurum nuncupetur.**

1° Rituale Romanum præscribit ut in benedictione primarii lapidis ædis ædificandæ, episcopus, vel sacerdos, nominet sanctum vel sanctam, in cujus honorem et nomen fundabitur nova ecclesia.

2° Titulus semel constitutus non debet deinceps mutari, nisi fiat nova ecclesiæ dedicatio; "stante eadem ecclesia integra cum eadem dedicatione, inane videtur ac prope sacrilegum, abdicato priori titulo, novum alium inducere." Azevedo, apud Icard, vol. II, num, 555; Nouvelle Revue Théologique, vol. 34, pag. 604.

3° In quibusvis ecclesiis et publicis oratoriis, vel consecratis vel saltem solemniter benedictis, festum titularis quotannis est recolendum sub ritu duplici primæ classis cum octava; oratoria semipublica et privata, quæ solemniter non benedicuntur, non habent titularem. Ex eodem decreto S. Cong. Rituum.

749. **Titulus non debet confundi cum patrono.**

1° Patronus est sanctus vel angelus cujus protectioni committitur ecclesia ut pro i... intercedat apud Deum; titulus est mysterium, sanctus vel aliquid ad sanctos pertinens, v. g. conceptio immaculata B. M. V., a quo appellatur ecclesia. Aliquando sanctus qui fuit electus titulus ecclesiæ assumitur ut patronus ejusdem ecclesiæ, tunc habemus *patronum titularem.*

2° Patronus loci a clero et populo hujus loci eligendus est; cum pro loco intelligi possit vel regnum, vel provincia, vel diœcesis, vel civitas, vel pagus, hinc datur patronus regni, provinciæ, etc. Datur etiam patronus totius Ecclesiæ catholicæ, uti prin ipes Apostolorum, et recentius S. Joseph, Deiparæ Sponsus.

3° Tria pro legitima patroni electione requiruntur: *a)* ut electio a populo fiat de consensu Ordinarii; *b)* ut patronus eligendus in sanctorum album sit relatus; *c)* ut a S. Cong. Rituum approbetur electio.

4° In hac regione, ecclesiæ consecratæ vel solemniter benedictæ habent titulares sed non patronos; quidam sunt patroni hujus regionis qui fuerunt obtenti non per viam electionis, ad tenorem decreti Urbani VIII, sed per viam indultorum. S. Joseph, occasione voti publici emissi anno 1624, electus est patronus regionis, cui voto indulsit S. Sedes, anno 1859; S. Anna, B. M. V. Mater, vi indulti 7 Maii 1876, fuit data uti patrona provinciæ ecclesiasticæ Quebecensis, quæ tunc temporis continebat tres provincias Quebecensem, Marianopolitanam et Ottawiensem; tandem a die 23 Junii 1881, SS. Nomen B. Mariæ Virginis est festum patronale pro diœcesibus Marianopolitana et Campivallensi. Cf. Revue de Valleyfie'd, vol. XI, num. 4, 7, 8.

750. **Ecclesia semel consecrata non potest denuo consecrari,** ut probat Gratianus, De Consecratione: "Sicut infans a qualicumque sacerdote in nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti semel baptizatus non debet iterum baptizari, ita nec locus Deo dicatus iterum consecrandus est". Hoc tamen valet nisi ecclesia exsecretur.

1° Ecclesia exsecratur quando destruitur ex toto aut ex majori parte, vel parietes ejus comburuntur aut devastantur; ecclesia exsecrata amisit suam sanctitatem, ideoque non licet in ea celebrare.

2° Si reparetur ecclesia destructa ex toto vel ex parte, aut devastata, oportet ut consecretur vel saltem benedicatur, cum sit nova ecclesia. S. Congregatio Rituum, 8 Jun. 1896, declaravit ecclesiam e cujus parietibus ablatum fuit ex toto vel ex parte opus tectorium (revêtement) non indigere nova consecratione.

751. **Pollutio ecclesiæ differt ab ejus exsecratione.**

1° Exsecratio est amissio sanctitatis; pollutio est contaminatio ecclesiæ. Ecclesia polluitur, seu contaminatur, quando in ea perpetratur delictum quod directe ejus sanctitatem

offendit. Delicta quibus ex jure canonico polluitur ecclesia sunt: homicidium, injuriosa et graviter culpabilis effusio sanguinis humani, peccatum externum consummatum contra castitatem, et sepultura hominis infidelis aut excommunicati.

2° Primus casus quo polluitur ecclesia est quando in ea committitur voluntarium et injuriosum homicidium, sive respectu sui, sive respectu alterius, quamvis sanguis non effundatur; Cap. *Si motum*, 19, De consecratione. Non polluitur ecclesia, si quis casu occidatur; item si quis injuste aggressus alterum occidat, servato moderamine inculpatæ tutelæ; nec si quis percussus extra ecclesiam ad eam confugiat ut moriatur: in his casibus homicidium non est injuriosum in ecclesia. E contra violatur ecclesia, si quis extra eam existens occidat hominem in ea stantem, etsi vulneratus alibi succumbat. Ferraris, Bibliotheca canonica, ad verbum *Ecclesia*, art. 4.

3° Secundus casus quo polluitur ecclesia est quando in ea sanguis humanus in quantitate notabili per voluntariam, injuriosam et graviter peccaminosam actionem effunditur; cap. *Ecclesiis*, *Proposuisti*, *Si Ecclesia*, De consecratione. Ecclesia polluitur sive proprius, sive alienus sanguis effundatur, sed requiritur ut in notabili quantitate et per actionem graviter peccaminosam effundatur. Non polluitur ecclesia si quis extra eam, v. g. in platea, percutiatur et ad ecclesiam confugiat in qua sanguinem effundit; polluitur vero si graviter in ea percussus extra illam sanguinem effundit.

4° Tertius casus est effusio seminis humani graviter illicita intra ecclesiam, modo peccatum sit publicum notorietate facti, vel juris. Juxta sententiam communem, ecclesia non polluitur per sanguinis effusionem aut peccatum consummatum contra castitatem nisi crimen sit publicum.

5° Quartus casus quo polluitur ecclesia est quando in ea sepelitur aliquis excommunicatus vitandus, scilicet publice

denuntiatus, aut aliquis infidelis. Hinc polluitur ecclesia per sepulturam infidelis etiam infantis, probabiliter per sepulturam infantis non baptizati, nisi defunctus in utero matris cum matre sepeliatur. Non violatur ecclesia per sepulturam hæretici non denuntiati, nec aliorum quibus sepultura ecclesiastica denegatur, ut sunt usurarii et similes, nam in pœnalibus non est facienda extensio nisi in jure habeatur.

6° Quamvis per se ecclesia non polluatur per hoc quod pro stabulo fuit, atque animalia et homines spurcitias exercuerunt, tamen S. Congregatio Rituum, 27 Feb. 1847, censuit ecclesiam quæ militaribus stationibus per biduum inservivit ad cautelam esse reconciliandam. Lehmkuhl, Theol. Moralis, vol. II, n. 222.

752. **Tres sunt effectus ecclesiæ violationis seu pollutionis:** 1° Ecclesia polluta non potest consecrari antequam reconcilietur et pollutionis causa amoveatur; 2° in ecclesia polluta vel in cœmeterio contiguo non potest ullus defunctus sepeliri antequam reconcilietur; 3° in ecclesia polluta non possunt nec divina officia, nec missæ celebrari. Qui celebrat in ecclesia polluta graviter peccat, sed non contrahit irregularitatem.

753. **Ecclesia polluta debet quamprimum reconciliari, ne diu suspendatur cultus divinus.** Si ecclesia fuerit consecrata, non potest ab alio quam ab episcopo diœcesano vel ab alio episcopo delegato reconciliari; non potest episcopus diœcesanus ad hoc delegare simplicem sacerdotem absque indulto apostolico. Si ecclesia polluta non fuerit consecrata sed benedicta, reconciliari potest per quemcumque simplicem sacerdotem per solam aspersionem aquæ benedictæ; cap. *Si Ecclesia*, 10, De consecratione ecclesiæ.

754. **Ecclesia sive consecrata, sive benedicta gaudet privilegio immunitatis** ab actibus profanis, et jure asyli. Cf. vol. I, tit. III, De juribus communibus, num. 167.

Relate ad hanc immunitatem localem, notatu dignum est illud decretum S. Congregationis Rituum 14 Julii 1887, quo non licet admittere in ecclesia, occasione exsequiarum aut quorumdam festorum quibus laicæ sodalitates intersunt, nisi *vexilla religiosa*, id est pro quibus habetur formula benedictionis in Rituali Romano.

CAPUT II

DE ORATORIIS

755. **Oratorium est sacellum quod ad utilitatem alicujus communitatis vel familiæ erigitur.**

Oratorium est vel *publicum*, vel *semipublicum*, vel *privatum*.

1° Oratorium *publicum* est illud quod, auctoritate Ordinarii ad publicum Dei cultum dedicatum sive benedictione, sive consecratione, habet januam in via et liberum ingressum et egressum.

2° Oratorium *privatum* est illud quod in privatis ædibus in commodum alicujus personæ vel familiæ erigitur.

3° Oratorium *semipublicum* est illud quod auctoritate Ordinarii erigitur in commodum alicujus communitatis. Hujus generis sunt oratoria quæ pertinent ad seminaria et collegia ecclesiastica, ad pia instituta et societates votorum simplicium, aliasque communitates sub regula vel statutis ab Ordinario approbatis, ad nosocomia, orphanotrophia, necnon ad arces et carceres. Talia sunt oratoria quæ in ædibus Cardinalium et Episcoporum eriguntur. Omnes qui in his oratoriis sacrificio missæ intersunt, præcepto satisfaciunt. Cf. decretum S. Congregationis Rituum, 23 Jan. 1899.

756. **Auctoritas competens qua erigitur oratorium sive publicum, sive semipublicum,** est auctoritas episcopi, ut fert communis sententia.

1° Atvero episcopus in erigendo oratorio publico debet cavere *a)* ut erectio fiat in argumentum cultus divini, non autem quæstus causa; caput *Si quis*, De consecratione; *b)* ut oratorium sufficienter dotetur; cap. *Nemo Ecclesiam*, loco citato; *c)* ut erectio non vergat in detrimentum alterius ecclesiæ, præsertim parochialis; cap. *Quicumque*, 44, causa 16, quæstio I, in Decreto. Hinc si ab episcopo permittatur ædificatio ecclesiæ in detrimentum parochialis, potest parochus sese opponere et a licentia concessa appellare; tit. XXXII, lib. X, De novi operis nunciatione.

2° Oratoria semipublica in piis communitatibus, in nosocomiis, orphanotrophiis, etc., auctoritate episcopi eriguntur, modo *nullum ibi adsit aliud oratorium.* Hanc doctrinam tenuit S. Congregatio Rituum, in causa *Nivernensi* 8 Martii 1879, et eam confirmavit alio decreto, die 23 Jan. 1899 edito. Quæsitum fuerat: " Potestne episcopus alia oratoria præter capellam seu principale oratorium erigere in piis communitatibus, sive ob numerum sacerdotum ibi degentium ut ab omnibus missa dici possit, sive in gratiam infirmorum qui nequeunt adire capellam seu oratorium principale?—Respondit S. R. C.: Si ex piarum communitatum conditione necessaria sit erectio alterius oratorii, pro ejus erectione facultas erit a Sancta Sede obtinenda."

757. **Amplissima fuit olim libertas oratoria privata erigendi** sive regularibus, sive episcopis concessa.

1° Regulares ex ordine Prædicatorum et Minorum, vi capitis, *In his quæ*, 30, De privilegiis, tit. XXXIII, lib. V, et alii ordines, sive directe, sive per viam communicationis, non tantum in suis domibus, sed in aliis privatis ædibus, quacumque ex causa, celebrare poterant.

2° Episcopi habebant potestatem concedendi indulta oratorii privati sive clericis, sive laicis. Plures et graves irrepserunt abusus ex tanta facilitate, et res eo devenerant ut missæ sacrificium celebraretur in loco non decenti, vel in domibus privatis in præjudicium jurium parochialium.

3° Concilium Tridentinum, sess. XXII, De observandis et evitandis in celebratione missæ, mandavit " ne Ordinarii patiantur privatis in domibus atque omnino extra ecclesiam... sanctum hoc sacrificium a *secularibus* aut *regularibus quibuscumque* peragi." His verbis Conc. Tridentini, facultas concedendi indultum oratorii privati fuit a quocumque adempta et soli Pontifici Romano reservata, ut declaravit Benedictus XIV, in constitutione *Magno cum animi*, 2 Jun. 1751. Attamen si[1] urgentes adsint causæ, potest episcopus, *per modum actus tantum*, facultatem concedere ut celebretur in oratoriis privatis, ut declaravit S. Cong. Concilii, 20 Dec. 1856.

758. **Inter facultates quæ episcopis hujus regionis conceduntur in formula I, num. 23,** datur facultas " celebrandi sub dio et sub terra, in loco tamen decenti ", quam subdelegare possunt suis sacerdotibus. Hinc missionarii loca missionum perlustrantes possunt, habita subdelegatione, in quocumque loco decenti sacrificium offerre ; non requiritur ut locus celebrationis sit pulcher et eleganter ornatus, sed ut ab eo removeantur objecta minus decentia. Paupertas enim non excludit munditiem.

In prædicta facultate, ex responsione S. Cong. de Prop. Fide, 20 Jan. 1667, non comprehenditur facultas celebrandi in navi super oceanum, lacum et flumen ; ad hoc requiritur specialissimum indultum, quod episcopi habere supponuntur ex quorum diœcesi naves solvere solent. Hujusmodi indultum obtinuit Ill^{mus} et Revd^{mus} Archiepiscopus Marianopolitanus suis sacerdotibus communicabile. Conditiones quæ adjici solent sunt ut aquæ maris, lacus vel fluminis sint tranquillæ,

(1) V.g., in itinere, quando est utilis, potest ipse episcopus celebrare in domo privata.

et, quantum fieri potest, alius sacerdos vel diaconus, si motus concitetur, calicem firmum teneat. Cf. decretum S. Cong. de Prop. Fide, 1 Martii 1902.

759. **Quando Sancta Sedes indultum oratorii privati concedit, solet sequentes conditiones adjicere:** 1° ut oratorium ab episcopo vel ab ejus delegato visitetur, inspiciendi causa num decens et apte compositum sit; 2° ut una tantum missa in die celebretur, nec diebus solemnibus festorum unquam celebretur, nisi aliter concessum fuerit; 3° ut dum fit sacrum, præsens sit indultarius, id est, is cujus nomen reperitur in fronte indulti; nam privilegium est personale adeo ut nequidem consanguinei et affines possint audire missam in oratorio privato, nisi illo præsente; 4° ut serventur jura parochialia, id est, nulli actus fiant qui proprio jure ad ecclesiam parochialem attinent, v. g. collatio baptismi, benedictio nuptiarum, communio paschalis. Præter communionem paschalem, sacramentum eucharistiæ dispensari non debet in oratoriis privatis, nisi de licentia episcopi; idem dicatur de sacramento pœnitentiæ, eo vel magis quod vetitum sit confessiones audire in privatis domibus. Cf. Icard, Præl. Jur. Sti Sulpicii, vol. II, num. 550; Haine, Theologia Moralis, vol. III, page 151.

760. **In oratoriis etiam publicis, SS. Sacramentum servari non potest absque indulto apostolico.** Nam regula generalis est quod "sacrosancta eucharistia in ecclesiis quæ parochiales non sunt, retineri non potest absque præsidio apostolici indulti, vel immemorialis consuetudinis quæ hujusmodi indulti præsumptionem inducit." Bened. XIV, const. *Quamvis justo*, 30 Apr. 1749.

1° De jure, SS. Sacramentum potest asservari, *a)* in ecclesiis parochialibus; *b)* in cathedrali ecclesia, quæ prima parochia diœcesis reputatur; *c)* in ecclesiis regularium, sive quia eorum ecclesiæ reputantur parochiales, sive quia tacite hoc

privilegium habent a Sede Apostolica, cujus auctoritate domus regularium eriguntur. Moniales prohibentur asservare sacramentum eucharistiæ intra claustra; Trid., sess. XXV, cap. 10.

2° Quod dictum est de regularibus intelligendum est de ordinibus proprie dictis qui habent vota solemnia, non autem de congregationibus religiosis quæ habent vota simplicia. In oratoriis congregationum et piorum institutorum, quemadmodum in aliis oratoriis, non potest asservari eucharistiæ sacramentum absque indulto apostolico. Hinc in causa *Nivernensi* relata, fuit quæsitum :

" Potestne episcopus *jure proprio* concedere facultatem asservandi SS. Sacramentum *a)* in ecclesiis seu capellis publicis quæ tamen titulo parochiali non gaudent, etsi utilitatibus parochiæ inserviant; *b)* in capellis piarum communitatum publicis, id est, quarum porta pateat in via publica vel in area cum via publica communicante, et quæ habitantibus omnibus aperiuntur; *c)* in capellis seu oratoriis interioribus piarum communitatum, quando non habent capellam seu oratorium publicum in sensu exposito, ut evenit, ex gr. in seminariis? Respondit S. R. C. : Implorandum est indultum a Sancta Sede quoad omnia postulata."

761. **Quoad oratoria privata, hæc notentur.**

1° SSmum Eucharistiæ sacramentum non debet asservari, nisi habeatur indultum apostolicum ;

2° Hujusmodi oratoria benedicuntur benedictione quæ legitur in Rituali Romano pro domo nova ;

3° Oratoria privata non subjacent visitationi episcopi, nisi ut videat an in erectione serventur leges canonicæ ;

4° Super oratorium quodcumque, etiam privatum, nequeunt esse cameræ vel loca ad habitandum, dormiendum, deambu-

landum, aut ad alium usum profanum. Subtus tamen ipsa possunt adesse horrea et cellæ vinariæ ;

5° Potest privilegiatus, si nolit amplius uti privilegio, convertere oratorium in usus profanos ; etenim oratorium privatum non est locus sacer, nec immutabiliter dicatur divino cultui, ideoque nec gaudet ecclesiastica immunitate, ut decrevit S. Congregatio Immunitatum, 9 Dec. 1631. Si autem privilegiatus velit iterum tale oratorium profanatum remittere ad usum celebrandi sacrum, indigebit nova approbatione Ordinarii. Ferraris, ad verbum *Oratorium*, n. 19 et 20.

TITULUS III

DE ALTARIBUS ET SACRA SUPELLECTILI ECCLESIARUM

CAPUT I

DE ALTARIBUS

Altare (alta ara) in genere est sedes aut locus in quo sacrificium offertur; altare autem christianum est mensa super quam conficitur eucharistiæ sacramentum et offertur sacrosanctum missæ sacrificium.

762. **Altare est fixum vel portatile.** *Sensu canonico*, altare *fixum* est illud quod immobiliter sua basi consistit; *portatile*, quod potest de loco in locum moveri. Diximus *sensu canonico*, quia, ex praxi S. Congregationis Rituum, altare fixum dicitur etiam de lapide qui adhæret altari ligneo; hinc altare ligneum quod regulariter non dimovetur, quamvis possit transferri, dicitur, *sensu liturgico*, altare fixum cui conferri potest indulgentia altaris privilegiati. Beringer, Les Indulgences, vol. I, p. 448, et decretum S. Congnis Rituum, 18 Julii 1892.

1° Utrumque altare debet esse lapideum, ut præscribunt antiqui canones; cap. *Altaria*, 31, dist. I, De consecratione. In altari fixo, una est tabula lapidea quæ basi solidæ adhæret; in altari portatili, est simplex lapis consecratus qui absque nexu inseritur mensæ altaris ex ligno aliave materia confectæ. Admitti nequeunt altaria portatilia quæ ex duabus partibus ita constant ut pars superior sit lapis, pars vero inferior lignum, et inter lapidem et lignum, in quodam concavo

spatiolo, sint reliquiæ sanctorum. S. Cong. Rituum, 31 Aug. 1867.

2° Altaria tum fixa, tum portatilia figuram quadratam aut oblongam induere consueverunt, cum crucibus in medio et in quatuor angulis, in quibus unctiones sancti olei et sacri chrismatis ad consecrationem altarium præscriptæ peraguntur.

3° Majoris aut minoris molis esse solent altaria, præsertim prout fixa aut portatilia considerantur.

Ex rubrica Missalis, ea exigitur ara lapidea " quæ tam ampla sit, ut hostiam et majorem partem calicis capiat."

763. **Consecratio altaris fit a solo episcopo, nisi Summus Pontifex concesserit presbytero facultatem eam peragendi.** Forma et ritus hujus consecrationis describuntur in Pontificali.

1° Illud præ ceteris est notandum nullum altare consecrari quin includantur sacræ reliquiæ in eo, ut sacerdos ascendens ad altare Deum precetur *per merita sanctorum quorum reliquiæ hic sunt.* Oratoria olim ædificabantur supra tumulos martyrum; hunc morem Ecclesia retinere statuit, quoad poterat, reponendo reliquias sanctorum sub altari, quia summopere judicavit expedire ut sacrosanctum missæ sacrificium offeratur Deo super reliquias servorum Dei, qui omnem suam virtutem ex illo habuerunt.

2° Loculus in quo sacræ reliquiæ reponuntur, signatur sigillo episcopi, ut certius constet de consecratione altaris et de reliquiarum authenticitate.

764. **Altare, sicut ecclesia, pollui vel exsecrari potest.**

Altare fixum ita refertur ad ecclesiam in qua constitutum est, ut si quacumque ex causa ecclesia polluatur, ipsum etiam pollutum eo ipso censeatur. Alia est ratio altaris portatilis, quod suam consecrationem habet distinctam a consecratione loci ubi reponitur.

Altare exsecratur 1° quando est enormiter læsum vel fractum.

a) Juxta sententiam communiorem, altare *enormiter* frangitur, quando ita diminuitur ut pars quæ remanet calicem et hostiam cum patena commode nequeat continere.

b) Juxta alios, tanta esse debet fractura ut in communi æstimatione id quod superest non retineat formam et rationem tabulæ altaris.

c) Alii tandem enormem esse dicunt fracturam, si tabula fuerit vel in duas, vel in plures notabiles partes divisa, ac proinde continuationem, integritatem et substantialem unitatem amittat; casus verificatur si in altari sive fixo, sive portatili, fractura aliqua fiat in illis partibus in quibus peculiares unctiones fuerunt adhibitæ, candelæ accensæ, thus crematum; vel si pars fracta contineat unam ex lateralibus crucibus ab episcopo in altaris consecratione specialiter benedictis. Cœterum, uti declaravit S. Congregatio Rituum, 3 Martii 1821, non sufficit levis fractura in uno vel altero cornu.

2° Altare tam fixum quam portatile suam amittit consecrationem, si ab eo auferantur sacræ reliquiæ, aut amoveatur vel enormiter frangatur reliquiarum repositorium, aut ejus operculum, id est, parvulus ille lapis qui easdem occludit reliquias in ipsarum sepulcro vel repositorio.

Non vero sufficit sigilli fractio, si, habita ratione circumstantiarum, nullum est dubium probabile de peracta consecratione atque de identitate reliquiarum.

3° Altare fixum consecrationem suam amittit, si a basi seu structura inferiori lapis seu mensa superior consecrata amoveatur. Ad quod necessarium non est ut tabula seu mensa ex uno ad alium locum translata fuerit, sed sufficit quod a structura inferiori sejuncta fuerit, ut declaravit S. Rituum Cong., 23 Feb. 1884; Piat, Præl. Juris Regularis, vol. II, pag. 358.

CAPUT II

DE SACRA SUPELLECTILI ECCLESIARUM

Sacra supellex ecclesiarum dicuntur omnia quæ ad cultum publicum inserviunt : vasa nempe sacra, cruces, linteamina altaris, vestes sacerdotales, baptisterium, sacræ imagines, campanæ quarum sonitu advocantur fideles ad preces. Principia generalia juris circa supellectilem ecclesiarum dicemus ; plenior vero hujus materiæ expositio ad liturgiam remittitur.

765. **Calices debent esse ex auro vel argento, aut saltem habere cuppam argenteam intus inauratam simul cum patena itidem inaurata.**

1° Consecrari debent ab episcopo, qui harum benedictionum munus, quatenus unctione sacri chrismatis perficiuntur, nulli presbytero committere potest.

2° Calices et patenæ exsecrantur quando immutantur, vel franguntur, adeo ut inservire amplius non possint sacro sacrificio : puta, si perforentur, vel si cuppa calicis a pede cui fixa est, per fractionem divellatur, vel tandem si pars interior calicis aut cuppæ aurationem amittat.

3° Quando calix fractus est, aut internam perdidit inaurationem, non potest in sacris mysteriis conficiendis adhiberi ; cum enim formam sacram amiserit, tradi potest artifici ut reficiatur, aut fundatur. Si autem formam necessariam non amiserit, sed opportunum videatur illum ex majori decentia expoliri et intus inaurari, adeundus est episcopus, qui per modum dispensationis permittit calicem artificibus tradi : laici enim nequeunt vasa sacra tangere. Si pes tantum calicis expoliendus et inaurandus sit, opus non est dispensatione ut possit sejungi a cuppa sine fractura. Icard, Prælectiones, num. 560.

766. **Ciborium et pyxis destinata ad conservationem et expositionem sanctæ eucharistiæ** non conse-

crantur unctione chrismatis, sed simplici benedictione quæ tamen reservatur episcopo.

767. **Crux erigitur in omnibus ecclesiis, aut saltem reponitur tabula in qua repræsentatur imago Jesu Christi crucifixi.**

Cum rubricæ requirant ut crux collocetur super altare et inter candelabra, dum offertur sacrum sacrificium, scriptores quærunt utrum crux debeat constitui in altari, etiamsi imago Christi e cruce pendentis in majori tabula depicta aut cælata appareat. " Gavantus id quidem probat, ait Benedictus XIV ; alii vero id minime necessarium putant, dummodo tamen crucifixus in majori tabula, vel pictus, vel cælatus, primum locum obtineat præ cæteris omnibus qui in eadem tabula exprimuntur. Huic sententiæ sese conformavit Congregatio Rituum, uti constat ex responsione quam promulgavit, anno 1663. " (Litteræ encyclicæ *Accepimus*, anno 1746).

768. **Vestium sacerdotalium, quæ ad sanctum sacrificium adhibendæ sunt,** materiam, formam et colorem certæ regulæ definiunt.

1° Per varia S. C. Rituum decreta, vetitum est quominus sacra ornamenta ex *gossypio* (coton) vel *lana* contexta adhibeantur ; imo ex *holoserico opere* tantum illa confici præscribuntur. Cf. decreta 28 Julii 1881, 23 Junii 1892.

Quum vero non omnes ecclesiæ, ob reddituum defectum, hujusmodi paramenta serica sibi comparare valeant, quæsitum est a S. Cong. Rituum utrum, attenta ecclesiarum paupertate, liceat pro ornamentis sacris præparandis adhibere illud panni genus quod *videtur* ex filo serico contextum, sed contegitur in gossypio, lana, vel in lino. Et S. Congregatio, attenta ecclesiarum paupertate, id panni genus pro sacris ornamentis *tolerari posse* declaravit, die 2 Mart. 1882.

2° Nec probantur paramenta diversi coloris, quæ indifferenter inserviant pro colore albo, rubro, viridi, violaceo, qua-

tenus habent intextos flores diversi coloris, adeo ut vix dignoscatur quis sit color prædominans. Tolerantur tamen paramenta ex auro contexta, quæ adhibeantur pro albo, viridi ac rubro, non tamen pro violaceo. S. R. C., 5 Dec. 1868.

3° Per episcopum benedicenda sunt omnia sacra paramenta tum altaris, tum ministrorum; nullus sacerdos absque speciali facultate potest hæc benedicere. Inter facultates episcopis hujus regionis concessas per formulam I, datur sub num. 13 potestas "delegandi simplicibus sacerdotibus potestatem benedicendi paramenta et alia utensilia ad sacrificium missæ necessaria, ubi non intervenit sacra unctio." Cf. Bargilliat, vol. II, num. 1312.

769. **Imagines Christi, B. M. Virginis et aliorum sanctorum possunt in ecclesiis retineri.** Conc. Trid., sess. XXV, De invocatione, veneratione et reliquiis sanctorum et sacris imaginibus.

1° Rarior fuit usus imaginum in primæva ætate, probabiliter ob eam rationem quod illæ imagines aliquam forte offensionem afferre potuissent Ethnicis, qui religionem christianam amplectebantur; eo tamen tempore, pingebantur sancti Veteris Testamenti, repræsentabatur Christus sub figura Boni Pastoris, uti videre est Romæ in catacumbis.

2° Imagines quomodocumque impressæ Domini Nostri Jesu Christi, Beatæ Mariæ Virginis, angelorum atque sanctorum, vel aliorum servorum Dei ab Ecclesiæ sensu et decretis difformes omnino vetantur. Novæ vero, sive preces habeant annexas, sive absque illis edantur, sine ecclesiasticæ potestatis licentia non publicentur. Const. *Officiorum et munerum* Leonis XIII, tit. I, num. 15.

(Episcopi)

3° Decretis Ecclesiæ prohibetur quominus Christus, B. Maria Virgo, Angeli, Apostoli, Evangelistæ repræsententur cum habitu peculiari alicujus ordinis religiosi. Clemens VIII, constitutione *Sacrosancta.*

4° Benedictus XIV, constitutione *Sollicitudini*, 1 Oct. 1745, accurate exponit quibus sub speciebus SS. Trinitatem vel unamquamque personam liceat repraesentare.

5° Quoad imagines servorum Dei, prohibentur imagines cum laureolis aut radiis de illis qui neque canonizationis, neque beatificationis honore insigniti sunt a Sede Apostolica. Const. *Sanctissimus* Urbani VIII.

6° Imo beatorum nondum canonizatorum imagines in ecclesiis et oratoriis quibuscumque, inconsulta Sede Apostolica, nullo pacto exponi debent. Et ubi indultum fuerit per Sedem Apostolicam eorum imagines, pictasque tabulas in ecclesiis poni et coli posse, in pariete tantum non autem super altare collocandi facultas tributa censetur. Decretum Alexandri VII, 20 Sept. 1659.

7° Insuper imago beatificati pingenda est non cum diademate circa caput, sed cum radiis tantum. Ferraris, v. *Imagines*, num. 46. Cf. Commentarium D. Piat apud La Nouvelle Revue Théologique, vol. 31, pag. 12.

770. **Ecclesia habet jus habendi campanas ut fideles ad ecclesiam convocentur,** ut probat Cavagnis, Inst. Juris Publici, part. II, num. 268.

1° Campanae benedicendae sunt antequam suo loco reponantur, quae quidem benedictio reservatur episcopo eadem lege qua ceterae benedictiones quae sacro chrismate perficiuntur. Ex speciali facultate S. Sedis, episcopi possunt delegare " benedictionem campanarum, quandocumque eam ipsi absque gravi incommodo perficere nequeunt, sacerdotibus sibi bene visis, servato ritu Pontificalis Romani, atque adhibitis oleis et aqua ab episcopo benedictis ; necnon etiam sine aqua ab episcopo benedicta, si gravis causa concurrat." Cf. vol. I, num. 31, art. 5.

2° Campanae benedictae non debent inservire usibus profanis. S. Cong. Rituum dubiis olim propositis responsum

dedit, die 16 Julii 1594: "Non videntur posse benedici solemni ritu campanæ quæ solum deserviunt profanis usibus; nam, ut ex ipsa benedictione quæ habetur in Pontificali, colligi potest quod campanæ benedicuntur *in usum tantum ecclesiasticum*, ut cetera vasa sacra, et ideo inunguntur variisque cæremoniis consecrantur ad eum modum quo consecrantur altaria."

Nihil tamen obstare videtur quominus primi pastores sinant campanas pulsari in casu imminentis periculi, puta incendii aut inundationis, vel etiam occasione adventus principis, in signum honoris; siquidem adest in hujusmodi adjunctis ratio aliqua virtutis, quæ ad finem supernaturalem quodam modo refertur. Si præter memoratos casus, magistratus temporales expostulent facultatem utendi campanis in aliquos usus civiles, parochi officium erit confugere ad episcopum ut quid sibi agendum seu tolerandum sciat. Icard, Præl. ad usum S. Sulpicii, vol. II, num. 561.

———

TITULUS IV

DE CŒMETERIIS

771. **Circa originem cœmeterii hæc sunt notanda :**

1° Natura docet corpus hominis, qui ceteris animalibus dignitate præstat, non esse projiciendum ut a volucribus ferisque dilanietur, vel in cibum assumatur. Hinc apud Gentes, sepulturam dare cadaveri inter officia ipsi humanitati præstanda fuit adscriptum ; et solis hominibus scelestissimis sepulcrum fuit denegatum, quorum corpora insepulta ad ignominiam projiciebantur.

Ergo cimeterium natum est ex humanitate et ex ratione sanitatis publicae.

2° In re tanti momenti, religio christiana non potuit deesse ; sacrum habuit cultum defunctorum, sed debuit arcere a funeribus quidquid falsi aut superstitiosi irrepserat ope ethnicorum. Summum ejus negotium fuit funebres ritus intra regulam rationis et revelationis revocare et rectæ Dei notioni et sanæ hominum naturæ accommodare.

Honores qui cineribus sanctorum impenduntur duplici dogmate nituntur, scilicet futura corporis resurrectione et æterna animæ beatitudine, cujus corpus particeps erit post ultima momenta. Hinc est cur Ecclesia habuerit sua *cœmeteria*, seu *dormitoria*, quia Christiani in monumento non tam quiescere quam dormire dicuntur usquedum in resurrectione universali corpora evigilent et ad feliciorem vitam e prolixiore somno suscitentur. Vecchiotti, De rebus sacris.

3° Jure veteri Romanorum, cautum erat ne cadevera in urbibus sepelirentur, ut demonstrat fragmentum legis 12 tabularum : " Hominen mortuum in Urbe ne sepelito, neve urito." Tribus primis sæculis, Christiani, sicut ceteri, sepeliebantur extra civitates vel in monumentis juxta viam publicam, vel in catacumbis et in campis subterraneis ; hinc

historia testatur S. Petrum humatum esse in Vaticano, juxta viam triumphalem; S. Paulum, in via Ostiensi; S. Xistum, in cœmeterio Callixti, in via Appia; et ita de ceteris.

4⁰ A sæculo quarto, reliquiæ martyrum fuerunt ad basilicas translatæ; ex hac causa fideles obtarunt sepeliri in ecclesiis, primo ut validius juvarentur patrocinio martyrum ad quorum reliquias prope jacebant, secundo quia sibi persuadebant se juvari posse precibus fidelium eo convenientium. "Ideo, aiebat Sanctus Maximus Taurinensis, a majoribus provisum est ut sanctorum ossibus nostra corpora sociemus, ut dum illos Christus illuminat, a nobis tenebrarum caligo defugiat. Cum sanctis martyribus quiescentes evadimus inferni tenebras eorum propriis meritis, attamen conscii sanctitate." (Sermo 55).

Primitus, ex quodam privilegio, imperatoribus, episcopis, presbyteris, viris religiosis, sacrisque virginibus necnon aliis dignitate conspicuis humatio in ecclesiis fuit permissa; successu autem temporis, ex benevola tolerantia, omnibus indiscriminatim fidelibus. Quod si ecclesia non sufficeret, prope ecclesiam, auctoritate episcopi, erigebantur cœmeteria pro fidelibus sepeliendis.

Verum Ecclesia, ut eruitur ex pluribus statutis conciliorum, maxime exoptat ut restituatur usus sepeliendi in cœmeteriis; hinc Rituale Romanum, jussu Pauli V editum, sic decernit: "Ubi viget antiqua consuetudo sepeliendi mortuos in cœmeterio retineatur, et ubi fieri potest restituatur." Cf. Vecchiotti, Iustitutiones canonicæ.

772. **Ecclesia sibi vindicat jus erigendi cœmeteria** separata a sepulturis tum communibus, tum aliarum confessionum religiosarum, et judicandi quinam debeant admitti in iis cœmeteriis et quinam sint excludendi.

1⁰ Hoc est veluti consectarium juris erigendi templa; revera Ecclesia habet jus pro sua communione habendi templa

quæ exclusive pro suo cultu inserviant, et a quibus possit quoscumque velit excludere; *a pari* ipsi tribuendum est jus habendi cœmeteria in quibus admittat quos dignos sepultura ecclesiastica judicaverit. Præterea sepultura est extensio communicationis fidelium; atqui juxta verba Innocentii III, De sepulturis, cap. 12: "Quibus non communicavimus vivis, non communicemus defunctis." Per summam proinde injuriam contra catholicos et contra omnes alias sectas religiosas quæ exigunt cœmeteria *confessionalia*, Status civiles et municipia construunt cœmeteria sic dicta *civilia*, vel *municipalia*, in quibus cadavera omnium indiscriminatim sepeliuntur, sive quamcumque, sive nullam religionem fuerint professi. De Angelis, lib. III, tit. XXVIII, num. 1.

2° In provincia Quebecensi, cœmeterium pro catholicis erigitur ab episcopo diœcesis, ad tenorem articuli 3371, *Statuts refondus de la Province de Québec*. Cf. num. 743. Assensus episcopi ita requiritur ut, eo non habito, cœmeterium neque erigi, neque augeri, neque reparari possit. Mignault, Droit paroissial, pag. 528.

773. **Cœmeterium aliud est commune, aliud electivum, alind familiare.** Quilibet fidelis est sepeliendus in propria parochiali ecclesia vel in ejus cœmeterio, ut defunctus cum ea ecclesia communicet cui vivus adhæserat.

Serius Regularibus indultum est ut in suis ecclesiis et cœmeteriis tum suos, tum fideles qui in eis sepulturam elegissent, tumularent; fidelibus ipsis data est facultas sepulcra familiaria seu gentilitia exstruendi: unde jure quo nunc utimur, sepultura est triplex, scilicet *communis*, *electiva* et *familiaris seu gentilitia*. Cf. vol. I, num. 546.

1° Unusquisque sepeliri debet in loco sui domicilii, nisi alibi sepulturam elegerit, vel extra parochiam decedens non possit in locum sui domicilii deferri; cap. 3, tit. XII, De sepulturis, lib. III, in 6°.

a) Episcopus, canonici ecclesiæ cathedralis, et in genere clerici titulo perpetuo et cum onere residentiæ aliquibus ecclesiis adscripti, tumulandi sunt in ecclesiis propriorum beneficiorum.

b) Monachi, sanctimoniales, et in genere quicumque intra claustra vivunt sub alicujus prælati obedientia, in propriis ecclesiis debent tumulari. Idem dicendum non est de confratribus sodalitatis laicorum, quia, seclusa electione, minime sepeliri debent in ecclesia confraternitatis, etiamsi ex concessione episcopi jure sepulcri eadem ecclesia gaudeat. Sebastianelli, De clericis, num. 262.

2° Aliquis potest sepeliri extra parochialem ecclesiam, modo locus sit religiosus et sepulturam ibi elegerit.

a) Omnes possunt extra parochialem ecclesiam eligere sibi sepulturam, nisi *natura* vel *lege* prohibeantur. *Natura* prohibentur amentes, furiosi, et in genere omnes ratione non compotes ; *lege* prohibentur impuberes, cum non habeant evolutum libertatis exercitium ; regulares, cum habeant nec velle nec nolle.

b) Ut novum sepulcrum exstruatur in ecclesiis sæcularibus, præter consensum ecclesiæ rectoris, postulatur licentia Ordinarii in scriptis obtinenda ; in ecclesiis regularium, requiritur licentia saltem provincialis ; in ecclesiis monialium, præter expressum consensum monialium, requiritur licentia S. Congregationis Episcoporum et Regularium. Vecchiotti, loco citato.

3° Sepultura propria seu familiaris est illa quam quis pro se et suis descendentibus constituit. Sepulcrum familiare exstrui potest in ipso cœmeterio communi, cujus pars reservatur ad alicujus familiæ sepulturam ; sed regulariter sepulcrum familiare erigitur extra cœmeterium commune, in prædiis alicujus. Locus debet benedici antequam sepulturæ fidelium inserviat.

774. **His dispositionibus canonicis circa locum sepulturæ concordant decreta civilia in hac provincia Quebecensi lata.**

1° Sepultura catholici debet fieri in parochia ubi decedit, nisi hic fidelis alibi voluntate propria vel aliena elegerit sepulturam. Cf. Beaudry, Code des curés, pag. 258, num. 228.

2° Quando cœmeterium commune est sufficienter extensum, fabrica ecclesiæ potest concedere fidelibus jus exstruendi sepulcra et monumenta, vel jus sepulturæ familiaris in aliqua parte cœmeterii, quæ pars ad usum datur sub certis conditionibus. Beaudry, loco citato.

3° Plures sunt juris dispositiones relate ad locum cœmeterii, ad sepulturam in ecclesia, ad sepulturam illorum qui ex morbo contagioso decesserunt ; quæ dispositiones continentur in *Statuts refondus de la province de Québec*, ab articulo 3458 ad articulum 3485. Quosdam referimus :

3472. " Dans toute nouvelle paroisse, le site du cimetière doit être choisi, autant que possible, en dehors des limites probables de la ville ou du village, sur un terrain élevé, incliné du côté opposé à celui où les maisons se trouvent situées, de manière à ce que les eaux potables ne soient pas contaminées par le drainage de ce terrain.

Cette règle s'applique également aux paroisses déjà établies, où doit se faire un déplacement de cimetière."

3476. " Il est loisible à l'autorité ecclésiastique supérieure ou diocésaine, lorsqu'elle le croit convenable pour la décence ou la santé publique, de défendre, sous peine de l'amende imposée par l'article 3470, les inhumations dans les cimetières ou les églises placés sous son contrôle."

Relate ad has legis civilis dispositiones circa inhumationem et exhumationem, notandum est quod auctoritas civilis jus habet curandi ut ea serventur quæ hygienem et publicam securitatem respiciunt, v. g. ne *citius* sepeliantur qui forsitan adhuc vivunt, vel *serius*, cum corpora corrumpuntur, præsertim in

morbis contagiosis. Ecclesia leges de cetero justas a civili auctoritate de hac re latas observare debet, salva sua independentia. Cavagnis, Institutiones Juris Publici, lib. II, num. 280.

Unde clerici debent has præscriptiones servare, quas episcopi acceperunt uti latas ad bonum societatis.

775. **Actio funeris, sicut deductio ad cœmeterium, est cœremonia essentialiter religiosa,** quæ debet fieri ad præscriptum Ritualis Romani, illis adhibitis pompis quæ decent hanc mœstam functionem.

1° Non prohibetur quominus in sepultura ratio habeatur dignitatis et officii quo defunctus fungebatur; sed quod pertinet ad sectas damnatas a funeribus est omnino eliminandum. Hinc prohibetur ne deferantur vexilla, ad tenorem decreti S. Officii, 24 Nov. 1897 : " Quatenus agatur de vexillis quæ præseferunt emblemata manifeste impia vel perversa, si ea extollantur in pompa funebri, clerus inde recedat; si in ecclesiam per vim introducantur, tunc si missa nondum inchoata fuerit, clerus recedat; si inchoata, post eam absolutam auctoritas ecclesiastica solemnem protestationem emittat de violata templi et sacrarum functionum sanctitate. Quatenus agatur de vexillis ita dictis nationalibus, nullum emblema de se vetitum præseferentibus, in funebri pompa tolerari posse, dummodo feretrum sequantur; in ecclesia vero non esse toleranda, nisi secus turbæ aut pericula timeantur. "

2° Prohibetur ne laudatio publica defuncti a laicis fiat in cœmeterio sine licentia auctoritatis ecclesiasticæ.

3° Cum sepultura ecclesiastica sit jus spirituale fidelibus competens, nihil exigendum est per se pro ipsa sepultura; sed si quis cum solemnitate vel in loco nobiliori debeat sepeliri, non prohibetur quominus aliquid exigatur juxta laudabiles consuetudines ab Ordinario approbatas. Hinc *a)* omnes doctores conveniunt esse materiam emptionis venditionis

locum profanum pro ædificanda sepultura; *b)* praxis communissima docet posse quoque pretium intervenire pro cedenda capella in ecclesia ad sepulturam; *c)* etiam in cœmeteriis benedictis seu sacratis, pro loco honorabiliori, ex eadem ratione potest peti et dari pretium, cum non vendatur locus, sed pro honore et præeminentia non debita detur pecunia; *d)* ubi est consuetudo, pariter admittitur ut pro loco communi in cœmeterio solvatur taxa, quæ dicitur taxa sepulturæ; hæc taxa est compensatio pro cœmeterii constructione, reparatione et custodia; *e)* pro pauperibus sepultura debet esse omnino gratuita. Id quod prohibetur est quod non detur licentia sepeliendi nisi summa pecuniæ fuerit soluta. De Angelis, lib. III, tit. XXVIII, num. 5.

776. **Crematio repugnat menti Ecclesiæ.**

1° Ab ævo apostolico, Ecclesia maximum cultum habuit erga corpora fidelium defunctorum, quæ, templa Dei, sanguine Christi redempta et sacramentis sæpius refecta, requiescunt in exspectatione resurrectionis mortuorum et ultimi judicii.

a) Hinc Bonifacius VIII, extravagante *Detestandæ feritatis*, inter communes, interdixit sub pœna excommunicationis majoris et privationis sepulturæ ecclesiasticæ ne corpora fidelium exenterentur, membratim concidantur, aut etiam comburantur.

b) Attamen talis exenteratio, aut membrorum concisio, non prohibetur quando in nosocomiis fit pro scientiæ medicæ progressu; item si autopsia cadaveris fiat ad despiciendum an crimen homicidii sit admissum, præsertim ope veneni; item si concisio membrorum fiat ut debitus honor memoriæ defuncti exhibeatur, v. g. si princeps statuat ut suum cor alibi, sua membra alibi sepeliantur.

2° Ex eodem capite, prohibetur usus cremationis qui ultimo sæculo iterum invaluit. Revera populus Dei nunquam

admisit cremationem, sed adhibuit cadaverum sepulturam; hæc consuetudo fuit retenta sub religione christiana. Ecclesia christiana, quæ in sinu imperii romani adolevit, plures ejus consuetudines mutuata est, sed cremationem corporum tunc temporis in imperio romano vigentem respuit, ut fideles humo traderentur ad exemplum Christi, cujus sacrum corpus fuit depositum in sepulcro. Ad morem tumulandi corpora, Ecclesia composuit suam liturgiam et cultum mortuorum, quæ liturgia immutanda esset, si, derelicto ritu sepulturæ, prævaleret ritus cremationis. De Angelis, loco citato.

Hinc ad dubia: *a)* " An licitum sit nomen dare societatibus quibus propositum est promovere usum comburendi hominum cadavera? *b)* An licitum sit mandare ut sua aliorumve corpora comburantur "?—S. Congregatio Inquisitionis, 19 Maii 1886, respondit: " Ad 1um Negative; et si agatur de societatibus massonicæ sectæ filialibus incurri pœnas contra hanc latas. Ad 2um Negative. Factaque de his SS^{mo} D. N. Leoni XIII relatione, Sanctitas Sua resolutiones Eminentissimorum Patrum approbavit et confirmavit, et cum locorum Ordinariis communicandas mandavit, ut opportune instruendos curent Christi fideles *circa detestabilem abusum corpora cremandi*, atque ab eo gregem sibi concreditum totis viribus deterreant." Cf. plura alia decreta circa cremationem apud Haine, Theologia Moralis, vol. III, pag. 423.

777. **Sepultura ecclesiastica est jus spirituale competens omnibus qui sunt communionis Ecclesiæ et pie decedunt.** Hinc ad habendam sepulturam ecclesiasticam duo requiruntur: *a)* ut quis partem habeat communionis Ecclesiæ, nam quibus non communicavimus vivis, nec communicare debemus defunctis; *b)* ut pie moriatur secundum judicium Ecclesiæ.

1° Ex primo capite, a sepultura ecclesiastica excluduntur: *a)* pagani, judæi et in genere omnes qui baptismatis sacra-

mentum non receperunt. Can. 28, Dist. I, De Consecratione; *b)* hæretici, apostatæ et schismatici, eorumque fautores, credentes, receptores et defensores, si tales fuerint communiter habiti, etiamsi post mortem tantum eorum hæresis fuerit detecta. Rituale Romanum; *c)* excommunicati sive vitandi, sive non vitandi, nisi mali effectus ex denegata sepultura prævideantur quoad excommunicatos toleratos; *d)* interdicti. Quoad excommunicatos et interdictos, certum est ipsos sepeliendos esse in loco sacro, si ante obitum a sacerdote absoluti fuerint, vel si non suscepto absolutionis beneficio absque eorum culpa, decesserint cum manifestis signis pœnitentiæ, qua in hypothesi, antequam corpora tumulentur debent absolvi in forma publica.

2° Ex altero capite, indigni sunt sepultura ecclesiastica: *a)* usurarii manifesti, nisi restituerint perceptas usuras; *b)* raptores et incendiarii, ex cap 2 et 7 tit. XVII lib. V; *c)* maledici et blasphemi, ex cap. 2 tit. XXVI lib. V; *d)* injusti detentores decimarum, ex cap. 19 tit. 30 lib. III; *e)* regulares morientes cum peculio; *f)* publici peccatores decedentes absque resipiscentiæ signis vel in ipso actu peccati; *g)* non satisfacientes notorie præcepto communionis paschalis per plures annos; *h)* suicidæ, si ex desperatione vel iracundia mortem sibi intulerint; quando mortem sibi intulerunt ex insania, eis concedatur sepultura ecclesiastica, juxta verba Ritualis Romani recogniti a Benedicto XIV. In casu quo, omnibus rite perpensis, adhuc dubium existat an quis ex insania vel ex desperatione mortem sibi intulerit, tumulandus est in loco sacro, " vitatis tamen pompis et solemnitatibus exsequiarum," uti declaravit S. Congregatio Inquisitionis, 16 Maii 1866; *i)* decedentes in duello, etiam extra locum conflictus ex vulnere accepto in duello. Hanc pœnam latam a Concilio Tridentino in duellantes, asperiorem reddidit Benedictus XIV, in sua constitutione *Detestabilem*, qua decernit

pœnam privationis sepulturæ ecclesiasticæ a duellantibus incurri ante omnem sententiam judicis, sive duellum publice, sive privatim indictum fuerit, et sive in actu conflictus, vel alibi ex vulnere accepto in conflictu decesserint pœnitentes, vel absque pœnitentiæ signi sublata episcopis et Ordinariis locorum super hac pœna interpretandi et dispensandi facultate. Sebastianelli, De Clericis, tit. XI, num. 263.

3° Privatio sepulturæ ecclesiasticæ est pœna gravissima quæ non debet ultra personas expressas extendi. In dubio, res deferenda est ad tribunal Ordinarii, cujus est, omnibus casus adjunctis perpensis, sepulturam concedere vel denegare. Cf. Discipline du diocèse de Québec, ad verbum *Sépulture*, in nota.

778. **In provincia Quebecensi, legislatio civilis tuetur jus episcopi** judicandi quinam sepulturam ecclesiasticam mereantur, et determinandi in quanam parte cœmeterii sint tumulandi, ut apparet ex articulo 3460, *Statuts refondus de la province* ' *Québec :*

" Il appartient à l'autorité ecclésiastique catholique romaine seule de désigner dans le cimetière la place où chaque personne de cette croyance doit être inhumée ; et si cette personne ne peut être inhumée, d'après les règles et lois canoniques, selon le jugement de l'Ordinaire, dans la terre consacrée par les prières liturgiques de cette religion, elle reçoit la sépulture civile dans un terrain réservé à cet effet et attenant au cimetière."

779. **Violatio prædictarum dispositionum secum fert plures pœnas.**

1° Ex constitutione *Apostolicæ Sedis*, incurrunt excommunicationem majorem nemini reservatam " mandantes seu cogentes tradi sepulturæ ecclesiasticæ hæreticos notorios, aut nominatim excommunicatos vel interdictos." In hac autem censura, nomine hæreticorum veniunt apostatæ et schismatici pariter notorii.

2° Ex eadem constitutione, interdictum ab ingressu ecclesiæ ipso jure incurrunt "admittentes nominatim excommunicatos ad ecclesiasticam sepulturam."

3° Ulterius per tumulationem infidelis, exceptis cathecumenis, et per sepulturam nominatim excommunicati, censetur violata ecclesia vel pollutum cœmeterium, quando casus est publicus et notorius, et juxta liturgiæ formam fieri debet reconciliatio. Eorum corpora debent exhumari et alio transferri, dummodo ab aliorum corporibus discerni possint, et procul ab ecclesiastica sepultura jactari. Sebastianelli, De Clericis, num. 264.

780. **Nemo christianus in communione fidelium defunctus extra ecclesiam aut cœmeterium rite benedictum sepeliri debet.** Si necessitas cogat ex aliquo eventu aliquando ad tempus aliter fieri, curetur ut, quatenus fieri potest, corpus in locum sacrum quamprimum transferatur; interim semper crux capiti illius apponi debet ad significandum illum in Christo quievisse. Rituale Romanum, De Exsequiis.

781. **Cœmeterium fit locus sacer consecratione vel benedictione.** Consecratio fit ab episcopo, vel a sacerdote delegato a Summo Pontifice, juxta ritus descriptos in Pontificali Romano; benedictio fit ab episcopo, vel a sacerdote ab episcopo delegato, juxta ritus descriptos in Rituali. Pars quædam cœmeterii non dedicatur pro sepultura illorum quibus ecclesiastica sepultura deneganda est.

Sepulcrum quod foditur in cœmeterio benedicto non est benedicendum, quia totus locus ad sepulturam fuit benedictus; si vero sepulcrum ex lapidibus exstruatur, benedicendum est ratione novæ materiæ non benedictæ. Item sepulcrum benedicendum est si quis sepeliatur in ecclesia, quia ecclesia non est benedicta ad usum sepulcrorum.

782. **Cœmeterium est appendix ecclesiæ:** unde criminibus quibus polluitur ecclesia, polluitur et ipsum cœme-

terium ; et polluta ecclesia, polluitur cœmeterium, modo sit contiguum. Cœmeterio polluto, non polluitur ecclesia, quia cœmeterium est accessorium ecclesiæ, non autem ecclesia cœmeterii.

Quocumque modo polluatur cœmeterium, indiget speciali reconciliatione, quæ potest fieri ab episcopo vel a sacerdote. Si cœmeterium fuerit consecratum, reconciliatio debet fieri ab episcopo, vel a sacerdote delegato a Summo Pontifice, juxta ritus descriptos in Pontificali Romano ; si cœmeterium fuerit benedictum, reconciliatio debet fieri ab episcopo, vel a sacerdote ab ipso delegato, juxta ritus descriptos in Rituali Romano.

783. **Cœmeterium pollet privilegio immunitatis et jure asyli ;** cf. vol. I, num. 167. Jus civile non recognoscit jus asyli ecclesiis et cœmeteriis competens, sed in ceteris confert cœmeteriis immunitatem a quibusdam actibus profanis :

" La paroisse est tenue de fournir un cimetière pour y enterrer les fidèles morts dans la religion catholique, de l'enclore solidement et d'en entretenir et réparer la clôture."

" Il est défendu d'y tenir des assemblées profanes, des foires et des marchés, ainsi que les séances des tribunaux." Beaudry, Code des curés, pag. 252.

Ad hanc materiam referuntur articuli 3487, 3488, *Statuts refondus de la province de Québec :* Matricularii debent vigilare ne turbetur ordo in ecclesia aut locis adjacentibus. Quicumque, sive in ecclesia, sive in locis adjacentibus, ordinem turbat, expelli debet ; quod si renuat, puniatur mulcta aut incarceratione.

TITULUS V

DE SCHOLIS, SEMINARIIS ET UNIVERSITATIBUS

Ecclesia catholica propagandæ educationis christianæ non solum omnimodam a Christo consecuta est libertatem, sed gravissimum præceptum, ut apparet ex verbis Christi apud Matth., cap. XVIII, v. 18, 20 : " Euntes docete omnes gentes"...et alibi : "Quod in aure auditis prædicate super tecta." Quapropter concilium Lugdunense, decreto XXV, num. 1, docet quod " religiosæ juventutis educatio ad Ecclesiam, utpote Christianorum matrem et magistram, ex ipsa Dei constitutione spectat, et omnis sexus, omnis ætas in his Christi verbis : *Docete omnes gentes*...ita includitur, ut, nonnisi conculcatis et pastorum et familiarum sacratissimis juribus, asseri queat docendi ea omnia quæ ad disciplinam christianam conferunt et ideo omnium doctrinarum magisteriis invigilandi, potestatem Ecclesiæ competere ex mera constitutione humana."

Disserendum erit de scholis primariis, de seminariis clericorum et de universitatibus, in quibus clericis et laicis traduntur sacra doctrina, scientiæ humanæ et artes liberales.

CAPUT I

DE SCHOLIS PRIMARIIS

784. **Puerorum institutio jure naturali ad parentes devolvitur.**

1° Ratio assignata a S. Thoma, 2. 2., q. 10., a. 12., est, quia " filius naturaliter est *aliquid patris*. Et primo quidem a

parentibus non distinguitur secundum corpus, quamdiu in matris utero continetur. Postmodum vero, postquam ab utero egreditur, antequam usum liberi arbitrii habeat, continetur sub parentum cura, sicut sub quodam spirituali utero. Quamdiu enim usum rationis non habet puer, non differt ab animali irrationali. Unde sicut bos et equus est alicujus, ut utatur eo cum voluerit, secundum jus civile, sicut proprio instrumento; ita de jure naturali est quod filius, antequam habeat usum rationis, sit sub cura patris. Unde contra justitiam naturalem esset, si puer, antequam habeat usum rationis, a cura parentum subtrahatur, vel de eo aliquid ordinetur, invitis parentibus."

Prætereа, ut aiunt philosophi, qui esse dedit alicui, is debet esse datum perficere ; sed parentes dederunt esse filiis; ergo debent ipsis esse datum perficere, quod fit educando. Ergo parentes habent jus et officium educandi pueros. Ferretti, Inst. Philosophiæ Moralis, vol. III, thesis CXXIII.

2° Hæc potestas eo major est in parentibus quo major est in filiis necessitas educationis ; hinc patris potestas, crescente filiorum ætate, decrescit quo magis filiorum ratio et vires evolvuntur ; et recte tria in ætate filiorum spatia temporum distinguuntur.

a) Primum tempus est quando filii sunt *impuberes*, nempe incapaces sibi prospiciendi de alimentis, et bonum a malo sufficienter discernendi ; hoc primo tempore, patris potestas maxima est, et non solum ad externas sed etiam ad internas actiones filiorum dirigendas sese extendit.

b) Secundum tempus est quando sunt *minores*, quo tempore, etsi actiones suas regere valeant, non tamen possunt ea quæ ad vitam sunt necessaria sibi comparare, nec res suas recte administrare ; hoc tempore, minor est patris potestas et ad externas filiorum actiones potius sese extendit.

c) Tertium tempus est quando sunt *majores* et apti ad se regendum, tum quoad internas, tum quoad externas actiones;

tunc autem educatio censetur completa, et filii a directiva patris potestate *emancipantur*. Ferretti, loco citato.

3° Hinc videtur quantum distent a veritate illi novatores qui profitentur quod "societas domestica, seu familia, totam suæ existentiæ rationem a jure tantum civili mutuatur, proindeque ex lege tantum civili dimanant ac pendent jura omnia parentum in filios, et imprimis jus institutionis et educationis curandæ." Revera societas civilis non est ratio cur existat familia, sed familia est ratio cur existat societas civilis: unde priora sunt jura familiæ, et societas civilis supponens familiam jam existentem, habet jura quæ necessario limitantur juribus familiæ. Cathrein, Philosophia Moralis, lib. II, cap. III, art. 4; Ferretti, loco citato.

785. **Institutio puerorum debet esse religiosa, quia puer est ens ratione et libero arbitrio præditum.** Oportet ut pueri intellectus illuminetur et voluntas ad bonum dirigatur. Puer jam elevatus ad ordinem supernaturalem fit membrum Ecclesiæ per susceptionem sacramenti baptismi: unde eo modo instituendus est, quo ad finem suum ultimum perveniat.

Parentes, ex conditione sua, quoad institutionem suorum infantium, sunt Ecclesiæ cooperatores nati ut perducant pueros ad finem supernaturalem. Hinc, licet dici possint hac in re Ecclesiæ vicarii sive ministri, simul tamen in catechizandis pueris suis, propria et nativa sua utuntur auctoritate, sub hac tamen lege ut semper Ecclesiæ obediant. "Unusquisque paterfamilias, ait S. Augustinus, Tractatus 51, in Joannem, n. 13, hoc nomine agnoscat paternum affectum suæ familiæ se debere. Pro Christo et pro vita æterna suos omnes admoneat, doceat, hortetur, corripiat; impendat benevolentiam, exerceat disciplinam: ita in domo sua ecclesiasticum et quodammodo episcopale implebit officium, ministrans Christo ut in æternum sit cum Ipso." Cf. litteras encyclicas

Leonis XIII, *Officio sanctissimo*, ad episcopos Bavariæ, 22 Dec. 1887, *Sapientiæ Christianæ*, 10 Jan. 1890.

786. **Parentes sive per se, sive per alios, possunt proprios filios instituere.** Imo in pluribus expedit, præsertim in litteris et artibus, ut institutio puerorum aliis committatur. Sæpe ipsi patres non satis sunt periti, sæpius autem curis domesticis distrahuntur: hinc scholæ insufficientiam aut parentum incapacitatem supplent.

Quidam divites huic provident, adjunctis sibi magistris, qui omnino singulariter eorum instruunt filios; hanc institutionem, si appellare velimus scholam, domesticam tamen dicemus, distinctam a privata quam plu-- in communi erigunt.

Ad succurrendum communi necessitati, scholæ institutæ sunt, seu loca in quibus pueri plures in communi instituuntur; hæ scholæ publica auctoritate erectæ vocantur *elementares* seu *primariæ*.

787. **Non adversatur juri nativo parentum quod Status, ut communi insufficientiæ suppleat, hujusmodi scholas communes instituat,** nam, ut docet Ferretti, loco citato, " publicas aperire scholas quæ sint reapse puri fontes veri honestique, providere doctos probatosque magistros quorum institutioni parentes suos filios tuto committant (nulla tamen in parentes violentia adhibita, qua cogantur ad eas recurrere scholas, iis uti magistris), determinare certum doctrinæ gradum ad publica munera exercenda, hæc aliaque id genus bene multa non sunt directa usurpatio aut læsio patriæ illius potestatis, sed sunt adjumentum aut incitamentum ad illam facilius ac melius exercendam." Cf. etiam Taparelli, Saggio, dissert. VII, cap. 3, num. 7; Cavagnis, Inst. Jur. Pub., part. spec., lib. II, cap. De scholis. Atvero cavendum est ne Status jus dirigendi educationem juventutis sibi vindicet, cum hujus sit tantum eam fovere et promovere.

788. **In scholis primariis institutio puerorum debet esse religiosa.**

Etiam paganis opportunum visum est pueros in bonis operibus esse instituendos et instructionem mentis a voluntatis educatione non esse separandam. Moderni novatores, paganis pejores, rejecerunt religionem a scholis; quidam admittunt educationem mere naturalem, qua pueri imbuerentur principiis legis naturalis; quidam moderati exigunt educationem christianam sed indeterminatam, adeo ut tradantur tantum dogmata cuilibet confessioni christianæ communia.

1° Sed e contra in puerorum institutione non potest separari educatio ab instructione. Scopus scholæ primariæ non est tantum mentem in civilibus instruere, sed etiam personam educare, seu voluntatem in bono instituere. Ratio cur hæc unio instructionis et educationis sit necessaria in scholis primariis est : *a)* experientia quæ ostendit instructionem traditam separatim ab educatione, parum aut nihil proficere in puerorum recta institutione, id est, ipsam rectam educationem impossibilem aut difficiliorem reddere. Educatio est præstantior ipsa instructione; educatio considerat hominem ut moralitatis capacem, hinc necessaria est absolute, instructio, quatenus ab educatione distinguitur, est per se indifferens.

b) Ratio intrinseca hujus inseparabilitatis in casu consistit in ipsa unitate personæ humanæ, in qua harmonice evolvi debent facultates; et quoniam pars essentialis est pars moralis, hinc in prima evolutione quæ omnibus necessaria est, primum locum tenere debet. Si autem in schola pueri tantum audiant quæ ad mentis in civilibus institutionem referuntur, cum magni ea faciant quæ in scholis accipiunt, facile putabunt hominis nobilitatem in iis consistere, et facile cetera spernent. Cavagnis, Inst. Jur. Publ., De Scholis.

2° Hac in re audiantur Romani Pontifices :

a) " Interest enim quam maxime eas artes quibus ætas

puerilis ad humanitatem informari solet, cum institutione religiosa esse conjunctas. Alteras sejungere ab altera, idem est ac reipsa velle ut animi pueriles in officiis erga Deum in neutram partem moveantur : quæ disciplina fallax, et præsertim in primis puerorum ætatulis perniciosissima, quod revera viam atheismi munit, religionis obsepit." Encycl. *Nobilissima Gallorum gens*, Leonis XIII, 8 Feb. 1884.

b) Ex damnatione hujus propositionis : "Catholicis viris probari potest ea juventutis instituendæ ratio, quæ sit a catholica fide et ab Ecclesiæ potestate sejuncta, quæque rerum dumtaxat naturalium ac terrenæ socialis vitæ fines tantummodo, vel saltem primario, spectet." Syllabus, 48.

c) "Certe quidem, ubi in quibuscumque locis regionibusque pernitiosissimum hujusmodi vel susciperetur, vel ad exitum perduceretur consilium expellendi a scholis Ecclesiæ auctoritatem, juventus misere exponeretur damno circa fidem : tunc Ecclesia non solum deberet instantissimo studio omnia conari, nullisque curis parcere ut eadem juventus necessariam christianam institutionem et educationem habeat, verum etiam cogeretur omnes fideles monere eisque declarare ejusmodi scholas, Ecclesiæ catholicæ adversas, haud posse in conscientia frequentari." Epist. Pii IX ad archiep. Friburg. 14 Julii 1864.

789. **Non sufficit illa educatio religiosa qua tradantur principia generalia religionis** ab omnibus cujuscumque cultus admissa. Hujusmodi educatio viam aperit ad indifferentismum, quo pueri indifferentes sese habebunt erga varios cultus. Oportet ut educatio religiosa sit *catholica* : nam apud catholicos sola religio catholica valet puerorum voluntates informare, eosque bonis moribus imbuere.

Hinc magister, cui committuntur pueri educandi, spiritu catholico sit imbutus ut eodem spiritu educationem informare valeat ; inter materias addiscendas recenseatur instructio religiosa, seu catechismus.

Hæc principia evolvit Leo XIII in Encyclica *Affari vos*, ad Episcopos canadenses, 8 Dec. 1897.

" Non mera institutione litteraria, non solivaga jejunaque cognitione virtutis posse fieri, ut alumni catholici tales e schola aliquando prodeant, quales patria desiderat atque expectat. Tradenda eis graviora quædam et majora sunt, quo possint et christiani boni et cives frugi probique evadere : videlicet informentur ad ipsa illa principia necesse est, quæ in illorum conscientia mentis alte insederint, e quibus parere et quæ sequi debeant, quia ex fide ac religione sponte efflorescunt......... Atqui catholico homini una atque unica vera est religio catholica : propereaque nec morum is potest, nec religionis doctrinam ullam accipere vel agnoscere, nisi ex intima sapientia catholica petitam ac depromptam. Ergo justitia ratioque postulat, ut non modo cognitionem litterarum alumnis schola suppeditet, verum etiam eam, quam diximus, scientiam morum cum præceptionibus de religione nostra apte conjunctam, sine qua nedum non fructuosa, sed perniciosa plane omnis futura est institutio. Ex quo illa necessario consequuntur : magistris opus esse catholicis ; libros ad perlegendum, ad ediscendum non alios, quam quos episcopi probaverint, assumendos ; liberam esse potestatem oportere constituendi regendique omnem disciplinam, ut cum professione catholici nominis, cumque officiis quæ inde proficiscuntur, tota ratio docendi discendique apprime congruat atque consentiat."

Hinc ad tenorem hujus epistolæ encyclicæ, pueri debent frequentare scholam catholicam ; jam vero schola dicitur catholica, 1° quando magister est catholicus ; 2° quando libri quibus utuntur pueri ab episcopis fuerunt approbati ; 3° quando in puerorum institutione nihil reperitur, quod fidei aut officiis christiani nominis adversetur.

790. **Hinc Ecclesia scholas quas appellant mixtas vel neutras aperte damnavit.** Encycl. *Nobilissima.*

1° Schola *mixta* ea est in qua pueri fidelium simul cum acatholicorum filiis admittuntur et edocentur ; schola dicitur *neutra* quæ indifferenter sese habet ad religionem, et in qua magister tradit institutionem naturalem quin puerorum sensus religiosos offendat, ut aiunt.

2° Quam periculosæ sint scholæ hujusmodi hoc luculenter constat, quamvis extra scholæ tempus pueri necessariam institutionem christianam recipiant ; revera non concipitur quomodo magister, etiam in tradendis cognitionibus mere naturalibus, valeat indifferenter se habere ad religionem. In praxi, hujusmodi schola est hæretica et pueris catholicis viam aperit apostasiæ ; si schola sit reapse neutra, ducit ad indifferentismum.

3° Unde hujusmodi scholas pueri catholici adire non debent, et parentes qui liberos suos acatholicas scholas adire permittunt, absolvi non possunt, si semel moniti eamdem teneant agendi rationem. I Conc. Queb., decretum 18.

791. **Aliquando parentes catholici prolem suam catholicam scholis neutris committere possunt.**

1° Ut res sit licita, oportet : *a)* ut adsit causa sufficiens ; *b)* ut Ordinarius an et qualis causa adsit judicet ; *c)* ut removeatur a pueris omne periculum perversionis ; *d)* ut extra scholæ tempus, sive scholæ sive domi, pueri accipiant institutionem christianam. Instructio S. C. de P. F., apud III concilium plenarium Baltimorense, tit. VI.

2° Cum illi casus sint omnino exceptionales, concilium Baltimorense mandat :

a) Ut prope unamquamque ecclesiam ubi nondum existit, schola parochialis intra duos annos a promulgatione concilii erigatur et in perpetuum sustentetur, nisi episcopus ob graviores difficultates dilationem concedendam esse judicet ;

b) Ut omnes parentes catholici prolem suam ad scholas parochiales mittant, nisi vel domi vel in aliis scholis catholicis christianæ filiorum suorum educationi sufficienter et

evidenter consulant, aut, ob causam sufficientem ab episcopo approbatam, et cum opportunis cautionibus remediisque, eos ad alias scholas mittere ipsis liceat.

792. **Ecclesia sibi vindicat jurisdictionem in scholis.** Ecclesia, utpote societas perfecta et independens in exercitio muneris a Christo sibi commissi omnes homines instruendi, educandi et dirigendi in religione christiana, est plane sui juris et in eo a nemine impediri potest.

Hinc 1° supremum jus inspectionis omnium scholarum, etiam earum quæ a gubernio erectæ sunt, supposito quod ibi infantes baptizati educentur, per se pertinet ad Ecclesiam.

2° Vi hujus juris, Ecclesia potest visitare scholas et exigere ut pericula pueris imminentia, v. g. ex parte malorum magistrorum aut pravorum librorum, removeantur. Quod valet non tantum de scholis elementariis, sed de omnibus, universitatibus non exceptis.

3° Nemo potest docere religionem catholicam, nisi qui habeat ab Ecclesia mandatum; quod si Ecclesia ab aliquo mandatum subtrahat, ille non potest absque læsione juris ecclesiastici in suo munere permanere aut a gubernio in eodem conservari.

4° Cum Ecclesia habeat officium et jus ad religiosam educationem, habet etiam jus ad omnia quæ ad hoc munus rite exercendum requiruntur. Potest igitur, si hoc ei alicubi ad religiosam educationem necessarium videatur, parentibus præcipere ut infantes ad certum tempus in aliquam scholam mittant. Quamvis enim litteraria instructio per se non spectet ad finem Ecclesiæ, potest tamen hac instructione uti tanquam medio ad religiosam educationem, si hoc necessarium sit. Jus enim naturale parentum juri supernaturali Ecclesiæ subordinatur. In hoc igitur casu, auctoritas civilis potest, nomine et auctoritate Ecclesiæ, parentes cogere ut infantes per aliquod tempus in scholam ab Ecclesia saltem tacite approbatam mittant.

5° Auctoritas civilis non potest, sine injuria contra Ecclesiam, infantes cogere ut determinatas scholas adeant, si Ecclesia easdem scholas religioni et bonis moribus nocivas declarat. Cf. Cathrein, Philosophia Moralis, part. II, num. 591-592.

793. **In provincia Quebecensi, gubernium provinciale quotannis certam pecuniæ summam impendit ad finem scholarum elementarium.** Rebus scholaribus præest Officialis civilis qui dicitur *Surintendant de l'Instruction publique*, qui ipse subest *Consilio publicæ Instructionis.* Ipsum Consilium duplici parte constat; prior curam habet scholarum catholicarum; posterior, scholarum protestantium.

" 37° Le département de l'instruction publique fait partie du service civil de la province."

" 38° Le département de l'instruction publique se compose :

1° Du surintendant de l'instruction publique, nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil durant bon plaisir.

2° De deux secrétaires qui, en leur qualité de sous-chefs, sont chargés du contrôle général du département, sous la direction du surintendant, et exercent les autres pouvoirs et devoirs qui leur sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3° De tous les autres fonctionnaires nécessaires pour le fonctionnement des lois concernant l'instruction publique."

" 39° Le surintendant de l'instruction publique a la direction du département de l'instruction publique. Il est de droit membre du conseil de l'instruction publique et de chacun de ses comités, mais il n'a droit de vote que dans le comité de la croyance religieuse à laquelle il appartient : il est aussi membre du conseil des arts et manufactures et visiteur des écoles des arts et manufactures."

" 40° Le surintendant est revêtu de tous les pouvoirs, attributions et droits, et il est soumis à tous les devoirs et

obligations conférés et imposés par les divers articles de la présente loi.

Dans l'exercice de ses attributions, il doit se conformer aux instructions qui lui sont données par le conseil de l'instruction publique ou les comités catholique romain et protestant, selon le cas."

" 46° Le conseil de l'instruction publique est composé de membres catholiques romains et de membres protestants.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, les membres sont sujets aux ordres et aux instructions légitimes que leur adresse le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le conseil est divisé en deux comités, l'un composé des membres catholiques romains et l'autre des membres protestants."

" 47° Le comité catholique romain est composé : Des évêques ordinaires ou administrateurs des diocèses et des vicariats apostoliques catholiques romains situés, en tout ou en partie, dans la province, lesquels en font parti *ex officio* ;

D'un nombre égal de laïcs catholiques romains, lesquels sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil durant bon plaisir.

Le comité protestant est composé :

D'un nombre de membres protestants égal à celui des membres laïcs catholiques romains, qui sont aussi nommés, durant bon plaisir, par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le comité protestant peut s'adjoindre six personnes, et l'association provinciale des instituteurs protestants peut, à son assemblée annuelle, élire un de ses membres pour être aussi membre adjoint de ce comité pendant l'année qui suit.

Ces membres adjoints ne font pas partie du conseil de l'instruction publique, mais ils ont, dans le comité protestant, les mêmes pouvoirs que les membres de ce comité."

" 48° Les questions scolaires dans lesquelles les intérêts des catholiques romains et des protestants se trouvent collec-

tivement concernés sont de la compétence du conseil de l'instruction publique et sont décidées par lui."

" 49° Les questions scolaires dans lesquelles les intérêts des catholiques romains ou des protestants sont exclusivement concernés sont décidées par celui des deux comités qui représente la croyance religieuse que professe la partie y concernée."

" 50° Le surintendant de l'instruction publique est le président du conseil."

" 53° Chacun des deux comités du conseil de l'instruction publique a ses sessions distinctes. Il nomme son président et son secrétaire."

" 54° Il est du devoir de chacun des deux comités de faire des règlements, sujets à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, pour déterminer ce qui constitue une école élémentaire, une école modèle et une école académique."

" 55° Les comités catholique romain ou protestant, selon le cas, suivant que les dispositions qui les concernent l'exigent, peuvent avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil faire des règlements :

1° Pour l'organisation, l'administration et la discipline des écoles publiques ;

2° Pour diviser la province en districts d'inspection et établir la délimitation de ces districts ;

3° Pour la régie des écoles normales ;

4° Pour la régie des bureaux d'examinateurs ;

5° Pour l'examen des aspirants à la charge d'inspecteurs d'écoles ;

6° Pour déterminer les jours de congé qui doivent être donnés dans les écoles."

" 56° Chacun des deux comités doit approuver les livres de classe, cartes, globes, modèles ou objets quelconques utiles à l'enseignement pour l'usage des écoles de sa croyance reli-

gieuse, et, quand il le juge à propos, il peut retirer l'approbation qu'il a donnée."

"57° Chacun des deux comités peut révoquer le brevet de capacité de tout instituteur ou institutrice de sa croyance religieuse convaincu de mauvaise conduite, d'immoralité, d'ivrognerie ou d'infraction grave dans l'exécution de ses devoirs, en procédant de la manière suivante, etc."

"68° S'il ne peut assister aux séances du conseil ou du comité dont il fait partie, tout évêque, vicaire apostolique ou administrateur d'un diocèse catholique romain peut s'y faire représenter par un délégué qui jouit de tous les droits et exerce tous les pouvoirs de celui qui l'a nommé ; et tout autre membre peut se faire représenter aux mêmes fins et avec les mêmes résultats par un de ses collègues qui, dans ce cas, peut voter à sa place."

"69° Le conseil de l'instruction publique et l'un et l'autre des comités peuvent faire et ordonner des enquêtes sur toutes les questions concernant l'éducation qui tombent sous leur contrôle respectif." Loi sur l'instruction publique, Statuts de la province de Québec, 62 Victoria, chapitre 28, 1899.

794. **In locis provinciæ in quibus catholici et hæretici simul commiscentur, cavetur ut minoritas, sive catholica, sive hæretica, habeat scholam sui cultus.**

"123° Dans toute municipalité scolaire, un nombre quelconque de propriétaires, occupants, locataires ou contribuables professant une croyance religieuse différente de celle de la majorité des contribuables de la municipalité, peuvent signifier par écrit au président des commissaires d'écoles un avis par lequel ils lui font part de leur intention de se soustraire au contrôle de la commission scolaire, afin de former une corporation séparée, sous l'administration de syndics d'écoles."

"129° Les dissidents ne sont assujettis à aucune cotisation ou taxe scolaire qui peut être imposée par les commissaires d'écoles, sauf la cotisation de l'année alors courante, ou celles

imposées pour la construction de maisons d'écoles données à l'entreprise, ou le paiement de dettes précédemment encourues, pourvu toutefois que ces cotisations soient imposées dans les six mois qui suivent la date de la signification de la dissidence."

" 131° Dans toute municipalité, les dissidents qui en cette qualité forment une corporation scolaire peuvent, sur leur demande et avec l'approbation du surintendant de l'instruction publique, s'unir à une municipalité scolaire voisine de leur croyance religieuse, soit par une union pure et simple, soit seulement dans le but d'y envoyer leurs enfants à l'école."

" 132° Un nombre quelconque de propriétaires, occupants, locataires ou contribuables d'un canton ou d'une paroisse, divisé en deux ou plusieurs municipalités scolaires, professant une religion autre que celle de la majorité de ce canton ou de cette paroisse, peuvent devenir dissidents et maintenir une ou plusieurs écoles dissidentes situées dans ce canton ou cette paroisse en en donnant avis, par écrit, au président des commissaires d'écoles de leurs municipalités respectives, suivant le mode prescrit par les articles 124 et suivant de cette loi.

Au mois de juillet qui suit la date où l'avis plus haut mentionné a été donné, ces dissidents doivent élire trois syndics d'écoles.

Ces syndics doivent entretenir une école placée sous leur contrôle immédiat, ou donner une subvention à une école de leur croyance religieuse située dans ce canton ou cette paroisse."

" 138° Chaque fois que, dans un arrondissement, les enfants des dissidents ne sont pas assez nombreux pour établir une école, ceux-ci peuvent en fréquenter une de leur croyance religieuse située dans un autre arrondissement de leur municipalité."

" 139° Tout contribuable professant une religion autre que celle de la majorité des habitants d'une municipalité peut

devenir dissident, et tout dissident peut, de la même manière, déclarer son intention de cesser de l'être, en donnant un avis à cet effet, simultanément, aux présidents des commissaires et des syndics d'écoles ou à leur secrétaire et au surintendant de l'instruction publique, avant le premier mai, et en tenant compte, dans l'un et l'autre cas, des restrictions spécifiées à l'article 129 de cette loi."

Hinc videtur quantum legislatio civilis hujus provinciæ minoritati acatholicæ faveat : cur in aliis provinciis minoritati catholicæ sic liberaliter non provideretur !

795. **Eadem lex providet ut erigantur scholæ speciales unde instituantur ludimagistri.**

" 451° Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter toutes les mesures nécessaires pour l'établissement et le maintien d'écoles normales instituées pour former à l'art de l'enseignement des instituteurs pour les écoles publiques de la province."

" 455° Les professeurs, les directeurs et les principaux des écoles normales sont nommés ou destitués par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du comité du conseil de l'instruction publique, catholique romain ou protestant, selon que ces nominations ou destitutions se rapportent aux écoles normales catholiques romaines ou protestantes."

Hucusque regimen scholarum normalium, pro catholicis, sacerdotibus virtutibus et doctrina conspicuis commissum est, ut ludimagistri spiritu catholico imbuti juventutem præceptis erudiret exemplisque ædificaret.

796. **Parochi possunt visitare scholas suæ parochiæ.**

" 72° Toute école publique dans les villes ou les campagnes peut être visitée par les personnes ci-après désignées, aussi souvent qu'elles le jugent nécessaire ; mais ces personnes ne peuvent visiter que les écoles de leur croyance religieuse."

" 74° Les prêtres catholiques romains et les ministres protestants peuvent visiter les écoles de toute municipalité scolaire ou partie de municipalité scolaire où ils exercent leur ministère."

" 75° Les visiteurs d'écoles ont le droit d'avoir communication des règlements et autres documents relatifs à chaque école et d'obtenir les renseignements qui peuvent la concerner."

CAPUT II

DE SEMINARIIS

797. **Ecclesia semper curavit ut erigerentur scholæ pro institutione suorum clericorum.**

1° Media ætate, in monasteriis, præter scholas interiores seu claustrales ad usum monachorum, apertæ sunt scholæ exteriores et canonicæ pro clericis sæcularibus.

2° Serius clerici frequentarunt Universitates, quæ ope Ecclesiæ in pluribus locis fuerant erectæ.

3. Cum languesceret pietas clericorum, nisi a teneris annis a voluptatibus sæculi arcerentur, Ecclesia educationi clericorum debuit tutius providere, quod factum est in Concilio Tridentino, sess. XXIII, cap. 18, De Reformatione.

" Cum adolescentium ætas, nisi recte instituatur, prona sit ad mundi voluptates sequendas ; et nisi a teneris annis ad pietatem et religionem informetur, antequam vitiorum habitus totos homines possideat, nunquam perfecte, ac sine magno ac singulari propemodum Dei Omnipotentis auxilio in disciplina ecclesiastica perseveret; sancta synodus statuit ut singulæ cathedrales, metropolitanæ, atque his majores ecclesiæ, pro modo facultatum et diœcesis amplitudine, certum puerorum ipsius civitatis et diœcesis, vel ejus provinciæ, si ibi non

reperiantur, numerum in collegio ad hoc prope ecclesias ipsas, vel alio in loco convenienti ab episcopo eligendo, alere ac religiose educare et ecclesiasticis disciplinis instituere teneantur.

Si vero in aliqua provincia ecclesiæ tanta paupertate laborent, ut collegium in aliquibus erigi non possit, synodus provincialis, vel metropolitanus cum duobus antiquioribus suffraganeis, in ecclesia metropolitana, vel alia provinciæ ecclesia commodiori, unum aut plura collegia, prout opportunum judicabit, ex fructibus duarum aut plurium ecclesiarum, in quibus singulis collegium commode institui non potest, erigenda curabit, ubi pueri illarum ecclesiarum educentur.

In ecclesiis autem amplas diœceses habentibus, possit episcopus unum vel plura in diœcesi, prout sibi opportunum videbitur, habere seminaria, quæ tamen, ab illo uno quod in civitate erectum et constitutum fuerit, in omnibus dependeant."

4° Ecclesia persensit quantam utilitatem ex seminariorum erectione derivandam fore; Patres Concilii Tridentini, ut refert Card. Pallavicinus, aperientes suam mentem, confessi sunt concilium Ecclesiæ multum profuisse, etsi unicum illud caput edidissent. Romani Pontifices, quacumque ætate, instite runt apud Ordinarios locorum ut seminaria erigerent. Cf. litteras *Ea semper* Clementis VIII, 23 Junii 1592;—*Creditæ nobis* Benedicti XIII, 7 Maii 1725;—*Ubi primum* Benedicti XIV, an. 1740;—*Cum Romani* Pii IX, 27 Junii 1853;—*Etsi vos* Leonis XIII, 15 Feb. 1882; etc.

Concilium Tridentinum, in eodem capite, multa complectitur quæ referuntur ad alumnorum admissionem, studiorum et disciplinæ rationem et ad regimen sive temporale sive spirituale seminarii.

798. **Relate ad alumnorum admissionem** statuitur ut "recipiantur qui ad minimum duodecim annos et ex

legitimo matrimonio nati sint ; ac legere et scribere competenter noverint, et quorum indoles et voluntas spem afferat eos ecclesiasticis ministeriis perpetuo inservituros. Pauperum autem filios præcipue eligi vult (Sancta Synodus) ; nec tamen ditiorum excludit, modo suo sumptu alantur et studium præ se ferant Deo et Ecclesiæ inserviendi."

1° Verba concilii indicare videntur omnes alumnos cujuscumque ætatis in eodem seminario institui, licet divisos in tot classes quot episcopo videbitur, juxta numerum, ætatem et progressum in disciplina ecclesiastica ; sed non adversatur menti Tridentinæ ut plura instituantur collegia, aliud in favorem puerorum, aliud vero pro adolescentibus qui theologiæ student ac proxime disponuntur ad sacros ordines. Prius dicitur seminarium minus, posterius vero seminarium majus.

2° Oportet ut pueri præ se ferant signa vocationis ad statum clericalem, ut indicant verba : "quorum indoles spem afferat eos ecclesiasticis ministeriis perpetuo inservituros."

3° Pauperum filii gratuito admitti debent in seminario, ditiorum filii propriis sumptibus educantur.

Quæri potest an pauperes ad solvendum quidquid pro eis a seminario fuerit impensum cogi possint, eo casu quo, legitimam ætatem ingressi, statu clericali dimisso, sæcularem vitam amplectuntur. Triplex dari potest hypothesis : aut pueri sine adjecta conditione fuerunt admissi, aut lege synodali vel consuetudine legitima inductum est ut adolescentes qui ad vitam sæcularem transeunt ad alimentorum restitutionem adstringantur, aut pueri ea conditione seminarium sunt ingressi. In prima hypothesi, pueri ab omni restitutionis onere eximuntur, non vero in secunda et tertia. Cf. Lucidi, De visitatione sacrorum liminum, cap. 6, num. 22.

4° Demum requiritur ut alumni recipiendi examinentur, ut de illorum idoneitate ad sacrum ministerium sufficienter constet. Si de parvulis agatur, concilium nihil aliud requirit, nisi quod legere et scribere competenter noverint ; qui vero

admitti postulant in seminario majori, debent humaniorum litterarum curriculum absolvisse.

799. **Relate ad studiorum rationem et exercitia spiritualia,** hæc continentur in eodem decreto : " Ut in disciplina ecclesiastica commodius instituantur (pueri), tonsura statim atque habitu clericali semper utentur; grammatices, cantus, computi ecclesiastici, aliarumque bonarum artium disciplinam discent; Sacram Scripturam, libros ecclesiasticos, homilias sanctorum, atque sacramentorum tradendorum, maxime quæ ad confessiones audiendas videbuntur opportuna, et rituum ac cæremoniarum formas ediscant. Curet episcopus ut singulis diebus missæ sacrificio intersint, ac saltem singulis mensibus confiteantur peccata; et juxta confessoris sententiam sumant corpus Domini J. C. ; cathedrali et aliis loci ecclesiis diebus festis inserviant."

1° Concilium præscribit ut alumni ad seminarium admissi tonsurentur et habitum clericalem assumant, quia seminaria etiam minora fuerunt instituta ut Ecclesiæ ministros suppeditarent.

2° Alumni in seminario admissi debent tendere ad cultum mentis per doctrinam et ad perfectionem animi per virtutem, juxta verba S. Bernardi, in sermone de nativitate S. Joannis : " Tantum lucere vanum ; tantum ardere parum ; ardere et lucere perfectum." Hinc adolescentes clerici addiscere possunt germanam dicendi scribendique elegantiam et eloquentiam, sive ex sapientissimis Sanctorum Patrum operibus, sive ex clarissimis ethnicis scriptoribus ab omni labe purgatis. Cf. litteras encyclicas *Inter multiplices* Pii IX, ad episcopos Galliæ, 21 Mart. 1853. Item debent vacare studio philosophiæ ac theologiæ ; qua in re convenit ut ducem potissimum habeant S. Thomam, Doctorem Angelicum, juxta verba Leonis XIII : " Ejus igitur in schola adolescat et exerceatur clerus ad philosophiam, ad theologiam : existet enimvero

ductus et ad sacra prælia valens quam qui maxime." Encycl. *Æterni Patris*, 4 Aug. 1879.

800. **Quoad regimen spiritualo seminarii,** "episcopi singuli cum consilio duorum canonicorum seniorum et graviorum quos ipsi elegerint, prout Spiritus Sanctus suggesserit, constituent ; eaque ut semper observentur, sæpius visitando operam dabunt."

1° Consilium proinde duorum canonicorum adhibere debet episcopus in constituendis regulis seminarii, in admissione alumnorum et expulsione dyscolorum, in electione rectoris, prorectoris, professorum (excepto tamen si administratio seminarii ordini regulari commissa sit), in delectu librorum, in visitatione seminarii ; uno verbo, in omnibus quæ ad rationem studiorum, ad pietatis disciplinam spectant. Hæc agere, constituere, decernere, non valet episcopus, nisi habito consilio cum canonicis, etsi non teneatur sequi illorum vota, sed possit sua prudentia res componere.

2° Sacra Congregatio declaravit canonicos semel electos non mutandos esse arbitraria voluntate, sed servandos esse in suo officio, nisi ratio gravis illos amovendi intercesserit.

801. **Pro regimine temporali aliud consilium episcopo assignatur.** Concilium statuit ut quæ ad collegii fabricam instituendam, ad mercedem præceptoribus et ministris solvendam, ad alendam juventutem opportuna erunt, episcopus provideat " cum consilio duorum de capitulo, quorum alter ab episcopo, alter ab ipso capitulo eligatur ; itemque duorum de clero civitatis, quorum quidem alterius electio similiter ad episcopum, alterius vero ad clerum pertineat."

1° Hæc electio debet fieri ab universo clero diœcesis, saltem a parochis et beneficiatis, siquidem concilium eam clero tributam esse voluit. Consiliarius eligi debet e clero civitatis, ut præsto sit quoties opus fuerit, sed ipsamet electio fit ab universo clero, quia cum omnes beneficiati gravari debeant novis oneribus ad subveniendum sumptibus necessariis, si

indigeat seminarium, totius cleri interest ut accurate administrentur bona temporalia.

2° Quatuor consiliarii eliguntur in perpetuum, eo sensu quod non mutandi sint absque gravi ratione; suffragium habent consultativum, non decisivum.

3° Consultatio deputatorum requiritur ad detrahendam partem aliquam ex fructibus integris mensæ episcopalis et capituli et beneficiorum diœcesis, et ad applicandam atque incorporandam hanc partem seminario, et etiam pro casu quo oritur aliqua difficultas unde perturbaretur institutum seminarii.

4° " Rationes reddituum seminarii episcopus annis singulis accipiat, præsentibus duobus a capitulo, et totidem a clero civitatis deputatis." Conc. Trid., loco citato. Juxta interpretationem communem, hæc commissio cui facienda sit redditutum ratio non differt a secunda, quæ constat quatuor deputatis, quorum duo ex capitulo assumuntur, unus electus ab episcopo, alter a capitulo, et duo e clero, unus ab episcopo, alter a clero. Cf. Prælectiones Juris Canonici Sti Sulpicii, vol. II, num. 368.

802. **Concilium Tridentinum, in eodem capite, providit sustentationi temporali seminarii.**

Ex illo capite, 1° Pro expensis erectionis et manutentionis seminarii applicandi sunt redditus omnes et bona omnia quæ ad instituendos et alendos pueros sunt in aliquibus ecclesiis et locis piis destinata.

2° Si illi redditus non habeantur, vel non sufficiant pro erectione et manutentione seminarii, episcopus, cum consilio commissionis administrationis temporalis, ex fructibus integris mensæ episcopalis, capituli et cujuscumque beneficii diœcesis, taxam solvere tenetur. A seminarii contributione nullus eximitur, nisi qui nominatim a concilio excipitur, ut declaravit S. Congregatio Concilii, 11 Jan. 1601. Hæc taxa dicitur *seminaristica.*

3° Concilium eximit ab hac contributione monasteria Regularium mendicantium, quorum nomine veniunt omnia monasteria Dominicanorum, Franciscanorum, Eremitarum S. Augustini, Carmelitarum et aliorum omnium qui participant privilegiis mendicantium.

4° Moniales non tenentur contribuere seminario, nisi suo monasterio habeant beneficia unita; quo in casu, tenentur contribuere ratione beneficii uniti.

5° Capitulum non tenetur solvere taxam seminarii ex distributionibus quotidianis; item nec capitulum, nec beneficiatus quilibet tenetur solvere taxam seminarii ex emolumentis incertis, provenientibus ex missarum celebratione. Ferraris, ad verbum *Seminarium.*

6° Ex textu tridentino et declarationibus Sacræ Congregationis Concilii, patet quod sola beneficia ad taxam seminarii solvendam tenentur; non tenentur personæ nisi ratione beneficii ad quod præficiuntur. Hinc vicarii parochiales, qui titulum in beneficio non habent, ab illa taxa videntur excusari. Maupied, Jus Canonicum, pars III, De Personis, lib. V; Lucidi, De Visitatione liminum, vol. III, pag. 63.

803. **Quantitas taxæ solvendæ seminario constitui debet ab episcopo cum consilio deputatorum commissionis pro regimine temporali.** Taxam aliter factam nulli solvere tenentur.

1° In taxanda portione beneficiorum, habenda est ratio ad onera perpetua eorumdem beneficiorum, et ad alias expensas necessarias a beneficiariis faciendas, quæ prius deducendæ sunt. Benedictus XIII, in constitutione *Creditæ nobis*, pro Italia, statuit quod taxa nunquam minor sit scutis tribus, neque major scutis quinque pro quolibet centenario.

2° Taxa in favorem seminarii est moderanda juxta temporum et rerum exigentiam; aliquando cessare potest, si seminarium reperiatur sufficienter dotatum.

3° In quibusdam locis, quia redditus beneficiorum sunt

ita tenues ut vix sufficiant ad sustentandos rectores, providetur sustentationi seminarii vel per taxas in funeralibus, vel per collectas quæ fiunt in parochiis, præcipuis anni festis.

804. **Episcopus non potest, absque beneplacito apostolico, seminarium committere ordini regulari seu alteri cuilibet congregationi.** Ex decretis Concilii Tridentini, seminaria ad episcopos omnino spectant, adhibito consilio deputatorum. Præterea successores in sede episcopali privarentur jure singulis episcopis asserto nominandi rectorem ac magistros sui seminarii. Hinc episcopi ad Sanctam Sedem recurrere solent, quoties seminarium administrationi cujuscumque instituti committere intendunt, et Sancta Sedes, dum annuit precibus, solet hanc conditionem adjicere : "ita tamen ut alumni nominentur ab episcopo, et seminarium sit sub patrocinio, protectione et subjectione episcopi." Seminarium, natura sua, est semper et necessario schola episcopalis ; nulla ratione, nullo quovis prætextu, seu vi cujuslibet concordati, subduci potest a jurisdictione Ordinarii loci. Prælectiones S. Sulpicii, vol. II, num. 370.

805. **Non absolvatur caput, antequam quædam dicantur de seminariis et collegiis hujus provinciæ.**

1° Patres Societatis Jesu, qui cum filiis S. Francisci fuerunt hujus regionis primi missionarii, jam ab anno 1637 collegium quoddam Quebeci erexerunt pro christiana educatione juventutis.

2° Venerabilis Dei Servus, Franciscus de Montmorency-Laval, primus hujus regionis episcopus, decreto die 26 Martii 1663 edito, erexit Seminarium Quebecense ut juniores clerici instituerentur in his quæ ad Dei cultum referuntur, " scilicet ad administrationem sacramentorum, ad modum catechizandi et prædicandi modo apostolico, ad theologiam moralem, liturgiam, cantum gregorianum et alia quæ pius clericus ignorare non debet." Anno 1668, idem Venerabilis Præsul erexit Parvum Seminarium Quebecense, in quo admitterentur pueri,

quorum indoles spem afferebat eos ecclesiasticis ministeriis perpetuo inservituros; hi adolescentes, in Parvo Seminario educati, lectionibus in collegio patrum Societatis Jesu habitis attendebant. Hæc disciplina viguit usque ad cessionem; post cessionem, clauso patrum Societatis Jesu collegio, ad Parvum Seminarium indiscriminatim fuerunt admissi sive discipuli pro statu clericali, sive discipuli pro professionibus liberalibus, et omnes lectionibus in Parvo Seminario habitis interfuerunt.

3° Marianopoli, circa annum 1677, sacerdotes S. Sulpicii erexerunt suum seminarium ad christianam juventutis educationem. Sub domino regum Galliæ, nullum aliud institutum educationis exstitit pro juvenibus præter collegium Patrum Societatis Jesu, Seminarium Quebecense et Seminarium Marianopolitanum.

4° Serius, post cessionem hujus regionis ad Majorem Britanniam, plura seminaria fuerunt erecta : Seminarium Nicoletanum, anno 1804; Seminarium S. Hyacinthi, anno 1811; Seminarium Ottawiense, anno 1847; Seminarium Trifluvianum, anno 1860: Seminarium S. Germani de Rimouski, anno 1863; Seminaria Chicoutimiense et Sherbrookiense, anno 1875; et plura collegia.

5° In erigendis seminariis, episcopi recesserunt a decreto Tridentino in eo quod commissiones nullibi instituerunt modo quem Concilium indixit; insuper usu non servatur ut pueri tonsura clericali statim initientur vel etiam habitu clericali utantur: pueri ad minora seminaria admittuntur sive sese præparent ad statum clericalem, sive ad professiones liberales.

806. **Plures ob rationes episcopi sua seminaria ordinarunt præter dispositiones tridentinas.**

1° Prima seminaria curæ piorum institutorum fuerunt demandata. Seminarium Quebecense semel erectum fuit annexum Seminario dicto *des Missions Etrangères de Paris*;

Seminarium Marianopolitanum curæ sacerdotum S. Sulpicii fuit demandatum.

2° Non exstabant capitula cathedralia, unde impossibilis fuit institutio commissionum pro regimine spirituali et temporali seminarii. Verum primus episcopus Quebecensis, die 6 Nov. 1684, capitulum instituit, sed post cessionem, deficientibus redditibus, vacationibus non fuit provisum. Sæculo sequenti, quædam capitula in provincia Quebecensi, ad tenorem instructionum S. Congregationis de Prop. Fide, 28 Sept. 1852 et 23 Ap. 1853, fuerunt erecta, sed canonici a residentia prope ecclesiam cathedralem fuerunt dispensati.

3° Necessitas providendi regimini temporali seminariorum, exploratis votis deputatorum a capitulo et a clero, eo præsertim fine probabiliter imposita fuit episcopis, ut facultate sibi data uterentur partem aliquam sumendi ex omnibus beneficiis, illamque seminario incorporandi ; jamvero seminaria regulariter sive concessionibus bonorum immobilium, sive piis fundationibus et legatis fuerunt dotata.

4° Ex altera parte, niminem latet quam uberes fructus ex seminariis ea ratione institutis Ecclesia Canadensis reportaverit, de quo non semel S. Sedes episcopis gratulata est. Quod si quidquam institutioni clericorum adversetur, instat S. Sedes ut corrigatur abusus sed quin improbetur ipsum systema.

807. **Potissima reformatio quæ, instante Sancta Sede, urgetur est ut clerici in seminariis majoribus studia theologica peragant.**

1° Cum in diœcesibus canadensis regionis ea praxis generatim vigeat ut clerici theologica studia passim peragant non in seminario majori, sed in ipsis collegiis ubi, inferioribus disciplinis operam dantes, sese per triennium applicant simul docendis litteris atque adipiscendæ theologiæ, Præfectus S. Congregationis De Prop. Fide, die 5 Ap. 1895, obsecrabat

archiepiscopum Marianopolitanum ut in imminenti synodo Marianopolitana huic rerum conditioni opportuna remedia afferentur, unde in educatione clericorum sapientissimæ normæ a Concilio Tridentino traditæ, quantum fieri poterit, serventur.

2° Huic voto annuentes, Patres primi concilii Marianopolitani sapienter statuerunt, tit. VII, dec. 2 :

a) "Clerici qui in collegiis retinentur, ad juventutis educationem minime adhibeantur tamquam professores litterarum aut scientiarum, sed tantummodo ut præpositi ad rem disciplinarem, ita ut, impletis officii sui muneribus, reliquum omne tempus impendere possint studiis ecclesiasticis.

b) Omnes per tres saltem annos integros in majori seminario commorentur, ut in pietate et in scientiis ibidem exerceantur."

3° Optatus finis est ut clerici omnes et singuli integrum curriculum suorum studiorum in majori seminario emetiantur : hinc venerabiles patres obsecrant sacerdotes et fideles ut inopibus clericis per legata pia et fundationes faveant, unde ad hunc optatum exitum hoc præclarum opus quamprimum perducatur.

808. **Peculiaris est constitutio seminariorum et collegiorum hujus provinciæ Quebecensis.**

1° Unumquodque seminarium aut collegium obtinet a cœtu legislatorum *litteras incorporationis* unde, ad normam personarum civilium, acquirat, possideat, administret et omnes actus ponat qui sunt veri domini. *Corporatio* per suos directores bona sua administrat, sed singulis annis rationem suæ administrationis episcopo reddere tenetur ; aliquando episcopus est membrum corporationis civilis. Directores seminarii aut collegii discipulos admittunt aut expellunt, nominant ad varia officia, sed ex altera parte nullus ad corporationem definitive adscribitur, nisi episcopo consentiente.

2° Episcopi huic ordinationi faverunt, qua liberantur a

multis curis et sacerdotes, in bonis seminarii aut collegii incardinati et de rebus temporalibus non amplius sollicitì, ad institutionem clericorum totis viribus incumbunt. Neminem latet quot et quantos fructus retulerint hujusmodi instituta ; unde nihil in eis immutandum est, inconsulta Sancta Sede, ne violetur jus quæsitum.

3° Quod si in posterum hujusmodi *organizatio* in detrimentum Ecclesiæ cedere probetur, episcopi poterunt invocare dispositiones Concilii Tridentini, in quas non datur præscriptio.

CAPUT III

DE UNIVERSITATIBUS

809. **Universitas est schola publica in qua sacra doctrina, scientiæ humanæ, artesque liberales traduntur.**

Est de essentia universitatis ut sit doctrinæ emporium quoddam universale omnibus obvium, ad quod studiosi quique facile pro sua necessitate et utilitate valeant accedere et in variis disciplinis se excolere, ad culmen etiam doctrinæ pervenire, indeque susceptæ doctrinæ testimonium publicum et authenticum, seu doctoratus et magisterii lauream, reportare. Maupied, Juris Canonici Compendium, vol. II, lib. X, De Magistris.

810. **Universitas proprie dicta, quæ tradit sacram disciplinam Scripturarum, theologiæ, juris canonici,** etc., cum ceteris scientiis humanis, non potest erigi regulariter nisi ab Ecclesia, cui commissum est veritates revelatas et revelatis connexas interpretari et custodire. Hac ratione, media ætate, prodierunt celebres universitates Parisiensis, Bononiensis, Salmanticensis, Lovaniensis, Oxoniensis, et plures aliæ ; sæculo elapso, universitates Lovaniensis, quæ

fuit restaurata sub pontificatu Gregorii XVI ; Lavallensis in provincia Quebecensi, quam canonice erexit Pius IX ; Washingtoniensis in Statibus Fœderatis, quæ fuit aperta post tertium concilium plenarium Baltimorense.

Quando universitas bonis civitatis est dotanda, vel privilegiis civilibus ornanda, instituitur a principe et postea a Summo Pontifice obtinet canonicam erectionem.

811. **Relate ad constitutionem et regimen universitatis,** singulæ universitates habent sua statuta peculiaria ; quædam sunt tamen communia, de quibus dicendum est.

1° In quavis universitate completa, sunt plures facultates quæ etiam dicuntur collegia : facultas theologica, facultas juris canonici et civilis, facultas philosophiæ, facultas litterarum, facultas medico-chirurgiæ et facultas matheseos et physicæ. Singulæ autem facultates habent tot cathedras quot variis partibus scientiæ sufficere possint, v. g. facultas theologiæ complectitur studium divinarum Scripturarum, theologiæ dogmaticæ et moralis, liturgiæ, traditionis SS. Patrum, historiæ ecclesiasticæ......

2° In singulis universitatibus, existere debet aliquod regimen, et consequenter rector qui hujus regiminis principatum teneat.

3° Qualis esse debeat intrinseca organizatio universitatis, jure communi non determinatur, sed recurrendu merit ad constitutiones uniuscujusque universitatis.

812. **Universitas potest gradus academicos conferre.** Tres gradus numerantur, scilicet baccalaureatus, licentia et doctoratus.

1° Juxta præscriptum Leonis XII pro universitatibus Dominii Temporalis, baccalaureatus et licentia his solum conceduntur qui, examine instituto, digni renuntiati fuerunt a tribus membris collegii per rectorem designandis. Examen pro baccalaureatu habetur de omnibus quæ primo anno cur-

sus scholastici ; pro licentia, de iis quæ secundo et tertio anno traduntur.

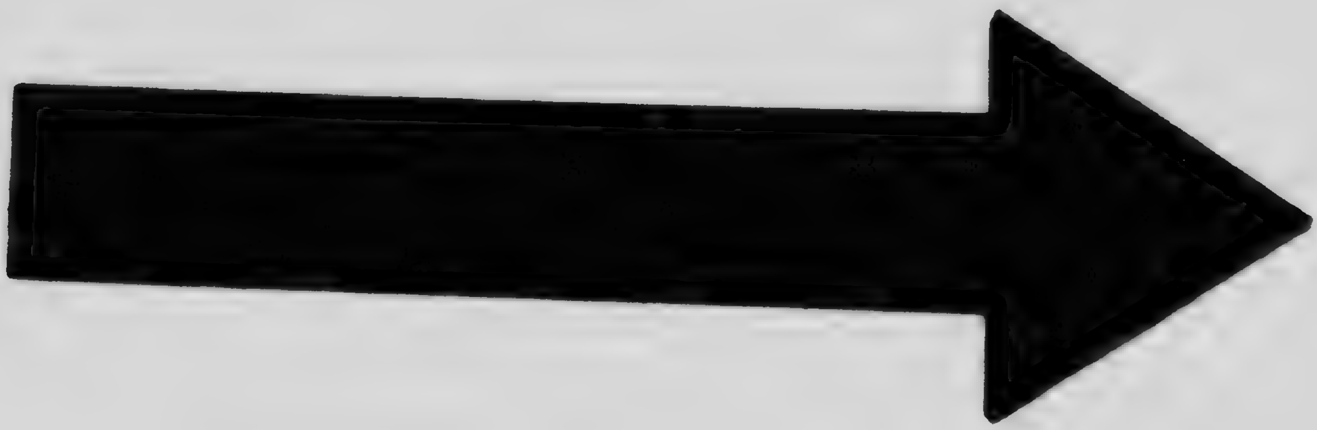
2° Qui vero lauream petunt in facultate theologica, experimentum subeunt de omnibus quæ universam disciplinam respiciunt ; requiritur ut duobus saltem annis tum Sacræ Scripturæ, tum ecclesiasticæ historiæ prælectiones audierint, et etiam ut integrum cursum theologicum absolverint, quem duo professores quatuor annis conficiunt. Qui, studiis absolutis in alia aliqua publica universitate, vel in seminariis episcopalibus, exoptant laurea insigniri, possunt admitti a rectore ad experimentum, cum prius exhibuerint testificationes de studiis rite peractis. Duplex experimentum subeunt ; primum verbaliter, interrogationibus vel argumentationibus ; alterum scriptis, exarando dissertationem latino sermone de argumento proposito, absque librorum aut scripturarum præsidio.

3° Baccalaureatus et licentia possunt conferri privatim ; laurea autem publice semper confertur in aula universitatis, solito apparatu. Extranei, qui baccalaureatu aut licentia præditi non sunt, possunt hos duos gradus una cum laurea adipisci. Prælect Juris Can. S. Sulp., vol. II, n. 376.

4° Præter doctores qui gradus academicos assecuti sunt servando regulas exercitationum publicarum, et qui dicuntur *graduati in forma*, alii eumdem titulum obtinere possunt *honoris causa*, propter famam doctrinæ vel opera in lucem edita.

813. **Plura requiruntur ut quis laurea honestetur.**

1° Relate ad dotes in promovendo, requiritur : *a) sexus masculinus*, nam mulier cui prohibetur docere etiam doctorari vetatur ; can. *Mulierem* 17, causa 33, quæst. 5 ; *b) natales*, nam spurii et illegitimi a dignitate doctorali excluduntur, nisi in eis dispensatum fuerit ob eorum scientiam ; *c) fides*, et ob hunc defectum excluduntur Judæi ; doctoratus est dignitas cujus Judæi sunt incapaces ; hæretici et schisma-



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)

1.0 2.8 2.5 3.2 2.2 3.6 4.0 2.0 1.1 1.8 1.25 1.4 1.6

tici a gradu doctoratus theologiæ et juris canonici repelluntur ; *d) aetas*, et sufficit ætas 17 annorum ; *e) morum honestas*, et sic a gradibus academicis arcendi sunt infames infamia sive juris, sive facti ; ratio est, quia doctoratus est dignitas, atqui, juxta regulam juris 87, in 6°, " infamibus portæ dignitatum patere non debent."

2° Relate ad formam promovendi doctores, præter examen rigorosum quo exploretur candidati scientia, requiritur *a) professio fidei* emittenda ; *b)* in ipsa promotione oportet ut candidato tradantur insignia doctoratus.

814. **Doctoribus plura jura conferuntur.** Quædam jura sunt communia doctoribus theologiæ, juris et medicinæ, quædam sunt particularia.

1° Inter communia, notetur illud quo quis, per gradum doctoralem, eximatur a plebeia conditione et consequenter in dignitate constituatur ; ex cap. *Quanto*, tit. V, De Magistris, lib. V Decretalium. Doctores consequuntur veram nobilitatem ; hinc doctores possunt deferre insignia nobilium, v. g. annulum, catenas aureas et vestes nobilibus proprias. Quamvis clericis prohibeatur annulum deferre, (vol. I, tit. IV, num. 187) datur exceptio quoad clericos doctores, qui deferre possunt annulum in signum matrimonii spiritualis cum sapientia.

2° Doctoratus inducit præsumptionem legalem doctrinæ et integritatis, quæ graduatum eximit ab onere novi testimonii, si quod examen sit requisitum ad consecutionem alicujus officii ; excipitur collatio parochiæ per viam concursus, a quo non eximuntur etiam doctores.

3° Pro doctoribus et magistris stat virtutis, integritatis et innocentiæ præsumptio. Hinc præ ceteris ad officia et dignitates sive ecclesiasticas sive civiles doctores sunt promovendi. Ex Concilio Tridentino, sess. XXII, cap. 2, De Ref., ad episcopatum nemo promovendus est nisi antea in universitate studiorum magister, sive doctor, aut licentiatus in sacra theologia

vel jure canonico merito sit promotus, aut publico alicujus academiæ testimonio idoneus ad alios docendos ostendatur. Ex eodem concilio, sess. XXIV, cap. 12, mandatur ut in omnibus ecclesiis, ubi fieri potest, ad archidiaconatum non assumantur in posterum nisi magistri in theologia, seu doctores, et licentiati in jure canonico ; in eodem capite, concilium hortatur ut in capitulis dignitates omnes et saltem dimidia pars canonicatuum in cathedralibus ecclesiis conferantur tantum magistris, vel doctoribus, aut etiam licentiatis in theologia vel jure canonico. Ex capite 8 ejusdem sessionis, mandatur ut pœnitentiarius in ecclesiis cathedralibus sit magister, vel doctor aut licentiatus in theologia vel jure canonico ; ex capite 16, vacarius capitularis, cæteris paribus, inter doctores vel licentiatos deputari debet.

4° Doctoratus in theologia et in jure canonico clericum idoneum efficit ad delegationes apostolicas obeundas et ad brevia dispensationis et absolutionis exsequenda.

5° Jura tribuunt doctoribus locum honorabiliorem in cœtibus ecclesiasticis. Inter ipsos doctores assignantur gradus præeminentiæ, qui uno et eodem modo ubique non servantur. Communius doctores in theologia sedent ante doctores in jure. Qui pluribus gradibus honestantur illos præcedunt qui unum tantum habent : unde doctor in theologia et jure præfertur ei qui solam lauream theologalem obtinuit ; doctor in utroque jure præfertur doctori in jure canonico tantum. Maupied, Jus Canonicum, vol. II, lib. X, De Magistris.

815. **De Universitate Lavallensi.**

1° Universitas Lavallensis, jure particulari, est unica universitas catholica hujus provinciæ Quebecensis ; instituta a Seminario Quebecensi, anno 1852, habuit regium diploma quod ei benigne erogavit S. M. Victoria, die 8 Decembris 1852. Pius IX, in sua bulla *Inter varias sollicitudines*, die 15 Aprilis 1876 edita, ei concessit institutionem canonicam.

2° Ad tenorem regii diplomatis, *a)* Archiepiscopus catholicus Quebecensis est Visitator Universitatis et habet *il veto* in omnibus statutis et nominationibus ab Universitate peractis. *b)* Quatuor sunt facultates, scilicet Theologiæ, Juris, Medicinæ et Artium. *c)* Professores in facultate Theologiæ a Visitatore, in aliis facultatibus a Consilio Universitatis deputantur. *d)* Consilium Universitatis directoribu Seminarii Quebecensis et tribus antiquioribus professoribus uniuscujusque facultatis conflatur. *e)* Tres sunt gradus ad quos pervenire possunt alumni, scilicet baccalaureatus, licentia et doctoratus.

3° Ad tenorem bullæ apostolicæ, *a)* Eminentissimus Cardinalis Præfectus S. Congregationis de Propaganda Fide est Universitatis Protector, dum Archiepiscopus Quebecensis est ejus Cancellarius Apostolicus. *b)* Vigilare circa fidem et mores ad aliquam commissionem omnium episcoporum provinciæ civilis Quebecensis, cui præest archiepiscopus Quebecensis, devolvitur. Consilium supremum vigilantiæ habet normam procedendi, quæ in constitutionibus Universitatis reperitur.

816. **In decreto 1 Februarii 1876, S. Congregatio de Propaganda Fide mandavit ut Universitas Lavallensis haberet Marianopoli aliquam succursalem,** iis servatis :

1° Omnes expensas succursalis solvet diœcesis Marianopolitana.

2° Eædem lectiones, sive attenta earum duratione, sive materiarum distributione, Quebeci et Marianopoli tradentur.

3° Professores succursalis in facultatibus Juris et Medicinæ erunt professores Universitatis Lavallensis vi regii diplomatis erectæ.

4° Cum consilium Universitatis directoribus Seminarii Quebecensis et tribus antiquioribus professoribus uniuscu-

jusque facultatis coalescat, professores succursalis poterunt esse membra ejusdem consilii.

5⁰ Professores uniuscujusque facultatis, in succursali sicut in Lavallensi, aliquod consilium constituent pro his quæ sunt facultatis in genere.

6⁰ Marianopoli commorabitur quidam Vice-Rector, a consilio Universitatis deputatus sed ab episcopo Marianopolitano approbatus ; ejus erit munus alumnos admittere vel expellere, leges disciplinares Universitatis eos edocere et earum observationem urgere. Discipulorum vita religiosa et moralis custodiæ episcopi Marianopolitani exclusive committitur.

7⁰ Professores Marianopolitani a consilio Universitatis nominabuntur, præhabito consilio facultatis Marianopolitanæ.

8⁰ Marianopoli et Quebeci eadem emolumenta professoribus solventur et easdem solvent alumni.

9⁰ Universitas Lavallensis Quebeci instituta diplomata conficiet et dabit, et huic solventur taxæ debitæ.

817. **Die 2 Februarii 1889, edita est nova constitutio in forma brevis,** *Jamdudum*, qua plura immutantur et definiuntur relationes inter duas partes unius et ejusdem universitatis :

1⁰ Summus Pontifex Leo XIII declarat Universitatem Lavallensem agnosci et haberi uti unicam catholicam Universitatem Canadæ inferioris, sufficienter instructam ut rectæ et plenæ juvenum institutioni consulatur, seque non passurum aliam catholicam Universitatem ab illa sejunctam in hac provincia exstare, cui jus sit gradus academicos conferendi.

2⁰ Succursalis erecta Marianopoli erit altera sedes Universitatis Lavallensis Marianopoli magisterio fungentis. Pro-Rector designandus erit ab episcopis provinciæ Marianopolitanæ, ut consilio Universitatis præsentetur ; nequit ejus confirmatio denegari, nisi ob rationes ab illis episcopis approbatas.

Consilium Universitatis Lavallensis jura sua sive in sede Quebecensi, sive in sede Montis Regii exercebit, juxta ea quæ in *regia charta* eidem consilio conceduntur. Ut paci et concordiæ inter idem consilium et eos qui Montis Regii succursalem administrant plenius consulatur, hæc statuuntur :

a) In succursali Marianopolitana, professores et decani eo ritu eligentur, qui nunc servari solet in singulis facultatibus, et a consilio Universitatis agnoscentur ac recipientur, nisi contradixerit Archiepiscopus Marianopolitanus. Semel admissi poterunt a consilio Universitatis removeri ob causas ab eodem Archiepiscopo approbatas.

b) In facultate quæ artium dicitur, et quæ continet litterarum studia, scientias naturales et industriæ accommodatas, datur facultas professores eligendi, sive ex utroque clero sæculari et regulari, sive ex laicis viris, prout usus fuerit ac res postulaverit.

c) In præparandis programmatibus pro eis qui in facultate artium baccalaureatum petunt, retineri optime potest consuetudo hucusque vigens, scilicet ut in sede Marianopolitana exquiratur consensus eorum qui collegiis Universitati aggregatis præsunt.

d) Quoad aliorum programmatum preparationem, jus et cura ad professores qui sive Quebeci sive Marianopoli docent, devolventur, servatis regulis et præscriptionibus quæ in statutis continentur ; pariter ut in eis aliquid immutetur, requiretur consensus eorumdem professorum vel eorum qui vices professorum gerunt.

e) Quoniam vero collegium exstat Marianopoli *a S. Maria* appellatum, quod regitur a religiosis sodalibus e Societate Jesu, et clarescit eximia præceptorum doctrina et auditorum frequentia, indulgetur ut sodales ipsi experimentum capiant alumnorum suorum, iisque quos probaverint scriptum testimonium præbeant quo digni declarentur iis honoris gradibus qui juvenibus pari peritia præditis conferuntur ab Univer-

sitate Lavallensi in collegiis eidem aggregatis. Quo exhibito testimonio, a consilio quod Universitati regendæ præest, diploma tradetur, quo ejusdem Universitatis alumni gradum illum adepti, honestantur.

f) Episcopi utriusque provinciæ Quebecensis ac Marianopolitanæ quotannis convenient ut de Universitatis doctrina et disciplina cognoscant, et communi consensu decernant ea omnia quæ ratione temporis statuere necesse sit.

4° Hinc ad tramites hujus constitutionis, una tantum est catholica Universitas pro Canada inferiori, duplicem habens sedem, unam Quebeci, alteram Marianopoli.

TITULUS VI

DE BENEFICIIS ECCLESIASTICIS

1° Æquum est ut clerici habeant præbendas in titulis ecclesiarum in quibus resident et officium præstant, unde necessaria ad vitæ sustentationem percipiant, et in opprobrium ordinis clericalis vel mendicare vel negotiari non cogantur.

De origine Beneficiorum ecclesiasticis. Primum fundamentum, 1 Cor. 9, 7: Quis militat suis stipendiis unquam? Adsunt quatuor epocæ.

2° Primis Ecclesiæ sæculis, omnia bona ecclesiastica sive mobilia, sive immobilia, unam veluti massam in singulis diœcesibus constituebant, quæ administrabatur ab episcopis per œconomos in Oriente, archidiaconos in Occidente, et distribuebatur in quatuor partes, quarum una erat ipsius episcopi, altera clericorum, tertia impendebatur pro ædificiis sacris constituendis et reparandis, postrema tandem inserviebat sustentationi pauperum et peregrinorum. Ne autem episcopi bonis Ecclesiæ abuterentur, inductum fuit ut quolibet triennio in conciliis provincialibus reddere tenerentur rationem eorum administrationis ; et si constaret de abusibus, debitis pœnis plectebantur vel ab ipsis conciliis, vel a Romanis Pontificibus de re admonitis ab archiepiscopis. Hæc disciplina improbari cœpit sive ob parum honestam diaconorum integritatem, sive quia indecorum videbatur rectores ecclesiarum quæ erectæ reperiebantur in vicis et pagis, oblationes habitas a fidelibus transmittere ad episcopum, a quo deinde partem pro honesta sustentatione recipiebant. Sebastianelli, De Re beneficiali, tit. I.

3° Superioribus sæculis, clerici obtinuerunt administrationem bonorum suæ ecclesiæ, et, inducta perpetuitate in officio, ortum est beneficium ecclesiasticum.

Hanc materiam de re beneficiali explanabimus in sequentibus capitibus.

CAPUT I

DE NATURA ET DISTINCTIONE BENEFICIORUM

818. **Beneficium ecclesiasticum communiter sic definitur :** " Jus perpetuum percipiendi redditus ex bonis ecclesiasticis, propter aliquod servitium spirituale, ex auctoritate Ecclesiæ constitutum. "

1° Ad cujus explanationem, notandum est tria in beneficio ecclesiastico esse distinguenda : *a) ipsum officium*, seu obligatio ad illud, ita ut quis teneatur spiritualem aliquam functionem obire, veluti recitare horas canonicas, administrare sacramenta, prædicare verbum Dei, etc. ; et hoc non est beneficium, sed fundamentum illius et causa, nam beneficium datur propter officium ; *b) jus percipiendi redditus* ex bonis ecclesiasticis ob tale officium, et hoc jus est beneficium ; *c) fructus ex bonis* Deo et Ecclesiæ dicatis. Santi, Præl., tit. V, lib. III.

2° In definitione beneficii dicitur *a) jus*, quia beneficiatus, ratione beneficii sibi collati, habet potestatem exigendi ac percipiendi proventus ex bonis Deo dicatis ; jus illud non est spirituale *in se* seu *formaliter*, sed *in radice*, quia oritur e ministerio spirituali cui unitur.

Dicitur *b) perpetuum*, quia beneficium ecclesiasticum non datur ad tempus, sed in titulum perpetuum. Ad beneficii rationem requiritur I° *perpetuitas objectiva*, scilicet ut beneficium morte beneficiati, vel amotione ejus a beneficio, non extinguatur, sed vacet suo possessore, ita ut alteri sit conferendum ; II° requiritur *perpetuitas subjectiva*, quia beneficium dicit jus perpetuum vel ex institutione sua, vel saltem secundum aptitudinem, quia potest esse perpetuum ; et sub hac definitione comprehenduntur beneficia manualia, seu ad nutum revocabilia. " Beneficium, ait Pirhing, Jus Canonicum, tit. V, De Præbendis et Dignitatibus, lib. III,

ex se fit perpetuum, quia in perpetuum conferri potest et ordinarie confertur ; quamvis non semper qui illud habet, perpetuo habeat, sed dependenter a voluntate superioris, quæ dependentia non mutat naturam beneficii, cum nihilominus ob officium spirituale detur ; nam beneficia sæcularia, quæ sua natura sunt perpetua, saltem per Papam possunt fieri temporalia, sive ad tempus concedi, et ad nutum revocabilia. "

Attamen non est negandum beneficia manualia et ad nutum revocabilia aliquo modo deficere a ratione beneficii proprie dicti ; ideoque in regulis Cancellariæ de reservatione non comprehenduntur, neque sufficiunt pro titulo ad ordines sacros suscipiendos.

Dicitur *c) ex bonis ecclesiasticis*, nam bona ecclesiastica, in materia beneficiali, nuncupantur res temporales immobiles vel mobiles ecclesiis attributæ, et auctoritate canonica annexæ officio spirituali.

Dicitur *d) propter officium spirituale auctoritate ecclesiastica institutum*, nam beneficium datur propter officium spirituale. Jamvero nullum officium publicum in Ecclesia constitui potest, nec alicui demandari, nisi auctoritate competenti; atqui non est auctoritas competens in foro ecclesiastico præter jus sacrum S. Pontificis et prælatorum, qui habent jurisdictionem fori externi. Santi, loco citato.

819. **Ex præcedentibus quæstio oritur an beneficia adsint in hac regione.**

1° Non loquimur de missionibus, quibus deficit canonica erectio ; missiones illæ non adhuc habuerunt limites definitivos, et consequenter nec objectivam perpetuitatem, quæ ad essentiam beneficii requiritur ; clerici ad missiones deputati, quasi vicem prælati gerentes, jurisdictionem delegatam tantum exercent.

2° Quæstio restringitur ad parochias canonice erectas. Videtur eas esse beneficia manualia. Revera habent : *a)* offi-

cium spirituale annexum ; *b)* jus percipiendi ex bonis ecclesiasticis prop... officium ; *c)* perpetuitatem objectivam, quatenus semel c...stitutæ permanent semper, licet successive a pluribus sibi succedentibus possideantur ; *d)* bona ecclesiastica, quæ sunt decimæ, census vel oblationes fidelium, quæ solvuntur parochis modo permanenti intuitu tituli parochialis. Quoniam illa beneficia, etsi manualia, perpetuitatem objectivam habent, sunt vera beneficia ; sed quia eis deest perpetuitas subjectiva, titularis non reputatur verus beneficiatus, nisi in favorabilibus. De Angelis, Prælectiones Juris Canonici, lib. III, tit. V ; Reiffenstuel, eodem loco.

820. **Beneficia diversimode distinguuntur :**

1° *Ratione officiorum*, duplex divisio ab auctoribus traditur :

a) Alia sunt *majora*, alia *minora* ; beneficia *majora* sunt illa quæ annexam habent potestatem jurisdictionis fori externi, ut pontificatus, patriarchatus, archiepiscopatus, episcopatus, abbatiæ cum jurisdictione quasi episcopali ; cætera beneficia censentur esse *minora*.

b) Beneficia sunt *duplicia* vel *simplicia* ; *duplicia* habent curam animarum, vel jurisdictionem, aut præeminentiam, aut aliquam administrationem : talia sunt beneficia majora et parochialia ; *simplicia* sunt illa quibus incumbit sola obligatio omnibus beneficiatis communis, quæ est recitatio horarum canonicarum. Beneficia *simplicia* solent vocari *non residentialia*, quia clericus ea possidens non tenetur ad residentiam in loco sui beneficii.

2° *Ratione personarum a quibus conferuntur*, beneficia sunt *reservata* atque *affecta*, quorum collatio ad Summum Pontificem devolvitur ; non *reservata* et non *affecta*, quorum collatio ad inferiores collatores pertinet.

3° *Ratione personarum quibus conferuntur*, beneficia sunt *sæcularia* vel *regularia*, prout clericis sæcularibus vel regularibus sunt conferenda.

Omnia beneficia præsumuntur sæcularia, nisi contrarium demonstretur. Beneficium probatur regulare, *a)* ex natura beneficii, si monastica officia contineat; *b)* ex fundatione, si per voluntatem fundatoris ab episcopo approbatam regularibus commissum sit; *c)* ex unione, quando beneficium legitime et perpetuo monasterio unitum et incorporatum est; *d)* ex præscriptione, cum nempe beneficium, quadraginta annorum spatio, ab uno vel pluribus religiosis exstitit continue et pacifice gubernatum, ut præscriptio legitima sit completa. Cap. 5, De Præbendis, in 6°.

4° *Ratione modi quo conferuntur*, beneficia sunt *electiva, collativa* vel *patronata. Electiva* conferuntur per electionem, quæ est a superiore confirmanda; *collativa* conferuntur libera voluntate eorum ad quos spectat collatio iis quibus voluerint, modo idonei sint; *patronata* conferuntur a prælato post præsentationem factam a patrono.

Beneficia curata aliquam rationem habent beneficii patronati seu mixti, quatenus ex jure communi non aliter conferenda sunt quam uni ex clericis renuntiatis dignis in concursu. Cf. vol. I, tit. XI, De Parochis, num. 533.

In dubio, beneficium non præsumitur electivum, nec patronatum, sed collativum, quia electione et patronatu beneficia recedunt a statu primævo et præjudicium affertur potestati ordinariæ prælati, ad quem jure communi spectat collatio beneficiorum diœcesis.

5° *Ratione temporis*, beneficia sunt *perpetua* vel *manualia.* Beneficia perpetua sunt illa quæ in perpetuum titulum et irrevocabiliter conferuntur, ita ut a beneficiatis, sine gravi et justa causa, auferri non possint; hujusmodi sunt beneficia sæcularia, quæ sua natura et jure ordinario perpetua sunt et irrevocabilia, nisi ex causis jure expressis. Non obstat tamen quominus beneficia quædam sæcularia per Papam, vel consuetudinem immemorialem, ad nutum revocabilia instituantur.

Beneficia manualia in titulum quidem conferuntur, sed revocabiliter, quia ad nutum seu voluntatem prælati conferentis auferri possunt.

Beneficia regularia, nisi per electionem acquirantur, censentur manualia, quia regulares, ratione voti obedientiæ, subduntur voluntati superiorum. Pirhing, loco citato.

CAPUT II

DE ERECTIONE ET COLLATIONE BENEFICIORUM

I

De erectione.

Erectio beneficii ecclesiastici est actus legitimus quo sacrum aliquod officium a clerico obeundum constituitur in certa ecclesia vel altari, ex quo honestam sustentationem percipiat.

821. **Plura requiruntur ad hanc erectionem :**

1° Oportet ut interveniat auctoritas ecclesiastica, quod procedit ex natura ipsa beneficii ecclesiastici. Summo Pontifici reservatur erectio sedium episcopalium et capitulorum cathedralium ; episcopo, erectio beneficiorum parochialium et inferiorum. Episcopus potest de consensu sui capituli novos canonicatus erigere, nisi decreto absoluto Summi Pontificis numerus canonicorum fuerit præfixus. Vol. I, tit. X, num. 477.

2° Requiritur titulus, quo nomine significatur mysterium, sanctus vel aliquid ad sanctos pertinens, quo beneficium in futurum vocetur ; hinc titulus beneficii potest esse Conceptio Immaculata B. M. V., sanctus cujus nomen reperiatur in martyrologio romano, vel vincula S. Petri. Titulus applicatur vel ecclesiæ, vel capellæ, vel alicui altari : hinc cum

spiritualia spatium non occupent, in ecclesia quæ plures capellas vel plura altaria continet, haberi possunt plura beneficia.

3° Requiritur ut determinetur officium spirituale quod titularis obire debet.

4° Requiritur dos competens, qua sustentationi titularis et adimpletioni oneris beneficii provideatur.

822. **Ipse fundator beneficii in actu fundationis potest quasdam conditiones et leges sibi bene visas adjicere,** modo sint possibiles, honestæ et ab episcopo admissæ, v. g. ut ad beneficium non promoveatur nisi licentiatus aut doctor in theologia; non sustineretur conditio ut ad beneficium deputetur etiam irregularis. Sebastianelli, De Re beneficiali, tit. II, num. 187.

II

De collatione.

Beneficium ecclesiasticum non potest sine canonica institutione possideri; qui sine institutione sese ingerit in beneficii possessionem dicitur intrusus, et privatur omni jure quæsito per electionem vel præsentationem. Vol. I, tit. II, num. 123.

Institutio canonica est collatio beneficii facta a superiore; hæc collatio dicitur *libera*, quando superior beneficium confert personæ quam ipse digniorem reputat; dicitur *necessaria*, quando beneficium tenetur conferre personæ electæ vel præsentatæ.

823. **Romanus Pontifex potest beneficia conferre, si concurrat cum jurisdictione inferioris prælati.**

1° Quando Summus Pontifex libere conferebat beneficia in aliis diœcesibus, ejus collatio sustinebatur quæ prævenerat collationem factam ab inferiori prælato; facta prius collatione ab inferiori prælato, hæc sustinebatur, juxta adagium juris: qui prior tempore potior est jure. Quod si uno eodemque

tempore Summus Pontifex et collator inferioris ordinis beneficium contulissent, hic clericus beneficium obtinebat qui prior illud possederat, juxta principium: melior est conditio possidentis. Seclusa possessione prævia, præferebatur ille qui beneficium obtinuerat auctoritate pontificia, vel propter conferentis ampliorem prærogativam, vel quia extraordinaria collatio debet prævalere ordinariæ.

2° Ætate præsenti, Summus Pontifex non solet uti jurisdictione concurrenti, ut beneficia conferat in diœcesibus Ordinariorum.

824. **Romanus Pontifex fit collator, conferendo mandata de providendo vel litteras expectativas.**

1° Mandata de providendo erant epistolæ quædam a Summis Pontificibus ad Ordinarios missæ, in quibus commendabantur clerici unde ad beneficium vacans promoverentur. Episcopi poterant non exsequi vel differre executionem horum mandatorum, propter causas graves Summo Pontifici exponendas; si absque causa rationabili executionem denegassent, primo monebantur, et, perseverante contumacia, deputabatur extraneus executor mandati de providendo. Litteræ expectativæ erant litteræ apostolicæ datæ episcopis in favorem alicujus clerici ut promoveretur vel ad primum beneficium vacaturum, vel ad tale beneficium semel ac vacaverit.

2° Plures abusus irrepserunt ex illis mandatis de providendo et litteris expectativis; præterquam quod indultarii nimis æquo mortem beneficiatorum inhiabant, ut eorum loco sufficerentur, aliquando easdem litteras vendebant majori offerenti. Hinc Concilium Tridentinum, sess. XXIV, cap. 19, De Ref., decrevit " mandata de providendo et gratias quæ expectativæ dicuntur nemini amplius...concedi, nec hactenus concessis cuiquam uti licere." Hoc decreto, non limitatur potestas Summi Pontificis, sed a tempore Conc. Tridentini, S. Pontifices nunquam, vel saltem raro, concesserunt has litteras apostolicas.

825. **Romanus Pontifex conferre potest beneficia quæ sibi reservavit in diœcesibus inferiorum collatorum.**

Potissimæ reservationes continentur in regulis Cancellariæ Romanæ. Vol. I, tit. VI, num. 300.

1° Per 1am regulam Cancellariæ Apostolicæ reservantur Summo Pontifici modo generali beneficia vacantia apud Sedem Apostolicam, vel in Curia Romana. Beneficium dicitur vacare *apud Sedem*, quando apud eam moritur titularis; dicitur vacare *in Curia* non tantum in casu mortis naturalis, sed mortis civilis, puta si quis in Curia resignaverit suum beneficium, vel eo privatus fuerit in Curia, sive per sententiam, sive per promotionem. Hanc reservationem beneficia nostra, quæ ad nutum conferuntur, effugiunt.

Eadem regula reservantur Summo Pontifici omnia beneficia sive obtenta, sive obtinenda, de quibus Ordinarii et alii collatores contra Concilii Tridentini decreta disposuerunt vel in futurum disponent. Recolendæ sunt dotes requisitæ in promovendis ad beneficia ecclesiastica, scilicet ætas, scientia, concursus prævius, doctoratus in quibusdam officiis capitularibus, etc.; hæc beneficia subjacent reservationi, quando ordinarii collatores debent ea conferre contra decreta Concilii Tridentini; si de eis jam disposuerunt, collatio est nulla.

2° Per 2am regulam reservantur Pontifici omnes ecclesiæ patriarchales, primatiales, archiepiscopales et episcopales; item beneficia omnia quæ ad collationem episcoporum vel abbatum aut aliorum collatorum spectant, et post obitum, resignationem, translationem, privationem illorum vel alias quomodocumque vacaverint, usque ad provisionem successorum apostolica auctoritate faciendam et adeptam ab eisdem successoribus pacificam possessionem. Per hanc regulam beneficia minora, quæ vacant sede episcopali quocumque modo vacante, reservantur Summo Pontifici. Huic regulæ non subjacent beneficia necessariæ collationis, vel quæ ad

nutum superioris conferuntur, qualia sunt beneficia parochialia hujus provinciæ.

3° Per 4am regulam reservantur dignitates quæ sunt majores post pontificales in ecclesiis cathedralibus et collegiatis. Hac regula non reservantur omnes dignitates, sed illa solum quæ in cathedrali fit major post pontificalem, vel principalis in collegiata. Ideoque non sufficit probare dignitatem, sed probandum est quod sit major aut principalis, et quidem per probationes plenas et concludentes. Si in ecclesia cathedrali adsint duæ dignitates majores æquales, ambæ sunt reservatæ. Huic regulæ subjacet prima dignitas in capitulis quæ in provincia Quebecensi erecta sunt vi litterarum S. Congregationis de Prop. Fide, 28 Sept. 1852. Cf. vol. I, tit. X, num. 493.

4° Per 9am regulam reservantur omnia beneficia ecclesiastica, cum cura et sine cura, ubicumque existant, alias quam per resignationem quocumque modo vacatura in Mensibus Januarii, Februarii, Aprilis, Maii, Julii, Augusti, Octobris, Novembris. Ab hac reservatione eximuntur parochiæ juris patronatus laicalis et quæ sunt ad nutum amovibiles.

In secunda parte hujus regulæ, Summi Pontifices profitentur se velle gratificari cum omnibus illis episcopis qui observant residentiæ legem, relinquendo illis facultatem conferendi beneficia, nisi aliter fuerint reservata aut affecta, in sex mensibus anni, i. e. Februarii, Aprilis, Junii, Augusti, Octobris, Decembris, reservatis Summo Pontifici beneficiis vacaturis in sex aliis mensibus.

Hæc gratia, quæ dicitur *alternativa*, vim non habet nisi episcopi transmiserint ad Datariam litteras propria manu signatas et sigillo munitas gratiam *alternativæ* acceptantes. Hæc gratia solis episcopis conceditur, et viget quamdiu Pontifex vixerit, aut episcopus in sua sede permanserit : est enim veluti contractus initus inter Pontificem et episcopum, intuitu peculiaris ecclesiæ.

Oportet ut episcopus in sua diœcesi *personaliter* resideat: hinc episcopi a propria diœcesi absentes ad gerenda negotia ecclesiæ suæ, vel ipsius Apostolicæ Sedis legatione fungentes, beneficia interim vacantia conferre non possunt; imo si initio mensis episcopus absit, jus conferendi per totum mensem amittit, quamvis præsens exstiterit ipso die vacationis.

Præterea notandum est quod in gratia alternativæ non comprehenduntur nisi illa beneficia quæ ad liberam episcopi collationem pertinent; beneficia, quæ episcopus conferre nequit sine consensu, consilio vel interventu capituli, non continentur sub alternativa; quare illa confert modo vacent in quatuor mensibus ordinariis Martii, Junii, Septembris et Decembris, perinde ac si alternativa acceptata non esset; in aliis octo mensibus, illa beneficia conferuntur a Summo Pontifice (1°).

Ut fiat locus huic regulæ, tria requiruntur: *a)* Ut vacet verum et proprium beneficium; deficiente hac conditione, beneficia manualia hujus provinciæ non subjacent reservationi. *b)* Ut beneficium realiter vacet; hinc officia quæ cessant non subjacent huic regulæ. *c)* Ut beneficium vacet mense apostolico. More Romanorum, mensis incipit a media nocte diei qui mensem superiorem terminat; et si ambiguum sit utrum ante vel post mediam noctem beneficiatus obierit, collatio adjudicanda est episcopo, cum reservationes odiosæ videantur. Card. Soglia, Institutiones Juris Privati, n. 90.

1° *Nota.*—In primo nostro volumine, num. 494, docuimus canonicatus vacantes conferendos esse alternative a Sancta Sede et ab episcopo, habita mentium distinctione. Hoc verum est, modo episcopi *speciale* indultum obtinuerint, sicut episcopi Angliæ, ut videri potest apud *La Nouvelle Revue Théologique*, vol. XXVII, pag. 280. Canonicatus non sunt liberæ collationis, hinc, secluso indulto, conferuntur a Summo Pontifice, mensibus Januarii, Februarii, Aprilis, Maii, Julii, Augusti, Octobris, Novembris; ab episcopo et capitulo, mensibus Martii, Junii, Septembris, Decembris.

Regula 9ª cessat pluribus modis. Quoad primam et secundam partem, cessat per mortem Pontificis, ut innuunt verba regulæ : " usque ad suæ voluntatis beneplacitum." Relate ad secundam partem, *a)* cessat per mortem episcopi, cui gratia alternativæ concessa est, cum hæc gratia non transeat ad successores ; *b)* cessat si episcopus non resideat ; *c)* cessat si episcopus expresse aut tacite renuntiaverit. Sebastianelli, De Re beneficiali, num. 194.

826. **Reservationes Cancellariæ Apostolicæ vigent in regionibus** in quibus ipsis non est derogatum per concordata. *Per se* vigent in hac regione relate ad canonicatus et ad beneficia majora ; beneficia parochialia effugiunt has reservationes, quia ad nutum superioris conferuntur.

827. **Post Romanum Pontificem, nobiliorem locum inter collatores obtinent episcopi,** ut habetur ex canone *Regenda,* 4, causa 10, q. 1 : " Regenda est unaquæque ecclesia sub provisione ac tuitione episcopi, per sacerdotes vel cæteros clericos quos ipse cum Dei timore provideret." Hinc quando beneficium vacans non est S. Sedi reservatum, nec ullus potest jus illud conferendi probare, illius collatio ad episcopum pertinet.

828. **Præter episcopos, alii sunt qui ex indultis vel legitima consuetudine beneficia conferunt.** Collatio canonicatuum, de jure communi, salvis regulis Cancellariæ, ad canonicos et episcopum simul pertinet, ita ut uterque collator habeat unum suffragium ; ob periculum discordiæ inter utrumque collatorem, fieri solent pacta ut per alternas vices canonicatus conferantur per episcopum solum, vel capitulum solum.

829. **Sede episcopali vacante, capitulum, vel vicarius capitularis, non potest conferre beneficia libera, quorum collatio ad solum episcopum pertinet,** quia collatio est quædam liberalitas et donatio quæ, sede vacante, fieri prohibetur. Hæc collatio, salvis regulis Cancellariæ, ad

episcopum successorem reservatur. Nihilominus quando collatio beneficii simul et communiter ad episcopum et capitulum pertinet, mortuo episcopo, vel aliter inhabili facto, potest capitulum, sede vacante, conferre hujusmodi beneficia. Ratio est, quia capitulum et episcopus unum corpus efficiunt; atqui jura corporis moralis seu universitatis conservantur in uno. Idem vicissim dicatur si, collatione ad episcopum et capitulum pertinente, capitulum reddatur inhabile ad conferendum : tunc collatio ad solum episcopum devolvitur. Santi, loco citato, num, 56.

Vicarius generalis beneficia conferre nequit nisi ad hoc habeat speciale mandatum.

830. **Præter beneficia quæ sunt liberæ collationis, quædam beneficia dicuntur necessariæ collationis :** talia sunt beneficia electiva vel patronata. Beneficium dicitur electivum, quando ejus provisio pertinet ad electores, reservata a superiore confirmatione electionis, si clericus legitime electus reperiatur idoneus; beneficium dicitur patronatum, cujus provisio pertinet ad patronum qui ad illud præsentat, et ad superiorem qui clerico præsentato, modo idoneus reperiatur, dat institutionem canonicam. De electione et præsentatione egimus, in vol. I, tit. II, num. 130, 131.

831. **Clericus de aliquo beneficio provisus debet corporaliter immitti in ejus possessionem per investituram realem.**

1° In jure canonico, qui obtinet aliquod beneficium non potest per se ipsum ejus possessionem assumere, sed ad illud duci debet ab auctoritate ecclesiastica; si per violentiam assumat possessionem sui beneficii, dicitur *intrusus*, et ipso jure et facto amittit titulum beneficii et omne jus quod ei in illo competebat. Episcopus sive per se, sive per clericum delegatum, potest dare investituram; antiquo jure, hoc officium inter jura archidiaconi erat adscriptum, sed nunc committi potest cuicumque clerico episcopo beneviso.

2º Persona, delegata ad dandam institutionem realem, non recipit a delegante nisi nudum ministerium, ideoque caret delegatione ad cognoscendum de justitia tituli vel collationis factæ. Hinc est quod, quacumque exceptione proposita, non possit differri investitura, nisi alius clericus retineat beneficii possessionem. In hac hypothesi, post summariam cognitionem collationis factæ illi qui in possessionem immittendus est, expelli debet primus possessor ut instituatur secundus. Sebastianelli, De Re beneficiali, num. 222.

3º Immissio in possessionem, quæ gratis confertur, fit per quædam symbola quibus appareat clericum provisum habere possessionem sui beneficii. Generatim possessio assumitur per ingressum in ecclesiam ubi est titulus beneficii, occupando sedem convenientem, veluti stallum in choro, aut campanam pulsando, altare osculando, missale aperiendo vel claudendo, aliaque agendo quæ officium et potestatem beneficiati significent.

4º Possessionis adeptæ duo sunt effectus potiores : *a)* beneficiatus immissus in possessionem habet jus ad fructus beneficii percipiendos ; *b)* institutio realis dat fundamentum præscriptioni, ita ut contra quemcumque alium idem beneficium impetrantem opponi possit possessionis exceptio. Ad hanc possessionem referuntur regulæ Cancellariæ 35ª *De annali possessione*, 36ª *De triennali possessione*. Cf. Sebastianelli, loco citato.

5º Non datur institutio realis in beneficiis quæ ad nutum superioris conferuntur, quia investitura male conveniret cum amovibilitate. Hæc investitura datur episcopis quando assumunt possessionem suæ diœcesis ; revera diœcesis est beneficium, et quidem majus, quod in perpetuum confertur.

6º Hæc institutio realis debet fieri coram notario et duobus saltem testibus ; de hac immissione notarius conficiet aliquod instrumentum, ut titulus possessionis in foro publico possit demonstrari.

CAPUT III

DE REGULIS SERVANDIS IN BENEFICIIS CONFERENDIS

Omnes collatores, uno excepto Summo Pontifice, in conferendis beneficiis debent observare regulas a sacris canonibus stabilitas.

832. **Beneficia singula singulis, non plura uni clerico, conferenda sunt.**

1° Antiquitus clericus unum solummodo beneficium ecclesiasticum possidere poterat ; beneficium personale officium requirebat in ecclesia proprii tituli, et in ea clericus honestam sustentationem percipiebat. Pluralitas beneficiorum inducta est, cum primum cœperunt institui beneficia insufficientia ad honestam vitæ sustentationem.

2° Processu temporis, divisa sunt beneficia in compatibilia et incompatibilia. Incompatibilia *ratione officii* ea sunt quæ personalem residentiam requirunt ; incompatibilia *ratione redditutum* ea sunt quorum singula exhibent unicuique clerico honestam sustentationem. Compatibilia ea sunt quæ non requirunt personalem residentiam in loco beneficii, et nullam obligationem annexam habent, præter recitationem divini officii. Qui obtinebat beneficium non residentiale cum obligatione recitandi tantum horas canonicas, optime poterat ministeria et officia alteri beneficio annexa adimplere.

3° Patres Concilii Tridentini, sess. VII, cap. 2 et 4, sess. XXIV, cap. 13 et 17, statuerunt beneficia compatibilia, regula generali, pro unoquoque clerico non esse nisi duo, quorum utrumque esset semplex, vel unum simplex et aliud duplex, et quorum prius ad ipsius clerici honestam sustentationem non sufficeret. Itaque jure Tridentino quo nunc utimur, clericus non potest habere nisi duo tantum beneficia, etiamsi non posset ex ipsis honeste sustentari ; hæc duo beneficia debent esse simplicia, vel saltem unum simplex et

aliud duplex. Hinc prohibetur ne quis consequatur duo beneficia curata, vel duos canonicatus, vel canonicatum in una et beneficium curatum in altera ecclesia. Tandem requiritur ut prius beneficium obtentum non sit sufficiens ad honestam clerici sustentationem. Sebastianelli, De Re beneficiali, tit. IV, num. 239.

833. **Ex hac regula, sequitur prohiberi ne quis habeat unum beneficium incompatibile in titulum, aliud in commendam.**

1° In genere, commenda est custodia ecclesiæ vel beneficii, et commendatarius dicitur clericus qui ecclesiam vel beneficium in commendam recipit.

2° Antiquitus, commenda nihil aliud erat nisi custodia ecclesiæ vel beneficii vacantis alicui clerico commissa, ut bona administraret et fructus erogaret pro ministrorum mercede et augmento dotis ecclesiæ vel beneficii.

3° Tractu temporis, inductum est ut commendæ essent perpetuæ, et ita conferrentur ut commendatarius perciperet fructus ecclesiæ vel beneficii, et commendam reciperet ad instar tituli.

4° Concilum Tridentinum, sess. XXIV, cap. 17, De Ref., prohibuit ne quis simul plura possideret beneficia etiam commendata, volens ut " illi qui in præsenti plures parochiales ecclesias, aut unam cathedralem et aliam parochialem obtinent, cogantur omnino, quibuscumque dispensationibus ac unionibus ad vitam non obstantibus, una tantum parochiali, vel sola cathedrali retenta, alias parochiales infra spatium sex mensium dimittere ; alioquin tam parochiales quam beneficia omnia quæ obtinent, ipso jure vacare censeantur, et tanquam vacantia libere aliis idoneis conferantur ; nec ipsi antea illa obtinentes, tuta conscientia, fructus post dictum tempus retineant."

5° Hodierno jure, commenda nonnisi a Romano Pontifice conceditur, v. g. quando personæ qualificatæ quæ jam possidet

beneficium in titulum, aliud conceditur in commendam, ut commodius sustentari possit. Santi, lib. III, tit. V, De præbendis, num. 28, 29. Hinc episcopus a S. Pontifice obtinere potest ut præter beneficium episcopale quod habet in titulum, possideat beneficium parochiale in commendam.

834. **Beneficia ecclesiastica sine diminutione conferenda sunt;** lib. III, tit. XII. Jamvero pluribus modis beneficia diminutionem patiuntur.

1° Primus modus est si, manentibus pro clerico iisdem juribus et redditibus beneficii, nova quædam onera imponantur, v. g. si beneficiato obligatio imponatur missam celebrandi diebus et horis statutis. Inspecto jure communi, episcopus non potest nova onera imponere beneficio vacanti et futuro ejus titulari, dicente Conc. Lateranensi III: "Ne ab abbatibus, episcopis vel aliis prælatis novi census imponantur ecclesiis, nec veteres augeantur." Huic consonat Conc. Trid., sess. XXV, caput 5, De Reformatione: "Quando ex beneficiorum quorumcumque erectione seu fundatione aut aliis constitutionibus, qualitates aliquæ requiruntur, seu certa illis onera sunt injuncta, in beneficiorum collatione, seu in quacumque alia dispositione, eis non derogetur."

2° Secundus modus quo beneficia pati possunt diminutionem habetur si in collatione solutio aliqua seu præstatio exigatur pro una vice, vel ad aliquod tempus. Concilium Tridentinum, sess. XXIV, cap. 14, De Ref., improbat præstationes quæ in actu collationis in favorem collatorum, patronorum et electorum fiunt. Attamen non prohibetur quominus episcopus exigat partem fructuum beneficii vacantis in actu collationis, interveniente necessitate, ita ut reservatio duret quoadusque necessitas perseveret. Causa autem legitima haberetur, si solvenda essent debita contracta nomine ecclesiæ.

Conditiones sunt: *a)* ut congrua portio ad honestam vitæ sustentationem relinquatur clerico instituendo in beneficium; *b)* ut accedat consensus eorum qui in beneficium interesse

habent, quemadmodum essent electores et patroni; *c)* ut reservatio fructuum fiat in collatione, nullo interveniente pacto vel conventione cum clerico cui beneficium confertur. Scilicet reservatio facienda est absolute absque ullo respectu ad personam clerici cui beneficium confertur; secus potest esse periculum simoniæ. Santi, Prælectiones Juris Canonici, lib. III, tit. XII, num. 6.

3° Tertius modus quo beneficium vacans patitur diminutionem est per impositionem pensionis.

833. **Pensio generatim definitur :** Jus percipiendi certam portionem fructuum ex alieno beneficio, auctoritate legitima et justa interveniente causa, alicui concessum.

1° Pensio alia dicitur *temporanea*, alia *perpetua*; *temporanea* ea est quæ imponitur potius personæ beneficium possidenti, quam ipsi beneficio : hinc hujusmodi pensiones non gravant successores in beneficio. *Perpetua* pensio ea est quæ beneficio imponitur, ita ut donec vivat pensionarius eidem semper sit solvenda pensio, sive beneficium semper ab uno possideatur, sive alteri conferatur : hinc pensio perpetua datur ad vitam pensionarii.

2° Quæstio proponitur quisnam possit pensiones in beneficiis constituere ? Legitima exstante causa, Romanus Pontifex imponere potest pensiones sive temporaneas, sive perpetuas, quia in jure censetur habere plenariam dispositionem de beneficiis ecclesiasticis. Cap. 2, De Præbendis, in 6°.

Si vero sermo sit de aliis ordinariis collatoribus, certum est apud omnes non posse ab iis imponi pensiones perpetuas. Cum pensio perpetua afficiat ipsum beneficium, haberi potest uti diminutio ipsius beneficii, ac proinde pensio perpetua comprehenditur sub prohibitione ut beneficia ecclesiastica cum diminutione conferantur. Si sermo sit de temporanea pensione, communior doctorum sententia tenet quod episcopus et alius collator ordinarius Papa inferior possunt, in

favorem alterius, ex justa causa, pensionem temporaneam constituere super fructibus beneficii alicujus. Insinuatur hæc dispositio in cap. 21, De Præbendis, in quo reprobatur expresse solum pensio perpetua, et toleratur temporanea ab Ordinario collata.

3° Si quæratur quibus in beneficiis possint pensiones imponi, respondemus quod jure Tridentino, sess. XXIV, cap. 13, De Ref., ab onere pensionis eximuntur cathedrales ecclesiæ, id est, episcopatus, quorum redditus summam ducatorum mille, et beneficia curata, quorum redditus annui summam ducatorum centum, secundum verum annuum valorem, non excedunt. Accessit decretum Innocentii XII, 11 Nov. 1692 editum, confirmatum deinde in constitutione Benedicti XIII, *Quanta pastoribus animarum*, 15 Sept. 1724, quo prohibitum fuit ne Ordinarii aut alii collatores ecclesiarum parochialium, etiam patronatus laicalis, ullo modo prædictis ecclesiis pensiones imponerent, et ne earum resignationes admitterent cum reservatione pensionis, favore cujuscumque, et quovis titulo, etiam alimentorum. Santi, Prælectiones Juris Canonici, lib. III, tit. XII, num. 20.

4° Inter facultates episcopis hujus regionis concessas, in formula extraordinaria T, num. 8, hæc sequens legitur: "Assignandi pensiones parochis vel missionariis ex infirmitate resignantibus parochias seu missiones, in quas per decem annos incubuerunt, solvendas annuatim a successore, non excedentes tertiam partem fructuum, quolibet modo provenientium ex parochiis vel missionibus."

Ad tenorem ipsius indulti, ut parochus vel missionarius valeat hanc pensionem reclamare, oportet 1° ut ex infirmitate resignet; 2° ut per decem annos parochiæ vel missioni incubuerit; 3° ut pensio annuatim solvenda non excedat tertiam partem fructuum quolibet modo provenientium; 4° requiritur ut parochus vel missionarius non habeat unde vivat. De Luca, Prælectiones Juris Canonici, De Rebus Ecclesiasticis, tit.

XXIII, num. 362. Revera, ex indulgentia Summi Pontificis, hæc pensio clerico resignanti elargitur; atqui non solet Summus Pontifex committere inferiori facultatem dispensandi a legibus juris communis, nisi subsit causa justa dispensandi. Hinc clericus qui abundat bonis, quibus ipsi sufficienter providetur, nequit pensionem obtinere, et prælatus, nisi in casu specialissimi indulti, tenetur ei pensionem denegare.

836. **Beneficium non potest conferri nisi vacet,** ex canone Concilii Lateranensis III : " Nulla ecclesiastica ministeria, seu etiam beneficia vel ecclesiæ, alicui tribuantur seu promittantur antequam vacent, ne desiderare quis mortem proximi videatur, in cujus locum et beneficium se crediderit successurum." Hinc promissio vacaturi beneficii nihil valet, nullamque inducit obligationem, quia hujusmodi promissio fit contra jus, ex capite *Detestanda*, tit. VII, De concessione præbendæ, lib. III, in 6°; atqui, ex regula juris 64 : " Quæ contra jus fiunt, debent utique pro infectis haberi."

Hæc dispositio non ligat Summum Pontificem, qui dare potest beneficiatis coadjutores [illegible] futura successione. Coadjutoria alia est *temporalis et* [illegible] *alis*, al[illegible] *perpetua* et *irrevocabilis*. Prima constituitu[illegible]e spe et jure succedendi, ita ut, mortuo coadjuto, coadjutor non consequatur ecclesiam aut beneficium ; altera datur cum futura successione, et per hujusmodi coadjutoriam coadjutor acquirit jus ad beneficium, quod jus, adveniente morte coadjuti, evadit perfectum, ita ut coadjutor non indigeat nova collatione. Hæ coadjutoriæ conceduntur cum clausula *ex nunc pro tunc*, qua fit ut collatio nunc concessa effectum sortiatur quando beneficium fit vacans. Cf. vol. I, De episcopis coadjutoribus, tit. VIII, num. 429. De coadjutoribus parochorum, tit. XII, num. 612 et seq.

837. **Beneficium conferendum est intra tempus utile statutum in jure.** Jure [illegible] Decretalium, beneficia majora, v. g. episcopatus, erant electiva ; canonici intra trimestre eligebant personam a superiore confirmandam quæ de ecclesia

cathedrali provideretur; elapso trimestri, electores suum jus amittebant. Pro beneficiis minoribus, collatoribus dabatur semestre ad conferendum; si intra illud tempus utile episcopus beneficium vacans non contulisset, jure decretalium ejus collatio debebat fieri a capitulo, ex capite *Nulla*, De concessione præbendæ, tit. VIII, lib. III. At metropolitani præscripserunt contra jus capituli, ita ut hodie suffraganei suppleantur a propriis archiepiscopis in collatione beneficiorum, sive collatio eisdem competat ex jure proprio, sive ex quovis alio titulo. Sebastianelli, De Clericis, tit. VI, num. 134.

838. **Oportet ut beneficium gratis, pure et absolute conferatur.** Si beneficium conferatur interveniente pretio, præmio seu mercede, vel aliquo quod fit pretio æstimabile, committitur simonia et collatio est nulla. Pirhing, De Præbendis, lib. III, tit. V.

Non potest beneficium conferri sub conditione proprie dicta, quæ in futurum actum collationem suspendat et conditionalem efficiat, v. g. si quis dicat: confero tibi beneficium, si intra annum sacerdos factus fueris. Hæc collatio erit nulla, quia collationes beneficiorum numerantur inter actus legitimos qui fieri debent absolute ac simpliciter, ita ut nec conditionem, nec diem recipiant. Nec admittitur collatio sub conditione de præsenti, vel de præterito omnino extrinseca, v. g. confero tibi beneficium si pater vivit, si solvit tributa Ecclesiæ. Ratio est, quia collatio absolutum et determinatum consensum requirit; atqui hæc conditio suspendit actum et quamdam incertitudinem annexam habet. Admittitur conditio quæ de jure requiritur, e. g. confero tibi beneficium, si vacet, si sis idoneus; ratio est, quia per talem conditionem, quæ de jure requiritur, nihil additur vel demitur ipsi actui, sed quod implicite continetur explicatur. Hinc valet collatio beneficii sub conditione, si jam vacet, quamvis conferens jam ignoret illud vacare; modo reipsa vacet sive per mortem, sive quovis alio modo. Pirhing, loco citato.

839. **In collatione beneficii, oportet servare formalitates inductas a jure communi vel a jure particulari ecclesiæ.** In vol. I, tit. XI, num. 533 et seq., locuti sumus de prævio concursu ut probetur scientia clericorum qui ad beneficia parochialia debent præfici. Præter has formalitates, quæ de jure communi existunt, ecclesiæ quasdam annexas habere possunt a lege fundationis vel a consuetudine legitime præscripta.

Jure particulari, quædam beneficia conferri debent fundatoris consanguineis, vel personis alicujus civitatis. Romæ, per constitutionem *Dum singularem* Leonis X, beneficia in Urbe existentia, exceptis beneficiis ecclesiæ S. Joannis Lateranensis, non possunt conferri nisi civibus romanis, ita ut collatio aliis facta, sine expressa citatæ bullæ derogatione, sit irrita. Item quædam beneficia etiam simplicia requirunt in obtinente certum gradum litterarium ; in aliquibus aliis beneficiis, institui nequeunt nisi nobiles et illustres.

840. **Beneficium conferendum est personæ idoneæ et dignæ.** Idoneitas personæ secum fert ætatem, ordinem, scientiam et morum gravitatem.

1° *Relate ad ætatem*, ut quis promoveatur ad beneficium episcopale, requiritur annus 30 completus, ex constitutione *Eo quamvis tempore* Benedicti XIV ; ad beneficium parochiale, annus 25 inchoatus, ex capite *Licet*, De Electione, in 6° ; ad dignitates ecclesiæ cathedralis quibus subest cura animarum, annus 25 inchoatus ; ad ceteras autem dignitates vel personatus quibus animarum cura nulla subest, sufficit annus 22, ex cap. 12, sess. XXIV, Conc. Tridentini. Specialis dispositio est pro canonico pœnitentiario, qui debet esse 40 annos natus, ex cap. 8 ejusdem sessionis. Sufficit ætas 14 annorum ut quis valeat adipisci beneficium simplex, quod curam animarum annexam non habet, ex cap. 6, sess. XXIII, Conc. Tridentini.

Collatio beneficii facta personæ non habenti ætatem requi-

sitam est ipso jure nulla, nisi dispensatio a legitima auctoritate obtenta fuerit ; quæ auctoritas legitima est Summi Pontificis, qui solus a dispositionibus juris communis dispensare valet.

2° *Relate ad ordinem*, requiritur status clericalis, cum laici sint incapaces jurium et officiorum sacrorum. Si quæratur quisnam ordo in specie requiratur in adeptione beneficii ecclesiastici, distinguere oportet inter beneficia simplicia et beneficia duplicia. Quoad beneficia simplicia, nihil in jure communi statutum reperitur : unde per se sufficit tonsura. Quoad beneficia majora, pro collatione beneficii episcopalis olim requirebatur ordo diaconatus ; sed jure Tridentino, sess. XXII, cap. 2, De Ref., sufficit ordo subdiaconatus susceptus sex mensibus ante promotionem ad episcopatum ; quoad dignitates inferiores episcopali,quæ annexam curam animarum habent, requiritur ordo presbyteratus intra annum suscipiendus. In beneficiis curatis, requiritur presbyteratus suscipiendus infra annum : unde non solum diacono aut subdiacono, sed etiam minoritæ, imo simplici tonsurato conferri potest aliqua parochia, dummodo intra annum tonsuratus, obtentis dispensationibus super *interstitiis*, ad ordinem sacerdotalem adscribatur.

3° *Præter ætatem et ordinem, necessaria est scientia*, illa scilicet quæ requiritur ad sacrum ministerium beneficio annexum rite obeundum. In specie, Patres Tridentini, sess. XXII, cap. 2, mandarunt ut ad episcopatum promoveretur qui in aliqua publica universitate doctor aut licentiatus in sacra theologia merito esset salutatus, aut publico alicujus academiæ testimonio idoneus ad alios docendos ostenderetur. Idem concilium, loquens de archidiaconis, voluit ut in omnibus ecclesiis ubi fieri poterit, sint magistri in theologia, vel doctores aut licentiati in jure canonico ; idem statutum est quoad canonicos pœnitentiarios, in cap. 18, sess. XXIII. Relate ad

præbendam theologalem, hoc tantum præscribunt Patres in cap. 1, sess. V, scilicet eam esse conferendam personæ idoneæ, quæ per seipsam munus explere possit, ita ut aliter facta provisio sit nulla et invalida. In capite 12, sess. XXIV, Patres hortati sunt episcopos ut in provinciis, ubi id commode fieri possit, dignitates omnes, vel saltem dimidia pars canonicatuum, in cathedralibus ecclesiis conferantur tantum doctoribus aut licentiatis in theologia aut in jure canonico. Quoad parochos, requiritur sufficiens scientia ut valeant prædicare et docere. Sebastianelli, De re beneficiali, tit. V, num. 261.

4° *Relate ad morum gravitatem*, oportet *a)* ut promovendus ad beneficium non sit criminosus, id est, non inciderit publice in aliquod crimen quo beneficiatus ipso jure, vel post sententiam condemnatoriam, beneficio privetur ; *b)* ut non laboret infamia juris vel facti, ex regula juris 87 : " Infamibus non pateant portæ dignitatum " ; *c)* ut nulla censura aut irregularitate sit innodatus. Ex Conc. Trid., sess. VII, cap. 3, beneficium ecclesiasticum debet conferri personis dignis et habilibus, et aliter facta collatio aut provisio omnino irritatur.

CAPUT IV

DE JURIBUS ET OBLIGATIONIBUS BENEFICIATORUM

Jura beneficiatorum alia respiciunt officium ecclesiasticum beneficio annexum, alia fructus percipiendos ex beneficio ; hæc jura sunt diversa pro diversis beneficiorum speciebus, ita ut alia sint episcoporum, alia canonicorum, alia parochorum. De eorum juribus sufficienter disseruimus in nostro primo volumine. Cf. tit. VIII, cap. 2 ; tit. X, cap. 3 ; tit. XI, cap. III. Ad eorum officia quod spectat, in citatis titulis invenire est quæ ad eorum præcipua referuntur ; remanet ut disseratur de eorum obligatione expendendi superflua in pia opera.

841. **Clericus ex eo quod est Ecclesiæ mancipatus non privatur jure possidendi bona, quibus constituitur ejus peculium.** Lib. III Decretalium, tit. XXV.

Peculium clericorum est quadruplex; primum dicitur *patrimoniale*, et componitur ex illis bonis quæ clerico obvenerunt ex titulo aliquo civili, ex. gr. successionis, contractus, et industriæ non prohibitæ. Secundum peculium dicitur *quasi-patrimoniale* seu *industriale*, quod componitur ex bonis quæ clericus sibi comparavit *non ex intuitu beneficii sui*, sed ex labore speciali in muneribus ecclesiasticis obeundis, v. g. ex celebratione missarum votivarum, concionibus, administratione sacramentorum, etc. Dicitur *absque* ... *intuitu beneficii*, quia sine controversia admittitur hæc bona, quæ clericus non beneficiatus sibi comparat ex celebratione missarum, prædicatione et aliis muneribus sacri ministerii, inter bona industrialia esse adscribenda; sed quæritur an jura stolæ, quæ parocho obveniunt ex benedictione nuptiarum, administratione sacramentorum, sepulturis fidelium, sint bona industrialia vel ecclesiastica ? Ratio dubitandi est, quia *intuitu benificii* hæc bona acquiruntur, ita ut si quis beneficium non haberet, illa non acquireret. Duplex datur sententia apud canonistas, et argumenta utriusque opinionis videri possunt apud Reiffenstuel, lib. III, tit. XXV.

Tertium peculium dicitur *parsimoniale*, et coalescit ex bonis mere ecclesiasticis ad congruam sustentationem competentibus, quæ clericus, parcius ac honeste vivendo, sibi subtrahit. Hinc si clericus, considerato statu et conditione sua, pro honesta sustentatione sua posset annuatim impendere 1000 scutata et impendat tantum 500, erunt 500 scutata uti bona parsimonialia.

Quartum peculium dicitur *ecclesiasticum*, et constat illis bonis quæ intuitu alicujus beneficii, v. g. episcopatus, canonicatus, parochiæ, acquiruntur : tales sunt decimæ, fructus agrorum et rerum ad beneficium ipsum pertinentium.

842. **Prima quæstio quæ proponitur est utrum clerici proprietatem cujuscumque peculii habeant?**

1° Certum est clericos habere proprietatem, seu dominium bonorum patrimonialium ; relate ad hæc bona, clerici aliis civibus æquiparantur, et consequenter sunt rerum suarum domini. Idem dicendum videtur de bonis quasi-patrimonialibus, quæ clericus acquirit ratione sui laboris et industriæ, et absque intuitu beneficii ; sunt enim pura merces laborum.

2° Insuper clerici habent plenum dominium etiam peculii parsimonialis ; revera si potuissent ea bona in proprios usus consumere, eo ipso censentur ea sibi comparasse, ut fructus industriæ.

3° Item clerici beneficiati bonorum mere ecclesiasticorum perfectum dominium, perfectamque disponendi facultatem habent quoad illam partem quæ eorum honestæ sustentationi competit. Hoc probatur ex Conc. Trid., sess. XXIII, cap. 1, De Ref., ubi de episcopis et aliis clericis non residentibus statuitur eos, pro rata temporis absentiæ, fructus suos non facere : ergo si debite resideant, præfatos fructus ecclesiasticos faciunt suos, saltem illos qui honestæ sustentationi necessarii sunt. Ratio conclusionis est, quia illa pars bonorum ecclesiasticorum, ad honestam sustentationem necessaria, est vera et propria merces, justumque stipendium clericis debitum pro officio Ecclesiæ præstito, cum, juxta Apostolum, qui altari servit vivere debeat de altari, et qui ad onus eligitur repelli non debeat a mercede.

Unde clerici, non tantum de bonis patrimonialibus et industrialibus, sed etiam de bonis mere ecclesiasticis ad honestam sustentationem necessariis, quæ parcius vivendo sibi reservant, possunt pro libitu disponere et de illis ditare consanguineos et eis succurrere. De dominio prædictorum bonorum auctores communiter conveniunt.

4° Si quæratur quomodo computanda sit honesta sustentatio clerici, ut determinetur quodnam sit peculium parsi-

moniale vel ecclesiasticum, dicimus quod regula certa proponi nequit. Congrua sustentatio non est eadem in singulis; ratio habenda est qualitatis beneficii, usus regionis et conditionis personæ; quæ sufficiunt parocho rurali, non æque sufficiunt parocho civitatis. Melior regula est praxis clericorum timoratæ conscientiæ, qui in eodem dignitatis gradu vivunt. Auctor Præl. S. Sulpicii, vol. II, num. 613.

843. **Quæstio quæ agitatur inter auctores est an clerici beneficiati habeant dominium bonorum superfluorum ecclesiasticorum.**

1° Veteres canonistæ fere omnes docuerunt horum bonorum verum dominium non esse apud clericos, quia; *a)* in pluribus locis juris traditur res Ecclesiæ esse patrimonium Christi et pauperum, et pretia peccatorum; *b)* clerici dicuntur administratores et procuratores, non vero domini bonorum Ecclesiæ; *c)* si clericus, ex redditibus Ecclesiæ, res proprio vel alieno nomine comparaverit, res hujusmodi censentur non clerici propriæ sed Ecclesiæ. Ex hac sententia, sequitur quod clericus beneficiatus, qui expendit bona superflua Ecclesiæ in causas profanas, tenetur ex justitia ad restitutionem, quia expendit quod suum non est. Santi, Præl. Juris Can., lib. III, tit. XXV.

2° Huic opinioni adversatur communis canonistarum recentiorum sententia, quæ tenet clericos acquirere dominium fructuum sui beneficii, non solum eorum qui sunt sustentationi necessarii, sed etiam superfluorum. Hanc opinionem certam esse demonstrant ex cap. 1 sess. XXIII et ex cap. 12 sess. XXIV Concilii Tridentini, quibus in locis clerici non residentes dicuntur fructus non facere suos: ergo clerici residentes fructus faciunt suos, id est, acquirunt eorum proprietatem.

844. **Quamvis clericus omnium bonorum suorum proprietatem habeat, non potest libere de eis disponere.** 1° Clericus beneficiatus habet liberam dispositionem

bonorum suorum patrimonialium, industrialium et parsimonialium. Quoad bona industrialia et parsimonialia, meminerit clericus verborum S. Hieronimi ad Nepotianum, quæ habent vim consilii : " Obsecro itaque te, et repetens iterum iterumque monebo ne lucra sæculi in Christi militia quæras ; nec plus habeas quam quando clericus esse cœpisti ; negotiatorem clericum, et ex inope divitem factum, ex ignobili gloriosum, quasi quamdam pestem fuge."

2º Quoad bona ecclesiastica superflua, clerici tenentur ea expendere in causas pias, id est, in solamen pauperum vel in alia opera charitatis christianæ ; re quidem vera, in capite 1 sess. XXV Conc. Trid., De Ref., patres episcopis interdicunt ne ex redditibus Ecclesiæ consanguineos, familiares suos augere studeant, cum et Apostolorum canones prohibeant ne res ecclesiasticas, quæ Dei sunt, consanguineis donent, sed si pauperes sint eis ut pauperibus distribuant ; imo eos S. Synodus monet ut omnem humanum carnis affectum erga fratres, nepotes et propinquos deponant. Quæ de episcopis dicuntur, afficiunt quoscumque alios beneficia tam sæcularia quam regularia obtinentes, etiam Cardinales S. R. Ecclesiæ.

3º Hæc obligatio expendendi bona superflua ecclesiastica tenet non ex justitia, sed probabiliter ex præcepto ecclesiastico ; unde si clerici bona ista ad causas profanas convertant, non peccant quidem contra justitiam, adeoque non tenentur onere restitutionis, sed peccant contra præceptum Ecclesiæ.

4º Hæc bonorum superfluorum erogatio debet fieri, dum adhuc in vivis est, a beneficiato, qui nequit per testamentum de eis disponere ; bona ecclesiastica quæ, mortuo beneficiato, adhuc supersunt, vocantur *spolia clericorum*. Antiquitus, hæc bona pertinebant ad ecclesiam cui clericus fuerat adscriptus, nunc autem cedunt *Cameræ Spoliorum*, quæ annexa est S. Congregationi de Prop. Fide.

845. **Hæc obligatio expendendi bona ecclesiastica superflua in pios usus afficit parochos hujus pro-**

vinciæ. Nam ex una parte, Concilium Tridentinum utitur verbis generalissimis et prohibet quibuscumque beneficium ecclesiasticum obtinentibus quominus bona superflua erogent consanguineis ; ex altera parte, parochi nominantur ad beneficia manualia. Bona, quorum superflua in pios usus sunt impendenda, proveniunt ex decimis, supplemento, fructibus agrorum domui parochiali annexorum, censibus aliis qui parocho tribuuntur intuitu beneficii parochialis. Possunt parochi de illis bonis disponere per testamenta, ex decreto 10 septimi concilii Quebecensis.

Hæc obligatio non afficit vicarios, qui laborant in agro alieno, nec professores, qui bona non percipiunt intuitu beneficii.

Remanet ut disseratur de modis quibus beneficiatus amittit suum beneficium, scilicet per renuntiationem, translationem, depositionem, et de modis quibus beneficium alteratur aut supprimitur, scilicet per unionem, divisionem et dismembrationem ; confer quæ diximus in primo volumine.

TITULUS VII

DE FUNDATIONIBUS

Bona quæ Ecclesiæ obveniunt generatim ad cultum divinum vel ministrorum sustentationem ordinantur ; quædam vero ad solamen indigentium et miserabilium et ad bonum juventutis sunt destinata ; de his erit agendum in præsenti titulo *De Fundationibus.*

846. **Fundatio definitur :** Attributio boni temporalis facta instituto ecclesiastico vel regulari, sub conditione operis spiritualis præstandi, vel in perpetuum, vel ad certum tempus. Præl. Sti Sulpicii, part. III, num. 589.

1° In titulo fundationis, definitur quænam sint opera spiritualia pro quibus fit talis attributio. Quando fundator missas celebrari postulavit, nullo fine speciali indicato, concludendum est, ex eo quod plerumque fieri solet, eum voluisse ut sibi applicentur, nisi gravissimæ in contrarium adsint præsumptiones. Ita sæpius resolutum fuit a S. C. Concilii, præsertim die 20 Maii 1832.

2° Fundatio fieri potest per donationem inter vivos, vel per testamentum ; jamvero ut valeat fundatio pia, non requiritur per se assensus gubernii sæcularis, neque necesse est ut in testamentis serventur solemnitates juris civilis, sed sufficit ut de pia voluntate constet per argumenta juris naturalis. Cap. *Relatum*, De Testamentis ; S. Cong. Concilii in *Ariminen.*, 13 Sept. 1854 ; in *Hortana*, 19 Feb. 1855. Unde testamentum nullum ob defectum solemnitatum valet quoad pia legata ; ratio est, quia Ecclesia est independens a potestate civili in omnibus quæ suæ jurisdictioni subsunt, quales sunt causæ piæ. Cf. Conc. Trid., sess. XXII, cap. 8, De Ref.

847. **Fundatio, ut valeat, plurium consensum requirit.**

Requiritur 1° consensus seu acceptatio administratorum Instituti, cui res sub onere donatur; fundatio est ad instar contractus, ad quem profecto utriusque contrahentis consensus requiritur. Hoc valet etiam in casu quo fundatio fiat per actus inter vivos; imo fundatio quamprimum acceptanda est, quia revocari potest a fundatore, si obeat, vel mutetur ejus voluntas.

Requiritur 2° consensus episcopi, vel prælati regularis pro fundatione in gratiam communitatis religiosæ facta, ne loca ecclesiastica sæcularia vel regularia fundationibus graventur, quibus deinceps satisfacere non possent; præsertim ne insufficientes sint redditus, juxta morem cujusque civitatis vel provinciæ, ita ut oneribus adjectis postea non respondeant. Confer decretum Urbani VIII, *Nuper a Congregatione*, et Benedictum XIV, De Synodo, lib. XIII, cap. ult., ubi laudatus pontifex meminit *a)* munus episcopi invigilandi, quanta potest cura, ut in sua diœcesi pia legata debitæ exsecutioni mandentur, missæ præscriptæ celebrentur, eædemque juxta piorum fundatorum voluntatem applicentur; *b)* jus per statutum generale declarandi fundationes nonnisi sub certis conditionibus acceptandas esse, ad quas conditiones sese conformare præsumitur conditor testamenti. Lucidi, De Visitatione SS. Liminum, cap. 7, art. 3.

648. **Fundationes debent adimpliri.** Si agatur de fundationibus missarum, 1° sub gravi et sub onere restitutionis, tot missæ celebrari debent quot ad rationem attributæ eleemosynæ fuerint præscriptæ ab eo qui eleemosynam tribuit. 2° Rectores ecclesiarum eleemosynas manuales et quotidianas pro missis celebrandis non recipiant, si oneribus antea impositis per varias fundationes non satisfecerint, vel intra tempus satis modicum satisfacere non valeant, nisi tribuens eleemosynam pro longiori tempore consentiat. 3° Rectores

conficiant et semper retineant in loco patenti tabellam onerum perpetuorum et temporalium : unde duo constituantur libri, in quorum altero singula onera perpetua, in altero missæ manuales referantur una cum nomine et subscriptione eorum qui celebrarunt. 4° Pecunia, seu bona mobilia ecclesiis tam sæcularibus quam regularibus data cum onere perpetuo missas celebrandi, ab his ad quos pertinet quamprimum investiantur in bonis immobilibus fructiferis, uti sunt prædia rusticana, sive immobilia urbana. Quod si stabilia bona non reperiantur, vel si civilis magistratus bona data ecclesiis aliter investiri non patitur nisi in emptione censuum publicorum (rentes de l'Etat), ad hoc medium recurrendum est, ne bona pereant. Cf. decretum *Nuper a Congregatione.*

849. **Fundatio cessare potest totaliter vel partialiter.**

1° Cessat *totaliter*, si fundus pereat, aut redditus ad executionem piorum operum destinati amittantur, nisi ex causa culpabili amissio juris temporalis eveniat. Non cessat *præscriptione sola*, si in perpetuum facta sit fundatio, licet per diuturnum tempus neglecta fuerit oneris adimpletio. Jure naturæ non currit præscriptio contra non valentem agere. S. Cong. Concilii, 20 Dec. 1879.

2° *Partialiter* cessat per diminutionem onerum, seu redutionem, quæ nonnisi a Sede Apostolica fieri potest justa de causa, quæ causa solet esse decrementum redditaum qui fuerant pro onerum implemento assignati, vel augmentum eleemosynæ pro missa. Benedictus XIV, De Synodo, lib. XIII, num. 12 ; Conc. Trid., sess. XXV, cap. 4.

Dicitur *nonnisi a Sede Apostolica*, quia Urbanus VIII, decreto citato *Nuper a Congregatione*, reductionem missarum Sanctæ Sedi reservavit. Nulla igitur episcopis hodie relicta est facultas missas reducendi, excepto casu quo testator ipse hanc facultatem tribuisse dignoscatur. Episcopis

remanet potestas *declarativa*, qua *declarare* valent validitatem facti unde oritur fundatio. Benedictus XIV, De Syn., lib. XIII, num. 9.

Imo quando legata pia nullo modo possunt applicari ad usum a testatore intentum, ne caduca sint, episcopi possunt, ex epikeia, interpretari voluntatem testatoris et ea in alium usum applicare, ut tenet S. Alphonsus, lib. III, num. 931. apud Bargilliat, vol. II, num. 1381.

850. **Condonatio seu absolutio a præteritis omissionibus Summo Pontifici reservatur.** Dicitur condonatio seu absolutio illa reductio quæ ad præteritum tempus refertur, subindicans omissam sacrorum celebrationem. Fit autem condonatio ex *rationabili causa*, ita ut si quis, ex malitiosa vel irrationabili spe absolutionis consequendæ, missarum celebrationem omittere præsumpserit, huic gratia *nullimode suffragatur*. Hinc S. Congregatio Concilii indulget condonationi, si absque legatarii culpa, omissa sint sacra, nec ceteroquin supersit tantus redditus ut omissionibus præteritis suppleri valeat. S. Cong. Conc., 27 Apr. 1805, apud Lucidi, lib. III, cap. 7, num. 86.

Causa legitima absolutionis est paupertas, præsertim si de fundatorum consanguineis agitur, quia tunc præsumitur testatores haud voluisse consanguineos oneribus obstringere quibus impares essent. Lucidi, loco citato, n. 90. Neque ad hoc expectanda est paupertas extrema aut absolute gravis; sed sufficit relative gravis paupertas, qua laborat is cujus bona minime sufficiunt conditioni qua natus est, aut dignitati qua ornatur. In concedenda absolutione, S. Congregatio imponit pro salutari pœnitentia certum missarum numerum. Bargilliat, vol. II, num. 1377.

851. **Aliquando fundatio, ne ex omni parte corruat, indiget commutatione.** Hujusmodi commutatio voluntatis testatoris S. Sedi reservatur; revera hæc commu-

tatio fieri nequit nisi vi alti dominii bonorum omnium ecclesiasticorum, quo sola potestas suprema pollere dignoscitur. Commutationes ultimarum voluntatum nonnisi ex justa et necessaria causa fieri debent; Trid., sess. XXII, cap. 6, De Reformatione. Cum enim defunctorum voluntates sancte sint servandæ, Summus Pontifex non solet conditionibus in fundatione adjectis derogare, nisi adsint legitimæ causæ, præsertim si agatur de jure tertii. Cf. Benedictus XIV, De Synodo, lib. XIII; Lucidi, De Visitatione SS. Liminum, cap. 7, qui hanc materiam evolvunt.

Judicia sunt extra tractatum "De rebus" et quia in eis sunt et res et personae, et a quia ob eorum momentum merentur specialem tractatum.

Ecc. habet jus judicandi: 1. ex eo quod J. C. dedit ei hoc jus, dicendo Petro: "Quidquid ligaveris super terram erit ligatum et in coelis etc.; 2. ex praxi Ecc. primaevae; 3. ex traditione episcoporum; 4. " ex quod Ecc. est societas perfecta —

DE JUDICIIS

Ecclesia Christi, quæ est societas perfecta in ordine suo, et quæ charitatis non minus quam justitiæ normis regitur, habet publicum tribunal quo leges constitutæ applicentur controversiis. Ut sarta tectaque sint jura Christi fidelium, tam clericorum quam laicorum, et ut consulatur honori et securitati personarum, Ecclesia habere debet normas certas et rationabiles, quibus controversiæ cognoscantur et definiantur. Complexus harum regularum quibus judicia inter fideles in foro externo Ecclesiæ reguntur, appellari potest *ordo judiciarius*.

Judicium tria complectitur: 1. materia processus; 2. discussio causae; 3. sententia judicis.

852. **Judicium definitur:** " Legitima controversiæ quæ est inter actorem et reum apud judicem disceptatio et definitio." Cf. Santi, De Judiciis, lib. II, num. 2.

Dicitur 1º *legitima*, quia cognitio controversiæ debet procedere juxta leges; nam judicia fuerunt instituta ne jura individuorum privata auctoritate et arbitrio vindicarentur et protegerentur.

Dicitur 2º *inter actorem et reum apud judicem*, quia tres personæ principaliter constituunt judicium: *actor*, qui invocat protectionem potestatis publicæ et petit aliquid; *reus*, a quo quid petitur et qui apud tribunal convenitur; *judex*, apud quem defertur controversia.

853. **Ex data notione, sequitur judicium differre a quæstione, a causa, a lite, ab instantia.**

1º *Quæstio* est ipsa res vel jus controversum quod nondum in judicium deductum est, sed deduci potest. Hinc alia est quæstio juris, alia quæstio facti. Est quæstio facti, si quæratur de ipsa existentia facti aut de ejus circumstantiis; est

quæstio juris, si quæritur an, aut quomodo cadat sub lege factum aliquod.

2° *Causa* est ipsa quæstio deducta in judicium.

3° *Lis* est ipsa controversia vel contentio partium post contestationem judicialem : hinc lis dicitur pendere coram judice.

4° *Instantia* est agitatio controversiæ a litis contestatione usque ad sententiam definitivam, seu est jus prosequendi incœptum judicium coram eodem judice, cujus competens jurisdictio per litis contestationem agnita est a partibus litigantibus. Cf. Santi, lib. II, tit. I.

854. **Variæ sunt divisiones judicii ecclesiastici ratione finis, materiæ et formæ.**

1° *Ratione finis*, judicium *civile* appellatur, quando actor, deducens causam in judicium, non prosequitur vindictam, sed suum aut alterius commodum ; erit *criminale*, quando principaliter intenditur delictum puniendum, propter ipsius societatis bonum ; erit *mixtum*, quando commodum privatum et vindicta publica simul intenduntur, seu quando actor simul expostulat et pœnam rei et damni reparationem.

2° *Ratione materiæ*, judicium est *petitorium* vel *possessorium*, prout litigatur de ipsa rei proprietate, aut de sola ejus possessione adipiscenda, retinenda vel recuperanda. Erit *temporale*, quando versatur circa rem profanam, puta si duo clerici coram judice ecclesiastico de aliqua re temporali litigant ; erit *spirituale*, quando versatur circa materiam spiritualem, vel ***ab intrinseco***, ut sacramenta, vel ***ab extrinseco*** ex spirituali deputatione, ut beneficia.

3° *Ratione formæ*, judicium dicitur *ordinarium* seu *solemne*, in quo servantur omnes solemnitates, sive *substantiales*, sive *accidentales* ; dicitur *extraordinarium* seu *summarium*, in quo breviori forma proceditur. Bargilliat, vol. II, num. 1414.

In præsenti Ecclesiæ conditione, auctoritas ecclesiastica

fere ubique impeditur quominus explicet suam externam actionem super materias et personas ecclesiasticas, et formam solemnem judiciorum adhibeat : hinc S. Congregatio Episcoporum et Regularium, 11 Junii 1880, dedit modum procedendi œconomice in causis disciplinaribus et criminalibus clericorum. Hic modus procedendi summarie servandus est in omnibus curiis episcopalibus in quibus formæ solemnes libere et efficaciter usurpari non possunt ; unde modus in constitutione 11 Junii 1880 descriptus, attenta praxi hodierna, est *modus ordinarius*, dum modus solemnis evasit *modus extraordinarius* procedendi. Péries, La Procédure Canonique, pag. 11.

Tota materia distribuitur in tribus partibus : in prima parte, referuntur quædam elementa communia omnibus judiciis ecclesiasticis ; in secunda parte, indicatur tela judiciaria qua proceditur in causis disciplinaribus aut criminalibus ; in tertia parte, exponitur modus procedendi in causis civilibus.

De judiciis
Pars 1a – in genere
Tit. 1 – De modis pacificis litem componendi.
2 – De modis litem componendi coram tribu[nali] eccles.
2a – In specie

PARS PRIMA

DE JUDICIIS IN GENERE

Exorta aliqua controversia in societate, partes quarum interest primo videre debent an quæstio possit inter ipsas componi quin recursus ad auctoritatem publicam habeatur; quatenus res litigiosa non valet per amicabilem compositionem dirimi, partes adeunt judicem, officium ejus et aliorum qui sive judicem, sive partes ipsas adjuvant, implorant; non quilibet judex est adeundus, sed qui probatur competens; tandem partes litigantes plura habent argumenta quibus probare nituntur suum jus. Hæ sunt quæstiones generales quas juvat exponere, antequam evolvatur ordo judicialis quo proceditur in multis processibus qui agitari possunt in foro ecclesiastico.

TITULUS I

DE MODIS PACIFICIS LITEM COMPONENDI

Lites quæ in societate excitantur duplici via dirimuntur, nempe privata vel publica auctoritate. Privata auctoritate lites dirimuntur 1° quando partes de quodam negotio contendentes inter se amice propria jura conciliant et compensant; 2° quando partes conveniunt de remittenda controversiæ solutione arbitrio viri prudentis, qui pro bono et æquo litem componat. In primo casu, habetur *transactio*; in secundo, *arbitrium*. Publica auctoritate lites dirimuntur per ministerium judicis.

Cum in societate expediat perpaucas esse lites et breviori ratione definiri, jus positivum favet pacificis compositionibus. Jus canonicum, memor verborum S. Pauli in epistola 1ª ad Corinthios, cap. 6, vehementer inculcat fidelibus ut a litibus, quo magis fieri potest, se abstineant et ad controversias dirimendas eligant sapientiores inter se quasi arbitros.

Jamvero controversia pacifice componitur per transactionem et per arbitrium, de quibus erit disserendum in sequentibus capitibus.

CAPUT I

DE TRANSACTIONIBUS

855. **Transactio definitur:** Rei dubiæ et litis incertæ nec finitæ conventa et non gratuita decisio.

Dicitur 1º *rei dubiæ*, quia transigi nequit de re certa; unde qui certo sciens rem aliquam sibi non spectare transigit, tenetur etiam in foro externo ad onus restitutionis.

Dicitur 2º *litis incertæ et non finitæ*, quia, lite finita per sententiam definitivam judicis, quæ transiit in rem judicatam, transigi amplius non potest.

Dicitur 3º *conventa*, quia transactio ex partium conventione procedit et enumeratur inter contractus innominatos bilaterales quibus aliquid datur vel remittitur, ut alia pars vicissim aliquid det vel remittat, ad quæstionem finiendam.

Dicitur 4º *non gratuita decisio*, quia in transactione aliquid debet dari vel promitti ex utraque parte, secus non esset transactio, sed donatio vel cessio. Santi, in tit. XXXVI, De Transactionibus, lib. I.

856. **Transactio dividitur in realem et personalem.** *Realis* illa dicitur quæ afficit rem absolute et transit ad heredes vel successores, dum transactio *personalis* non egre-

ditur personam transigentis. Hinc si transactio celebretur cum debitis solemnitatibus, idest cum auctoritate superioris, obligat ecclesiam et successores; quod si solemnitates non fuerint servatæ, transactio obligare potest transigentem quoadusque ecclesiam possidebit, quia rector ecclesiæ potest de juribus suæ ecclesiæ transigere in sui præjudicium. Ex cap. 8, tit. XXXVI, lib. I Decretalium.

857. **Transigere possunt ii omnes et soli qui rerum de quibus agitur plenam et liberam administrationem habent.** Ratio est, quia transactio æquivalet alienationi; hinc minores, pupilli sine consensu tutoris vel curatoris transigere nequeunt; nec administratores rerum ecclesiasticarum sine auctoritate superioris. Ad tenorem constitutionis *Ambitiosæ*, quando agitur de rebus pretiosis aut rebus magni valoris, requiritur beneplacitum apostolicum. Cf. vol. I, num. 396.

858. **Relate ad objectum transactionis,** generatim loquendo de omnibus rebus dubiis et litibus incertis transigi potest, exceptis iis quæ ex jure prohibentur.

1° Hinc transactio est nulla, si juri naturali vel positivo divino vulnus inferat; pariter inter privatas personas transigi nequit de eis quæ sunt publici juris, quia pacto privatorum publico juri non derogatur. Unde clericus per transactionem non potest sibi constituere judicem laicum, quia privilegium fori fuit toti collegio ecclesiastico indultum. Santi, loco citato, num. 8.

2° In specie, prohibetur transactio super matrimonio, si per eam fiat aliquid ad illud dissolvendum. Dicitur *de matrimonio*, quia indissolubile est sive ratum sit, sive ratum et consummatum. Quoad sponsalia, de eis transigi potest, quia sunt contractus qui dissolvuntur mutuo partium consensu. Dicitur *ad illud dissolvendum*, quia, salvo vinculi jure, transigi potest de aliis juribus quæ vinculum sequuntur, puta de cohabitatione, de dote, de patrimonio communi.

3° Item prohibetur transactio super rebus et juribus spiritualibus cum rebus temporalibus, ob periculum simoniæ.

4° Quærunt auctores utrum fieri possit transactio circa crimina. Non agitur de effectibus civilibus, id est, de damnis illatis ex crimine. " Nemo enim denegabit, ait Santi, fieri de hisce posse transactionem inter lædentem vel ejus familiam et læsum vel, eo deficiente, ejus familiam. Hæc enim quæstio merito æquiparatur reliquis causis civilibus, in quibus transactio prohibita non est. Loquimur de actione ipsa criminali, utrum nempe concessum sit per transactionem aliquid pretio æstimabile concedere alicui ut desistat ab actione promovenda. Jus civile concedit id fieri posse, cum agitur de crimine capitali; quia licet cuique sanguinem suum quoquomodo redimere, non licet autem in aliis inferioribus criminibus, ne scilicet facile impunita remaneant. Canonistæ dissentiunt; verum spernenda non est opinio eorum qui juri civili adhærent......Ecclesia mater benigna est, quæque magis rigida non est potestate civili, nec positive reprobavit lex ecclesiastica dispositionem juris Cæsaris. Restrictio facienda esse videtur quoad materiam in qua urget obligatio denuntiandi delinquentes: transactio secum ferret infractionem legis ecclesiasticæ."

859. **Potissimus effectus transactionis est imponere finem liti motæ vel movendæ.** Quare per eam tolluntur omnes actiones, obligationes, instrumenta et jura in contrarium militantia, quia, ex capite 1, tit. XXXVI, lib. I, novissima pacta tollunt priora. Revera objectum hujus contractus est rem dubiam definire modo pacifico, potiusquam juridica contentione; ergo partes recurrentes ad hunc modum controversiam solvendi implicite renuntiant juri prosequendi in posterum via judiciali.

Transactio habet favorem juris, quia lites avertere est maximum bonum; unde judex de ejus valore agens eam confirmare debet. Sed hic favor transactionis non ita debet

intelligi quod in transactione interpretanda fiat extensio de re ad rem, de persona ad personam, nam, ut ait D'Annibale : "Transactio strictissimam interpretationem recipit." Re quidem vera, transactio implicat renunciationem liti, seu facultati probandi jura sua in judicio ; atqui præsumitur quisque suis juribus renunciasse quam minime. Lega, De Judiciis Ecclesiasticis, pars I, num 12.

860. **Transactio pluribus modis cessat :**

1° Per mutuum consensum, quia, ex regula juris 1ª : "Omnis res per quascumque causas nascitur, potest dissolvi."

2° Rescinditur si fuerit dolo aut fraude inita transactio, aut gravi metu extorta.

3° Rescinditur si appareat fuisse initam ex falsa causa et falsis documentis ab altera parte bona fide propositis.

CAPUT II

DE ARBITRIIS

Alius modus dirimendi lites privata auctoritate est compromissum per arbitros.

861. **Arbitrium definitur :** " Conventio qua controversia judicio vel arbitrio boni viri definienda permittitur ex partium consensu."

Hinc compromissum per arbitros differt a transactione : in transactione, partes inter se propria jura litigiosa compensant ; dum in compromisso per arbitrum, res tertiæ personæ demandatur. Sententia arbitralis vocatur *laudum.*

862. **Arbiter stricto sensu sumptus definitur :** " Persona idonea, sive ex legis dispositione, sive ex conventione partium electa, ut circa exortam controversiam suum judicium proferat, cui partes stare debent." Santi, tit. XLIII, lib. I.

1° Ex ipsa definitione, patet arbitrum ex legis præscripto vel ex partium conventione eligi : unde arbitri sunt *juris* vel *compromissarii*. Qui ex legis præscripto eliguntur, dicuntur *arbitri juris;* qui ex partium conventione, *arbitri compromissarii.*

2° Plura sunt discrimina inter arbitros juris et arbitros compromissarios : *a)* Arbitri juris deputantur a publica auctoritate et vocantur *necessarii*, dum compromissarii libere a partibus constituuntur et dicuntur *liberi.*

b) Arbitri juris habent a potestate publica jurisdictionem qua possunt citare partes, testes examinare et alia facere, modica adhibita coercitione, quæ ad causæ definitionem forte sit necessaria. Arbitri compromissarii a compromittentibus recipiunt facultatem eorum causam cognoscendi, eamque definiendi : quare partes et testes ad comparendum invitant, sed compellere non possunt.

c) A sententia arbitri juris potest appellari ad tribunal judicum ordinariorum, quia arbitri juris sunt veri judices sed ad aliquam causam constituti. Appellatio autem non conceditur ab arbitris compromissariis, sed sententia arbitralis constituit jus irrevocabile.

d) Arbitri juris debent procedere servato juris ordine, non secus ac alii judices ; arbitri compromissarii servare debent modum procedendi sibi in mandato compromissi constitutum. Si vero nullus indicetur modus, præsumitur partes velle ut arbitri procedant juris ordine servato, nempe juxta formam judicialem communem. M. Lega, De Judiciis Ecclesiasticis, pars I, num. 19.

863. **Quinam possunt in arbitros compromittere?** Distinguendum est inter arbitros juris et arbitros compromissarios.

1° Arbitri juris deputantur a judice in quibusdam casibus a jure determinatis, quorum potiores sunt *a)* quando in judicem movetur exceptio suspicionis, *b)* quando quæstio oritur

v.g. si est consanguineus judicis.

inter episcopum et clericum, ne episcopus sit judex in causa propria.

2° Omnes et illi soli qui habent liberam rerum suarum administrationem, et consequenter valent transigere et alienare, possunt sibi constituere arbitros compromissarios.

3° Prohibetur aliquando compromissum ob gravitatem rei. Potiores causæ sunt causæ matrimoniales, in quibus agitur de valore conjugii, causæ beneficiales, ne sine canonica institutione via aperiatur ad beneficia.

864. **Quinam possunt assumi ut arbitri?** Respondemus omnes qui idonei sunt ad negotium æstimandum et ad causam cognoscendam, eligi posse ad officium arbitri, nisi expresse a lege vel a canone prohibeantur.

Plures a jure repelluntur, v. g. minores, excommunicati vitandi, mulieres, nisi sint personæ ægregiæ in potestate constitutæ, ex capite 4, tit. XLIII, lib. I, religiosi sine assensu superioris.

Laicus, *regulariter*, in causis spiritualibus assumi nequit. Dicimus *regulariter*, quia si agatur de arbitris juris qui jurisdictionem habent, laici in illis causis arbitri esse non possunt, quia sunt incapaces jurisdictionis ecclesiasticæ; si vero agatur de arbitris compromissariis, qui nullam exercent jurisdictionem, non prohibetur a jure quominus sint arbitri, quando ipsis clericus adjungitur quasi assessor vel consultor. In causis mere temporalibus, veluti in causis circa bona clericorum, eligi possunt laici, etiam nullo adjuncto clerico, quia præsumuntur in hujusmodi causis peritiores esse ipsis clericis. Schmalzgrueber, in tit. XLIII, lib. I, num. 13, 14.

865. **Potest compromitti in unum, duos aut plures arbitros.**

1° Si in plures compromissum sit, standum est sententiæ in quam major illorum pars convenerit, ex capite 1, De Arbitris, in 6°; nisi compromissum sit ea lege ut omnes concordare debeant.

2° Si unus ex arbitris constitutis invitatus ad sententiam proferendam, nullo obstante legitimo impedimento, nolit adesse, valet aliorum arbitrorum sententia, nisi expresse in compromisso cautum sit omnes interesse debere ad arbitrii validitatem.

3° Quod si nec omnes, nec major pars conveniat, quæstio non est definita, sed arbitri functi sunt munere suo et eorum cessat officium. Si vero quæstio esset de summa pecuniæ, e. g. 50 nummorum, et unus ex tribus arbitris judicium ferret pro integris 50, alter pro 25, tertius pro 20, valeret arbitrium, et sustineretur sententia tertii : nam omnes certe conveniunt solvendos esse nummos 20.

866. **Arbitri tantum possunt quantum ipsis demandatur.**

1° Arbitris juris certa demandatur causa simul cum potestate ad illam dirimendam : hinc jurisdictionem habent circa causam principalem et causas principali adnexas.

2° Arbitris compromissariis tanta inest potestas quanta in compromisso exprimitur; quare illam causam tantum videre possunt in mandato expressam, non ceteras nisi necessario et intrinsece connexas. Lega, loco citato, num. 27,

3° Quærunt auctores quænam species jurisdictionis demandetur arbitris. Arbitri compromissarii certe pollent auctoritate privata ex conventione partium repetenda, quæ dici nequit jurisdictio sive ordinaria, sive delegata; arbitri juris, cum ex certa juris dispositione deputentur pro casu speciali, non ordinaria sed delegata pollent jurisdictione. Reiffenstuel, in tit. XLIII, lib. I Decretalium, num. 18.

867. **Arbitri habent plura officia :**

1° Debent procedere secundum tenorem sui mandati. Unde nequeunt de una ad aliam causam transire ; possunt arbitri decernere de iis quæ necessario et intrinsece connectuntur cum causa principali.

2° Officium semel susceptum, etsi libere susceptum si

agatur de arbitris compromissariis, ad suum finem per sententiam perducere debent arbitri; quod si temere recusent, judiciali auctoritate compelli possunt. Neque alteri officium suum committere possunt, nisi hanc potestatem a partibus acceperint.

3° Sententiam debent pronuntiare intra tempus de quo conventum est. Si tempus in compromisso definitum non sit, eam proferant quo citius fieri potest, et ad hoc, una parte cogente, a judice cogi possunt. Item arbitri procedere debent die non feriato, et in loco de quo actum est in compromisso. Si locus determinatus non fuerit, præsumitur is locus electus in quo compromissum initum fuit. Tandem sententia in scriptis proferatur et publicetur, præsentibus partibus.

4° Arbiter sive necessarius, sive voluntarius, pronuntiato arbitrio, functus est officio suo: hinc sententiam neque exsequi ipse potest, neque mutare, neque corrigere; ejus executio aut correctio (quando hæc fieri potest) relinquenda est judici ordinario, nimirum illi qui aliunde competens fuisset in negotium compromissi. M. Lega, loco citato, num, 29.

868. **De effectibus arbitrii.** 1° Sententia arbitrorum juris æquiparatur sententiæ a judice ordinario prolatæ; unde partes ab ea appellare possunt. E contra, a sententia arbitrorum compromissariorum non appellatur: " A judicibus quos communis consensus elegerit non liceat provocare," ex capite 38, Caus. II, Q. VI, in Decreto Gratiani.

2° In majorem firmitatem compromissi, compromitti potest cum appositione pœnæ. Si in arbitros compromittatur cum appositione pœnæ, obligatio intelligitur *disjunctive*, scilicet standi laudo, vel, spreto laudo, luendæ pœnæ; nisi compromittentes contrarium exprimant, scilicet ut firma remaneat sententia arbitralis etiam post pœnæ luitionem.

Quando *simpliciter* compromittitur, id est, absque appositione pœnæ, compromittentes *regulariter* obligantur stare

sententiæ arbitrali, sive æqua, sive minus æqua sit. Dicitur *regulariter*, quia adsunt causæ eximentes a laudi obligatione. Partes habent decem dies ad deliberandum an stare debeant sententiæ arbitrorum juris; elapsis decem diebus, partes, si laudum explicite aut tacite non rejiciant, præsumuntur illud recipere. Laudum receptum dicitur *homologatum*. Quod si una pars nolit exsequi laudum, ab altera cogi potest, invocato brachio sæculari.

869. **Dantur plura remedia contra injustum laudum.** 1° Si sermo sit de arbitris necessariis, qui arbitri juris dicuntur, parti læsæ præsto est remedium appellationis; si sermo sit de laudo edito ab arbitris compromissariis, distinguendum est utrum fuerit homologatum vel non. Si non fuerit homologatum et contineat evidentem iniquitatem, pars læsa poterit implorare officium judicis ut injustum laudum arbitrio boni viri corrigatur et ad æquitatem reducatur; porro judex erit ille qui debuisset videre de causa, si partes non compromisissent in arbitros.

Quod si laudum fuerit homologatum, tunc nec appellatio competit, nec reductio facienda arbitrio boni viri; sed si iniquitas laudi notoria et manifesta sit, parti læsæ datur exceptio ex capite falsitatis, fraudis, doli. Santi, in tit. XLIII.

870. **Potestas arbitrorum cessat pluribus modis:**

1° Pronunciatione laudi in causa principali ipsis commissa, ita ut nequeant arbitri iterum causam videre, et corrigere propriam sententiam; diximus *in causa principali*, quia in sententia interlocutoria, possunt arbitri sententiam mutare et corrigere.

2° Mutuo consensu compromittentium.

3° Morte arbitri vel unius ex pluribus arbitris, nisi adjecta fuerit clausula in compromisso ut si non omnes possint, saltem aliqui negotium videant.

4° Morte alterutrius ex compromittentibus. Compromissum in genere non obligat hæredes; censetur factum a com-

promittentibus ob amicitiam, vel saltem fiduciam quam habent erga personas arbitrorum. Potest etiam hæredes obligare, si id expresse caverint compromittentes; quo in casu, non expirat compromissum per mortem alterutrius compromittentis.

5° Expirat lapsu temporis præfiniti in compromisso.

6° Recusatione suspecti arbitri ob inimicitiam vel ob aliam justam causam, v. g. si ob ingravescentem morbum arbiter, vel incapax omnino efficiatur ad laudum proferendum, vel diu differre debeat pronunciationem laudi, cum præjudicio alterutrius compromittentium. Cf. Santi, loco citato, et Lega, Prælectiones, pars I, num. 34.

TITULUS II

DE PERSONIS AD JUDICIUM CONCURRENTIBUS

Personæ quæ concurrunt in judicio, aliæ sunt principales, quæ necessario intervenire debent, ut judex, actor et reus ; aliæ sunt secundariæ, quæ scilicet interveniunt ad adjuvandum judicem, actorem aut reum.

CAPUT I

DE JUDICE

871. **Judex definitur :** Persona quæ jurisdictioni præest, ac populo, juxta legis præscriptum locique consuetudinem, jus dicit. Ex cap. *Forus*, 10, De Verborum Significatione.

Hinc judex differt 1° a judice ecclesiastico in foro mere *interno* seu *pœnitentiali* ; 2° a judice *laico*, qui gaudet jurisdictione mere sæculari ad causas temporales ; 3° ab *arbitris*, præsertim compromissariis, qui, a partibus constituti, potestate privata potiuntur.

872. **Judices ecclesiastici in varias species distingui possunt :**

1° *Ratione originis*, judices sunt *ex jure divino*, vel *ex jure ecclesiastico*. Supremus judex in Ecclesia ab ipso Christo institutus est Romanus Pontifex ; ideoque ad Papam pertinet omnes et omnia in Ecclesia potestate ordinaria judicare ; ad eum appellari potest ex toto orbe, sed a sententiis ejus nequit appellari, siquidem judicium ejus omnes causas definit et terminat.

Item episcopi jure divino sunt judices ; quatenus consi-

derantur collegialiter cum Pontifice Supremo, constituunt Ecclesiam, cui dictum est: " Quæcumque alligaveritis super terram, erunt ligata et in cœlo; et quæcumque solveritis super terram, erunt soluta et in cœlo." Matth. cap. XVIII, v. 18. Quæritur inter auctores an episcopus auctoritatem, qua utitur ad regendam suam diœcesim, habeat immediate a Christo vel a Summo Pontifice; quæstio adhuc agitatur, ut videri potest apud Cavagnis, Institutiones Juris Publici, lib. II, pag. 454. Alii judices inferiores, citra controversiam, sunt juris ecclesiastici.

2° *Ratione tituli*, judices distinguuntur in *ordinarios* et *delegatos*. *Ordinarii* dicuntur ii omnes qui potestatem judicandi habent muneri suo annexam; delegati, qui eam accipiunt a lege, vel ex speciali mandato principis aut alterius ordinarii facultatem delegandi habentis. Cf. vol. I, tit. II, num. 147.

3° *Ratione numeri*, vel unus tantum constituitur judex ad causam cognoscendam, vel sunt plures; si plures instituantur, modo agere possunt *in solidum*, modo *collegialiter*.

4° *Ratione appellationis*, judex dicitur *a quo*, a cujus sententia appellatur; dicitur *ad quem*, id est, ad cujus tribunal appellatur.

873. **Judex, ut valide judicet, ad plura debet attendere:**

1° Oportet ut judex sit competens, id est, materia judicii ejus jurisdictioni subdatur, juxta caput *Ea quæ*, 26, De Regulis Juris, in 6°, ubi dicitur: " Ea quæ fiunt a judice, si ad ejus non spectant officium, viribus non subsistunt." Hinc nec judex ecclesiasticus causam mere politicam et civilem, nec judex sæcularis causam ecclesiasticam cognoscere et judicare potest.

Papa, jure divino, est competens pro omnibus causis in universo orbe. Alii judices ecclesiastici Papa inferiores sunt tantum competentes in territorio suæ jurisdictionis, non in

omnibus causis, quia quædam Summo Pontifici reservantur, vel tanquam majores, vel alia ratione. Item quædam causæ episcopo reservantur, in quibus vicarius generalis ex officio suo non est competens : hinc judices qui in hujusmodi causis, pro quibus competentia carent, judicant, injuste et invalide pronuntiant.

2º Nemo potest esse judex in causa cujus fuit advocatus, ex cap. *Nullus unquam*, 1, Causa 4, Quæst. 4, "quia præsumi nequit pronuntiaturus aut suasurus contra ea quæ tanquam justa olim habuit." Schmalzgrueber, De Judiciis, n. 17. Hæc regula videtur esse juris naturalis, unde nequit violari. Item valide pronuntiare nequit judex, qui similem causam, tanquam actor vel reus, habet. Ratio est, quia merito præsumitur judicem in causa suæ cognitioni commissa ita judicaturum esse, sicut ab aliis judicari vellet in causa sua consimili ; et quod tanquam pars litigans æquum et justum existimat in sua, id æquum et justum judicabit in aliena causa, ne sibi contradicere videatur. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 125.

3º Nemo *regulariter* potest esse judex in causa propria ; in hoc casu, multo major est suspicio affectionis erga causam, et inde majus periculum injustæ sententiæ. Attamen huic regulæ quædam exceptiones apponuntur :

a) Judex supremus superiorem non habens, uti est Papa, vel Rex, in causa propria judex esse potest, ex cap. *Cum venissent*, 12, De Judiciis, ubi cognitio quæstionis circa privilegia Sedis Apostolicæ judicibus Summo Pontifici inferioribus denegatur.

Hoc videtur exigere plenitudo potestatis, ob quam cogi non potest princeps supremus ut alterius judicio se subjiciat. Attamen conformius est juri naturali quod judices supremi controversias inter se et subditos decidendas committant arbitris, vel judices ordinarios aut delegatos constituant, qui

jus inter ipsos et subditos dicant. Maupied, Jus Canonicum, vol. II, pag. 723.

b) Episcopus, vel alius similis prælatus, potest judicare in causa suæ ecclesiæ. Attamen distinguendum est an causa directe et principaliter spectet ad ipsam ecclesiam et dignitatem episcopalem, vel an ad personam ipsius episcopi aut similis prælati. In primo casu, potest episcopus esse judex; notant tamen doctores eum posse, in hoc casu, recusari a partibus tanquam suspectum, ob singularem affectum erga suam ecclesiam. In secundo casu, prælatus non potest esse judex, quia ad judicii substantiam requiruntur tres personæ: judex, actor et reus; atqui casu quo prælatus de causa controversa inter se et subditum suum cognosceret, præter ipsum et litigantem subditum nemo interveniret.

c) Si in dubium vocetur judicis competentia circa causam ad ipsius tribunal delatam, judex ipse poterit pronuntiare an ad eam causam sese extendat sua jurisdictio, juxta legem romanam: " Prætoris est æstimare an sua sit jurisdictio."

Ratio est, quia hujusmodi causa, licet propriæ similis sit, revera tamen non est propria, cum competentia onus potiusquam utilitatem judici conferat. Atvero judex nequit judicare de sua competentia, 1° quando objicitur defectus afficiens personam, v. g. quod sit excommunicatus, infamis, jurisdictionis incapax; 2° quando recusatur ut suspectus, nisi exceptio suspicionis sit frivola; 3° si judex ex causæ cognitione notabile emolumentum sit percepturus.

Judex, aliunde competens, non potest judicare quando recusatur tanquam suspectus, nisi suspicio sit frivola; ad ipsum vero pertinet judicare utrum frivola sit necne. Schmalzgrueber, De Judiciis, num. 19.

874. **Ut licite judicet, judex plura debet servare.**

1. Oportet ut habeat scientiam requisitam. Hinc judex, carens debita scientia et ex ignorantia culpabili judicans, peccat mortaliter et tenetur ad restitutionem totius damni

parti læsæ illati. Lugo, Theol. Moralis, tom. II, disp. 37, num. 1. Judex agnoscens errorem suum, quamvis sine gravi culpa commissum in præjudicium litigantis, tenetur, si potest citra propriam infamiam, damnum impedire, monendo v. g. occulte partem læsam ut appellatione vel alio simili remedio sibi consulat. Lugo, loco citato.

Judex carens necessaria scientia ad suum officium rite obeundum non potest absolvi, quin renuntiet officio, vel firme proponat renuntiare; ratio est, quia nemo potest retinere officium cujus munia obire non potest nisi cum damno vel periculo damni proximi.

In primo volumine, num. 149, exposuimus quid statuerit Sancta Sedes circa scientiam delegati apostolici.

2° Judex debet quamprimum causas definire; Conc. Trid., sess. XXIV, cap. 20. Hinc judex peccat graviter differendo notabiliter sine causa expeditionem causarum, et tenetur reparare damnum parti læsæ illatum. In Conc. Trid., loco citato, judici datur biennium a die motæ litis ad controversiam solvendam; eo temporis spatio elapso, liberum est partibus judices superiores adire, alias tamen competentes, qui causam, in eo statu quo fuerit, assumant et quamprimum terminari curent.

3° Judex non debet munera accipere a partibus litigantibus. Hoc prohibetur, *a) jure divino*, ex Deuter., 16, 19 : " Non accipies personam, nec munera; quia munera excæcant oculos sapientum et mutant verba justorum "; *b) jure ecclesiastico*, ex cap. *Qui recte*, 66, Causa 41, Quæst. 3 : " Qui recte judicat et prœmium inde remunerationis expectat, fraudem in Deum perpetrat, quia justitiam quam gratis impertiri debuit, acceptione pecuniæ vendit."

Certum est judicem teneri ad restitutionem, *a)* si munera *ex pacto* acceperit ad ferendam sententiam justam, seu ad præstandum id quod debebat ex justitia ; *b)* si vi, minis vel

injusta vexatione ea extorserit ; *c)* si ea acceperit ad ferendam sententiam injustam, et crimen nondum completum sit.

Probabile est eum non teneri ad restitutionem, quamvis illicite egerit, *a)* si munera fuerint sponte oblata, et ipse protestatus sit se nihilominus judicaturum esse secundum justitiam ; *b)* si pactum de injusta ferenda sententia jam compleverit, et ad restitutionem condemnatus non fuerit. Marc, Theol. Moralis, vol. II, num. 2302, quæs. 3.

4° Judex debet judicare juxta probabiliorem sententia relicta minus probabili. Attamen distinguendum est in causam criminalem et civilem.

a) In causis criminalibus, judex debet favere reo, donec istius crimen certo probetur, juxta axioma : « Nemo præsumitur malus nisi probetur." Hinc reus semper absolvendus est tum a juratis, tum a judice, si ad ejus defensionem afferantur rationes probabiles, præsertim cum agitur de pœna capitali ; item absolvendus est, quamvis nihil dixerit pro sua defensione, si contra ipsum nihil probetur.

b) In causis civilibus, judex debet favere certo possessori, usquedum probetur possessorem injuste rem detinere. Hoc quidem certum est quotiescumque rationes sunt æquales, sicut constat ex regula 65 juris, in 6° : « In pari delicto vel causa, potior est conditio possidentis." Eamdem regulam admittendam esse affirmat S. Alphonsus, etiamsi militent contra possessorem bonæ fidei rationes probabiliores, aut unice probabiles ; re quidem vera, titulus legitimæ possessionis tribuit jus certum, quod non destruitur nisi per aliud jus certum et probatum, id est, per rationes convincentes.

Quando de ipsa possessione dubitetur, v. g. si lis sit de re a nemine possessa, aut si possessor sit dubiæ fidei, tunc afferenti validiores rationes certe favendum est, prout habetur ex propositione 2ª damnata ab Innocentio XI : « Probabiliter existimo judicem posse judicare juxta opinionem minus probabilem." Merito proscripta fuit illa propositio, quia judex

tenetur unicuique suum jus tribuere; atqui majus utique jus habet illa pars quæ rationes affert probabiliores. Si rationes sint æquales ex utraque parte, res a judice dividenda est inter partes, quatenus est divisibilis; si non sit divisibilis, tribuenda est uni parti, facta compensatione in favorem alterius. Marc, Theol. Moralis, vol. II, num. 2300, 2301.

5⁰ Judex debet, regulariter loquendo, in ferenda sententia, pronuntiare secundum allegata et probata, et ex notitia *juridice* acquisita. Ratio est, quia judex gerit personam publicam et legalem.

Omnes consentiunt judicem non posse condemnare reum qui juxta allegata et probata demonstratur innocens, licet ex privata et certa scientia cognoscat eum esse reum. Jura enim favent reo; et aliunde judex non pronuntiat reum esse innocentem, sed tantum *nocentem non probari.*

Utrum vero judex condemnare possit eum qui, juxta allegata et probata, pro nocente habendus est, quando ex privata sua scientia certo cognoscit eum esse innocentem, auctores in triplices abierunt sententias:

a) Alii affirmant cum S. Thoma, qui, 2. 2., q. 64, art. 6, ad 3, sic sententiam suam exponit: " Judex, si scit aliquem innocentem esse qui falsis testibus convincitur, debet diligentius examinare testes, ut inveniat occasionem liberandi innoxium, sicut Daniel fecit. Si autem hoc non potest, debet eum superiori relinquere puniendum. Si autem nec hoc potest, non peccat secundum allegata et probata sententiam ferens, quia ipse non occidit innocentem, sed illi qui eum asserunt nocentem."

b) Alii autem negant, quia de jure divino nunquam licet innocentem occidere. Aliunde pronuntiare contra propriam conscientiam est mentiri; mendacium vero est quid intrinsece malum et nunquam licitum.

c) Alii tandem distinguunt hoc modo: Potest et debet judex contra propriam scientiam, secundum allegata et pro-

bata, pronuntiare in causis *civilibus* et *criminalibus minoribus*, non autem in *criminalibus majoribus*, in quibus agitur de pœna mortis et mutilationis.

Revera, in primo casu, Ecclesia, sicut et Respublica, si de judicio sæculari agatur, potest, ob bonum publicum, ne scilicet judiciorum forma cum populi scandalo evertatur, disponere ut privati detrimentum subeant quando condemnantur juxta allegata et probata; societas in hoc casu habet *altum dominium* in hujusmodi bona.

Atvero, si agatur de pronuntianda mortis aut mutilationis pœna, non valet prædicta ratio, quia auctoritas sive sæcularis, sive ecclesiastica, non habet prædictum dominium in vitam et membra subditorum innocentium.

Cœterum, cum judex ecclesiasticus nunquam proferat sententiam in causa sanguinis, patet eum posse semper, juxta primam sententiam, pronuntiare juxta allegata et probata. Cf. Bargilliat, vol. II, num, 1432; Maupied, vol. II, pag. 732.

De officio et potestate judicis delegati locuti sumus in primo vol., tit. II, num. 151; tit. VI, num. 323.

875. **In processibus qui apud curias episcopales ventilantur, solet episcopus, gravioribus negotiis implicatus, constituere vicarium generalem,** qui sedeat ut judex et controversias sua prudentia dirimat. Ex capite *Licet*, De Officio Vicarii, in 6°, vicarius generalis, absque speciali mandato, nequit causas criminales cognoscere, nec consequenter aliquem ab ordine, officio aut beneficio deponere; si vero speciale habeat mandatum, videndum est an in causis dirimendis procedat *qua judex ordinarius, aut delegatus.* Vol. I, tit. X, num. 466.

Imprimis vicarius generalis *in scriptis* constitui et deputari debet, ut se legitimet in casu quo a partibus ejus auctoritas, super aliquo speciali de jure episcopo reservato, negaretur aut alias in dubium revocaretur. « Periculosa est, ait Monacelli, apud Bouix, vol. I, pag. 412, doctrina Ventri-

gliæ, qui conatur probare quod si auctoritas vicarii negetur, aut de ea opponatur, postquam vicarius ea usus est, debeat præsumi illam habuisse ad sustinendum actum, maxime si, præsente episcopo, explevisset ea quæ requirunt specialem facultatem. Quia cum specialia, episcopo a jure reservata, non censeantur neque præsumantur concessa, nisi in mandato et constitutione vicarii exprimantur, præsumptio stat pro nullitate actus, nisi probetur commissio; quam probare tenetur ipse vicarius...Tutior ergo via est quod vicarius, in principio sui officii, coram capitulo cathedralis per cancellarium litteras suæ deputationis publicare faciat, et deinde penes acta Cancellariæ per extensum registrari curet."

CAPUT II

DE ACTORE ET REO

Actor est persona quæ convenit aliam in judicio; reus est persona quæ convenitur.

876. **Omnes possunt in judicio sustinere partes actoris vel rei, nisi lege prohibeantur.**

Juxta leges romanas, a judicio arcebantur servi, ob defectum personalitatis civilis; pupilli, minores et mulieres absque tutoris vel curatoris auctoritate, ob consilii infirmitatem; filii familias, ob defectum administrationis bonorum.

Jus canonicum has dispositiones usurpavit, nonnullis mutatis: sic clericus, si sit major 14 annorum, in causis beneficialibus vel aliis spiritualibus, absque consensu curatoris, potest, vel per se, vel per procuratorem, in judicio agere, ex cap. 3, tit. I, lib. II, in 6°. Idem dicatur de laicis fidelibus in causis matrimonialibus vel jurispatronatus, ex cap. 13 et 14, de Restitutione Spoliatorum.

Jus canonicum plures arcet a judicio, vel ob censuras, vel ob defectum voluntatis quæ per professionem religiosam amittitur, vel ob jus coarctatum in administratione rerum ecclesiasticarum. Bouix, De Judiciis, vol I, pag. 171.

877. **Partes actoris sustinere non possunt qui excommunicatione majori innodantur.** Hodie per constitutionem *Ad evitanda*, excommunicati vitandi *ipso jure* repelluntur a judicio, dum excommunicati tolerati non excluduntur *ipso jure*, sed ope exceptionis ; ambo autem possunt sustinere partes rei, quia secus commodum de propria malitia referrent. Excommunicatus toleratus, si conveniatur, poterit personaliter comparere ; excommunicatus vitandus, cui negatur civilis communicatio, tenetur procuratorem constituere qui ejus nomine respondeat.

Admittuntur vero excommunicati ut in judicio sustineant partes actoris, *a)* quando volunt ostendere sententiam excommunicationis esse nullam ob neglectam formam a jure statutam ; *b)* si velint probare eam esse injustam. Sed hoc in casu, quia sententia lata est in forma juridica, et proinde præsumitur valida quoadusque injusta non appareat, absolventur *ad cautelam* a vinculo censuræ, et deinde admittuntur ad judicium ; *c)* si in judicio damnati velint appellare ad tribunal superius. Ratio est, quia appellatio est species defensionis ; atqui reus non est privandus copia defensionis ; *d)* tandem quando datur periculum in mora, id est, nisi actio contra reum instituatur, timeri potest ne jus ipsum amittatur : v. g. si reus bonis cedat vel fugam arripiat, hoc in casu, excommunicati possunt in judicio agere. Santi, Prælectiones, lib. II, tit. 1, num. 17.

878. **Ob defectum voluntatis, religiosi arcentur a judicio, nisi adsit licentia proprii superioris.** Ratio est, quia religiosus caret bonis et voluntate, quibus per professionem renuntiavit, ita ut quidquid acquirit, non sibi sed monasterio acquirat. Hinc cum monasterium complectatur et

tueatur jura monachorum, sequitur religiosos, in causis civilibus, non posse convenire vel conveniri, sed eorum loco monasterium agere partes actoris vel rei.

Non idem dicendum est in causa criminali; nam in hac specie conveniendus est religiosus, non monasterium.

Dantur casus in quibus, absque licentia superioris explicite concessa, licet religioso stare in judicio : *a)* Si superior monasterii deliquerit, poterunt religiosi illum accusare et sustinere quæstionem etiam cum expensis monasterii. *b)* Si religiosus persentiat se injuste gravari ex dispositione superioris, qua v. g. expellitur a monasterio, vel cogitur egredi ab eodem, vel aliquo jure spirituali sibi competenti privatur, poterit absque superioris licentia in judicio agere. *c)* Non indiget superioris licentia religiosus qui administrat aliquod beneficium ecclesiasticum; revera religiosus qui de mandato superioris beneficium administrat, implicite potest ejus jura tueri coram judice, nam officium administrandi habet annexam facultatem custodiendi et defendendi jura annexa administrationi. *d)* Potest religiosus nomine monasterii agere, quoties, absente vel impedito superiore, urget necessitas sistendi in judicio, et datur periculum in mora. Santi, loco citato.

879. **Ob jus coarctatum in administratione bonorum, notandum est :** 1° Prælatus nomine proprio jura sui beneficii tuetur, et absque consensu capituli partes actoris vel rei in judicio exercet. Quod si in judicio male versatus fuerit et amiserit bona sui beneficii, conventus seu capitulum, etiam sine licentia prælati, in judicio petere poterit ut bona vel jura restituantur. Caput *Si quis presbyter*, De rebus Eccl. non alienandis, III Decretalium.

2° Quando bona et jura sunt communia inter prælatum et monasterium, prælatus in causis minoribus, non autem in causis majoribus, in judicio adesse poterit sine consensu sui capituli.

3° Capitulum vero, relate ad bona et jura communia, in judicio nunquam agere valebit, absque licentia prælati.

4° Si de bonis capitulo propriis sermo sit, eorum administratio capitulo adscribitur exclusive, et, nisi in gravioribus negotiis, licet ei stare in judicio sine prælati licentia.

880. **Quæritur an ad judicium accedere teneantur reus et actor.** Officia rei et actoris

Reus utique tenetur; et si comparere recuset, judex potest in eum sententiam proferre. Quoad actorem, non tenetur ex principio generali : " Cuique licet jus suum deserere vel non prosequi." Excipiuntur illi qui ex officio tenentur bona aliorum tueri, prout sunt tutores, procuratores et administratores.

Partes non tenentur *personaliter* comparere, cum jure ecclesiastico eis liceat constituere procuratorem ; attamen debent *personaliter* comparere in sequentibus casibus : 1° si causa agitetur coram delegato Summi Pontificis, et in delegatione cautum sit ut ipsi litigantes compareant ; 2° in causa criminali, reus debet comparere, quia, constituto sibi procuratore, hic procurator in casu condemnationis non posset luere pœnam, et reus damnatus, ex sua parte, pœnam declinaret fugiendo ; 3° si necesse sit ut qualitas litigantium maturius examinetur, v. g. integritas intelligentiæ.

CAPUT III

DE PERSONIS QUÆ MINUS PRINCIPALITER JUDICIO INTERSUNT

In judicio interveniunt plures personæ quæ adjuvant judicem vel partes litigantes. Aliæ judicem adjuvant in quæstionibus juris et facti enodandis, uti *auditores* et *assessores* ; aliæ adjuvant partes, ut *procuratores* et *advocati* ; aliæ tum judici, tum partibus auxilium præstant in actis judicialibus conscriben-

dis, ut *cancellarii* et *notarii* ; aliæ tandem deferunt citationes et sententiam exsequuntur, uti sunt *apparitores* et *executores*. De illis agendum erit.

881. **Auditor est hic officialis cui demandatur cognitio totius causæ vel alicujus articuli.** Auditor est judex delegatus cui committitur jurisdictio, qua partes ad audientiam citare, testes et probationes admittere valet. Non potest sententiam proferre, nisi decisio causæ fuerit ei specialiter delegata a judice principaliori.

1° Auditor adhibetur præsertim in causis criminalibus, ad præviam inquisitionem delicti : hinc solet vocari *Judex Instructor*, prout innuit Instructio 11 Junii 1880, art. 12 et 29 :

" Processus confectio committi potest alicui probo atque idoneo ecclesiastico, adstante actuario."

" Expleto processu, *actorum Instructor* restrictum conficit essentialium conclusionum ejusdem."

2° In jure non præscribitur ut episcopus auditorem sibi adjungat, et tota res ad episcopi prudentiam remittitur ; sed opportuna est in curia episcopali constitutio hujus officii, præsertim si vicarius generalis, tanta negotiorum mole pressus, nequeat omnia negotia cum celeritate expedire.

3° Ne difficultates et dubia oriantur circa valorem actuum ab auditore gestorum, in scriptis deputandus est et in deputationis instrumento exprimendum est quidquid ei delegatur.

4° Cum auditor pervenerit ad locum in quo jurisdictionem exercere debet, processum non incipiat, nec ullum actum judicialem exerceat antequam sese legitimaverit. Ad hanc autem legitimationem, satis est ut litteræ delegationis publice legantur ; imo sufficit eas legi coram aliquot viris gravibus, qui de earum litterarum existentia testimonium dare possint. De hac autem legitimatione confici potest instrumentum.

882. **Assessores sunt consiliarii judicis ;** sic dicuntur quia assident judici, seu a latere ejus.

1° Assessores per se nullam jurisdictionem exercent, sed adjuvant judicem suo consilio, quod judex sequi non tenetur. Si alicubi, ex consuetudine vel statuto particulari, aliqua jurisdictio assessoribus adscribatur, fiunt judices delegati. Bouix, De Judiciis, tom. I, pag. 466.

2° Ad judicem pertinet sibi eligere assessores; quod tribuendum est Officiali episcopi, nisi episcopus ipse hujusmodi deputationem sibi reservaverit.

883. **Promotor fiscalis est persona legitime constituta ut jura fisci ecclesiastici tueatur, et ejus loco in judicio agat et respondeat.**

1° Fiscus dicitur universitas bonorum aut jurium quæ ad societatem pertinent. In Ecclesia, præter patrimonium, quod est bonum privatorum, datur fiscus, seu bonum commune. Qui tuetur bonum commune dicitur *Promotor Fiscalis*, seu *Procurator Fiscalis*.

2° Procurator fiscalis potest constitui ab episcopo, et etiam a vicario generali in aliqua causa. Promotor vero ab episcopo constitutus nequit a vicario generali removeri. Debet jurare, in principio officii sui, se fideliter munus obiturum.

3° Officium procuratoris fiscalis est promovere in diœcesi tum bonum publicum Ecclesiæ et jura, tum in specie jura et bonum publicum diœcesis in qua fuit constitutus. Hinc ad promotoris officium pertinet publicam criminum vindictam coram tribunali ecclesiastico persequi. Ergo ad illud officium eligendus est vir animi fortis et impavidi, qui non timeat iniquorum invidiam sibi concitare, sed potius eorum iniquitatem zelo et integritate terreat. Præter dictam criminum vindictam, ipsius officii est agere et respondere in causis quæ bona temporalia, prærogativas et alia jura fisci ecclesiastici respiciunt. Bouix, De Judiciis, cap. 14.

4° Promotor fiscalis est revocabilis ad nutum episcopi.

884. **Procurator judicialis est ille qui de mandato sive actoris, sive rei, litem c[illegible]m judice gerendam**

suscipit. Ob regulam juris 68^{am} : « Potest quis per alium quod potest facere per seipsum," non prohibetur partibus litigantibus quominus procuratores sibi constituant, qui ipsarum vice actus processuales ponant.

1° Procurator, *regulariter*, indiget mandato ut nomine alterius in judicio compareat : dicitur *regulariter*, quia plures sunt casus in quibus mandatum explicitum non requiritur, sed sufficit præsumptum, v. g. si maritus velit agere pro uxore sua, vel si reus sit absens et sine defensore.

2° Cum cura et protectio pauperum sint officium episcopi, tenetur illos defendere et tueri, ex cap. *Pervenit*, dist. 84. Hinc constituendus est *pauperum Procurator*, qui suscipiat pauperum patrocinium et negotia ; hic dicitur patronus litis, et sine alio mandato potest comparere et patrocinium assumere. Talis procurator laudabiliter ab episcopo constituitur, qui tamen ad hoc non stricte tenetur.

3° De procuratore plura quæruntur, quæ videri possunt apud commentatores textus. Cf. Schmalzgrueber, De Procuratoribus, tit. XXXVIII, lib. I; M. Lega, Prælectiones Juris Canonici, tit. II, cap. 5.

885. **Advocatus, qui patronus causæ et orator dicitur,** ille est qui pro altero præsente postulat et ei in judicio assistit.

1° Advocatus in multis a procuratore differt : *a)* Advocatus postulat pro præsente ; procurator, pro absente. *b)* Advocatus debet esse juris peritus et judicio doctorum approbatus ; dum in procuratore non tam scientia quam diligentia requiritur, cum causæ administrationem tantum habeat. *c)* Officium advocati publicum et honorabile est, multisque gaudet privilegiis ; dum officium procuratoris est magis privatum, vile et onerosum. *d)* Procurator ex mandato partis, post litis contestationem, causam facit suam et censetur dominus ejus, quia verum dominum causæ repræsentat ; dum advocatus

solummodo argumenta et jura judici exhibet in tutelam clientis sui.

2° Quæritur an clerici possint suscipere officium advocati. Distinguendum est tribunal laicum ab ecclesiastico. In laico foro, clerici, in majoribus ordinibus constituti aut habentes ecclesiasticum beneficium, advocati munere fungi nequeunt nisi pro se, vel pro ecclesia propria, vel pro personis sibi sanguine aut affectione conjunctis, vel pro personis miserabilibus.

In foro ecclesiastico, clerici omnes, exceptis sacerdotibus, munus advocati obire possunt sive pro se, sive pro aliis vel clericis vel laicis ; sacerdotes excipiuntur, ex cap. 3, tit. XXXVII, lib. I, et munus advocati suscipere possunt solummodo pro se, pro ecclesia propria, vel, necessitate cogente, etiam pro conjunctis aut miserabilibus personis.

3° Advocati, alii sunt *voluntarii*, qui a partibus rogati spontanee auxilium suum pollicentur; alii *necessarii*, qui auctoritate judicis jubentur causam clientis suscipere. Pauperibus, quibus deficit copia defensionis, judex assignare debet defensorem ; unde congruum est ut in curia episcopali constituatur *Advocatus pauperum*, qui eorum patrocinium gratis suscipiat.

4° Laici admitti possunt ad officium advocati in foro ecclesiastico, ut deducitur ex art. 30 Instructionis 11 Junii 1880 : " In causæ tractatione, inquisitus potest, si velit, repræsentari et defendi, sive ab alio sacerdote, sive a *laico*, qui tamen prius ab Ordinario sunt approbandi." Ob speciales circumstantias, laici recusari possunt modo generali, ut annuit S. Congregatio de Propaganda Fide ad votum episcoporum Americæ Fœderatæ, pro Statibus Fœderatis tantum ; quo in casu, reo convento " liberum erit alium sacerdotem ab episcopo approbandum secum habere coram consilio, sive ad simplicem adsistentiam, sive ad suas animadversiones aut defensionem exhibendam."

886. **Notarii judiciales dicuntur illi qui ex officio constituuntur ut fideliter universa judicii acta conscribant.** 1° Dicuntur *notarii* a notis, *actuarii* ab actis dictis et gestis ab ipsis conscribendis, *tabelliones* a tabulis in quas olim annotationes suas referebant, *cancellarii* a cancellis sive tribunalis, sive curiæ.

2° Laici possunt munus notarii in curiis ecclesiasticis obire, eo quod sit nudum ministerium, quod jurisdictionem non includit. Magis tamen opportunum videtur ut clerici laicis anteponantur, quia, ratione sui officii, notarius pluribus negotiis regiminis episcopalis et causis personalibus clericorum se immiscet, quod vix expedit viris sæcularibus communicari.

3° Imo in quibusdam causis, nonnisi ecclesiasticus notarius admittitur, v. g. in causis sollicitationis.

887. **Apparitores sunt illi officiales tribunalis qui mandata judicis exsequuntur,** citationes partibus intimando et litigantes in jus vocando. In pluribus curiis ecclesiasticis, deficiunt apparitores judiciales (huissiers) ; suppletur apparitoribus si decreta curiæ per *litteras assecuratas* mittantur, vel si eligantur personæ fide dignæ quæ munus obeant, juxta Instructionem 11 Junii 1880, in art. 14 : " Quatenus pro intimationibus aut notificationibus haud præsto sit opera apparitorum curiæ, suppletur exhibitione earumdem explenda per qualificatam personam, quæ de exhibitis litteris certioret... "

888. **Sic constituitur tribunal ecclesiasticum in provincia Quebecensi.**

1° Tribunal ecclesiasticum constabit officiali, quatuor assessoribus, promotore, vice-promotore, necnon cancellario et vicecancellario, qui omnes ab Ordinario designentur et sint ad nutum revocabiles.

2° In causis criminalibus, episcopale tribunal constabit saltem duobus assessoribus ab episcopo selectis cum episcopo ipso vel vicario generali.

3° Quandocumque clericus in sacris vel sacerdos de aliquo crimine accusatus fuerit, nisi agatur de casu in quo Ordinarius secundum canonem possit et ipse velit procedere sola facti veritate inspecta, vel nisi ipse reus maluerit paterna ejus jurisdictione rem terminari, accusatio a promotore vel vice promotore coram officiali proponatur.

4° Officialis suos sibi assessores assumat ex quatuor nominatis, et, citato reo, causam audiat et dirimat, saltem summarie procedendo, ita ut veritas pateat. Ubi necessarium fuerit, propter locorum distantiam et ad vitandas expensas, possit officialis, de assensu saltem unius ex assessoribus in causa, aliquem virum ecclesiasticum delegare, qui loca visitet et testes audiat, servatis servandis, et relationem faciat. Idem præstare poterit ipse officialis per se ipsum, vel per unum ex assessoribus.

5° Causa in prima instantia dirempta censeatur, si unus saltem ex assessoribus cum officiali consenserit. Si vero uterque assessor ab officiali dissentiat, nulla sententia proferatur, sed res ad Ordinarium deferatur. Cf. Concilii Quebecensis VI decretum 7, et Concilii Marianopolitani I decretum 1, tit. XIII.

Pro matrimonialibus causis, jure naturali,
1° Requiritur [illegible] vocatur
moderator actorum - [illegible]
2° Requiritur Cancellarius.
3° Defensor vinculi matrimonii.
Vide infra p. 33.
Cf. Conc. Marianopolitanum [illegible]

TITULUS III

DE FORO COMPETENTI

Datur discrimen inter judicis competentiam et jurisdictionem. Jurisdictio dicit in genere et *in abstracto* potestatem jus dicendi ; dum competentia dicit determinatam potestatem judicandi in certo territorio quoad certas causas, et definiri potest : " Jurisdictio qua pollet judex ad instaurandum judicium circa quæstionem promotæ actionis." M. Lega, Præl. Juris Can., part. I, tit. IV.

889. **Forum competens est tribunal judicis a quo causa tractanda est ut legitime finiatur.**

1° Cum judex competens debeat habere jurisdictionem in reum, ut eum sive personaliter sive saltem per procuratorem sistere cogat coram se, hinc si actor et reus ad diversum territorium pertineant, forum competens ad causam definiendam erit tribunal judicis cui subest reus, seu forum rei. Quare invaluit principium : Actor sequitur forum rei.

Igitur reus conveniendus est apud forum proprium, et si multiplex forum habeat, puta ratione domicilii, eliget actor forum quod maluerit.

2° Si reus conveniatur coram judice prorsus incompetenti, poterit reus spernere actionem contra se intentatam et judici vocanti non parere, juxta principium expressum in cap. ult., De Constitutionibus, in 6° : " Extra territorium jus dicenti impune non paretur."

3° Si dubia sit jurisdictio judicis apud quem convenitur, reus tenetur ad tribunal venire, et potest opponere exceptionem declinatoriam fori et eam congruis rationibus comprobare. Hujusmodi exceptio ante litis contestationem opponenda est ; facta litis contestatione, partes censentur suo juri renuntiasse et judicis jurisdictionem prorogasse.

4° Judex cujus competentia in dubium revocatur definire potest an sit competens, necne ; ratio est, quia competentia secum fert onus quod excludit in judice omnem affectum ad causam. Aliter, ut dictum est, in jure statuitur quando recusatur judex ob suspicionem ; judex nequit cognoscere causam suspicionis, sed eam tenetur vel ad judicem superiorem, vel ad arbitros deferre.

5° Competentia judicis determinatur ratione objecti, status, territorii, delicti, contractus et rei sitæ.

890. **Ratione objecti, competentia judicis determinatur natura jurium quæ fidelibus competunt.**

1° Jamvero jura quæ homini in societate competunt in tres classes dividuntur, nempe in *spiritualia*, in *ecclesiastica*, in *temporalia.*

a) Jura *spiritualia* sunt quæ derivant ex rebus a Christo Domino ordinatis ut sanctificentur homines in ordine ad vitam æternam ; hujusmodi jura profluunt ex primatu B. Petri, ex sacramentis, ex munere episcoporum, ex usu potestatis ordinis et jurisdictionis.

b) Jura *ecclesiastica* procedunt ab auctoritate Ecclesiæ, vi quarumdam institutionum quæ finem societatis religiosæ melius conferunt : qualia sunt jus patronatus, jura beneficialia. Hæc jura possent dici etiam *spiritualia*, sed dicuntur *ecclesiastica*, ut ab eis distinguantur quæ a divina institutione dimanant.

c) Jura temporalia proveniunt ex rebus temporalibus quarum ordinatio pertinet ad auctoritatem civilem, quæ præest fini præsentis felicitatis consequendæ.

2° His positis, hæc teneri debent :

a) Soli fideles baptizati possunt frui juribus spiritualibus et ecclesiasticis, et proinde ambitus competentiæ judicis ecclesiastici ad fideles baptizatos restringitur. Ad infideles spectat illud Pauli : " Quid mihi et iis qui foris sunt judicare " ? I ad Cor., 5, 12.

b) Inter fideles baptizatos, relate ad jura spiritualia, judex ecclesiasticus habet præ quocumque alio judice privativam competentiam : hinc sub comminatione censuræ, judices laici prohibentur ab istis causis definiendis.

c) Jura quoque ecclesiastica tantummodo judicibus ecclesiasticis reservantur.

d) Jura temporalia seu civilia, sua natura, ad judicem sæcularem spectant, et in illis judex ecclesiasticus competentiam non habet directam. Dicimus *directam*, nam *ratione peccati*, ut loquitur cap. 13, tit. X, De Judiciis, hæc valet judicare Ecclesia; v. g. si contractus quidam fiant contra justitiam vel bonos mores, Ecclesia potest eos ad suum tribunal revocare et eos illicitos declarare. Lega, loco citato.

e) Præter causas mere ecclesiasticas et mere civiles, adsunt etiam causæ quæ dicuntur mixti fori, scilicet quæ attingunt tum rempublicam civilem, tum societatem religiosam. In causa mixti fori, utrumque forum curat quod suum est. Cf. vol. I, tit. III, num. 102.

891. **Ratione status, competentia judicis determinatur ;** revera clerici in omnibus causis suis etiam civilibus et criminalibus conveniri debent coram tribunali ecclesiastico, ob privilegium fori quo pollent. Cf. vol. I, tit. III, num. 161. Privilegium non favet clericis, quando partes actoris agunt, quia actor sequitur forum rei ; si vero objectum controversiæ sit jus spirituale vel ecclesiasticum, oportet ut res deferatur coram judice ecclesiastico, ob naturam juris controversi.

892. **Competentia judicis determinatur ratione domicilii.**

1° Domicilium in genere significat locum perpetuæ commorationis.

Domicilium aliud est *originis*, aliud *habitationis* ; *originis* domicilium illud est in quo parentes stabilem residentiam habebant tempore nativitatis ; *habitationis* domicilium consistit in actuali et permanenti sede quam quis habet in aliquo loco.

2° Domicilium originis in jure canonico inservit ut quis habeat episcopum proprium ratione originis ad ordines licite suscipiendos, non autem ad sortiendum forum competens. Domicilium proprie dictum est domicilium habitationis.

3° Domicilium habitationis est *verum*, vel *fictum*, vel *improprie dictum*.

Domicilium *verum* est illud quod quis vera et corporali præsentia alicubi contrahit. Domicilium *fictum* est locus quem jus tanquam verum domicilium assignat certis personis, ob specialem earum conditionem, etiamsi de facto in hujusmodi loco non commorentur. Domicilium *improprie dictum*, quod *quasi-domicilium* dicitur, est illud quod quis habet per intentionem commorandi in loco per majorem anni partem.

4° Ad domicilium verum requiritur, *a) factum habitationis*, scilicet ut reipsa quis habitationem in eo loco instauret; *b) voluntas* ibi perpetuo manendi, *si nihil avocet*. Dicitur *si nihil avocet*, quia sufficit propositum perpetuo commorandi, quamvis deinde voluntas mutari possit aut debeat, ob aliquam occasionem vel necessitatem alio domicilium transferendi.

5° Acquiritur domicilium semel ac constat tum de facto commorationis, tum de voluntate perpetuæ habitationis. Ad acquirendum domicilium non requiritur habitatio jam a longo tempore inchoata, sed quamprimum quis pervenit ad locum cum animo ibi perpetuo permanendi et hujusmodi voluntatem manifestaverit, statim domicilium acquirit. Si dubia sit voluntas, requirendum est ad conjecturas; certum est quod si quis in loco omnia bona vel majorem eorum partem transtulerit, vel ibi jam a decem annis commoretur, ex illis factis evincitur voluntas perpetuæ commorationis.

6° Acquiritur quasi-domicilium *voluntate* et *facto*, non secus ac domicilium. Incepta habitatione cum voluntate eam continuandi saltem per fere 7 menses, statim acquiritur quasi-domicilium : hujusmodi quasi domicilium habent discipuli in

collegiis, et illud acquirunt statim ac ingrediuntur cum intentione ibidem commorandi per majorem anni partem.

893. **Domicilium perpetuæ habitationis tribuit jus fori competentis** quoad universalem jurisdictionem, sive *voluntariam*, sive *contentiosam* ; ideoque inter varios judices ille semper est competens intra cujus territorium reus hujusmodi domicilium habet.

1° Unde quamvis aliquando judex sit competens ratione contractus, vel delicti, vel rei sitæ, hoc non impedit quominus *simul* et *cumulative* competens sit judex domicilii, coram quo reum convenire potest actor, si malit.

2° Eumdem effectum producit domicilium habitationis, etiamsi reus in loco domicilii sui non existat ; potest citari absens, et si *contumaciter* non compareat, sententia pronuntiari. Bargilliat, vol. II, num. 1450.

894. **Quid dicendum est de quasi-domicilio?** Ob quasi-domicilium, quis acquirit forum pœnitentiale, ita ut proprius parochus, quoad sacramentorum administrationem, ille dicatur in cujus parochia per majorem anni partem commorari intendat. Relate ad forum externum, certum est aliquem conveniri posse coram judice quasi-domicilii ratione delicti et contractus. An possit conveniri in eodem loco quasi-domicilii *quoad actus alibi gestos*, controvertitur ; sententia affirmativa est probabilis. Cf. Santi, lib. II, tit. II, num. 10.

895. **Pluribus indulgetur domicilium fictum.**

1° Uxor domicilium et forum mariti sortitur, ubicumque ipsa habitat, idque, etiam defuncto marito, retinet quamdiu in viduitate permanserit. Datur exceptio pro causis matrimonialibus, quando mulier separata est a viro quoad forum et cohabitationem, vel vir mulierem malitiose deseruerit. Tunc, priori casu, quælibet pars jus accusandi contra aliam partem ipsi competens coram episcopo diocesis, ubi hæc domicilium habet, exercere debet. Posteriori casu, uxor apud episcopum

intra cujus diœcesim ejus domicilium situm est, actionem instituere potest. Inst. S. Cong. de Prop. Fide, anno 1883.

2° Religiosus, in loco monasterii sui adscriptus, domicilium habet, quod retinet quamdiu ad aliud monasterium voluntate superioris non transferatur.

3° Clericus ratione beneficii forum fictum sortitur. Si beneficium residentiam expostulet et clericus a residentia dispensationem obtinuerit, conveniri potest in loco beneficii, etiam quoad ea quæ beneficium non concernunt; si vero beneficium non sit residentiale, convenitur in loco beneficii tantum in causis beneficium respicientibus.

4° Vagus, qui nempe nullibi fixum domicilium aut quasi-domicilium habet, vel relicto suo domicilio quærit quo se conferat, ubique forum sortitur, et de hujusmodi vago intelligi debet vulgare dictum: "Ubi te invenero ibi te judicabo."

5° Quilibet fidelis, id est, clericus et laicus, Romæ censetur domicilium habere, juxta classicum romanæ dominationis conceptum in legislatione canonica traductum, quem expressit Cicero, De Legibus, II, 2: "Omnibus municipibus duas censeo esse patrias, unam *naturæ*, alteram *Civitatis*." Ratio est, quia Summus Pontifex, cui totus mundus territorium est, jurisdictionem ex domicilio ortam habet *cumulative* cum singulis episcopis in quoslibet eorum subditos. M. Lega, De Foro Competenti, num. 338.

896. **Forum fit competens ratione delicti.** Revera qui crimen aliquod committit, sortitur forum in loco criminis, adeo ut, licet alibi domicilium habeat, possit nihilominus a judice loci in quo crimen patravit apprehendi, si adhuc in ipso territorio commoretur, et pœna congrua condemnari. Hæc dispositio inducta est partim quia melius acta judiciaria complentur in loco ubi crimen admissum est, partim quia congruum est ut ordo læsus per crimen restituatur per pœnam in ipso loco ubi læsionem passus est.

897. **Forum fit competens ratione contractus.** Qui in alieno territorio contraxit, poterit ibidem, relate ad illum contractum, in judicium trahi, quamvis domicilium ibi non habeat. Notandum est nomine contractus venire quamcumque speciem contractus unde oritur civilis obligatio.

Regula proposita urgeri nequit, quando partes in ipso contractu designarunt locum solvendæ obligationis, quemadmodum in praxi servatur communiter.

898. **Tandem ratione rei sitæ, quis sortitur forum sibi competens.** Aliquis conveniri potest a judice in cujus territorio reperitur res litigiosa. Hæc juris dispositio locum habet sive res sit mobilis, sive sit immobilis. Ratio est, quia judex loci, qui repræsentat principem, habet generalem et altam administrationem supra res omnes quæ exstant in territorio suæ jurisdictionis. Hinc quamvis reus sit alterius domicili, nihilominus poterit obligari ad comparendum in loco, ubi reperitur res de qua controvertitur. Santi, De Foro Competenti, lib. II, tit. II.

Præter modos ordinarios et communiores sortiendi forum, dantur alii qui appellari possunt *extraordinarii*, de quibus breviter erit sermo.

899. **Primus modus extraordinarius sortiendi forum est prorogatio jurisdictionis.**

Prorogatio est: " Extensio jurisdictionis judicis, de consensu partium, ultra limites intra quos ceteroquin esset constricta." Cap. 1 et 2, De Judiciis.

Fit prorogatio 1° de persona ad personam, 2° de re ad rem, seu de causa ad causam, 3° de tempore ad tempus, 4° de loco ad locum.

1° *De persona ad personam* fit prorogatio jurisdictionis judicis, quando partes se subjiciunt judici, qui in eas ceteroquin jurisdictionem non haberet.

2° *De re ad rem* prorogatur jurisdictio, quando judex constitutus pro decidenda aliqua causa, ex personarum con-

Ad prorogationem requiritur: 1° Ex parte [illegible] — ut [illegible] aliquam jurisdictionem, et 2 ordinariam; 2° ex parte prorogantium, requiritur 1 ut parte factae et re[illegible] consentiant scienter et sponte, et 2 ut partes non sint impeditae a jure

sensu, fit competens etiam in alia causa, quæ tamen relationem habet ad causam in qua judex jurisdictionem habebat. Jurisdictio in causis civilibus nequit prorogari ad causas criminales, et viceversa; sed optime posset judex civilis, qui potest decidere causas ad valorem centum aureorum, de consensu partium, causas majoris valoris definire.

3° *De tempore ad tempus* prorogatur jurisdictio, quando in favorem partium determinatum est temporis spatium intra quod causa erit definienda; partes, ne recurrant ad superius tribunal, possunt prorogare jurisdictionem judicis.

4° *Tandem de loco ad locum* fit prorogatio, quando judex, qui in aliquo loco judicialiter procedere debet, sive quia est ibi proprium territorium, sive quia ex commissione superioris determinatus est locus officii exercendi, extra hunc locum procedit ex consensu partium et sententiam dicit. Cf. Santi, loco citato.

900. **Alius modus extraordinarius est causarum connexio,** quæ verificatur quando una causa sine altera commode discuti et derimi nequit; sic judex potest cognoscere causas accidentales quæ cum principali relationem habent. Si causa incidens sit spiritualis, et causa principalis ad judicem civilem pertineat, hic supersedere tenetur donec soluta fuerit quæstio incidens: v. g. in causa hæreditatis, si dubium oriatur de validitate matrimonii, hæc ad judicem ecclesiasticum debet referri. Cf Lega, opere citato, num. 344 et seq.

Alii sunt modi extraordinarii quibus quis sortitur forum competens, qui videri possunt apud commentatores textus.

TITULUS IV

DE PROBATIONIBUS JUDICIALIBUS

901. **Probatio definitur :** "Rei dubiæ et controversæ per legitima argumenta judici facta ostensio." Santi, lib. II, tit. XIX, num. 1.

Dicitur 1° *Rei dubiæ et controversæ*, quia partes *factum* probare debent non jus, quod judici præsumitur exploratum.

2° *Judici*, quia probationes coram judice fiunt ut justam habeat intentionem actoris ; alteri parti probationes manifestantur ut se defendat.

3° *Per legitima argumenta*, quia jus positivum determinat quinam testes sint admittendi et quomodo depositiones debeant fieri ; hinc distinguitur in jure inter *probationes legales*, seu *legitima argumenta*, et *probationes illegales*.

902. **Probationes sic dividuntur :**

1° Probationes, *ratione modi* quo obtinentur et in judicium proferuntur, dividuntur in *directas* seu *proprie dictas*, et *indirectas* seu *præsumptiones*. Probationes *proprie dictæ* sunt quæ *directe* proveniunt ex actu ordinato ad probationem constituendam, cujusmodi sunt testium depositiones exceptæ *ad perpetuam rei memoriam*, et quodcumque aliud instrumentum ad rei probationem confectum. Quapropter argumenta extrajudicialia sunt *probationes directæ*, quando immediate ex se aliquid probant.

Probationes *directæ*, quæ in ipso judicio constituuntur, sunt *confessio, testimonium, juramentum, peritia, accessus judicialis.*

Probationes *indirectæ* seu *præsumptiones* sunt quædam argumenta quæ proveniunt ex factis non constitutis, ex partium destinatione, ad probationem instruendam.

2° Probationes, *ratione effectus* seu *vis probandi* quam habent, dividuntur in probationem *plenam* et *semiplenam*. Plena probatio est illa quæ *rem evidentem* facit et judici persuasionem injicit, juxta quam debet controversiam solvere. Semiplena probatio aliquam facit fidem sed non plenam, vel potius ingerit opinionem, proindeque non est apta ad definiendam controversiam.

903. **In specie notandum est de probatione plena et semiplena :**

1° Plena probatio est [illegible] testium omni exceptione majorum [illegible] articulo; vel instrumentum publicum; vel alia scriptura authentica huic, quoad vim probandi, æquiparata; vel præsumptio *juris et de jure;* vel confessio rei; vel notorietas facti.

a) Primus effectus plenæ probationis est quod juxta illam sit ferenda sententia: hinc judex reum condemnare debet si actor intentionem suam plene probaverit, absolvere autem si actor nihil aut reus contra plene probaverit, quia judex debet judicare juxta acta et probata. Can. *Judicet*, 4, caus. 3, q. 7.

b) Secundus effectus probationis plenæ est ut coram alio judice possit inter easdem personas litigantes, in eadem causa, assumi ad fidem faciendam: hinc plenæ probationes receptæ et insertæ actis judicii in prima instantia, possunt etiam assumi et invocari, quando eadem causa agitatur apud tribunal appellationis. Lega, De Judiciis, tit. V, num. 436.

2° Species semiplenæ probationis sunt vel depositio unius testis aut plurium non concordantium; vel instrumentum, seu scriptura privata; vel comparatio litterarum, quando de scripto dubitatur; vel præsumptio probabilis; vel fama.

a) Cum semiplena probatio non faciat rem manifestam, non potest judex procedere ad proferendam sententiam, sed potius debet reum absolvere, juxta principium expressum in capite *Cum Ecclesia* : « Actore non probante, reus absolvitur.» In casu semiplenæ probationis, judex potest deferre

suppletorium juramentum parti quæ semiplene probavit, et ita plenam conficere probationem ; vel posset intimare *purgationem canonicam* reo, contra quem militat semiplena probatio. *b)* Notant auctores, apud Schmalzgrueber, tit. XIX, De Probationibus, num. 16, duas semiplenas probationes haberi pro una plena et eumdem effectum sortiri in causis tantum civilibus minoris momenti. Sed duæ vel plures semiplenæ probationes non sufficiunt, I° in *causis criminalibus*, quia in his causis requiruntur probationes luce meridiana clariores ; II° in *causis matrimonialibus*, quia ubi imminet periculum animæ, plena probatio requiritur ; III° in *causis civilibus arduis*, si tales sint ut quoad pondus et gravitatem criminalibus æquiparentur.

904. **Onus probandi incumbit ei qui asserit, non vero ei qui negat.** Quapropter cum regulariter actor asserat et reus neget, regulariter onus probandi incumbit actori. Si reus non solum neget intentionem actoris, sed excipiat, vel actionem reconventionalem promoveat, ipse probare tenetur, juxta adagium : « Reus excipiendo fit actor. »

Fatendum est, ait Santi, De Probationibus, tit. XIX, num. 8, meliorem forsitan esse regulam ab aliis propositam, quæ est sequens : Ille tenetur probare contra quem militat præsumptio juris, ille autem probare non tenetur cui favet hujusmodi præsumptio. Hinc in genere actor probare debet, quia præsumptio juris est ei contraria, et favorabilis reo ; sed si intentio actoris sit fundata in jure, ac proinde pro eo militet præsumptio, statim onus probandi transfertur in reum. Exemplum hujus regulæ verificatur in causa matrimoniali : v. g. si uxor conveniat maritum ut secum cohabitet, mariti rei erit probare matrimonii nullitatem.

905. **Probationes coram judice sunt faciendæ,** quia ipse debet causam videre et sententia judiciali dirimere. Hoc autem non impedit quominus a notario aut alio judice ad hunc scopum deputatis probationes, puta testium depositiones

vel partium confessiones, recipiantur; hoc in casu, probationes debent fieri præsente adversario, aut ejus procuratore, qui debet citari, ut, si velit et possit, excipiat contra personas testium, vel contra modum recipiendi depositiones testium vel alias probationes. Potest vero judex, si opportunum ducat, jubere ut testes, præsertim præcipui, coram se iterum examini subjiciantur.

906. **Quæritur quo tempore produci debeant probationes.** Regula generalis est ut non producantur probationes ante *litis contestationem* et post *conclusionem in causa.*

1° Quod probationes non debeant recipi ante litis contestationem, non est mirandum, quia ante litis contestationem non determinatur objectum judicii, et sic depositiones receptæ facile extra terminum quæstionis vagantur. Hinc constituta est sequens regula, quæ est rubrica tituli VI: " Ut lite non contestata, non procedatur ad testium depositiones, vel ad sententiam definitivam." Sed huic regulæ derogatur, *a)* quoties adest periculum ne pereant probationes, nisi audiantur testes ante litis contestationem, tit. VI, lib. II; *b)* quando proceditur summarie, vel œconomice juxta tenorem Instructionis 11 Junii 1880. Cf. Santi, tit. VI, lib. II.

2° Alia pars regulæ generalis est ut probationes non recipiantur post conclusionem in causa. Ratio est, quia post conclusionem in causa, partes litigantes munere suo functæ sunt, et res eo devenisse censetur ut sub potestate judicis quæstio sit, qui juxta acta et probata finem liti imponit per suam sententiam. Datur exceptio quoad causas matrimoniales circa vinculum, quæ nunquam transeunt in rem judicatam, et causas beneficiales et sanguinis: ob instrumenta noviter reperta vel testes de novo cognitos, judex potest recipere probationes post conclusionem in causa.

Nunc de probationibus in specie agendum erit in capitibus sequentibus.

CAPUT I

DE CONFESSIONE

Supposita jurisdictione et competentia judicis, necesse est ut eidem præbeantur probationes contra reum, et nisi istæ sufficientes sint, reus est omnino a judice absolvendus. Aliquando reus eximit actorem ab onere probandi, puta quando confitetur.

907. **Confessio est : Asseveratio ejus quod ab adversario intenditur.** Lega, De Judiciis, tit. VI, num. 441.

1° Confessio alia est *judicialis*, alia est *extrajudicialis*. *Judicialis* est illa quæ fit in jure coram judice vel alia persona legitima. Censetur confessio judicialis, *a)* si fiat coram judice sedente pro tribunali ; *b)* si fiat coram notario qui fuit delegatus ad confessionem excipiendam. *Extrajudicialis* est illa quæ fit extra judicium.

2° Alia est *simplex*, alia *qualificata*. *Simplex* ea est quæ pure et simpliciter admittitur ; *qualificata* est ea qua quis non solum fatetur id quod intendit adversarius, sed etiam adjuncta facti exponit per quæ majorem inducit veritatis præsumptionem.

3° Alia est *cum adjectione causæ*, alia *sine adjectione causæ* ; prima locum habet cum quis confitetur non solum intentionem adversarii, sed etiam ejus rationem ; secunda exhibet tantum adversarii intentionem.

4° Alia est *expressa*, alia *tacita* ; *expressa* nuncupatur quæ fit verbis, scriptura vel aliis signis quibus solet manifestari voluntas ; *tacita*, quæ quasi-confessio appellatur, ex aliquo facto deducitur vel a lege intervenisse fingitur, quod variis modis contingit, uti videri potest apud Schmalzgrueber, lib. II, tit. XVIII, De Confessione.

908. **Quæritur an reus in judicio interrogatus de crimine respondere teneatur.** Respondetur cum di-

stinctione : 1° Si judex non interroget *legitime*, v. g. quia interrogat reum de crimine de quo nondum est diffamatus, reus non tenetur respondere, neque ex taciturnitate haberi potest pro confesso ; quia, eo casu, judex egreditur limites suæ potestatis, et consequenter interrogat tanquam privatus.

2° Si dubitetur an judex juste interroget, reus non tenetur confiteri, quia in dubio melior est conditio possidentis ; et licet alias præsumatur superioris mandatum esse justum, non tamen in hoc casu speciali, ubi est conjunctum cum damno gravissimo.

3° Si judex *legitime* interroget, aliqui existimant reum, etiam in hoc casu, non teneri judici interroganti respondere, saltem si agatur in causa capitali de damno vitæ. Præceptum humanum, aiunt, quale est judicis, non solet obligare cum tanto incommodo ; quod confirmant argumento a minori ad majus : nemo enim de jure cogi potest ut veritatem dicat contra suum consanguineum ; ergo multo minus ut veritatem dicat contra seipsum. Hæc sententia, cum probabilis sit, confessariis servire potest, quando reus persuaderi nequit ut crimen ultro confiteatur. Cœterum communior est alia sententia quam tenent S. Thomas et plures alii ; ratio est, quia reipublicæ interest ne crimina maneant impunita ; consequenter judici juste interroganti reus respondere tenetur. Schmalzgrueber, loco citato.

909. **Confessio judicialis æquivalet veræ probationi,** ita ut alia pars eximatur prorsus ab onere probandi suam intentionem.

In litis contestatione, solent fieri *positiones* seu *allegationes* quibus determinatur objectum judicii : actor contra reum præsentem plura ponit seu allegat in distinctis propositionibus, v. g. si procurator fiscalis dicat : 1° Dico et assevero te per ultimum mensem a parochia abfuisse ; 2° Dico et assevero te eodem tempore habitum clericalem deposuisse.

His positionibus respondet reus confitendo vel negando; articuli quos reus confitetur sunt confessiones judiciales de quibus non erit litigandum, quia propria confessio est regina probationum.

910. **Confessio judicialis potest impugnari appellatione post sententiam, vel exceptione ante sententiam.**

1° Quoad primum, quia appellationi locus non est nisi *justa de causa*, repellenda est appellatio nisi proponatur aliqua probabilis ratio expetitæ revocationis, v. g. causa *metus, fraudis, erroris*; difficilius admittitur in civilibus quam in criminalibus.

2° Quoad secundum, impugnatio est admittenda et etiam destruit confessionem, si valeant rationes in contrarium allatæ, puta si constet confessionem ex errore facti provenisse.

3° Sed quid juris si quis vellet confessionem impugnare et revocare, ob defectus processus judicialis, veluti ob defectum citationis aut incompetentiæ in jure? Hac in re, valet principium: Confessio sanat omnes processus defectus quos sanare est in potestate alterutrius partis litigantis. Revera factum confessione manifestatum fit *notorium*; atqui in notoriis nulla contentio judicialis requiritur.

4° Verum si judex esset incompetens ratione *objecti* aut *gradus*, quia hic incompetentiæ defectus a parte sanari nequit, tunc judicialis instantia non valeret, et confessio non amplius haberetur *judicialis* sed *extrajudicialis*.

5° Facilior est impugnatio, si a personis fiat quæ in judicio agunt per procuratorem, tutorem, vel curatorem. Nam eorum confessio, ob defectum mandati specialis ad confessionem emittendam, omnino nulla declaranda est; si mandatum habebant, confessio valet, nisi dominus principalis demonstret istam esse falsam, vel procuratorem mandati limites excessisse. Lega, De Judiciis, part. I, tit. VI.

911. **Confessio extrajudicialis, in causis criminalibus, non habetur uti plena probatio.** Nam ad demonstrandum aliquem reum fuisse criminis alicujus, præsertim quod secum fert pœnam gravem, requiruntur probationes omni exceptione majores, quæ nempe in animo judicis certam inducunt persuasionem, non solum de auctore delicti, sed etiam de moralitate actionis et de gradu culpabilitatis. Quare extrajudicialis confessio, præsertim si in judicio impugnetur, merito non præsumitur facta ex animi consilio, sed potius ex levitate aut ab extrinseca coactione.

A fortiori non valet uti plena probatio confessio sacramentalis, si in judicio producatur. Nullum effectum sortitur, quia hujusmodi confessio fit Deo, non homini, et consequenter extra commercium humanum est.

Hæc revelatio proveniret non tantum a sacerdote apud quem fit confessio, sed ab eis qui, cum propius sacro tribunali adstarent, peccata confitentis audirent; cum isti ad silentium eadem lege ac confessarius teneantur, hinc eorum revelatio nullum effectum in pœnitentem produceret. Idem dicatur si confessarius, ex licentia pœnitentis, aliquod ejus crimen revelaret, ut declaravit tribunal S. Rotæ, in quæstione filiationis Ducis Sforza-Cesarini. Cf. Santi, lib. II, tit. XVIII, De Confessis, num. 25.

CAPUT II

DE TESTIBUS

In judicio, testium depositiones recipiuntur ut moralis certitudo de rei veritate haberi possit; ipse testis est persona idonea quæ in judicio, præmisso juramento de dicenda veritate, aliquid testatur. Ut sit idonea persona, oportet ut testis in ea conditione versetur ut decipi non potuerit et decipere

non voluerit, aliis verbis, requiritur ut testis habeat scientiam et probitatem.

912. **Ad testimonium in judicio ferendum omnes admittuntur qui habent scientiam et probitatem.**

1° Ex primo capite, *a) absolute* prohibentur, *jure naturali*, infantes, furiosi, amentes et omnes illi qui nec res percipere, nec aliis suam notitiam communicare valent; *jure canonico*, prohibentur impuberes, ob judicii infirmitatem. Attamen quia impuberes rerum scientiam habere possunt, juvat aliquando eos admittere ad præstandum aliquod adminiculum veritatis.

b) Relative excluduntur omnes illi qui in causa aliquod habent interesse morale aut patrimoniale, quia, ut fert regula juris civilis : " Nullus idoneus testis in re sua intelligitur."

Hinc testes esse non possunt litigantes ipsi, vel eorum advocati et procuratores in causis in quibus agunt ; parentes pro filiis et vicissim, atque in genere consanguinei et affines ; domestici pro dominis et domini pro domesticis ; socii pro sociis et inimici in causa inimicorum.

2° Ex secundo capite, excluduntur infideles, hæretici, apostatæ, excommunicati, infames et in genere criminosi. Atvero non est negandum interrogationem hujusmodi personarum esse quandoque valde utilem ad veritatem detegendam ; unde possunt audiri, quamvis parva fides sit eis præbenda.

913. **Personæ quas jus positivum excludit a testimonio ferendo habendæ sunt uti suspectæ.** Multum deferendum est prudentiæ judicis, cujus est judicare de idoneitate testium.

1° Judex tenetur *ex officio* testes excludere *jure naturali* inhabiles, uti sunt infantes, amentes, vel notorie infames ; hos tamen potest audire, si ex eis putet se aliquid cogniturum fore quod sententiæ inserviat.

2° Judex, *ad instantiam partis*, non tenetur aliquem ex-

cludere a testificando, nisi evidentes sint rationes suspicionis, unde inutilis vel damnosa videatur ejus attestatio; verum examen suspicionis objectæ contra personam testis solet differri post attestationes factas, ex quibus melius dignoscitur an exceptio sit fundata. Aliquando testis deponit in favorem partis suspicantis de idoneitate testis; præterea judicis erit veritatem detegere a teste suspecto. Lega, De Judiciis, num. 473.

914. **Testes debent citari a judice ut compareant;** in decreto citationis indicari debent locus, dies et hora comparitionis.

1° Citatio potest fieri modo solemni, adhibito apparitore qui eam deferat ad testes. Juxta præsentem Ecclesiæ œconomiam, citatio fit minus solemniter: judex, per medium litterarum, testem invitat ad comparendum coram tribunali, juxta formulam sequentem: "Cum in quadam causa quæ coram nobis in curia episcopali vertitur, necessaria sit præsentia tua, ad dictam curiam de nonnullis informandam, non graveris te a nobis citari ad comparendum die...mensis..., hora..., in tali curia. Datum..., die..., mensis..., anno..."

2° Die statuto, judex ipse, vel alius ab ipso delegatus, attestationes excipiet. Citanda est etiam pars adversa ut videat personas ad attestandum admissas, contra quas excipere potest; item consultum erit monere partem testes producentem de die, loco et hora constitutis pro examine testium, ut valeat contra ipsos excipere, si forte causa suspicionis oriatur.

3° Utraque pars potest instare apud judicem ut testes ab ipso judice citentur et coram ipso deponant.

915. **Testis in judicio non recipitur nisi juramentum ediderit.** Hoc in cap. *Nuper nobis*, 51, tit. XX, lib. II, expressum est: "Nullius testimonium, quantumcumque religiosus existat, nisi juratus deposuerit, in alterius præjudicium debet recipi." Quare valet principium: "Testis non

juratus non probat." Dicitur *non probat*, sed si ceteris qualitatibus præditus sit, præsumptionem inducit veritatis.

1° Juramentum hujusmodi, *a)* comprehendit promissionem de veritate dicenda; id est, ut docent juristæ, testis jurare debet se dicturum solam veritatem et totam veritatem.

b) Testis declarat se non venisse in judicium intuitu amoris vel odii erga aliquam personam, nec pretium recepisse pro dicendo testimonio.

c) Absoluta depositione, judex potest deferre testi juramentum de secreto servando, si opportunum ei videatur. Const. *Sacra hæc*, 11 Junii 1880, art. 18.

2° Quæritur an partes possint testibus remittere juramentum. In genere respondetur *in civilibus* non prohiberi hujusmodi renuntiationem, quia juramentum inductum est in favorem partium, quæ suo juri possunt renunciare; datur exceptio, si renuntiatio lædat jus tertiæ personæ. *In criminalibus*, hæc remissio fieri prohibetur.

3° Regulariter testis juramentum præstare debet antequam examen ejus incipiatur; completo examine, majori cum difficultate inducitur testis ad corrigenda ea quæ dixit, præsertim ob timorem infamiæ, vel saltem suspicionis de ejus sinceritate. Hinc præsumitur magis dicere veritatem qui juramentum præstat ante, quam qui præstat post examen. Santi, lib. II, tit. XX, num. 39.

916. **Partes interrogantur ab ipso judice vel ab alio a judice delegato.** Interrogationes debent offerri judici ut formas earum approbare possit. Non prohibetur quominus interrogationibus quædam positiones seu allegationes misceantur ad provocandam confessionem judicialem partium.

Relate ad ipsum interrogatorium, oportet 1° ut testes seorsim audiantur, juxta art. 17 Instructionis 11 Junii 1880, ne videantur inter se colludere.

2° Quæstiones parti proponuntur tantum in actu interrogatorii, non antea.

3° Responsiones debent redigi in scriptis a cancellario una cum interrogationibus.

4° Pars satisfacere debet *oretenus* interrogationibus, quin perlegat scriptam relationem factorum. Tantummodo poterit recurrere ad scriptum documentum, si agatur, v. g. de referendis summis pecuniæ, et ita porro.

5° Completo examine testis, universa depositio est ei perlegenda, et ipse potest corrigere, si quid præcipitanter et minus caute dixerit. Deinde suam depositionem ratam habet et sua subscriptione confirmat ; si testis sit illitteratus, notarius id adnotat, et regulariter ab eo exigit ut tractum lineæ rectæ in crucem dividat.

6° Judex pro sua prudentia determinabit utrum pars interrogatorium proponens responsionibus adsistere possit ; hoc prohibere posset gravi de causa, præsertim quando *ex officio* a judice debent addi interrogationes, ad facti veritatem detegendam, quibus postea pars interrogans respondere debet. Quando judex interrogat unum ex litigantibus ad inquirendam veritatem *in causis criminalibus et spiritualibus*, tunc alius interrogationibus adesse non debet ; verum etsi pars non adsit examini, jus habebit cognoscendi responsiones ut se defendere valeat, si casus ferat. Lega, num. 445.

7° Regulariter examen in loco judicii institui et confici debet. Verum si audiendæ sint personæ, quæ *egregiæ* dicuntur, quemadmodum sunt personæ illustres, vel in dignitate ecclesiastica constitutæ, ipse judex, vel alter de illius mandato, cum notario accedet ad illas personas. Cap. 8, tit. XX, De Testibus, lib. II Decretalium.

Si testis extra diœcesim versetur, ad Officialem illius diœcesis mittuntur *litteræ remissoriæ* ut eum citet, et interroget, casu quo tribunal judicis ordinarii adire recusat.

8° Tandem interrogationes a judice faciendæ debent esse *sufficientes* et *fallaciis carentes*.

a) Ut sint *sufficientes*, debent esse *generales* et *speciales*.

Per interrogationes *generales*, judex investigat testis idoneitatem, eumque interrogat de ætate, conditione, de ejus relatione cum partibus litigantibus et cum causa quæ agitatur; per interrogationes *speciales*, judex investigat modum et causas quibus testis factum cognoscit, circumstantias loci, temporis et personarum, et ipsam testis credulitatem explorat.

b) Interrogationes insuper *fallaciis debent carere.* Hinc merito reprobantur interrogationes *suggestivæ*, tum in examine rei, tum in examine testium. Suggestiva interrogatio ea est in qua ipse judex suggerit responsionem; v. g. si judex dicat: Tu vidisti tali loco et tempore et talibus armis Titium infligentem vulnus Caio in pectore? Testis ex interrogatione credere potest judicem persuasum esse de culpabilitate Titii, et timere potest ne, si aptam interrogationi responsionem non proferat, indignationem judicis et pœnam incurrat. Santi, lib. II, tit. XX, num. 42-43.

917. **Ad legitimam probationem, generatim requiruntur et sufficiunt duo testes,** modo sint omni exceptione majores, nempe tales quorum testimonium nulla ratione excludi possit, ex cap. *Licet*, 23, De Testibus.

Ratio regulæ est, quia in uno teste, etiam probatæ vitæ et notæ famæ, potest forsitan deficere sincera cognitio facti, vel potest locum habere studiosa voluntas aut favor erga unum potius quam alium negotii respectum. Sed ubi adest concors duorum idoneorum testium depositio, supponi nequit utrumque testem vel factum ignorasse, vel humanam fragilitatem adeo persensisse, ut contra rei veritatem in unam sententiam conspirent.

1° Attamen, in quibusdam causis, plures quam duo testes requiruntur: e. g. in causa nullitatis matrimonii ob impotentiam, producendi sunt septem testes ex utroque conjuge, qui deponant de conjugum probitate, necnon de propria persuasione matrimonium non fuisse consummatum. Cap. 5-7, De Frigidis et Maleficiatis.

2° Per se testis unus non plene probat, nisi sit omni exceptione major et testimonium dicat ubi abest præjudicium tertii, vel nisi sit testis qualificatus.

Ad primum, sufficit unus testis omni exceptione major ad probandum aliquem fuisse baptizatum, aliquem esse clericum, vel in extremis vitæ dedisse signa pœnitentiæ. Ratio est, quia nemo prudens præsumitur in re gravi et religiosa gratis veritatem prodere, et peccatum perjurii intendere.

Ad secundum, testis qualificatus est ille qui ratione sui officii deponit. Testes qualificati sunt medicus vel chirurgus, circa qualitatem vulneris inflicti; notarius publicus, deponens de rebus a se visis et relatis in actibus suis; officialis tribunalis, qui testatur se fideliter exsecutum fuisse munus suum. Isti omnes plenam fidem faciunt in judicio, ita ut eorum testimonium recipiatur ad plene probandum, nisi alias suspicio oriatur, et contra eorum depositionem militent valida argumenta.

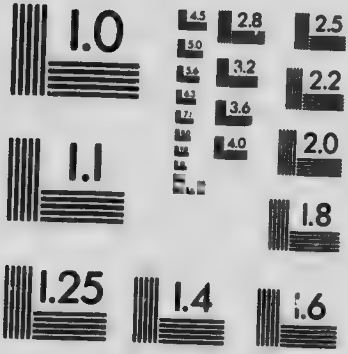
918. **Ut æstimetur valor depositionis, oportet attendere tum ad naturam attestationis, tum ad qualitatem testis.**

1° Oportet ut testes sint concordes. Attestationes sunt *adversæ*, quando sunt inter se pugnantes et contradicentes; in hoc casu, nulla probatio est, imo ex hujusmodi contradictione argui potest fraus vel dolus, ut in casu Susannæ, de qua in cap. 13 libri Daniel. Aliquando attestationes sunt *cumulativæ*, quando testes diversa adjuncta ejusdem facti referunt quæ simul componi et uniri possunt, vel diversa facta quæ simul conjungi possunt, ita ut unum sit alterius causa vel effectus. Si saltem duo testes habeantur pro cujuslibet ejusdem facti probatione, et ex complexu circumstantiarum, facti substantia resultet, attestatio plenam fidem facit. Santi, De Testibus, num. 23. Aliquando attestationes sunt *diversificativæ*, quando plures testes diversa facta referunt quæ inter se non colliguntur relate ad punctum probationis.



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



In hac hypothesi, testes singuli tantum valent, quantum unus valeret.

2° Oportet ut testes factum cognoverint. Testes sunt *de scientia*, vel *de credulitate*, vel *de auditu*, vel *de fama*.

a) Testes *de scientia* illi sunt qui factum ex se cognoverunt ; v. g. ille testis est qui vidit homicidium perpetrari, vel audivit aliquem proferentem blasphemiam, aut verbalem injuriam contra alium. Testes de scientia faciunt fidem in judicio.

b) Testes *de credulitate* illi sunt qui ex conjecturis et præsumptionibus arbitrantur ita et non aliter rem se habere. Testes de credulitate proprie testes non sunt, nam credulitas non ex perceptione ipsius actus procedit, sed ex conjecturis, indiciis et præsumptionibus ; quare tantum valet depositio testis de credulitate, quantum valent indicia quibus nititur. Quædam sunt indicia quæ *violentam* inducunt præsumptionem ; v. g. in causa adulterii, si quis deponat se vidisse simul in eodem loco nudum cum nuda.

c) Testes *de auditu* ii sunt qui deponunt facti narrationem se accepisse ab hominibus fide dignis. Testes de auditu, cum non fundentur in directa et propria facti cognitione, sed in dicto tertiæ personæ, veri testes non sunt, nec veram probationem conficiunt ; ex cap. 47, tit. XX, lib. II. Hi testes admittuntur ad probationem factorum antiquorum, modo receperint suam narrationem a viris fide dignis, qui neque decipi, nec decipere potuerunt.

d) Testes *de fama* sunt qui referunt aliquam opinionem et credulitatem in populo vigere. Tanti valet depositio horum testium quanti facienda est fama ; jamvero cum opinio communis potest aliquo præjudicio inniti, hinc veram probationem veritatis non habet, sed tantummodo aliquam præsumptionem, si fama procedat ab hominibus prudentibus et fide dignis. Santi, loco citato, n. 32.

919. **Testes cogi possunt ut ad testificandum veniant, tum si clerici, tum si laici fuerint.** Cap. 2, tit. XXI, lib. II Decretalium.

Ratio est, quia testimonium dare habetur ut munus publicum, a quo nemo sese subtrahere debet, absque rationabili causa. Quare judex, adhibitis pœnis, cogere potest testem ut sistat coram tribunali et ferat testimonium circa factum quod cognoscit ; quod si persona sit alterius jurisdictionis, v. g. alterius diœcesis, ejus examen committitur judici proprio, qui eam coget ad testimonium ferendum.

Quid si clericus citetur ut testis apud tribunal laicum ? Clericus non subditur judici laico, ob immunitatem personalem, ex can. *Statutum*, 38, caus. II, quæst. VI. Hinc episcopus proprius examen clerici excipiet ad instantiam judicis civilis et huic remittet acceptam depositionem ; vel idem episcopus delegabit alium clericum qui adsistet judici laico, quando clericus citatus ut testis in judicio deponet.

In locis ubi privilegio fori non derogatur per concordata, clericus, citatus ut compareat coram tribunali civili, adeat episcopum et ejus mandata excipiat et sequatur. Santi, tit. XXI, lib. II, n. 3.

Aliquando testes non volunt comparere, quamvis judex in eos poenis vel censuris animadverteret ; in eo casu, Instructio 11 Junii 1880, art. 20, præscribit ut mentio fiat in actis de rebus prædictis, et suppleatur defectui talium testium per depositionem aliorum testium, qui haberi possunt.

920. **Expleto testium examine, fit locus publicationi attestationum ;** id est, judex vocat partes litigantes, et per se vel per notarium suum legit, aut in scriptis communicat quidquid singuli testes ad singula puncta quæstionis responderunt.

Primus effectus publicationis est ut generatim neque adducti testes, neque novi possint supra iisdem articulis pro-

duci ; ex cap. 17, 18, 19, tit. XX, lib. II. Ratio est, quia per admissam publicationem partes censentur renuntiasse novis depositionibus ; præterea periculum est, cognitis depositionibus, ne alterutra pars, videns examen testium contigisse contra suam expectationem, veteres vel novos testes corrumpat, et sibi studeat per fas et nefas favorabile testimonium procurare.

Secundus effectus publicationis est ut attestationes, receptæ et publicatæ in uno judicio, vim habeant etiam in alio judicio inter easdem personas, si contra testes nulla facta et probata sit exceptio.

Tertius effectus est ut post publicationem non admittantur exceptiones contra personas testium. Attamen exceptiones contra ipsum examen et dicta testium proponi possunt post publicationem attestationum. Exceptiones hujusmodi proponi possunt non solum a parte adversa contra quam testes producti sunt, sed etiam ab ipso producente. Principium : "Testis productus probat contra producentem," excludit solummodo exceptiones contra personam testis, non vero contra modum instituti examinis et contra ipsam testium depositionem. Santi, in tit. XX, lib. II Decretalium.

CAPUT III

DE INSTRUMENTIS

Ad facti controversi probationem, judex recurrit ad instrumenta. *Per se* major est auctoritas testium, quia instrumenta sunt testationes mutæ et surdæ quæ interrogatæ non respondent, dum e contra probatio per testes semper loquitur, ratiocinatur et sæpius interrogata respondet. Ob vero *improbitatem hominum*, prævalet fides instrumentorum testium auctoritati, nisi probetur instrumentum esse falsum.

921. **Instrumentum, si stricte sumatur, definitur :** " Scriptura quæ de aliqua re fidem facit judici, seu ad aliquid probandum in judicio confecta et adhibita." Lega, tit. X, num. 507.

Dividitur 1° in *publicum* et *privatum ; publicum* est, si a persona publica, puta a notario ad hoc specialiter ordinato, cum certis solemnitatibus conficiatur ; aliter confectum instrumentum erit *privatum*. Instrumentum publicum, si actum contineat non privatorum sed communitatis, vocatur *monumentum*.

2° Utrumque instrumentum sive publicum sive privatum est *originale*, quando refert scripturam primitus confectam ; dicitur *exemplar, copia*, si sit transcriptio originalis ; quod si factum est manu vel auctoritate publica, dicitur *exemplar authenticum*.

922. **Ut instrumentum publicum rite conficiatur, plura requiruntur :**

1° *Ex parte conficientis*, oportet ut sit notarius legitimus qui rite procedat. Est legitimus, si ex justis nuptiis procreatus, jurisperitus, suum munus habeat ab auctoritate publica, quæ potest notarios creare ; rite procedit, quando rogatur a parte vel partibus, a quibus dependet instrumentum.

2° *Ex parte materiæ*, oportet ut negotium sit honestum et licitum, ut totum factum vel negotium cum debitis circumstantiis et clausulis fideliter et integre describatur.

3° *Ex parte formæ*, oportet, *a)* ut in proloquio præmittatur invocatio divini nominis, v. g. : In nomine Dei, amen ; *b)* exprimatur nomen regis imperantis in societate una cum anno suæ dominationis ; *c)* indicentur locus et tempus confectionis instrumenti et nomina testium ; *d)* ipse notarius et testes subscribant, necnon et ipsæ partes. De Luca, De Judiciis, num 209.

923. **Instrumentum publicum omnibus requisitis ornatum plene probat,** quoad partem dispositivam, tum

pro contrahentibus, tum contra eosdem, licet demortuæ sint personæ quæ instrumentum obsignarunt. Cap. 2, tit. XXII, De Fide Instrumentorum, lib. II.

Hoc vero intelligi debet de instrumento originali et authentico; exemplar per se fidem publicam non obtinet, sed tanti valet quantum constat illud referre documentum authenticum. Plenam facit fidem, quando constat illud auctoritate extractum et confectum esse ex originali et publico instrumento.

924. **His documentis publicis æquiparantur instrumenta privata authentica,** quæ, etsi a persona publica et cum solemnitatibus non sint confecta, tamen, ob testium subscriptionem vel sigillum, plenam merentur fidem. Hinc plene probant: 1° acta judiciaria, quæ continent gesta coram judice, notario et duobus viris idoneis adnotata; 2° scripturæ publico et authentico sigillo munitæ, quod tamen debet esse illæsum, recognitum cum subscriptione; 3° scripturæ ex archivio publico depromptæ; 4° libri officialium publicorum, e. g. parochorum; 5° scripturæ privatæ quibus, præter earum auctores, subscripserunt tres integri testes; 6° litteræ contractuum quibus utraque pars subscripsit. De Luca, De Judiciis, tit. XVI, num. 208.

925. **Quoad scripturas stricto sensu privatas,** videlicet nec a notario in forma solemni confectas, nec a personis privatis juxta modos expositos editas, sunt authenticæ et *regulariter* non probant in favorem scribentis, quia nemo est idoneus testis in causa propria. Diximus *regulariter*, quia hujusmodi scripturæ probant, si ab alia parte non fuerint impugnatæ. Contra ipsum scribentem plene probant, si fuerint ab eodem recognitæ; ratio est, quia talis scriptura privata, qua quis aliquid scribit contra se, censetur esse confessio; atqui confessio est optima probatio.

926. **Contra instrumentum excipi potest:** 1° ratione *causæ efficientis*, quod scilicet conficiens instrumentum non

fuerit notarius; 2° ratione *causæ materialis*, quod scilicet super tali negotio non potuerit legitime instrumentum confici; 3° ratione *causæ formalis*, quod scilicet non habet solemnitates requisitas; 4° ratione *ipsius instrumenti*, quod nempe sit falsum aut suspectum de falsitate.

Multiplici modo probari potest instrumenti falsitas: 1° ex contrarietate contentorum in instrumento; 2° ex defectu in sigillo; 3° ex testibus contra instrumentum deponentibus; 4° ex variis conjecturis, quæ videri possunt apud Schmalzgrueber, tit. XXII, lib. II, num. 96 usque ad 113.

CAPUT IV

DE JUREJURANDO

Juramentum inservit ad firmandas probationes: hinc in titulo de probationibus propriam sedem merito sibi vindicat.

Jam locuti sumus de juramento quod testes debent præstare, quando testimonium perhibent; impræsentiarum loquimur de juramento emisso ad lites dirimendas. Cum vero lites dirimi possint *judicialiter* et *extrajudicialiter*, juramentum est *judiciale* et *extrajudiciale*.

927. **Juramentum est: "Invocatio divini nominis in testimonium alicujus rei."** Santi, lib. II, tit. XXIV.

1° *Juramentum extrajudiciale*, quod dicitur *voluntarium*, est illud quod una pars, ob periculum litis futuræ, alteri parti defert, sub ea conditione ut si ausa fuerit jurare, juramentum pro veritate habeatur, et jurans, absque alio processu, victoriam assequatur. Santi, lib. II, tit. XXIV, num. 22.

Illud juramentum habet naturam transactionis, et pars quæ defert juramentum alteri parti, cedit juri ulterius inquirendi.

2° *Juramentum judiciale* aliud est litis *decisorium*, aliud *suppletorium*, aliud *purgatorium*.

Juramentum *litis decisorium* habetur, quando una pars litigans, nempe sive actor sive reus, abhorrens moras incepti judicii vel efficacioribus destituta probationibus, vult recurrere ad juramenti subsidium. Quapropter invocat judicis auctoritatem ut ei permittat alteri deferre juramentum sub ea conditione ut si ausa fuerit jurare, sententiam exinde obtineat favorabilem. Juramentum decisorium in criminalibus non admittitur.

Juramentum *suppletorium* est illud quod judex alterutri parti defert in supplementum probationis. Præstatur vel ad complendam probationem, quæ completa et sufficiens non est, et in hoc casu dicitur *suppletorium*, vel ad destruendam præsumptionem quæ contra aliquem inducta est, præsertim per famam publicam, et dicitur *purgatorium*, seu *purgatio canonica*. Cf. Lega, De Juramento, De Judiciis, part. I, tit. VIII.

CAPUT V

DE PRÆSUMPTIONIBUS

Ut factorum species in tuto et aperto ponatur, praeter probationes proprie dictas, a legibus introductæ sunt præsumptiones, quæ ante omnem probationem assumunt aliquid ut verum.

928. **Præsumptio recte definitur** : " Anticipata de re dubia opinio ex indiciis per rerum circumstantias frequenter evenientibus desumpta, aut ex legum determinatione procedens."

Dicitur 1° *anticipata probatio*, quia ante legitimas probationes aliquid pro vero assumitur.

Dicitur 2° *de re dubia*, quia si res esset certa et evidens, nulla ex indiciis esset probatio.

Dicitur 3° *ex indiciis*, quia debet præcedere aliquod

signum, secus suspicio esset judicium temerarium ; jamvero indicium est aliquod signum delicti, vel rei de qua dubitatur.

Dicitur 4° *ex indiciis vel lege procedens*, quia præsumptio est vel facti, vel juris.

929. **Præsumptio alia est facti seu hominis, alia juris.**

1° Præsumptio *facti* est conjectura nullo jure expressa aut firmata, sed quam quis concipit ex qualitate et circumstantiis alicujus facti. Triplex præsumptio hominis distinguitur, respondens triplici generi indiciorum.

a) Præsumptio *levis* dicitur, si ex vanis causis oritur ; e. g. si Titius dicatur adulter, eo quod liberius interdum versatur, etsi in loco non suspecto, cum aliena uxore.

b) Præsumptio *gravis* dicitur, quæ concipitur ex adjunctis et indiciis, quibus positis, experientia docet contigisse id quod præsumitur ; e. g. si Titius dicatur turpiter egisse cum puella cum qua, in loco obcuro et sine testibus, versabatur.

b) Præsumptio *gravissima*, quæ *violenta* et *vehemens* dicitur, ea est quæ concipitur ex adjunctis et indiciis adeo proximis et evidentibus, ut, illis positis, non solum res soleat evenire, sed etiam si aliter eveniret, esset casus prorsus inverosimilis ; e. g. si Titius dicatur reus fornicationis, ex eo quod cum puella in eodem lecto fuit deprehensus.

2° Præsumptio juris est ea quæ in jure habetur expressa, id est, quæ a lege nominatim fit aut ab ea approbatur ; Reiffenstuel, lib. II, tit. XXIII, num. 19. Duplex et ipsa est, videlicet præsumptio *juris tantum*, et præsumptio *juris et de jure*.

a) Præsumptio *juris tantum* habetur, quandojus in dubio aliquid præsumit et pro vero habet, donec vel contraria probatione, vel fortiori præsumptione elidatur ; exemplum hujus præsumptionis habetur, v. g. in causa civili : si dubitetur de proprietate alicujus prædii, tunc præsumptio favet possessori, juxta principium : Melior est conditio possidentis. In causa

criminali, præsumptio favet reo et supponit ejus innocentiam, donec delictum probetur, juxta principium : Nemo præsumitur malus nisi probetur.

b) Præsumptio dicitur *juris et de jure*, quando lex ita aliquid præsumit, ut super tali præsumptione jus firmum statuat, eamque præsumptionem ita pro vero haberi vult, ut regulariter probationem in contrarium non admittat. Exemplum hujus præsumptionis habetur in religioso qui intra quinquennium non reclamat contra suam professionem : ita eam ratam habet ut non possit illam in futurum impugnare. Conc. Trid., sess. XXV, cap. 19, De Ref.

930. **Quæritur an ex nudis præsumptionibus ferri possit sententia et reus condemnari.** Respondemus negative, *saltem in causis criminalibus*, etsi præsumptiones sint violentæ. Ratio est, quia præsumptiones non sunt veræ et directæ probationes, sed tantum indicia quæ quandoque in civilibus ut veræ probationes assumuntur. Hoc in criminalibus evenire nequit, cum ad damnationem inferendam probationes directæ, certæ et luce meridiana clariores requirantur, ex cap. 14, De Præsumptionibus. Excipiendi sunt quidam casus determinati in jure, v. g. si adulterium præsumatur ex actibus ipsi proximis. De Luca, De Judiciis, tit. XV, num. 197.

Diximus *saltem in criminalibus*, quia *in civilibus*, præsumptio violenta plene probat quoadusque elidatur.

SECUNDA PARS

DE CAUSIS DISCIPLINARIBUS ET CRIMINALIBUS

"In manus novi antistitis consecrati, ait Barbosa, De Officio et Potestate Episcopi, baculus traditur, auctoritatis scilicet et disciplinæ insigne, sustentaculum imbecillitatis humanæ, ut sit in coercendis vitiis pie sæviens, judicium sine ira tenens; in fovendis virtutibus auditorum animos demulcens, in tranquillitate severitatis censuram non deserens ut revocet errantes, regat justos, pungat et stimulet ignavos et inertes, repellat nocentes, ac, juxta Ezech. 34, attrahat vagum, sustentet languidum, stimulet pigrum, portet in humeris suis, exemplo Principis Apostolorum, ægrum et debilem, ut increduli convertantur ad fidem, conversi non avertantur, perversi ordinentur ad rectitudinem, subversi ad veritatem revocentur, etc."

Jamvero prælatus hæc omnia peragere nequit, quin habeat tribunal rite constitutum; revera per remedia canonica præcavet vel eradicat gliscentes abusus apud populum sibi commissum; atqui ad applicanda prædicta remedia casibus particularibus, prælatus debet diligentem inquisitionem instituere ne innocentes puniantur, rei vero incolumes habeantur ab omnibus pœnis. Imo si, prætermissis cautelis forensibus, prælatus subditos corrigeret, facile exurgeret conjuratio malorum contra bonos, et optimi sacerdotes calumniis vexati pœnis afficerentur: quod esset in detrimentum justitiæ et auctoritatis episcopalis. Pierantonelli, Praxis Fori Ecclesiastici, tit. II.

Causæ disciplinares et criminales sunt illæ in quibus Ecclesia imponit pœnas medicinales et vindicativas. Pœnæ medi-

cinales ordinantur ad præcavenda mala et voluntarias peccati occasiones removendas ; ad hunc finem, prælatus potest uti, juxta reatus naturam, monitionibus, præceptis, exercitiis spiritualibus et censuris. Pœnæ vindicativæ ordinantur ad delicti repressionem et delinquentis coercitionem ; ad hunc finem, prælatus potest clericos delinquentes suspendere, interdicere, transferre de officio majori ad minus, privare officio, deponere et degradare. De pœnis medicinalibus et vindicativis acturi sumus in libro quarto.

Diversimode Ecclesia causas disciplinares et criminales cognoscit et dirimit : præter modum ordinarium procedendi, tres sunt modi extraordinarii, qui admittuntur vel ob delinquentis malitiam, vel ob delicti notorietatem. De diversis modis procedendi in causis disciplinaribus et criminalibus exoritur tractatio.

§ 54. Ratione Leni...

DE MODO ŒCONOMICO PROCEDENDI

IN CAUSIS DISCIPLINARIBUS ET CRIMINALIBUS

Ecclesia in pluribus locis impeditur quominus suam jurisdictionem contentiosam explicet in rebus quæ ad ejus tribunal deferuntur. Ea est enim in fere omnibus regionibus lugenda Ecclesiæ conditio, qua non valeat efficaciter brachium sæculare invocare ut testes compareant coram tribunalibus ecclesiasticis et deponant: unde Ecclesiæ relinquitur tantum usus pœnarum spiritualium, quæ plures parum movent.

Sancta Sedes, præsenti Ecclesiæ conditione mature perpensa, et considerato defectu mediorum aptorum pro regulari curiarum episcopalium ordinatione, indulsit Ordinariis locorum ut juxta formas magis œconomicas procedere valeant in causis disciplinaribus et criminalibus clericorum. Ad hunc finem, S. Congregatio Ep. et Reg., die 11 Junii 1880, edidit instructionem in favorem episcoporum Italiæ; sed episcopi Galliæ quæsierunt et obtinuerunt, die 14 Jan. 1882, ut eadem methodo procedere possent in causis disciplinaribus et criminalibus; imo instructio 11 Junii 1880 indicat modum quo nunc regulariter proceditur apud curias episcopales.

Vi decreti noni, concilii Quebecensis sexti, erectæ fuerunt officialitates quæ judicant causas clericorum; archiepiscopus Quebecensis, in promulgando hujusmodi decreto pro sua diœcesi, merito reputat instructionem 11 Junii 1880 indicare normam qua officialitates seu tribunalia ecclesiastica hujus regionis procedere possunt in causis clericorum cognoscendis et dirimendis. Litteræ ad clerum, 18 Februarii 1882.

In Statibus Fœderatis, norma procedendi exponitur in

instructione *Cum magnopere*, quam S. Congregatio de Propaganda Fide edidit anno 1884 et tertium concilium plenarium Baltimorense explanavit. Tit. X, cap. 3, De modo procedendi in causis criminalibus clericorum. Hæc instructio *Cum magnopere* non differt substantialiter ab instructione *Sacra hæc:* unde in materiæ expositione attendemus annotationibus concinnatis sive a concilio Baltimorensi, sive a commentatore, S. B. Smith, Elements of Ecclesiastical Law, vol. III, et New Procedure.

Præmissa instructione *Sacra hæc*, exponemus modum œconomicum procedendi in titulis qui sequuntur.

INSTRUCTIO

De modo quo canonice procedere debent curiæ ecclesiasticæ in causis disciplinaribus et criminalibus clericorum.

RATIO INSTRUCTIONIS

"Sacra hæc Episcoporum et Regularium Congregatio, mature præsenti Ecclesiæ conditione perpensa, quæ pene ubique impeditur quominus externam explicet suam actionem super materias et personas ecclesiasticas, et considerato quoque defectu mediorum aptorum pro regulari Curiarum ordinatione, constituit facultatem Ordinariis locorum expresse concedere ut formas magis œconomicas adhibere valeant in exercitio suæ disciplinaris jurisdictionis super clericis. Ut autem tota justitiæ ratio sarta tectaque maneat, serveturque processuum canonica regularitas et uniformitas, opportunum censuit sequentes emanare normas, a Curiis servandas."

EJUSDEM DIVISIO

"Art. 1. Ordinarius, pro suo pastorali munere, tenetur disciplinam correptionemque clericorum ita diligenter curare

ut circa eorum mores assidue vigilet, ac remedia a canonibus statuta sive præcavendis, sive tollendis abusibus in clerum aliquando irrepentibus provide adhibeat."

"Art. II. Hæc vero remedia, alia *præventiva* sunt, alia *repressiva*. Illa quidem ad præpedienda mala, scandalorum stimulos amovendos, voluntarias occasiones et causas ad delinquendum proximas vitandas ordinantur. Hæc vero eum in finem constituta sunt ut delinquentes ad bonam frugem revocentur, ac culparum consectaria e medio tollantur."

"Art. III. Conscientiæ Ordinarii remittitur cujusque remedii applicatio, canonicis præscriptionibus servatis, pro casuum ac circumstantiarum gravitate."

REMEDIA PRÆVENTIVA

"Art. IV. Præventiva remedia sunt præcipue: spiritualia exercitia, monitiones, præcepta."

"Art. V. Antequam vero adhibeantur, summaria factorum recognitio præcedat oportet, cujus notitiam Ordinarius servari curet, ut, si opus sit, ad ulteriora procedere possit, et ut auctoritati ecclesiasticæ superioris gradus, in casu legitimi recursus, totius rei rationem reddat."

"Art. VI. Canonicæ monitiones, vel secreto fiunt (etiam per epistolam vel per interpositam personam), ad modum paternæ correptionis; vel juxta formam legalem, ita tamen ut illarum executio ex aliquo actu pateat."—Cf. art. XIV.

"Art. VII. Quod si monitiones in irritum cedant, Ordinarius jubet per curiam delinquenti analogum præceptum intimari, ita ut in hoc explicetur quid ipse vel facere vel vitare debeat, addita respectivæ pœnæ ecclesiasticæ comminatione, quam, si præceptum transgrediatur, incurret."

"Art. VIII. Præceptum delinquenti, a curiæ cancellario, coram vicario generali, injungitur, aut etiam coram duobus testibus ecclesiasticis vel laicis spectatæ probitatis."

"1° Actus injunctionis præcepti signatur a partibus præsentibus, et a delinquente etiam, si velit."

"2° Vicarius generalis jusjurandum testibus imponere potest de secreto servando, si prudenter a natura rei, de qua agitur, id requiratur."

2° Diversa elementa - persona et res

MEDIA REPRESSIVA

"Art. IX. Quod vero pertinet ad remedia repressiva seu pœnas, animadvertant Ordinarii in suo plene vigore manere remedium extrajudiciale *ex informata conscientia*, pro occultis reatibus a S. Concilio Tridentino constitutum, sess. XXIV, cap. 1, de Ref."

"Art. X. In actione criminali, vel ob præcepti inobservantiam, vel ob communes reatus, vel ob ecclesiasticarum legum transgressionem, processus summarie et sine strepitu judicii, servatis semper in tota sua substantia justitiæ regulis, conficiatur."

PROCESSUS INFORMATIVUS

"Art. XI. Processus ex officio instruitur, vel accepto supplici libello, vel accusatione, vel nuncio quoquomodo ad curiam perlato; et usque ad terminum perducitur eo consilio ut omni studio ac prudentia veritas detegatur, ac tum de crimine, tum de reitate vel innocentia accusati, causa eliquetur."

"Art. XII. Compilatio processus committi potest probo ac perito viro ecclesiastico, cui assistat actuarius."

"Art. XIII. In qualibet curia episcopali, procurator fiscalis constituatur, ut justitiæ et legi satisfaciat."

"XIV. Pro intimationibus vel notificationibus, si apparitores curiæ desint, utatur episcopus persona aliqua qualificata, quæ eas exhibeat, ac de hoc ipsum certiorem reddat; vel etiam a curia, per publicos tabellarios commendatæ (quibus locis hoc systema vigeat), transmittantur, exquisita

fide exhibitionis atque acceptionis vel repudii. Intimationes et notificationes semper in scriptis absolute fiant."

PROBATIONES

" Art. XV. Delicti fundamentum erui potest ex ipsa expositione habita in processu, quæ authenticis informationibus, vel confessione extrajudiciali, vel testium depositionibus confirmetur; transgressio vero præcepti ex ipso decreto et actu intimationis, ad normam art. 7 et 8 factæ, deducitur."

" Art. XVI. Ad admittendam rei culpabilitatem, necessaria est probatio legalis, quæ iis momentis constare debet, quibus veritas vere demonstrata elucescat, vel saltem moralis convictio inducatur, quocumque rationabili dubio oppositi remoto."

TESTES

" Art. XVII. Personæ quæ examini subjiciendæ sunt separatim audiuntur."

" Art. XVIII. Testes ad probationem, sive ad defensionem, si legalia impedimenta id non prohibeant, audiantur, præstito juramento de veritate dicenda, et, si res postulet, etiam de secreto servando. Itaque, antequam testificentur, tum de veritate, tum de secreto jurent.

Eo magis de officio fideliter adimplendo, et de secreto pro rei de qua agitur exigentia servando, omnes juramento obstricti sint oportet, qui in instructione processus, ex suo munere, partem aliquam habeant."

" Art. XIX. Testes qui in locis longe dissitis vel in aliena diœcesi degunt, mediante auctoritate ecclesiastica loci in quo manent, examinentur; in quem finem specimen factorum transmittetur: quæ quidem auctoritas, in responsione, normas in hac instructione contentas observabit."

" Art. XX. Si indicentur testes qui de factis vel circumstantiis ad meritum causæ substantiale spectantibus interro-

gandi essent, nec examinari possint, vel quia non licet aut decet eos citare in judicium, vel quia rogati adesse recusant, necesse est id in actis commemorare ; eorumque deficientiæ suppletur testimoniis aliorum qui, vel de relato, vel aliter, rem, de qua quæritur, noverint."

REI EXAMEN

" Art. XXI. Ubi id omne quod ad veritatem factorum constituendam, et culpam accusati probandam pertinet, absolutum fuerit, imputatus, intimatione scripta, ad examen vocatur."

" Art. XXII. In intimatione, nisi prudentia obstet, accusationes contra reum perlatæ per extensum referuntur, ut ad responsionem se præparare possit."

" Art. XXIII. Quod si, ob accusationum qualitatem, vel alia de causa, haud expediat ut in intimatione exprimantur, in hoc satis erit innuere ipsum ad examen vocari ut in causa, de qua contra eum fit inquisitio, sese defendat."

" Art. XXIV. Si ad examen accedere recuset, iterum fit intimatio, atque in ea congruum tempus peremptorium præfinitur, intra quod reus coram tribunali se sistere debeat, eique significatur, si non pareat, contumacem esse judicandum : quam intimationem si, haud probato legitimo inpedimento, transgrediatur, ut contumax de facto habebitur."

" Art. XXV. Verum, si ad examen accedat, audiatur ; et, ubi inductiones alicujus valoris exhibeat, eæ, quantum fieri potest, accurate discutiantur."

CONTESTATIO DELICTI

" Art. XXVI. Dein accedendum est ad contestationem delicti et argumentorum quæ prostant, ut inquisitus qua culpabilis habeatur, et pœnas canonicas incurrisse censeatur."

" Art. XXVII. Inquisitus, ubi ex his noverit quæ in

actis contra ipsum relata sunt, ad ea respondere potest, ac, si velit, utetur jure defensionis a se ipso peragendæ."

REI PARANDA DEFENSIO

"Art. XXVIII. Potest etiam, si postulet, obtinere ut terminus ad defensionem scripto exhibendam præfigatur: maxime si, ob ea quæ art. 23 indicata sunt, responsionem ad accusationes contra se latas parare non potuerit."

"Art. XXIX. Absoluto processu, redactor actorum summarium præcipuorum argumentorum, quæ ex ipso elucent, conficiat."

"Art. XXX. Qua die causa proponetur, inquisito fiet facultas defensionem suam per alium sacerdotem, suo nomine, peragendi. Quod si idoneum non reperiat, laicum catholicum adhibere potest. Quisque autem ex iis ab Ordinario approbandus est."

"Art. XXXI. Si vero reus defensorem deputare recuset, Ordinarius illum ex officio designabit."

"Art. XXXII. Defensor, debitis sub cautelis, in cancellaria curiæ, processum ejusque summarium inspiciet, ut reum tueatur; ac defensionem, ante causæ ipsius propositionem, scripto exhibere poterit. Ipse quoque ad juramentum de secreto servando tenetur, quando judex indolem causæ id postulare censuerit."

PRÆPARATIO DISCUSSIONIS

"Art. XXXIII. Processus, ejusque summarium, ad procuratorem fiscalem mittitur ut officio suo fungi possit; dein ad Ordinarium remittitur, qui, ubi in plenam causæ cognitionem devenerit, diem constituet in qua ejus discussio ac decisio locum habeat, idque inquisito significari curet."

PROPOSITIO CAUSÆ

"Art. XXXIV. Præstituta die, causa coram episcopo vel vicario generali, præsente procuratore fiscali, defensore et cancellario, proponitur."

"Art. XXXV. Audito fisci procuratore, ac defensione rei, sententia pronunciatur, ejusque pars dispositiva cancellario dictatur, expressa mentione facta, si damnationi sit locus, sanctionis canonicæ quæ contra imputatum applicatur."

"Art. XXXVI. Sententia reo intimetur, qui potest ad auctoritatem superioris instantiæ appellationem interponere."

APPELLATIO

"Art. XXXVII. In appellatione, observentur normæ expressæ in Constit. sa. me. Benedicti XIV, *Ad militantis*, diei 30 martii 1742; ac ceteræ indictæ a S. C. Episc. et Reg., decreto diei 18 dec. 1835, et epistola circulari diei 1 aug. 1851."

"Art. XXXVIII. Intra terminum decem dierum a notificatione sententiæ, interpositio appellationis fieri debet: quo elapso tempore, sententiæ exsecutio locum habet."

"Art. XXXIX. Appellatione interposita, continuo curia ad auctoritatem ecclesiasticam superioris instantiæ omnia acta causæ in suis autographis, id est, processum, ejus summarium, defensionem ac sententiam mittit."

"XL. Hæc porro superioris instantiæ auctoritas, appellatione cognita, appellanti injungit ut intra triginta dies defensorem deputet, qui ab ipsa approbandus est."

"Art. XLI. Eo termino peremptorio frustra elapso, censetur reus beneficio appellationis renuntiasse, quam propterea judex gradus superioris peremptam declarat."

"Art. XLII. In appellatione a sententia curiæ episcopalis ad metropolitanam, archiepiscopus, in causa cognoscenda ac definienda, eadem procedendi methodo utetur quæ in hac instructione indicatur."

MONITA FINALIA

" Art. XLIII. Si clericus, ob communes reatus, a civili potestate, privilegio fori non obstante, processui ac judicio subjiciatur, Ordinarius summariam informationem criminis assumit, ac inquirit num, ad normam sacrorum canonum, infamiæ, irregularitati, vel alteri ecclesiasticæ sanctioni locus esse possit.

Pendente judicio, vel imputato in carcere detento, prudens consilium erit ut Ordinarius ordinationes mere provisorias adhibeat.

Judicio absoluto, si liber accusatus remittitur, curia episcopalis, juxta informationes, ut supra, assumptas, ea ratione procedet quæ in hac instructione constituitur."

" Art. XLIV. In casibus dubiis, diversisque in praxi difficultatibus, Ordinarii Sacram hanc Congregationem consulant, ut contentiones ac nullitatem actorum devitent."

" Art. XLV. Haud ita facile curiæ episcopales ad damna vel expensas resarciendas damnari poterunt ; quoties enim ex processu informativo indicia sufficientia ad agendum contra inquisitum appareant, judex appellationis a talibus damnationibus abstineat, cum ea indicia sufficiant ut in judice, qui antea processit, ea vera et propria calumnia excludatur, quæ ad hujusmodi damnationem requiritur."

TITULUS V

DE INTRODUCTIONE CAUSÆ

Innocentius III, in Concilio Lateranensi IV, exposuit potiores modos incipiendi instantiam judicialem: " Ad corrigendos subditorum excessus, tanto diligentius debet prælatus assurgere quanto damnabilius eorum offensas desereret incorrectas. Contra quos, ut de notoriis excessibus taceatur, etsi tribus modis possit procedi, per accusationem videlicet, denuntiationem et inquisitionem ipsorum: ut tamen in omnibus diligens adhibeatur cautela ne forte, per leve compendium, ad grave dispendium veniatur, sicut accusationem legitima debet præcedere inscriptio, sic et denuntiationem charitativa monitio et inquisitionem clamosa insinuatio prævenire: illo semper adhibito moderamine, ut juxta formam judicii, sententiæ quoque forma dictetur." Apud Decretales, lib. V, tit. I, cap. 24. Unde tres sunt modi ordinarii quibus incipitur instantia judicialis in causis disciplinaribus et criminalibus, videlicet per viam *accusationis*, *denuntiationis* et *inquisitionis*, quibus addi potest via *exceptionis*, ut colligitur ex capite *Super his*, 16, tit. I, lib. V.

Non loquimur de modo procedendi *ex informata conscientia* et *ex notorio*, qui sunt modi extraordinarii, de quibus postea erit disserendum.

CAPUT I

DE NORMA PROCEDENDI PER VIAM ACCUSATIONIS

931. **Accusare est affirmare judici aliquem deliquisse, ad publicam vindictam, et assumpto probandi onere.**

Plures a jure requiruntur conditiones in ipso modo proponendi accusationem.

1° Oportet ut accusatio proponatur in scriptis, seu per libellum, ex canone *Accusatorum*, 1, causa 3, quæst. 8: "Accusatorum personæ nunquam recipiantur sine scripto." Attamen, ex legitima consuetudine, potest accusatio fieri oretenus et sine scriptura, dummodo per notarium publicum in scriptis redigatur.

2° Libellus accusatorius debet esse rite formatus; debet nempe exprimere: *a)* nomen judicis apud quem fit accusatio; *b)* nomen accusatoris et accusati; *c)* speciem delicti; *d)* annum et mensem quo delictum fuit commissum. Quod si una ex prædictis circumstantiis omittatur, libellus tanquam vitiosus ex officio rejici debet. Dies commissi criminis tutius omittitur, ob difficultatem probandi. Excipe, nisi accusatus petat sibi diem et horam nominari; tunc accusator ad hoc cogi posset, ne alioquin reo tollatur defensio, quæ facilis ipsi est, si demonstret se eodem die, vel hora, qua crimen commissum dicitur, non fuisse in loco, vel cum aliis conversatum fuisse.

3° In libello apponi debet subscriptio qua accusator ad pœnam talionis subeundam sese obligat, si falso accusasse deprehendatur, ut colligitur ex decretali citata: "Accusationem legitima præcedere debet inscriptio."

932. **Plures sunt effectus accusationis:**

1° *Quoad judicem, a)* si sit illegitima, tenetur judex ex officio repellere accusatorem inhabilem seu non idoneum, etiamsi pars adversa contra illum exceptionem non moveat; *b)* si accusatio sit legitima, tenetur judex eam admittere, etsi accusatus infamia delicti non laboret; *c)* posita accusatione legitima, potest judex accusatum citare ut personaliter compareat, et etiam apprehendere, modo delictum sit atrox. Schmalzgrueber, in tit. I, lib. V Decretalium.

2° *Quoad accusatorem, a)* tenetur intentatum crimen probare; si in probatione defecerit, et consequenter temere litigasse convictus fuerit, tenebitur ad reficiendas expensas

litis a se motæ; *b)* si constet accusatorem scienter et ex malitia calumniatum esse, ei applicanda est pœna talionis, id est, eadem pœna quam subire debuisset reus, si crimen fuisset probatum, vel similis; *c)* accusator, qui ex malitia accusavit, evadit de jure infamis.

3° *Quoad accusatum, a)* pendente accusatione, regulariter non potest accusatus ad novas dignitates promoveri; *b)* finita causæ discussione et crimine legitime probato, reus condemnandus est ad pœnam ordinariam, id est, a jure pro tali crimine determinatam, si qua sit; si nulla sit, ad pœnam arbitrio judicis determinandam.

933. **Non censetur abrogata accusatio,** quamvis hodie in foro ecclesiastico fere nunquam procedatur per hanc normam. Ob pœnam talionis cui accusator erat obnoxius, pauci voluissent se exponere periculo accusationis, et crimina multa remanebant impunita; ad hos abusus coercendos, Innocentius III, in decretali citata *Qualiter et quando,* introduxit viam denuntiationis et inquisitionis. Accusatio non recessit a jure, et habenda est etiam hodie uti modus legitimus incipiendi instantiam criminalem, ut probat Instructio *Cum magnopere,* art. 11.

CAPUT II

DE NORMA PROCEDENDI PER VIAM DENUNTIATIONIS

934. **Denuntiatio est: Manifestatio alicujus delicti facta superiori, non assumpto probandi onere.**

Dividi solet in *evangelicam* et *judicialem.*

1° *Evangelica* (quæ etiam paterna, fraterna et charitativa nuncupatur), ea est quæ fit superiori tanquam *patri,* non ad publicam vindictam, sed ad paternam correctionem et emendationem denuntiati. Vocatur evangelica eo quod a Christo Domino tradita et præscripta reperiatur in Evangelio S. Mat-

thæi, cap. 18, v. 15. Hæc ad nostri tractatus scopum non pertinet.

2° *Judicialis* ea est quæ fit superiori ut *judici* ad vindictam publicam.

Judicialis denuntiatio dividi potest in denuntiationem *delicti patrandi* et in denuntiationem *delicti patrati*. Prior locum habet, quando denuntiatur impedimentum quo laborat qui vel matrimonium inire, vel ad ordines intendit promoveri. Posterior habetur, quando delictum ab aliquo commissum judici declaratur.

935. **Quænam delicta possint denuntiari, resolvitur per sequentes regulas.**

1° Denuntiari potest quodlibet delictum, de quo fama jam existit, etiamsi denuntians exhibere judici nequeat ulla lia media ad delictum probandum. Talis denuntiatio prava dici nequit, ex eo quod denuntiati famam lædat, quia ex hypothesi denuntiatus est jam diffamatus; unde si forte innocens sit, expedit ei ut judicium interveniat et sic ab omni suspicione vindicetur.

2° Delictum occultum, etiamsi probari possit, denuntiari nequit judicialiter, seu ad vindictam publicam. Ratio hujus regulæ est, quia jus tuetur famam subditorum et eorum diffamationem prohibet; jamvero in hypothesi criminis occulti, reus adhuc sua bona æstimatione gaudet in communitate. In eo casu, datur locus denuntiationi evangelicæ, ut superior delinquentem secreto et nemine præsente moneat et paterne corrigat. Graviter peccaret superior si denuntiatum publice puniret et in eum judicialiter procederet, quia, ut ait Reiffenstuel, in tit. I, lib. V Decret., num 74, superior " injuste et graviter diffamaret subditum, nec paternus corrector sed injustus proditor esset."

3° Si crimen occultum remanserit et probari nequeat, denuntiari judicialiter non potest. Unde sequitur non posse delictum judicialiter denuntiari, si præter denuntiantem, unus

tantum illud noscat: revera ad probationem judicialem non sufficit unius testimonium, et denuntians testis esse non potest in causa denuntiata. In casu quo duo tantum delictum testari possint, et velint illud denuntiare, debent curare ut denuntiatio fiat per tertium, qui duos hujusmodi testes judici nominabit.

Ad præfatam regulam dantur exceptiones: *a)* si delictum occultum, quamvis probari nequeat, communitati grave detrimentum sit illaturum; *b)* si agatur de crimine hæreseos, ob periculum commune, ut colligitur ex propositione damnata ab Alexandro VII, hujus tenoris: "Quamvis evidenter tibi constet Petrum esse hæreticum, non teneris denuntiare, si probare non possis." Maupied, De Judiciis, lib. XIII, pag. 859.

936. **Jus plura requirit ut denuntiatio sit judicialis:**

1° Requiritur ut denuntiatio fiat per libellum, id est, ut in scriptis offeratur, vel oretenus a denuntiatore proposita, saltem per notarium publicum scribatur et in acta redigatur.

2° Ut exprimatur nomen judicis, denuntiantis et denuntiati.

3° Ut exprimatur delicti qualitas seu species.

4° Locus in quo patratum est.

5° Tempus, indicato saltem anno et mense. Hæc omnia sunt de forma substantiali et ita necessaria, ut si quid horum omitteretur, processus esset nullus, et reus absolvendus, etsi nemo quidquam opponeret. Reiffenstuel, in tit. I, lib. V Decretalium.

6° Requiritur insuper ut denuntiator declaret testes, et judicii suggerat probationes et instrumenta quæ habet.

7° Tandem, juxta plures, requiritur ut denuntiationem præcedat charitativa monitio; sed communior sententia negat. Cf. Bouix, De Judiciis, vol. II, part. II, pag. 48.

937. **Plures sunt effectus denuntiationis judicialis :**

1° *Quoad judicem*, *a)* denuntiatio judicialis aperit viam ad inquisitionem specialem, ita ut judex, facta sibi denuntiatione vere judiciali, non tantum possit, sed teneatur ex officio inquirere et processum incipere, citando et examinando testes et alia probationis media per denuntiatorem contra delinquentem suggesta ; Reiffenstuel, loco citato ; *b)* si, facta denuntiatione, reus sit suspectus de fuga, vel ne testes subornet, impediat, terreat, etc., potest conjici in carcerem custodiæ causa, etiam ante citationem, dummodo delictum sit grave et adsint sufficientia indicia delicti commissi.

2° *Quoad denuntiantem*, *a)* denuntians tenetur testes indicare et probationis media suggerere ; *b)* si verum non reperiatur delictum quod denuntiavit, denuntians habendus est ut *præsumptus calumniator*, et ab officio et beneficio suspendi potest donec probaverit se bona fide egisse. Si convincatur ex malitia falso denuntiasse [illegible]abetur ut *verus calumniator*, et pœnas in calumniatores [illegible]bire deb[illegible]t. Tit. II, De Calumniatoribus, lib. V Decret. [illegible]

3° *Quoad denuntiatum*, pendente denuntiatione, non potest denuntiatus ad dignitates ecclesiasticas, nec ad sacros ordines promoveri, ex capite *Omnipotens*, 4, tit. I, lib. V. Sed denuntiatio non impedit honoris, dignitatis aut officii administrationem. Bouix, De Judiciis.

938. **Hodie denuntiatio judicialis raro fit a privatis ;** in singulis curiis episcopalibus, constituendus est *procurator fiscalis* qui tueatur bonum commune, qui *ex officio* denuntiet reos judici et in eos requirat ministerium judicis. Frequentior est denuntiatio quasi-judicialis, qua quis secreto judici manifestat delicta, testes et alia instrumenta quibus hæc delicta probentur. Habita tali denuntiatione, judex, pro

sua prudentia, videbit an ad inquisitionem sit procedendum. Stremler, Des Peines Ecclésiastiques, pag. 105.

CAPUT III

DE FORMA PROCEDENDI PER VIAM INQUISITIONIS

Inquisitio est modus ordinarius incipiendi instantiam criminalem ; accusatio et denuntiatio sunt modi antiquati qui rarissimi adhibentur. Remanent tamen etiam hodie modi legitimi, siquidem tum in Instructione *Sacra hæc*, 11 Junii 1880, tum in Instructione *Cum magnopere*, anno 1884 edita, pro Statibus Fœderatis, inter modos incipiendi instantiam adnumerantur. In ultima, art. 11, dicitur : " Processus ex officio instruitur, vel accepto libello supplici, vel *accusatione*, vel *nuncio quoquo modo ad curiam perlato.*"

939. **Inquisitio definitur : Investigatio criminis vel criminosi per judicem legitime facta.** Reiffenstuel, lib. V, tit. I, num. 49.

Triplex est inquisitio : Prima est omnino *generalis*, qua in genere inquiritur an subditi servent leges, an committant crimina, an de ullo sit fama vel suspicio alicujus criminis. Hac inquisitione generali utuntur prælati et superiores in visitatione provinciæ et locorum subjectorum.

Secunda est *omnino specialis*, qua de certa persona et de certo crimine inquiritur : v. g. si quæratur an Petrus commiserit simoniam, furtum, etc.

Tertia est *mixta*, quando vel solum crimen est speciale, vel sola persona : v. g. si quæratur quis fecerit illud homicidium, vel an Petrus servet statuta.

Quælibet ex tribus formis inquirendi distingui potest in *paternam* et *judicialem* ; *paterna* ad delinquentis emenda-

tionem instituitur, *judicialis* autem ad publicam delicti vindictam et in exemplum cœteris profuturum.

940. **Ad inquisitionem generalem, non requiritur ut existat clamosa insinuatio criminis.** 1° Hæc inquisitio, si fiat *paterne*, non ad vindictam criminis sed ad delinquentis emendationem ordinatur; cum de nemine in particulari inquiratur, nullius famam lædit et nulli nocet. Episcopus, ex officio et nullo denuntiante, nec ulla præcedente infamia, hanc inquisitionem perficit, quando visitat suam diœcesim. Caput *Perniciosam*, 1, tit. XXXI, De Officio Judicis Ordinarii, lib. I.

2° Si inquisitio generalis fiat *judicialiter*, juxta plures quos sequitur Reiffenstuel, in tit. I, lib. V Decret., num. 161 et 162, requiritur aliqua suspicio vel præsumptio criminis et debent haberi quædam indicia quod alicubi homines non bene vivunt. Ratio est, quia cum inquisitio generalis regulariter nonnisi modo paterno fiat, prælatus nequit sine causa aut motivo prudenti eam judicialiter instituere. Præterea inquisitio judicialis tendit ad publicam vindictam et pœnam; jamvero ad eam nemo condemnari potest sine accusatore. Ergo oportet ut ad minus habeatur rumor vel fama criminis, quæ vicem accusatoris gerat.

3° Quando prælatus procedit ad inquisitionem generalem, debet declarare an *paterne* vel *judicialiter* procedat, quia aliter respondetur prælato interroganti qua *patri*, aliter si interroget qua *judex*.

941. **Quænam delicta licet manifestare in inquisitione generali?** 1° In inquisitione generali paterna, licet omnia delicta etiam occulta prælato revelare, quia hujusmodi revelatio non ad vindictam publicam criminis, sed ad delinquentis emendationem ordinatur. Prælatus nunquam posset judicialem inquisitionem instituere circa delicta occulta quæ cognovit in paterna inquisitione, excepto tamen casu

quo tale esset occultum delictum, ut qui novit teneatur illud judicialiter denuntiare, v. g. ne alioquin immineat grave damnum communitati, vel alicui tertiæ personæ.

2° In inquisitione generali judiciali, debent prælato manifestari delicta notoria, de quibus existit fama publica.

a) Quando crimen est omnino occultum, nec ullo modo potest probari, non debet revelari. Cum enim non possit probari, non potest quoque puniri, proinde non potest ex ejus revelatione aliud sequi quam infamia. Excipe tamen duos casus quibus potest delictum superiori patefieri, etsi omnino occultum sit. Prior est quando id putatur necessarium ad delinquentis emendationem : tunc aperiendum est superiori, non *ut judici*, sed *ut patri*, ut pro sua prudentia illud corrigat. Posterior est quando damnum tertiæ personæ sine opera superioris averti nequit. Lessius, De Justitia, lib. II, cap. 29.

b) Quando crimen est quasi occultum, id est, notum a duobus vel tribus testibus, cum in illo casu delinquentis fama adhuc subsistat, non licet illud manifestare judici *judicialiter* interroganti ; ratio est, quia, juxta caput *Qualiter et quando*, datur obligatio revelandi sola delicta de quibus existit fama publica. Ita Lessius apud Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 97, et Stremler, Des Peines Ecclésiastiques, pag. 140. Plures tamen huic sententiæ non subscribunt.

942. **Quoad inquisitionem mixtam,** locum habet quando delictum est notum, sed delinquens non innotescit, vel viceversa quando quis diffamatur quin ullum ejus delictum innotescat.

1° In inquisitione mixta, generali circa personam et speciali quoad delictum, subditi *regulariter* non tenentur superiori manifestare auctorem occultum delicti publici. Ratio est, quia superior non potest obligare subditos ut revelent occultos peccatores, sed solum eos qui aliqua infamia labo-

rant. Multo minus occultus peccator tenetur seipsum prodere. Ita Lessius, loco citato. Dicitur *regulariter*, quia si ex delicto grave damnum alicui impenderet, interrogatus posset et etiam deberet auctorem delicti, etsi omnino occultum, manifestare.

2° Prædicta inquisitio mixta, generalis scilicet circa personam et specialis circa delictum, viam aperit inquisitioni speciali. Superiori quærenti : Quis commiserit tale sacrilegium, si respondetur quædam indicia existere contra Titium, tunc superior incipiens inquisitionem specialem legitime poterit quærere : An tale sacrilegium commiserit Titius.

3° Inquisitio mixta, generalis respectu criminis et specialis circa personam, qua inquiritur an Titius sit reus alicujus criminis, debet esse paterna, non judicialis. Ratio est, quia nemo potest accusari judicialiter de criminibus in genere, sed requiritur prævia diffamatio de aliquo delicto in specie. Reiffenstuel, lib. V, tit. I, num. 169-70.

943. **Inquisitio specialis est ea quæ fit de certa persona et de certo crimine,** v. g. si quæratur an Titius tale furtum commiserit. Hæc inquisitio fit *ex officio*, quando judex, motu proprio et nullo denuntiante, inquirit in aliquem ob indicia criminis ; fit *ad instantiam denuntiantis*, quando ad querelam sive promotoris fiscalis, sive tertiæ personæ, proceditur ad inquisitionem. Judex non potest *ex officio* procedere ad inquisitionem specialem nisi reus diffametur. Fingi potest sequens casus : Titius, clericus, grave delictum patravit, quod sufficientibus testibus et aliis documentis in judicio probari potest ; fama tamen ejus illæsa remansit, cum delictum a paucis tantum innotescat. Quæritur an episcopus hoc resciens possit, nullo accusante vel denuntiante, contra Titium judicialiter per inquisitionis viam procedere.

Respondemus negative, quia est certa juris canonici regula superiorem non posse judicialiter contra quemcumque non-

dum diffamatum, per viam specialis inquisitionis, procedere. Rem omnino evincit caput *Inquisitionis*, 21, tit. I, lib. V Decretalium, in quo Innocentius III respondet pluribus episcopis; porro illi episcopi quærebant utrum, cum duo aut plures jurati affirmant aliquem crimen aliquod, iisdem videntibus, commisisse, de quo aliqua infamia non laborat, aliquam illi pœnam infligere debeant. De hoc casu Innocentius III sic jus declaravit et determinavit: "Ad hæc respondemus nullum esse pro crimine, super quo aliqua non laborat infamia, seu clamosa insinuatio non præcesserit, propter delicta hujusmodi puniendum; quinimo super hoc depositiones contra eum recipi non debere, cum inquisitio fieri debeat solummodo super illis de quibus clamores aliqui præcesserunt." Hic agitur de crimine quod per idoneos testes probari potest in judicio; et nihilominus quia reus nondum est diffamatus, decernit Pontifex eum non posse puniri; imo nec esse contra eumdem recipienda testimonia.

Idem evincitur ex capite *Qualiter et quando*, 24. tit. I, lib. V; ex capite *Postquam*, 1, tit. I, lib. V. in 6⁰, et ex decretali *Si is*, 2, tit. I, lib. V, in eodem 6⁰ Decretalium.

Ratio hujus depositionis est, quia jure naturali prohibetur ne cuilibet injuria per famæ læsionem inferatur, nisi bonum communitatis, quod quisque tenetur etiam cum proprio detrimento procurare, id exigat. Atqui in hypothesi criminis occulti, sed nec communitati, nec proximo nocivi, si fiat inquisitio, læditur fama rei quin excuset prædicta boni publici ratio: ergo talis inquisitio contra jus naturale consenda est. Non objiciatur tunc negligendam fore a superiore ipsius delinquentis salutem, nam consulendum est rei emendationi per viam *paternæ* inquisitionis et correctionis.

944. **Prædicta regula plures patitur exceptiones:**

1⁰ Excipiuntur crimina hæresis et apostasiæ; in his enim sine accusatore, etiam sine infamia, inquiri potest. Ratio est,

quia hæc crimina sunt maxime nociva reipublicæ: ab his enim semper impendet aliis periculum pervertionis. Requiritur tamen aliqua suspicio orta ex indiciis non levibus.

2° Quando inquisitio non fit ad publicam delicti vindictam, sed ad malum aliquod imminens impediendum. Et sic inquisitio, etiam nulla præcedente infamia, fieri jubetur, ne contrahatur matrimonium cum impedimento dirimente; similiter ne quis indignus ad prælaturam eligatur, jubetur præmitti inquisitio super vita, moribus et idoneitate promovendi.

3° Juxta communem sententiam, sine præcedenti infamia fieri potest inquisitio specialis de delictis quæ cedunt in damnum tertii, et a fortiori in damnum reipublicæ, dummodo aliqua saltem indicia adsint. Ad inquirendum contra hæc crimina, sufficiunt minora ac leviora indicia. Cf. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 62.

945. **Infamia a jure requisita ea est quæ oritur ab honestis, non a malevolis,** et insuper quæ ad aures superioris non semel, sed sæpe pervenerit. Ita expresse declaravit Innocentius III, capite *Qualiter et quando* : "Si per clamorem et famam ad aures superioris pervenerit, non quidem a malevolis et maledicis, sed a providis et honestis ; non semel tantum, sed sæpe, quod clamor innuit et diffamatio manifestat." Rationem assignat Reiffenstuel, lib. V, tit. I, num. 191 ; "Si ex qualibet fama contra aliquem inquiri posset nullus, quantumvis honestus vir, unquam securus esset a speciali inquisitione et inde sequentibus præjudiciis, cum ex una parte vix ullus esset contra quem malevoli et improbi non male loquantur, ex altera vero parte dictum unius facile sequatur multitudo."

Requiritur infamia quæ per majorem partem communitatis fuit divulgata. Necesse non est infamiam probari, quando judex procedit *ex officio* ; sufficit ut judici sit nota. Consultius est, ait Reiffenstuel, loco citato, ut judex, etiam dum ex

mero officio ad inquisitionem procedit, probationem infamiæ præmittat. Nam poterit reus appellare, ex eo capite quod infamia non præcesserit; tunc coram judice appellationis tenebitur primus judex facere plenam fidem de prævia infamia.

946. **Antiquo juri Decretalium non est derogatum a Concilio Tridentino, nec ab Instructione 11 Junii 1880.**

1° Ex capite 1, sess. XIV, De Ref., Patres Tridentini concesserunt episcopis facultatem procedendi extrajudicialiter, seu *ex informata conscientia;* cum non procedant *judicialiter,* non requiritur prævia infamia. Præterea, in capite 5, sess. XXIV, Patres memorant constitutionem Innocentii III, quæ incipit *Qualiter et quando,* et mandant ut ab omnibus servetur.

2° Instructio 11 Junii 1880 tradit modum procedendi œconomice in causis disciplinaribus, sed expresse cavet ut " tota justitiæ ratio sarta tectaque maneat " ; atqui, ut docent plures decretales tituli I, libri V, et confirmant veteres commentatores unanimi sententia, jus naturale omnino prohibet quominus procedatur judicialiter contra reum non adhuc diffamatum.

Plures sunt exceptiones quibus positis sufficienter tum justitiæ administrationi, tum reipublicæ securitati consulitur. Auctores generatim admittunt judicem posse ad inquisitionem specialem procedere, quando reus delictum confessus est in judicio, vel judex scientiam illius sibi comparavit in inquisitione generali; ratio est, quia delictum in illis casibus fit notorium notorietate juris. Item quando agitur de delicto quod juri tertii vel reipublicæ adversatur, judex poterit inquirere in non diffamatum. Quoad crimina occulta, quæ soli reo nocent, Prælatus ad eorum repressionem procedere poterit per viam paternam.

947. **Quæritur an prævia infamia requiratur, quando judex procedit ad instantiam denuntiatoris.**

Denuntiator potest esse persona privata, vel persona publica, v. g. promotor fiscalis. Duæ sunt sententiæ apud canonistas. Prima sententia negat, quando inquisitio specialis fit ad instantiam sive personæ privatæ, sive promotoris fiscalis diœcesis. Ratio hujus sententiæ est, quia non oportet ut quis eodem tempore sit judex et accusator; hinc quando judex *ex officio* procedit, requiritur prævia diffamatio quæ vicem accusatoris gerat, ut ait Innocentius III in celebri decretali *Qualiter et quando:* "Non tanquam idem sit accusator et judex, sed quasi denuntiante fama, vel deferente clamore, officii sui debitum exsequatur." Unde nulla est necessitas præviæ diffamationis, quando adest accusator qui dat suum nomen, specificat delictum et indicat testes et argumenta quibus crimen probari posset.

Adest alia sententia quæ in utroque casu requirit præviam infamiam; eam tuetur Bouix, in suo tractatu De Judiciis Ecclesiasticis. Argumenta utriusque videri possunt apud Stremler, Des Peines Ecclésiastiques, pag. 148 et seq.

948. **Habita delicti denuntiatione, episcopus debet de illo inquirere.**

Quædam sunt delicta *facti permanentis*, quæ post se relinquunt vestigia, ut incendium, homicidium, vulneratio, falsificatio monetæ; alia sunt delicta *facti transeuntis*, quæ nullum relinquunt vestigium, ut adulterium, blasphemia, injuriosa verba. Prelatus debet sibi comparare indicia et argumenta quibus probatur delicti existentia et auctor. Hinc, habita denuntiatione alicujus delicti, superior cui fit denuntiatio, probata infamia, colliget argumenta quibus delictum ostenditur; hoc fit in aliqua inquisitione summaria et extrajudiciali, quam vocamus *ad notitiam Curiæ*.

Ex tali inquisitione, videbit prælatus an et quomodo debeat procedere, scilicet *paterne* vel *judicialiter.* Cf. art. 5 Instructionis 11 Junii 1880.

949. **Aliquando expedit ut res componatur sine judiciorum incommodis et superior sequatur viam paternam,** præsertim quando reus fragilitate potius quam pravitate deliquit. Superior poterit recurrere ad media *preventiva* vel *repressiva ;* præventiva ad occasiones peccati præcavendas ordinantur, sicut exercitia spiritualia, monitiones et præcepta ; repressiva in hunc finem constituta sunt ut delinquentes ad bonam frugem revocentur, ac culparum consectaria e medio tollantur.

950. **Monitio duplici modo fieri potest, ad arbitrium prælati,** nempe 1° vel in forma paterna et secreta, id est, extrajudiciali, non adstantibus quibuscumque personis ; imo fieri potest per epistolam aut per interpositam personam, in qua eligenda nunquam satis cautus erit prælatus ; 2° vel in forma legali seu judiciaria, eam in actis redigendo. Cœterum tum in primo, tum in secundo casu, de monitionum exsecutione constare debet ex aliquo actu. Instructio 11 Junii 1880, art. 2, 3, 4, 5, 6.

Cf. 1° 104

951. **Præceptum est jussio aliquid faciendi vel omittendi,** ad pœnam delicti, a judice facta ei qui reus constiterit, saltem per summariam informationem, et præcedenter monitus fuerit.

1° Præcepti forma traditur in citata Instructione 11 Junii 1880 : Quod si monitiones in irritum cedant, Ordinarius jubet per curiam delinquenti analogum præceptum intimari, ita ut in hoc explicetur quid ipse vel facere vel vitare debeat, addita respectivæ pœnæ ecclesiasticæ comminatione quam, si præceptum transgrediatur incurret.

2° Præceptum delinquenti, a curiæ cancellario, coram vicario generali injungitur, aut etiam coram duobus testibus ecclesiasticis vel laicis spectatæ pietatis.

a) Actus injunctionis præcepti signatur a partibus præsentibus et a delinquente etiam, si velit.

b) Vicarius generalis jusjurandum testibus imponere potest de secreto servando, si prudenter a natura rei de qua agitur, id requiratur. Art. 7 et 8 Instructionis 11 Junii 1880.

CAPUT IV

DE NORMA PROCEDENDI PER VIAM EXCEPTIONIS

Quartus modus ordinarius proponendi crimina in judicio est per exceptionem, quod dupliciter fit : 1° cum alicui crimen opponitur, ut a jure quodam privetur; 2° cum alicui crimen opponitur ut arceatur sive ab agendo, sive ab accusando. Caput *Super his*, 16, tit. I, lib. V Decretalium.

952. **Exceptio in genere est exclusio actionis,** seu ratio ob quam reus postulat ut actor dejiciatur ab eo quod interdit. Jamvero intentio actoris multipliciter impediri potest, e. g. objiciendo judicis incompetentiam vel suspicionem ; accusatorem non esse admittendum ad proponendam accusationem ; denuntiatorem ad denuntiandum ; testes ad testificandum.

Prout est modus coercendi crimina, exceptio est objectio criminis facta alicui eo fine ut quodam jure privetur, vel ab agendo aut accusando arceatur. Res illustratur exemplis : Titius promovendus est ad aliquam parochiam, sed Caius, ejus adversarius, excipit Titium secreto adhærere cuidam propositioni hæreticæ ; vel quidam parochus denuntiatur apud superiorem, sed clericus denuntiatus excipit denuntiatorem non mereri fidem.

953. **Exceptio criminis est medium legitimum defensionis.**

Reus excipiens debet exprimere locum et tempus criminis

commissi, sicut in via accusationis. Si excipiens probet crimen, accusator vel testis contra quem crimen illud probatur, non tantum removeri debet ab accusatione vel testificatione, sed etiam puniri pœna a jure huic crimini statuta; si nulla pœna statuta sit, condemnari potest ad pœnam arbitrio judicis determinandam.

Si e contra excipiens crimen non probet, a judice per sententiam specialem absolvi debet ille contra quem delictum objiciebatur; et quidem ita ut super eo crimine, etiam ab alio, denuo accusari non amplius possit. Cf. Schmalzgrueber, tit. De Accusationibus, num. 248, lib. V.

TITULUS VI

DE PROCESSU INFORMATIVO

Rubrica tituli VI, libri II Decretalium, prohibet ne, lite non contestata, procedatur ad testium receptionem vel ad sententiam definitivam ; ante litis contestationem, punctum quæstionis determinatum non censetur, et incertum est utrum lis secutura sit, necne. Huic regulæ derogatur in processu qui œconomice ventilatur : post libellum supplicem exhibitum, aut occasione querelæ, aut cujuscumque notitiæ a curia habitæ, processus ex officio instruitur, et colliguntur omnia instrumenta quæ existentiam delicti ostendunt, etiam antequam reus citetur.

954. **Processui publico præmittitur processus præliminaris,** eum in finem ut juridice constet an adsint probationes legales, saltem semiplenæ, de delicto accusati : " Ubi id omne quod ad veritatem factorum constituendam et culpam accusati probandam pertinet, absolutum fuerit, imputatus ad examen vocari potest." Inst. *Cum magnopere*, art 21.

Hinc quando prælatus, ex investigatione extrajudiciali, comperit accusationes contra clericum prolatas habere fundamentum non spernendum, et ex altera parte inutiliter adhiberi remedia præventiva et repressiva, debet fieri processus præliminaris et secretus, unde semiplene saltem constet de delicto. Et sane hoc ipso quod quis citatur ad comparendum in judicio criminali, supponitur reus alicujus delicti, fit suspectus de crimine apud populum, famæ diminutionem patitur et gravi mœrore conficitur. Porro ipsa lex naturalis prohibet quominus cuiquam tantum gravamen inferatur

absque causa sufficiente, id est, absque delicti probatione legali saltem semiplena.

Hinc merito Instructio citata *Cum magnopere*, art. 44, innuit curias episcopales veram calumniam committere, et ideo ad damna reparanda condemnari posse a judice appellationis, quoties reum publice conveniunt coram tribunali, antequam in processu informativo indicia sufficientia ad agendum appareant. Smith, Compendium, num. 1055.

Hic processus prævius, ad informationem curiæ, æquiparari potest investigationi quæ præmittitur processui criminali, in nostris curiis sæcularibus.

955. **In qualibet curia adesse debet procurator fiscalis ad justitiæ et legis tutelam.** Art. 13 Instructionis. Procurator fiscalis est persona quæ in curia episcopali defendit jura fiscalia, in quibus agitur de publica vindicta. Cf. quæ diximus supra, tit. II, num. 883.

1° Procurator fiscalis constitui debet, quando judex *ex officio* procedit; revera est essentiale in quovis judicio ut tres saltem adsint personæ, nempe judex, reus et actor. Barbosa, De Judiciis, num. 7, judicium definit : " Actum trium personarum, judicis, actoris et rei, in judiciis legitime contendentium." Si procurator fiscalis non constituatur, episcopus, qui est judex, deberet partes accusatoris suscipere, id est, ut judex et actor simul judicio adstare : quod essentiæ judicii repugnat.

2° Procurator fiscalis æquiparari potest advocato publico (Avocat de la Couronne), qui coram tribunalibus criminalibus tuetur jura publica.

956. **Processus informativus confici potest ab aliquo ecclesiastico viro, probo ac idoneo.** Art. 12 Instructionis.

Hic vir idoneus solet vocari *Auditor curiæ episcopalis*, et comparari potest *Judici instructionis* (Juge des sessions

de la paix), qui, habita notitia criminis, convenit reum, citat testes, et in quadam præliminari inquisitione judicat an accusatus debeat deferri ad tribunal criminale, necne.

1° Episcopus, aut Officialis, nulla lege tenetur notionem causæ alteri committere; eam posset sibi reservare, quamvis multum deceat ut ab alio perficiatur. Revera judex, qui audivit testes et damnavit reum ad tribunal criminale ut judicetur, pro certo habet accusatum esse reum criminis quo arguitur; hinc quomodo posset, jam persuasus de culpabilitate rei, præesse cum æquitate processui publico? Judex, ad instar *Justitiæ*, quæ tenet stateram cujus utraque lanx stat in equilibrio, debet, ante processum publicum, æqualiter sese habere ad innocentiam vel culpabilitatem accusati. Cf. D. Peries, pag. 40.

2° Quando inquisitio judicatur necessaria, procurator fiscalis auditori porrigit libellum qui indicat delicta quibus accusatur reus. Episcopus, ex sola denuntiatione et inquisitione extrajudiciali, nequit aperire processum publicum; sed constituit auditorem judicem delegatum, qui colligat argumenta, audiat testes et definiat an locus sit procedendi judicialiter contra accusatum, vel non. Hinc auditor habet solam notionem causæ, et eo consilio procedit, ut majori quo fieri potest cautione ac prudentia veritas detegatur. Art. 11 Instructionis 11 Junii 1880.

957. **Auditori curiæ adstare debet actuarius.** Solent pro synonimis adhiberi vocabula actuarii et cancellarii; item plures actuarios cum notariis confundunt. Abstrahendo a particularibus locorum consuetudinibus circa modum hæc vocabula interpretandi, hæc differentia videtur inter notarios et actuarios seu cancellarios existere, quæ inter genus et speciem intercedit. Qui fuit creatus notarius, sed nondum ad exercendum in aliqua curia aut cancellaria officium suum deputatur, servat nomen notarii; notarius dicitur actuarius,

ex eo quod acta judicialia et processum consignat et confirmat; quia illud officium exercetur in aliqua curia aut cancellaria, hinc actuarius passim dicitur cancellarius. Craisson, Manuale Jur. Can., vol. IV, num. 5775.

958. **Auditor, habita sua commissione, debet ad compilationem processus procedere.**

1° Auditor, non citato reo, debet colligere argumenta quæ ad existentiam delicti referuntur; fundamentum delicti eruitur ex violatione præcepti, vel argumentis quibus accusatio nititur. Art. 15.

a) Unde auditor citat testes qui ad mentem procuratoris fiscalis possunt in reum deponere. Si desint apparitores in curia, citationes per qualificatam personam aut litteras assecuratas mitti possunt, ita tamen ut de exhibitione atque acceptione vel repudii certo constet. Art. 14.

Testes qui in locis longe dissitis vel in aliena diœcesi vivunt, mediante auctoritate ecclesiastica loci in quo manent, examinantur. Si testes citati renuant comparere, vel quia nolunt reo nocere, vel quia timent apparatum judicialem, auditor *per se* posset in eos animadvertere censuris. In praxi, consultius est ut a pœnis et censuris se abstineat, et testibus non comparentibus suppleat per alios testes, ad normam articuli 22.

b) Auditor debet deferre juramentum testibus antequam admittantur ad deponendum; prius eos gravibus verbis monet de obligatione veritatem dicendi, et postea petit ab eis juramentum, tactis sacrosanctis evangeliis, præstari. De jure communi, deberet admoneri adversarius ut ad præstationem juramenti et eorum depositionem veniat; hæc in pluribus casibus nequeunt servari. " Plures testes, ait auctor Prælectionum Sti Sulpicii, nolunt deponere nisi sub lege secreti, ea scilicet conditione ut reus penitus ignoret illorum nomina, nec ea legitime suspicari queat: unde impossibile est servari jura quibus præscribitur ut nomina testium communicentur

prævento, imo ut iidem testes stent in curia et juramentum præstent coram illo." Vol. VII, pag. 99.

c) Testes debent præstare juramentum de veritate dicenda, et, si res postulet, de secreto servando. Art. 18. Non tantum testes, sed omnes qui partem habent in processu præliminari tenentur ad illud præstandum : scilicet auditor curiæ, procurator fiscalis, cancellarius, apparitores spondent et jurant suum officium fideliter adimpleturi, et silentium servaturi, si res postulet. Ipse advocatus rei cogi potest ad juramentum de secreto servando præstandum, si natura rei secretum suadeat. Smith, New Procedure, num. 245.

d) Testes debent audiri separatim, ita ut testis depositionem alterius testis non audiat, ad vitandum periculum collusionis. In capite *De Testibus*, exposuimus regulas a judice servandas in testes interrogando. Regula generalis est quod testes debent examinari in loco rebus contentiosis adscripto ; datur exceptio pro *personis egregiis*, seu in dignitate constitutis, ad quas judex cum aliis officialibus tribunalis accedere debet ut examinentur. Quoad personas miserabiles, eis erogentur subsidia unde tribunal adeant, vel judex eas adeat. Peries, La Procédure Canonique pag. 55.

e) Casus dari potest quo factum criminosum illis innotescat quos super criminibus clericorum testes adhibere imprudens, imo damnandum esset. Hoc fit quando hujusmodi testimonia perhibenda essent ab impiis hominibus religioni adversis, qui valde lætantur quando ipsis opportuna datur occasio delictum clerici in vulgus edendi et extollendi. Tunc maxime curandum est ut alii inveniantur testes, qui de relato, id est, de rebus quas ab aliis narrari audiverunt, deponant. Eadem ratio agendi servetur, quando testes, licet vocati, ad curiam accedere renuunt. Acta Sanctæ Sedis, vol. XV, pag. 388.

f) Data depositione, testi permittitur ut eam legat, corrigat et ei subscribat.

2° Auditis testibus et perpensis aliis argumentis ad causam spectantibus, si non emerserit saltem semiplena probatio delicti, judex edet decretum de non ulterius procedendo, in hunc aut similem modum. Bouix, De Judiciis, pag. 548 :

" Cum ex informatorio processu jam absoluto, ne semiplena quidem emerserit probatio de prætenso delicto a Domino N. perpetrato, nempe quod (et ibi exprimatur delictum), cumque hoc ipso desint a jure requisita ut dictus Dominus N. legitime possit reus constitui et examinari, decrevit reverendus N., Judex, non esse contra eum ulterius procedendum.

Acta sunt hæc die..., mensis..., anno...

N..., Judex.

N..., Actuarius."

Hoc documentum in archiviis curiæ servandum est.

3° Quando, absoluto informatorio processu, exurgit saltem semiplena probatio delicti, reus citandus est, quod fieri potest juxta hanc formulam ab actuario adhibendam :

" Cum ex actitatis hactenus, ad minimum semiplena habeatur probatio de delicto (vel delictis) Domino N. objecto, nempe quod (et ibi delictum vel delicta exprimantur) ; cumque sic ex informatione summaria emerserint a jure requisita ut dictus N. possit reus constitui, et constitutus legitime examinari ; decrevit reverendus N., Judex, præfatum N. reum constituere et examinare, aliaque prout de jure prosequi.

Acta sunt hæc die..., mensis..., anno...

N., Judex.

N., Actuarius."

959. **Quoad citationem intimati, hæc notentur:**

1° Reus non est citandus, antequam omnia collecta fuerint quæ facti existentiam atque delictum ostendant. Fieri enim potest ut testes culpam rei prætensi excludant : in hoc casu, ut diximus, processus ad secretum archivium relegandus est, quin imputatus se criminosæ actionis accusatum fuisse sciat.

2° Citatio accusati fieri potest ad normam articuli 14, scilicet per apparitores curiæ, vel per personam qualificatam, aut litteras assecuratas, ita tamen ut de citatione in actis constet.

3° Non est semper prudens ut accusationes in actu intimationis communicentur reo; aliquando accusationes sunt talis naturæ ut tutum non sit eas scriptæ intimationi tradere, vel concurrunt circumstantiæ quæ circumspectionem suadent. Quo in casu, satis erit, in actu citationis, intimato in genere indicare ipsum examini subjici oportere, ut accusationi cuidam respondeat. Acta Sanctæ Sedis, vol. XV, pag. 389.

4° Quod "si ad examen accedere recuset, iterum fit intimatio, atque in ea congruum tempus peremptorium præfinitur, intra quod reus coram tribunali se sistere debeat, eique significatur, si non pareat, contumacem esse judicandum; quam intimationem si, haud probato legitimo impedimento, transgreditur, ut contumax de facto habebitur." Art. 24. Contumacia non æquivalet confessioni, ita ut intimatus non comparens confiteatur implicite delictum quo arguitur, et judici liceat in eum procedere sicut in confessum; ut ait concilium Baltimorense III, num. 313, quamvis contumacia argumentum reitatis maximum quidem suppeditet, quod confessioni comparatur, reitas contumacis non est præsumenda, sed legaliter probanda. Contumacia inducit præsumptionem reitatis; unde judex potest aperire processum publicum, ut reus judicetur et reitas probetur.

960. **Quoad examen rei, plura debent notari :**

1° Reo non defertur juramentum, ob periculum perjurii. Benedictus XIII, in concilio Romæ habito, pro Dominio Temporali, prohibuit ne "a reis in futurum per quoscumque judices et ministros, sub quocumque prætextu, causa et quæsito colore, juramentum exigatur; alias examen sive constitutum, ac acta omnia nulla sint in eo ipso, et irrita, omnique careant

contra reum effectu." Hæc præscriptio, *præceptiva* in Dominio Temporali, est saltem *directiva* in aliis curiis.

2⁰ In interrogatoriis, procedendum est cum ordine, et judex non debet transire de una re ad aliam pene diversam ut deinde redeat ad primam, plura cumulare quæ diligenter separanda sunt et singillatim proponenda ; a levioribus et generalioribus indiciis ad proximiora et urgentiora procedendum erit.

3⁰ Judex, si fieri potest, debet eodem die totum examen rei explere. Revera, ut ait Pellegrini, Praxis Vicarii Generalis, part. 4, sect. 9. num. 37 : " Si examen (eodem die) non finiatur, et reus aliquod verbum audiverit ex quo conjecturari possit fuisse indicium contra illum, cum reassumetur examen, cautius respondebit, quia nox quæ intermediat, cum sit cogitationis mater, suppeditabit insinuabitque illi responsiones captiosas et æquivocas." Unde, concludit idem auctor, magnam patientiam habere debet judex ut examen perficiat, cum ad interrogationes pervenerit in quibus sunt urgentiora et proximiora delicti indicia.

5⁰ Cum ad exitum perductum fuerit examen, reo exhibendum erit, ut ipse sua manu quæ deposuit subscribat, vel si scribere nesciat, ut signum crucis propria manu apponat. Deinde subscribent judex et notarius, seu actuarius.

961. **Quando reus inductiones alicujus valoris exhibet, eæ, quantum fieri potest, accurate discutiantur.** Art. 25 Instructionis 11 Junii 1880.

Aliquando reus citatus plura allegat quæ, si vera sint, dispensant a litis contestatione ; v. g. si reus litteris et documentis probet se, ipsa criminis hora, in loco penitus dissito moratum fuisse, vel delictum non ex malitia, sed ignorantia commisisse. Unde ad delicti contestationem non procedatur, quin hujusmodi inductiones expendantur, et ea omnia, quæ ad easdem referuntur, ad exitum perducantur.

Reus potest movere exceptiones peremptorias vel dilatorias, quæ actionem criminalem penitus eliminent vel retardent.

962. **Expleto rei examine, auditor functus est officio suo.**

Ex relatione processus quæ apud episcopum aut officialem deponitur, colligitur innocentia vel reitas intimati. In primo casu, reus absolvitur, et omnia acta processus informativi deponuntur in archiviis secretis curiæ ; in secundo casu, aperiendus est processus publicus ut reus valeat se defendere et ejus culpabilitas juridice probetur; nisi reus malit confiteri et coram episcopo comparere ad pœnam luendam.

Quando ex processu præliminari multa remanent indicia criminis contra reum, judex potest recurrere ad purgationem canonicam, ad præceptum, vel ad processum publicum.

963. **Purgatio canonica in his duobus consistit,** nempe 1° ut præsumptus reus juret suam innocentiam ; 2° ut testes fide digni jurent quod ipsi credunt reum vera jurasse ; hujusmodi testes vocantur *compurgatores, conjuratores*, vel etiam *sacramentales*.

Tenorem canonicæ purgationis tradit Innocentius III, in capite 5, De Purgatione Canonica. " Porro purgationis tenor hic erit : Episcopus (accusatus de crimine simoniæ) jurabit primum super sancta Dei evangelia quod pro ecclesia Sancti Petri presbytero P. danda, nec ipse per se, nec per submissam personam, nec aliquis pro eo, se sciente, pretium receperit : deinde compurgatores super sancta Dei evangelia jurabunt quod ipsi credunt eum verum jurasse."

Ad hoc ut compurgatores idonei sint, requiritur 1° ut noscant vitam et mores præsumpti rei ; 2° ut ipsi sint vita probati, ita ut verisimile sit eos nolle, obtentu pecuniæ, pejerare. Pierantonelli, Praxis Fori Ecclesiastici, num. 19.

Si compurgatores concludant in favorem accusati, ita ut ad

nihilum redigant quæ contra ipsum adducebantur, non ulterius proceditur, et acta processus sunt deponenda in archiviis secretis curiæ.

964. **Aliquando consultius erit si episcopus recurrat ad præceptum,** et intimato explicet quid facere vel vitare debeat, addita comminatione pœnæ ecclesiasticæ, quam, si præceptum transgrediatur, incurret. Art. 7 et 8 Instructionis.

Aliquando tandem intimatus profitetur se esse innocentem, et non vult acceptare præceptum : unde prælatus debet aperire processum publicum.

TITULUS VII

DE INTRODUCTIONE PROCESSUS PUBLICI

Ex processu præliminari, indicia delicti non spernenda contra reum militant; ex altera parte, res nequit componi pacifice, vel quia reus processum requirit, vel quia bonum commune exigit ut delictum juridice coerceatur. Hinc episcopus ut judex intervenit, processum publicum aperit in reum, ne quis damnetur nisi comprobatus vel excommunicetur nisi discussus.

Episcopus est judex ordinarius in sua diœcesi, et causæ omnes ad forum ecclesiasticum quomodolibet pertinentes, in prima instantia, coram Ordinariis locorum dumtaxat cognosci debent. Infra biennium a die motæ litis terminari debent, alioquin, post id spatium, liberum erit partibus, vel alteri illarum, judices superiores alias tamen competentes adire, qui causam, in eo statu quo fuerit, assumant. Trid., sess. XXIV, cap. 20. Cf. vol. I, num. 384.

Non congruit generatim ut episcopus sedeat pro tribunali; qua judex ordinarius, potest committere illud officium vel officiali, vel alteri judici delegato. Quamvis, per commissionem generalem officii, cognitio causarum transferatur in vicarium generalem, tamen generatim causas criminales videre et decernere non potest, absque speciali mandato. Quod si officialis præsit tribunali, videre est an sedeat ut vicarius, aut delegatus episcopi; in primo casu, officialis procedit cum jurisdictione ordinaria, et appellatio non poterit fieri ad episcopum; in secundo casu, officialis utitur jurisdictione delegata, et appellatio, si adsit, ad episcopum delegantem interjicitur.

Opportunum est ut officialis, in prima sessione, ostendat

mandatum quo judex constituitur. Péries, Procédure Canonique, pag. 89.

Etiam congruum est ut judex sibi adjungat assessores, quorum consilio uti potest in causæ instructione et definitione; ad hoc tenetur jure particulari hujus provinciæ. Cf. tit. II hujus libri, num. 888.

In pluribus capitibus, recensebimus actus qui introductionem causæ præcedunt et constituunt.

CAPUT I

DE LIBELLO ACCUSATIONIS ET CITATIONE

Primus actus processus publici est libellus accusatorius, quo procurator fiscalis reum arguit apud judicem.

965. **Libellus accusatorius est brevis scriptura continens actoris, id est, procuratoris fiscalis, intentionem.**

Ex actibus processus præliminaris, procurator fiscalis præparat libellum accusationis. 1° In eo exprimendum est judicis nomen coram quo agenda erit causa, ut sciatur an sit competens, vel non. 2° Inserendum est in libello nomen proprium actoris, ut judex sciat quis agat et reus a quo conveniatur. 3° Designandum est nomen rei, ut intelligat se, non alium, actione impeti. 4° Detur narratio brevis facti criminosi cum necessariis circumstantiis. 5° Debent indicari delicti locus, annus, mensis, adeo ut, his omissis, libellus ipso jure sit nullus, etiam parte adversa non opponente. Dies commissi delicti exprimendus est, saltem si accusatus petat sibi diem et horam nominari. Schmalzgrueber, in tit. III, lib. II Decretalium.

Attamen si ob delictorum qualitatem, vel alia de causa, non expediat ut delictum et ejus adjuncta in libello exprimantur, satis erit ut procurator fiscalis in libello vocet reum,

ut in causa, de qua contra eum fit inquisitio, sese defendat. Art. 22 Instructionis.

Libellus plerumque sic concluditur : " Super his omnibus peto justitiam administrari hoc et omni alio meliori modo et forma, quæ de jure, etc. fieri potest." Hujus clausulæ, quæ clausula salutaris vocatur, is est effectus, quod per illam actor seu accusator censeatur omne jus suum in judicium deduxisse, etsi de omnibus et singulis non fecerit expressam mensionem.

966. **Quæriter an libellus jam judici porrectus a procuratore fiscali mutari vel emendari possit.**

Libellus dicitur *mutari*, quando aliquid in eo mutatur quod pertinet ad ejus substantiam ; *emendari* dicitur, quando aliquid additur vel tollitur quod ejus substantiam non officit. Hisce præmissis, sic respondetur :

1º Usque ad sententiam definitivam, emendari potest libellus accusationis, v. g. obscura declarando, superflua detrahendo et ad illustrationem etiam aliquid addendo.

2º Mutari potest a procuratore fiscali ante litis contestationem, ita tamen ut, in eo casu, reo concedantur novæ dilationes ad deliberandum et respondendum.

3º Post litis contestationem, non potest amplius mutari libellus. Smith, Elements of Ecclesiastical Law, vol. II, n. 985.

967. **Judex, habito libello accusationis, edit decretum de reo constituendo,**

1º Citatio est actus legitimus quo quis, mandato judicis, vocatur in judicium, juris experiendi causa.

2º Citatio multiplex distinguitur : *a)* Alia est *publica*, alia est *privata* seu *personalis*. *Publica* dicitur, si fiat per vocem præconis in loco publico, vel per edictum in locis publicis affixum ; *privata* dicitur, si notificetur reo aut illius procuratori. *b)* Alia est *realis*, alia *verbalis*. Est *realis*, si manus in reum injiciatur ; *verbalis*, si fiat viva voce aut scripto. Prior non est amplius in usu apud judices ecclesiasticos.

c) Alia est *simplex*, alia *peremptoria*. *Simplex* continet merum præceptum comparendi coram tribunali et tribus vicibus repeti debet, antequam reus censeatur contumax; *peremptoria* ea est quæ triplici æquivalet, et, qua spreta, reus argui potest de contumacia.

3° Intercedere debet certum tempus inter singulas citationes simplices, ut puta quinque dierum; si fiat citatio peremptoria, concedi etiam debet tempus conveniens reo ut deliberet et sibi consulere valeat. Quantum vero temporis debeat assignari, nullo jure præfinitur; id judex determinat ex æquitate, ratione habita circumstantiarum. Præl. Sti Sulpicii, vol. III, n. 664.

968. **Citatio est omnino necessaria, et per se invalida est sententia contra absentem non requisitum prolata.** Revera 1° lex naturalis prohibet quominus judex se exponat periculo condemnandi innocentem; atqui huic periculo se exponit, qui partes inauditas judicare præsumit. Dato enim quod corpus delicti certum sit, possunt multa concurrere quæ forte reum excusant, aut saltem notabiliter delicti gravitatem minuunt, quæque omnia judex ignorabit plerumque, nisi detur reo facultas se defendendi.

2° Hoc confirmat jus canonicum: "Nos contra partem inauditam non possumus aliquid definire," ait S. Gregorius Magnus, cap. *Susceptis*, tit. XII, De Causa Possessionis, lib. II.—" Omnia quæ adversus absentes in omni negotio aut loco aguntur, aut judicantur, omnino evacuentur; quoniam absentem nullus addicit, nec ulla lex damnat." Can. *Omnia*, 4, causa III, quæst. IX.

Dicitur *per se*, quia videtur citationem necessariam non esse, quando delictum rei ita notorium est, ut certo constet nullam causam exceptionis intercedere. Attamen ne judex se fallat, jure communi providetur ne, etiam sub prætextu notorietatis, prætermittat citationes canonicas. Aliunde citatione opus erit ut præsens sit reus, quando profertur sententia.

969. **Plura sunt servanda in citatione.**

Primum requisitum est ut citatio fiat auctoritate judicis, idque constet ex citationis forma, ita ut citatus agnoscat se ab illa affici et arctari ad comparendum, ne ut contumax judicetur.

Secundum requisitum est ut contineat causam propter quam reus citatur. Attamen, ex articulo 22 Inst. 11 Junii 1880, prudenter omittitur causa citationis in quibusdam casibus, et solummodo insinuatur reum vocari ut se defendat in causa quæ in ipsum agitabitur in curia.

Tertium requisitum est ut in citatione exprimantur nomen rei qui vocatur in judicium, dies et locus quo debeat coram judice comparere.

970. **Citatio debet exsecutioni mandari, quia inutilis est citatio nisi ad notitiam partis deducatur.**

1° Modus citandi ordinarius est ut fiat reo *personaliter*, non tantum ejus domi; attamen sustinetur citationis exsecutio facta domi solitæ habitationis penes domesticos, vel, si nullus sit domi et reus latitet, penes vicinos, relicto ibidem commissionis exemplo, ut ad reum citatio perveniat. Pierantonelli, Praxis Fori Ecclesiastici, tit. V, num. 8.

2° Regulariter citatio fit per nuntium curiæ, quo in casu, citatus tenetur ei (utpote personæ publicæ) credere; si vero fiat per alium ad hoc specialiter deputatum, is tenetur simul cum litteris citationis, etiam commissionis sibi factæ litteras exhibere. Si judex citans sit tantum delegatus, debet citationi inseri tenor ipsi factæ delegationis, quia nempe judex delegatus tenetur se legitimare, id est, delegationem suam probare; alioquin citatus non tenetur credere ipsius jurisdictioni. Craisson, Manuale, vol. IV, num. 5898.

3° Quatenus in curia desunt cursores, citatio potest fieri per personam qualificatam, quæ subinde curiam de exsecutione certioret, vel per litteras assecuratas, vel alio modo, ita tamen

ut de secuta receptione aut recusatione testimonium in curia habeatur. Art. 14 Instructionis.

4° Juxta Pellegrini, Praxis Vicarii Generalis, cursor ita testari solet de citatione facta: " Refero ego, N., Cursor, die..., mensis..., anni..., me citasse N. personaliter, domi suæ solitæ habitationis. In cujus fidem, etc. N., Cursor."

971. **Quid si citandus extra territorium citantis moretur?** Citatio extra territorium citantis tripliciter fieri potest: 1° per nuntium a judice citante missum qui reo litem futuram insinuet: hæc citatio valet, cum non sit actus jurisdictionis in territorio alieno, sed mera exsecutio; 2° per litteras *remissoriales*, quæ et *subsidiales* vocantur. Scribit judex qui citat ad judicem loci in quo moratur citandus, et requirit ut is posterior judex citationem per suos ministros exsequatur; 3° per edictum affixum in locis finitimis. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 161.

Posset judex citare per litteras assecuratas, quia hujusmodi litteræ non remittuntur, nisi ille ad quem diriguntur de illis receptum quoddam dederit. Hinc de exsecutione citationis quæ per hunc modum fit, expedite documentum obtinetur.

972. **Citatio producit plures effectus:** 1° Per citationem, negotium judiciale fit inceptum, seu res non est amplius integra: unde citatio firmat jurisdictionem judicis delegati, ita ut procedere possit intra limites sui mandati, si, facta citatione, delegans moriatur aut ab officio removeatur. 2° Post citationem legitime factam et intimatam, inducitur litis pendentia, et verificatur juris regula: " Lite pendente nihil innovetur." Hinc, facta citatione, prohibetur, in causa civili, ne vendatur, vel commutetur, aut quocumque modo alterètur objectum controversiæ; item, pendente lite circa beneficium, prohibetur ne possessor eo privetur. 3° Per citationem, interrumpitur præscriptio, quia præsumitur cessare bona fides.

CAPUT II

DE CONTUMACIA

Citatione expleta et exsecutioni mandata, citatus reus, si intra peremptorium terminum comparere negligat, contumax efficitur.

973. **Contumacia (a contemnendo dicta) definitur:** " Inobedientia a legitime vocato erga judicem, in iis quæ ad judicem pertinent, commissa." Schmalzgrueber, in tit. XIV, lib. II Decretalium.

Communiter dividitur in *veram* et *præsumptam*. Contumacia *vera* dicitur, cum quis, peremptorie citatus et citationis notitiam habere, comparere noluit, nullo ipsum excusante impedimento. Dicitur autem *præsumpta*, seu *ficta*, quando dubium est an ad citatum et non comparentem citationis notitia pervenerit. Hoc dubium contingere potest quando quis fuit citatus non personaliter, seu in faciem, sed tantum ad domum, vel per edictum ad valvas affixum.

Stante hujusmodi dubio, qui citatus non comparet, nec procuratorem ad excusandam moram mittit, dicitur præsumptam contrahere contumaciam.

Maximi autem refert distinguere an quis sit *vere*, vel *præsumptive* contumax; nam *vere* contumax non auditur amplius; e contra *præsumptive* contumax auditur, si venerit et suam absentiam excusaverit.

974. **Contumacia pluribus modis committitur:** 1° Quando reus, tribus edictis simplicibus aut uno peremptorio citatus, et nulla justa causa impeditus, non comparet. 2° Quando reus malitiose discedit a domo, ne citatio ad ipsum pervenire possit. 3° Quando comparuit quidem, sed postea sine licentia judicis recedit, non confecto negotio, quin revertatur. 4° Quando partes non parent mandato judicis, mandantis ut præstetur juramentum, ut exhibeantur instrumenta

et alia ad causam pertinentia. 5° Quando recusant parere exsecutioni sententiæ.

Casus contumaciæ continentur in illis versiculis : Ex glossa, in cap. 2, tit. XIV, De Dolo et Contumacia, lib. II Decret :

Non veniens, non restituens, citiusque recedens,
Nil dicens, pignusque tenens, jurareque nolens,
Obscureque loquens, isti sunt jure rebelles.

975. **Plura sunt remedia ad compescendam contumaciam.** Triplex hypothesis fingi potest : 1° vel actor et reus sunt contumaces ; 2° vel solus actor ; 3° vel solus reus.

1° In prima hypothesi, habetur lis deserta, et judex declarat finem instantiæ judicialis.

2° In secunda hypothesi, contra actorem contumacem, hæc sunt remedia : *a)* Actore non comparente in termino citationis reo intimatæ, judex effectum citationis rescindit, et actor non admittitur ad aliam citationem, nisi reo solvat expensas, et praestet cautionem quod coram judice comparebit.

b) Verum si reus habet probationes paratas, expetere valet ut ejus excipiantur probationes, absente actore, eo consilio ut judex valeat sententiam definitivam reo favorabilem pronunciare.

c) Quando lis jam fuerit contestata, et reus nolit fatigari in prosequendo judicio, petit se absolvi *ab observatione judicii :* hinc, actore citato et non comparente, rescinduntur omnia acta talis instantiæ.

Hæc sunt remedia ordinaria quæ in causis civilibus adhiberi possunt ad frangendam actoris contumaciam ; præterea habentur pœnæ spirituales, censuræ, mulctæ, privationes, etc. Atvero Concilium Tridentinum, cap. 3, sess. XXV, monet superiores ut parcant censuris ne vilescant, et ad eas non deveniant nisi adhibita fuerint omnia alia remedia.

3° In tertia hypothesi, id est, quando reus est contumax, judex debet summarie cognoscere an reus sit vere vel præsumptive contumax. Plures sunt rationes quæ excusant

reum a comparendo, puta si nullo modo vel illegitime fuerit citatus; judex investigabit an reus tunc absens habeat justam causam absentiæ, sicque excusetur a delicto contumaciæ. Contumacia rei est quæstio incidentalis, quam judex definit antequam ulterius procedat; ea judicata, et pœnis in reum impositis, judex instantiam judicialem prosequitur usque ad sententiam definitivam.

4° Reus qui in termino citationis peremptoriæ non comparet, non censetur confiteri crimen quo accusatur, sed præsumptionem contra seipsum inducit, quæ non dispensat a formalitatibus quibus probetur rei culpabilitas. Unde, die assignato, si reus non compareat, judex, ad instantiam actoris, litem prosequitur usque ad sententiam definitivam, reum absolvendo vel damnando, secundum quod *ex actis et probatis* ejus innocentia vel reitas ostenditur. Smith, Elements of Ecclesiastical Law, vol. II, p. 191.

976. **Contumacia reo nocet multipliciter:** 1° dat judici jus prosequendi instantiam, reo absente; 2° inducit præsumptionem reitatis, quæ tamen non dispensat judicem ab inquisitione argumentorum quibus reitas directe probetur; 3° subjicit reum contumacem pœnis ecclesiasticis, quas judex imponere potest; 4° aufert jus appellandi a sententia definitiva, modo contumacia sit vera, non autem ficta. Cf. Reiffenstuel, in tit. XIV, De Dolo et Contumacia, lib. II Decretalium.

977. **Longe melius est ut reus citatus in termino citationis peremptoriæ compareat.** Quod si falso accusetur, debet cavere ne præsumptio criminis in eum inducatur; quod si juste accusetur, ipsi importat aliud delictum priori non addere. In eo ultimo casu, reus posset recurrere ad episcopum pro pacifica compositione: in libello compositionis, reus, quin expresse suum fateatur delictum, se submittit justæ pœnæ judicis, ea conditione ut judex processui finem et fisco silentium imponat. Habito libello, poterit episcopus precibus indulgere.

CAPUT III

DE EXCEPTIONIBUS

Reus, si compareat ut contra libellum accusatorium se defendat, potest contra actoris intentionem opponere exceptiones, quæ sunt media defensionis.

978. **Exceptio, quæ derivatur a verbo excipere, recte definitur :** " Actionis exclusio, qua reus actionem contra se institutam vel retardat, vel penitus elidit." Schmalzg., in tit. XXV Decretalium, num. 1.

Ex ipsa definitione, eruitur divisio exceptionum in *peremptorias* et *dilatorias*. *Peremptoriæ* vocantur exceptiones quæ jus actoris penitus elidunt, v. g. tales sunt quæ ostendunt actionem nunquam ortam fuisse, ut si quis excipiat non donatum, non legatum fuisse quod alter donatum, legatum dicit. Exceptiones *dilatoriæ* dicuntur illæ quæ actionem non perimunt, sed tantum differunt ad tempus.

Hujusmodi exceptiones sunt diversi generis : 1° quædam respiciunt *personam judicis*, quibus nempe contenditur eum esse suspectum, vel juris imperitum, vel incompetentem, vel reum fuisse ab alio judice præventum ; 2° aliæ respiciunt *personam actoris*, v. g. quod sit excommunicatus ; 3° aliæ respiciunt *personam rei*, v. g. reus fuit ab actore spoliatus, ideoque petit se in integrum restitui antequam respondere cogatur ; 4° aliæ respiciunt *locum et tempus judicii*, v. g. quod locus non sit tutus, quod tempus sit feriatum, quod terminus sit nimis angustus ; 4° post litis contestationem, fieri possunt exceptiones contra testes. Bouix, De Judiciis, vol. II.

979. **Reus jus certum habet opponendi exceptiones ad sui defensionem,** quia exceptio est medium defensionis a jure introductum.

1° Disputant auctores an jure naturali vel positivo exceptio

fuerit introducta ; quidam juri naturali originem exceptionum adscribunt, eo quod exceptio sit defensio, et facultas sese defendendi jure naturæ reo competat ; quidam ad jus positivum eam referunt, eo quod exceptio sit exclusio actionis, et actiones jure positivo fuerint introductæ. Rationes utriusque sententiæ invenies apud Schmalzgrueber, in tit. XXV, lib. II Decretalium, num, 7.

2° Hinc reus, ante aut immediate post litis contestationem debet exceptiones opponere. *a)* Quoad exceptiones dilatorias, debent proponi ante litis contestationem ; ratio est, quia hujusmodi exceptiones pleræque impediunt litis ingressum, et respiciunt ea quæ judicium constituunt, nempe personas, locum, tempus. Unde reus, qui in principio contra ea non excipit, in ea consentire videtur et juri excipiendi renuntiare censetur. Hoc procedit maxime de iis exceptionibus quæ respiciunt personam judicis, puta quod judex dicatur suspectus vel incompetens : si reus ante contestationem non exceperit, censetur in judicem suspectum consentire, vel incompetentis jurisdictionem prorogare. Hæc regula plures patitur exceptiones, quæ videri possunt apud Schmalzgrueber, loco citato, n. 21. *b)* Quoad exceptiones peremptorias, *regulariter* post litis contestationem proponuntur ; attamen nonnullæ opponi possunt etiam antequam lis fuerit contestata, et nonnullæ post sententiam.

Dicitur *regulariter* post litis contestationem opponendas esse exceptiones peremptorias, quia hujusmodi exceptiones proprie sunt exclusio actionis ; atqui excludi non potest actio antequam proposita sit in judicio, quod fit per litis contestationem. Hoc *regulariter* fit, nam quædam opponuntur ante litis contestationem, uti est exceptio *litis finitæ :* v. g. si quis accusaretur de delicto quo fuit judicialiter punitus. Revera, lis semel aliquo modo finita inchoari non debet.

Quædam opponi possunt post sententiam, talis est exceptio

nullitatis sententiæ ex quacumque causa. Cf. Schmalzgrueber, loco citato.

980. **Reus excipiendo fit actor, et exceptionem a se propositam probare tenetur, alioquin effectum non habebit.**

Dilatoriæ exceptiones probari debent, *regulariter* loquendo, ante litis contestationem, sicut ante illam opponi debent. Hinc ad judicis officium pertinet ut probationes super his accipiat, et ad examen principalis negotii accedat, quando per sententiam interlocutoriam super dictis exceptionibus pronuntiavit. Ratio est, quia si non est necesse exceptiones dilatorias probari ante litis contestationem, falso dicerentur dilatoriæ, cum non differrent judicium, sed solam sententiam.

981. **Potissima exceptio fit per recusationem judicis, ob causas quæ illum suspectum reddunt,** v. g. si inimicitias reo exercuerit, si sit consanguineus aut affinis cum parte adversa, si, antequam officium judicis susceperit, partes advocati gesserit in eadem causa. Hæc timorem injiciunt ne judex pronuntiet, præoccupato animo: unde jus canonicum vult ut in talibus rerum adjunctis liberum sit reo judicem recusare. "Quod suspecti et inimici judices esse non debeant, et ipsa ratio dictat, et multis exemplis probatur," ait S. Nicolaus Papa, can. 15, causæ III, quæst. V.

1° Recusatio proponitur in aliquo libello, in quo simul rationes exceptionis allegantur.

2° Judicium de recusatione non ab ipso judice cujus interest, sed a superiore vel ab arbitris fertur, juxta dispositiones decretalium *Secundo requiris*, 41, et *Cum speciale*, 61, tit. XXVIII, De Appellationibus, lib. II.

a) In priori, Cœlestinus III præcipit ut qui affirmat se habere judicem suspectum, causam suspicionis coram eodem allegare teneatur et partes constituant arbitros, coram quibus causa suspicionis intra terminum competentem ostendatur.

Probata causa suspicionis, judex supersedere tenetur causæ cognitioni.

b) In alia decretali, Innocentius IV declarat quomodo debeant eligi arbitri: Reus nempe et judex arbitros mutuo consensu assument; si non possint in eosdem consentire, "ipse unum, et ille alium eligat, qui de suspicionis causa cognoscant; et si nequiverint in unam concordare sententiam, advocent tertium, ut quod duo ex ipsis decreverint robur obtineat firmitatis. Causa suspicionis probata legitime, de recusatoris assensu, personæ idoneæ committat negotium recusatus, vel ad superiorem transmittatur." Unde causa suspicionis, quæ est quæstio incidens, definitur per arbitros, qui non valent cognoscere causam principalem.

3° Recusato judice, suspenditur processus, cum judex supersedere debeat donec sublata fuerit exceptio. Quæritur inter auctores utrum suspendatur judicis jurisdictio, ita ut irrita sit sententia prolata, non obstante recusatione. Dicendum videtur suspendi omnino jurisdictionem in duplici casu: *a)* si causa suspicionis fuerit notoria; *b)* si electi fuerint arbitri.

His duobus casibus exceptis, probabiliter non est ipso jure nulla sententia lata a judice suspecto, sed rescindi potest; quod deducitur ex cap. *Super quæstionum*, 27, tit. XXIX, De Officio Judicis Delegati, lib. I. Innocentius III hæc habet: "Quod si justam recusationis causam noluit admittere delegatus, sed coram suspectis eum litigare cogebat, a tali gravamine potuit licite ad nostram audientiam appellare; quodque post appellationem hujusmodi est præsumptum, judicari debet irritum et inane." Præl. S. Sulpicii, vol. III, num. 667.

982. **Exceptioni respondere potest actor per replicationem, quæ est exceptionis elisio.** Quod si reus *replicationi* ab actore productæ respondeat, eamque repellat, dicitur fieri *duplicatio*; si duplicationi respondeat actor, fit

triplicatio ; et sic deinceps dari potest *quadruplicatio, quintuplicatio*, etc.

Ne procedatur in infinitum, fit in potestate judicis numerum replicationum limitare ; ex stylo curiæ ecclesiasticæ, prohiberi solet ne *triplicatio*, vel ad summum *quadruplicatio* excedatur. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 171.

CAPUT IV

DE LITIS CONTESTATIONE

Postquam propositæ fuerunt et resolutæ omnes rei exceptiones et inductiones, accedendum est ad litis contestationem, ut eruitur ex verbis Instructionis, *Sacra*, art. 26 : " Deinde accedendum est ad contestationem delicti et argumentorum quæ prostant, ut inquisitus ut culpabilis habeatur, et pœnas canonicas incurrisse censeatur."

983. **Litis contestatio, modo generali sumpta, definitur :** " Petitio actoris in jure proposita et congrua negativa responsio rei, facta animo litigandi." Cap. unicum, tit. V, lib. II.

Objectum controversiæ debet limitari ; hinc, præsentibus partibus coram judice, videndum est quid petat actor et neget reus. Ut ait Gregorius IX, in cap. citato, allegationes actoris et responsiones ad eas non constituunt litis contestationem ; illæ allegationes, quæ dicuntur positiones, sunt assertiones factorum quæ ad causam controversam pertinent. Actor potest plures edere positiones supra quibus petitur ab adversario congrua responsio, ut liberetur ab onere probandi id quod a reo admittitur ; item reo concessum est jus positiones proferendi adversus actorem, quibus actor satisfacere

tenetur. Quibus expletis, actor petit coram judice, et reus negat id quod ab actore petitur, cum animo litigandi. Santi, lib. II, tit. V, num. 2.

984. **In judicio criminali, judex assignat procuratori fiscali terminum ad articulandum,** seu edendas varias accusationes quas revelat processus præliminaris; deinde citatur reus et ei terminus assignatur ad dicendum contra capitula, seu accusationes.

Die ad contestandum determinato, procurator fiscalis legit positiones, vel articulos qui continent quæ contra reum militant. Post singulos articulos, judex quærit a reo an confiteatur vel neget; ejus responsio sedulo et accurate conscribitur ab actuario.

Ea omnia quæ reus non negat, sunt confessiones judiciales, de quibus argumentatio non fiet; ea quibus illicite non vult respondere, censentur admissa, juxta regulam juris: Qui tacet consentire videtur; ea quæ positive negat, constituunt substantiam judicii, seu dubia quorum erit judicialis disceptatio.

Hinc, in judicio criminali, contestatio litis definiri potest: Affirmatio delicti facta coram judice a procuratore fiscali, et ejus negatio a reo. In Instructione, vocatur *contestatio delicti*. Smith, New Procedure, num. 316.

985. **Positiones differunt ab articulis aut capitulis.**

1º *Positiones* sunt breves narrationes alicujus facti, super quo petitur ab adversario responderi, ut ponens per confessionem adversarii ab onere probandi relevetur. *Articuli* sunt positiones quas reus negat, et consequenter actor probare debet. In processu criminali, articuli dicuntur capitula.

986. **Ex litis contestatione, plures sequuntur effectus :** 1º Per litis contestationem, incipit judicium, quod ante eam proprie et simpliciter inchoatum dici nequit; 2º lite contestata, judex amplius recusari non potest, nisi superve-

nerit nova suspicionis causa; 3° litis contestatio præcludit viam opponendi exceptiones dilatorias, nisi de iis antea fuerit interjecta protestatio, aut ex nova causa emerserint; 4° per litis contestationem, quasi contrahitur inter litigantes ut neuter, adversario suo invito, possit discedere, nisi tanquam temerarius litigator ad damna et expensas adversario suo resarciendas condamnari velit. Schmalzgrueber, in tit. V, lib. II Decretalium, num. 8.

CAPUT V

DE PROCESSUS INFORMATIVI PUBLICATIONE

987. **Facta litis contestatione, fit publicatio processus informativi et offensivi,** ut reus sciat quæ in actis contra seipsum exstant, et seipsum defendere valeat.

1° Fit autem publicatio legendo totam seriem processus hucusque habiti. "Rotulus examinis, seu dicta et attestationes testium prælegunter et publicantur. Hac publicatione facta, petunt partes copiam...; neque hoc illis a judice negari potest. Originalis autem scriptura manet, vel apud judicem, vel apud notarium, tanquam scriptorem." Schmalz., in tit. XX, lib. II, n. 116.

2° Necessaria est in jure canonico hujusmodi publicatio, ut per lectionem et copiam actorum reus sese defendere possit. "Quæ publicatio, ait Pellegrini, Praxis Vicarii Generalis, pars IV, sect. 10, n. 8, in criminalibus est adeo necessaria, de jure canonico, ut, si omitteretur, processus esset nullus ipso jure: quia tolleretur reo facultas sese defendendi. Neque condemnari posset nisi decerneretur ei copia processus, cum termino competenti ad faciendum suas defensiones. Hinc est quod inolevit praxis fere in omnibus curiis, ut unico

contextu fiat publicatio processus offensivi et declaratio quod ejus copia parti tradatur, una cum termino ad faciendas suas defensiones, etiamsi reus illum non petat.

Est autem advertendum, quod copia processus informativi tradenda est sumptibus ipsius rei, qui petere illam debet a notario sive actuario causæ, cum judex functus sit officio suo in hoc, dum decrevit illam esse tradendam. Fallit tamen hoc in pauperibus, quibus tradenda est copia, sive originalis processus, loco copiæ, gratis."

988. **Quamvis judex, publicato processu offensivo, teneatur reo petenti concedere ejusdem processus copiam,** non tamen tenetur ad manifestanda ipsi testium nomina, antequam testes repetantur. Ratio est, quia attestationes quas judex obtinuit, reo non constituto, non sunt probationes legales, et non probant antequam renoventur coram reo, aut ab ipso legitimentur. Si nomina testium reo manifestentur, timendum est ne reus, vi aut pecunia, impediat testes quominus compareant in processu publico ut suas attestationes iterent, aut eosdem corrumpat ut sibi contradicant. Hinc actuarius ea tradere debet reo quæ in actis non manifestant nomina testium qui in processu informativo deposuerunt. Smith, New Procedure, num. 339 ; Péries, Procédure Canonique, pag. 108.

989. **Ut reus cognoscat etiam nomen testium** qui deposuerunt in processu informativo,debet processum hucusque habitum legitimare, id est, declarare se habere testes in informativo processu receptos *pro rite et recte citatis et examinatis.* Reus potest sibi consulere per clausulas salutares, puta,si reservet jus excipiendi contra personas et dicta testium, et repetendi testes, quatenus illos repetere voluerit. Hinc in formula qua judex dictam copiam concedit, apponit hanc aut similem clausulam : Absque nomine testium, nisi expresse reus declaraverit se dictos testes habere pro rite et recte exami-

natis, qua facta declaratione, etiam nomina testium ipsi pandantur.

Facta dicto modo publicatione processus, dataque reo actuum copia, ei assignatur terminus ad porrigenda interrogatoria, si qua exhibere velit. Hoc autem nomine, dicuntur capita illa de quibus reus postulat interrogari testes pro informatione curiæ jam examinatos. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 216.

Sic absolvitur processus offensivus, in quo judex audivit testes, et omnia argumenta sibi comparavit quibus erui possit rei delictum.

TITULUS VIII

DE INSTRUCTIONE PROCESSUS PUBLICI

Publicato processu offensivo et ejus copia reo concessa, cum aut sine nominibus testium, judex debet reo assignare convenientem terminum ut sese defendat, id est, ut porrigat suos articulos defensorios et producat testes et instrumenta in horum articulorum probationem. Si arctior sit assignatus terminus, prorogationem petere poterit reus, et appellare, si injuste denegetur.

990. **Reo concedenda est dilatio sufficiens ut possit se defendere.** Canonistæ distinguunt quatuor dilationes, quas vocant *substantiales.*

Prima dilatio dicitur *terminus ad articulandum aut capitulandum*, et aliud non est quam terminus datus procuratori fiscali ut proponat *capitula*, seu accusationes quæ reo adversantur.

Secunda dilatio dicitur *terminus ad dicendum contra articulos* aut *capitula*, et reo datur ad deliberandum quos articulos confiteri, quos autem respuere debeat.

Tertia dilatio dicitur *terminus ad producendum omnia*, et indulgetur tum procuratori fiscali, tum reo ad probandum contenta in articulis et in responsis ad eosdem.

Quarta dilatio dicitur *terminus ad dicendum contra producta*, et utrique parti indulgetur ad dicendum contra probationes in tertio termino ab adversario productas. Smith, New Procedure, num. 382.

Hæ quatuor dilationes, quæ dicuntur substantiales, non possunt a judice denegari, etiam in processu summario, alias oriretur nullitas processus et invaliditas actorum.

Si terminus ad præparandam defensionem insufficiens videatur, peti potest ejus prorogatio.

991. **Terminus defensorius assignandus est illi qui spontanee delictum suum est confessus,** quia, ait

Pellegrini, part. IV, sect. X, num. 22, reus diversimode impugnare valet propriam confessionem, v. g. si ostendat eam esse extrajudicialem, et inconsulto vel sub influxu metus aut violentiæ fuisse emissam.

Elapso termino ad defensionem assignato, si reus, qui sese delicti auctorem spontanee confessus est, defensionibus renuntiet, poterit judex statim ad sententiam condemnatoriam procedere.

Propria rei confessio vocari solet a pragmaticis regina probationum.

992. **In causæ tractatione, reus potest, si velit, repræsentari et defendi sive ab alio sacerdote, sive a laico,** qui tamen prius ab Ordinario sunt approbandi. Art. 30 Instructionis.

1° Advocatus semel approbatus ab episcopo debet cognoscere omnia acta processus offensivi, ut reum defendere valeat: hinc advocato remittitur ab actuario copia actorum. Aliquando expedit ut advocatus nomina testium cognoscat, ut contra illos excipere valeat; tunc reus tenetur admittere testes habitos in processu offensivo pro legitime citatis, admissis et examinatis. Hujusmodi admissione, non privatur advocatus jure excipiendi contra testes, eorum dicta plura impugnandi et eorum repetitionem exigendi. Périès, Procédure Canonique, pag. 115.

2° Si ea sit causæ indoles ut silentium requirat, judex poterit advocato deferre juramentum de secreto servando. Art. 32 Instructionis.

3° Termino ad dicendum contra articulos elapso, judex, procurator fiscalis, advocatus rei et actuarius constituunt tribunal. Advocatus rei potest quærere quosdam testes processus offensivi iterum citari et interrogari unde eorum depositio compleatur; hinc prævie debuit transmittere ad judicem interrogatoria, super quibus interrogari postulat hos testes.

4° Datur judici facultas hos articulos corrigendi, qui inutiles aut diffamatorii viderentur.

993. **Testium repetitio est actus quo testes jam citati et examinati iterum vocantur, ut suas depositiones iterent.**

1° Si reus noluerit declarare se habere testes pro legitime citatis et examinatis, omnino necesse est fieri ipsorum repetitionem, id est, eos denuo examinari, citato prius reo ut videat hos testes juramentum de veritate dicenda præstantes. Alias illi testes nihil contra reum probarent, etiamsi mille essent omni exceptione majores ; nec posset judex ex eorum depositionibus reum condemnare ; ratio est, quia hujusmodi testimonia non habent vim legalem, nisi legitimentur per eorum admissionem a reo, vel per eorum repetitionem.

2° Repetitio testium debet fieri perinde ac si nondum fuissent examinati, id est, servatis iis omnibus quæ in examinandis testibus servari debent : " Quamobrem citandus est ante omnia reus ad videndum repeti testes et ad dandum interrogatoria, quatenus dare voluerit, et ad videndum juramenta testium repetendorum. Datis vero per reum interrogatoriis, vel elapso termino ad illa dandum præfixo, citantur et vocantur testes, alias in processu informativo examinati, ad comparendum in judicio coram judice et notario, seu actuario causæ. Quibus citatis atque comparentibus defertur per judicem juramentum veritatis dicendæ, perinde ac si nunquam jurassent. Et toties jurare tenebuntur, quoties repeti necesse erit. Et tunc præstito juramento, quilibet testis separatim interrogatur, prius super interrogatoriis per reum datis, juxta quæ respondere debet, deinde super examine alias ab ipso teste facto." Pellegrini, Praxis Vicarii Generalis, part. IV, sect. XI, n. 5.

3° Quando testis vocatur, non ut depositionem suam iteret, sed tantum ut declaret aliquid in prima depositione obscure dictum, necesse non est iterum ab ipso juramentum emitti.

4° In repetitione testium, testis primo examinatur super articulis interrogatoriis a patrono rei propositis, postea, facta a notario lectione prioris depositionis, interrogatur num huic depositioni velit quidquam mutare aut addere.

994. **Confrontatio testium habetur, quando judex eos in faciem rei adducit,** atque, ipso audiente, primam depositionem iterare jubet. Fit autem confrontatio hoc modo :

1° Petitur a reo an cognoscat Dominum N. (nempe unum ex testibus), et eum habeat pro viro probo ; 2° adducitur dictus testis, et postquam juramentum de veritate dicenda præstitit, ab eo petitur an cognoscat reum et vicissim a reo an cognoscat testem ; 3° interrogatur testis an deposita ab ipso in primo examine vera sint et adhuc tanquam vera deponat. Postquam autem ab actuario lecta fuit prima testis depositio et is eam confirmavit, petitur a reo an adhuc deposita contra ipsum falsa esse contendat ; 4° datur interim reo facultas testem interpellandi et interrogandi et vice versa, et utriusque dicta ab actuario notantur ; 6° dimisso teste, vocantur successive alii et pari modo examinantur.

Confrontatio personalis est remedium extraordinarium et raro adhibetur ; unde Pellegrini, vir in rei judiciariæ praxi versatissimus, ait : " Quia confrontatio requirit magnam circumspectionem, et practicam in ipsa bene facienda, ego nunquam facerem, vel saltem de raro, sed semper curarem fieri repetitionem." Apud Bouix, de Judiciis, vol. II, pag. 222.

995. **Quid juris si reus repetitionem omnium testium exigat ?** Testes qui in processu informativo deposuerunt debent in processu publico suas depositiones iterare, unde habeant vim probandi ; nisi reus admiserit testes pro legitime citatis et examinatis. Quid juris si reus non velit depositiones testium admittere, et omnium repetitionem requirat ? Res videtur gravis, eo quod testes, qui in processu offensivo deposuerunt, plerumque nolint iterum adire curiam ut, præsente reo, suam depositionem confirment, et, ex altera

parte, Ecclesia non possit uti brachio sæculari ut testes ad comparendum cogat.

Remedium indicatur in littera circulari S. Cong. Episc. et Reg., 1 Aug. 1851 : Judex mandat actuario ut legantur omnes depositiones, reo datur facultas excipiendi contra ipsos testes et eorum dicta.

Hic modus legitimandi processum offensivum, primo introductus in Dominio Temporali, ab aliis curiis episcopalibus fuit in posterum usurpatus. P..amus curias episcopales posse ad hunc modum recurrere, quando ex una parte reus exigit repetitionem testium, ex ex altera parte testes nolunt aut non possunt iterum coram tribunali comparere. Péries, La procédure Canonique, pag. 18[illegible] ; Smith, New Procedure, pag. 291, in nota.

996. **Fac.. testium repetitione, patronus rei partem defensivam processus incipit.**

1° Præsentat articulos defensorios in favorem rei, et instat et petit quod super iis integraliter et nullo excepto examinentur omnes testes, quos opportuno tempore producet.

Porro articuli possunt esse hujus generis:

a) Quod delictum de quo agitur fuit commissum a Domino N., et non a Domino N., suo cliente.

b) Quod Dominus N., reus prætensus, mense..., die..., et hora..., erat in loco N., distanter a loco in quo commissum fuit delictum, et permansit ibi ab hora... usque ad horam...

c) Quod Dominus N., qui testificatur de visu contra reum, die et hora qua accidit delictum erat in loco N., distanter a loco delicti.

d) Quod Dominus N., testis contra reum, est excommunicatus, perjurus, infamis, inimicus.

e) Quod Dominus N., alius testis, est ebriosus et mendax, etc.

2° Constituto die, judex monet reum ut producat testes et documenta quibus articulos defensorios probare intendit ;

tunc reus, aut advocatus, nominat testes super tali vel talibus articulis examinandos, qui, nisi sponte compareant, auctoritate judicis sunt citandi. Singulos testes ad defensionem productos, delato prius juramento, judex more solito examinat, eorumque depositionem recipit. Et pariter fit examen instrumentorum pro parte rei productorum.

3° Judex, in examine testium qui in favorem rei deponunt, debet procedere cum magna æquitate, unde reus habeat facultatem se defendendi. Si judex ægre ferat quod testes in favorem rei deponant et malum animum prodat in eum, advocatus potest conficere libellum quo recusat judicem tanquam suspectum et petere *apostolos*; ex hujusmodi appellatione, suspenditur jurisdictio judicis.

4° Item si judex, in repetitione testium aut in processu defensivo, aliquem testem omiserit interrogare, aut responsum suggesserit, vel in favorem rei non exacte examinaverit, aut alia gravamina intulerit, potest patronus rei per libellum petere ut defectibus suppleatur ; et si renuat judex, appellare et petere *apostolos*.

5° Sicut potuit reus contra testes sibi oppositos exceptiones proponere, ita potest promotor fiscalis contra testes ad defensionem rei productos excipere, necnon interrogatoria judici porrigere, petendo ut secundum ea dicti testes interrogentur.

6° Finito testium et instrumentorum examine, fit publicatio totius processus tum offensivi, tum defensivi, id est, judex mandat ut procuratori fiscali et rei patrono communicentur omnia documenta et omnium testium depositiones. Art. 32 Instructionis 11 Junii 1880.

997. **Quando procurator fiscalis et patronus rei produxerunt omnia argumenta, et judex habet causam sufficienter instructam, fit conclusio in causa.**

1° Per conclusionem in causa, partes declarant novos testes non esse citandos, nec nova argumenta producenda, et renuntiant novis exceptionibus.

2° Conclusio in causa, stricte loquendo, verificatur in civilibus, non autem in criminalibus ; in his, ante prolatam sententiam, remanet semper reo facultas novas defensiones producendi. Novæ defensiones, quoties producuntur, locum dant novo processui : examinantur nempe testes noviter producti, vel nova documenta ; exceptiones suas proponit fiscus, quibus respondet patronus rei.

3° Hæc facultas non datur promotori fiscali, qui, post conclusionem in causa, nequit nova argumenta contra reum producere, nisi ut respondeat testibus et argumentis quæ patronus rei, post conclusionem in causa, produxit. Smith, New Procedure, art. 29, pag. 162.

998. **Absoluto processu, auditor curiæ summarium præcipuorum argumentorum quæ in ipso illucent, conficit.** Articulus 29 Instructionis.

1° Illud compendium *a)* refert omnes actus processuales puta, processum informativum, citationes, testium repetiones, etc, ita ut uno adspectu videatur omnes formalitates fuisse servatas; *b)* auditor refert, per summa capita, potiora testimonia procuratoris fiscalis et patroni rei, et conclusiones quæ ab eis deduci videntur.

2° Auditor non dat suam sententiam, sed tantummodo refert, attentis argumentis procuratoris fiscalis, quid *legaliter* sequi videatur; eo modo, attentis argumentis patroni rei, exponit quid inde sequatur.

3° Illud summarium imitatur hunc *restrictum juris et facti* qui præparatur a secretario vel auditore sacræ congregationis, antequam causa proponatur et definiatur a cardinalibus; restrictus ille, sicut summarium, referre debet omnia argumenta partium et conclusiones quæ, attento jure canonico, sequi videntur. Hic restrictus cardinalibus congregationis, ad informandam eorum mentem, remittitur octo diebus antequam causa coram ipsis proponatur. Smith, in articulo 29 Instructionis 11 Junii 1880.

999. **Datur advocato rei et promotori fiscali terminus ad respondendum contra producta.** Interim advocatus rei præparat defensionem. Ad præparandam hujusmodi defensionem, nulla certa tradi potest regula, cum a varietate causarum pendeat. Dici potest quod defensor debet probare, ex actis processus, sequentia puncta, si non omnia, saltem aliqua:

1° Positive constat prætensum delictum a nemine fuisse commissum; 2° etiamsi forte commissum sit, id tamen sufficienter non probatur; 3° gratis admisso quod sufficienter probetur delictum patratum fuisse, positive constat ejus auctorem non esse Dominum N., reum prætensum; 4° etiamsi positive non probaretur insontem esse Dominum N., prætensum reum, tamen certum remanet nullam existere legitimam et sufficientem probationem de crimine ab ipso patrato, tum quia acta processualia sunt nulla, tum quia indicia non fuerunt probata, tum quia testes contra ipsum producti inhabiles sunt, vel sibi contrarii et nihil concludentes; 5° etiamsi concludenter probaretur a Domine N., reo prætenso, materialiter patratum fuisse delictum, non tamen probatur eum cum præmeditatione et malitia egisse.

Probato ergo aliquo aut aliquibus ex præmissis punctis, concludit defensor clientem suum esse ab observatione judicii absolvendum. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 587.

Procurator fiscalis, ex sua parte, omnia colligit argumenta unde suam intentionem probet. Die a judice præfixo, auditur primo advocatus rei, et postea procurator fiscalis; advocato rei conceditur replicatio, et advocato fisci replicatio ad replicationem, et sic deinceps usque ad numerum replicationum per stylum curiæ determinatum. Qui numerus talis esse debet, ut ultimo loco semper audiatur defensor rei. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 224.

TITULUS IX

DE PROCESSUS DEFINITIONE ET SENTENTIÆ EXECUTIONE

Processu sufficienter instructo, judex citat partes ut audiant sententiam tribunalis.

1000. **Sententia definitur:** " Pronuntiatio judicis quæ causam sive incidentem, sive principalem definit." Prælectiones S. Sulpicii, vol. III, num. 676.

Multiplex distinguitur sententia, nempe *interlocutoria*, *provisionalis* et *definitiva.*

1° Sententia *interlocutoria* dicitur ea quam judex, inter litis contestationem et conclusionem, pronuntiat super his quæ in eadem causa incidunt vel emergunt. Dicitur interlocutoria, quia eam judex *loquitur*, seu pronuntiat, *inter* litis principium et sententiam definitivam.

Sententia interlocutoria subdividitur in *mere interlocutoriam* et in eam *quæ habet vim sententiæ definitivæ*; prior fertur super dilationibus dandis, testibus producendis, examinandis aut repellendis, et per eam negotium principale non terminatur; posterior implicite negotium principale terminat, puta si judex pronuntiet reum damnatum non posse appellare a sententia.

2° Sententia *provisionalis* ea est qua judex providet necessitati præsenti, antequam de causa principali pronuntiet; v. g. si jubeat custodiri tale instrumentum, fieri talem inquisitionem. Est potius cautio adhibita atque præscripta a judice, quam sententia proprie dicta.

3° Sententia *definitiva* ea dicitur quæ causæ finem imponit absolutione, condemnatione, vel declaratione.

1001. **Plura sunt discrimina inter sententiam definitivam et interlocutoriam.** Hæ differentiæ conside-

rari possunt respectu rei controversæ, ordinis judiciarii et effectuum qui ex illis sententiis sequuntur vel non sequuntur.

1° *Respectu rei controversæ*, differunt ambæ sententiæ inter se, quia sententia definitiva terminat controversiam principalem; e contra sententia interlocutoria non terminat, nec definit causam principalem, sed terminat solum quæstiones emergentes et incidentes, quæ oriuntur inter principium et finem controversiæ principalis.

2° *Respectu ordinis judiciarii*, multipliciter differt sententia definitiva ab interlocutoria. *a)* Sententia definitiva non potest ferri quin præcesserit ordo judicialis, adeo ut si feratur, non servato substantiali ordine judiciali, nulla sit ipso jure, nec auctoritatem rei judicatæ inducat; sententia interlocutoria potest ferri, nullo ordine judiciario præcedente qui ad illam ordinetur. *b)* Sententia definitiva non valet, nisi feratur in scriptis et de scripto recitetur; secus dicendum est de sententia interlocutoria, quæ ferri potest sine scriptura, quamvis postea debeat redigi in scriptis, ut appareat inter acta processus. *c)* Insuper sententia definitiva non potest ferri, nisi judice sedente pro tribunali, et partibus præsentibus, aut saltem legitime citatis et contumaciter absentibus; secus dicendum est de sententia interlocutoria, quæ potest proferri etiam parte absente, per nuntium vel epistolam.

3° *Respectu effectuum*, sententia definitiva differt ab interlocutoria, quia sententia definitiva semel a judice prolata, *dummodo valida fuerit*, ab eodem revocari nequit; secus est de interlocutoria, quam judex ante sententiam definitivam potest revocare et corrigere. Ratio disparitatis est, quia "judex posteaquam dixit sententiam, judex postea esse desinit, ut amplius sententiam suam (definitivam) corrigere non possit; semel enim, sive male, sive bene, officio functus est," ut legitur in Jure Romano, De Re Judicata. E contra vero judex, si sententiam interlocutoriam protulerit, adhuc remanet judex in eadem causa, donec eam per sententiam definitivam termi-

naverit. Reiffenstuel, tit. XXVII, De Sententia et Re Judicata, lib. II.

Diximus *dummodo valida fuerit*, nam prædicta procedunt, quando sententia definitiva judicis existit valida, seu non est contra jus constitutionis, licet sit iniqua, id est, contra jus partium ; quod si sententia sit invalida, id est, contra juris dispositiones, judex ordinarius potest eam revocare et causam denuo cognoscere. Reiffenstuel, loco citato.

1002. **Quædam requiruntur ex parte ipsius sententiæ.** Oportet ut sit certa, absoluta, scripta et juri conformis.

1° *Certa*, id est, nihil ambiguum exprimens. Judex reum condemnet, si delicti sit convictus ; vel absolvat, si non fuerit convictus. Ratio est, quia finis sententiæ est ut lis dirimatur ; quod non fit, quando sententia est incerta. Hinc nulla est sententia, si judex dicat : Reus solvat quod debet.

Quando causa principalis elucidari non potuit, et urget tamen necessitas statuendi regulas agendi, judex ferre debet sententiam *provisionalem* qua huic necessitati consulit, quoadusque, obtentis novis probationibus, valeat sententiam definitivam proferre. Hinc in causis matrimonialibus, quando non constat an intercesserit impedimentum dirimens in matrimonii celebratione, S. Congregatio rescribere solet *non constare de matrimonii nullitate.*

2° ***Absoluta***, id est, sine conditione de futuro, vel de præterito incerto ; ratio est, quia tali sententia non imponitur finis controversiæ. Hinc non valeret sententia qua judex diceret : Condemno Titium, si probatum fuit eum debere.

3° *Scriptis consignata*, ut de ea certius constet, et removeantur diversæ interpretationes quibus sententia oralis locum dare potest. Decretalis *Etsi*, in 6° Decretalium, tit. XIV, declarat sententiam judicialem aliter prolatam non mereri nomen sententiæ.

4° *Juri conformis.* Dupliciter sententia aliqua potest esse contra jus. Est vel contra *jus constitutionis,* quando judex judicat contra id quod a lege definitur; vel contra *jus litigantis,* quando judex male negat id ad quod jus se habere satis probavit litigans. *a)* An valeat sententia contra jus constitutionis lata, sic respondet Schmalzgrueber, in tit. XXVII, lib. II Decret., num. 41: Vel id in quo sententia lædit legem est *causæ extrinsecum,* v. g. si judex, quamvis notorie excommunicatus, sententiam pronuntiet; vel est *causæ intrinsecum,* v. g. si judex pronuntiet validam electionem factam a clericis suspensis.

Si *prius,* sententia est ipso jure irrita, nam regulariter quidquid fit contra jus est nullum.

Si *posterius,* et error in sententia exprimatur, v. g. si judex pronuntiet electionem validam esse, *quia suspensi possunt eligere,* talis sententia est ipso jure nulla, ita ut etiam post elapsum terminum ad appellandum possit impugnari usque ad 30 annos. Si vero error in sententia non exprimatur, dicendum est sententiam, etsi legis læsivam, esse validam, ita ut, nisi intra decem dies appelletur, transeat in rem judicatam.

b) An valeat sententia contra jus litigantis lata, dicendum est hujusmodi sententiam, quantumvis iniquam, esse validam et transire in rem judicatam, nisi ab ea fuerit appellatum intra decem dies. Apud Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 230.

1003. **Ex parte judicis, plura requiruntur:**

1° Oportet ut proferatur *a judice,* nisi sit ipse episcopus, seu alius prælatus major, cui, ob dignitatis prærogativam, conceditur ut sententiam proferendam per alium recitet. Decretalis *Etsi,* 5, De Sententia, in 6°.

2° Ut proferatur a judice *pro tribunali sedente,* non in plano, nec stante: quod jure sancitum fuit ut major auctoritas demonstretur, et melius appareat causam, sedato deliberatoque animo, et omnibus accurate perpensis, definiri. Auctor Præl. S. Sulpicii, vol. III, num. 677.

3° *Citatis partibus et præsentibus*, nisi contumaces sint. Tenent canonistæ partes triplici citatione simplici vel unica peremptoria esse citandas, ne sententia vi careat. Decet sententiam proferri in loco publico, ubi judex jus dicere consuevit; verumtamen cum episcopus, in quolibet loco suæ diœcesis non exempto, possit pro tribunali sedere, nihil obstat quominus officialis, vel delegatus, qui certam sedem non habet, locum non consuetum sibi eligat, prout existimaverit.

4° *Die, non nocte.* Jure cavetur ne judex suas sententias dicat per noctem; unde dicitur in cap. *Consuluit*, 24, De Officio Judicis Delegati: "Ne judicium ecclesiasticum exerceatur in tenebris...Nos eam procedendi horam intelligimus ex qua possis ante noctis tenebras perficere quod incumbit." Excipe, si consuetudo aliter induxerit, vel id fiat cum assensu saltem tacito partium, quæ præsentes non contradicunt.

5° Præterea requiritur ut sententia non feratur die feriato; ex capite *Conquestus*, 2, De Feriis, lib. II Decretalium.

6° *Regulariter* necesse non est ut judex *causam exprimat ex qua motus est* ad sententiam ferendam, et in dubio præsumitur ex justa causa pronuntiasse, ut constat ex capite *Sicut*, 16, De Sententia, tit. XXVII, lib. II.

Dicitur *regulariter*; excipiuntur plures casus in quibus expressio causæ est necessaria: primo, in causis criminalibus, præsertim excommunicationis; secundo, in causis appellationis, quando sententia in prima instantia lata revocatur; ex capite *Bertholdus*, 18, De Sententia.

1004. **Hujusmodi solemnitates adeo requiruntur,** ut, iis non servatis, sententia definitiva, regulariter loquendo, reddatur ipso jure nulla. Reiffenstuel, in titulo XXVII, lib. II, num. 65.

Dicitur *sententia definitiva*, siquidem sententia interlocutoria non requirit omnes prædictas formalitates.

Dicitur *lata in judicio ordinario*, nam in judicio sum-

mario judex potest omittere has solemnitates; ex Clementina *Sæpe contingit,* De Verborum Significatione.

Quando judex procedit juxta instructionem *Sacræ*, 11 Junii 1880, non debet omittere prædictas formalitates. Ex articulo 35, eruitur quod " sententia profertur, cancellario dispositivam partem scribente ex dictato, et in ea mentio expressa fieri debet, si reus damnetur, canonicæ sanctionis quæ contra ipsum adhibetur." Péries, Procédure Canonique, pag. 141.

1005. **Sententia parit plures effectus, tum quoad judicem, tum quoad litigantes, tum quoad ipsam causam.**

1° *Quoad judicem*; sententiam definitivam a se latam nequit judex revocare aut corrigere, quamvis manifeste agnoscat injustam esse sententiam suam et partes consentiant ut corrigatur hujusmodi sententia. Dantur ad predictam regulam duæ exceptiones: primo, si agatur de Summo Pontifice, certum est eum posse suam et antecessorum sententiam revocare et corrigere; secundo, quilibet judex ordinarius potest suam sententiam definitivam corrigere, si hæc jure nulla et irrita foret.

2° *Quoad partes litigantes*; sententia definitiva, modo sit valida, inter partes jus facit et ad parendum obligat, nisi ab ea intra decem dies fuerit appellatum. Constat ex capite *Inter*, 13, De Sententia. Ratio est, quia tunc pro veritate habetur, et pro se habet *præsumptionem juris et de jure*, quod sit justa. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 236.

3° *Quoad causam ipsam*; per sententiam definitivam finitur controversia. Si sententia sit lata in favorem actoris, efficit ut actor habeat *jus actionis* unde obtineat id ad quod reus fuit damnatus; si sit in favorem rei, reus habet *exceptionem rei judicatæ* unde conveniri nequeat in eadem causa.

1006. **Sententia a qua non appellatur transit in rem judicatam.** Res judicata est sententia quæ nequit retractari ob præsumptionem *juris et de jure*, quæ amplius

directe impugnari non potest. Fundamentum præsumptionis est duplex : 1° creditur judex legitime omnia gessisse, donec a partibus contrarium demonstretur; ex cap. 16, De Sententia et Re Judicata ; 2° partes tacite vel expresse renuntiantes appellationis remedio, præsumuntur approbare sententiam eique consentire ; ex cap. 15 ejusdem tituli.

1007. **Sententia definitiva generaliter vim sortitur rei judicatæ, positis duabus conditionibus :** 1° Oportet ut lata sit a judice competenti, servatis regulis substantialibus juris. Sententia lata a judice incompetenti, aut contra jus, retractari potest, secundum doctrinam communem, usque ad triginta annos; neque appellatio in eo casu necessaria est, quia appellatio requiritur quando sententia valet. 2° Oportet ut intra decem dies non appellatum fuerit.

Dicitur *generaliter*, quia quædam sunt sententiæ quæ non transeunt in rem judicatam :

a) Sententiæ invalidæ, de quibus locuti sumus ; *b)* sententiæ in re matrimoniali. Quamvis pro validitate matrimonii tres conformes sententiæ habitæ sint, si postea exurgat valida probatio de existentia impedimenti dirimentis, hæc admittenda est, quia jus divinum prævalet cuicumque juri humano ; *c)* sententiæ in causis criminalibus. Si constet innocentem fuisse condemnatione perculsum, admittenda est revocatio sententiæ per judices ordinarios, vel saltem recursus excipiendus est a Principe, ad justitiæ ordinem restituendum. M. Lega, De Judiciis Ecclesiasticis, tit. III, De Re Judicata, num. 666.

1008. **Sententia quæ transiit in rem judicatam debet executioni mandari.** Judex non tantum habet jurisdictionem qua possit jus dicere, sed mixtum imperium unde sententiam ad executionem efficaciter deducere valeat ; alioquin inaniter pro tribunali sederet judex, cujus sententiam impune contemneret reus.

Judex potest invocare brachium sæculare, et potestas

civilis, ob subordinationem potestati ecclesiasticæ, tenetur urgere executionem sententiæ tribunalis ecclesiastici, quin de ejus merito inquirat. Hoc modo res procedunt, quando viget inter utramque potestatem concordia.

1009. **Quædam sententiæ nulla exsecutione indigent.**

1° Si sententia sit absolutoria; nam per ipsam sententiam, reus habet quod volebat, id est, absolutionem. Si tamen judex simul actorem condemnet ad resarciendas reo expensas, exsecutione opus erit ut reus ejusmodi expensarum solutionem efficaciter obtineat.

2° Neque exsecutione indigent sententiæ condemnatoriæ quibus reus excommunicatur, aliave censura feritur; nam ejusmodi sententiæ secum trahunt exsecutionem. Idem dicendum de pœna privationis, quando ad illam pœnam observandam condemnatus non habet aliquem actum ponendum, sed debet ab aliquo actu se abstinere: v. g. quando quis privatur voce passiva aut activa, vel declaratur inhabilis ad aliquod officium.

3° In ceteris vero casibus, post prolatam sententiam, sequi debet canonica exsecutio; quia aliter inanis remaneret sententia. Hoc patet, v. g. si judex ecclesiasticus pronuntiet in reum pœnam pecuniariam, vel pœnam depositionis ab officio, vel degradationis. Bouix, loco citato.

1010. **Exsecutio sententiæ fit auctoritate publica,** quia si a privatis facienda relinqueretur, facile orirentur rixæ, et præterea de ea in posterum non satis constaret.

1° Quando sententia lata est a judice ordinario, et non in gradu appellationis, ad primum pertinet sententiæ executio. Potest autem sententiam exsequi, vel per seipsum, vel per alium ad hoc deputatum aut requisitum.

2° Si judex, qui sententiam tulit, sit delegatus Papæ, ad eum pariter pertinet exsecutio; si sit delegatus ab inferiori, disputatur an ad eum aut delegantem pertineat sententiæ exsecutio.

3° Arbitri sententiam suam exsequi nequeunt, quia ad pronuntiandum tantum censentur constituti; ejus exsecutio ad judicem ordinarium remittitur.

4° Quoad judicem appellationis, distinguendum est : vel ejus sententia est *reformatoria* sententiæ judicis *a quo*, vel *confirmatoria*. Si *reformatoria*, exsecutio ejus spectat ad judicem appellationis ; si *confirmatoria*, videtur exsecutionem remittendam esse judici *a quo*. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 240.

1011. **Si exsecutio fieri debeat in territorio alterius, in aliena scilicet diœcesi**, judex mittit litteras requisitorias ad judicem hujus territorii quibus ab eodem requirit ut sententiam ipse exsequi velit. Judex loci, cui committitur exsecutio sententiæ, illam exsequi debet, recepto exemplari authentico sententiæ. Non habet officium inquirendi de illius justitia, sed simpliciter eam exsequendi; quod efficere tenetur, nisi tamen appareat causa manifesta injustitiæ, vel opponantur, ex parte illius cujus interest, exceptiones legitimæ contra exsecutionem. Præl. Juris Can. Sti Sulpicii, vol. III, 679; Bouix, De Judiciis Ecclesiasticis, vol. II, pag. 238 et seq.

1012. **Quoad expensas, hæc statuuntur jure particulari.** Conc. Queb. VI, dec. 9 :

1° Ubi res agitur de bono religionis et cleri honore, ipse Promotor, de assensu Ordinarii, causam nomine publico suscipiat, et expensæ ferendæ erunt a curia, si causa ceciderit.

3° Si accusator pro proprio commodo egerit, cautionem in forma legali dare debebit in favorem Officialis pro solvendis expensis, ad quas damnandus erit, si accusationem probare non potuerit.

3° Si accusatus se reum esse negaverit, similem cautionem dare teneatur, pro casu quo causa ceciderit.

Idem decretum ediderunt pro sua provincia Patres Concilii Marianopolitani, tit. XIII, dec. 1.

TITULUS X

DE MODIS LEGITIMIS SENTENTIAM IMPUGNANDI

Sententia a judice prolata, quamvis statim jus faciat inter partes, tamen firmum et irrevocabile non constituit, quamdiu legitime impeti potest, seu quousque sententia non pertransierit in rem judicatam.

Modi ad sententiam impugnandam ordinati, alii sunt ordinarii, alii extraordinarii.

Modi ordinarii continentur in appellatione late sumpta, quæ potest esse judicialis vel extrajudicialis.

Modi extraordinarii sunt querela nullitatis, restitutio in integrum, recursus ad principem, beneficium novæ audientiæ.

CAPUT I

DE APPELLATIONE

1013. **Appellatio definiri solet:** "Provocatio ab inferiori judice ad superiorem ratione gravaminis illati vel inferendi." Reiffenstuel, tit. XXVIII, De Appellatione, lib. II.

Dicitur 1° *provocatio*, quia per appellationem imploratur officium judicis altioris ordinis.

Dicitur 2° *a judice inferiori ad superiorem*, quia appellatio fit ad judicem superiorem, cui competit sententiam inferioris rescindere aut revocare. Utrum appellatio debeat fieri ad judicem immediate superiorem postea dicemus.

Dicitur 3° *ratione gravaminis illati vel inferendi*, quia appellari potest non tantum a gravamine jam illato, sed etiam inferendo. Revera si quis appellet a sententia definitiva, appellat a gravamine jam illato; appellans a sententia inter-

locutoria, movetur a gravamine quod timet in sententia definitiva, ob influxum decisionis interlocutoriæ.

1014. **Appellatio dividitur** 1° in *judicialem* et *extrajudicialem.*

a) Appellatio *judicialis* dicitur, quæ fit ab actibus judicialibus quibus se gravatum quis existimat, qualis est illa quæ fit a sententia tum definitiva, tum interlocutoria; item si quis appellet ex eo quod sibi datus est terminus nimis brevis ad probandum; ex cap. 1, De Dilationibus.

b) Appellatio *extrajudicialis* e contra dicitur, quæ fit ab actibus extrajudicialibus quibus gravamen timetur; hujusmodi appellatio dicenda est potius *provocatio ad causam*, juxta caput *Cum sit Romana*, 5, tit. XXVIII, lib. II: « Si vero a gravamine et ante litis ingressum fuerit appellatum, hujusmodi audietur appellans, quoniam sacri canones etiam extra judicium passim appellare permittunt; nec solent hujusmodi dici appellationes, sed *provocationes ad causam.*"

2° Dividitur in *rationabilem* et *frivolam*, quæ denominationes satis per se patent.

Quoad quæstionem utrum ad jus naturale referenda sit appellationum institutio, an vero ad jus positivum, distinguendum est inter appellationis substantiam et ejusdem formalitates. Quoad formalitates, eam esse juris positivi concedunt canonistæ; quoad substantiam, diversimode sentiunt, uti videre est apud Lega, De Judiciis Ecclesiasticis, cap. De Appellationibus, num 619.

1015. **Appellare generatim permittitur omnibus qui gravamen quoddam, sive in judicio, sive extra judicium, patiuntur.**

Appellare possunt partes litigantes, ad corrigendum effectum sententiæ; item qui judicio extranei sunt, quando sententia sibi nocet.

Dicitur *generatim*, quia 1° nequit appellare qui sententiam contra se latam approbavit sive expresse, sive tacite, id est,

non appellando intra temporis spatium ad appellationem interponendam concessum ; 2° neque appellare potest qui condemnatus est tanquam reus criminis notorii, quia appellatio esset frivola ; 3° neque is contra quem tres conformes sententiæ in eadem causa, eodemque articulo, latæ sunt.

Quoad excommunicatum, distinguendum est inter appellationem judicialem et extrajudicialem ; prior ipsi permittitur, quia est species defensionis, quæ nemini denegari potest ; posterior ei denegatur, quia habet naturam conventionis ; jamvero prohibetur quominus excommunicatus conveniat aliquem. Cf. Schmalzgrueber, in tit. XXVIII, lib. II, num. 11.

1016. **Appellari potest in omnibus causis etiam minimis et levioribus, nisi expresse prohibeatur a jure.**

Prohibetur appellatio 1° in causis incidentibus, nisi earum sententiæ vim definitivæ habeant, aut afferant gravamen per sententiam definitivam irreparabile. Conc. Trid., sess. XXIV, cap. 20, De Ref.

2° Quoad censuram excommunicationis, suspensionis et interdicti, distinguendum est. Si judex censuram proferat post interjectam appellationem ab ejus sententia, censura hæc omnino nulla est, et appellatio a sententia nullatenus per eam censuram impeditur. Casus nempe ille est : supponamus pronuntiatam ab episcopo fuisse sententiam contra aliquem clericum, non tamen ullam censuram, clericum vero appellasse ab hac sententia. Tunc si episcopus contra hunc clericum censuram proferat, irrita erit hujusmodi censura ; revera per interjectam legitimam appellationem, suspenditur, quoad hunc clericum, ejus jurisdictio. Si vero censuræ fulminentur ante interjectam appellationem, ab iis censuris non datur appellatio quoad effectum suspensivum, quia censuræ secum trahunt exsecutionem ; datur vero quoad effectum devolutivum. Schmalzgrueber, in titulo De Appellationibus, num. 24.

3° Prohibetur appellatio in causis notoriis, cum remedium appellationis in istis cederet in detrimentum justitiæ. Excipitur, nisi in appellatione exprimatur legitima causa per quam delictum notorium aliquo modo defendatur; ut si quis aliquem occidit in conspectu populi, sed alleget illum occidisse ad sui defensionem. Tunc admitti potest appellatio, et, ea pendente, judex sententiam exsequi non potest.

4° Non datur appellatio a sententia notorie invalida, sed remedium contra eam est *querela nullitatis*, de qua postea dicemus.

5° In genere admittitur appellatio a quocumque gravamine extrajudiciali etiam futuro, etsi nondum illato, nec comminato; sed in judicio appellari solum potest a gravamine jam inflicto, et a comminatione gravaminis inferendi injuste facta per judicem. Quando appellatur a gravamine extrajudiciali, appellatio in pluribus casibus habet solum effectum devolutivum.

6° Denique in genere non admittitur appellatio quæ aperte videatur frivola et frustatoria; ex cap. 53, tit. XXVIII, lib. II. Cf. Schmalzgrueber, in hoc titulo, num. 29.

1017. **Appellari potest a quocumque judice qui sententiam tulit.** Ratio est, quia appellatio est species quædam defensionis, quæ datur oppressis contra injuriam judicis.

Attamen plures sunt judices a quibus, vel simpliciter, vel in certis causis, non permittitur appellatio.

1° A sententia Papæ non datur appellatio, ad concilium generale, nec ad ullum aliud tribunal; ratio est, quia appellatio nequit esse nisi ad superiorem, atqui Papa superiorem non habet in Ecclesia. " Docemus et declaramus, aiunt patres Concilii Vaticani, Sedis Apostolicæ, cujus auctoritate major non est, judicium a nemine fore retractandum, neque cuiquam de ejus licere judicare judicio. Quare a recto veritatis tramite aberrant, qui affirmant licere a judiciis Romanorum

Pontificum ad œcumenicum concilium, tanquam ad auctoritatem Romano Pontifice superiorem, appellare." Const. *Pastor æternus.*

a) Ideo excommunicationi latæ sententiæ speciali modo Romano Pontifici reservatæ subjacent: "Omnes et singuli, cujuscuscumque status, gradus, seu conditionis fuerint, ab ordinationibus seu mandatis Romanorum Pontificum, pro tempore existentium, ad universale concilium appellantes; necnon illi quorum auxilio, consilio, vel favore, appellatum fuerit." Const. *Apost. Sedis*, tit. I, num. 4.

b) Et "interdictum, Romano Pontifici speciali modo reservatum, ipso jure incurrunt Universitates, Collegia et Capitula, quocumque nomine nuncupentur, ab ordinationibus seu mandatis ejusdem Romani Pontificis, pro tempore existentis, ad universale futurum concilium appellantia." Tit. VI, num. 1.

2° A sententia S. Congregationis Romanæ non datur appellatio ad Summum Pontificem, quia S. Congregationes procedunt nomine et auctoritate Summi Pontificis, sed obtineri potest beneficium novæ audientiæ, de quo postea.

3° A sententia *arbitrorum compromissariorum*, quos partes libere sibi elegerunt, appellari nequit, et eorum sententia, quæ *laudum* dicitur, est definitiva.

1018. **Secluso casu appellationis ad Papam, appellandum est a judice inferiore ad proxime superiorem.**

1° *Jure antiquo*, cap. 66, tit. XXVIII, lib. II, appellatio *per saltum* poterat a partibus rata haberi, si contra illam exceptio non moveretur; et inde intelligebatur sanari defectus per prorogationem competentiæ.

2° *Jure Tridentino*, sess. XXIV, cap. 20, de Ref., omnes causæ ad forum ecclesiasticum quomodolibet pertinentes in *prima instantia* coram Ordinariis locorum debent deferri, ut infra saltem biennium cognoscantur et solvantur, et partes non valent competentiam, ratione gradus, mutare.

3° Ob primatum Pontificis, a quocumque judice ad Papam appellari potest, omisso medio, et etiam ad Congregationes Romanas, nomine et auctoritate Pontificis judicantes.

4° Item licet appellare ad judicem Papa inferiorem, omisso medio, si judex intermedius factus sit inhabilis physice vel moraliter. Santi, Prael. Juris Can., tit. XXVIII, num. 9.

1019. **Jure quo nunc utimur, hic est ordo servandus:**

1° A judicibus episcopo inferioribus, vel ab episcopi delegato fit appellatio ad tribunal episcopi, et, sede vacante, ad vicarium capitularem, vel ad administratorem. Cum, sede plena, episcopus et vicarius generalis unum efforment tribunal in rebus contentiosis, ad utrumque indiscriminatim appellari potest.

2° Ab episcopi tribunali, aut, sede vacante, a vicario capitulari, vel ab administratore appellatur ad metropolitanum, nisi appelans velit uti jure suo provocandi, omisso medio, ad Summum Pontificem, vel episcopus egerit *tanquam Apostolicæ Sedis delegatus.*

3° A sententia metropolitani, in secunda instantia, appellatur immediate ad Sedem Apostolicam, quia jam exolevit auctoritas primatialis; si sententia proferatur a metropolitano in prima instantia, appellatio debet fieri ad Sedem Apostolicam.

1020. **Jure extraordinario vigente vi indulti:**

1° In provincia Quebecensi, in causis matrimonialibus, quando sententia prodiit a curia suffraganei, appellatur ad curiam metropolitani; si vero a metropolitani curia prodierit, appellatur ad viciniorem suffraganeum.

2° In Statibus Fœderatis, in causis matrimonialibus, si prima sententia a curia metropolitana prodierit, appellabitur ad curiam metropolitanam viciniorem. Ad S. Sedem appellatio erit semper facienda, quoties primæ duæ sententiæ inter se conformes non fuerint, nisi partibus placuerit causam ad

ipsam S. Sedem ab initio et immed ate deferre. Inst. super causas matrimoniales, num. 26.

Hi sunt gradus appellationis, quoad potestatem ordinariam; quoad potestatem delegatam, retinendum est illud principium, scilicet a delegato ad delegantem appellari et a subdelegato ad subdelegantem. Cf. Lega, Præl. Juris Can., num. 623.

1021. **Hic est modus servandus in appellationibus proponendis :**

1° Appellatio interponenda est coram judice qui sententiam tulit, seu coram judice *a quo*, ita ut secus sit nulla, nec producat effectum sive suspensivum, sive devolutivum; ex cap. 59, tit. XXVIII, lib. II. Quod si nequeat appellatio interponi coram judice *a quo*, appellari potest directe coram judice *ad quem*; quod si sit difficile aut dispendiosum adire judicem, emittatur protestatio coram viris honestis, qui postea de voluntate appellandi testentur. Santi, De Appellationibus, num. 15.

2° Jure decretalium, forma legitima interponendæ appellationis duplex erat: vel enim *stante pede et viva voce* interponebatur post prolatam sententiam et inserebatur a notario inter acta judicialia, vel *ex intervallo*, seu post editam sententiam, intra 10 dies fiebat, et tunc proponi debebat per libellum appellatorium rite conscriptum.

3° Si appelletur *stante pede et viva voce*, sufficit ut appellans dicat judici pro tribunali sedenti: *appello*, aut modo æquivalenti manifestet suam voluntatem; si appelletur *ex intervallo*, appellans manifestet suam mentem in scriptis.

4° In libello appellationis ab interlocutoria sententia, inseri debet causa appellationis, quia judex sententiam interlocutoriam revocare aut corrigere potest; e contra in appellatione a definitiva non requiritur expressa mentio causæ ob quam appellatur, cum judex *a quo* de hac sententia valida amplius videre non possit. Attamen proponenda est appellatio apud judicem qui sententiam protulit, eo consilio ut, perpensa

natura causæ ob quam appellatur, significet judici ad quem appellatur an justa et legitima sibi videatur appellatio. Judex *a quo* nequit appellationem denegare, nisi in casibus a jure expressis. Lega, De Appellationibus, num. 641.

5° Hinc libellus appellatorius debet exprimere : *a)* nomen illius qui appellat ; *b)* nomen illius contra quem appellatur ; *c)* a quanam sententia appellatur ; *d)* tempus quo fuerit appellatum ; quia jus assignat *tempus utile* ad appellandum, quo inutiliter elapso, appellatio deneganda est.

1022. **Ad appellationem incipiendam, prosequendam et finiendam certa sunt tempora,** intra quæ appellatio inchoari, prosequi et terminari debet, ne sententia transeat in rem judicatam. Hæc tempora dicuntur *fatalia*, quia lapsus temporis extinguit appellationem.

Fatalia alia sunt ad *inchoandam*, alia ad *prosequendam*, alia ad *finiendam* appellationem.

1° Fatalia ad inchoandam appellationem sunt decem dies computandi a tempore intimatæ seu publicatæ sententiæ ; ita ex capite *Quod ad consultationem*, 15, De Sententia et Re Judicata : "Cum per decem dierum spatium sententia in auctoritatem rei judicatæ transeat, *qui ad provocationis subsidium intra id temporis non recurrit, appellandi sibi aditum denegavit*, cum per hoc videatur, per interpretationem juris, latæ sententiæ paruisse."

Decendium currit a momento latæ sententiæ, si reus fuerit præsens, vel a die quo illam noverit, si fuerit absens.

2° Secundum fatale datur ut reus exquirat litteras quas judex *a quo* dirigit ad judicem *ad quem*, ut eum certiorem faciat de appellatione interposita et de ejus merito. Hujusmodi litteræ dicuntur *apostoli*, quia reus appellans mittitur ad judicem superiorem.

a) Apostoli dicuntur *dimissorii*, quia dimittunt reum appellantem ad judicem *ad quem* ; 2° *reverentiales*, quia

judex *a quo* testatur se appellationem admisisse, non ob ejus justitiam, sed tantum ob reverentiam superioris; 3° *refutatorii*, quibus judex *a quo* testatur se non admisisse appellationem, quo in casu, debet indicare rationes cur illam non admittat.

b) Jure decretalium, ex capite *Ab eo*, 6, De Appellationibus, in 6°, reus appellans intra 30 dies debet petere apostolos. Potest judex *a quo* prædictum triginta dierum tempus abbreviare et appellanti assignare breviorem terminum ad petendos apostolos. Quo elapso termino, si appellans eos petere neglexerit, censetur appellationi renuntiasse perinde ac si elapsi forent 30 dies de jure communi concessi.

c) A quo tempore currere incipiant 30 dies ad petendos apostolos concessi, inter auctores controvertitur. Alii volunt eos currere a die latæ sententiæ; alii a die interpositæ appellationis; alii a die quo notitia de sententia lata ad appellantem pervenit. Cf. Schmalzgrueber, in tit. XXVIII, lib. II, num. 76.

d) Hodie nullus est usus apostolorum, et appellatio interponitur per libellum appellationis intra decem dies in actis exhibitum; hinc, ut monet Instructio 11 Junii, art. 39, facta intra decem dies appellatione, curia absque mora transmittere debet ad superiorem ecclesiasticum ad quem appellatum est, omnia acta causæ originalia, scilicet processum, restrictum, defensionem et sententiam. Reus appellans tenetur intra viginti dies adire superiorem et appellationem introducere. Potestas ecclesiastica superior, habita notitia appellationis, appellantem monet ut intra viginti dies defensorem sibi constituat ab eadem potestate superiore approbandum. Et eo termino peremptorio inutiliter elapso, censetur reus beneficio appellationis renuntiasse, quam propterea judex gradus superioris peremptam declarat. Inst. 11 junii 1880, art. 40, 41.

3° Fatale datur ut judex *ad quem* judicet de merito appellationis; in capite *Cum sit Romana*, 5, tit. XXVIII, lib. II,

conceditur annus integer ad finiendam appellationem. Quod si adsit causa rationalis et notoria, conceditur biennium computandum a die interpositæ appellationis.

1023. **Duo effectus tribuuntur generatim appellationi, scilicet effectus devolutivus et effectus suspensivus.**

Dicitur *generatim*, quia aliquando solus effectus devolutivus appellationis locum habet.

Effectus *devolutivus* in eo est positus, ut judex superior non solum cognoscere debeat utrum ratio appellandi sit justa, necne, sed etiam ut totam causam ad se revocet et de ejus merito decernat.

Effectus *suspensivus* in eo consistit, ut per appellationem sententia judicis, vel actus extrajudicialis contra quem appellatur, non quidem perimatur, sed in suspenso maneat. Hinc ea quæ aguntur, pendente appellatione, habentur ut totidem attentata, quia censentur posita ab eo qui vera et actuali jurisdictione caret: unde servandum est principium: Pendente appellatione, nihil innovetur.

1024. **Omnis appellatio canonice facta producit effectum devolutivum.** Hoc eruitur ex natura et fine appellationis, quæ non alio tendit quam ad sublevandum reum a gravamine; jamvero gravamen non potest reparari nisi causa devolvatur ad superiorem unde sententia reformetur. Hinc judex *a quo*, interjecta appellatione, debet mittere ad judicem *ad quem* omnia acta processus. Art. 39 Instructionis.

Judex appellationis, cognita legitimitate appellationis, causam in merito videbit, et non solum sententiam proferet, sed poterit ipse eam exsecutioni mandare, quin eam remittat judici inferiori. Si appellatio facta fuerit a sententia definitiva, judex appellationis cognoscet non solum meritum causæ principalis, sed ejus accessoria et consequentias.

Quod si appellatio facta fuerit ab interlocutoria sententia, primum videbit judex utrum admittenda sit appellatio, vel

non. Si appellatio non sustineatur, judex appellationis remittet totam causam ad judicem inferiorem, simul condemnans appellantem ad refundendas adversario suo expensas judicii. Quod si vero constiterit de legitima appellatione, hoc in casu, judex superior decernet de causa [illegible]entali, seu de gravamine a quo appellatum est. Santi, Præl. Juris, tit. XXVIII, lib. II, n. 44.

1025. **Appellatio, regulariter, sive sit judicialis, sive extrajudicialis, habet effectum suspensivum;** unde dicitur in canone *Post appellationem*, 31, caus. II, quæst. 6: "Appellatione interposita, sive ea recepta fuerit sive non, medio tempore nihil innovari oportet."

Diximus *regulariter*, quia plures casus excipiuntur. Primus casus exprimitur in capite 8, tit. XXVIII, De Appellationibus, in quo traditur superiorem regularem posse exsequi correctionem et punitionem religiosi sui, juxta regulam ordinis, quamvis religiosus appellaverit a mandatis superioris.

Secundus casus exceptus exhibetur in Trid., sess. XXIV, cap. 10, De Ref.; episcopi, in omnibus iis quæ ad visitationem ac morum correctionem subditorum suorum spectant, jus et potestatem habent, etiam tanquam Sedis Apostolicæ delegati, ea ordinandi, puniendi, moderandi, exsequendi quæ illis ex prudentia sua pro subditorum emendatione ac diœcesis suæ utilitate necessaria videbuntur. Nec in his, ubi de visitatione aut morum correctione agitur, exemptio, aut ulla inhibitio, appellatio, seu querela, etiam ad Sedem Apostolicam interposita, executionem eorum quæ ab his mandata, decreta aut judicata fuerint, quoquo modo impediat aut suspendat.

Tertius casus respicit censuras ecclesiasticas absolute illatas, sive sermo sit de excommunicatione, sive de suspensione, sive de interdicto cujuscumque generis. Cum censuræ sint pœnæ medicinales ad corrigendos fideles institutæ, si ab istis censuris jam inflictis appellatio proponatur, ea non valet in

suspensivo. Hinc, e. g. excommunicatus poterit denunciari et proventibus ecclesiasticis privari, licet appellaverit.

Diximus *jam inflictis*, nam si solum facta fuerit comminatio censuræ, appellatio interposita valet etiam *in suspensivo*; ex cap. 40, De Appellationibus.

Plures sunt casus quos recenset constitutio Benedicti XIV *Ad militantis*, die 30 Martii 1742 edita, cui non derogat Instructio 11 Junii 1880, Art. 37.

1026. **Quæritur utrum appellatio valeat etiam in suspensivo, quando episcopus procedit judicialiter tempore visitationis.** Quando prælatus, tempore visitationis diœcesis, corrigit mores, *ad instar patris* et *extrajudicialiter*, appellatio non valet in suspensivo; secus dicendum videtur quando prælatus, tempore visitationis, vel etiam præter occasionem visitationis, in aliquem procedit in causa correctionis aut reformationis, servata forma judiciali. Tunc appellatio conceditur etiam *cum effectu suspensivo*, ut declaratum fuit in decretis Clementis VIII, 16 Oct. 1600: "Cum visitator, citata parte et adhibita causæ cognitione, judicialiter procedit, tunc enim appellationi locus erit, etiam quoad effectum suspensivum."

Præterea morum correctio, quæ non admittit appellationem suspensivam, illa intelligitur, ad mentem canonum, quæ non excedit limites paternæ correctionis et fit extrajudicialiter. Si imponantur pœnæ graviores, ad vindictam delicti potiusquam ad rei emendationem, v. g. reclusio per diuturnum tempus in monasterio, interdictum perpetuum ab officio, privatio tituli inamovibilis, prælatus nequit deserere viam judicialem, et appellatio valet in suspensivo.

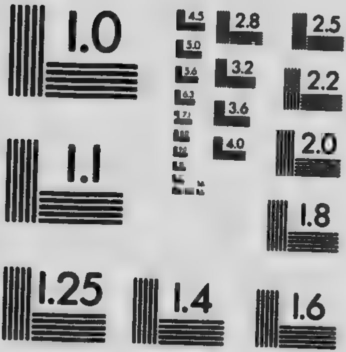
1027. **Appellatione interposita, judex ad quem appellatur plura servare tenetur.**

1° Expendere debet an appellatio interponatur tempore opportuno, an reo non interdicatur beneficium appellationis ob contumaciam, an renuntiaverit expresse aut tacite appel-



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



lationi. Si enim per negligentiam appellantis, vel per desertionem appellationis, lapsa fuerint fatalia, sententia transiit in rem judicatam et judex *ad quem* nihil juris habet in eam.

2º Expendit an sit justa causa appellationis. Duplici præsertim in casu judex *ad quem* non defert appellationi : nempe, *a)* si sit *frivola ; b)* si judex *a quo* removerit causam propter quam appellabatur. Appellatio dicitur *frivola* et mere *frustratoria*, quando ex futilibus rationibus interponitur ; hoc in casu, judex illam non admittit. Quando appellatur a sententia interlocutoria, judex *a quo* revocare potest gravamen injuste illatum, qua in hypothesi, denegatur appellatio.

3º Si probabilis appareat causa appellandi, judex *ad quem* inhibere potest judici *a quo* ne ultra in causa procedat, vel quid attentet in præjudicium appellationis ; et si, non obstante illa inhibitione, fiant *attentata*, jus habet illa revocandi, et, ante omnem causæ disceptationem, omnia reducendi in pristinum statum. Caput *Non solum*, 7, De Appellationibus, in 6º.

Appellatio a sententia definitiva eximit appellantem a jurisdictione judicis ordinarii, eamque suspendit quoad illam causam. Unde quod interim attentat, censetur factum a judice non competente, et revocari debet a judice ad quem jurisdictio devolvitur. Quod si appelletur a sententia interlocutoria, caute procedendum est, quia quamdiu causam principalem non definierit judex, servat suam jurisdictionem ; nihilominus in illo etiam casu, si sententia interlocutoria gravamen sit inductura quod a sententia definitiva reparari nequeat, et appareat fundata ratio appellandi, ipsi injungi potest ne ultra procedat, donec judex *ad quem* pronuntiaverit. Præl. Sti Sulpicii, vol. III, num. 708.

4º Judex *ad quem*, in causa cognoscenda et definienda, eadem procedendi methodo utatur quam adhibuit judex *a quo*.

1028. **Reus, si sententia confirmetur, iterum appellare poterit.** In hac regione, reus damnatus in secunda

instantia apud archiepiscopum, appellare poterit ad Excellentissimum Delegatum Apostolicum, qui præest hierarchiæ, vel ad Sanctam Sedem, etiam cum effectu suspensivo, prout natura rei hunc effectum indulget.

Illud jus appellandi soli reo favet, in causis criminalibus: hinc reus, si in aliqua instantia absolvatur, ad tribunal superius nequit provocari; ex cap. 6, tit. I, De Accusationibus, lib. V: "De his criminibus de quibus absolutus est accusatus, non potest accusatio replicari."

Confirmatur causa *Medionalensi*, agitata coram Congregatione Concilii, 18 Aprilis 1885; Acta S. Sedis, vol. XVIII, pag. 75. Ex causæ definitione, eruitur sententiam absolutoriam accusati, statim ac edita est, in rem judicatam transire.

1029. **Reo damnato patet aditus, in ultima instantia, ad S. Sedem.**

In nostris regionibus, appellatio ad S. Cong. de Prop. Fide interponitur. Appellans præ oculis habeat dispositionem 26 Martii 1886 et responsum 13 Julii 1886, quæ hic referimus:

I

DISPOSITIO PROVISORIA PRO ACTIS APPELLATIONIS IN CAUSIS CRIMINALIBUS EDITA DIE 26 MARTII 1886

"Sacra hæc C. Episcoporum et Regularium pro certo habens quod modi procedendi œconomice, ordinati per instructionem diei 11 Junii 1880, pro curiis ecclesiasticis in causis criminalibus quæ clericos respiciunt, observari quoque debeant in actis appellationis, quæ apud Sacrum Concessum interponitur a sententiis ipsarum curiarum, opportunam censuit publicationem sequentis dispositionis:"

"I. Defensor rei vel reorum eligendus inter advocatos a Sacris Congregationibus approbatos, prævio deposito de more, prudenter notitiam sumit de restrictu et processu coram judice relatore."

"II. Quatenus vero ratione causæ expedire censeat Emus Dom. Card. Præfectus, injungitur defensori secretum cum jurisjurandi vinculo."

"III. Exhibitis defensionibus in scriptis, eædem, quatenus Emus Dom. Card. Præfectus æque opportunum censeat, communicari queunt procuratori fiscali curiæ *a qua*, ut ille, si necesse esse crediderit, in scriptis respondeat."

"IV. De responso procuratoris fiscalis defensor, sub debita cautela, cognitionem sumere potest coram judice relatore, ut replicare ultimo valeat pariter in scriptis."

"V. Omnino autem excluditur defensoris et procuratoris fisci præsentia in comitiis cardinalium, quando causa resolvenda proponitur."

"VI. Excepta dispositione præcedentium articulorum, in sua plena vi, quoad omnes partes, ea omnia permanent quæ S. C. constituit per decretum diei 18 Decembris 1835, per litteras circulares diei 1 Augusti 1851, et per ordinationem diei 6 Junii 1847."

Hæc approbavit SSmus Dnus Noster Leo XIII, die 26 Martii 1886.

II

RESPONSUM SACRÆ CONGREGATIONIS DE PROP. FIDE, 13 JULII 1886

"Declarat S. Congregatio nunquam sese fore admissuram recursum vel appellationem sacerdotum, qui ad judices laicos trahere ausi fuerint, vel clericum sine venia Ordinarii, vel episcopum sine venia Apostolicæ Sedis, sive in causa ecclesiastica sive non, nisi prius recursum ad civile tribunal interpositum deseruerint. Episcopi vero, juxta declarationem capitis *Cogentes*, a Suprema Inquisitionis Congregatione, die 28 Januarii 1886 editam, possunt in prædictum clericum

animadvertere pœnis et censuris ferendæ sententiæ, maxime suspensione a divinis, servatis tamen servandis, et pro gravitate causæ, si id expedire in Domino judicaverint."

CAPUT II

DE REMEDIIS EXTRAORDINARIIS CONTRA SENTENTIAM

Præter appellationem, quæ est remedium ordinarium impugnandi sententiam, præsto sunt alia remedia extraordinaria quibus sententiæ revocantur aut rescinduntur, videlicet *querela nullitatis, recursus, beneficium novæ audientiæ* et *restitutio in integrum.*

1030. **Querela nullitatis est remedium extraordinarium quo quæritur a judice ut nullam declaret sententiam.**

Diversimode sententia dicitur ipso jure nulla, juxta Pellegrini, Praxis Vicarii Generalis, parte 2, sect. 3, num. 79:

1° *Ratione judicis*, v. g. quando judex publice excommunicatus, vel infamis, aut mercede corruptus sententiam pronuntiavit; quando contra episcopum in criminalibus, absque speciali mandato Sanctæ Sedis, pronuntiavit;

2° *Ratione jurisdictionis*, quando judex, qui illam profert, nullam omnino jurisdictionem habet; quando non est competens; quando pronuntiavit ut delegatus et litteræ delegationis sunt falsæ; quando est delegatus super una causa et pronuntiavit super alia;

3° *Ratione loci*, quando eam judex profert extra locum suæ jurisdictionis;

4° *Ratione temporis*, quando profertur die feriato; item quando profertur de nocte;

5° *Ratione causæ*, quando neque absolutoria, neque condemnatoria rei est;

6° *Ratione modi*, si judex eam ferat stando, non autem sedendo (excepto casu quo summarie proceditur); item si eam pronuntiet non scriptam;

7° *Ratione processus*, si proferatur lite non contestata, et in genere si quid in processu fuerit omissum ex iis quæ sunt de substantia ordinis judiciarii;

8° *Ratione manifestæ iniquitatis*, si feratur contra jus scriptum; si contineat manifestum errorem aut aliquod impossibile.

1031. **Quomodo proponitur querela nullitatis?**

1° Querela nullitatis, jure scripto, proponi potest tum coram jure ordinario qui sententiam tulit, tum coram judice appellationis. Judex, per prolationem sententiæ, functus est officio suo et non potest amplius in suam sententiam reagere; hoc tamen intelligitur de judice qui sententiam *validam* pronuntiavit. Sententia nulla nullum parit effectum, nec suspendit jurisdictionem judicis, qui, declarata nullitate prioris sententiæ, aliam validam proferre valet. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 408.

Diximus *coram judice ordinario*, quia judex delegatus, postquam pronuntiavit, sive bene sive male, functus est officio suo, sicque cessat ejus auctoritas et jurisdictio; et proinde non potest amplius sententiam suam nulliter prolatam corrigere, sed oportet adire superiorem.

2° Ex consuetudine omnino generali, querela nullitatis proponitur apud judicem *ad quem*; eo vel magis quod solet cumulari appellatio cum querela; jamvero hoc fieri nequit, nisi causa apud superiorem proponatur.

3° Tandem non requiritur omnino ut querela intra decem dies proponatur; sententia nulla non transit in rem judicatam, unde de nullitate sententiæ argui potest usque ad triginta annos, cum omnis actio dicto tempore præscribatur. Schmalzgrueber, in tit. XXVII, lib. II, num. 64.

1032. **Proprie recursus dicitur provocatio quæ fit tantum ad Sedem Apostolicam in nonnullis causis appellationem non admittentibus.** 1° Hujusmodi sunt sententiæ quæ proferuntur *ex informata conscientia*, quæ appellationem proprie dictam non admittunt, sed recursum ad Sedem Apostolicam ; tales sunt sententiæ quibus parochi ad nutum amovibiles, sine causa sufficienti, tranferuntur ad parochiam minorem. Non competit juris remedium ordinarium iis quorum positio in jure determinata non est, sed fit recursus ad S. Congregationem de Propaganda Fide; ex responsione 28 Martii 1887, vol. I, num. 597.

2° Hic recursus fieri posset ad Excellentissimum Delegatum Apostolicum hujus regionis, qui tali jurisdictione videtur instructus ut hujusmodi controversias solvere valeat.

3° Recursus dicitur supplicatio quædam facta principi ut, ex quadam benignitate, restituat supplicantem adversus sententiam contra quam non competit medium ordinarium. Quando quis tempore utili a sententia iniqua non appellaverit, ei indulgetur recursus ad principem supremum, qui, ob plenitudinem potestatis, potest effectum sententiæ corrigere.

4° Recursus differt ab appellatione : *a)* Recursus est remedium extraordinarium ; appellatio est remedium ordinarium, unde non debet interponi recursus, ubi adhuc potest appellatio fieri. *b)* Deinde recursus potest in quacumque causa interponi ; non sic appellatio, quæ in quibusdam causis prohibetur. *c)* Appellatio debet fieri intra decem dies, dum recursus, si fiat principi, potest proponi intra biennium. *d)* Pendente appellatione, nihil est innovandum ; e contra, pendente supplicatione, sententia mandatur executioni, præstita tamen cautione quod si retractetur sententia, omnia restituantur. Reiffenstuel, in tit. XXVIII, De Appellationibus, num. 22.

1033. **Beneficium novæ audientiæ est remedium extraordinarium quod est in usu apud tribunalia suprema Ecclesiæ.** Causa judicata a Sacra Congregatione,

pars victa, intra decem dies, id est, antequam sententia transeat in rem judicatum, potest apud eamdem congregationem proponere appellationem sequenti modo: debet secretario congregationis porrigere supplicem libellum quo petit se iterum audiri in eadem controversia. Aliquando beneficium novæ audientiæ conceditur, sed, ne fiat præjudicium jurium, præscribitur interim exsecutio sententiæ: tunc dicitur beneficium valere *in devolutivo tantum;* aliquando conceditur ut valeat *in suspensivo et devolutivo.*

Congregatio, si clara sint partium jura, respondere solet: "Non esse locum novæ audientiæ." Si, admisso recursu, legitimum appareat jus recurrentis, S. Congregatio respondet: "Recedendum a decisis." E contra quando nova argumenta non producuntur, solet Congregatio respondere: "In decisis." M. Lega, De Judiciis in specie.

1034. **Restitutio in integrum est medium extraordinarium corrigendi sententiam.** Definitur actus quo qui læsum se contendit, per officium judicis, reducitur in eum statum in quo foret, si asserta læsio non contigisset.

Restitutio in integrum conceditur 1° *minoribus,* et iis qui jure minorum gaudent, ut sunt ecclesiæ, monasteria, hospitalia et alia loca pia, etiamsi læsio ex ipsorum culpa contigerit; 2° etiam *majoribus,* si probent læsionem ex ipsorum culpa non contigisse, et ipsis jam non pateat remediorum ordinariorum via ad repellendam læsionem. Cf. Schmalzgrueber, in tit. De in integrum Restitutione.

Restitutio in integrum non adhibetur in judiciis criminalibus, unde non juvat de ea ulterius disserere.

DE MODIS EXTRAORDINARIIS PROCEDENDI

IN CAUSIS CRIMINALIBUS

Præter modum ordinarium procedendi quem explicavimus, exstant in jure quidam modi extraordinarii quorum sermo fiet in titulis sequentibus.

TITULUS XI

DE MODO PROCEDENDI EX INFORMATA CONSCIENTIA

Præcedentibus titulis innuimus cautelas quibus prælati se præmuniunt antequam præsumptum reum citent et judicent. Casus in quibus prælati sententiam in subditum proferre et exsequi possunt, quin ei detur copia defensionis, constituunt objectum præsentis tituli.

1035. **Ante Concilium Tridentinum, episcopus non poterat arcere ab ordinibus suscipiendis, nisi ob causas in foro externo demonstrabiles.** Cap. 4, tit. XI, De Tempore Ordinationis, lib. I.

Episcopus occulte indignos monebat et suadebat ut ab ordinatione suscipienda se abstinerent, præ oculis eorum posito Dei judicio, at nulla pœna valebat eis interdicere ne ordinarentur atque in receptis ordinibus ministrarent.

Excipiebantur : *a)* rei occulti homicidii, qui, etiam peracta pœnitentia, citra dispensationem non poterant in susceptis ordinibus ministrare ; *b)* rei criminis hæreseos, ex quo licet

occulto poterat clericus judicari et suspendi; *c)* regulares, qui rei criminis etiam occulti poterant a suis prælatis interdici, quominus ad ordines ascenderent. Cap. 5, *Ad aures*, loco citato.

1036. **Contra hanc praxim tot sæculis præcedentibus vigentem, Concilium Tridentinum,** sess. XIV, cap 1, De Ref., statuit sequens caput, quod juvat referre:

"Cum honestius ac tutius sit subjectis, debitam præpositis obedientiam impendendo, in inferiori ministerio deservire quam cum præpositorum scandalo graduum altiorum appetere dignitatem, ei cui ascensus ad sacros ordines a suo prælato, ex quacumque causa, etiam ob occultum crimen quomodolibet, etiam extrajudicialiter, fuerit interdictus, aut qui a suis ordinibus, seu gradibus, vel dignitatibus ecclesiasticis fuerit suspensus, nulla contra ipsius prælati voluntatem concessa licentia de se promoveri faciendo, aut ad priores ordines, gradus et dignitates, sive honores, restitutio suffragetur."

Duplicem facultatem Tridentini Patres, in citato capite, impertiuntur prælatis, scilicet extrajudicialiter prohibendi ne quispiam vel 1° ascendat ad sacros ordines quos nondum possidet, vel 2° exerceat ministeria ordinum, graduum, dignitatum quibus jam potitur.

Hic modus procedendi dicitur *ex informata conscientia*, quia prælatus procedit non ex juridica informatione, sed ex causis *sibi notis* et in *conscientia perpensis*.

1037. **In pleno vigore remanent dispositiones Concilii Tridentini,** ut testatur Instructio 11 Junii 1880, art. 9: "Insuper vim suam plane retinet remedium extrajudiciale, quod *ex informata conscientia* appellatur, et pro criminibus occultis adhibendum decrevit Concilium Tridentinum." Eadem doctrina, eisdem quasi verbis, asseritur in Instructione *Cum magnopere*, art. 9.

Eadem motiva quibus innixum est Concilium ut ederet hoc remedium extrajudiciale, militant ut suam vim retineat. Stremler, Peines Ecclésiastiques, c. X, pag. 310.

Hinc Pius VI, in sua bulla, *Auctorem fidei*, damnavit ut falsam, perniciosam et in Tridentinum injuriosam propositionem 49 Synodi Pistoriensis, quæ habet ut nullas et invalidas suspensiones ex informata conscientia latas.

1038. **Hæc potestas episcopo concessa est extrajudicialis** et nullis solemnitatibus processus sive ordinarii, sive summarii alligata.

1° Vi hujus potestatis, episcopus non tenetur manifestare reo quem suspendit causam suspensionis, a fortiori non tenetur reo dare copiam sese defendendi. Hoc eruitur ex verbis Tridentini *quomodolibet, etiam extrajudicialiter*, et ex forma loquendi adhibita ab omnibus, præsertim a S. Congregatione de Prop. Fide, in sua instructione 20 Oct. 1884.

2° Per hoc tamen non excluditur certa notitia criminis, sed excluditur scientia quæ haberi debeat per probationem ordine judiciario factam ; non excluditur certa notitia, nam Concilium Tridentinum profecto tale jus episcopis constituit ea conditione quod salvus semper esset recursus ad Sedem Apostolicam ; atqui recursus ad superius tribunal necessario supponit apud ipsum certe probandum esse delictum. Hinc invalida esset sententia quam ferret prælatus, innixus tantum sua persuasione probationibus destituta. Inst. C. de Prop. Fide, 20 Oct. 1884, num. 10.

3° Hujusmodi potestas est natura sua *extraordinaria* et *subsidiaria*, ergo non est ordinarie adhibenda. Concilium Tridentinum hanc potestatem concessit ut consuleretur certis ecclesiarum extraordinariis necessitatibus, nempe quando non suppetat aliud medium arcendi indignos clericos quominus ad ordines superiores promoveantur, vel in ordinibus jam susceptis ministrent.

Ad rem Lucidi, De Visitatione Sacrorum Liminum, cap. 3, num. 273: "Cavere debet quisque episcopus ne quod publicum et notorium jam est, perinde ac esset occultum falso sibi animo reputans, suspensionem *ex informata conscientia* decernat: hujusmodi decretum minime sustinetur, prout evenit in causa S. Agathæ Gothorum, 26 Feb. 1853.

1039. **Quis potest suspendere aut suspendi ex informata conscientia?**

1° Concilium Tridentinum loquitur de prælato, quo nomine veniunt episcopi, prælati regulares quasi jurisdictione episcopali præditi; his æquiparantur vicarii apostolici, vicarii capitulares, qui omnes in ordinariam episcoporum jurisdictionem succedunt. Vicarii generales episcoporum, sine horum mandato speciali, non possunt.

2° Suspendi possunt *a)* subditi laici, qui a promotione ad clericatum, quacumque de causa, etiam ob occultum crimen, arceri possunt; *b)* clerici jam ordinati sive in minoribus, sive in majoribus ordinibus, provisi vel non de beneficio, ab ascensu ad altiorem gradum; *c)* item quilibet clericus a quocumque gradu et officio suspendi potest. De Luca, Prælectiones Juris Canonici, vol. III, num. 373.

1040. **Relate ab objectum suspensionis,** notari debet decretum Tridentinum esse correctorium juris antiqui, ideoque strictæ interpretationis, et non extendendum ad casus non expressos.

1° Facultas episcopis attributa ad duos tantum casus extenditur, nempe interdictionem suscipiendi ordines, et suspensionem temporaneam ab ordinibus susceptis, gradibus, officiis et dignitatibus.

2° Episcopus potest, ob causam gravem, etiam non criminalem, arcere a sacris ordinibus quos *ex informata conscientia* judicat non necessarios, nec utiles suæ ecclesiæ, multo magis quos, ob crimen occultum, indignos novit statu clericali.

3° Item episcopus potest *ex informata conscientia* interdicere ne quis ordines susceptos et officium exerceat. Ratio est, quia verba capitis Tridentini *quomodolibet, etiam extrajudicialiter*, referuntur tum ad ascensum ad ordines, tum ad exercitium ordinis et officii. Revera Concilium declarat mentem suam esse ut episcopus valeat exsequi liberius suum officium, impediendo quominus clerici, præsertim ad curam animarum constituti, vitam inhonestam ducant; atqui si facultas procedendi extrajudicialiter referatur solummodo ad ordinum susceptionem, non ad illorum exercitium, concilium suum scopum non attingeret; ergo verbum *extrajudicialiter* ad utramque partem capitis refertur. Confirmatur sententia communi auctorum, et præsertim S. Congregationis Concilii, quæ multoties responsa dedit in eodem sensu, ut videre est apud Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 320 et seq.

" Notandum est, cum auctore Præl. Jur. Can. Sti Sulpicii, vol. III, num. 690, verba *ex quacumque causa, etiam ob occultum crimen*, licet ad utramque partem capitis referantur, non intelligi tamen nisi cum certo moderamine in secunda parte, ubi non de ascensu ad ordines agitur, sed de exercitio ordinum jam legitime susceptorum. Etenim, ut vulgo dicitur, *turpius ejicitur quam non admittitur hospes*: in priori casu, jus quærendum denegatur, dum in posteriori jus acquisitum aufertur; proinde prælatus non habere debet parem in utroque casu libertatem. Causa a culpa immunis potest inducere prælatum ad prohibendum ascensum ad ordines, ut decentia statui clericali debita servetur et melius provideatur utilitati diœcesis; ut vero interdicatur exercitium ordinis, causa intercedere debet quæ delictum sapiat."

1041. **Quæritur an alias pœnas imponere possit episcopus ex informata conscientia.** Concilium Tridentinum expresse indulget ut prælatus valeat extrajudicia-

liter arcere ab ordinibus et suspendere ab ordinibus, seu gradibus, vel dignitatibus ecclesiasticis.

1° Cum dispositio Tridentina sit, juxta sententiam probabilem, strictæ interpretationis, episcopus nequit damnare clericum *ex informata conscientia* ut spiritualia exercitia peragat, aut piam peregrinationem suscipiat. Revera Patres adhibent verbum *suspensus*; atqui suspensio impedit quominus quis exerceat sacra ministeria sed non importat præstationem alicujus operis. Nec objicias suspensionem esse pœnam graviorem quam præceptum spiritualium exercitiorum; nam circa pœnas non valet argumentum a majori ad minus.

2° Episcopus nequit clericum excommunicare *ex informata conscientia*, quia facultas datur a Concilio ad solam suspensionem.

3° Nec videtur dictam potestatem episcopis concessam extendi posse ad privationem beneficii vel fructuum beneficii, sed tantum ad privationem officii, cui adnectitur beneficium. Nam in re quæ exorbitat a jure communi, a casu expresso ad non expressum non fit extensio; atqui hoc decretum, utpote correctorium juris communis, est exorbitans, neque exprimit beneficia, sed tantum exhibet verba *ab ordinibus, seu gradibus, vel dignitatibus ecclesiasticis*, quæ verba sensu obvio et proprio ordines et officia denotant, non autem beneficia. Non valet, contra hanc sententiam, ratio allata ab adversariis, quod episcopus potest suspendere clericum *ex informata conscientia* ab officio, ergo et a beneficio. Nam eo quod quis suspenditur ab officio, non est hoc ipso suspensus a beneficio, ut communiter docent canonistæ. Hanc sententiam tuentur De Luca, loco citato, Pierantonelli, Icard, et plures alii contra Santi, Præl. Jur. Can., tit. I, lib. V, num. 22.

1042. **Ad causas autem propter quas licet ferre sententiam ex informata conscientia.** Vel agitur de prohibendo ascensu ad ordines, vel de exercitio ordinum susceptorum.

1° Ut prohibeatur ascensus, sufficit causa quæcumque, dummodo sit relative gravis. Patres innovarunt juri Decretalium, committendo prælatis ut arcerent ab ordinibus ob crimen etiam occultum, dummodo aliqua ratione, etiam extrajudicialiter, posset probari : " Cui ascensus ad sacros ordines, ex quacumque causa, etiam ob occultum crimen quomodolibet, etiam extrajudicialiter, interdictus, nulla restitutio suffragetur."

2° Si agatur de prohibendo exercitio ordinum susceptorum, quæritur inter auctores utrum prælatus possit, ex quacumque causa, etiam ob occultum crimen, uti potestate concessa in cap. 1, sess. XIV. Gravius est quod quis privetur jure quæsito quam jure quærendo, juxta adagium relatum : turpius ejicitur quam non admittitur hospes. Quapropter falsum est admittere parem libertatem prælati in prohibendo ascensum ad ordines ac in interdicendo exercitium ordinum vel officiorum. Ideoque, ex jurisprudentia S. Cong. Concilii, distinguendum est inter causas a delicto immunes et causas quæ habent naturam delicti. Episcopo competit potestas suspendendi clericos ob causas a delicto immunes, v. g. ob defectum scientiæ, modo procedat judicialiter, quo in casu datur appellatio in devolutivo tantum. S. Cong. Concilii, 10 Maii 1625.

Quoad causas quæ habent naturam delicti, distinguendum est inter delicta publica et delicta occulta. Si crimen sit publicum, ejus investigatio publica esse debet ; nam Patres Tridentini non voluerunt principia generalia juris immutare, sed tantum quibusdam necessitatibus providere in quibus non potest, aut non decet, modo judiciali procedi. Hinc S. Congregatio Concilii, in causa S. Agathæ Gothorum relata, infirmavit sententiam episcopi qui parochum quemdam suspenderat *ex informata conscientia* ob delicta publica. Unde remanet ut delictum debeat esse occultum, ut eruitur ex instructione S. Cong. de Prop. Fide, 20 Oct. 1884, art. 6 :

" Suspensioni *ex informata conscientia* justam ac legitimam causam præbet crimen, seu culpa a suspenso commissa. Hæc autem debet esse *occulta*, et ita gravis ut talem promereatur punitionem."

1043. **Quid autem veniat sub nomine delicti occulti, non conveniunt auctores.** 1° Juxta quosdam, delictum occultum dicitur quod non est publicum, et delictum censetur publicum quod in civitate innotescit a majori parte; alii occultum delictum habent quod non innotescit a decem vel quinque personis; alii autem occultum habent quod non est notorium notorietate juris vel facti. Factum dicitur notorium notorietate facti quod patratum est sub oculis tot personarum, ut nulla tergiversatione celari possit; dicitur notorium notorietate juris quod constat vel confessione rei in judicio, vel per sententiam judicialem quæ in rem judicatam abiit.

2° In tanta opinionum varietate, videtur delictum occultum illud esse quod, etsi in probatis exstet per testimonia plenam fidem merentia nedum apud episcopum, verum etiam apud quoscumque prudentes judices, nihilominus, vel *a)* haud probari potest in judicio, v. g. quia testes formidant manifestari reo, vel *b)* haud expedit formam judiciariam servari, v. g. quia ex evulgatione criminis sequeretur grave scandalum. Pierantonelli, tit. VII, num. 10. Hoc sensu intelligenda est *causa Lucionensis*, 8 Ap. 1848, in qua vocati sunt plus quam decem testes, et omnes viri pietate et gravitate spectabiles, qui voluerunt ut sua depositio remaneret secreta. Eodem sensu explicantur plures responsiones S. Cong. Concilii, quæ videri possunt apud Pierantonelli. Utique jus postulat ut quando publicum est delictum, publica sit sententia; sed necessitas non habet legem, et episcopus bene facit si, per sententiam *ex informata conscientia*, scandalo obviat quod non posset per sententiam publicam auferre.

3° Prælatus posset procedere in clericum qui gravatur peccatis tum publicis, tum occultis sensu explicato; imo *ex*

informata conscientia punire potest ea crimina quæ persequi cœperat forma judiciaria, si in decursu judicii videat non expedire ut solemnitates serventur: tunc delictum dicitur occultum sensu explicato. Ad rem habetur causa *Perusina*, 27 Sept. 1795; casus erat cujusdam parochi, cui imputabatur turpis consuetudo cum fœminis, ebrietas et diffamatio apud populum. Plures testes deponebant contra parochum et plures in ejus favorem; hisce præhabitis, episcopus negotium absolvit per sequens decretum: " Ex informata conscientia et causis nobis notis, soli Deo et Sedi Apostolicæ rationem reddituri, ab audiendis confessionibus ipsum parochum suspendimus, et ab exercitio quocumque curæ animarum ac regimine præfatæ parochiæ removemus omnino." S. Cong. Concilii interrogata an sustineatur remotio et suspensio ab audiendis confessionibus in casu, respondit: " Affirmative in omnibus et amplius."

4° Attamen non licet prælato ad hanc expeditam formam sententiarum confugere, nisi manifestum sit solemnitates servari non posse; aliter S. Congregatio Concilii infirmaret sententiam episcopalem, reservato jure procedendi in forma judiciali. Hinc, ut monet Instructio S. Cong. de Prop. Fide, art. 13, reprehensibilis foret episcopus, si in sua synodo declararet se deinceps, ex privata tantum scientia, cum pœna suspensionis a divinis animadversurum in clericos quos graviter deliquisse compererit.

1044. **Quæritur quænam solemnitates sint servandæ, quando episcopus procedit ex informata conscientia.**

1° Hæc sententia semper in scriptis intimanda est, die et mense designato; idque fieri debet vel ab ipso Ordinario, vel ab alia persona, de expresso illius mandato; art. 3 Inst. 20 Oct. 1884. Pierantonelli, opere citato, tit. VII, num. 1, innixus pluribus declarationibus S. Cong. Concilii, tenet sententias sustineri, etiamsi in scriptis non fuerint mandatæ;

ab hac sententia recedimus, cum præfata instructio mandet ut præceptum *semper* in scriptis intimetur.

2° Prælatus debet significare se procedere vigore capitis 1 sessionis XIV Concilii Tridentini, ne reus urgeat invaliditatem sententiæ ob solemnitates judicii omissas. Ad hoc sufficiunt sequentes locutiones quæ, si reperiantur in sententia, ejus naturam patefaciunt : vi Tridentini decreti, sess. XIV, cap. 1, De Ref., vel ex informata conscientia, vel ex causis ipsi Ordinario notis.

3° Prælatus, in ferendis sententiis *ex informata conscientia*, licite omittit omnes formalitates processus sive ordinarii, sive summarii : hinc non requiritur oblatio libelli, nec rei citatio, nec præviæ monitiones, nec probationes judiciales. Attamen potest prælatus, si velit, formalitates judicii ordinarii vel summarii in toto vel in parte adhibere, modo in ferenda sententia exprimat se agere vigore capitis 1 sess. XIV. Ratio est, quia Tridentinum, sicut episcopum non adstringit formalitatibus judicialibus, ita neque eas prohibet. Si vero clericus judicialiter condemnatus ab hac judiciali sententia appellaverit, pendente appellatione, non poterit episcopus clericum suspendere etiam ex informata conscientia. S. Cong. Concilii, 20 Dec. 1873.

4° Prælatus non tenetur exprimere delictum, seu causam suspensionis ipsi reo, sed tantum Sedi Apostolicæ, ad quam reus recursum habuerit.

Sed episcopus, in processu *ex informata conscientia*, non potest omnia ex arbitrio peragere ; tenetur enim servare jus naturale, leges prudentiæ et delictum coram Apostolica Sede probare, in casu recursus. Ipsa synodus Tridentina monet episcopum ut sit pastor, non percussor sui cleri. Jus naturale dictat ut maturo consilio, sine ira et studio partium, sine præcipitatione capiat informationes num causa ad se delata hujus extraordinarii medii capax sit. Judicialis probatio non

requiritur, tamen non sufficiunt probationes quæ soli episcopo crimen probare valent, sed sufficientes et necessarias eas dicimus quæ per se aptæ sunt ut penes alios viros honestos et peritos, præsertim penes Eminentissimos Cardinales Cong. Concilii, in casu recursus ad Sedem Apostolicam, de crimine commisso fidem faciant plenam. Cf. De Luca, De Judiciis, tit. XXX, pag. 420.

5° Debent exprimi partes exercitii ordinis vel officii ad quas extenditur suspensio. Quod si suspensus interdictus sit ab officio cui alter in locum ipsius substituendus est, ut puta œconomus in cura animarum, tunc substitutus mercedem percipiet ex fructibus beneficii in ea portione quæ, juxta prudens Ordinarii arbitrium, taxabitur. Inst. 20 Oct. 1884, num. 4.

6° Tandem exprimi debet tempus duratio's ejusdem pœnæ. Abstineant Ordinarii ab ipsa infligenda in perpetuum. Quod si, ob graviores causas, Ordinarius censuerit eam imponere non ad tempus determinatum, sed ad suum beneplacitum, tunc ipsa habetur pro temporanea, ideoque cessabit cum jurisdictione Ordinarii suspensionem infligentis. Art. 5 ejusdem Instructionis. Hinc communiter admittitur suspensionem *ex informata conscientia* non esse perpetuam, quia hoc in casu æquivaleret depositioni ; jamvero depositio est pœna quæ imponi nequit extrajudicialiter. Cf. Péries, Procédure Canonique, pag. 182, et seq.

1045. **Nunc quæri potest an suspensio ex informata conscientia habeat naturam censuræ vel pœnæ vindicativæ.** Suspensio habet naturam pœnæ vindicativæ, quando fertur in delictum mere præteritum et ad tempus determinatum ; suspensio habet naturam censuræ, si plectatur in delictum futurum et ad frangendam alicujus contumaciam cum clausula : donec resipiscentiæ argumenta nobis exhibuerit. Cum mens Ecclesiæ sit mederi potiusquam punire, valde convenit ut suspensio habeat naturam censuræ,

quamvis prælatis liberum sit ut ipsi dent etiam naturam pœnæ vindicativæ. Patres Tridentini generice loquuntur et adhibent verbum *suspensus;* atqui in jure admissa est suspensio in pœnam delicti.

1046. **Suspensio ex informata conscientia non admittit appellationem** nec in suspensivo, nec in devolutivo ad metropolitanum, sed tantum recursum ad Apostolicam Sedem. Hoc innotescit ex ipsis verbis capitis Tridentini: " Nulla contra ipsius prælati voluntatem concessa licentia de se promoveri faciendo, aut ad priores ordines, gradus, dignitates sive honores, restitutio suffragetur." Ne dicas per hæc verba prohiberi etiam recursum ad Summum Pontificem, nam Patres Tridentini certe noluerunt potestatem Summi Pontificis coarctare.

1° Quapropter si clericus, sententia *ex informata conscientia* innodatus, ministeria interdicta exercere audeat, irregularitatem minime effugiet, non obstante appellatione ab hujusmodi sententia interposita. S. Cong. Concilii, 21 Junii 1625.

2° Si suspensio lata sit in pœnam, [illegible]idam auctores reputant irregularitatem non contrahi ex violatione suspensionis, sed sententiam contradictoriam tenuit S. Cong. Concilii, in causa *Lucionensi*, 8 Ap. 1848.

3° Super hujusmodi irregularitate dispensare potest episcopus, ex facultatibus sibi commissis a Trid., cap 6, sess. XXIV, si lata suspensio maneat occulta, etiamsi violatio sit publica. E contrario, si suspensio sit publica, solus Pontifex Romanus dispensare valet, etiamsi factum violationis remaneat occultum. Pierantonelli, tit. VII, num. 24.

1047. **Juvat absolvere hanc dissertationem, referendo Instructionem S. Cong. de Prop. Fide, 20 Octobris 1884:**

" 1° Suspensio ex informata conscientia, non secus ac illa quæ per judicialem sententiam infligitur, personam ecclesia-

sticam a suis ordinibus seu gradibus, vel dignitatibus ecclesiasticis exercendis interdicit."

" 2º In hoc præcipue ipsa differt a judiciali suspensione, quod adhibetur tanquam extraordinarium remedium, in pœnam admissi criminis ; ideoque, ad ejus impositionem, non requiruntur nec formæ judiciales, nec canonicæ admonitiones. Satis erit, proinde, si prælatus hanc pœnam infligens, simplici utatur præcepto, quo declaret se suspensionem ab exercitio sacrorum officiorum vel ecclesiasticorum munium indicere."

" 3º Hujusmodi præceptum semper in scriptis intimandum est, die et mense designato ; ideoque fieri debet vel ab ipso Ordinario, vel ab alia persona, de expresso ipsius mandato. In eadem tamen intimatione, exprimendum est quod ejusmodi punitio irrogatur in vim Trident. decreti, sess. XIV, cap. 1, de Ref., ex informata conscientia, vel ex causis ipsi Ordinario notis."

" 4º Debent, insuper, exprimi partes exercitii ordinis vel officii ad quas extenditur suspensio. Quod si suspensus interdictus sit ab officio cui alter in locum ipsius substituendus est, ut puta œconomus in cura animarum, tunc substitutus mercedem percipiet ex fructibus beneficii, in ea portione quæ, juxta prudens Ordinarii arbitrium, taxabitur ; at si suspensus ex hac taxatione se gravatum senserit, moderationem provocare poterit apud curiam archiepiscopalem, aut etiam apud Sedem Apostolicam."

" 5º Exprimi item debet tempus durationis ejusdem pœnæ. Abstineant tamen Ordinarii ab ipsa infligenda in perpetuum. Quod si, ob graviores causas, Ordinarius censuerit eam imponere non ad tempus determinatum, sed ad suum beneplacitum, tunc ipsa habetur pro temporanea, ideoque cessabit cum jurisdictione Ordinarii suspensionem infligentis."

" 6º Suspensioni ex informata conscientia justam ac legitimam causam præbet crimen seu culpa a suspenso commissa.

Hæc autem debet esse occulta, et ita gravis ut talem promereatur punitionem."

"7° Ad hoc autem ut sit occulta, requiritur ut neque in judicium, neque in rumores vulgi deducta sit, neque insuper ejusmodi numero et qualitati personarum cognita sit unde delictum censeri debeat notorium."

"8° Verum tenet etiam suspensio si, ex pluribus delictis, aliquod fuerit notum in vulgus; aut si crimen, quod ante suspensionem fuerat occultum, deinceps post ipsam fuerit ab aliis evulgatum."

"9° Prudenti arbitrio prælatorum relinquitur suspensionis causam, seu ipsam culpam, delinquenti aut patefacere, aut reticere. Partes alioquin pastoralis sollicitudinis et caritatis eorumdem erunt, ut, si istiusmodi pœnam suspenso manifestare censuerint, ipsa, ex paternis quas interponent monitionibus, nedum ad expiationem culpæ, verum etiam ad emendationem delinquentis et ad occasionem peccandi eliminandam, inserviat."

4° Recursus

"10° Mimiuerint vero præsules quod si contra decretum, quo irrogata fuit suspensio, promoveatur recursus ad Apostolicam Sedem, tunc apud ipsam comprobari debet culpa quæ eidem præbuit occasionem. Consultum idcirco erit ut, antequam hæc pœna infligatur, probationes illius quantumvis extrajudicialiter et secreto colligantur, ita ut, eo ipso quod cum omni certitudine culpabilitatis in punitione inferenda proceditur, si deinceps causa examinanda est apud Apostolicam Sedem, probationes criminis in eas difficultates haud impingant, quæ, ut plurimum, occurrunt in istiusmodi judiciis."

"11° A decreto suspensionis ex informata conscientia non datur appellatio ad tribunal superioris ordinis. Postquam idcirco clericus intimationem suspensionis habuerit, si nihilominus appellationem interponere, ejusque obtentu in altari ministrare, seu quovis modo suum ordinem solemniter exercere præsumat, statim incidit in irregularitatem."

"12° Semper tamen patet aditus ad Apostolicam Sedem, et, in casu quo clericus absque sufficienti ac rationabili causa se hac pœna mulctatum reputet, recurrere poterit ad Summum Pontificem. Interim tamen in vigore permanet decretum suspensionis, usque dum ab ipso Pontifice, vel a S. Congregatione quæ de recursu judicare debet, non fuerit rescissum aut etiam moderatum."

"13° Cæterum cum istiusmodi pœna sit remedium omnino extraordinarium, quod præsertim ad expiationem criminum absque formis judiciariis adhibetur, præ oculis habeant prælati id quod sapientissime admonet Summus Pontifex Benedictus XIV, in suo tractatu De Synodo Diœcesana, lib 12, cap. 8, n. 6, quod nimirum reprehensibilis foret episcopus, si in sua synodo declararet se deinceps, ex privata tantum scientia, cum pœna suspensionis a divinis animadversurum in clericos, quos graviter deliquisse compererit, quamvis eorum delictum non possit in foro externo concludenter probari, aut illud non expediat in aliorum notitiam deducere."

"Romæ, ex Ædibus S. Congregationis de Propaganda Fide, die 20 Octobris 1884."

Haec omnia a n° 1035 usque hic sunt autem explicatio Instructionis.

TITULUS XII

DE MODO PROCEDENDI IN DELICTIS NOTORIIS

Ordo judiciarius fuit introductus ad criminis aut juris dubii veritatem detegendam: unde cessat ejus necessitas quando rei delictum est notorium.

1048. **Notorium delictum illud in genere dicitur** quod vel in jure, vel ex facto suo ita certum habetur ut nulla tergiversatione celari possit.

Duplex datur notorietas, scilicet juris et facti.

1° Delictum dicitur notorium notorietate juris, quando notorietas delicti ex ipso judicio oritur. Hoc fit tripliciter: *a)* per spontaneam confessionem rei in judicio factam et non revocatam; *b)* per plenas probationes judiciales; *c)* per sententiam definitivam condemnatoriam ad pœnam, vel declaratoriam criminis, quæ transiit in rem judicatam.

2° Delictum dicitur notorium notorietate facti, quod perpetratum est in oculis hominum, puta totius vel majoris partis alicujus viciniæ, parochiæ, collegii, ita ut nulla tergiversatione celari possit. Ut aliquod delictum dici possit notorium notorietate facti, tria communiter requiruntur: *a)* ut sit factum in loco publico, non privato; *b)* ut non sit commissum de nocte, nisi tanta hominum multitudo fuerit præsens ut ab his notitia ejus ad aures majoris partis de communitate perveniat; *c)* requiritur hominum multitudo. Cf. Schmalzgrueber, in tit. I, lib. V Decretalium.

1049. **In notoriis, judex potest omittere plures juris solemnitates.**

1° In delictis notoriis, non opus est accusatione vel denuntiatione, quia regulariter accusator requiritur ut crimen mani-

festetur et in judicio per probationem publicetur; atqui hæc manifestatio jam habetur per evidentiam facti. Ergo, ut ait S. Augustinus, evidentia patrati sceleris non indiget clamore accusatoris.

2° In delictis notoriis, non requiritur libellus, contestatio litis, juramentum calumniæ et aliæ solemnitates pertinentes ad judicii ordinationem; quia hæc omnia fuerunt introducta ad delicti veritatem detegendam, qui finis cessat in casu delicti notorii.

3° Non opus est citatione, quando ita certum est crimen ut nulla defensio reo competat: frustra enim citatur, qui citatus nihil potest opponere.

4° Non opus est ut judex ferat sententiam solemniter et in scriptis; sufficiet sententia non solemnis, vel præceptum judicis reo pœnam intimantis, vel eum mittentis ad supplicium pro tali crimine, nisi tamen reus neget crimen esse notorium: quo casu, opus esset sententia declaratoria notorietatis.

1050. **Ut judex possit procedere ex notorio, plura requiruntur:**

1° Ut constet de notorietate, quod fieri potest dupliciter: *a)* Si reus delinquat in præsentia ipsius judicis pro tribunali sedentis, aut in actu et exercitio jurisdictionis suæ existentis; *b)* Si reus delinquat coram societate, et duo testes omni exceptione majores deponant non solum de delicto commisso, sed etiam quod notorie, id est, coram populo aut majori ejus parte, crimen commissum est.

2° Ut non solum constet de notorietate delicti, sed etiam de ejus malitia, quod scilicet fuit commissum ex dolo et malitia.

Hinc, *regulariter*, antequam judex sententiam ferat, præmittitur aliqua inquisitio qua demonstretur delicti notorietas. Attamen, ut notat Reiffenstuel, in tit. I, lib. V, num. 264, non est ad validitatem sententiæ ut judex, per interlocutoriam

sententiam, super notorietate pronuntiet, sed sufficit ut in sententia principali notorietas inferatur his vel similibus verbis: Cum notorium sit Titii crimen, condemnamus eum ad pœnam...

1051. **Quamvis judex valeat se dispensare a solemnitatibus juris,** congruum est ut notorie delinquens non damnetur sine citatione. Multa dicuntur notoria quæ non sunt, et præterea sæpe delinquens citatus afferet excusationem quam judici interest cognoscere antequam sententiam proferat. Hinc sapienter patres tertii concilii plenarii Baltimorensis, tit. X, num. 310, suadent ut in causis quæ dicuntur *ex notorio*, præmittatur processus summarius de delicti notorietate, antequam pœna infligatur.

TITULUS XIII

DE MODO PROCEDENDI IN CAUSA SOLLICITATIONIS

"Quoniam autem a Romanis Pontificibus quibusdam in locis provisum fuit ut impium ac nefandum scelus, quod non solum inter Christifideles non esse, sed nec etiam nominari debet, procul ab iis arceatur, videlicet ut aliquis sacerdos ad sacras audiendas confessiones deputatus, sacrosancto Pœnitentiæ sacramento sollicitando pœnitentes ad turpia abutatur; ac pro medecina venenum, pro pane lapidem porrigat, et ex cœlesti medico infernalis veneficus, ex patre spirituali proditor execrabilis animarum reddatur: idcirco nos ea quæ his perniciosissimis diaboli insidiis arcendis certis locis salubriter constituta sunt, ut nullibi desiderentur, quantum ex alto conceditur, providenda duximus..."

"Statuimus quod omnes et singuli sacerdotes, tam sæculares quam regulares, cujuscumque dignitatis et præeminentiæ, aut quovis privilegio muniti existant, qui personas, quæcumque illæ sint, ad inhonesta sive inter se, sive cum aliis, quomodolibet perpetranda, in actu sacramentalis confessionis, sive antea, vel post immediate, seu occasione vel prætextu confessionis hujusmodi, etiam ipsa confessione non secuta, sive extra occasionem confessionis, confessionario, aut in loco quocumque ubi confessiones sacramentales audiantur, seu ad confessionem audiendam electo, simulantes ibidem confessiones audire, sollicitare vel provocare tentaverint, aut cum eis illicitos et inhonestos sermones, sive tractatus habuerint, in officio S. Inquisitionis severissime, ut infra, puniantur..." Const. *Universi dominici gregis* Gregorii XV, 30 Aug. 1622; *Sacramentum Pœnitentiæ* Benedicti XIV, 1 Jun. 1741.

1052. **Juxta tenorem memoratæ constitutionis, omnes qui fuerunt sollicitati,** cujuscumque de cœtero sint sexus, ætatis, conditionis vel dignitatis, tenentur sollicitantem denuntiare sive Ordinario loci, sive Inquisitori. Hæc autem denunciandi obligatio non versatur nisi circa sollicitationem *ad turpia*; ita ut si sollicitatio non esset *ad turpia*, sed ad alia crimina quantumvis gravia, non urgeret obligatio denunciandi. Revera casus ille non contemplatur in constitutione Gregoriana; atqui lex nequit trahi de uno casu ad alios non contemplatos, præsertim in materia pœnali et odiosa. Bened. XIV, De Syn. Diœc., lib. VI, cap. 11, num. 14.

Eodem jure, sollicitatio, occasione vel prætextu aliorum sacramentorum, sed non pœnitentiæ, non cadit sub lege denunciandi, ut notat Ferraris, Bibliotheca, v. Sollicitatio.

1053. **Pœnæ quibus prælati possunt animadvertere in reos tanti delicti sunt sequentes:** suspensio ab ordine et beneficio, privatio cujuscumque dignitatis et officii, perpetua inhabilitas ad officia obtinenda, privatio vocis activæ et passivæ, si regulares fuerint, exilium, damnatio ad triremes et carceres etiam in perpetuum, tandem, præcedente degradatione, traditio ad brachium sæculare. Const. *Universi dominici gregis.*

Præterea mandatur omnibus confessariis ut suos pœnitentes quos noverint fuisse sollicitatos, moneant de obligatione denuntiandi sollicitantes.

1054. **Sollicitatio, quatenus denunciationi est obnoxia, definitur:**

" Provocatio ad turpia, facta a sacerdote, cum quadam relatione ad confessionem." Cf. Haine, Elementa Theologiæ Moralis, vol. III, p. 345; Nouvelle Revue Théologique, vol. XXXI, pag. 370.

Dicitur 1° *provocatio*, id est, invitatio seu incitatio, quocumque modo fiat, sive verbis, sive signis, sive nutibus, sive tactu, sive per scripturam, modo dictum vel factum fuerit vera sollicitatio.

Dicitur 2° *ad turpia*, quo nomine intelliguntur omnia et sola peccata contra castitatem admissa, ideoque omnes actus externi luxuriæ tum consummatæ, tum incompletæ.

Dicitur 3° *facta a sacerdote*, qualiscumque sit, sive sæcularis, sive regularis, sive approbatus, sive non.

Dicitur 4° *cum relatione ad confessionem*, quia cessat denuntiatio, si sollicitatio fiat in aliis sacramentis. Haine, Theol. Mor., vol. III, pag. 345.

Ad bonum commune interest ut delicta sollicitationis reprimantur, et honor piorum sacerdotum non lædatur dicteriis alicujus mulierculæ levis, malæ famæ, loquacis, criminatricis, inimicæ vel sacerdotis, vel ejus parentum. S. Congregatio S. Officii, 20 Feb. 1867, indicavit solemnitates juris quæ servandæ sunt in his causis.

1055. **Instructio S. Officii 20 Feb. 1867:** Alia l'ou d

1° Personæ, sive mares sive feminæ, quæcumque illæ sint, ad turpia sollicitatæ in confessione, vel occasione aut prætextu confessionis, rem ad S. Sedem vel ad loci Ordinarium deferre debent.

2° Denunciare oportet quemcumque sacerdotem, etiam jurisdictione carentem, sollicitantem in confessione, vel etiam pœnitentis sollicitationi consentientem de turpi materia loqui, illius complementum ad aliud tempus differentem, et non præbentem absolutionem pœnitenti.

3° Hujusmodi denunciationes a nemine absque culpa lethali omitti possunt. Qua de re pœnitentes debent admoneri, neque ab iis admonendis instruendisque eorum bona fides excusat.

4° Sacerdotes ad sacras audiendas confessiones constituti, qui de hac obligatione pœnitentes suos non admonent, debent puniri.

5° Pœnitentes admoniti et omnino renuentes nequeunt absolvi; qui vero ob justam causam denunciationem differre

debent eamque, quo citius poterunt, faciendam spondent serioque promittunt, possunt absolvi.

6° Denunciationes anonymæ contra sollicitantes ad turpia nullam vim habent: denunciationes fieri debent in judicio, nempe coram episcopo ejusve delegato cum interventu ecclesiastici viri, qui notarii partes teneat, et cum juramento, et cum expressione et subscriptione sui nominis; nec sufficit si fiat per apochas vel per litteras sine nomine et cognomine auctoris. Ceterum prohibetur ne in recipiendis denunciationibus præter judicem et notarium, virum utrumque ecclesiasticum, speciali et scripto exarata episcopi deputatione munitum, testes intersint. Cavendum quoque ne ex denunciantibus quæratur num sollicitationi consenserint: et convenientissimum foret, si de hujusmodi consensu, quantumvis sponte manifestato, nihil notetur in tabulis.

7° Denunciationis onus est personale et ab ipsa persona sollicitata adimplendum. Verum si gravissimis difficultatibus impediatur, quominus hoc perficere ipsa possit, tunc vel per se, vel per epistolam, vel per aliam personam sibi bene visam suum adeat Ordinarium, vel S. Sedem per Sacram Pœnitentiariam, vel etiam per hanc supremam Inquisitionem, expositis omnibus circumstantiis, et deinde se gerat juxta instructionem quam erit acceptura. At si nullo impedimento detenta denunciationem omnino renuat, in hoc casu aliisque supra memoratis, laudandus est confessarius qui operam suam pœnitenti non denegaverit, et vel Ordinarium, vel Sanctam Sedem pro opportunis providentiis consuluerit, supresso tamen pœnitentis nomine.

8° Non infrequenter occurrit casus ut confessarius aliusve ecclesiasticus vir ab episcopis deputetur ad denunciationes recipiendas in re ad sollicitationis crimen spectante, absque interventu notarii. Huic instructioni folium adjicitur circa modum quo, hisce in casibus, confici denunciatio debet. Qui enim ad hoc gravissimum munus viri maxime idonei desti-

nantur, de actu denunciationis judiciaria ratione assumendo instrui debent, ut eam continuo ad ipsum episcopum a quo fuerunt deputati caute transmittant, neque confecti actus exemplum vel vestigium aliquod sibi retineant. Atque in hunc fere modum haud difficulter denunciandi munus adimpletur. Profecto a locorum Ordinariis efficiendum est ne ad loca suæ jurisdictioni subjecta applicare oporteat quod pro missionibus Pernambuci in America, die 22 J[illegible] 1627, declaratum fuit: "Mulieres scilicet sollicitatas non teneri ad denunciationem, si ministri Inquisitionis et vicarii episcopi, in longinquis regionibus degentes, sine gravi incommodo adiri nequeant."

9° Si in denunciationibus, quod non raro contingit, aliæ indicantur personæ forte pariter sollicitatæ, vel quæ de hoc crimine testimonium ferre aliqua ratione possint, hæ quoque omnes et seorsim judiciaria forma superius enuntiata examinandæ sunt; (cf. Instructionem 20 Julii 1890, quæ infra refertur) et primo per *generalia*, deinde per gradus, quoad res ita ferat, ad *particularia* deveniendo, interrogari debent, utrum et quomodo revera fuerint ipsæ sollicitatæ, vel alias personas fuisse sollicitatas viderint vel audierint.

10° Accepta denunciatione, non illico proceditur, sed a superiore ecclesiastico inquiri sedulo debet, utrum persona denuncians sit fide digna. Sollicitationis crimen, ut plurimum, secreto perpetratur; hinc privilegium est ut in causis, quæ contra hoc crimen instituuntur, ad plenam probationem faciendam attestationes etiam singulares admittantur. At, in memoratis Summorum Pontificum constitutionibus, præscribitur ne cum testibus singularibus procedatur, nisi præsumptiones, indicia et alia adminicula concurrant. Pondus igitur cujusque denunciationis, qualitates et circumstantiæ serio accurateque perpendendæ sunt, et, antequam contra denunciatum procedatur, perspectum exploratumque judici esse debet quod mulieres et viri denunciantes sint boni nominis,

neque ad accusandum vel inimicitia vel alio humano affectu adducantur. Oportet enim ut testes hujusmodi singulares ab omnibus privatis affectionibus sint immunes, ut ipsis integra fides haberi possit.

11° Ea est hujus supremæ Inquisitionis consuetudo, ut post unam alteramve denunciationem rescribatur, quod denunciatus *observetur*, ita videlicet super delato crimine suspectus habeatur, ut quum primum per novas denunciationes res explorata erit, in judicium vocandus sit. Ut plurimum nonnisi a tertia denuntiatione procedi solet. Ad formale examen vocantur parochi, vel probatæ fidei, spectatæque virtutis viri præsertim ecclesiastici, qui cum juramento de veritate dicenda et de secreto servando super qualitatibus denunciantium et denuntiati, et super mutuis eorum odiis et inimicitiis examinentur. Hisce peractis deligentiis, reus in judicium adducitur, et coram judice cum interventu ecclesiastici viri, qui notarii partes agat, super singulis cujusque denunciationis et examinis adjunctis, juramento dicendæ veritatis obstrictus, respondere debet. Cavetur solertissime ne denunciantium nomina reo manifestentur et ne sacramentale sigillum quoquomodo violetur.

12° Quando perspecta evaserit patrati criminis veritas, reo ad defensionem, prout jura exposcunt, admisso, deveniendum erit ad illi interdicendum in perpetuum ne confessiones excipiat, subtrahendo omnes et quascumque facultates ad id muneris eidem, etiam per quodcumque privilegium vel ab ipsa S. Sede impertitas. Hujusmodi sententiam episcopus se, et non alius ab eo delegatus, proferat: et pro modo culpæ, atque omnibus attentis circumstantiis cœteras quoque pœnas reo irroget quæ in supradictis pontificiis constitutionibus decernuntur. Præterea si reus in judicio crimen confessus fuerit, congruam debet emittere abjurationem, ut se ita purget ab ea, quam incurrit, hæresis suspicione : et hac quoque pœna in ipsa sententia mulcetur. Notandum est pœnas

hujusmodi omnes, et ipsam inhabilitatem ad sacrosanctum missæ sacrificium celebrandum in decreto Benedicti XIV, die 5 Aug. 1745 prescriptam, esse tantum *ferendæ sententiæ.* Abstinendum erit ab infligenda degradatione et traditione brachio sæculari. Id nimirum a Gregorio XV statutum fuit: ceterum ad terrorem potius impositum haberi debet quam ut exsecutioni mandetur.

13° Qui nullis omnino super hoc crimine præventi denunciationibus, conscientia victi, Ordinario loci ejusque delegato se sistunt, patrata a se sollicita :is flagitia sponte confitentur, et veniam petunt, dimitti debent cum congrua abjuratione et pœnitentiis dumtaxat salutaribus, adjecto consilio vel præcepto ut ab excipiendis personarum sollicitatarum sacris confessionibus se abstineant ; nec ceteris pœnis antea dictis, accedentibus licet postmodum denunciationibus, afficiantur. Qui vero judiciaria forma jam præventi, sed nondum citati, sponte se sistunt; et ii pariter, quos veritatem non integram sed diminutam in spontanea apparitione confessos esse Ordinarius loci ex acceptis postea denunciationibus deprehenderit, beneficio impunitatis non gaudent, verumtamen pro ipsius Ordinarii prudentia mitius puniantur.

14° Quod in hisce causis vel ex commissione apostolica vel ex jure episcoporum proprio tractandis majorem in modum curari et observari debet illud est, ut eædem causæ, utpote ad fidem attinentes, secretissime peragantur, et postquam fuerint definitæ et exsecutioni jam traditæ, perpetuo silentio omnino premantur. Omnes curiæ ecclesiasticæ administri, et quicumque alii ad has pertractandas, vel patroni ad defendendas causas assumuntur, jusjurandum de secreto servando debent emittere, et ipsi episcopi aliique locorum Ordinarii ad servandum secretum obstringuntur, prout in jure cautum est, cap. *Statuta,* De Hæreticis, in 6°, et in Clementina *Multorum,* De Hæreticis. Qui vero denunciationis oneri satisfaciunt, quippe in hisce ca :sis examini subjiciuntur, juramentum ab

initio de veritate dicenda, et, actu expleto, de secreto servando, tactis sacrosanctis Dei Evangeliis, etiamsi sint sacerdotes, præstare tenentur. Hæc si caute sancteque teneantur, nullum invidiæ infamiæque, vel aliud quodvis periculum timeri potest, quod vel testes a dicenda veritate, vel competentes judices ab investigando et condignis pœnis animadvertendo sollicitationis crimine contineat.

15° Indultum fuit a Pio VI ut cum difficillimum sit in illis tam dissitis ac disparatis regionibus ea omnia adamussim servare quæ in hisce causis servanda sunt, et cum, si aliqua ex his omittantur, justitia non patiatur, ut pœnæ infligantur adversus reos, de quorum crimine judiciaria ratione adhuc sufficienter non constat, tunc consultius fortasse esset si extra judicii ordinem procedatur ad occurrendum tanto malo mediis et modis magis facilibus et expeditis, quos in casibus particularibus Vicarii Apostolici prudentia cum animarum zelo conjuncta suggeret. Jamvero quisque videt hanc indulgentiam pro locis adeo dissitis ac disparatis factam neque omnibus esse communem, neque absque Apostolicæ Sedis auctoritate jure posse ubivis induci.

16° Ceterum si locorum Ordinarii in conficiendis processibus, vel etiam, confecto processu, in proferenda sententia contra sollicitantes ad turpia in confessione gravioribus involvantur difficultatibus, rem, transmissis actis, deferre poterunt ad hanc supremam Congregationem, quæ peculiares instructiones singulis casibus accommodatas, ut sæpe fit, tradet, ac definitivam sententiam, si expediens fuerit, ipsa proferet. Cf. Collectanea S. Cong. de Prop. Fide, pag. 331, num. 948.

1056. **Relate ad articulum 9 præcedentis Instructionis, S. Congregatio S. Officii edidit Instructionem 20 Julii 1890.**

Non raro ad S. Congregationem S. Officii transmittuntur ab Ordinariis vel a S. Pœnitentiaria denunciationes contra confessarios sollicitantes pœnitentes ad turpia, et sæpe acci-

dit ut in denunciationibus ipsis inducantur aliæ pœnitentes, vel uti certo ad turpia sollicitatæ, vel tantum ex indiciis inductæ, quæ tamen obligationi de denunciatione emittenda juxta sacros canones satis non fecerunt. Ne autem crimen tam infandum absque debitis animadversionibus maneat, Sacra Congregatio indicit locorum Ordinariis ut dictos pœnitentes opportuno examini subjiciant, ut inde legales probationes in processualibus tabulis resultent.

De actibus sic collatis Ordinarii debent transmittere ad Sacram Congregationem S. Officii exemplar authenticum et cum suo originali collatum.

Sic conficitur norma examinis conficiendi:

Vigore epistolæ Sacræ Supremæ Congregationis datæ sub die... (vel vigore decreti Illustrissimi ac Reverendissimi Domini Archiepiscopi Ordinarii) vocata personaliter comparuit coram Illustrissimo ac Reverendissimo Domino N. N. sistente in Cancellaria (vel in sacrario, aut in collocutorio monialium seu piæ domus) in meique, etc. N. N., nubilis (vel uxorata) degens in hac civitate N. N., in parochia N. N., filia (vel uxor) N. N., ætatis suæ... conditionis civilis, (aut agricolæ, aut famulatui addictæ) quæ, delato juramento veritatis dicendæ, quod præstitit tactis SS. Dei Evangeliis, fuit

1° *Interrogata :* An sciat vel imaginetur causam suæ vocationis et præsentis examinis?

Responsio..

2° *Interrogata :* A quot annis usa sit accedere ad sacramentum pœnitentiæ?

Responsio..

3° *Interrogata :* An semper apud unum eumdemque confessarium sacramentum pœnitentiæ receperit, vel apud plures sacerdotes; insuper an in una eademque, vel in pluribus ecclesiis?

Responsio..

4° *Interrogata :* An a singulis quibus confessa est sacerdotibus exceperit sanctas admonitiones, et opportuna præcepta, quæ ipsam examinatam ædificarent, et a malo arcerent, et quatenus etc.

Responsio..

Notandum : Si responsio fuit affirmativa, id est, si dicat se bene semper fuisse directam, tunc interrogetur sequenti modo :

5° *Interrogata :* An sciat vel meminerit aliquando dixisse vel audivisse quod quidam confessarius non ita sancte et honeste sese gesserit erga pœnitentes; quin murmurationes, seu verba contemptibilia contra ipsum confessarium prolata fuerint : e. g. quod ipsa examinata ab uno vel a pluribus pœnitentibus, atque ab uno abhinc anno, vel a quatuor, aut tribus mensibus similia audierit ?

Notandum : Si post hanc interrogationem et animadversionem examinata negare pergat, claudatur actus consueta forma, quæ ad calcem præsentis instructionis prostat.

At si quidquam circa aliquem confessarium, juxta ea de quibus interrogatur, aperuerit, ulterius interrogabitur prout sequitur :

6° *Interrogata :* Ut exponat nomen, cognomen, officium, ætatem confessarii, et locum seu sedem confessionis ; an sit præsbyter sæcularis vel regularis, et quatenus etc.

Responsio..

7° *Interrogata :* Ut exponat seriatim, sincere et clare ea omnia quæ in confessione sacramentali vel antea, vel postea, vel occasione confessionis audierit a confessario prædicto minus honesta : vel an ab eodem aliquid cum ipsa inhoneste actum fuerit nutibus, tactibus seu opere, et quatenus etc.

Notandum : Hoc loco judex solerter curabit ut referantur eisdem verbis quibus confessarius usus fuerit, sermones turpes, seductiones, invitamenta conveniendi in aliquem locum ad malum finem, aliaque omnia quæ crimen sollicita-

tionis constituunt, adhibita vernacula lingua in qua responsiones sedulo et juxta veritatem exarabuntur; animum addat examinatæ, si animadvertat eam nimio timore aut verecundia a veritate patefacienda præpediri, eidem suadens omnia inviolabili secreto premenda esse. Denique exquiret tempus a quo sollicitationes inceperint, quamdiu perduraverint, quoties repetitæ, quibus verbis et actibus malum finem redolentibus expressæ fuerint. Cavebit diligenter ab exquirendo consensu ipsius examinatæ in sollicitationem, et a quacumque interrogatione quæ desiderium prodat cognoscendi ejusdem peccata.

8° *Interrogata:* An sciat aut dici audierit prædictum confessarium alias pœnitentes sollicitasse ad turpia; et quatenus eas nominet, jubebit indicari nomen, cognomen et saltem indicia clariora quibus aliæ personæ sollicitatæ detegi possint.

Notandum: Si forte inducantur aliæ personæ sollicitatæ, erit ipsius judicis eas prudenter advocare et singillatim examinare juxta formam superius expositam.

Responsio ....

9° *Interrogata:* De fama prædicti confessarii tam apud se quam apud alios?

Responsio ....

10° *Interrogata:* An prædicta deposuerit ex justitiæ et veritatis amore, vel potius ex aliquo inimicitiæ vel odii affectu?

Responsio ....

Quibus habitis et acceptatis, dimissa fuit jurata de silentio servando iterum tactis SS. Dei Evangeliis, eique perlecto suo examine in confirmationem præmissorum se subscripsit; si fuerit illitterata dicatur: « cum scribere nesciret, fecit signum crucis.

(Subscriptio personæ examinatæ)

Acta sunt hæc per me N. N., Cancellarium, vel Notarium ad hunc actum assumptum.

1057. **Tandem die 6 Augusti 1897, S. Cong. S. Officii edidit novam instructionem relate ad probationem sollicitationis impositam ab articulo 10 Instructionis 1867.**—Hæc instructio ad sequentia capita reducitur.

1° Habita denunciatione, non illico proceditur ad citationem et interrogationem denunciati, sed judici perspectum exploratumque esse debet quod mulieres et viri denunciantes sint boni nominis, neque ad accusandum vel inimicitia vel alio humano affectu adducti fuerint. Ratio est, quia nemo debet reus constitui, nisi in processu informativo constet saltem semiplene quod ipse delictum, de quo inquiritur, commiserit, vel adsint indicia æquipollentia: aliter judex mortaliter peccabit et reus non tenebitur respondere, quia judex non interrogat juris ordine servato. Et ratio potissima est, quia ageret contra jus canonicum et civile, in quibus cavetur non posse reum constitui, nisi præcedentibus indiciis vel probationibus; cap. *Cum oporteat*; cap. *Inquisitionis;* cap. *Qualiter*, De Accusationibus. Cf. Pellegrini, Praxis Vicarii Generalis, pars IV, sect. 9, num. 12.

2° Hic processus ad informationem curiæ requiritur sub pœna nullitatis, et, eo omisso, judex ad ulteriora procedere nequit. Auctores in hanc sententiam conveniunt, scilicet denunciationem unius testis singularis, quantumvis honesti et fide digni, non sufficere ut procedi possit contra denunciatum, etiamsi adessent indicia, adminicula vel præsumptiones. Revera depositio unius testis non sufficit, juxta regulam : Vox unius, vox nullius. Cap. *Veniens*, 10; *Licet universis*, 23, De Testibus. Tunc res integra deferenda est ad S. Officii tribunal, cujus erit normam procedendi constituere.

In materia sollicitationis admittuntur testes singulares, id est, diversæ personæ quarum una deponit circa unum casum sollicitationis, alia circa alium casum. Ut pœna infligi possit, oportet ut cum testibus singularibus concurrant indicia, adminicula et præsumptiones. Pignatelli, consultatio 104, tom. I.

Pro adminiculis habenda est denunciatio jam antea facta ejusdem confessarii, ejus vita modestiæ et honestati clericali parum consentanea, consuetudo cum personis suspectis, etc. Tres denunciationes diversæ a tribus diversis personis, licet singularibus, contra eumdem confessarium factæ, magnam generant præsumptionem illius confessarii culpabilitatis, et sufficiunt ut contra ipsum procedatur prout de jure. Attamen duæ vel plures denunciationes, sed ab eadem persona contra eumdem factæ, parvi pendendæ sunt et negligendæ; nam mulier honesta semel sollicitata iterum non redit ad sollicitatorem, ne simile quid contingat. Tali denunciationi licet repetitæ fides neganda est. Stremler, Des Peines Ecclésiastiques, pag. 124.

3° Oportet ut indicia probentur modo judiciali, nam, ut ait Barbosa, in capite *Qualiter et Quando*, 24, De Accusationibus, lib. V: "non creditur judici asserenti in inquisitione famam præcessisse, nisi aliunde de appareat per testes particulariter receptos;" sic non creditur judici asserenti se indicia criminis recepisse ante inchoationem processus judiciarii, nisi de iis constet per testes ad lamussim auditos. Pierantonelli, Praxis, tit. III, num. 14. Depositiones testium *circa indicia criminis* inter acta processus recensentur, et corroborant testimonia testium *de sollicitatione*, quæ per se sola non sufficiunt ut reus citetur et damnetur.

4° Regulariter non proceditur in denunciatum nisi post tertiam denunciationem; hoc insinuat instructio 1867, art. 11. Quia aliquando magnum intercedit temporis spatium inter singulas denunciationes, ne informationes colligi nequeant si nimis differantur, Ordinarius toties quoties aliquam denunciationem acceperit de nefando sollicitationis crimine, illico ad diligentias peragendas procedet. Ad quem finem vel per se, vel per sacerdotem a se *specialiter* delegatum, advocabit duos testes, quantum fieri poterit, ex cœtu ecclesiastico,

utcumque vero omni exceptione majores, qui bene noverint tum denunciatum, tum omnes et singulos denunciantes, eosque sub sanctitate juramenti de veritate dicenda et de secreto S. Officii servando judicialiter interrogabit. Utriusque testimonii et simul respectivæ denunciationis authenticum exemplum directe tutaque via ad supremam Congregationem S. Officii transmittet. Quod si inveniri nequeant duo tantum testes qui noverint una simul denunciatum et omnes et singulos denunciantes, plures vocari debent. Tot nempe hoc in casu testes vocandi erunt quot oportebit, ut duplex quoad denunciatum et unumquemque denunciantem habeatur testimonium.

5° Testes qui circa personam denunciantem et denunciatum testimonium perhibent, interrogari debent juxta formulam quam tradit Instructio :

Vocatus personaliter comparuit coram me, infrascripto episcopo..., (notetur nomen diœcesis. Delegatus autem dicat : coram me infrascripto a. r. p. d. episcopo... ad hunc actum tantum specialiter delegato) sistente in..., (notetur locus ubi negotium geritur) N. N. (nomen, cognomen et qualitates testis conventi) qui, delato ei juramento veritatis dicendæ, quod præstitit tactis SS. Dei Evangeliis, fuit per me

1° *Interrogatus :* Utrum noverit sacerdotem N. N (nomen, cognomen et qualitates denunciati) ?

Respondit :... (scribatur lingua qua utitur testis ejus responsio).

2° *Interrogatus :* Quænam sit hujus sacerdotis vitæ ratio, quinam mores, quænam penes populum æstimatio ?

Respondit :...

3° *Interrogatus* : Utrum noverit viros vel, ut plurimum, mulieres N. N. ? (nomen, cognomen et qualitates uniuscujusque denunciantis).

Respondit : ....

4° *Interrogatus :* Quænam sit uniuscujusque eorum vitæ ratio, quinam mores, quænam penes populum æstimatio ?

Respondit : ....

5° *Interrogatus :* Utrum eos censeat fide dignos, vel e contra mentiendi, calumniandi in judicio, et etiam pejerandi capaces eos existimet ?

Respondit : ....

6° *Interrogatus :* Utrum sciat num forte inter eos et præfatum sacerdotem ulla unquam extiterit odii vel inimicitiarum causa ?

Respondit : ....

Tunc, delato ei juramento de secreto S. Officii servando, quod præstitit ut supra, dimissus fuit, et antequam discederet, in confirmationem præmissorum se subscripsit.

Subscriptio autographa testis vel ejus signum † crucis. Acta sunt hæc per me N. N. (nomen, cognomen et qualitates episcopi vel ejus delegati qui testimonium recepit).

6° Examine peracto, exemplum utriusque testimonii et simul denunciationis quamprimum ad Sacram Congregationem S. Officii transmittitur, ut, in casu appellationis, Sanctæ Sedi innotescat causa. Nouvelle Revue Théologique, vol 30, pag. 180.

1058. **Omnes qui falso accusant innocentem sacerdotem** de sollicitatione apud judicem, ab hoc calumniæ reato absolvi non possunt nisi a Sancta Sede, cui tanti sceleris absolutionem reservavit Benedictus XIV, in sua constitutione *Sacramentum Pœnitentiæ.* Ut docet Lehmkuhl, Theol. Moralis, num. 408, vol. II, hæc reservatio, cum sit mere pœnalis, non incurritur ab ignorante, quia, ut ait laudatus Pontifex, plectitur " ut tam destabile facinus metu magnitudinis pœnæ coerceatur."

TERTIA PARS

DE CAUSIS CIVILIBUS ECCLESIASTICIS

Civilis dicitur quilibet processus qui non est criminalis; ac proinde quoties non agitur ad publicam alicujus delicti vindictam, sed ad obtinendum aliquid aliud, processus civilis est.

Hinc sicut in foro sæculari, ita et in foro ecclesiastico habentur non tantum criminales sed et civiles processus. Si nempe causa civilis versetur circa materiam *spiritualem* vel ecclesiasticam, (v. g. si lis moveatur de valore alicujus matrimonii, vel de jurisdictione alicujus prælati, vel de privilegio alicujus monasterii, etc.) subjacet judici ecclesiastico, et processus in curia ecclesiastica est ventilandus; secus apud potestatis temporalis curias causa judicanda est.

In volumine I, tit. III, num. 162, diximus quænam sint causæ spirituales, mixtæ et temporales; ad rem conferri potest Bouix, De Judiciis, vol. I, sect. III, pag. 67.

Quæ sumus dicturi de causis civilibus ecclesiasticis distribuemus in tres partes, scilicet insinuabimus summatim communem telam processus civilis, et postea indicabimus normam procedendi in causis de nullitate professionis religiosæ et in causis matrimonialibus.

TITULUS XIV

DE MODO PROCEDENDI IN CAUSIS CIVILIBUS

1059. **Processus civilis ecclesiasticus sumit principium a libello seu a comparitione actoris.** Actor, sive per se, sive per procuratorem, comparet coram judice, eique præsentat libellum in quo petit aliquid ab aliquo, vel instat aliquid aliud sibi fieri.

Libellus debet esse clarus, ad hoc ut reus conventus deliberare valeat an confiteri vel litigare juvet; alioquin judex illum admittere non debet, sed potius rejicere. Ratio est, quia juxta libellum per actorem ipsum faciendæ sunt probationes et formulandi articuli super quibus examinantur testes; præterea judex sententiam dare debet conformem libello; Pellegrini, Praxis Vicarii, apud Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 399.

1060. **Post libelli porrectionem, fit citatio per judicem super eodem,** ad hoc ut reus conventus habeat notitiam illius petitionis ab actore factæ. Ista citatio intimanda est reo personaliter, si commode haberi potuerit; alias fit in domo solitæ habitationis, dimissa copia. Quocumque modo fiat citatio, oportet ut de ejus executione habeatur documentum. Non prohibetur, quemadmodum in causis criminalibus, quominus, in curiis ubi desunt cursores et apparitores, citationes fiant per qualificatas personas, vel litteras assecuratas, modo de earum executione constet documento.

1061. **Habita citatione, si reus, nec per se, nec per alium, die statuto comparuerit, fit contumax.** Si e contra reus conventus comparuerit in curia, habere debet copiam libelli ut deliberare possit an cedere vel contendere voluerit; judex assignat reo dilationem viginti dierum ut

deliberet an debeat litem contestari. Smith, Ecclesiastical Law, vol. II, num. 1334.

1062. **Ante litis contestationem, reus potest opponere exceptiones dilatorias vel peremptorias.** Inter priores primum locum obtinent quæ personam judicis respiciunt, et fori declinatoriæ dicuntur; istæ exceptiones declinatoriæ et incompetentiæ judicis opponendæ sunt ante omnes alias, ne reus videatur consentire in judicem. Præter exceptiones fori declinatorias, aliæ dilatoriæ opponuntur quæ actorem vel actionis qualitatem respiciunt, v. g. quod actor sit inhabilis, vel in tempore non debito petat. Vis exceptionis dilatoriæ est ut retardetur actoris intentio.

Similiter reus poterit opponere exceptiones peremptorias, quæ quidem non protrahunt judicium, sed illud omnino cessare faciunt: talis est exceptio litis finitæ, rei judicatæ, transactionis, nullitatis processus, pacti de non petendo, et alii quæ impedimentum præstant ne ad ulteriora procedi possit in causa.

Exceptiones rei communicantur actori ut eis respondere valeat, et similiter responsiones actoris revelantur reo, et ita porro usquedum partes, definitis causis incidentibus, valeant procedere in causa principali.

1063. **Facta litis contestatione, instruitur processus.**

1° Utrique parti, scilicet actori ad faciendas suas probationes, et reo convento ad faciendas suas defensiones, successive datur terminus sufficiens ad probandum.

2° Dato termino prædicto, fieri solent aliquando positiones, super quibus respondendum est per partem adversam, ut alia pars relevetur ab onere probandi.

3° Postea producuntur articuli et interrogatoria super quibus testes sunt interrogandi.

4° Post articulorum et interrogatoriorum productionem, fit citatio testium ut circa veritatem articulorum examinentur

et deponant; vocatur pars adversa ut videat testes juramentum de veritate dicenda præstare.

5° Completis probationibus, absolutisque testium examinibus, fit publicatio in causa, per quam manifestantur utrique parti omnia dicta testium.

6° Peractis omnibus probationibus, fit conclusio in causa, id est, non amplius admittuntur probationes a partibus.

7° Postea monentur ac citantur ambæ partes ad dicendum et allegandum coram judice, oretenus et in scriptis, in jure et in facto, cum advocatis et procuratoribus, ad effectum discutiendi probationes factas, ut possit tandem judex ad sententiam devenire.

8° Deinde notarius causæ judici porrigit omnia acta causæ, ut ex illorum studio et cognitione sententiam rectam proferre valeat.

9° Postquam judex omnia acta causæ sedulo perpenderit, citat partes ad sententiam audiendam.

10° Judex debet sententiam definitivam secundum sacros canones proferre. Sententia continere debet condemnationem vel absolutionem rei conventi ; alias non valet.

11° Post sententiam, sequitur ejus exsecutio, si valida fuerit, vel si ab ea per reum condemnatum infra decem dies appellatum non fuerit ; in quibusdam causis, appellatione non retardatur exsecutio sententiæ.

12° Sententia impugnatur sive appellatione, sive aliis mediis extraordinariis quibus locuti simus, tit. X, cap. I et II. Cf. Pellegrini, Praxis Vicarii Generalis, apud Bouix, vol. II, p. 400.

TITULUS XV

DE NORMA PROCEDENDI IN CAUSIS NULLITATIS PROFESSIONIS RELIGIOSÆ

" Quicumque regularis prætendat se per vim et metum ingressum esse religionem, aut etiam dicat ante ætatem debitam professum fuisse, aut quid simile, velitque habitum dimittere quacumque de causa, aut etiam cum habitu discedere sine licentia superiorum, non audiatur, nisi intra quinquennium tantum a die professionis ; et tunc non aliter, nisi causas quas prætenderit, deduxerit coram superiore suo et Ordinario. Quod si antea habitum sponte dimiserit, nullatenus ad allegandum quamcumque causam admittatur, sed ad monasterium redire cogatur et tanquam apostata puniatur ; interim vero nullo privilegio suæ religionis juvetur." Conc. Trid., sess. XXV, cap. 19, De Regularibus.

1064. **Ex hoc decreto patet :** 1° esse professo jus reclamandi contra votorum professionem ; 2° illud dari quoties constat professionem fuisse emissam sub actione vis et metus, aut in ætate indebita, aut verificatur *quid simile.* Quæ ultima verba satis exprimunt jus reclamandi competere in genere pro quacumque causa quæ nullam fecerit professionem, e. g. quia novitiatus fuerit interruptus, vel novitius non gestaverit habitum religiosum, etc ; 3° querelam esse proponendam intra quinquennium computandum a die emissæ professionis coram legitimo superiore regulari et simul coram loci Ordinario. Quod si professus tacuerit per quinquennium, eo expleto non amplius auditur, quia præsumitur ratam habuisse professionem suam ; 4° si quis intra quinquennium propria auctoritate habitum dimiserit, ad monasterium redire cogendus est. Non admittitur ad proponendam

querelam, sed ut apostata puniendus est et interim privandus omni privilegio suæ religionis. Santi, De Regularibus, lib. III, tit. XXXI, num. 33.

1065. **Hæc Tridentina dispositio ampliationem et formam magis determinatam accepit** a constitutione Benedicti XIV, *Si datam ab hominibus*, 4 Martii 1748.

Hæc constitutio plura decernit:

1° Decretum Tridentinum comprehendit quoque fœminas, licet videatur de viris religiosis tantum loqui.

2° Etiam non reclamante religioso professo, ipse superior, detecto impedimento, intra quinquennium potest cum Ordinario loci procedere in cognitione causæ nullitatis professionis.

3° Actio instructa intra quinquennium, licet inde deserta, potest iterum a religioso moveri et judicari ab Ordinario et superiore regulari.

4° Superior, ad effectum quæstionis, ille est qui, tempore motæ litis regimen habet monasterii vel cœnobii in quo reclamans professionem emisit.

5° Quoad moniales, si sermo sit de monasterio loci Ordinario immediate subjecto, solus Ordinarius intra quinquennium causam reclamantis judicat; si vero sermo sit de monialibus exemptis, superior regularis non est confessarius regularis, sed ille cui concreditum est universum regimen monasterii.

6° Superior regularis non potest totum negotium episcopo finiendum committere, sed potest alium virum ecclesiasticum juris canonici peritum delegare, qui cum episcopo procedat.

7° Sanctæ Sedi reservatur cognitio causæ nullitatis, ob emissam probationem extra domum novitiatus.

8° Potest ad querelam admitti intra quinquennium religiosus qui habitum dimisit, si deinde illum reassumpserit et in religione commoretur.

9° Conficiendus est processus vere et proprie dictus judicialis; et sub pœna nullitatis actorum est deputandus *defensor professionis religiosæ ex officio*, qui interrogatoria dare debeat et adsistere confectioni tabularum processus, nec non coram judicibus voce et scripto valorem professionis tueatur. Citandi insuper sunt et audiendi defensores monasterii, et alii omnes quorum interest professionem religiosam sustineri.

10° Si Ordinarius et superior regularis in judicio dissentiant, causa definienda devolvitur ad Apostolicam Sedem.

11° Lata sententia in prima instantia ab Ordinario et superiore regulari, religiosus poterit appellare, si pro validitate professionis jus dictum fuerit; debebit vero appellare *defensor ex officio*, si pro nullitate professionis steterint judices; et interim suspenditur exsecutio sententiæ prolatæ.

12° In secunda instantia, ad illum ordinarie devolvitur causæ cognitio ad quem de jure aliæ omnes ecclesiasticæ causæ in gradu appellationis transeunt.

Simul vero cum hoc secundo Ordinario causam judicabit superior regularis monasterii ejusdem ordinis, si monasterium sit in civitate, vel in diœcesi Ordinarii appellationis. Si nec in diœcesi adsit monasterium, assumitur superior vicinioris monasterii ejusdem ordinis.

In hac etiam sede judicii, et in aliis, si ulterius appelletur, adsint semper defensores professionis, sub pœna nullitatis actorum.

Hæc omnia observanda etiam sunt in curia Cardinalis Vicarii Urbis.

13° Nisi binæ sententiæ conformes habeantur, non poterit professio uti nulla haberi, nec professus ad alia vota transire potest. Santi, loco citato.

1066. **Beneficium restitutionis in integrum quandoque conceditur, quinquennio inutiliter elapso,**

ita ut, hoc beneficio obtento, possit cognosci et decerni causa nullitatis professionis.

1° Jamvero in citata constitutione *Si datum hominibus*, judicium pro concedenda vel neganda restitutione in integrum reservatur Sedi Apostolicæ.

Quo in negotio, ut rite procedatur, juxta eamdem constitutionem :

a) Committi debet Ordinario loci et superiori regulari mandatum ut super causis restitutionis in integrum conficiant processum, eodem modo quo facere deberent pro causa nullitatis professionis infra quinquennium decernenda.

b) Deinde quæstio apud S. Sedem discutitur, perinde ac si ageretur de causa nullitatis; nec pro obtinenda restitutione unica favorabilis sententia sufficit, sed duplex conformis requiritur.

c) Hac obtenta restitutione, Ordinarius loci et superior regularis procedere possunt ut supra in cognitione causæ pro invaliditate professionis, quemadmodum si ante quinquennium facta fuisset reclamatio.

2° Hodie vero, ut consulatur brevitati temporis, solet apud S. Sedem utraque quæstio simul pertractari in S. Cong. Episcoporum et Regularium, proposito distincto dubio.

3° Causæ pro obtinenda restitutione in integrum ad duas præcipue reducuntur, nempe : *a)* ad ignorantiam impedimenti et nullitatis professionis; *b)* ad impotentiam instituendæ querelæ contra professionem in decursu quinquennii. Santi, loco citato.

In praxi, saltem in causis civilibus, melius est recurrere [illegible] procedere [illegible] caritate, non ex [illegible]stitia, sicut hic.

TITULUS XVI

DE NORMA PROCEDENDI IN CAUSIS MATRIMONIALIBUS

"Cum matrimonium habeat Deum auctorem, fueritque a principio quædam Incarnationis Verbi Dei adumbratio, idcirco inest in eo sacrum et religiosum quiddam, non adventitium sed ingenitum, non ab hominibus acceptum, sed natura insitum." Encycl. *Arcanum*, Leonis XIII, diei 10 Feb. 1880. Hinc causæ matrimoniales natura sua spectant ad forum ecclesiasticum, dicente Tridentino, sess. XXIV, cap. 12: "Si quis dixerit causas matrimoniales non spectare ad judicem ecclesiasticum, anathema sit." Revera ad judicem ecclesiasticum spectat, jure originario et exclusivo, causa spiritualis; atqui talis est causa matrimonii quod est sacramentum, aut quæ versatur circa obligationem a sacramento derivantem. Dixi *jure exclusivo*: unde repelluntur laici qui, si causæ matrimoniali cognoscendæ aut definiendæ sese immiscent, graviter peccant, et nullus est processus, nulla sententia, si proferatur.

1067. **Per causas matrimoniales veniunt illæ quibus controversia et quæstio est de matrimonii et sponsalium natura**; de conjugum et sponsorum juribus et obligationibus ortis ex contractu sponsalitio vel matrimoniali; de sponsalium et matrimonii valore et de legitimitate prolis ex isto ortæ; de ipsorum impedimentis; de dispensationibus in hujusmodi impedimentis; de ipsius matrimonii vel sponsalium ob ista impedimenta dissolutione aut reintegratione. "Ad forum sæculare et judices sæculares pertinent causæ quibus de dote, de hereditaria successione, alimentis et similibus agitur... Excipitur, nisi hujusmodi quæstio incidat in

causam matrimonialem proprie dictam, quæ principaliter agitatur: hoc enim casu, cognoscere de hujusmodi causis et pronuntiare judex ecclesiasticus potest." Schmalzgrueber in tit. XVIII, lib. IV Decretalium, num. 6 et 7.

Causæ circa delicta contra matrimonium commissa, v. g. adulterium, incestus, polygamia, malitiosa conjugis desertio, etc., si agitentur ad solam punitionem delicti, sunt mixti fori, adeoque ad utrumque judicem spectant *ecclesiasticum et sæcularem*, et inter eos datur locus præventioni. Dixi *si agitentur ad solam punitionem*, quia si hæ causæ occasione criminis instituantur quoad jura et obligationes conjugales suspendendas vel tollendas per divortium perpetuum, nonnisi coram judice ecclesiastico proponuntur; ex cap. 5, tit. XXXVIII, De Procuratoribus, lib. I. Hinc una eademque causa, e. g. adulterii, tractari dicitur ad pœnam legalem in laico, ad separationem thori in ecclesiastico tribunali. De Luca, Præl. De Judiciis, num. 294.

1068. **Summus Pontifex potest tolerare ut judex laicus causas matrimoniales videat.** Nostris temporibus, causæ de divortio semipleno pertractari solent apud tribunalia laicalia, et S. Sedes, pro nonnullis regionibus, expresse declaravit id, servatis servandis, tolerari posse, suppleta scilicet jurisdictione. Cf. Gasparri, De Matrimonio, num. 1165.

Præmissa quadam dissertatione circa constitutionem tribunalis competentis, exponemus solemnitates servandas in genere, et in processibus potioribus qui apud curias episcopales solent agitari, quoad reliquos, consulenda est instructio S. Congregationis de Prop. Fide ad episcopos Statuum Fœderatorum, edita anno 1883.

CAPUT I

DE CONSTITUTIONE TRIBUNALIS COMPETENTIS

1069. **Causa matrimonialis proponi debet coram judice ecclesiastico competente.**

1° Si agatur de divortio pleno obtinendo, i. e. de dispensatione matrimonii rati tantum, est unice competens Rom. Pontifex, qui eam concedit ad consilium S. Congnis Concilii, vel S. Officii, et interdum S. Congnis de Prop. Fide.

2° In aliis causis, episcopus, et non inferior, est competens *in 1ª instantia*; ex Concilio Trid., sess. XXIV, cap. 20. Dixi *et non inferior*, quia, ex citato capite et instructione Benedicti XIV, *Dei miseratione*, causarum matrimonialium cognitio quibusvis judicibus inferioribus, non obstante quovis privilegio ac præscriptione, fuit sublata, ac episcoporum tantum examini et jurisdictioni reservata. Atvero cum hæc potestas sit episcopis ordinaria, sequitur eam posse etiam generaliter ab episcopo delegari alteri viro idoneo, aut ejus vicario generali.

3° *In 2ª instantia*, competens est archiepiscopus, si episcopus, qui per se vel per alium in 1ª instantia sententiam dixerit, est eidem suffraganeus. Nam, ex jure communi, archiepiscopus recipere potest et debet appellationes a tribunali suffraganei; atqui causæ matrimoniales ab hac regula nusquam inveniuntur exceptæ.

Jure particulari, causæ matrimoniales deferuntur in secunda instantia de tribunali archiepiscopi ad tribunal vicinioris archiepiscopi, in Statibus Fœderatis; vel de tribunali archiepiscopi ad tribunal vicinioris suffraganei, in quibusdam locis hujus regionis.

4° Tandem Romanus Pontifex, in ultima instantia, est competens pro universa Ecclesia. Romæ tribunal institutum est, ex const. Benedicti XIV, *Dei miseratione*. S. Congre-

gatio Concilii has causas matrimoniales expendit sive in gradu appellationis, sive etiam in primo gradu, cum agitur de dispensatione pro matrimonio rato et non consummato.

1070. **Inter episcopos quæritur quis sit competens.**

1° Si agatur de matrimonio impediendo, episcopus competens est episcopus diœcesis in qua matrimonium contrahendum est. Hinc impedimentum ortum ex sponsalibus præcedentibus opponi debet coram episcopo diœcesis in qua nuptiæ cum tertia persona sunt contrahendæ, et hic episcopus videbit de existentia et valore contractus sponsalitii.

2° In genere autem episcopus competens est episcopus domicilii. "Conjuges in causis matrimonialibus subsunt episcopo in cujus diœcesi maritus domicilium habet. Exceptioni locus est si conjugale vitæ consortium aut per separationem a thoro et mensa, aut per desertionem malitiosam a viro patratam, sublatum sit. Priori casu, quælibet pars jus accusandi contra alteram ipsi competens coram episcopo diœcesis, ubi hæc domicilium habet, exercere debet. Posteriori casu, uxor apud episcopum, intra cujus diœcesim domicilium ejus situm est, actionem instituere potest. Postquam citatio judicialis intimata est, mutatio quoad conjugum domicilium facta mutationem respectu judicis competentis minime operatur." Inst. S. Cong. de Prop. Fide, 1883.

1071. **Quæritur an competens sit episcopus loci ubi celebratum est matrimonium.**

1° Si reus, momento introductæ actionis, inibi domicilium aut quasi domicilium habeat, aut si vagus sit, talis episcopus est competens, si non ratione contractus, saltem ratione domicilii aut quasi domicilii, vel ratione conditionis vagi.

2° Si reus contrahens matrimonium in diœcesi erat advena, diu in loco non moraturus, aut si momento introductæ actionis non est in diœcesi, videtur episcopum esse incompetentem ; ratio est, quia, ex Glossa, in capite 1, De Foro Com-

petenti, in 6°: "ratione solius contractus quis non sortitur forum, sed ultra requiritur quod ipse habeat domicilium in loco contractus, vel faciat residentiam operando mercantias; unde quamdiu ipse habet domicilium, potest conveniri in illo, vel quamdiu facit residentiam; sed mutato domicilio, non potest amplius conveniri, quia remanet tantummodo solus contractus." Gasparri, loco citato, num. 1170.

1072. **Episcopus ad quem defertur causa matrimonialis debet constituere tribunal.**

1° Judex erit episcopus ipse, vel vicarius generalis, vel alius clericus probus et peritus; ejus erit tribunal convocare, partes et testes citare ut in judicium compareant, terminos dilationis concedere, quoties rationabiliter ab iis qui jus habent petuntur, edere decreta et ordinationes pro regulari et recta actorum compilatione. Hæc omnia erunt scripto exaranda et in scriptis ipsis recensenda.

2° Habendus est cancellarius, cujus officium est quidquid ad causam pertinet in acta referre et nominatim interrogationes examinandis faciendas eorumque responsiones scripto consignare. Cancellarius potest etiam ex laicis assumi, sed magis decet ut sit clericus.

3° Præterea ipse Ordinarius omnino tenetur deputare alium virum ecclesiasticum juris scientia et vitæ probitate præditum, qui matrimonii defensor existat. Eum vero suspendere vel removere, si justa causa adfuerit, et alium substituere iis qualitatibus ornatum Ordinario semper fas erit. Prædictæ deputationes et delegationes in scriptis ab Ordinario fiant, et earum authentica documenta vel saltem mentio in actis prostent.

Defensor matrimonii, antequam munus sibi commissum suscipiat, coram actorum moderatore juramentum præstabit, tactis sanctis Evangeliis, de munere suo diligenter et incorrupte adimplendo, spondens se omnia voce et scripto deducturum quæ ad validitatem matrimonii sustinendam conferre

judicaverit. Hic matrimonii defensor a moderatore actorum citandus erit ad quælibet acta ne vitio nullitatis concidant; eidem semper et quandocumque acta processus, etsi nondum publicata, erunt communicanda; semper et quandocumque ejus scripta recipienda, atque novi termini, eo flagitante, prorogandi, ut ea scripta perficiat atque exhibeat.

Quod si, ob peculiares circumstantias, matrimonii defensor singulis actis interesse nequiverit, absoluto processu, eadem ipsi tradantur, ut eas exarare queat animadversiones quæ tuendæ matrimonii validitati necessarias judicaverit; si alia acta suggesserit, hæc conficienda omnino erunt; si ex jam confectis deprehendat alias adesse personas testimonio ferendo idoneas et opportunas nondum esse examinatas, has examini subjiciendas proponet. Ex citata Inst. S. C. de Prop. Fide, pro Statibus Fœderatis.

1073. **Quæritur an in omnibus causis defensor vinculi sit necessarius.** 1º Defensor vinculi fuit inductus ex constitutione Benedicti XIV, *Dei miseratione*; atqui Benedictina constitutio tradit necessarium esse "quotiescumque contigerit matrimoniales causas super validitate vel nullitate coram legitimo judice disceptari:" proinde defensor vinculi *ex officio* requiritur in omnibus causis nullitatis aut validitatis matrimonii. Hoc confirmatur pluribus responsionibus S. Cong. Concilii, apud Gasparri.

2º Defensor vinculi non est necessarius: *a)* si in causa vinculum matrimonii nullatenus discrimini exponatur, sed disputetur solum de sponsalium validitate, aut corporum separatione; *b)* si agatur de matrimonio inito, penitus prætermissa forma Tridentina certe in loco necessaria; *c)* si agatur de probanda libertate status, in casu incertæ mortis conjugis, pro secundis nuptiis alteri permittendis.

1074. **Tandem partes possunt sibi assumere procuratores et advocatos,** qui sibi adsistant in instructione processus et deinde sua jura defendant. De procuratoribus et

advocatis in causis matrimonialibus, jus commune nihil speciale constituit: unde ipsis debent applicari dispositiones latæ pro procuratoribus et advocatis in causis fori ecclesiastici in genere.

1075. **Ut in tribunali ecclesiastico causa matrimonialis tractanda suscipiatur, necesse est ut contra matrimonium regularis et juridica accusatio præcesserit.**

Hæc accusatio nunquam erit admittenda, nisi proficiscatur a persona, vel personis quæ jure communi habiles ad accusandum habeantur. Etenim in quibusdam impedimentis, ipsi conjuges tantum uti accusatores admittuntur; in aliis, qui sunt iisdem sanguine propinqui, vel etiam quilibet de populo; a judice *ex officio* etiam inquisitio fieri potest, et quandoque debet, quando præsertim contra alicujus matrimonii validitatem simplex denuntiatio facta fuerit, aut fama fundamentum veritatis præseferens de alicujus impedimenti existentia, divulgata est.

Ista accusatio coram legitimo Ordinario fieri debet, et quidem in scripto; si oretenus facta fuerit, judicialis reddenda erit juxta regulas communi jure traditas, scilicet efficiendo ut accusator eam repetat coram tribunali, et a cancellario in actis redigatur. Ex Inst. S. Cong. de Prop. Fide.

1076. **Non omnes possunt matrimonium accusare.** Accusare matrimonium est causam coram competenti judice proponere, ut matrimonium contrahendum impediatur, vel contractum dissolvatur, vel nullum declaretur.

1° In primis jus agendi *utrique conjugi privative* competit in sequentibus casibus:

a) Si matrimonium nullum dicatur ob impotentiam. Potest accusare tum conjux potens, tum conjux impotens, tum uterque simul, non vero alii; revera conjuges possent, si vellent, cohabitare ceu frater et soror; ex cap. 4 et 5, De Frigidis et Maleficiatis.

b) Si dispensatio a R. Pontifice obtineri velit super matrimonio rato et non consummato.

c) Si valor initorum sponsalium impugnetur.

2° *Uni tantum conjugum* jus agendi reservatur in casu matrimonii invalidi, *a)* propter errorem et coactionem injustam; *b)* ob defectum ætatis; *c)* ob impedimentum raptus; *d)* ob impedimentum ligaminis. Cf. Instructionem ad episcopos Austriæ, apud Gasparri, num. 1182.

3° *Soli innocenti* competit, si agatur de divortio semipleno ob alterius partis delictum, aut de sponsalibus, altera parte renuente eadem implere, aut volente nuptias cum tertia persona inire.

4° *Cuilibet catholico* competit, cum ex alio capite, quam e modo numeratis, matrimonium est invalidum. Hinc si impedimentum est consanguinitatis, affinitatis, publicæ honestatis, ad accusandum admittuntur primo parentes, tum fratres et sorores aliique consanguinei, quibus deficientibus, admittuntur extranei. Quod si impedimentum est aliud, e. g. defectus parochi vel testium, professio religiosa, præter ipsos conjuges et consanguineos, admittuntur ad accusandum matrimonium etiam extranei veraces, non suspectæ fidei, maxime si inter se habeant interesse.

5° *Judici ex officio* competit, quando, accusatione ad conjuges privative non pertinente, notitia impedimenti ei defertur sive notorietate facti, sive denuntiationibus factis.

Notandum est jus accusandi matrimonium non amitti præscriptione quacumque, quia matrimonium invalidum non firmatur tractatu temporis. Santi, Præl., lib. IV, tit. XVIII, num. 6.

1077. **Quinam pro vel contra matrimonium testificari possunt?**

1° Omnes qui accusare matrimonium possunt, admittuntur quoque ad deponendum contra vel pro matrimonio, modo tamen nulla juris exceptione a testificando repellantur. Hinc

admittuntur omnes ad testimonium faciendum contra conjugium, modo notitiam impedimenti habuerint, nec sint suspectæ fidei. Unde etiam propinqui, etiam pater contra matrimonium filii et vicissim, testis esse potest ; sic derogatur regulæ communi juxta quam pater in aliis causis filii sive civilibus, sive criminalibus, testis esse nequit.

2° Ratio hujus derogationis est, quia propinqui præ aliis censentur arcere velle periculum peccati, et quia facilius cognoscitur impedimentum a propinquis quam ab extraneis, præsertim si de impedimentis consanguinitatis, affinitatis et impotentiæ agitur. Hinc in quibusdam causis matrimonialibus, maxime si agatur de impotentia aut matrimonii inconsummatione, canones requirunt *testimonium septimæ manus*, id est, attestationem juratam septem testium ex utroque latere, scilicet quatuordecim testium propinquorum, vel saltem si propinqui desunt, vicinorum ; ex cap. 5 et 7, De Frigidis et Maleficiatis. Dicitur *manus*, non solum quia jurando ejusmodi testes Evangelium manu tangunt, sed quia est auxilium ad confirmandum illud quod conjuges sub juramento deposuerunt.

3° Judicis arbitrio relinquitur ut ex circumstantiis dignoscat quandonam parentum testimonium suspectum habendum sit.

4° Ipsorum etiam conjugum testimonium, etiam juramento firmatum, ob periculum collusionis, non facile admittitur. Caput *Super*, tit. XIII, lib. III.

CAPUT II

DE MODO PROCEDENDI IN GENERE

Processus matrimonialis instruitur non ad normam aliorum judiciorum præsertim civilium, sed ad eam quæ a jure eccle-

siastico traditur. Hæc autem norma potissimum habetur 1° in constitutione Benedicti XIV, *Dei miseratione*, præsertim quoad judicem deputandum, officium defensoris explendum et quoad valorem et effectum sententiarum; 2° in instructione S. Congregationis Concilii, 22 Aug. 1840, qua traditur ea quæ tum ecclesiasticus judex, tum cancellarius, tum sacramentalis vinculi vindex servare debent ut quisque eorum proprio fungatur officio; 3° in instructione S. Congregationis de Propaganda Fide ad episcopos Unionis Americanæ, quæ omnes juris dispositiones recenset.

1078. **Constituto tribunali, hæc actorum conficiendorum ratio tenenda erit.**

1° Ab omnibus et singulis testimonium dicturis moderator actorum ante omnia juramentum exiget de veritate dicenda, et si ita res postulet, etiam de secreto servando, præmissa congrua monitione de juramenti sanctitate, præsertim si examinandi rudes sint et ignari. Juramentum præstandum est tactis sanctis Evangeliis, et in singulis examinibus eodem modo repetendum.

2° Qui examini subjiciendi sunt, separatim semper audiantur. Porro cancellarius adnotabit diem, mensem et annum cujuslibet examinis, necnon singulorum nomen, cognomen, ætatem, conditionem, statum et patriam, et etiam quod juramentum revera præstiterint.

3° Post quodlibet examen, etiamsi eadem persona pluries illi subjicienda sit, cancellarius clara et intelligibili voce coram eadem legat interrogationes et responsiones, facta eidem facultate variandi aut declarandi quidquid ei visum fuerit; deinde ipse examinatus subscribat, et si fuerit illitteratus, faciat hoc signum cru ✠ cis; ac denique moderator actorum et defensor validitatis matrimonii apponent suam subscriptionem, et cancellarius de actu rogabit.

4° Si aliquando contingat examinandos apud exteras et forsan longinquas regiones versari, nec tribunali se sistere

posse, a moderatore actorum accurata factorum et circumstantiarum, quarum cognitio et confirmatio requiritur, expositio erit facienda, quæ concinnatis opportunis interrogationibus, de sententia quoque defensoris matrimonii, et indicatis examinandorum nominibus, ad Ordinarium loci in quo commorantur, mittatur, ut ille sive per se, sive per suum vicarium generalem, sive per alium virum probum et expertum e clero eligendum, eos examini subjiciat juxta datas interrogationes, requisito prius juramento de veritate dicenda, et ceteris servatis quæ supra præscripta sunt.

Si vero contingat aliquem examini subjiciendum e vita migrasse, mortis documentum inter acta recenseatur.

5° Quoad singulos in judicium vocatos vel vocandos, actorum moderator inquirere debebit probitatem et credibilitatem, et ad hoc curabit ut ab eorum parochis, sin minus a personis fide dignis, litteræ testimoniales exhibeantur, quæ etiam in actis erunt referendæ.

1079. **Hoc ordine testes sunt vocandi et audiendi:** 1° Primo loco, venit ille qui accusationem contra matrimonium movit. Ab isto inquirendum erit ut clare distincteque exponat accusationis titulum : facta omnia fideliter et religiose enarret, eorumque probationes afferat ; circumstantias omnes et indicia exponat quæ vel ex propria scientia cognoverit, vel ex aliorum relatione dedicerit ; et denique nominet testes quos de re instructos sciverit, vel saltem reputaverit.

2° Secundo loco, veniunt conjuges ipsi, qui semper et seorsum audiri debent, ut unusquisque sua jura tueri, et rationes, deductiones ac facta allata aut rejicere, aut explicare queat. Quælibet pars examini subjecta poterit vel illico post examen, vel etiam deinceps, antequam processus claudatur, proponere, si velit, articulos super quibus alter conjux sit examinandus ; et quatenus ab hoc etiam articuli proponantur, erit iterum citandus conjux qui primus fuerat examinatus, ut super arti-

culis ab altero propositis audiatur. Juxta casuum diversitatem, a conjugibus inquirendum erit ut, si qua documenta habeant ad suum matrimonium, vel ad conjugalem vitæ consuetudinem spectantia, ea exhibeant in acta recensenda. Quæ documenta cujuscumque generis sint, et a quocumque exhibeantur, semper erunt recipienda ; et cancellarius adnotare debebit diem, mensem et annum, necnon nomen illius a quo exhibita fuerunt.

3° Si ambo conjuges concordes in depositionibus fuerint, moderator actorum et defensor matrimonii sedulo inspiciant utrum inter eosdem collusio intercesserit. Hoc in casu, singula argumenta contra eorum depositiones ex processu resultantia distincte iisdem objiciantur, ut fraude, si qua fuerit, detecta, veritas, quoad fieri potest, dilucide appareat. Cf. n° 1078: hic est locus ejus numeri.

4° Post conjuges, citandi erunt testes inducti, servata eorum examinandorum ratione superius descripta, et exquisitis ab iisdem iis notitiis, de quibus instructi existimantur. Interrogationes singulis faciendæ, prout accusationis titulus, aut allata factorum et circumstantiarum congeries, vel ipsa testium indoles atque capacitas requirere videatur, sagacitati atque prudentiæ moderatoris actorum et defensoris vinculi relinquuntur, qui illas concinnare, augere aut imminuere poterunt, dummodo tamen semper ea omnia inquirantur quæ ad rectum proferendum judicium aut necessaria aut opportuna censeantur.

1080. **Auditis testibus, fit conclusio in causa et processus publicatur.**

1° Quæ in actis continentur nemini, ne ipsis quidem conjugibus eorumque defensoribus, erunt communicanda ante processus publicationem, uno excepto matrimonii defensore, cui liberum erit semper et quandocumque acta inspicere et examinare.

2° Quatenus vero actorum moderatori aut defensori matrimonii nulla alia probatio requirenda videatur, finis imponatur probationum collectioni, et processus publicetur, edito hac

super re decreto ab ipso moderatore, a defensore matrimonii et a cancellario subscribendo.

3° Publicato processu, locus fiet defensionibus, quas partes ad sua jura tuenda voluerint allegare, facta eisdem facultate adhibendi eos defensores quos maluerint; imo præmonendæ erunt de hoc jure, ut, lata sententia, injustæ contra eam accusationi aut reclamationi aditus præcludatur. Allegationes autem, si ab iisdem oblatæ fuerint, communicandæ erunt defensori vinculi matrimonialis, ut eas expendere, et quatenus matrimonii validitatem impugnant, refutare valeat.

1081. **Omnibus ut supra peractis, ad sententiam proferendam devenlendum erit.** Quod ut ab Ordinario seu ejus delegato rite fiat, in primis a defensore matrimonii exquiri debet declaratio sibi nihil amplius deducendum aut inquirendum superesse; deinde integra causa duobus aut tribus viris peritis, si haberi possint, examinanda subjiciatur, et nonnisi audito eorum voto sententia proferatur.

Hinc in scriptis erit exaranda, et in ea rationum momenta quibus innititur, ex processu deprompta, exponantur, succinte quidem, sed ita tamen ne quidquam essentiale omittatur. Sententia subscriptione judicis et secretarii, necnon sigillo curiæ episcopalis munita partibus erit notificanda per curiæ apparitorem, relicto iisdem illius exemplari, de quo in scripto fides erit facienda.

1082. **Quoad appellationem, hæc statuuntur :**

1° Si judex pro validitate matrimonii sententiam dixerit, et nemo ex conjugibus contra eam appellaverit, neque defensor matrimonii appellabit, et causa finita censebitur. E contra si matrimonium nullum fuisse decreverit, quamvis conjuges judicio prælati acquiescant, defensor matrimonii appellationem facere debebit et novam sententiam ab alio tribunali postulare; hanc appellationem primus judex impedire nulla unquam ratione poterit. Interim nullatenus permittetur partibus novas nuptias inire.

Quamvis appellationi interponendæ nulli fatales dies vinculi defensori statuti sint, curandum tamen ut quantocius id fiat. Quod si defensor ipse hoc munus neglexerit, compelli ad id poterit vel a suo episcopo, vel etiam ab illo apud quem de jure appellatio esset facienda.

Exceptio fit ab hac regula, quæ antea erat absoluta et generalis pro omnibus causis matrimonii, etsi nullitas foret certissima et evidens. Exceptio continetur in decreto S. Cong. Sti Officii, 5 Jun. 1889: "Quando agitur de impedimento disparitatis cultus et evidenter constat unam partem esse baptizatam et alteram non fuisse baptizatam; quando agitur de impedimento ligaminis et certum constat primum conjugem esse legitimum et adhuc vivere; quando denique agitur de consanguinitate et affinitate ex copula licita, aut etiam de cognatione spirituali, vel de impedimento clandestinitatis in locis ubi decretum Tridentinum *Tametsi* publicatum est, vel uti tale diu observatum, dummodo ex certo et authentico documento, vel in hujus defectu ex certis argumentis evidenter constet de existentia hujusmodi impedimentorum super quibus Ecclesiæ auctoritate dispensatum non fuerit, hisce in casibus, prætermissis solemnitatibus in constitutione apostolica *Dei miseratione* requisitis, matrimonium poterit ab Ordinario declarari nullum, cum interventu tamen defensoris vinculi matrimonialis, quin opus sit secunda sententia."

2° Ordo appellationis erit prout sequitur. Si prima sententia a curia episcopali lata fuerit, appellatio fiet ad curiam metropolitanam; si vero a curia metropolitana ea prodierit, appellabitur ad curiam metropolitanam viciniorem. Ad S. Sedem appellatio erit semper facienda, quoties duæ primæ sententiæ inter se conformes non fuerint, nisi partibus placuerit causam ad ipsam S. Sedem ab initio et immediate deferre.

Nota. Appellatio de curia metropolitana ad curiam metropolitanam viciniorem viget in Statibus Fœderatis; in pro-

vincia Quebecensi, de curia metropolitana appellatur ad curiam suffraganei vicinioris.

3° Facta appellatione, episcopus seu Ordinarius, qui primam sententiam protulit, eam remittere debebit una cum integro processu, ceterisque omnibus ad causam iterum judicandam pertinentibus, ad tribunal ad quod appellatum est.

1083. **Sacra Congregatio de secunda instantia hæc statuit :**

1° Omnia a primo tribunali peracta diligenter examinabit judex appellationis, atque ea omnia peraget quæ necessaria videbuntur ut defectus suppleantur, dubia elucidentur et errores corrigantur. Hunc in finem, præsente semper vinculi defensore in curia constituto vel specialiter delegato, conjuges examinabit, investigationes instituet circa documenta priori tribunali exhibita, testes a quibus novæ informationes hauriri possint, iterum audiet. Imo poterit etiam præscribere ut novus processus ex integro conficiatur.

Verum quatenus validæ desint rationes novum processum exigendi, consultius erit, præsertim si personarum et locorum circumstantiæ id suaserint, ut processu jam expleto utatur, indictis tamen ulterioribus investigationibus, quas necessarias judicaverit.

Quod si novum processum faciendum esse censuerit, methodus supra descripta servanda erit. Si vero aliqua tantum nova acta adjungenda, vel novi aliquid investigandum censuerit, semper tamen defensor matrimonii adesse debebit, vel saltem nova hæc eidem communicanda erunt, ut pro munere suo ea expendere, et quatenus opus esse duxerit, proprias animadversiones illis opponere valeat.

2° Expleto examine primi processus, et imposito fine novis investigationibus, judex appellationis debebit exquirere a defensore matrimonii utrum aliquid adhuc habeat deducendum aut inquirendum ; et quatenus se nihil amplius habere dixerit, auditis prius, modo quo supra declaratum est, aliqui-

bus viris in scientia juris peritis, sententiam pronunciabit, omnia servando quæ pro tribunali primæ instantiæ præscripta fuerunt.

3º Quando utraque sententia conformis pro validitate conjugii pronunciata sit, sciat tamen pars impugnans matrimonium, sibi adhuc omnino patere appellationem ad Apostolicam Sedem. Si porro in secunda æque ac in prima sententia nullum ac irritum matrimonium judicatum fuerit, et ab ea pars vel defensor pro sua conscientia non crediderit appellandum, in potestate et arbitrio conjugum sit novas nuptias contrahere, dummodo alicui eorum ob aliquod impedimentum vel legitimam causam id vetitum non sit. Potestas tamen post alteram sententiam conformem, ut supra, conjugibus facta intelligatur, salvo semper et firmo remanente jure seu privilegio causarum matrimonialium, quæ ob cujuscumque temporis lapsum nunquam transeunt in rem judicatam; sed si nova res, quæ non deducta vel ignorata fuerit, detegatur, resumi possunt et rursus in judicialem controversiam revocari. Quod si a secunda sententia super nullitate vel altera pars appellaverit, vel defensor matrimonii ei salva conscientia acquiescendum non putet, quia sibi vel manifeste injusta vel aliunde invalida videatur, re tota ad S. Sedem delata, interim firma remaneat utrique conjugi prohibitio ad alias transeundi nuptias. Ex Instructione S. Cong. de Prop. Fide, ad episcopos Statuum Fœderatorum.

CAPUT III

DE NORMA PROCEDENDI IN PROBANDO STATU LIBERO CONJUGIS

Doctrina catholica est secundas et ulteriores nuptias esse licitas quamvis minus honorabiles, sive quia indicant quamdam concupiscentiæ immoderantiam, sive quia non bene

referunt imaginem unionis Christi cum Ecclesia et primi matrimonii in paradiso terrestri initi.

1084. **Matrimonium potest iterari semel ac constat de prioris conjugis morte.** Mors conjugis uti certa habetur, quando exstant argumenta plenam fidem merentia, puta attestationes parochi, qui personam sepelivit, aut notarii publici, aut unius testis ocularis, modo depositio aliis sit cumulata adminiculis, e. g. aetas provecta ejus qui mortuus præsumitur vel periculum imminens. Porro in his casibus, interponi non debet officium judicis, et parochus conjugem ad secundas nuptias admittere valet.

Juxta dispositionem juris romani, quam sequuntur plures legislationes recentiores, non permittebatur mulieribus alterum matrimonium, nisi post annum luctus, " ne turbaretur sanguis et de prole dubitaretur "; ex tituto *De Secundis Nuptiis*. Ecclesia, ad vitandum incontinentiæ periculum, sustulit necessitatem anni luctus, licet hic conveniens omnino sit et moribus receptus. Hinc Urbanus III, in cap. 4, citati tituli, ait: " Super illa quæstione, qua quæsitum est an mulier possit sine infamia nubere infra tempus luctus secundum leges definitum, respondemus quod cum Apostolus dicat: *Mulier, viro suo mortuo, soluta est a lege viri, in Domino nubat cui voluerit*, per licentiam et auctoritatem Apostoli, ejus infamia aboletur."

Absentia conjugis etsi prorogata non dat alteri conjugi jus convolandi ad alias nuptias; ex Conc. Trid. sess. XXIV, can. 5.

1085. **Matrimonium iterari nequit, si de morte prioris conjugis non constat.** Concilium Tridentinum, sess. XXIV, cap. 7, de Ref., prohibuit parochis ne matrimoniis vagorum intersint, nisi prius diligentem inquisitionem fecerint, et, re ad Ordinarium delata, ab eo licentiam id faciendi obtinuerint; ex altera parte, S. Congregatio S. Officii, anno 1868, edidit instructionem circa modum probandi mortem conjugis, cujus partem dispositivam referimus:

"1° Cum de conjugis morte quæstio instituitur, notandum primo loco, quod argumentum a sola ipsius absentia quantacumque (licet a legibus civilibus fere ubique admittatur), a sacris canonibus minime sufficiens ad justam probationem habetur. Unde s. m. Pius VI, ad Archiepiscopum Pragensem, die 11 Julii 1789, rescripsit solam conjugis absentiam atque omnimodum ejus silentium satis argumentum non esse ad mortem comprobandam, ne tum quidem cum edicto regio conjux absens evocatus (idemque porro dicendum est si per publicas ephemerides id factum sit), nullum suimet indicium dederit. Quod enim non comparuerit, idem ait pontifex, non magis mors esse potuit quam ejus contumacia."

"2° Hinc, ad præscriptum eorumdem sacrorum canonum, documentum authenticum obitus diligenti studio exquiri omnino debet; exaratum scilicet ex regestis parochiæ, vel xenodochii, vel militiæ, vel etiam, si haberi nequeat ab auctoritate ecclesiastica, a gubernio civili loci in quo, ut supponitur, persona obierit."

"3° Porro quandoque hoc documentum haberi nequit; quo casu testium depositionibus supplendum erit. Testes vero duo saltem esse debent, jurati, fide digni, et qui de facto proprio deponant, defunctum cognoverint, ac sint inter se concordes quoad locum et causam obitus, aliasque substantiales circumstantias. Qui insuper, si defuncti propinqui sint, aut socii itineris, industriæ, vel etiam militiæ, eo magis plurimi faciendum erit illorum testimonium."

"4° Interdum unus tantum testis examinandus reperitur, et licet ab omni jure testimonium unius ad plene probandum non admittatur, attamen, ne conjux, alias nuptias inire peroptans, vitam cœlibem agere cogatur, etiam unius testimonium absolute non respuit S. C. in dirimendis hujusmodi casibus, dummodo ille testis recensitis conditionibus sit præditus, nulli exceptioni obnoxius, ac præterea ejus depositio aliis gravibusque adminiculis fulciatur; sique alia extrinseca

adminicula colligi omnino nequeant, hoc tamen certum sit, nihil in ejus testimonio reperiri quod non sit congruum, atque omnino verisimile."

"5º Contingit etiam ut testes omnimoda fide digni testificentur se tempore non suspecto mortem conjugis ex aliorum attestatione audivisse; isti autem, vel quia absentes, vel quia obierint, vel aliam ob quamcumque causam examinari nequeunt; tunc dicta ex alieno ore, quatenus omnibus aliis in casu concurrentibus circumstantiis, aut saltem urgentibus respondeant, satis esse censentur pro secutæ mortis prudenti judicio."

"6º Verum haud semel experientia compertum habetur, quod nec unus quidem reperiatur testis, qualis supra adstruitur. Hoc in casu, probatio obitus ex conjecturis, præsumptionibus, indiciis, et adjunctis quibuscumque, sedula certe et admodum cauta investigatione curanda erit, ita nimirum ut, pluribus hinc inde collectis, eorumque natura perpensa, prout scilicet urgentiora vel leviora sunt, seu propiore vel remotiore nexu cum veritate mortis conjunguntur, inde prudentis viri judicium ad eamdem mortem affirmandam probabilitate maxima, seu morali certitudine, promoveri possit. Quapropter quandonam in singulis casibus habeatur ex hujusmodi conjecturis simul conjunctis justa probatio, id prudenti relinquendum est judicis arbitrio; hic tamen non abs re erit plures indicare fontes, ex quibus illæ, sive urgentiores, sive etiam leviores, colligi et haberi possint."

"7º Itaque in primis illæ præsumptiones investigandæ erunt, quæ personam ipsius asserti defuncti respiciunt, quæque profecto facile haberi poterunt a conjunctis, amicis, vicinis, et quoquo modo notis utriusque conjugis. In quorum examine requiratur, ex. gr.:

An ille, de cujus obitu est sermo, bonis moribus imbutus esset, pie religioseque viveret, uxoremque diligeret; nullam

sese occultandi causam haberet; utrum bona stabilia possideret, vel alia a suis propinquis aut aliunde sperare posset.

An discesserit annuentibus uxore et conjunctis; quæ tunc ejus ætas et valetudo esset.

An aliquando et quo loco scripserit, et num suam voluntatem quamprimum redeundi aperuerit; aliaque ejus generis indicia colligantur.

Alia ex rerum adjunctis pro varia absentiæ causa colligi indicia sic poterunt:

Si ob militiam abierit, a Duce militum requiratur quid de eo sciat; utrum alicui pugnæ interfuerit; utrum ab hostibus fuerit captus; num castra deseruerit, aut destinationes periculosas habuerit, etc.

Si negotiationis causa iter susceperit, inquiratur utrum tempore itineris gravia pericula fuerint ipsi superanda; num solus profectus fuerit, vel pluribus comitatus; utrum in regione ad quam se contulit, supervenerint seditiones, bella, fames et pestilentiæ, etc.

Si maritimum iter fuerit aggressus, sedula investigatio fiat a quo portu discesserit; quinam fuerint itineris socii; quo se contulerit; quod nomen navis quam conscendit; quis ejusdem navis gubernator; an naufragium fecerit; an societas, quæ navis cautionem forsan dedit, pretium ejus solverit; aliæque circumstantiæ, si quæ sint, diligenter perpendantur."

"8° Fama quoque, aliis adjuta adminiculis, argumentum de obitu constituit, hisce tamen conditionibus, nimirum: quod a duobus saltem testibus fide dignis et juratis comprobetur, qui deponant de rationabili causa ipsius famæ; an eam acceperint a majori et saniori parte populi, et an ipsi de eadem fama recte sentiant; nec sit dubium illam fuisse concitatam ab illis in quorum commodum inquiritur."

"9° Tandem, si opus fuerit, prætereunda non erit investigatio per ephemerides publicas, datis directori omnibus neces-

sariis personæ indiciis, nisi ob speciales circumstantias saniori ac prudentiori consilio aliter censeatur."

"10° Hæc omnia pro opportunitate casuum S. hæc Congregatio diligenter expendere solet; cumque de re gravissima agatur, cunctis æqua lance libratis, atque insuper auditis plurium theologorum et jurisprudentum suffragiis, denique suum judicium pronunciat an de tali obitu satis constet, et nihil obstet quominus petenti transitus ad alias nuptias concedi possit."

"11° Ex his omnibus ecclesiastici præsides certam desumere possunt normam quam in hujusmodi judiciis sequantur. Quod si, non obstantibus regulis hic notatis, res adhuc incerta et implexa illis videatur, ad S. Sedem recurrere debebunt, actis omnibus cum ipso recursu transmissis, aut saltem diligenter expositis."

Ceterum, celebratis secundis nuptiis, si dubium positivum de vita prioris conjugis suboriatur, prohibeatur usus matrimonii et inchoetur processus nullitatis; si conjux, qui putabatur mortuus, compareat, cum illo vita conjugalis instauretur et filii nati ex secundo matrimonio in bona fide inito pro legitimis habeantur.

CAPUT IV

DE DISSOLUTIONE MATRIMONII IN INFIDELITATE CONTRACTI

Casus Apostoli

1086. **Vinculum matrimonii contracti inter infideles solvitur,** ubi alter ex conjugibus ad Christi fidem convertitur, alter vero requisitus ut vel eamdem fidem amplectatur, vel thori societatem sine contumelia Creatoris servare consentiat, utramque conditionem obstinate recusat. Hæc vinculi matrimonialis solutio repetenda est a verbis B. Pauli, 1ª ad Cor., VII, 13 et seq: "Quod si infidelis discedit, discedat; non enim servituti subjectus est frater aut soror

in hujusmodi." Vi hujus privilegii, infidelis, sive vir sive mulier, cum alio infideli legitimo matrimonio junctus, post suam conversionem ad religionem christianam et susceptum baptismum, de discessu alterius conjugis certior factus, libertatem adipiscitur aliud matrimonium cum fideli contrahendi, quo contracto prius solutum habetur.

Ex dictis sequitur: 1º Si ambo conjuges convertantur et baptizentur, neutri licet discedere. 2º Si conjux, qui manserat infidelis, deinde baptizetur, antequam alter novum matrimonium inierit, hic ad illum recipiendum tenetur et compelli ad cohabitandum potest. Ratio est, quia conjugium nondum solutum per alterius baptismum evadit ratum. 3º Si vero conjugium pristinum per novas nuptias conversi jam solutum fuerit, licebit alteri parti alias inire nuptias non solum valide, sed etiam licite, sive ad fidem convertatur, sive in infidelitate perseveret. 4º Si pars infidelis, quæ consenserat pacifice cohabitare, postea acta furore satanico incipiat christianam religionem despicere, conjux conversus aliud matrimonium inire potest. 5º Dissolvi non potest matrimonium hæreticorum, quando alteruter conjux fidem catholicam amplectitur, quia casum illum non comprehendit Apostolus, et matrimonium eorum est ratum, ideoque semel consummatum nulla potest ratione dissolvi. 6º Privilegio paulino frui possunt soli baptizati, non autem catechumeni. Cf. Haine, Theologia Moralis, vol. IV, pag. 86.

1087. **Ut infidelis conversus privilegio paulino uti possit, duo requiruntur:** 1º moralis certitudo de conjugis infidelis discessu, 2º interpellatio canonica. Hæc moralis certitudo regulariter haberi potest solum ex interpellatione, seu monitione qua infidelis interrogatur, an velit converti, vel saltem cohabitare sine contumelia Creatoris.

1º Jure ecclesiastico, interpellatio *canonica* seu *judicialis* præscribitur; quod si omissa fuerit sine dispensatione legitima, et postea de valore secundi matrimonii quæstio sit,

Ordinarius, judicio suspenso, casum cum omnibus suis circumstantiis ad S. Sedem remittere debet. Inst. S. C. de Prop. Fide, 1883.

2° Obligatio interpellationis canonicæ, nisi intercedat dispensatio S. Sedis, manet, etiamsi inutilis aut periculosa videatur, imo etiamsi ex uxoris expulsione a marito facta, dando libellum repudii, juxta leges regni, certissime constet de mariti voluntate. Collectanea S. C. de Prop. Fide, num. 1328.

3° Ut per interpellationem de discessu infidelis in sensu Apostoli constet, ea fieri debet de duobus, scilicet : *a)* An infidelis velit se convertere ad fidem christianam, et si nolit, *b)* an saltem velit cum parte conversa cohabitare sine contumelia Creatoris, i. e. quin partem conversam pertrahere tentet ad peccatum mortale, inferat molestias religionis catholicæ exercitio et prolis catholicæ educationi.

4° Interpellatio facienda est post conversionem et baptismum infidelis.

5° Ut interpellatio sit canonica, requiritur ut serventur ea quæ in jure canonico quoad processum summarium statuuntur, scilicet, ut pars conversa (qua actor) per judicem ecclesiasticum (i. e. per Ordinarium ipsum aut ab eo delegatum sacerdotem) partem in infidelitate manentem (qua reum) monitione scripta citet in judicium, eo fine ut respondeat ad duo quæsita. Unde exprimi debent in libello citationis nomina citantis, citati et judicis, causa de qua agitur saltem in genere, locus judicii ubi reus adsit oportet, terminus justus et certus ultra quem præsentatio non est differenda.

Pars infidelis comparens a judice, nomine partis conversæ, interrogatur coram duobus testibus juratis ; si renuit omnino cohabitare, aut renuit cohabitare pacifice, judex fert sententiam qua parti conversæ jus competere declarat transeundi ad novas nuptias, ingrediendi ordinem religiosum aut vivendi in cœlibatu.

Si vero vult sese convertere ad religionem catholicam, matrimonium in infidelitate contractum manet indissolubile, et, collato infideli baptismo, fit ratum et non indiget novo consensu.

1088. **Sequens formula interpellationis adhiberi potest:**

"Commissione et mandato Illmi ac Revdmi DD. NN. Episcopi, etc. Tenore præsentium et ad instantiam Mariæ N., ante baptismum vocatæ N., requiritur, interpellatur et monetur N., Judæus, maritus ante baptismum ejusdem N., ut in termino dierum triginta ab intimatione præsenti immediate decurrentium et numerandorum, quorum decem dies pro primo, alios decem pro secundo, et reliquos decem pro tertio et ultimo termino assignamus, debeat in actis hujus curiæ se exprimere ac declarare an velit se convertere ad sanctam fidem christianam, sectam judaicam deserere ac sacrum baptisma corde sincero suscipere, prout ipsa Maria, olim uxor ejus, fecit, et prout enixe eum rogat, pro salute animæ ejus monet, interpellat, requirit (aut saltem an velit cum eadem Maria pacifice cohabitare, etc). Alias, dictis triginta diebus transactis, et ad fidem catholicam non se convertente vel se conversurum (vel pacifice, etc) non declarante, ipsa Maria ad secundas nuptias cum alio fideli transibit (vel religionem ingredietur, prout magis in Domino pro propria salute æterna putaverit expedire). Et citetur prædictus N., ac citatus intelligatur, eodem termino triginta dierum transacto, coram D. N. ad audiendam sententiam, et quodcumque decretum necessarium et opportunum super præmissis, salvo jure eidem Mariæ petendi et consequendi dotem suam et alia quæcumque bona sibi de jure debita. In quorum fidem, etc.

Datum in curia episcopali N., die..., anno...

N. N."

1089. **Si ob graves difficultates interpellatio fieri nequeat, Summus Pontifex ab ea potest dispensare.** Exceptiones.
Matrimonium, post dispensationem ita obtentam contractum,

firmum manet, etsi postea innotescat infidelem justo impedimento detentum suam voluntatem declarare non potuisse, vel ad fidem conversum jam fuisse tempore quo secundum matrimonium initum est. Ita Gregorius XIII, const. *Populis ac nationibus*, 25 Jan. 1585; apud Coll. S. C. de Prop. Fide, num. 1307. Cf. Conc. Balt. III. N. 128 + 129

Causæ quæ, secundum praxim Summorum Pontificum, pro tali dispensatione requiruntur, sunt præcipue: *a)* impossibilitas interpellationem faciendi, vel quia pars infidelis degit in hostibus et barbaris provinciis ubi aditus non patet, vel quia ignoratur prorsus in quas regiones migraverit, vel quia itineris longitudo magnam affert difficultatem; ita Gregorius XIII, in const. citata; *b)* grave periculum ne ex facta interpellatione persecutio contra Christianos aut partem conversam oriatur; *c)* si neophytus oblitus est quam primo duxerit ex pluribus uxoribus; ex const. *Altitudo*, Pauli III; *d)* si serio dubitatur an neophytus in sua patria verum matrimonium contraxerit cum prima aut alia ex pluribus uxoribus, vel potius omnes retinuerit tanquam contubernales. Cf. Putzer, Commentarium in facultates apostolicas, ed. 5, num. 130.

Priusquam de interpellatione dispensetur, de ejusdem impossibilitate constare debet; ideoque habendæ sunt investigationes, etiam per ephemerides publicas et edicta affixa ad valvas ecclesiarum, et instrumentum confici debet servandum in archiviis, ex quo pateat conjugem absentem moneri non potuisse.

1090. **Potestas dispensandi ab interpellationibus delegari potest a Summo Pontifice.** De facto, omnes episcopi et vicarii apostolici dispensare possunt super interpellatione, dummodo urgeat necessitas, nec tempus suppetat recurrendi ad S. Sedem, quoties certo constat conjugem infidelem nec Christi fidem amplecti, nec sine contumelia Creatoris cum conjuge converso velle cohabitare. Ita S. Officium, 11 Aug. 1859; apud Coll. S. C. de Prop. Fide, num. 1351.

Extra casum necessitatis, quo episcopi, quatenus Sedis Apostolicæ delegati, dispensant, requiritur specialis deputatio, quæ episcopis hujus regionis indulgetur, in formula T, articulo 6°:

" Dispensandi intra fines suæ diœceseos conjugem fidelem super interpellatione conjugis in infidelitate relicti, dummodo, adhibitis antea omnibus diligentiis per publicas ephemerides ad reperiendum locum ubi conjux infidelis habitat, iisque in irritum cessis, constet saltem summarie et extrajudicialiter dictum conjugem infidelem moneri legitime non posse, aut monitum intra tempus in monitione præfixum suam voluntatem non significasse."

Ex formula I, articulo 11, ipsis potest ascommittitur : " Dispensandi cum gentilibus et infidelibus plures uxores habentibus, ut post conversionem et baptismum quam ex illis maluerint, si etiam ipsa fidelis fiat, retinere possint, nisi prima voluerit converti." Pro interpretatione hujus facultatis, Cf. Putzer, Commentarium in facultates apostolicas.

CAPUT V

DE MODO PROCEDENDI IN CASU IMPOTENTIÆ

1091. **Norma antiqua procedendi in causis impotentiæ traditur** in cap. 3, 6, 7, De Frigidis et Maleficiatis, tit. XV, lib. IV. Modus hic erat : Si de impotentia perpetua et antecedente ex certis signis constitisset, facta etiam per idoneas personas inspectione, statim a judice declarabatur nullum esse matrimonium ; partibus vero dabatur optio vel ut simul viverent veluti frater et soror, vel ab invicem separarentur. Quare conjugi potenti, per sententiam judicis non appellatam, concedebatur facultas novum matrimonium cum alia persona contrahendi ; conjux autem impotens poterat

quidem novum matrimonium celebrare, si impotentia solummodo relativa fuisset; quodsi fuisset absoluta, quodcumque conjugium ei interdicebatur.

Si autem impotentiæ signa dubia fuissent, sententia separationis non proferebatur, sed imponebatur *experimentum triennale* continuæ cohabitationis et conjugalis conversationis; hoc triennio inutiliter elapso absque matrimonii consummatione, plenum divortium decernebatur, et pars potens novas nuptias inire poterat. Matrimonium non potuisse consummari probabatur tum inspectione corporum, tum jurata confessione partium, tum jurato testimonio *septimæ manus*.

A pluribus annis abiit in desuetudinem illud triennale experimentum, et mos invaluit ut procedatur ad normam constitutionis Benedicti XIV, *Dei miseratione*, et instructionis S. Congregationis Concilii, die 22 Augusti 1840 editæ pro confectione processus in causis matrimonialibus.

1092. **Hanc instructionem referimus, quæ exponit normam qua jure hodierno necessario procedendum erit in hujusmodi causis:**

" Cum moneat glossa, (in cap. fin. De Frig. et Malef.) in causis matrimonialibus omnem cautelam esse adhibendam propter periculum animarum, plura hinc a sacris canonibus sancita sunt, ut tutum ac rectum judicium efformari queat. Ad removendas vero fraudes, quæ conjugum malitia vel collusione sæpe oriebantur, s. m. Bened. XIV (in const. *Dei miseratione)* processum conficiendum esse præcipit sub pœna nullitatis omnium actorum, ut, probationibus undequaque accuratissime cumulatis, in causis hujusmodi omnium gravissimis, in quibus agitur de sacramenti validitate vel nullitate, ac de dissolvendo vinculo matrimoniali, judices in proferendo judicio tuti conquiescere possent. At quia sæpe in hoc difficillimo processu acta minus recte et apte ad veritatem eruendam conficiebantur, S. Congregatio sæpius instructiones edidit ac normam præscripsit quam episcopi sequerentur.

"Cum itaque in hujusmodi causis non de jure alterutrius partis tantum, sed præcipue de sacramentali vinculo dissolvendo agatur, processus acta non ad instar aliorum judiciorum, præsertim civilium, sed juxta sacros canones, citatam s. m. Bened. XIV constitutionem, et præsentem instructionem erunt efformanda. Ea itaque non vernaculo sed latino sermone erunt conscribenda, exceptis tamen excipiendis, nimirum articulis, interrogatoriis, responsionibus ad ea, et peritorum relationibus; præsertim vero decreta et sententia, quæ juxta priscos mores erit conficienda, latina lingua exarabuntur. Præterea cum a sacro Conc. Trid. (sess. 24, cap. 20, de Ref. § ad hæc), ac etiam a s. m. Bened. XIV (in cit. const. *Dei miseratione* § 4) causarum matrimonialium cognitio quibusvis judicibus inferioribus, non obstante quovis privilegio ac præscriptione, fuerit sublata, ac episcoporum tantum examini et jurisdictioni reservata etiam præ abbatibus vere *nullius*, licet cardinalitia dignitate fulgentibus, juxta S. Congregationis resolutiones, hinc tutius erit, ut nedum sententia proferatur, sed etiam acta processus per episcopum vel per ecclesiasticam personam specialiter ab eo delegandam conficiatur."

"Hisce præmissis, quoties aliquis ex conjugibus instantiam in scriptis porriget super nullitate matrimonii, episcopus judicem, si velit, delegabit, deinde ipse vel judex delegatus citari mandabit defensorem matrimonii, quatenus in curia episcopali jam deputatus existat, sin minus, idoneum virum deputabit iis qualitatibus præstantem, quas superius memorata constitutio s. m. Bened. XIV requirit, eumque citari mandabit. Defensoris matrimonii erit præfixa die accedere ad præstandum juramentum se munus suum diligenter et incorrupte expleturum, et omnia voce ac scriptis deducturum quæ ad validitatem matrimonii sustinendam conferre possunt. Præterea hic defensor matrimonii citandus erit ad quælibet acta, ne vitio nullitatis ipsa tabescant. Ipsi, qui pro sacra-

menti validitate stat, semper et quandocumque acta processus, etsi nondum publicati, erunt communicanda, semper et quandocumque ejus scripta erunt recipienda, ac novi termini, eo flagitante, erunt prorogandi, ut ea perficiat et exhibeat."

"Præfinita die in citatione, comparebit instans pro nullitate, et tunc defensor matrimonii tradet interrogatoria clausa et obsignata cancellario seu notario, aperienda, illo postulante, ex judicis decreto in actu examinis, super quibus interrogandus erit conjux instans pro nullitate. Iis ea addet etiam in actu examinis *ex officio* judex, quæ ex responsionibus magis apta conspiciet ad veritatem eruendam sive in declarationem responsionum datarum, sive super novis circumstantiis resultantibus, quod erit intelligendum etiam de aliis interrogatoriis, super quibus ceteri omnes de re instructi erunt examinandi."

"Cum itaque advenerit statuta dies, pars, nullitatem matrimonii allegans, comparebit, ut supra dictum, coram judice, adstante defensore matrimonii et cancellario. Judex deferet parti examinandæ juramentum de veritate dicenda, et deinde reserabit interrogatoria exhibita, ut supra dictum est, a defensore matrimonii; eaque singulatim proponet, audiet responsiones, easque dictabit cancellario."

"Interim dum pars erit examinanda, ipse cancellarius exscribet in processu primam interrogationem, et deinceps singulas ex ordine, post quas scribet responsiones a judice dictandas. Si quod interrogatorium, ut superius monitum est, addatur *ex officio* a judice vel a defensore matrimonii, cancellarius interrumpet ordinem progressivum, et adnotabit *interrogata ex officio*; et, scripta interrogatione et responsione, reassumet ordinem progressivum interrogationum exhibitarum a defensore matrimonii."

"Si examen una sessione absolvi non poterit, judex illud suspendet, ac destinabit etiam diem et horam pro reassumptione et prosecutione iisdem modo ac forma facienda, ut supra

dictum est. Absoluto examine, cancellarius leget clara et intelligibili voce responsiones datas, facta examinato facultate variandi et declarandi datas responsiones, prout ei libuerit. Tandem judex deferat juramentum eidem conjugi se vera dixisse, atque nunquam ante publicationem processus se evulgaturum sive interrogationes propositas, sive responsiones datas. Deinde ipse subscribet, et si fuerit illitteratus per signum cru ✝ cis; deinde judex et defensor validitatis matrimonii apponet suam subscriptionem, et cancellarius de actu rogabit."

"Poterit pars examini subjecta vel illico post examen, vel etiam deinceps antequam publicetur processus, si velit, articulos proponere, super quibus etiam, citato defensore matrimonii, erit examinandus alter conjux, et quatenus etiam ab hoc articuli proponantur, erit iterum citandus conjux, qui primus fuerat interrogatus, et, adstante defensore matrimonii, super articulis ab altero propositis audietur."

"Hæc norma, quæ data fuit pro instantis examine, servanda erit, congrua congruis referendo, in quovis alio examine."

"Expleto examine illius conjugis qui actor fuit in promovenda nullitatis querela, sequitur examen alterius conjugis, quod erit conficiendum iisdem prorsus methodo ac lege, quæ præscriptæ fuerunt in præcedentibus paragraphis, ac sub iisdem interrogatoriis actori propositis, vel aliis additis, vel novis confectis, prout defensor matrimonii in Domino censuerit."

"Deinde procedendum erit ad examen septimæ manus, hoc est septem propinquorum ex utroque latere ad forman textus in cap. *Litteræ vestræ, De Frig. et Malef.* Ut id facilius exsequi judex valeat, defensor matrimonii citabit partem actricem, ut indicet septem sibi sanguine vel affinitate conjunctos, si fieri possit, sin minus septem vicinos bonæ famæ. Singuli, audita prius lectura examinis, seu confessionis conjugis eos inducentis, erunt interrogandi utrum perspectam

habeant religionem et honestatem illius conjugis, ut propterea sibi verosimile sit, ac credant eum vera dixisse. Similiter, instante defensore matrimonii, citandus erit alter conjux, ut etiam ipse indicet septem propinquos vel affines, iisque deficientibus, septem vicinos bonæ famæ, qui, ut supra dictum est, deponant; seorsim erunt hi quatuordecim conflantes septimam manum examini subjiciendi, designatis diebus et horis, delato prius juramento singulis, defensor matrimonii interrogatoria clausa exhibebit, ut superius dictum est."

"Liberum erit conjugibus testes bonæ famæ ac de re instructos inducere, qui omnes seorsim et methodo hactenus præscripta erunt examini subjiciendi."

"Si alios etiam defensor matrimonii ex actis jam confectis deprehendat de re instructos, hos etiam citabit, ut examini subjiciantur. Si qui forsan absentes noscantur, qui commode ad civitatem accedere nequeant etiam ob distantiæ sumptus, vel ad partis instantiam, vel, ea silente, ad instantiam defensoris matrimonii, erunt ab episcopo illius diœcesis, in qua morantur, examinandi juxta interrogatoria ab eodem defensore conficienda, ac clausa et obsignata transmittenda, deputato ab eodem episcopo altero idoneo viro, qui præstet requisitis, quique expleat munus defensoris matrimonii, et examini adsit."

"Omnes vero testes, congrua congruis referendo, rogandi erunt, præsertim quando initum fuerit matrimonium: utrum inter conjuges mutui amoris signa intercesserint; quamdiu in eadem domo vel civitate cohabitaverint; utrum innotuerit eos consummationi operam dedisse; an inde matrimonium consummatum censeretur; de causis consummationem impedientibus; de conquestionibus, quando et cum quibus factis, et cur nolint amplius in matrimonio permanere."

"Si querela super impotentia versetur, interrogandi erunt periti physici, quos conjuges consuluerunt."

"Præterea, quatenus querela super nullitate ex iis sit ut

solvi possit matrimonium si conjuges illud non consummarunt, tunc procedendum erit ad inspectionem corporis conjugum seorsim sequenti methodo perficiendam, instante præsertim defensore matrimonii."

"Judex præfiget terminum tam utrique conjugi quam defensori matrimonii ad exhibendas notulas peritorum medicorum et chirurgorum confidentium et diffidentium pro utriusque conjugis inspectione, congrua congruis referendo."

"Exhibitis notulis a partibus, judex eliget quinque peritos, tres scilicet medicos et duos chirurgos ex his in quibus partes consentiant, sin minus ex officio eos, qui tamen partibus non sint rationabiliter suspecti, deputabit; et curabit ut deputatio cadat super celebrioribus civitatis tum quoad scientiam, tum quoad honestatem et religionem, atque his peritis dabit facultatem recognoscendi corpus viri, adhibitis honestis mediis ad explorandam ipsius potentiam, necnon facultatem, quatenus non conveniant in prima inspectione, iterum accedendi. Atque in eodem decreto diem, horam et locum destinabit, in quibus periti accedent, ut inspectionem perficiant."

"Designata die et hora, ad locum accedent judex, defensor matrimonii, cancellarius et periti. Singuli ex peritis ac seorsim corpus viri inspicient ea qua poterit fieri decentia, et, factis experimentis quæ juxta artem, non tamen illicitis, opportuna judicabunt, singuli scriptam emittent relationem."

"In inspectione et relatione hæc præcipue investiganda et referenda erunt."

"An adsint signa physice certa impotentiæ deducta ex conformatione partium, aut ex alio vitio quod apparere poterit. An adsint signa quæ moralem certitudinem inducant impotentiæ, et quatenus existunt, quæ sit hujus impotentiæ causa, utrum sit impotentia perpetua, insanabilis ac præcedens matrimonium, an signa impotentiæ sint dubia vel æquivoca."

"Peracta relatione a singulis seorsim, defensor matrimonii

exhibebit interrogatoria clausa, sigillata, super quibus fieri debet examen peritorum, sibique reservabit jus addendi alia interrogatoria, ac iterum ea ad examen revocandi. Si examen singulorum peritorum eadem die perfici nequiverit, judex aliam diem designabit ut illud prosequatur. Uterque ex peritis tum ante examen juramentum præstabit de veritate dicenda, tum post examen juramento dicta confirmabit, sese propria manu subscribens, judex, defensor matrimonii; et cancellarius subscribet, qui actum rogabit."

"Procedendum etiam erit ad inspectionem corporis mulieris. Judex, ut supra dictum est de peritis, tres saltem obstetrices deputabit, quæ a duobus saltem peritis uno medico et altero chirurgo, ut supra seligendis, sedulo erunt instruendæ de recognoscendo visu et tactu in muliebrium inspectione. Statuta autem hujus inspectionis die, mulier erit traducenda ad domum honestæ matronæ pariter a judice deputandæ pro infrascripta præstanda personali adsistentia, atque adstantibus semper tribus obstetricibus et matrona, immergenda erit in balneo aquæ tepentis a peritis prius recognoscendo, quod sit aquæ puræ; quo in balneo per spatium saltem trium quadrantium horæ unius permanere debebit; quo tempore transacto, adstantibus semper et præsentibus matrona et obstetricibus, statim, ne ullum spatium aut momentum temporis mulieri detur quo ad arctandum vas medicamento aut aliqua fraude uti queat, ad ipsius corporis inspectionem a singulis seorsim deveniendum erit, adstante semper et præsente matrona; qua in re prospiciendum etiam, ut hæc recognitio fiat tempore tantum diurno et in cubiculo luminoso, ut ex inspectione hujusmodi utrum mulier virgo sit, an violata et corrupta, adhibitis artis regulis, exactius deprehendatur."

"Judex, defensor matrimonii et cancellarius cum peritis, ut supra, ad domum matronæ accedent. Peracta hinc recognitione, seorsim singulæ obstetrices referent de virginitatis aut corruptionis indiciis ab inspectione resultantibus, an certa et

qualia supersint signa et argumenta intemerati aut corrupti claustri virginalis, et an ulla fraus ad virginitatem simulandam adhiberi potuerit. Deinde super his magis præcise deponent in responsionibus ad interrogatoria, quæ clausa et obsignata exhibebit defensor validitatis matrimonii. Deinde formali examini erunt subjiciendi periti, quorum judicium erit exquirendum super relatis et dispositis ab obstetricibus. Tandem examen subire debebit quoque matrona quoad præstitam toto balnei et recognitionis tempore adsistentiam, servatis, quoad examen, iis omnibus quæ superius dicta sunt, congrua tamen congruis referendo."

"Quatenus defensori matrimonii nulla alia probatio exquirenda videatur, nullamque putet aliam judex pro sua diligentia assumendam, finis imponetur probationum collectioni et publicabitur processus, edito super hoc decreto a judice, factisque subscriptionibus ab eo, a defensore matrimonii et a cancellario. Hæc habenda methodus. Quæ in actis continentur nemini, nec ipsis quidem conjugibus eorumque defensoribus erunt communicanda ante processus publicationem, uno excepto defensore matrimonii, cui libera semper et quandocumque erit actorum inspectio et examen."

"Locus deinde erit defensionibus. Liberum etiam erit defensori matrimonii post processus publicationem novas probationes exquirere, cum agat favore sacramenti, et nunquam bina sententia nullitatis conformis transeat in rem judicatam, ac reassumi causa possit etiam post initas novas nuptias a partibus, juxta constitutionem sæpius citatam, *Dei miseratione.*"

"Omnibus absolutis, et cum nil amplius deducendum censuerit defensor matrimonii, sententiam proferet episcopus."

"Si hæc matrimonii nullitas decreta fuerit, debebit defensor matrimonii appellare juxta citatam constitutionem, nec poterunt conjuges ad alia vota transire, nisi post obtentam alteram

sententiam conformem super nullitate, sub pœnis contra polygamos constitutis in citata constitutione, *Dei miseratione.* Deinde transmittenda erunt acta ab episcopo ad judicem ad quem provocatum fuit, in copia authentica, soluta per partem diligentiorem competenti mercede cancellario."

1093. **Quid faciendum, si is, ob cujus impotentiam dissolutum est matrimonium, deinde aliud ineat ?**

Vel ob relativam dissolutum est matrimonium, vel ob absolutam impotentiam :

1° *Si ob relativam*, valet secundum matrimonium ; siquidem primum revera nullum fuit ob relativam impotentiam, quam falso allegatam fuisse nequaquam probat secundum matrimonium.

2° *Si ob absolutam*, irritum est secundum matrimonium : nam vel vera fuit impotentia absoluta, et tunc permanet et irritum reddit matrimonium posterius ; vel falsa fuit, et tunc valet prius matrimonium, et consequenter valide contrahi non potuit posterius. Unde in hoc casu, posterius matrimonium, absque ulla etiam probatione, dissolvendum est.

Si posterius matrimonium contractum est, mortua jam priori uxoro, vir (ob cujus impotentiam absolutam prius conjugium solutum fuit) prohiberi debet a dicto posteriori consortio, donec probaverit se potentem esse et Ecclesiam fuisse deceptam. Cf. Bouix, De Judiciis, vol. II, pag. 152.

Hinc, quando ex actis et probatis non eruitur hæc impotentia quæ matrimonium dissolvit, valde expedit ut judex, si matrimonium non fuerit consummatum, recursum habeat ad Summum Pontificem, et, obtenta sanatione actuum, quærat dispensationem a matrimonio rato et non consummato, de quo sermo erit in capite sequenti.

CAPUT VI

DE MODO PROCEDENDI IN CASU MATRIMONII RATI NON CONSUMMATI

Matrimonium, etsi valide contractum, quamdiu non fuit consummatum, solvi potest, tum per utriusque vel alterutrius conjugis ingressum in religionem, tum per dispensationem Romani Pontificis. Concessa autem dicta dispensatione, possunt conjuges aliud inire matrimonium.

1094. **Plura requiruntur ut valida et licita sit pontificia dispensatio.**

1° *Ad validitatem* ejusmodi concessionis, seu ut matrimonium revera dissolvatur et aliud a conjugibus contrahi possit, omnino necesse est non intervenisse matrimonii consummationem. Si enim matrimonium fuerit consummatum, jam non est per pontificiam dispensationem dissolubile ; hinc si postea detegatur deceptum fuisse Pontificem et revera consummatum fuisse matrimonium quod dicebatur non consummatum, pronunciari debet, non obstante dispensatione, hujus matrimonii validitas, et consequenter contracti nullitas.

2° *Ad liceitatem*, probatio de non consummatione matrimonii et justa causa illud dissolvendi requiruntur ; necessaria est probatio, quia standum est pro firmitate vinculi quoadusque probetur esse solummodo ratum ; necessaria est justa causa, quia relaxatio matrimonii vinculi est quid per se bono generali Ecclesiæ nocivum. Hinc in libello supplici quo matrimonii rati non consummati dispensatio postulatur, clare probanda sunt hæc duo : matrimonium non fuisse consummatum, et justam adesse concedendæ dispensationis causam : alioquin dispensatio non conceditur.

1095. Cognitio causæ, in qua agitur de dissolvendo matrimonio rato non consummato, Sanctæ Sedi reservatur.

Sacra Congregatio Concilii, cui mittuntur preces pro habenda dispensatione matrimonii rati et non consummati, rescribit ad Ordinarium diœcesis in qua matrimonium celebratum fuit *pro informatione*. Si Ordinarius, præmissa summaria inquisitione, respondeat accusationem omni fundamento esse destitutam, ulterius non proceditur; si e contra respondeat accusationem fundatam esse, Sacra Congregatio mittit preces ad Ordinarium diœcesis in qua matrimonium fuit celebratum, et illum delegat ut processum in forma juris instruat. Ad parcendum tempori, expedit ut, quando preces fiunt ad S. Congregationem, mittatur simul epistola Ordinarii quæ eas commendet. Gasparri, De Matrimonio, vol. II, num. 1192.

Aliquando, absoluto processu super impotentia, non constat de impotentia quæ matrimonium jure naturali nullum reddat, et simul constat de matrimonii non consummatione. Est in potestate Ordinarii ut mittat omnia acta ad Sacram Congregationem, et quærat dispensationem a matrimonio rato et non consummato; S. Congregatio, data prævia sanatione actorum quæ a judice incompetenti fuerunt collecta, deliberat an consulendum sit Summo Pontifici super dispensatione hujus matrimonii rati et non consummati.

1096. Ordinarius, cui a S. Congregatione committitur processus compilatio, debet sequi hanc instructionem.

"Judex ad hoc deputatus præ oculis habeat quod examina quæcumque illa erunt, fieri debent sub juramento, et cancellarius curiæ episcopalis, vel altera persona deleganda, interrogationes, responsa, et quælibet acta scripto tradet, facta prius adnotatione mensis, diei, anni, loci, et personæ judicis coram quo conficiuntur acta, necnon cujuslibet testis examinandi."

"Testes singillatim audiantur, et in fine examinis se subscribant proprio nomine, vel cum signo crucis quatenus sint illitterati."

"Primus ille conjux audiatur qui actor est in causa. Interrogationes judicis arbitrio, prudentiæ et sagacitati relinquuntur; attamen pro ejus commoditate sequentes traduntur, quibus aliæ addantur prout melius in Domino judicaverit ad factorum veritatem magis magisque eruendam, nimirum:"

"A quanto tempore se cognoverint sponsi ante matrimonium; an parentum consensu, sponte et mutua voluntate illud inierint; an in sequenti nocte in eadem domo, eodem cubiculo et toro cubaverint, officiisque conjugalibus ultro, libenterque operam dederint; an matrimonium consummaverint; an ipse examinatus cognoscat, vel suspicetur causas propter quas consummare nequiverint, licet iteratis vicibus etiam in sequentibus noctibus ausi fuerint; an id contigerit ob nimiam angustiam cunni mulieris, vel immodicam sui penis crassitudinem, aut propter debilitatem, ita ut nulla vel parvi momenti fuerit erectio; an, quæ, et quanto tempore adhibita fuerint medicamenta, et quinam fuerint effectus; quamdiu simul vixerint, et condormierint; quis primus alterum conjugem deseruit, et an etiam aliæ causæ accesserint; an et quibus parentibus, amicis, vel vicinis secreto manifestaverint quod matrimonium non fuerit consummatum, eosque singillatim nominet."

"Hæc vel similia etiam ab altero conjuge requirantur, ut an inter se apprime conveniant, dignoscatur."

"Deinde testes qui ab ipsis conjugibus fuerint recensiti, seorsim examini subjiciantur. Prius vero eorumdem parentes audiantur, uti præsumptive magis informati; postea vero famuli et viciniores. Si quis illorum obierit, vel longiuquas regiones petierit, in actis innuendum erit. Interrogationes autem sequentes proponuntur, sed immutandæ pro rerum adjunctis:"

" An cognoscat conjuges de quibus sermo; an siat utrum libenter, mutuoque affectu sese copulaverint, condormierint, et matrimonium consummaverint; an sit instructus quibus de causis consummare nequiverint, et an, et quid ad illas amovendas experti fuerint; utrum et quæ conquestio inter ipsos extiterit; quænam sit fama tam apud se, quam apud alios de hac prætensa non consummatione."

" Singulorum testium absoluto examine, duo saltem ex celebrioribus civitatis physici medicinam et chirurgiam callentes seligantur, corpus viri inspecturi super ejus potentia ad coeundum cum muliere maxime virgine, nec ille physicus prætereundus qui forsan antea fuerit adhibitus ad viri incommoda medenda. Animadvertendum autem, ut mediis utantur licitis et honestis, et perscrutandum præcipue utrum illius virilia sint juxta naturæ leges accurate conformata; nimirum an penis naturalem habeat dimentionem, promptamque erectionem ad coeundum necessario duraturam; an aliquo morbo fuerit affectus, a quanto tempore, et cujusnam characteris; an fibræ compactæ et consistentes, seu potius flaccidæ, lassæque sint; an testes sani, naturalisque magnitudinis, et utrum aliquo vitio laboraverint vel adhuc laborent; quo in casu, morbi characterem et causas investigabunt; et an curabilis, nec absque salutis periculo."

" Quibus omnibus diligenter inspectis, singula sub juramento scripto tradent, et quid ipsi sentiant de viri impotentia an acquisita, vel ingenita, absoluta vel relativa tantum, ingenue fateantur, nullaque relicta ambigendi ratione."

" Corpus insuper mulieris, sed maxime illius genitalia membra a duabus saltem obstetricibus in arte, et praxi peritioribus ac bonis moribus imbutis inspiciantur, adhibito prius balneo mulieris, si necessario præmittendum physici et ipsæ judicaverint, Accurate observabunt signa integritatem mulieris constituentia, nimirum conformationem partium,

juncturam, duritiem, rugositatem et colorem; an hymen sit integrum, vel confractum in toto vel in parte; hoc in casu, an, et qua naturali causa, seu potius e congressu extranei corporis contigerit; an myrtiformes carunculæ inveniantur, earumque magnitudinem, numerum et conformationem, aliaque signa ab arte tradita integritatem, aut corruptionem mulieris constituentia sedulo inspiciant. Deinde unaquæque seorsim singula quæ repererint sub sacramento judici, et a cancellario scripto fideliter tradenda, distincte exponat, et quid ipsæ sentiant de illius integritate declarent."

"Earumdem depositiones prædictis physicis examinandæ tradantur, ut decernant num mulier adhuc integra habenda sit, atque matrimonium non consummatum judicandum."

"Verum si aliquod dubium adhuc explicandum supersit, opportunis ab ipsis physicis concinnatis interrogationibus, iterum obstetrices examinentur, et si nihilominus anceps peritorum judicium permanserit, corpus mulieris ab ipsis inspiciatur, adstante vero matrona antiquæ virtutis, nullique exceptioni obnoxia, et ab Ordinario designanda. Expleta inspectione, judicium dabunt physici, singulasque proferent rationes quibus ipsorum sententia innititur."

"Prætereunda tamen non erit investigatio super qualitate testium, audito eorumdem parocho, vel alia proba et apprime instructa persona, utrum ipsi sint bonis moribus imbuti, ac plenam mereantur fidem illorum depositiones."

"Omnibus superius recensitis diligenter ab Ordinario collectis, illa ad S. Congregationem mittere festinabit decretorio ejus judicio subjicienda."

1097. **Sacra Congregatio Concilii, ad quam diriguntur acta processus, habet solum votum consultativum.** Tota investigatio versatur circa duo hæc: an probetur matrimonium non fuisse consummatum, et an, hoc probato, justa allegetur dispensandi causa. Quæ duo si constent, S. Congregatio respondet *affirmative*, id est, dari locum

concedendæ dispensationi ; si autem alterutrum desit, respondet *negative.* Hoc votum consultativum secretarius S. Congregationis defert ad S. Pontificem ; et prout Sanctissimus illud approbat vel rejicit, conceditur vel denegatur postulata dispensatio ; ex constitutione Benedicti XIV, *Dei miseratione.*

Potest tamen episcopus aliquas informationes sumere, et [illegible]

In territoriis missionum, quæ subduntur jurisdictioni S. Congregationis de Propaganda Fide, non est procedendum quin habeatur delegatio hujus Congregationis, cujus est consulere Summo Pontifici ut dispensetur a matrimonio rato et non consummato ; aliquando tamen acta transmittit ad S. Congregationem Concilii et exquirit ejus judicium.

Quoad vim [illegible] matrimonium

nullitas matrimonii est [illegible] externo, non interno

DE PŒNIS ECCLESIASTICIS

Inanis esset potestas judicialis Ecclesiæ nisi reos delicti debitis pœnis coercere valeret: hinc potestati judiciali affinis potestas coactiva. Et sane, cum horror mali moralis, ex hominum malitia, sit insufficiens ad eos in officio continendos, non aliud superest quam ad illationem mali physici recurrere, quod homines a delinquendo deterreat. Jamvero homines ad delinquendum moventur inordinata appetitione alicujus boni subjectivi, spreto bono objectivo seu morali: hinc lex, comminando aliud malum subjectivum æquale vel etiam majus, vincit pravam inclinationem voluntatis; igitur pœna ante delictum est *præservatrix*. Quod si nihilominus prævaleat pravus affectus et admittatur delictum, tunc delinquens fit debitor pœnæ; pœna irrogata dicitur *emendatrix* quoad reum, *vindicativa* quoad societatem pœnam inferentem, *exemplaris* quoad alios. Cavagnis, Institutiones Juris Publici, vol. I, pag. 82.

De pœnis dicemus in titulis sequentibus:

TITULUS I

DE PŒNIS ECCLESIASTICIS IN GENERE

1098. **Pœna definiri potest:** Malum passionis aut privationis, delicti causa, etiam in invitos auctoritate publica inflictum, ut omnes a perturbando societatis ordine deterreantur.

Dicitur 1° *malum*, quia pœna in genere est id omne quod hominem labore ac molestia afficit.

Dicitur 2° *malum passionis aut privationis*, quatenus

Alia definitio: Privatio alicujus boni ad coercitionem delicti necnon ad ca[illegible] delinquentis, et ad restaurationem ordinis publici per legitimam auctoritatem inflictam.

attenditur ejus objectum immediatum, quod est pati aut jure quodam privari; cœterum quælibet pœna importat pati, sive consistat in mutilatione aut pœna capitali, sive in privatione alicujus juris.

Dicitur 3° *delicti causa*, secus injusta esset pœna, si delictum contra quod statuta est pœna non fuisset patratum; debet ergo crimen esse certo commissum et juridice omnino probatum.

Dicitur 4° *auctoritate publica inflictum*, nam pœna infligitur propter delictum; atqui nonnisi ab eo statui potest cui coercendorum delictorum potestas est, qui profecto est supremus princeps in societate, vel is magistratus cui hæc jurisdictio fuit concessa.

Juxta hoc, tantum [illegible] delicta

Dicitur 4° *ut omnes a perturbando societatis ordine deterreantur.* Hæc verba exhibent finem et fundamentum pœnarum.

Pœnæ sunt necessariæ ad tutelam ordinis socialis, sine quo tranquillitas, quies et pax relate ad ipsam societatem et ad singulos cives inter se haberi nequeunt: hinc ea delicta sunt pœnis coercenda, quæ securitatem illam et quietem turbare queunt; et non sunt puniendi illi levissimi lapsus a quibus fere impossibile est homini se abstinere, et qui grave detrimentum Reipublicæ afferre non possunt. De Luca, De Delictis et Pœnis, tit. VI.

1099. **Pœna ecclesiastica diversimode dividitur:**

1° Ratione finis, pœnæ ecclesiasticæ dividuntur in *pœnitentias, censuras* et *pœnas vindicativas;* revera diversæ sunt conditiones delinquentium, quorum alii sponte confitentur sua peccata et ad legitimam peccatorum expiationem sunt parati; alii sunt, contumaces in suo peccato, sed Ecclesiæ corripienti resipiscunt; alii sunt pertinaces in suo delicto sine spe futuræ emendationis. Hinc:

a) Pœnitentia est opus voluntaries usceptum, quod quis sponte adimplendum assumit ad expiationem alicujus delicti.

b) Censura est pœna qua quis, reus et contumax, privatur quibusdam bonis spiritualibus ut culpas fateatur et expiet.

c) Pœna vindicativa est animadversio in reum, de cujus conversione vix speratur, ad disciplinæ publicæ satisfactionem.

2° *Ratione modi quo pœnæ statuuntur*, aliæ dicuntur *a jure* latæ, aliæ vero *ab homine*.

a) Pœnæ latæ *a jure* sunt illæ quæ a legislatore, per legem aut edictum perpetuum, irrogantur in eos omnes qui legem aut edictum violaverunt.

b) Pœnæ latæ *ab homine* sunt illæ quæ a superiore, per sententiam aut mandatum, certæ personæ irrogantur.

c) Pœna *a jure* non statuitur nisi pro tempore futuro, quia leges futuris necessitatibus provident; dum pœna *ab homine* decerni potest non solum pro futuris, sed etiam pro præteritis delictis, ad eorum satisfactionem et emendationem.

Hæc posterior, si fuerit tantum comminata, evanescit, jurisdictione infligentis per mortem aut alio modo amissa. Prior autem perseverat, donec abrogata non fuerit lex a legislatore.

d) Pœna, quæ a lege aut consuetudine statuta est, dicitur *ordinaria*; dum *extraordinaria* aut *arbitraria* dicitur ea quæ ex judicis arbitrio, pro qualitate delicti et personæ, imponitur.

3° *Ratione modi quo incurruntur*, pœnæ sunt *latæ* vel *ferendæ sententiæ*.

a) Pœna *latæ sententiæ* est ea quæ *ipso facto*, seu criminis perpetratione, seu mandati transgressione incurritur absque sententia condemnatoria.

Attamen cum de ipso facto debeat constare, plerumque requiritur, pro foro externo, sententia judicis declaratoria.

b) Pœna *ferendæ sententiæ*, quæ etiam *comminatoria* dicitur, non contrahitur statim a peccato commisso, sed accedente tantum sententia judicis *condemnatoria*.

Qualis autem sit pœna, an scilicet *latæ*, an vero *ferendæ sententiæ*, pendet a voluntate infligentis, ideoque ex ejus verbis debet dignosci.

c) Latæ sententiæ generatim reputantur censuræ, si formulæ legis seu præcepti quibus inferuntur, excludant judicis cujuscumque actionem seu ministerium, nempe :

Si reperiantur locutiones hujusmodi : *eo ipso ; ipso jure ; ipso facto ; ex tunc ; protinus ; sine alia sententia*, etc.

Si verba sint temporis præteriti, v. g. : *sciat, noverit se esse excommunicatum ; debet pro excommunicato haberi.*

Si verba sint temporis præsentis et modi indicativi, v. g. : *excommunicamus, interdicimus*, etc.

Si autem verba sint temporis præsentis, sed modi imperativi vel subjunctivi, censura erit quoque latæ sententiæ, modo non requiratur superioris actus, e. g. : *incidat in excommunicationem ; maneat suspensus ; anathema sit*, etc ; erit vero ferendæ sententiæ quando superioris actus requiritur, v. g. : *damnetur ; excommunicetur ; suspendatur.*

d) Ferendæ sententiæ reputantur censuræ, si formulæ quibus irrogantur includant judicis ministerium, nempe :

Si adsint istæ vel similes locutiones : *excommunicetur per episcopum, a suo episcopo mulctetur*, etc.

Si verba sint tantum comminatoria, e. g. : *præcipimus sub pœna suspensionis, sub interminatione anathematis*, etc. Excipe si aliud ex adjunctis appareat, v. g. quando dicitur : *sub pœna excommunicationis statim incurrendæ.*

Si verba tempus futurum designent, v. g. : *excommunicabitur, suspendetur*, etc.

e) Omnibus perpensis, si dubium supersit, censura habenda est ut *ferendæ sententiæ*, juxta regulam juris :

" In obscuris minimum est sequendum."

4° *Ratione objecti*, pœnæ dividuntur in *spirituales* et *temporales.*

a) Spirituales sunt illæ quæ privant participatione sacramentorum, officiis divinis, suffragiis Ecclesiæ, usu sacrorum ordinum, etc.

b) Pœnæ *temporales* sunt, e. g. mulctæ pecuniariæ, afflictationes corporales, incarceratio, etc. Cf. Bargilliat, Prælectiones, tract. XI, num. 1544 et seq.

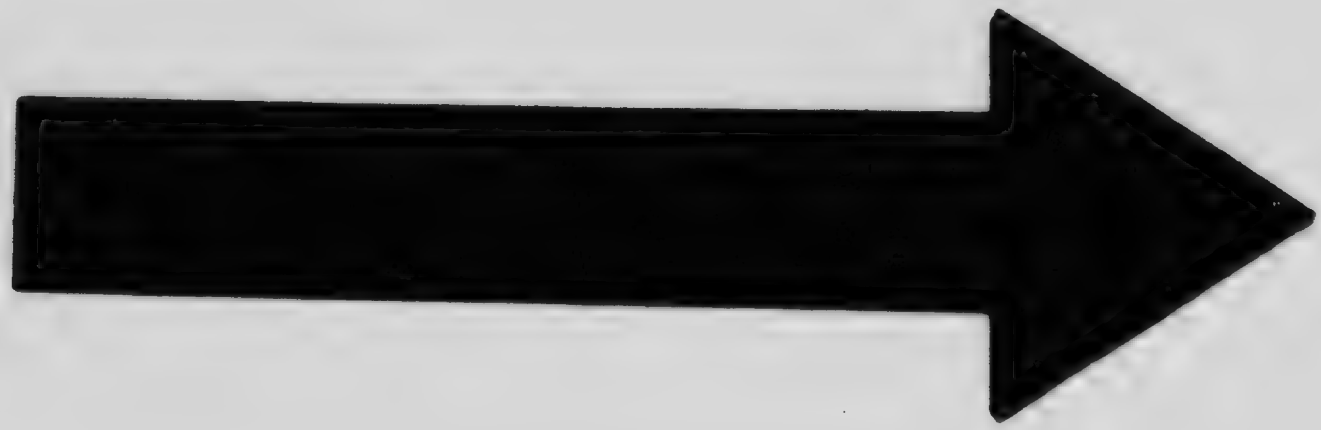
1100. **Ecclesia, jure divino, habet potestatem coercendi saltem per pœnas spirituales.** Revera auctores juris Ecclesiæ publici probant Ecclesiam esse societatem perfectam ; jamvero ut efficax sit potestas judiciaria, necesse est ut comitem habeat *vim coactivam*, qua rei debitis pœnis plectuntur.

Hinc 1° Joannes XXII, constitutione *Licet*, uti hæreticam damnavit hanc propositionem Marsilii Patavini : " Quod Papa, vel tota Ecclesia simul sumpta, nullum hominem quantumcumque sceleratum potest punire punitione *coactiva*, nisi Imperator daret eis auctoritatem."

2° Concilium Tridentinum, sess. XIII, cap. 1, De Ref., non solum affirmat potestatem corrigendi episcopis proprio jure competentem, sed etiam modum ea utendi præscribit. Cf. vol. I, num. 384.

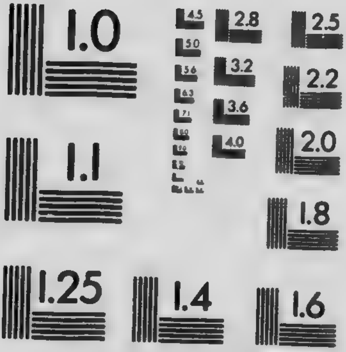
3° Pius IX, in litteris encyclicis *Quanta cura*, inter instaurantes prava ac toties damnata novatorum commenta adnumerat quos " minime pudet affirmare Ecclesiæ non competere jus violatores suarum legum pœnis temporalibus coercendi."

1101. **Hæc Ecclesiæ potestas coactiva intelligenda est etiam de pœnis temporalibus et corporalibus.** Ecclesia, quæ est societas perfecta, pollet sufficienti potestate unde valeat *efficaciter* coercere contumaces et hæreticos cohibere. Atqui pœnæ spirituales parum movere solent homines carnales, quia, licet revera graviores sint, isti autem vulgares homines maxime sensu ducuntur et coguntur. Hoc præcipue locum habet respectu hæreticorum, qui, cum fidem abjecerint, quasi nihil reputant hujusmodi pœnas spirituales.



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

Hæc ratio agendi Ecclesiæ non repugnat indoli societatis spiritualis. Quamvis hujusmodi societas sensu pietatis, persuasione et paterno affectu regatur potius quam severitate legum et coercitionum asperitate, possunt tamen qui illam gubernant uti salubri rigore ad frangendam contumaciam, ad reparanda scandala, ad præcavendam denique hominum fragilium ruinam spiritualem, quando media communia non sufficiunt; unde S. Paulus, Iª ad Corinthios, IV, 21, scribebat : " Vultis in virga veniam ad vos, an in charitate et spiritu mansuetudinis."

Coercitio pœnis temporalibus temperatis non magis derogat juribus principis sæcularis quam si fieret in familia privata ; non est ratio cur, in gradu etiam superiori et magis extenso, non agnoscatur societati Christianorum jus quod societatibus domesticis competit ad sua membra, moderatis corporum coercitionibus, emendanda. Hæc aliunde coercitio potest adhiberi absque ullo offendiculo rectoris civilis, præsertim si principes sæculares juvant, sicut olim contigit, exercitium justitiæ clericalis. Icard, Præl. Sti Sulpicii, vol. III, num. 755.

1102. **Ecclesia pœnas extremas corporales nunquam ipsa intulit.** Quod probatur 1° *sententia Patrum.* Ecclesia " gladium non habet nisi spiritualem ; non occidit, sed vivificat ", ait S. Nicolaus I, in canone *Inter hæc*, caus. XXXIII, quæst. II. Cœlestinus III scripsit de quodam clerico, qui pro suis criminibus depositus fuerat : " Si depositus incorrigibilis fuerit, excommunicari debet, deinde, contumacia crescente, anathematis mucrone feriri ; postmodum vero, si in profundum malorum veniens contempserit, *cum Ecclesia non habeat ultra quid faciat*, ne possit esse ultra perditio plurimorum, per sæcularem comprimendus est potestatem, ita quod ei deputetur exsilium, vel alia pœna legitima inferatur." Concilium Constantiense, sess. XV, prolata sententia depositionis et degradationis in Joannem Hus, eodem sensu addit : " Sancta Synodus Joannem Hus, *attento quod Ecle-*

sia Dei non habeat ultra quid agere valeat, judicio sæculari relinquere, et ipsum curiæ sæculari relin- quendum fore decernit."

2º *Ex ratione et indole judicii ecclesiastici.* Notum est axioma : " Ecclesia abhorret a sanguine." Hinc invenitur prohibitum, in dispositionibus juris communis, ne clerici sederent in causa sanguinis et pœnas extremas infligerent, etiamsi potestatem illam haberent ab auctoritate civili : " His a quibus Domini sacramenta tractanda sunt, judicium sanguinis agitare non licet. " Cap. 30 et 29, caus. XXIII, quæst. 8.

3º *Ex praxi Ecclesiæ.* Non reperimus Ecclesiam unquam protulisse sententiam sanguinis, in his etiam temporibus quibus maxima fruebatur libertate.

An *summo jure* Ecclesia possit damnare ad pœnam mortis aut mutilationis, non constat inter auctores ; argumenta utriusque sententiæ videri possunt apud Cavagnis, Institutiones Juris Publici Ecclesiæ, num. 301.

1103. **Pœnas irrogare possunt superiores jurisdictionem in foro externo habentes sive ordinariam, sive delegatam.**

Necessitas jurisdictionis in foro externo sequitur ex ipsa natura pœnarum canonicarum, quæ, si excipias pœnitentias in sacro tribunali a confessario impositas, feruntur ad forum externum.

Ut superior jure suo utatur, debet habere potestatem *expeditam* :

Hinc 1º oportet ut nullo impedimento canonico innodetur ; si sit excommunicatus, suspensus, hæreticus aut schismaticus, non potest *licite* pœnas irrogare, quamvis sit *toleratus* ; non potest *valide*, si sit *vitandus*.

2º Oportet ut sit in suo territorio, quando pœna irroganda est in foro contentioso : " Sacris canonibus est generaliter

interdictum ne quis episcopus jurisdictionem exerceat in diœcesi aliena." Caput *Quamvis*, De Foro Competenti.

Excipiendi sunt duo casus a regula generali : *a)* Si Ordinarius loci consentiat ut episcopus exerceat jurisdictionem contentiosam, et ipsæ partes etiam annuant ; revera invitæ cogi non debent e suo territorio egredi litis causa.

b) Si prælatus expulsus injuste fuerit e sua diœcesi ; tunc enim, petita prius Ordinarii loci licentia, quamvis non obtenta, subditos suos quorum malitia expulsus est, eorumque consiliarios et fautores censuris plectere potest. Caput *Quamvis*, De Foro Competenti.

1104. **Pœnis ecclesiasticis plecti non possunt nisi** 1° *Homines christiani.* Nam Ecclesia de his qui *foris* sunt non judicat ; ideoque excluduntur infideles, etiam catechumeni. Cf. I ad Cor. V, 12.

2° *Rationis capaces*, cum nemo pœnam subire debeat, nisi delictum admiserit.

a) Hinc *impuberes*, rationis usum plene adepti, absolute non eximuntur a pœnis latæ sententiæ, utpote doli capaces ; attamen, ob ætatis levitatem, ex benignitate Ecclesiæ, eas non incurrunt nisi in lege specialiter expressum sit, ut pro ingredientibus monasteria monialium statuitur. Cf. Const. *Apostolicæ Sedis*, tit. I, num. 6.

b) Neque expedit ut in eos censuræ *ab homine* ferantur ; sed potius debent aliis correctionalibus pœnis puniri. " In pueris enim, relinqui solet inultum quod in aliis provectioris ætatis humanæ leges dicunt severius esse puniendum." Cap. *Referente*, De Delictis Puerorum.

3° *Et subditi*, quia pœnæ irrogatio est actus jurisdictionis, qui nonnisi in subditos exerceri potest.

a) Ideo peregrini, quamdiu versantur extra diœcesim, non tenentur censuris quæ per modum legis in suo territorio latæ sunt, etiamsi discesserint eo animo ut se obligationi legis subtraherent. " Statuto episcopi, quo in omnes qui furtum

commiserint excommunicationis sententia promulgatur, subditi ejus, furtum extra ipsius diœcesim committentes, minime ligari noscuntur, cum extra territorium jus dicenti non pareatur impune." Cap. *Ut animarum*, De Constit., in 6°.

b) Utrum idem dicendum sit de præcepto quod episcopus suis diœcesanis injunxerit sub pœna *ipso facto* incurrenda, an scilicet pœnam incurrant, si præceptum violent extra diœcesim, disputant canonistæ. Communiter affirmant doctores, quia præceptum afficit personam et ei adhæret sicut pellis ossibus; dum e contra lex est territorialis et obligat in solo territorio.

c) Pœnis quæ latæ sunt in locis per quæ transit, peregrinus non tenetur, nisi leges quibus pœnæ sunt adnexæ ipsum obligent.

d) Episcopus potest pœnis ligare subditum suum extra diœcesim existentem, pro crimine quod in proprio territorio commissum est. Quod dicendum est de iis qui, licet absentes, censentur tamen in proprio territorio delinquere: ut si excommunicaretur clericus qui, jussus accedere ad synodum, non obtemperaret. Secus enim a nullo posset puniri.

Non obstat quod citatio non possit fieri extra territorium; nam sufficit ut reus in propria domo, aut loco publico citetur. Cf. Bargilliat, num. 1552; Icard, vol. III, num. 757.

1105. **Ad delictum pœnis coercendum quinque conditiones generatim requiruntur:**

1° Debet esse *externum;* nam Ecclesia non judicat de internis, nisi in foro pœnitentiali: "Cogitationis pœnam nemo patitur;" ex capite *Cogitationis*, 14, De Pœnitentia. Omissio tamen actus externi a lege præscripti habetur ut opus externum, et pœnis subjacet; ex capite *Quantæ*, 47, De Sententia Excommunicationis.

Posset tamen Ecclesia actum externum, aliunde in se malum, pœnis plectere sub conditione solius malitiæ quæ ab interno procederet: v. g. posset ferri excommunicatio vel

alia pœna in eos tantum qui *scienter*, aut *temere*, aut ex *præsumptione* aliquid egerint ; ratio est, quia, cum actus sit aliunde malus ac merito possit pœnis plecti, nulla injustitia est quod non puniatur nisi vestitus sit certis conditionibus, nempe quod sit peractus *scienter* et *temere*.

2° *Proprium*, saltem aliquo modo, nam " non debet aliquis alterius odio prægravari ; " ex reg. juris 22ª, in 6°.

Diximus *aliquo modo*, nam propter crimen a majori parte communitatis, vel a capite ipsius commissum, tota communitas potest subjici interdicto vel suis privilegiis spoliari ; et sic innocentes puniuntur, et non immerito, quia delictum communitatis omnibus membris proprium esse censetur.

Aliquando, deficiente culpa personali, adest ratio imponendi pœnam innocenti : v. g. filius hæretici arcetur ab ordinibus ecclesiasticis propter suspicionem ne, ob conjunctionem naturalem cum parentibus, ad hæresim redeat. Hoc in casu, adest causa ordinis publici qua pœnæ impositio fit legitima, juxta regulam juris 23ªᵐ, in 6° : " Sina culpa, nisi subsit causa, nemo est puniendus."

3° *Grave* : certum hoc videtur quoad pœnas quæ in judiciis imponuntur, cum ridiculum esset ad judicium recurrere propter leves culpas.

4° *Consummatum* ; nempe requiritur ad pœnam incurrendam ut perficiatur id quod præcise lex intendit plectere tali pœna ; unde sola attentatio delicti, vel cooperatio ad illud per consilium, mandatum, puniri nequit pœna lata contra hujusmodi delictum ; unde qui vult occidere, vel verberat ad occidendum, non incurrit pœnas contra homicidium latas, si revera non occiderit, quia "odia sunt restringenda." Secus esset dicendum, si lex intenderet punire mandantes, consulentes, cooperantes et etiam attentantes.

5° *Debite probatum* ; hæc conditio requiritur tantum pro pœnis quæ nonnisi post sententiam prolatam exsecutioni mandari possunt, non vero pro pœnis ipso jure latis, quæ per

ipsammet legem exsecutionem obtinent, ut censuræ ipso facto latæ.

6° *Pœnæ proportionatum*; id est, requiritur peccatum grave ad pœnam gravem, sufficit leve ad levem. Ratio est, quia principia æquitatis suadent pœnam esse commensurandam culpæ et pro modo culpæ imponendam.

Ideoque docet Benedictus XIV non solum excommunicationem, sed etiam suspensionem a divinis, nec *valide* propter culpam *levem*, nec *prudenter* propter *lethalem*, quæ gravioribus non æquiparetur, irrogari. Gravitas autem delicti, non modo ex re in se considerata, sed ex adjunctis quoque locorum et temporum est perpendenda. Contingere enim potest ut res, quæ in se spectata levis esse videtur, gravis tamen appareat ratione circumstantiarum. Bened. XIV, De Synodo, lib. X, cap. 1 et 3.

1106. **Quæritur an ignorantia excuset a pœna.**

Ignorantia contingere potest vel circa legem, vel circa pœnas a lege impositas; iterum ignorantia est vincibilis vel invincibilis.

1° Ignorantia solius pœnæ, etsi invincibilis, ab hac pœna non excusat, nisi ipsamet lex notitiam pœnæ requirat ut possit incurri, vel nisi hæc pœna sit gravissima excedens meritum criminis, vel pœna ejus sit naturæ quod non possit incurri sine ejus notitia, prout sunt censuræ, et probabiliter irregularitates ex delicto. S. Alphonsus, Theol. Mor., lib. VII, n. 351.

2° Casu quo ignoratur lex ipsa, videndum est an ignorantia sit invincibilis vel vincibilis; ignorantia invincibilis, quæ excusat a peccato, excusat etiam a pœna; si vero sit vincibilis, nec a peccato, nec a pœna excusare potest. Ceterum, in foro externo, ignorantia legis non præsumitur, nisi ageretur de personis omnino illitteratis. Stremler, Des Peines Ecclésiastiques, pag. 31.

3° Notatu dignum est quod si pœna sit iudicta præsumentibus, sive temere, consulto aut scienter peccantibus, tunc

excusat ignorantia etiam crassa, non tamen affectata, quæ adest cum quis studiose negligit scire legem ut liberius agat; quia talis ignorantia scientiæ æquiparatur. S. Alph., lib. I, num. 169.

1107. **An reus delicti teneatur in conscientia exsequi pœnam latæ sententiæ, ante omnem judicis sententiam?**

Oportet distinguere inter pœnam *positivam* et *negativam*.

1° Si pœna sit *positiva*, tenent auctores eam non ligare reum, etsi sit latæ sententiæ ipso facto incurrendæ, antequam judex per sententiam declaratoriam decreverit delinquentem revera certum crimen patrasse et pœnam ei appositam incurrisse. Ratio est, quia lex nimis dura esset, et moraliter impossibilis, quæ cogeret reum ad ponendum actum suiipsius vindicativum. Hinc si pœna sit mulcta pecuniaria *ipso jure* incurrenda, reus criminis cui hæc pœna infligitur non tenetur ad eam subeundam ante judicis sententiam declaratoriam delicti.

2° Si pœna sit *negativa*, videndum est an consistat in privatione *juris quærendi*, vel *quæsiti*.

Pœnæ quæ privant jure quodam quærendo, ligant reum ante judicis sententiam. Unde *a)* certum est censuras et irregularitates incurri ante judicis sententiam et plane vigere pro foro interno, etsi occulta semper maneant facta criminosa; *b)* quoad pœnas inhabilitantes, seu privantes capacitate acquirendi jura, certum est has omnes ipso jure inflictas attingere reum ante quamcumque judicis declarationem: tales sunt irregularitates *ex delicto*. Unde si quis commiserit crimen ob quod inhabilis *ipso facto* redditus est ad beneficia acquirenda, non solum peccat beneficium acquirendo, sed ita nulliter ad illud promovetur ut, ante omnem sententiam judicis, teneatur illud dimittere.

Difficultas major est circa pœnas negativas privantes aliquo jure quæsito, v. g. beneficio vel officio. Videtur has

pœnas incurri in foro interno ante judicis sententiam, et observandas esse pro foro externo, ne quis aliquo jure illegitime utatur. Excipe si crimen sit occultum, et quis, exsequens pœnam, deberet prodere seipsum et infamiam subire: tunc prævalet jus naturale præcipiens neminem teneri prodere seipsum. Suæ conscientiæ delinquens consulere teneretur, petendo a potestate competente absolutionem vel dispensationem. M. Lega, De Pœnis.

Notandum est quod in casu pœnæ *ferendæ sententiæ*, reus non ligatur pœna hujusmodi ante sententiam condemnatoriam, licet agatur de pœnis privativis, de inhabilitatibus aut censuris; ratio est, quia talis pœna nondum est inflicta.

1108. **Tandem pœnæ in suis effectibus debent esse** 1° *præservatrices* ante crimen, omnes continentes in officio ob pœnæ salutarem timorem; 2° post delictum *emendatrices rei*, adeo ut delinquens post pœnæ luitionem non sit justitiæ et honestatis inimicus, sed amator et sectator; 3° *exemplares*, ut post patratum crimen alii ab eo patrando deterreantur. Lega, loco citato.

TITULUS II

DE CENSURIS IN GENERE

1109. **Censura communiter ab auctoribus definitur:** " Pœna medicinalis per quam homo baptizatus, delinquens et contumax, privatur per potestatem ecclesiasticam usu quorumdam bonorum spiritualium." Stus Alph., lib. VII, De Censuris, n. 1.

Dicitur 1º *pœna*, et sic convenit cum pœnis vindicativis, scilicet depositione et degradatione. Differt vero ab irregularitate *ex defectu*, quæ certe non est pœna cum ex culpa non oriatur, sed inhabilitas ad sacras functiones obeundas; ab irregularitate *ex delicto*, quæ est inhabilitas ex delicto orta. Prætera censura tollitur per absolutionem, dum irregularitas aufertur per dispensationem.

Dicitur 2º *medicinalis*, id est, quæ primario et principaliter infligitur ut reus emendetur et ad meliorem frugem redeat. Per hoc censura differt a pœnis vindicativis, quæ primario in criminis vindictam plectuntur.

Dicitur 3º *per quam homo baptizatus, delinquens et contumax*, quibus verbis exprimuntur conditiones ut quis censurari possit. Debet esse : *a) baptizatus*, alioquin non esset subjectus potestati ecclesiasticæ, a qua sola censuræ ferri possunt; *b) delinquens*, quia omnis pœna supponit delictum; *c) contumax*, id est, monitionibus Ecclesiæ non obtemperans. Hoc fluit a natura censuræ, quæ est pœna medicinalis requirens monitiones *ab homine*, vel saltem *a lege*.

Dicitur 4º *privans per potestatem ecclesiasticam usu quorumdam bonorum ecclesiasticorum*, quia censura non privat omnibus bonis spiritualibus, sed certis bonis ab Ecclesia dependentibus, puta sacramentis, suffragiis, indulgentiis, sacris

Ubi adest reservatio, non semper adest censura et vice versa.

functionibus, beneficiis, etc. Censura non tollit characterem sacramentalem, gratiam sanctificantem, virtutes morales et infusas, communionem sanctorum : hinc aliquis potest habere gratiam sanctificantem, quamvis censura innodetur, v. g. si perfecte pœnitent antequam a censura absolvatur.

1110. **Censura diversimode dividitur :**

1° *Ratione effectus*, dividitur in *excommunicationem*, *suspensionem* et *interdictum*, quæ divisio ab ipso jure traditur : sic habet caput *Quærenti*, 20, De Verborum Significatione ; " Quærenti quid per censuram ecclesiasticam debeat intelligi, respondemus quod per eam non solum *interdicti*, sed *excommunicationis* et *suspensionis* sententia valet intelligi."

2° *Ratione modi* quo ferri solet, dividitur in *censuram a jure* et *censuram ab homine*. Censura lata *a jure* est ea quæ *a jure*, seu per canones, constitutiones vel statuta fertur modo stabili et permanenti. Censura lata *ab homine* ea est quæ a judice per sententiam judiciariam, vel a prælato per mandatum particulare incurritur.

3° *Iterum ratione modi* quo fertur, censura est *latæ* vel *ferendæ sententiæ*. Censura *latæ sententiæ* ea est quæ *ipso facto*, seu crimine semel admisso, statim incurritur absque ulla judicis sententia etiam declaratoria ; censura *ferendæ sententiæ*, quæ etiam *comminatoria* dicitur, ea est quam jus aut judex non vult *ipso facto* incurri, sed solum per sententiam infligi. Unde censuræ hujusmodi possunt esse *a jure* simul et *ab homine* : *a jure* quidem quatenus statuuntur per legem aut statutum permanens, *ab homine* quatenus non incurruntur nisi post sententiam judicis.

Ut autem dignoscatur an censura sit *latæ* vel *ferendæ* sententiæ, consideranda sunt verba quibus censura irrogatur. Cf. quæ diximus in tit. præc., num. 1099.

4° *Ratione reservationis*, censura dividitur in *reservatam* et *non reservatam*, prout ejus absolutio reservatur superiori vel non reservatur.

Lex et praeceptum sic differunt?
a) ratione ferentis seu conditoris —
b) ratione subjecti
c) ratione finis
d) ratione loci —

5° *Ratione temporis*, censura fertur *ad tempus determinatum* vel *ad tempus indeterminatum*. Omnes censuræ proprie dictæ, quatenus pœnæ medicinales, debent durare usque ad rei emendationem; proinde sunt necessario ad tempus indeterminatum; censuræ, quæ sunt ad tempus determinatum vel perpetuæ, habent naturam pœnæ vindicativæ. Ceterum nunquam excommunicatio fertur ad tempus determinatum vel in perpetuum; solæ suspensiones et interdicta sic aliquando feruntur. Stremler, Des Peines Ecclésiastiques, pag. 178.

1111. **Datur in Ecclesia potestas ferendi censuras,** quæ sententia est de fide, ex Concilio Constantiensi, sess. VIII et sess. XV. In sessione VIII, fuit damnata propositio Wicleffi : " Excommunicatio Papæ vel cujuscumque Prælati non est timenda, quia est censura Antichristi."

Hæc potestas residet apud eos qui in foro externo pollent jurisdictione sive ordinaria, sive delegata; ex cap. *Cum ab Ecclesiarum*, tit. XXXI, De Off. Judicis Ordinarii, lib. I.

Ordinariam potestatem habent: 1° Papa et concilium generale, respectu totius Ecclesiæ; 2° Congregationes Romanæ, v. g. Concilii, S. Officii, etc, quæ etiam ferre possunt censuras in iis quæ sibi respective attribuuntur; 3° legati apostoli, in territorio ipsis assignato; 4° archiepiscopi, respectu tantum subditorum propriæ diœcesis, non vero aliorum suffraganeorum, nisi tempore visitationis, aut nisi per appellationem causa ad ipsos devolvatur; 5° episcopi, respectu subditorum, dummodo sint confirmati; 6° vicarii generales ad firmandam suam jurisdictionem; 7° qui præsunt ordinibus aut congregationibus virorum.

Ordinariam potestatem censuras ferendi non habet parochus, cum jurisdictionem non habeat in foro externo.

Delegatam autem potestatem censuras ferendi habent illi quibus hæc facultas fuit commissa. Hujusmodi potestas cessat per mortem aut amotionem delegantis, nisi causa a dele-

gato jam fuerit incœpta, saltem per citationem. Vol. I, num. 153.

Delegatus ad ferendas censuras non potest alterum subdelegare, nisi a delegante licentiam expressam habeat, vel sit delegatus ad universalitatem causarum, aut delegationem teneat a Summo Pontifice. Vol. I, num. 148.

1112 **Ut quis possit ferre censuras, plures requiruntur conditiones :**

1° *Ut sit vir*, quia potestas jurisdictionis fuit commissa solis viris ; dubitatur an Summus Pontifex, de plenitudine suæ potestatis, valeat delegare mulieres ad censuras ferendas.

2° *Ut sit baptizatus*, quia qui non est de Ecclesia non est jurisdictionis ecclesiasticæ capax.

3° *Ut sit saltem tonsuratus ;* unde religiosi professi, qui primam non habent tonsuram, exercere nequeunt potestatem ecclesiasticam, nisi a Summo Pontifice dispensentur.

4° *Ut habeat jurisdictionem expeditam ad usum ;* unde episcopus excommunicatus nec licite, nec valide censuras irrogat, si sit vitandus ; non licite, si sit toleratus. Præterea, ut ejus jurisdictio dicatur *expedita*, oportet, *regulariter*, ut non sit extra propriam diœcesim ; ex capite *Quamvis*, De Foro Competenti. Dicitur *regulariter*, quia casus sequentes sunt excipiendi : *a)* Si episcopus sit injuste expulsus e sua diœcesi ; sed tunc peti debet licentia ab Ordinario, licet non obtineatur. *b)* Si Ordinarius loci et partes in id consentiant. Bene tamen potest episcopus, extra suam diœcesim existens, sine strepitu judiciali, absolvere subditos a censuris, non vero judicialiter. S. Alph., lib. VII, num. 21.

1113. **Ut quis censura ligari possit, quinque conditiones requiruntur :**

1° Oportet ut sit *homo :* bruta, v. g. locustæ, improprie dicuntur anathematizari ; loca interdicuntur sed solum ob personas.

2° Ut sit *baptizatus*, quia alioquin non est Ecclesiæ subditus.

3° Ut sit *rationis compos*; nam pueri et perpetuo amentes, sicut sunt incapaces culpæ, ita et censuræ. Illi vero qui ad tempus tantum carent ratione, ligantur censuris si, tempore quo erant rationis compotes, eis causam dederunt.

4° Ut sit *subditus*. Romanus Pontifex, qui superiorem non habet, nequit ligari censuris; nec episcopi et cardinales incurrunt censuras latas a jure, nisi de ipsis expressa mentio fiat; ex cap. *Quia periculosum*, De Sent. Excomm, in 6°. Hoc tamen intelligitur de suspensione et interdicto, de quibus fit mensio in dicto capite, non autem de excommunicatione, cui subjacent episcopi, etiamsi de eis in lege nulla mentio fiat.

Reges et reginæ, quamvis episcopis subditi sint in spiritualibus, jure tamen novo non possunt ligari censuris nisi a Papa.

5° Ut sit persona *determinata*; sed hæc conditio non est necessaria nisi quoad excommunicationem; suspendi aut interdici possunt civitates, collegia, sed non possunt excommunicari. Stus Alph., lib. VII, num. 18.

1114. **Causa ob quam censura potest irrogari** est peccatum externum, consummatum, censuræ proportionatum, conjunctum cum contumacia, et proprium.

Dicitur 1° *peccatum*, quia censura est pœna: unde quidquid excusat a peccato, excusat a censura, v. g. inadvertentia, ignorantia invincibilis, metus.

Dicitur 2° *externum*, quia Ecclesia de internis non judicat.

Dicitur 3° *consummatum*, ita ut perficiatur id quod lex intendit punire. Unde censuram non incurrunt mandans, consulens, ferens suffragium, si mandatum, consilium aut suffragium efficaciter non influant in crimen; nisi censura principaliter contra mandantes, consulentes aut suffragium ferentes lata fuisset.

Dicitur 4° *censuræ proportionatum*, quia ad censuram incurrendam requiritur peccatum grave. Unde qui excusatur a gravi culpa, excusatur quoque a gravi censura; et si quid præcipiatur quod, omnibus inspectis, leve sit, præceptum non obligabit sub gravi, nec gravis censura poterit irrogari.

Dicitur 5° *conjunctum cum contumacia*, quia censura est pœna medicinalis; jamvero ut incurratur, pro foro interno, requiritur contumacia.

Dicitur 6° *proprium*, nisi agatur de suspensione et interdicto.

1115. **Deficientibus prædictis conditionibus, censura non incurritur in casu ignorantiæ:** ex cap. *Ut animarum*, 2, De Constitutionibus, in 6°, ubi Bonifacius VIII declarat ignorantes pœnis non ligari, "dum tamen eorum ignorantia crassa non fuerit, aut supina."

Unde 1° ignorantia legis aut facti invincibilis, item ignorantia leviter culpabilis ab omni censura excusat; revera argui nequit de contumacia qui censuram ab Ecclesia statutam penitus ignorat.

2° Ignorantia graviter culpabilis a censura excusat, nisi sit crassa aut supina.

3° Ignorantia crassa aut supina non excusat, nisi lex canonica requirat ut reus statutum violaverit *scienter, consulto, temeraria præsumptione*, etc.

4° Ignorantia affectata non excusat a censuris, quia æquiparatur scientiæ; probabiliter tamen excusat a censuris, quando lex requirit scientiam. Cf. Stum Alph., lib. VII, De Censuris, num. 48.

1116. **Ex eodem titulo, censura non incurritur in casu metus.**

1° Si agatur de lege *mere ecclesiastica*, cui annexa est censura, metus excusat tum a lege, tum consequenter a censura; nisi tamen legis observatio sit necessaria pro bono publico

servando, vel ejus violatio cedat in contemptum fidei aut potestatis Ecclesiæ.

2° Si agatur de præceptis *juris naturalis*, a quibus implendis metus gravis excusare nequit, metus a censura videtur excusare, cum sic delinquens haberi nequeat pro contumaci et Ecclesiæ contemptore, quia peccat infirmitate naturæ potiusquam malitia obstinatæ voluntatis. Schmalzgrueber, De Sententia Excommunicationis, num. 79.

1117. **In dubio utrum censura incurratur, distinguendum est:**

1° Si dubium sit *juris*, v. g. an lex annexam habeat pœnam, auctores docent non esse obligationem servandi censuram, quia in pœnis benignior interpretatio est facienda.

2° Si dubium sit *facti*, v. g. an peccatum commissum sit debitis vestitum conditionibus ut censura incurratur, videtur censuram non incurri ob eamdem rationem, scilicet quia *odia sunt restringenda*.

3° Si dubium versetur circa judicem, an scilicet excesserit limites suæ jurisdictionis, an formas præscriptas servaverit, censura servanda est, quia præsumptio favet superiori.

4° Si constet de injustitia censuræ, omnes conveniunt eam non ligare in foro interno; in foro autem externo, ad vitandum scandalum et ne quis videatur judex in causa propria, convenit ut servetur usquedum a superiore revocetur.

1118. **Ut censura legitime feratur, plures formalitates sunt servandæ; et imprimis requiritur monitio.**

1° Monitio est intimatio qua superior declarat eos, qui legi aut sententiæ non paruerint, incurrere censuras.

Monitio est *solemnis*, quando in ipsa lege continetur, quo in casu dicitur quod lex interpellat pro homine; monitio *canonica* est illa quæ fit per ministerium apparitoris curiæ.

Monitio *canonica* est vel *simplex*, vel *peremptoria*; *simplex* est illa quæ ter iteratur, *peremptoria* est illa quæ triplici monitioni simplici æquivalet.

2° Monitio est necessaria in censuris, quia censuræ sunt pœnæ medicinales quæ nonnisi in contumaces ferri debent. Hoc eruitur ex cap. *Reprehensibilis*, 26, De Appell. : "Statuimus ut nec prælati, *nisi canonica monitione præmissa*, suspensionis vel excommunicationis sententiam ferant in subditos."

Hæc monitio canonica non requiritur in censuris *latæ sententiæ*, quia lex *solemniter* admonet et interpellat pro homine; nec in suspensionibus et interdictis quæ feruntur post delictum præteritum, quia hujusmodi censuræ habent naturam pœnæ vindicativæ.

3° Monitio canonica fieri debet a judice, aut ejus nomine; et si censura imponatur in commodum partis, ad illius instantiam monitio debet fieri.

4° Monitio debet fieri in scriptis, nisi judex procedat ex officio; quo in casu oretenus fieri potest, ita tamen ut possit probari in foro. Monitio notificare debet : *a)* personam superioris; *b)* censuram ab eo infligendam; *c)* personam cui est infligenda. Si unum ex his deficiat, non adest contumacia.

3° Si censura contra plures generatim sit ferenda, sufficit ut monitio fiat in ecclesia coram populo; si interdicatur communitas, sufficit ut moneantur ii ob quorum culpam interdictum comminatur; sed si censura in individuum feratur, iste specialiter est monendus. Si se abscondat, aut fraude impediat monitionem, tunc sufficit ut monitio fiat in ejus domo, vel si domum non habeat, in ecclesia aut in loco publico.

1119. **Sententia non est ferenda antequam reus citetur.**

1° Si censura sit *latæ sententiæ*, reus citandus est ut dicat quas ob causas non debeat declarari censura ligatus. In hujusmodi censuris, lex interpellat pro homine et solemniter admonet, sed reus citatus posset se excusare ratione ignorantiæ

legis, vel pœnæ legi adnexæ, et sic impedire sententiæ fulminationem.

Excipitur casus notorius, quando scilicet violatio legis pœnalis nulla tergiversatione celari et nulla ratione excusari potest.

2° Si censura sit *ferendæ sententiæ*, reus citandus est et audiendus. In hujusmodi censuris irrogandis, reus *regulariter* censura non plectitur quin in prævio processu canonico copiam defensionis habuerit.

Dicimus *regulariter*, quia, præter casum delicti notorii, judex non tenetur ad rei citationem, quando, in casibus a jure determinatis, procedit *ex informata conscientia*. Stremler, Des Peines Ecclésiastiques, pag. 210.

1120. **Ipsa sententia referat formalitates assignatas** in capite *Cum medicinalis*, De Sent. Excomm., in 6°: " Quisquis igitur excommunicat, excommunicationem in scriptis proferat, et causam excommunicationis expresse conscribat. Exemplum vero hujusmodi scripturæ teneatur excommunicato tradere intra mensem, si fuerit requisitus; super qua requisitione fieri volumus publicum instrumentum, vel litteras testimoniales confici sigillo authentico consignatas."

Causa censuræ exprimi debet non in genere, sed in specie; insuper scriptura debet esse authentica, sigillo obsignata et subscripta a judice, aut ab alio ipsius nomine, aut saltem debet per idoneos testes probari. Si judex sit episcopus, sententiam per alium proferre potest; si episcopo sit inferior, potest per seipsum aut saltem per notarium aut alium ministrum eam indicere.

Sententia censuram infligens ferri debet diebus non feriatis, alioquin non invalida quidem sed illicita erit.

1121. **Denuntiatio sequitur prolationem sententiæ.** Definiri potest: Publicatio censuræ, facta jussu et nomine superioris, ut deveniat ad notitiam communitatis.

1° Censura denuntiatur communitati ut reus, salubri confusione et pudore concussus, ad resipiscentiam veniat et ceteri fideles ab illius consortio abstineant, in his quæ per censuram interdicta ipsi fuerunt. Can. *Curæ*, 20, caus. XI, quæst. III.

2° Ut denuntiatio effectum suum operetur, quatenus necesse sit excommunicatum vitare, oportet ut fiat ab ipso judice, sive censura lata fuerit per modum statuti, sive per modum sententiæ. Si vero censura fuerit lata a jure communi, denuntiatio fieri debet ab Ordinario loci ubi censura incursa fuit, vel ab Ordinario domicilii. Reus, antequam denuntietur, citandus est ut se excuset.

3° Hæc denuntiatio fieri debet per proclamationem publicam in ecclesia, vel per scriptum ad valvas ecclesiæ affixum, juxta morem receptum cujusque diœcesis. Parochus cui censuræ denuntiatio mandatur, tenetur regulariter obtemperare, juxta caput *Pastoralis*, 28, De Officio Jud. Deleg. Si tamen parochus certus esset sententiam esse injustam, etiam juxta probata, non deberet illam executioni mandare. Si vero sententia esset justa, secundum allegata et probata, et aliunde parochus sciret, ex scientia privata, illam esse injustam, teneretur illam exsequi. St. Alph., De Censuris, lib. VII, num. 68.

4° Suadet æquitas ut fiat nova monitio antequam procedatur ad denuntiationem, si spes aliqua effulgeat reum adducendi ad pœnitentiam; id tamen in jure non requiritur. Icard, Prælectiones, vol. III, num. 765.

1122. A censuris datur appellatio.

1° A censuris per sententiam inflictis non conceditur appellatio *in suspensivo*, sed tantum *in devolutivo*; id est, non suspenditur effectus censuræ, cum censuræ secum ferant exsecutionem, sed per appellationem devolvitur jus eas irritandi ad judicem appellationis.

Advertendum est non denegari appellationem in suspensivo, nisi quando agitur de censuris proprie dictis. Unde

appellatio producit effectum suspensivum, si appelletur a sententia depositionis aut degradationis.

Imo eumdem effectum habet appellatio a suspensione quæ, ob peccatum mere præteritum, tanquam pura pœna infligitur.

2° Quando agitur de censura non adhuc fulminata, sed tantum fulminanda, tunc appellatio non tantum suspendit effectum censuræ, sed eam prorsus reddit *irritam* et *nullam*; revera per interjectam appellationem jurisdictio episcopi, quoad illam censuram, cessat, et ad judicem appellationis devolvitur.

Hoc vero intelligendum est de censuris *ab homine* ferendis; nam a comminatione censuræ a jure latæ non datur appellatio ad effectum suspensivum. Cf. Bargilliat, vol. II, 1575.

1123. **Censuræ stricte dictæ per solam legitimi judicis seu superioris ecclesiastici absolutionem tolli possunt.** Ratio est, quia censura est vinculum quoddam, quod non tollitur nisi absolvatur.

Hinc 1° censura non cessat, etiamsi censuratus desinat esse sub potestate censurantis vel jam sit emendatus; alias quivis posset se ab ea eximere vel exeundo extra judicis territorium, vel fingendo se jam esse conversum.

2° Non cessat per mortem rei, ut patet ex capitibus *A nobis* et *Sacris*, De Sententia Excommunicationis; unde mortuus privatur suffragiis et sepultura ecclesiastica.

3° Non cessat per mortem ferentis censuram.

Diximus: *censuræ stricte dictæ*, quia censuræ quædam, v. g. suspensiones et interdicta, interdum feruntur ad certum tempus in modum *pœnæ vindicativæ* potiusquam *censuræ*; ideoque sine alia absolutione tolluntur post elapsum temporis intervallum. Hinc sacerdos ad sex menses suspensus, eo elapso tempore, absolutione non indiget ut ab hac censura liber evadat.

1124. **In articulo vel morali periculo mortis,** quilibet sacerdos potest *directe* absolvere a quibuscumque

censuris. Si convaluerit pœnitens, habet onus standi mandatis Ecclesiæ, si a censura Romano Pontifici speciali modo reservata absolutus fuerit. Const. *Apostolicæ Sedis*.

1° Pœnitens tenetur stare mandatis Ecclesiæ non ut iterum confiteatur suum peccatum, a quo fuit directe absolutus, sed ut congruam pœnitentiam suscipiat.

2° Obligatio standi mandatis Ecclesiæ obligat sub pœna *reincidentiæ* in easdem censuras, ut constat ex declarationibus S. Cong. S. Officii, 19 Aug. 1891 et 16 Jan. 1892, ubi simul declaratur "obligationem standi mandatis Ecclesiæ importare onus sive per se, sive per confessarium recurrendi ad S. Pontificem ejusque mandatis obediendi, vel novam absolutionem petendi ab habente facultatem absolvendi a censuris Summo Pontifici *speciali* modo reservatis."

3° Hoc onus non est imponendum, si censura sit simpliciter reservata, cum constitutio *Apostolicæ Sedis* id tradat tantum de censuris R. P. speciali modo reservatis. S. Cong. Sti Off., 30 Martii 1892.

4° Mortis periculum interpretantur auctores de militibus qui prælium parant, de iis qui longam navigationem suscipiunt, qui periculoso morbo laborant, item de mulieribus in difficili partu.

1125. **Extra mortis periculum, quilibet sacerdos** a censuris R. P. reservatis, sive simpliciter, sive speciali modo, absolvere potest "*in casibus vere urgentioribus*, in quibus absolutio differri nequeat absque periculo gravis scandali vel infamiæ, super quo confessariorum conscientia oneratur," S. Cong. S. Off., 23 Jun. 1886; etiam "*in casu quo nec infamia, nec scandalum est* in absolutionis dilatione, sed durum valde est pro pœnitente in gravi peccato permanere per tempus necessarium ad petitionem et concessionem facultatis absolvendi a reservatis." S. Cong. S. Off., 16 Jun. 1897. Hic casus verificatur si pœnitens deberet per unam vel alteram

diem in culpa mortali permanere. Nouvelle Revue Théologique, vol. XXIX, pag. 540.

1° Quilibet sacerdos absolvit, *injunctis de jure injungendis;* id est, reo injungendum est ut eo meliori modo quo fieri possit scandalum reparet. Insuper pro varia delicti natura speciales conditiones pœnitenti præscribendæ sunt. Si quis obvium haberet sacerdotem qui complicem in peccato turpi absolvisset, eidem imponere deberet ut ab excipienda in posterum confessione personæ complicis prorsus abstineat, vel, si id citra grave scandalum facere non possit, remediis salutaribus periculum novi lapsus præcaveat.

2° Pœnitens reincidit in easdem censuras, nisi saltem intra mensem per epistolam et per medium confessarii recurrat ad S. Sedem.

a) Pœnitens non tenetur per eumdem confessarium qui eum absolvit recurrere, sed potest id præstare per alium confessarium, et etiam per seipsum directe, quando intercedit rationabilis causa, mentito nomine. S. Pœnitentiaria, 28 Maii 1888.

b) Imo quando neque confessarius, neque pœnitens epistolam ad S. Pœnitentiariam mittere possunt, et durum est pœnitenti adire alium confessarium, in hoc casu licet confessario pœnitentem absolvere, etiam a casibus S. Sedi reservatis, absque onere mittendi epistolam. S. Cong. S. Off., 9 Nov. 1898. Excipitur absolutio complicis, quo in casu, semper manet obligatio recurrendi ad S. Sedem. S. Cong. S. Officii, 7 Junii 1899.

3° Recursus ad S. Sedem fit ad S. Pœnitentiariam, vel, in locis missionum, ad S. Cong. de Prop. Fide. Exponitur, stylo simplici in idiomate vulgari, vel melius in latino, substantia facti cum adjunctis quæ ad rem faciunt, omisso semper pœnitentis nomine.

a) En exemplum hujusmodi recursus : " Beatissime Pater, Titius, parochus, pœnitentem unam complicem in peccato

turpi semel (vel bis, ter, etc.) sacrilege absolvit. Deinde, quamvis excommunicatione scienter irretitus, per quindecim dies missam celebrare et sacramenta ministrare perrexit. Nunc vero, delictorum suorum sincere pœnitens, et remota peccati occasione, ad pedes Sanctitatis Vestræ provolutus, humillime supplicat pro absolutionis et dispensationis remedio. (Si jam alia vice absolutus et recidivus fuisset, id exprimi deberet).

Responsum, precor, dirigatur ad me subscriptum.

Humillimus servus N. N. (nomen et cognomen apponantur, et locus solitæ habitationis)."

b) Si pœnitens jam fuit absolutus vel in periculo mortis, vel in casibus urgentioribus, mutata formula, dicatur eum, vi decreti S. Officii 23 Jun. 1886, fuisse absolutum, et omnino paratum esse ad quæcumque mandata exequenda quæ Eminentissimo Principi ei placuerit injungere et transmittere. Cf. Putzer, Commentarium, ed. 5, p. 250.

1126. **A censuris speciali modo Romano Pontifici reservatis absolvere possunt:**

1° Romanus Pontifex, ejusque delegatus. In hac delegatione, censetur quoque concessa relaxatio *pro foro externo*, nisi adjecta sit clausula quæ solet adjici: "Dummodo casus ad forum externum deducti non fuerint, nec facile futurum sit ut deducantur."

Non potest hodie teneri sententia docens ad episcopum aut ad quemlibet sacerdotem approbatum devolvi absolutionem casuum et censurarum, etiam speciali modo Papæ reservatorum, quando pœnitens versatur in impossibilitate personaliter adeundi S. Sedem.

2° Episcopis hujus regionis, formula I, num. 16, indulgetur facultas "absolvendi ab omnibus censuris etiam speciali modo in bulla *Apostolicæ Sedis moderationi* diei 12 Oct. 1869 Romano Pontifici reservatis, excepta absolutione complicis in peccato turpi."

3° Absolvit quilibet sacerdos *in casibus urgentioribus*, juxta ea quæ supra diximus.

1127. **A censuris simpliciter Romano Pontifici reservatis absolvere possunt episcopi.**

1° *Ex delegatione juris*, quæ continetur in capite *Liceat*, 6, sess. XXIV Conc. Trid., possunt absolvere ab omnibus censuris quæ ex delicto occulto proveniunt.

a) Hic, nomine episcoporum, veniunt etiam vicarii capitulares, quia, sede vacante, potiuntur jurisdictione episcopali; non tamen vicarii generales, nisi episcopus eos specialiter ad id deputaverit. Conc. Trid., loc. cit.

b) In his casibus occultis, episcopi absolvunt delinquentes quoscumque sibi subditos. Extranei et peregrini, qui actu morantur in diœcesi, censentur subditi episcopo quoad sacramentum pœnitentiæ, et ab eo absolvi possunt a censuris ex delicto occulto provenientibus.

c) Hæc absolutio non datur nisi *in foro conscientiæ*; unde si casus ad forum externum deducatur, requiritur absolutio quæ valeat pro foro publico. Putzer, Commentarium, pag. 246.

d) Ex capite *Liceat*, episcopi non possunt absolvere a censuris speciali modo R. P. reservatis, etiam in casibus occultis.

2° *Ex speciali delegatione ab homine*, episcopi absolvunt ab illis censuris, et eorum absolutio valet in utroque foro. Form. I, num. 16 cit.

3° Quilibet sacerdos approbatus absolvere potest in casibus urgentioribus, ad tenorem decretorum S. Officii 23 Junii 1886 et 16 Junii 1897 relatorum.

1128. **A censuris papalibus episcopo vel ordinario a jure reservatis absolvunt :**

1° *Episcopus, vicarius generalis, vicarius capitularis, prælatus regularis* quoad suos subditos, *archiepiscopus* in casu visitationis ex officio vel appellationis, *Romanus Pontifex ejusve delegatus.*

Notandum est, circa delegationem a Romano Pontifice factam, quod confessarii, qui habent privilegium speciale pro absolvendis censuris Sedi Apostolicæ reservatis, non ideo valent absolvere a censuris Ordinario reservatis.

2° *Urgente mortis periculo, quilibet confessarius* a prædictis censuris absolvere potest, quin, ut videtur, onus comparendi coram superiore imponatur. Si onus non debeat imponi in censuris Rom. Pontifici *simpliciter* reservatis, ob eamdem rationem non videtur imponendum in censuris Ordinario reservatis.

3° In casu *urgentis necessitatis*, simplex confessarius absolvit, imposito pœnitenti onere sistendi se coram superiore, ubi impedimentum cessaverit, sub pœna reincidendi in eamdem censuram. Cap. *De cetero*, De Sent. Excommunicationis; Bargilliat, vol. II, num. 1583.

1129. **A censuris a jure constitutis et nemini reservatis absolvere potest quilibet confessarius,** ut constat ex regula quam tradidit Innocentius III, cap. *Nuper a nobis*, 29, De Sent. Excomm. : "Quia tamen conditor canonis ejus absolutionem sibi specialiter non retinuit, eo ipso concessisse videtur facultatem aliis relaxandi."

Absolutio quæ datur valet in utroque foro ; attamen si censura fuit publica, de absolutione constare debet. Sufficienter præcavetur scandalum, si publice constet reum confessum fuisse apud habentem facultatem absolvendi a censuris et satisfactionem exhibuisse, si quædam fuerit necessaria. Gury-Palmieri, vol. II, num. 763, nota 35.

1130. **A censuris latis ab homine per sententiam particularem** contra determinatas personas, absolvunt :

1° Ille qui sententiam tulit, ejus delegatus et ejus successor in officio.

2° Ejus superior, qui jurisdictionem in censuratum obtinet : hinc archiepiscopus, in casu appellationis aut visitationis,

absolvere potest a censuris latis a suffraganeo; cap. 5 et 7, De Sent. Excomm., in 6°.

3° *In articulo mortis*, quilibet confessarius, ea tamen lege ut cum cito commode poterit, conspectui superioris se præsentet pœnitens, ejus mandata humiliter susceptarus. Hinc si pœnitens convalescat, ad superiorem recurrere debet, et quidem sub pœna reincidendi in eamdem censuram, nisi legitimus usus ab hac obligatione eximat. Cap. *Eos qui*, 22, De Sent. Excomm., in 6°.

Etiamsi reus mutaverit domicilium, non potest absolvi nisi a prædictis personis. Et notat S. Alphonsus, lib. VII, num. 72, quod si quis in alieno territorio delinquit, et ab illius episcopo specialiter excommunicatur, non potest absolvi ab episcopo proprio, nisi de episcopi hujus loci licentia.

1131. **In absolutione censurarum, quædam requiruntur ex parte absolventis, quædam ex parte absolvendi, quædam ex parte formæ absolutionis.**

1° *Ex parte absolventis, requiruntur tria : a)* legitima potestas; *b)* libertas a metu gravi injuste incusso ad dandam absolutionem; secus invalida foret absolutio, ex cap. *Absolutionis*, 1, De his quæ vi metuve causa fiunt, in 6°; *c)* ut absit error circa causam finalem, secus invalida foret absolutio, cum judex intendat absolvere, si vera sit causa finalis sibi expressa.

2° *Ex parte absolvendi, requiruntur quatuor : a)* Ut petat absolutionem et sit præsens, dum absolvitur. Hoc tamen requiritur ut *licite* detur absolutio, non ut *valide*. Cum enim censura sit ad instar cujusdam vinculi, nil obstat quominus concedatur vinculi relaxatio etiam *invito* et *distanti*, adeoque etiam ope *telephonii*, ut communiter tradunt recentiores, saltem si absolutio detur vi potestatis *ordinariæ*. Dicitur *ordinariæ*, quia si absolvens *delegatam* tantum habeat potestatem, validitas pendet a facultate ipsi concessa. Imo *valide*, et ex justa causa *licite*, datur absolutio censurato

adhuc contumaci, si is qui absolvit potest abrogare legem vel præceptum quo censura lata fuit; et sic si episcopus parochum absentem a parochia, et ideo a se excommunicatum, nondum reversum absolverit, valet absolutio; imo licita foret, si videatur saluti illius expedire.

Requiritur *b)* Ut prius satisfaciat parti læsæ, vel, si impossibile sit ante absolutionem satisfacere, præstet cautionem vel in ejus defectu juramentum; aut, si agatur de foro sacramentali, firmum emittat propositum quod satisfaciet cum primum poterit. Hæc quidem ad liceitatem absolutionis certo requiruntur. Quod vero attinet validitatem absolutionis, parte non satisfacta, impertitæ, duo penes omnes constant: 1° validam esse absolutionem, si conferatur ab Ordinario; 2° invalidam esse a delegato collatam, si satisfactio partis injungatur *tanquam conditio;* ratio est, quia facultas *cum conditione* delegata non conceditur, nec proinde valet, conditione non adimpleta.

Requiritur *c)* Ut scandalum, propter quod censuræ subjacebat, reparaverit aut saltem paratus sit quam primum illud reparare, meliori modo quo poterit, prudenti judicio Ordinarii seu confessarii. Constat ex S. Pœnitentiaria, 5 Julii 1857 et 18 Dec. 1860.

Requiritur *d)* Ut præstet juramentum de non amplius committendo crimine ob quod lata est censura. Sed hæc conditio præcipue intelligenda est quoad liceitatem absolutionis in foro externo; nam in foro interno pœnitentiali, non desideratur juramentum, nisi delictum sit enorme, v. g. gravis percussio clerici, scandalosa ecclesiæ violatio; imo vix nunc est in usu.

3° *Ex parte formæ absolutionis*, requiritur ut ea *verbo*, vel *scripto*, vel saltem *alio signo externo* sufficientur exprimatur.

Quamvis autem nulla determinata verborum forma requiratur ad valorem, tamen illicitum est uti alia forma quam

consueta. Hæc autem duplex est: *a)* Si absolutio detur *publice* et *pro foro externo*, servanda est forma quæ præscribitur in Rituali Romano, cum cœremoniis et precibus ibi appositis.

b) Si detur *in foro interno*, sufficit forma : *Ego te absolvo ab omni vinculo excommunicationis, (suspensionis,* si pœnitens sit in sacris) *et interdicti, in quantum possum et tu indiges.* Imo in necessitate breviter dici potest : *Ego te absolvo ab omnibus censuris et peccatis, in nomine,* etc. Ceterum si quis plures censuras contraxerit, absolutio ei dari potest sive ab omnibus, sive ab una earum tantum : censuræ habentur ad instar catenarum quarum aliæ sine aliis solvi possunt.

A quibus autem censuris absolutio data sit, hoc a voluntate absolventis repetendum est. Si minister dixerit: *absolvo te ab omni vinculo,* etc., ab omnibus absolvisse intelligitur, præsertim si absolverit *in foro sacramentali,* in quo non licet a peccatis absolvere, una censura relicta. At si quis extra forum sacramentale ab una tantum vel altera absolutionem petierit, ab his tantum absolutum fuisse tenendum est.

Denique hic observandum est quod absolutio data in foro externo semper valet pro foro interno; at si detur pro foro interno, prodest quidem *toleratis* pro foro externo, salvo semper jure quod habet superior de crimine cognoscendi et pœnam ac satisfactionem debitam exigendi. Si detur autem *vitandis,* quando id licet, v. g. in articulo mortis vel in casibus urgentioribus, non prodest omnino pro foro externo. Cf. Haine, Theologia Moralis, vol. IV, pag. 396.

Bulla "Apostolicæ Sedis" Pii IX —
Martini V et Pii IX —
Duo casus excommunicatorum vitandorum: manus violentas injicere super personas [illegible] consecratas, et qui non-nominatim excommunicantur —

TITULUS III

DE EXCOMMUNICATIONE

1132. **Excommunicatio definitur:** " Censura per quam quis privatur communione Ecclesiæ." S. Alph., lib. VII, num. 133.

Dicitur 1° *censura*, quia excommunicatio est in genere censuræ.

Dicitur 2° *quis privatur communione Ecclesiæ.* Triplex datur communio fidelium, ex S. Thoma, Suppl., q. 21, a. 1: una *pure interna*, qua fideles per gratiam et charitatem inter se et cum Christo uniuntur; secunda *pure externa*, qua fideles inter se communicant colloquio et ceteris actionibus ad humanam societatem pertinentibus; tertia *mixta* qua fideles participant actionibus habentibus fructum spiritualem, ut sunt usus activus et passivus sacramentorum, suffragia publica, quæ in sacrificiis et publicis officiis pro universa Ecclesia fiunt, satisfactiones Christi et sanctorum, quæ per indulgentias applicantur. Jamvero excommunicatio non privat communione *mere interna*, sed *externa* et *mixta*.

1133. **Excommunicationis divisio sequens traditur:**

1° Alia est *minor*, alia est *major*. Excommunicatio *minor* est ea quæ privat usu passivo seu receptione sacramentorum et electione passiva ad beneficia ecclesiastica; *major* est illa quæ privat omni communione ecclesiastica, seu omnibus bonis spiritualibus quorum distributio ad Ecclesiam pertinet. Dicitur *anathema*, quando contra hæresim decernitur, vel quando cum omnibus solemnitatibus fulminatur: nempe si episcopus

Martin V ipse abolivit hanc divisionem —

illam pronuntiet, circumdantibus eum duodecim sacerdotibus, sacris vestibus indutis et manu cereum accensum tenentibus, quem deinde projiciunt, extinguunt, pedibus calcant quædam maledictionis verba proferendo. Ex canone *Debent duodecim*, q. III, caus. XI.

2° Excommunicatio *major* subdividitur, ita ut censura majori innodatus modo sit *toleratus*, modo *vitandus*.

Olim quotquot censuram aliquam contrahebant, *vitandi* erant. Verum post bullam Martini V, *Ad vitanda scandala*, illi tantum *vitandi* sunt, *a)* qui *nominatim* sunt excommunicati, suspensi et interdicti et *publice*, ut tales, denuntiantur in ecclesia tempore missæ vel concionis, aut alias pro more regionis. Unde ut quis sit vitandus, non sufficit ut *nominatim* excommunicetur, sed oportet ut *denuntietur* ut vitandus; *b)* qui *adeo notorie percusserunt clericum* ut factum nulla possit tergiversatione celari vel ullo juris suffragio excusari. Ceteri dicuntur *tolerati*, quos *jure ecclesiastico* fideles non tenentur vitare. Dicitur *jure ecclesiastico*, quia *jure divino et naturali* fideles debent societatem excommunicatorum *toleratorum* vitare, quando ex eorum consortio timendum est scandalum aut fidei perversio; imo fideles ad eos vitandos teneri possunt *ex charitate*, ut citius contumaciam deponant et absolvantur.

1134. **Excommunicatio minor non amplius incurritur,** ut constat ex declaratione S. Officii, 10 Dec. 1883; ad quæsitum: " An tuto possit doceri excommunicationem minorem vi constitutionis *Apostolicæ Sedis* abolitam esse ? " respondit: " Affirmative."

Sublata excommunicatione minori, remanet excommunicatio major, quæ est gravissima pœna, ultra quam Ecclesia non habet amplius quid faciat.

1135. **Effectus excommunicationis sunt duplicis generis,** quidam *mediati* et quidam *immediati*.

1° Effectus mediati excommunicationis sunt duo : *a) irregularitas*, quando excommunicatus exercet actum ordinis sacri ; *b) suspicio hæresis*, quando per annum integrum *insordescit* in sua censura, id est, in ea perseverat animo obdurato et cum contemptu potestatis ecclesiasticæ.

2° Effectus immediati sunt sequentes : *a)* privatio activa et passiva sacramentorum ; *b)* privatio communium ecclesiæ suffragiorum ; *c)* privatio divinorum officiorum ; *d)* privatio jurisdictionis ecclesiasticæ ; *e)* privatio sepulturæ ecclesiasticæ ; *f)* privatio communionis tum civilis, tum forensis cum fidelibus ; *g)* inhabilitas ad beneficia ; *i)* nullitas rescriptorum pontificiorum. Solent effectus his duobus versiculis exprimi :

Res sacræ, ritus, communio, crypta, potestas,
Prædia sacra, forum, civilia jura vetantur.

1136. **Excommunicatio privat jure administrandi et recipiendi sacramenta.**

1° Quoad administrationem sacramentorum. *a) Valide* excommunicatus administrat sacramenta, excepto pœnitentiæ sacramento, si sit vitandus. Ratio est, quia potestas ordinis est inamissibilis ; sed ad sacramentum pœnitentiæ requiritur etiam jurisdictio, qua ille privatus est ab Ecclesia.

b) Licite excommunicatus toleratus administrat quæcumque sacramenta, quoties requisitus est a fidelibus ; modo alioquin sit in statu gratiæ et absolutionem a censura prius obtinere non potuerit. Ut autem fideles id licite petant, requiritur causa necessitatis aut saltem utilitatis. Si autem fidelium petitio, saltem tacita, desit, etiam toleratus graviter peccat et, ob sacri ordinis exercitium, irregularitatem incurrit. S. Alp., lib. VII, n. 166.

c) Sine necessitate non potest vitandus sacramenta ministrare licite, etiamsi a fidelibus requiratur ; secus irregularitatem incurrit.

2° Quoad receptionem sacramentorum, hæc sequentia sunt notanda :

a) Excommunicatus, sive toleratus, sive vitandus, valide quidem recipit sacramenta, excepto *per se* sacramento pœnitentiæ : revera in aliis nullus est defectus essentialium ; in hoc autem est defectus dispositionis, cum suscipiens *mortaliter* peccet, nisi bona fide procedat.

b) Excommunicatus etiam toleratus graviter peccat, sacramentum aliquod recipiens, quia agit in re gravissima contra præceptum Ecclesiæ ; imo antea, suscipiendo sacramentum ordinis, ab exercitio ordinis suscepti suspendebatur donec a censura absolveretur. Hæc suspensio fuit abolita per constitutionem *Apostolicæ Sedis.*

1137. **Excommunicatio major privat saltem vitandos communibus suffragiis Ecclesiæ.**

1° Suffragia *communia* ea sunt quæ obveniunt fidelibus ex missa, horis canonicis aliisque orationibus, et operibus quæ fiunt ab Ecclesiæ ministris prout tales sunt, et nomine ipsius Ecclesiæ aguntur. Ad hæc etiam revocari debent satisfactiones Christi, Beatæ Mariæ Virginis et sanctorum, quæ thesaurum Ecclesiæ constituunt, et a prælatis Ecclesiæ per indulgentias applicantur. Bargilliat, vol. II, num. 1605.

2° Excommunicatus vitandus privatur omnibus suffragiis Ecclesiæ ; hoc valet quamvis sit contritus et apud Deum justificatus, ut docet S. Alphonsus, lib. VII, num. 163 : " Excommunicatus, quamvis absolutus apud Deum fuisse credatur, nondum tamen habendus est apud Ecclesiam absolutus." Ratio est, quia juste Ecclesia vult ut non remittatur vinculum a se positum, nisi illud per absolutionem ab ipsamet auferatur.

3° Utrum excommunicati tolerati communibus suffragiis Ecclesiæ priventur, duæ sunt sententiæ quas evolvit S. Alphonsus, loco citato. Probabiliter excommunicati tolerati communibus suffragiis non privantur, quia fideles possunt cum eis communicare tum in humanis, tum in divinis.

4° Excommunicati non privantur suffragiis privatis fidelium : unde non tantum simplex fidelis, sed etiam sacerdos potest, tanquam persona privata, pro excommunicatis orare etiam in publicis precibus et missæ sacrificio. Imo ipsum missæ sacrificium pro excommunicatis etiam vitandis offerri potest, sed *indirecte*, id est, ad impetrandam eorum conversionem.

1138. **Excommunicatio privat divinis officiis.**

1° Per divina officia intelliguntur sacræ functiones quæ fiunt a ministris Ecclesiæ, ut missa, publicæ processiones, horæ solemniter decantatæ, solemnes benedictiones et consecrationes, etc.

2° Quilibet excommunicatus, sive vitandus, sive toleratus, prohibetur sub gravi interesse missæ aliisque divinis officiis publicis, etiam diebus præceptis. Si tempore dictorum officiorum in ecclesia adsit vitandus, monendus est ut exeat ; quod si noluerit discedere, vi expellendus est ; quod si nequeat expelli, officia interrumpi debent, etiam die festo. Quod si tempore sacrificii, vitandus nolit egredi ab ecclesia, celebrans debet missam interrumpere, nisi canonem jam inceperit, quo in casu, abeuntibus ceteris, prosequatur sacrum cum uno ministro, et, sumpta communione, discedat, cetera in sacristia vel alio loco decenti perfecturus.

Quoad excommunicatum *toleratum* qui contra jus interest officiis sacris, ceteri fideles non tenentur eum expellere aut vitare.

3° Permittuntur cuilibet excommunicato etiam *vitando* illa omnia quæ stricte non veniunt nomine officiorum sacrorum. Sic *a)* extra tempus quo divina officia celebrantur, ecclesiam in qua adsunt fideles ingredi potest ad orandum, sed seorsim, seu a cœtu fidelium separatus ; imo interesse potest concioni ut facilius convertatur. *b)* Licita sunt ipsi veneratio et usus privatus sacrarum imaginum, reliquiarum, aquæ benedictæ aliorumque sacramentalium. Non tamen

La rédaction du refus de sépulture doit être faite "in scriptis".
Le conseil privé a jugé le cas d'après le Rituel de Québec et il est probable que la rédaction ne fut parfaitement faite.

lucratur indulgentias rebus sacris annexas, nec percipit ex sacramentalibus fructum quem ex benedictione Ecclesiæ producunt.

4⁰ Cum nemo debeat reportare commodum ex propria iniquitate, hinc *a)* excommunicatus ad horas canonicas obligatus ab iis non dispensatur. Sed eas privatim recitare debet, nec socium adhibere potest, nisi sit toleratus vel necessitas cogat; et tenetur sub veniali, loco: *Dominus vobiscum*, quæ verba indicant communionem, dicere: *Domine, exaudi orationem meam*; *b)* excommunicatus peccat contra præceptum de confessione et communione annua, si non petat absolutionem, ut possit illis præceptis satisfacere. Excommunicatus non peccat mortaliter omissione sacri, nisi negligens sit in obtinenda absolutione, animo se eximendi ab obligatione sacrum audiendi. Haine, Theol. Mor., vol. IV, pag. 407; S. Alph., lib. VII, num. 177 et 178.

1139. **Excommunicatio major privat jurisdictione ecclesiastica.**

1⁰ Excommunicatus vitandus privatur omni jurisdictione ecclesiastica pro foro tam interno, tam externo. Proinde non potest *valide* absolvere in foro pœnitentiæ, secluso casu necessitatis, nec præsentare, eligere ad beneficia, aut ea conferre. Qui beneficium ab excommunicando vitando accipit, dicendus est intrusus, ac proinde tenetur sine alia juris declaratione illud relinquere una cum fructibus. S. Alph., num. 185.

2⁰ Excommunicatus toleratus, etsi notorius, jurisdictionem exercet *valide*, quia alias in Ecclesia magna oriretur confusio; sed eam exercet graviter *illicite*, nisi fuerit a fidelibus expresse vel tacite requisitus, aut nisi excuset metus, ignorantia aut grave damnum proximi. Dicitur *nisi fuerit requisitus*; cum enim concessa sit fidelibus communicatio cum toleratis, indirecte etiam his indultum est cum fidelibus petentibus communicare.

Le cas Guibord — en tant que pécheur public, et en tant que n'ayant pas fait ses Pâques (puisque un précepte épisc. l'en empêchait) — — —

1140. Excommunicatio privat sepultura ecclesiastica.

1° Excommunicatus vitandus non potest in loco sacro tumulari; quod si in eo tumulatus fuerit, ejus cadaver extrahendum est (si adhuc fieri possit), et locus sacer est reconciliandus. Si vero cum signis pœnitentiæ (v.g. sacerdotem petiit, vel remorsum suum manifestavit voce. mal-) decesserit, potest quidem ejus corpus in loco sacro inhumari, sed illud debet antea a censura absolvi, vel postea, si jam sepultum fuerit.

2° Excommunicatus toleratus, si fuerit *notorius*, nec signa pœnitentiæ dederit, ecclesiastica sepultura privandus est; ejus cadaver, si in loco sacro sepultum fuerit, similiter extrahendum est. Attamen locus non censetur pollutus, nec proinde reconciliatione indiget.

3° Excommunicatus toleratus, si dederit signa pœnitentiæ, sepeliri potest in loco sacro, modo ejus cadaver prius a censura absolvatur.

4° Ad pœnas quod attinet, ex constitutione *Apostolicæ Sedis*, *a)* excommunicationem latæ sententiæ nemini reservatam incurrunt "mandantes seu cogentes tradi ecclesiasticæ sepulturæ hæreticos notorios aut nominatim excommunicatos vel interdictos;" *b)* clerici "nominatim excommunicatos ad ecclesiasticam sepulturam admittentes, interdictum ab ingressu ecclesiæ ipso jure incurrunt, donec ad arbitrium ejus, cujus sententiam contempserunt, competenter satisfecerint."

Commentarium Pucceroni "Apost. Sedis" vel Avanzini — et hæc explicatio necessaria est ad intelligendum bene hanc Bullam.

1141. Excommunicatio privat communione tum civili, tum forensi cum excommunicato vitando.

1° Communio civilis est commercium quod existit inter homines ejusdem societatis; actus quibus ordinarie nutritur sunt contractus, cohabitatio, colloquia, litteræ, salutationes, missio et acceptatio munerum, invitationes reciprocæ ad mensam, etc. Hujusmodi actus communiter designantur hoc versiculo:

Os, orare, vale, communio, mensa negatur.

Dicitur *a) Os*, per quod intelligitur osculum et colloquium, etiam privatum, tam per verba quam per nutus, litteras, internuntium; item quodvis signum benevolentiæ.

Dicitur *b) Orare*, id est, omnis communicatio in divinis prohibetur — agitur de oratione publica —

Dicitur *c) Vale*, quod comprehendit omnem salutationem saltem honorificam, verbo, signo, amplexu, etc.

Dicitur *d) Communio*, qua voce comprehenditur omnis contractus, qui tamen, si fiat, est validus, nisi ageretur de testamento usurarii; item cooperatio, cohabitatio et societas: unde non licet cum excommunicato collaborare, sedere, sub eodem tecto vivere, dormire; intellige per modum societatis, nam cubare tantum ad quiescendum, etiam in eodem lecto, probabiliter non est vetitum. S. Alph., lib. VII, num. 194.

Dicitur *e) Mensa*, per quam intelligitur omnis convictus per modum societatis; unde non licet acceptare convivium ab communicato, nec vitam communem cum eo agere. Etiam excommunicati debent se vitare invicem quando sunt vitandi.

2º Aliquando licet in civilibus cum vitando communicare, nempe in quinque casibus sequenti versiculo expressis:

Utile, lex, humile, res ignorata, necesse.

a) Utile intelligitur de utilitate tum spirituali, tum temporali sive ipsius excommunicati, v. g. ut convertatur, sive alterius, v. g. ut ab excommunicato consilium petat, aut ab eo restitutio vel debitum ex contractu exigatur.

b) Lex significat legem matrimonii, ob quam conjugati secum invicem cohabitare tenentur. Hinc tam excommunicato vitando quam ejus conjugi licet petere et reddere debitum, et in omnibus aliis mutuo conversari. Excipe, si factum fuerit divortium, vel si excommunicatio lata fuerit ob hæresim aut ob dubium de valore matrimonii.

c) Humile designat subjectionem domesticam, juxta quam

filii possunt communicare cum excommunicatis vitandis parentibus, domestici cum heris, opifices cum patronis, milites cum ducibus, subditi cum principe, et generatim inferiores cum superiore ; a pari, dicti superiores possunt communicare cum inferioribus vitandis.

d) Res ignorata intelligitur ignorantia sive juris, sive facti, etiam culpabilis et crassa, modo non sit affectata ; imo et dubium de excommunicatione vel denuntiatione.

e) Necesse denotat necessitatem gravem, sive spiritualem, sive temporalem, tam communicantis quam excommunicati aut aliorum. Pariter excusat metus gravis injuste incussus, quia lex humana non obligat cum gravi incommodo.

3° Privatio communionis forensis importat prohibitionem actuum ad judicium pertinentium in foro sive civili, sive ecclesiastico.

a) Hinc excommunicatus vitandus nequit esse judex, advocatus, actor, testis, procurator, etc ; nec potest fungi officio curatoris, tutoris, executoris testamenti.

b) Toleratus *valide* quidem in his omnibus agit, sed potest juridice repelli per exceptionem tum ab adversario, tum a judice. Uterque potest appellare super causa suæ excommunicationis, et appellationem prosequi, quia appellatio est medium defensionis.

1142. Excommunicatus fit inhabilis ad beneficia.

1° Nulla est beneficii cujuscumque collatio in favorem excommunicati etiam tolerati juxta veriorem sententiam, S. Alph., lib. VII, num. 181. Hoc valet licet excommunicatio ignoretur, quia ignorantia excusare quidem potest a culpa, sed non supplet defectum conditionis requisitæ ad valorem actus.

2° Non solum excommunicati recipientes, sed etiam conferentes excommunicatis beneficium peccant graviter, et in-

currunt suspensionem a collatione beneficiorum ; ex cap. *Postulastis*, De Clerico Excommunicato. Valida tamen est collatio, si Papa scienter conferat beneficium excommunicato, vel si in concessione adsit clausula absolutionis ad effectum valide consequendum.

3° Excommunicatus ad beneficium præfectus suos non facit fructus beneficii, tempore excommunicationis perceptos, etiamsi postea absolvatur ; proinde tenetur illos restituere ante omnem sententiam.

4° Excommunicatus etiam vitandus non privatur beneficiis jam obtentis ante excommunicationem, quia nullo jure hoc cavetur ; imo nec eorum fructibus ante sententiam judicis, quia hæc pœna non satis probatur. Si tamen per annum in excommunicatione insordescat et negligat obtinere absolutionem, poterit suo beneficio privari ; imo contra eum, tanquam de hæresi suspectum, procedi poterit.

1143. **Excommunicatus fit inhabilis ad obtinenda rescripta pontificia.**

Excommunicatio irritat pleno jure quodvis rescriptum gratiæ vel justitiæ a S. Sede post excommunicationem concessum ; excipe rescriptum justitiæ pro causa ipsius excommunicationis. Hic effectus vix verificatur, quia Summus Pontifex solet in rescriptis apponere clausulam qua absolvit *ad cautelam* a censuris quibus forte innodatur indultarius.

1144. **Ex gravitate excommunicationis sequitur eam esse imponendam per modum pœnæ medicinalis, non vero per modum pœnæ vindicativæ.** Quapropter excommunicatus, si resipiscat a sua contumacia statim liberandus est a gravissimo vinculo excommunicationis et in sinum Ecclesiæ restituendus, ut prospiciat suæ saluti æternæ, de qua Ecclesia primo et directe est sollicita.

E contra suspensio et interdictum possunt infligi vel per modum censuræ, vel per modum pœnæ vindicativæ. Etenim

privationes exinde derivantes non sunt ita graves ut non possint infligi etiam in pœnam. Si suspensio et interdictum imponantur ad certum tempus, non contumaci, non præmissa monitione, non personæ physicæ sed morali, ob delictum præteritum, tunc habent naturam pœnæ vindicativæ; e contra si serventur omnia censuris requisita, talis suspensio vel interdictum habet naturam censuræ.

Cum excommunicatio sit pœna gravissima, sobrie et magna cum circumspectione irroganda est; cum experientia doceat, si temere aut levibus ex rebus incutiatur, magis contemni quam formidari, et perniciem potius parere quam salutem. Conc. Trid., sess. XXV, cap. 3, De Ref.

[illegible] ad Absolutionem Excom. V. No. 1123

Bulla "Apost. Sedis" legenda est, cum commentariis [illegible] ob terminologiam specialem - Buccer[illegible], vel Avanzini - [illegible] 1890, 91, 92 -

TITULUS IV

DE SUSPENSIONE

1145. **Suspensio communiter definitur :** Censura qua clericus prohibetur vel in toto, vel in parte, ab exercitio sui ministerii sibi competentis ratione officii aut beneficii ecclesiastici.

Dicitur 1° *censura*, quia per se fertur *in medicinam*, ut delinquens a contumacia desistat ; quandoque tamen fertur per modum pœnæ vindicativæ.

Dicitur 2° *clericus*, quia solus clericus suspendi potest ; ex hoc capite, suspensio differt ab excommunicatione et ab interdicto, quia hæ censuræ afficere possunt laicos.

Dicitur 3° *ab exercitio sui ministerii*, quia suspensio privat usu officii vel beneficii ; et sic differt a privatione ipsius officii aut beneficii.

Dicitur 4° *officii*, quo nomine intelligitur omnis potestas spiritualis sive ordinis, sive jurisdictionis.

Dicitur 5° *beneficii*, quo verbo venit jus percipiendi fructus ejus, illudque administrandi.

1146. **Suspensio multipliciter dividitur :**

1° *Ratione effectuum*, alia est *totalis*, quæ privat usu officii et beneficii ; alia est *partialis*, quæ privat ab alterutro. Hæc suspensio partialis subdividi potest : alia est suspensio *ab ordine*, quæ potest prohibere exercitium omnium ordinum sacrorum, vel plurium, vel unius ; alia est suspensio *a jurisdictione*, qua prohibetur jurisdictio interna tantum, vel externa tantum, vel utraque simul ; alia est suspensio *a beneficio*, qua quis privari potest sola fructuum perceptione, vel sola fructuum administratione, vel utraque simul.

2º *Ratione causæ*, et sic alia est suspensio *a jure*, alia suspensio *ab homine*.

3º *Ratione formæ* qua irrogatur, et sic alia est suspensio *latæ sententiæ*, alia *ferendæ sententiæ*.

4º *Ratione motivi* ob quod fertur, alia est *medicinalis* quæ habet naturam censuræ, alia est *pœnalis* quæ habet naturam pœnæ vindicativæ.

5º *Ratione ministri* ad quem pertinet facultas absolvendi, alia est *reservata*, alia *non reservata*.

1147. **Suspensio proprie dicta non potest irrogari nisi in clericos.** Quilibet clericus, quacumque dignitate fulgeat, suspendi potest, excepto Summo Pontifice.

1º Suspendi possunt *episcopi*; atvero non comprehenduntur in decreto generali, nisi de ipsis fiat expressa mentio; ex capite, *Quia periculosum*, 4, De Sent. Excomm., in 6º.

2º *Religiosi* suspendi possunt, si clerici sint et primam saltem tonsuram habeant; sed si istam non habeant, hujus censuræ capaces non sunt.

3º Suspendi potest communitas clericalis; et hoc verum est sive spectetur ut talis communitas, sive quoad personas singulares.

1148. **Suspensio sive a jure, sive ab homine lata, fertur communiter ob culpam gravem.** Ratio est, quia suspensio *in se* grave malum est, et consequenter gravem culpam supponere debet. Diximus *fertur communiter*, nam probabile est suspensionem aliquam ad breve tempus a judice imponi posse ob culpam levem. Craisson, Manuale Jur. Can., num. 6597.

Suspensio *regulariter* ferri nequit ob culpam alienam; ex cap. *Satis perversum*, 7, dist. 56: iniquum est innocentem pœnas nocenti debitas sustinere. Maupied, De Censuris, lib. XVI. Attamen quando suspenditur aliqua communitas, quidam innocentes ob delictum aliorum puniuntur.

1149. **Ad dignoscendum an suspensio sit totalis vel partialis, duæ regulæ statuuntur :**

1ª Quando suspensio fertur *absolute*, i. e., sine ulla determinatione ad hoc vel illud, censetur esse totalis, id est, tam ab officio quam a beneficio, cum non sit ratio cur potius intelligatur de uno quam de alio, nisi ex adjunctis colligatur.

2ª Quando suspensio fertur *determinate* ad hoc vel ad illud, tunc non suspendit nisi ab eo quod exprimitur.

Hinc *a)* suspensus *ob ordine* non ideo suspenditur *a jurisdictione*, et vicissim ; revera ordo est quid distinctum a jurisdictione et sine ea reperitur. Neque suspensus *a beneficio* hoc ipso est suspensus *ab officio :* revera potest quis in pœnam privari fructibus beneficii et ejus administratione, remanente onere illud deserviendi. Neque suspensus *ab officio* hoc ipso est suspensus *a beneficio*, quia nomine officii non venit beneficium.

b) Suspensio *ab ordine* non privat ipso ordine, quia ordo est indelebilis, sed tantum exercitio functionum sacrarum ; vocatur etiam suspensio *a divinis*, aut *ab officio sacerdotali*. Cap. *Quia*, 2, De Officio Deleg., in 6⁰. Hæc suspensio potest esse vel a toto ordine, vel a quadam parte ordinis : talis est suspensio *a pontificalibus*, vel suspensio *a collatione ordinum*, vel suspensio *ab altari* qua quis a sola missæ celebratione removetur.

c) Suspensus ab ordine superiore, v. g. a sacerdotio, non ideo suspensus est ab ordine inferiori, v. g. a diaconatu ; quia potest aliquis ut indignus arceri a majori et admitti ad minorem. Suspensus ab ordine minori suspenditur quoque ab ordine superiori, *si actus a quo quis est suspensus includatur in ordine majori :* unde suspensus ab ordine diaconatus non potest missam cantare, juxta reg. juris : " Cum quid una via prohibetur alicui, ad id alia non debet admitti." E contra sacerdos suspensus ab ordine diaconatus, potest solemniter baptizare, confessiones audire, etc., quia hi actus

non includuntur in actu a quo ille sacerdos est suspensus. Maupied, lib. XVI, pag. 1072.

d) Suspensio *a divinis* non obstat receptioni sacramentorum, etiam pœnitentiæ; impedit tamen receptionem sacramenti ordinis. Repugnat enim quod suspensus ab ordine promoveri valeat ad ordines superiores. Craisson, Manuale Juris Can., num. 6574.

e) Suspensio *a jurisdictione* simpliciter prolata privat omni usu jurisdictionis tam internæ quam externæ; quia propositio indefinita in materia doctrinali æquivalet universali.

f) Suspensio *a beneficio* simpliciter prolata privat tum fructibus, tum fructuum administratione. Nomine fructuum veniunt redditus temporales ex beneficio, ut census, decimæ, primitiæ, non vero illi provenientes ex juribus stolæ, et probabiliter ex distributionibus quotidianis.

g) Suspensus *a beneficio* ab omnibus beneficiis suspensus intelligitur, etiam ab iis quæ possidet in aliena diœcesi, nisi aliud exprimatur. Suspensio lata per statutum diœcesanum privat tantum beneficiis quæ in diœcesi possidentur; lata per sententiam privat etiam beneficiis alienæ diœcesis, modo judex exprimat quod velit suspendere ab omnibus beneficiis. S. Alph., lib. VII, num. 316.

1150. **Suspensio irrogari potest vel qua censura, vel qua pœna.** 1° Si feratur per modum censuræ, servanda sunt quæ in ferendis censuris sunt præscripta. Cf. quæ supra diximus, num. 1114 et seq. Hinc ferri non potest *a)* nisi propter *delictum*, et quidem grave, si ipsa suspensio gravis sit; *b)* nisi propter *contumaciam*, adeoque irrogari nequit ob peccatum mere præteritum; *c)* nisi præmissa *aliqua monitione*; *d)* nisi *signo externo* exprimatur. Si superior oretenus dicat: *Ego te suspendo*, hæc suspensio habet naturam pœnæ vindicativæ, quia superior non præsumitur velle recedere a dispositionibus juris et peccare.

2° Si feratur per modum pœnæ vindicativæ, irrogari potest ex levi culpa, dummodo et ipsa levis sit, pro crimine omnino præterito, vel ad tempus determinatum.

3° Aliquando suspensio irrogatur *ad cautelam*; v. g. si quis diffametur propter vehementem suspicionem criminis, suspendi potest usquedum se canonice purgaverit; cap. *Inter sollicitudines*, 19, De Purgatione Canonica. Imo irrogari potest aliquando, seclusa quacumque culpa, et ex aliqua ratione decentiæ et boni publici; v. g. quando sacerdos, infirmitate gravatus aut senio confectus, non valens convenienter fungi sacris ordinibus, suspenditur. Hæc suspensio, quæ fertur quin ullum delictum præcesserit, est suspensio *late et improprie dicta*.

1151. **Suspensio habet sequentes effectus:** 1° Privat clericum usu potestatis ecclesiasticæ *in toto*, vel *in parte*, prout suspensio est *totalis* vel *partialis*. Hinc *a)* suspensus, etiam occultus, si violet suspensionem exercendo actum a quo est suspensus, *mortaliter* peccat, quia in re gravi violat præceptum Ecclesiæ. Hinc *b)* actus eliciti a suspenso, si sint *actus ordinis*, a jurisdictione non pendentes, ut si suspensus baptizet, consecret, sunt semper validi; revera suspensio prohibet quidem exercitium ordinis, non vero tollit characterem seu potestatem ordinis. Si vero sint *actus jurisdictionis*, v. g. absolutio a peccatis, tunc subdistinguendum est: si sint eliciti a suspenso *vitando*, actus illi sunt nulli, nisi urgeat gravis necessitas, aut error communis suppleat jurisdictionem; si vero eliciti sint a *tolerato*, sunt validi, quia toleratus non privatur jurisdictione, sed tantum prohibetur illam exercere. Haine, Theol. Mor., vol. IV, pag. 420.

2° Clericus suspensus qui exercet ordinem sacrum, a quo est *vere et proprie* suspensus, fit irregularis. Hæc autem pœna non incurritur ex violatione suspensionis a jurisdictione vel beneficio. Marc, Theol. Mor., vol. I, num. 1304.

Disputatur inter auctores utrum irregularitas incurratur ob violationem suspensionis inflictæ per modum pœnæ vindicativæ. S. Alph., lib. VII, num. 314. Attamen S. Congregatio Concilii, *in causa Sagonensi*, 24 Junii 1625, declaravit irregularitate innodari quemdam parochum, qui, a suo episcopo ex informata conscientia suspensus, sacri ministerii functiones, interposita appellatione, exercere perseveraverat. Similis decisio data est die 22 maii 1848, *in causa Lucionensi*, cui sententiæ in praxi standum est.

Diximus *vere et proprie suspensus*, quia si quis exerceat ordines contra prohibitionem episcopi, qui id vetuerit non ob aliquam culpam ministri, sed ob inculpabilem ejus defectum, non incurritur irregularitas; quia talis suspensio non est censura, nec pœna delicti, sed inhabilitas quædam. Præl. Jur. Can. Sti Sulp., vol. III, num. 782.

1152. **Suspensio cessat absolutione vel dispensatione.**

1° Si suspensio habeat rationem *censuræ*, tollitur per solam absolutionem, et quidem superioris, si sit reservata.

2° Si imposita sit per modum *pœnæ vindicativæ*, ob culpam omnino præteritam, tollitur per solam dispensationem superioris vel ejus delegati.

3° Si lata fuerit ad tempus determinatum, v. g. ad annum, ad triennum, vel sub conditione, v. g. donec restitueris, cessat, transacto tempore vel adimpleta conditione.

Absolutio supponit peccatum; dispensatio non supponit peccatum

TITULUS V

DE INTERDICTO

1153. **Interdictum definitur :** Censura qua usus divinorum officiorum, aliquorum sacramentorum et ecclesiasticæ sepulturæ prohibetur.

Hinc interdictum differt 1° *ab excommunicatione*, quæ privat eisdem bonis sacris quatenus sunt quædam cooperatio cum fidelibus, dum interdictum privat illis secundum se, prouti sunt cooperati rei sacræ; differt 2° *a suspensione*, tum quia suspensio afficit solos clericos, tum quia privat usu *activo* divinorum, v. g. ne quis celebret, dum interdictum privat etiam usu *passivo*, puta ne quis sacro intersit.

1154. **Plures sunt divisiones interdicti :**

1° Interdictum est *personale*, *locale* vel *mixtum*, prout immediate afficit personas, vel locum, vel utrumque simul. Differt locale a personali, ex eo quod in illo tam indigenæ quam alienigenæ tenentur se abstinere a sacris officiis, quamdiu reperiuntur in loco interdicto; quando interdictum est personale, solæ personæ a sacris officiis interdictæ ab iis debent se abstinere ubicumque reperiantur.

2° Est *generale* vel *particulare*, prout ad totam regionem, civitatem, communitatem extenditur, vel ad oratorium, ecclesiam particularem, aut personas determinatas restringitur.

3° Est *totale* vel *partiale*, prout omnes effectus interdicti, vel aliquos tantum comprehendit. Partiali æquivalet interdictum *ab ingressu ecclesiæ*, quo quis in ecclesia ordinem sacrum exercere, divinis interesse et in loco sacro sepeliri prohibetur.

1155. **Ad cognoscendam extensionem interdicti, valent sequentes regulæ :**

1ª In interdicto *locali generali*, interdicta civitate, inter-

dicuntur etiam suburbia, et ecclesiæ regularium, licet exemptæ; secus interdictum hujusmodi esset illusorium. Interdictum hujusmodi omnes servare tenentur, ipse etiam episcopus, qui illud indixit. Cives tamen qui non dederunt causam interdicto, possunt alibi se conferre ut sacris officiis intersint.

Interdicta ecclesia parochiali, interdicuntur etiam sacella et cœmeteria contigua : quia accessorium sequitur principale. S. Alph., lib. VII, n. 330, 332.

2ª In interdicto *personali*, interdicto populo, non censentur interdicti clerici, studiosi, peregrini ; quia non sunt pars populi. Interdicto clero, non interdicuntur laici, nec religiosi, nisi habeant officium aut beneficium apud illum populum ; nec alii clerici carentes officio, quia non constituunt cum clero unum corpus. Nec pariter ecclesiæ, interdictis civibus urbis, subjacent interdicto. S. Alph., num. 331.

3ª In interdicto personali *generali*, eximuntur episcopi (qui eximuntur etiam a suspensione generali) ; innocentes statim ac alibi domicilium transferunt ; exteri, etsi per multum tempus inter illos cives habitent ; infantes et amentes, qui tamen sepultura ecclesiastica privantur. S. Alph., num. 331 ; Marc, Theol. Mor., vol. I, n. 1307.

1156. **Hi sunt effectus interdicti totalis :**

1° *Primus effectus* est privatio activa et passiva sacramentorum ; cap. *Si sententia*, De Sent. Excomm., in 6°. Unde extra mortis periculum prohibetur tempore interdicti sacramentum eucharistiæ recipere aut ministrare, exceptis iis qui speciale privilegium habent. Sententia communior tenet quod non licet etiam clericis eucharistiam sumere in paschate, quamvis in illa die concessum sit divinis interesse.

Sacramentum extremæ unctionis, tempore interdicti, nec administrari, nec recipi potest ; ordinatio prohibetur, excepto casu gravissimæ necessitatis.

Sed sacramenta baptismi, confirmationis et pœnitentiæ licite conferuntur et recipiuntur; ut colligitur ex cap. *Quoniam* et *Alma mater*, De Sent. Excomm. in 6°. Ad illa tamen recipienda non admittuntur hi qui dolo, fraude, vel culpa sua causam dederunt interdicto, vel consilium dederunt, vel præbuerunt favorem ad patrandum delictum propter quod interdictum est impositum, neque illi qui personaliter et specialiter sunt interdicti. Iis non conferuntur antequam pro delicto satisfecerint, vel saltem cautionem dederint se satisfacturos esse.

Sacramentum matrimonii contrahitur tempore interdicti, quia ministratur ab ipsis partibus contrahentibus; benedictio nuptialis omittenda est.

2° *Secundus effectus* est privatio divinorum officiorum; ex cap. *Permittimus*, 57, De Sent. Excommunicationis. Divina officia quæ temporo interdicti prohibentur, sunt publica missæ celebratio; orationes publicæ ab Ecclesia institutæ, quales sunt horæ canonicæ quæ in choro cantantur aut recitantur; exsequiæ funerales; processiones publicæ cum cruce et superpelliceis, cum solitis precibus a presbyteris recitandis; omnes sacræ benedictiones ab Ecclesia institutæ, et quæ ejus nomine et cum ritu præscripto fiunt a suis ministris, uti sunt sacramentalia, videlicet benedictio solemnis episcopi, solemnis aspersio aquæ lustralis, benedictio nuptiarum, templi, vasorum sacrorum, corporalium, fontis baptismi, collatio primæ tonsuræ, professio solemnis in religione, etc.

Tempore interdicti generalis, possunt a clericis celebrari missæ aliaque officia divina, sed submissa voce, januis clausis et non pulsatis campanis. Ad missas et alia officia divina admitti non debent laici, quamvis essent domestici clericorum, quia illis nihil est concessum, etiamsi tales laici non sint personaliter interdicti. Cap. *Alma Mater*, De Sent. Excomm., in 6°.

Possunt tamen laici in ecclesia preces privatas fundere, ubi divina officia non fiunt; licite intersunt sacro in festis Natalis Domini, Paschæ, Pentecostes, Assumptionis et per octavam Corporis Christi. His diebus, omnes interdicti possunt ad divina officia admitti, et quatenus hæ solemnitates sunt de præcepto, debent sacro interesse. S. Alph., lib. VII, num. 333; Maupied, Comp. Juris Can., vol. II, pag. 1088.

3° *Tertius effectus* est prohibitio sepulturæ ecclesiasticæ. Quando locus est interdictus, prohibetur dare cuilibet, etiam infantibus et amentibus, sepulturam ecclesiasticam. Excipiuntur clerici, qui, nisi sint personaliter interdicti, vel causam interdicto dederint, aut interdictum violaverint, in eo loco interdicto sine pulsu campanarum et ecclesiastica solemnitate sepeliri possunt. Excipe etiam festivitates supra recensitas, quibus licet non tantum clericos, sed probabiliter laicos solemniter sepelire: ratio est, quia tunc interdictum locale, saltem generale, suspenditur.

Personaliter interdicti nequeunt in loco sacro sepeliri. Id tamen hodie solummodo afficit nominatim denuntiatos et interdictos; imo nec eos, si pœnitentes decesserint et post mortem absoluti fuerint.

Qui ob interdictum inhumatus est in loco profano, sublato postea interdicto, transferendus est in locum sacrum, dummodo non sit corpus alicujus personaliter interdicti, qui absque signo contritionis decessit.

1157. **Non licet interdictum violare.** 1° Clerici et religiosi peccant graviter violando interdictum sive personale, sive locale; nisi parvitate materiæ excusentur, puta si brevi tempore relinquant januam ecclesiæ apertam. Præterea incurrunt: *a)* irregularitatem, si violent censuram exercendo actum proprii ordinis; *b)* suspensionem Papæ reservatam, si recipiant ordinem ab episcopo interdicto et nominatim denuntiato; *c)* interdictum ab ingressu Ecclesiæ, si scienter divina celebrent in locis interdictis.

2° Laici peccant graviter, si violent interdictum personale, v. g. recipiendo eucharistiam; item si compellant clericos ad sacra celebranda contra interdictum locale, quo in casu, incurrunt, sicut et clerici, interdictum personale ab ingressu ecclesiæ.

Leviter tantum peccant probabiliter, si, quando non sunt personaliter interdicti, divinis officiis intersint in loco interdicto. S. Alph., lib. VII, num. 336; Marc, num. 1309.

1158. **Interdictum cessat sequentibus modis:**

Juxta tenorem interdicti.

1° Si interdictum pro certo tempore, vel sub aliqua conditione, irrogatum fuerit, eo tempore elapso vel verificata conditione, cessat absque alia absolutione. Ante finitum tempus vel conditionem positam, absolutio vel dispensatio requiritur quam nemo præstare potest nisi qui interdictum tulit, vel ejus superior.

2° Si interdictum latum sit absolute, videndum est an sit locale vel personale. Si *locale* sit, ut si latum sit in ecclesiam, illa destructa, cessat; nisi tamen locus ecclesiæ interdictus sit, quo in casu, interdictum manebit affixum solo, seu pavimento. Si *personale* sit in communitatem latum, cessat, exstincta communitate quæ interdicta est; quod verum est etiamsi aliquis ex communitate subsistat.

3° Quodlibet interdictum cessat absolutione vel dispensatione facta ab eo qui ad hoc potestatem habet. Et quidem si interdictum sit locale, sive generale, sive speciale non reservatum, relaxari potest ab eo qui potestatem episcopalem habet in eum locum. Idem dicendum est de interdicto personali generali. Ipsi religiosi, qui ex privilegio absolvunt a censuris, interdictum locale et personale generale tollere nequeunt: revera absolvere tantum possunt in sacramento pœnitentiæ, cui nec locus, nec communitas subjicitur.

4° Si interdictum sit personale *speciale*, videndum est an sit reservatum, vel non. Si *primum*, nullus alius potest

ab eo absolvere nisi ille cui facta est reservatio, vel ejus superior. Si *secundum*, illud relaxare potest episcopus, et religiosi habentes privilegium absolvendi a censuris, et probabiliter parochus, qui etiam ab excommunicatione non reservata potest absolvere. Schmalzgrueber, De Sententia Excommunicationis, num. 398 ad 401.

1159. **Speciale interdictum est illud quod vocatur ab ingressu ecclesiæ,** quo tria prohibentur: 1° celebratio divinorum in ecclesia; 2° auditio divinorum in ecclesia 3° sepultura in ecclesia vel cœmeterio.

1° Interdictus *ab ingressu ecclesiæ* non prohibetur ecclesiam ingredi.

2° Potest sacra celebrare eisque interesse non solum extra ecclesiam, in oratorio privato, sed etiam in cœmeterio, quamvis ibi non possit sepeliri, nisi signa pœnitentiæ dederit.

3° Potest privatim orare in ecclesia; imo quando *divina non celebrantur*, potest in ecclesia recipere sacramenta, quia non privatur usu passivo sacramentorum.

4° Violando tale interdictum per exercitum ordinis, incidit in irregularitatem. Haine, Theol. Mor., vol. IV, pag. 428.

1160. **Ab interdicto differt cessatio a divinis, quæ definitur:** "Prohibitio clericis facta ut se abstineant ab officiis divinis et sepultura ecclesiastica." S. Alph.

1° Hæc cessatio *a divinis* non est censura, sed prohibitio ne divina officia fiant in aliquo loco in signum mœroris, ad reparationem gravissimæ injuriæ Deo irrogatæ; afficit omnes qui sunt in loco.

2° Gravior est cessatio *a divinis* quam interdictum. Cessatione *a divinis* in loco publicata, non licet, diebus Natalis, Paschatis et aliis diebus solemnibus, missam solemnem celebrare, nec aliis diebus missam legere, submissa tamen voce, januis clausis et campanis non pulsatis: quod indulgetur in casu interdicti localis; ex cap. *Alma mater*, 24, De Sent. Excomm., in 6°.

3° Non prohibentur omnia sacramenta tempore cessationis *a divinis:* possunt solemniter baptizari pueri et adulti, absolvi pœnitentes et viaticum ministrari moribundis.

4° Quoad sepulturam ecclesiasticam, distinguendum est inter inhumationem et officia divina quæ ejus occasione fiunt ; tempore cessationis *a divinis*, licet corpus inhumare in loco sacro, exclusis cantibus, recitatione officii, missa exsequiali et precibus.

5° Tempore cessationis *a divinis*, non tantum clerici tenentur se abstinere a divinis, sed ipsi laici nequeunt sacris officiis interesse quæ clerici, non obstante cessatione a divinis, celebrarent. Stremler, Des Peines Ecclésiastiques, pag. 364.

Fin — examen — 1906 (Juin)

TITULUS VI

DE CENSURIS IN SPECIE

1161. **Censuræ latæ sententiæ de jure communi vigentes continentur explicite et implicite in constitutione, Apostolicæ Sedis, edita die 12 Oct. 1869, et in quibusdam aliis, quæ illi accesserunt.**

1° Pius IX, cum animo revolveret "ecclesiasticas censuras, per modum latæ sententiæ ipsoque facto incurrendas...magnum ad numerum sensim excrevisse; quasdam etiam, temporibus moribusque mutatis, a fine atque causis ob quas impositæ fuerant, vel a pristina utilitate atque opportunitate excidisse, eamque ob rem non infrequentes oriri sive in iis quibus animarum cura commissa est, sive in ipsis fidelibus dubietates, anxietates, angoresque conscientiæ;" ejusmodi incommodis occurrere volens, constitutione sua *Apostolicæ Sedis*, decrevit :

a) Ut ex quibuscumque censuris sive excommunicationis, sive suspensionis, sive interdicti, quæ per modum *latæ sententiæ* ipso facto incurrendæ hactenus impositæ sunt, nonnisi illæ quas in hac ipsa constitutione inseruit, et eo modo quo eas inseruit, robur exinde habeant.

b) Simulque declaravit easdem, non modo ex veterum canonum auctoritate, quatenus cum hac sua constitutione conveniunt, verum etiam *ex hac ipsa sua constitutione*, non secus ac si primum editæ ab ipsa fuerint, vim suam prorsus accipere debere.

2° Dicitur *censuræ latæ sententiæ*, quia per constitutionem nihil immutatum est, *a)* quoad censuras *ferendæ sententiæ*, in quibus procedendum erit ad normam veterum canonum; *b)* quoad *pœnas mere vindicativas*, quales sunt privatio, depositio, degradatio.

3° Dicitur *de jure communi vigentes*, quia per dictam constitutionem nihil immutatum fuit quoad censuras latæ sententiæ quæ non ad Ecclesiam universalem, sed vel ad instituta, vel ad loca particularia spectant, adeoque censuræ *particulares* vocantur.

4° Dicitur *quæ continentur explicite vel implicite in constitutione Apost. Sedis.* Jamvero declarat Pontifex quod præter excommunicationes, suspensiones et interdicta in dicta constitutione recensita, adhuc vigent :

a) Censuræ quæ a Concilio Tridentino fuerunt *directe* inflictæ. Dicimus *directe* inflictæ, nam, ex scopo constitutionis et ex communi sententia, censuræ quas Tridentinum *indirecte* tantum inflixit seu renovavit non videntur confirmatæ ; tales sunt quæ sive per generalia verba indicuntur, v. g. : " et qui secus fecerint, pœnas a jure inflictas ipso facto incurrant ; " sive per hæc verba : " antiquorum canonum pœnas super his innovando ; " sive per speciales allegationes, v. g. " juxta constitutionem Clementis V in concilio Viennensi edictam."

b) Censuræ quæ spectant ad electionem Summi Pontificis, quatenus hactenus in suo vigore perstiterunt.

c) Censuræ omnes quæ latæ sunt pro interno regimine quorumcumque ordinum et institutorum regularium, necnon quorumcumque collegiorum, congregationum, cœtuum, locorumque piorum, cujuscumque nominis aut generis sint, quatenus hactenus in suo vigore perstiterunt, id est, quatenus desuetudine vel alia causa non cessarunt in aliquo loco vel instituto.

4° Dicitur *quæ illi accesserunt*, quia ab edita constitutione *Apostolicæ Sedis*, quædam censuræ fuerunt promulgatæ, præsertim in constitutione *Romanus Pontifex*, qua suo loco enunciabimus.

Constitutio *Apostolicæ Sedis* distribuit censuras in excom-

municationes, suspensiones et interdicta : huic divisioni adhærentes, in tribus distinctis capitibus exponemus censuras quas indixit citata constitutio, quibus adjicientur censuræ a Tridentino *directe* inflictæ et censuræ per alias constitutiones in suo robore vigentes editæ.

CAPUT I

DE EXCOMMUNICATIONIBUS

Excommunicationes in quatuor partes dividuntur : 1° duodecim sunt Romano Pontifici speciali modo reservatæ ; 2° septemdecim numerantur Romano Pontifici simpliciter reservatæ ; 3° tres reservantur episcopis sive Ordinariis ; 4° quatuor nemini reservantur.

ARTICULUS I.

De excommunicationibus R. P. speciali modo reservatis.

Huic censuræ excommunicationis Pius IX subjacet :

1162. I. « Omnes a christiana fide apostatas, et omnes ac singulos hæreticos, quocumque nomine conseantur et cujuscumque sectæ existant ; eisque credentes ; eorumque receptores, fautores ac generaliter quoslibet illorum defensores. »

1° Per *apostatas* intelliguntur illi qui, post susceptam fidem, a religione christiana penitus recesserunt. Hoc nomine, veniunt etiam liberi Cogitatores, Rationalistæ, Naturalistæ, Pantheistæ, et similes, quando eorum recessio a fide est totalis, et in re gravi externe manifestatur. Si vero fidem non penitus abnegaverint, velintque adhuc inter Christifideles connumerari, dicendi sunt potius hæretici.

2° Per *hæreticos* intelliguntur qui animo retinent doctrinam quam sciunt esse contrariam dogmati ab Ecclesia definito seu proposito, et qui eam verbis aut signis, *cum culpa externe gravi*, occulte vel publice manifestant. Hujusmodi sunt omnes protestantes, schismatici errantes in fide, *veteres catholici*, spiritistæ et qui exercent superstitiones hæreticales.

3° *Credentes apostatis vel hæreticis* sunt illi qui eorum errores *implicite* sustinent, in genere declarantes hos vel illos hæreticos recte sentire ; v. g. si quis dicat : Credo quod credit Calvinus. Item si quis assistat hæreticorum concionibus, non autem audiendi curiositate allectus, sed animo ductus assentiendi falsæ doctrinæ, cui in confuso jam fidem præstat. Eamdem excommunicationem incurrunt illi omnes qui, etiamsi animo hæresi non adhæreant, sese adscribunt alicui sectæ, cujuscumque nominis ea sit et quacumque de causa id fiat. Item qui matrimonium ineunt coram ministro hæretico vel schismatico sacris addicto; ex dec. S. Off. 22 Martii 1879 et 18 Maii 1892.

4° *Receptores* sunt illi qui hæreticum qua talem domi excipiunt vel occultant, ut ille pœnas hæresis effugiat.

5° *Fautores*, qui hæreticis sive notoriis sive occultis favorem præstant, vel *positive*, eos laudando, commendando, v. g. apud gubernium, exercitium hæretici cultus promovendo, scholas eis aperiendo, pueros ad istas mittendo ; vel *negative*, omittendo, absque justa causa, eorum denuntiationem.

6° *Defensores* sunt qui hæreticorum errores quomodocumque defendunt, etsi interne aliter sentiant, vel eorum personas tuentur, v. g. impediendo ne coram judicibus compareant et ab eis punientur. Cf. Inst. Em. Cardinalis Vicarii ad parochos Urbis, 12 Julii 1878.

1163. II. " Omnes et singulos scienter legentes sine auctoritate Sedis Apostolicæ libros eorumdem apostatarum et hæreticorum hæresim propugnantes, necnon libros cujusvis

auctoris per apostolicas litteras nominatim prohibitos; eosdemque libros retinentes, imprimentes et quomodolibet defendentes."

1° Libri ergo hac censura prohibiti duplicis sunt generis:

a) Libri *apostatarum* vel *hæreticorum*, dummodo de his duobus constet: scilicet 1° auctorem publice ut apostatam vel hæreticum haberi, sive ex secta ad quam pertinet, sive ex pertinacia quacum hæreticam doctrinam tradit ac defendit; 2° hæresim non tantum in libro contineri (quod olim sufficiebat), sed etiam propugnari.

b) Libri cujusvis auctoris *nominatim*, seu expresso operis titulo, prohibiti (idque sub pœna excommunicationis R. Pontifici reservatæ) *per litteras apostolicas*, sive hæ sint in forma brevis, bullæ, epistolæ, encyclicæ, sive in qualibet alia forma continentes has vel similes expressiones: " de apostolicæ nostræ auctoritatis plenitudine, vel auctoritate apostolica."

Censura igitur non se extendit ad libros qui per decreta generalia prohibentur, nec ad libros simpliciter in Indicem relatos, nec ad libros alicujus auctoris in globo damnatos, nec ad libros Infidelium aut Judæorum, nisi forte conditiones quas enumeravimus in eis verificentur. Nec vero sub nomine librorum veniunt ephemerides seu diaria, epistolæ, conciones, minoris molis opuscula, sicut nec quædam folia a libro prohibito sejuncta. Contra sub nomine librorum veniunt scripta periodica (livraisons, revues), seu singuli fasciculi ad volumen componendum destinati; item manuscripta, ut communius docetur, sicut etiam versiones in aliud idioma.

2° Personæ excommunicatæ, casu nempe quo agant *scienter*, id est, seclusa ignorantia etiam crassa et supina, sunt sequentes:

a) Legentes in quantitate relative notabili, v. g. unam paginam magni voluminis, vel prœmium, præfationem, vel etiam paucas lineas in quibus præcise hæretica doctrina propugnatur.

b) Retinentes per notabile tempus, v. g. per tres dies, sive apud se, sive apud amicum, licet facultate retinendi donatum, sed a quo librum pro libitu suo repetere possunt (secus, si cum pacto non repetendi, nisi post purgationem libri vel licentiam obtentam), quamvis non retineant ad legendum, ut v. g. depositarius, bibliopola, bibliothecarius, etc. Excusatur tamen qui diutius retinet, expectans donec illum opportuno tempore tradat superiori vel alteri habenti licentiam ; nec incurritur censura, si liber comburatur, aut etiam si pars illa libri, quæ prohibitioni ansam dedit, ita destruatur ut amplius legi nequeat.

c) Imprimentes, sub quo nomine, præter editorem et typographiæ dominum, veniunt qui typos ordinant, chartam supponunt, atramentum proxime parant, et generatim illi omnes qui *scienter* et *proxime* ad libri editionem concurrunt.

d) Defendentes, sive *factis*, v. g. libros propagando, venales exponendo, occultando ne tradantur judici ; sive *dictis*, v. g. eos laudando, excusando, etc. Qui tamen non pravam doctrinam libri laudat, sed stylum vel auctoris scientiam, excusatur a censura.

1164. III. " Schismaticos et eos qui a Romani Pontificis obedientia pertinaciter se subtrahunt, vel recedunt."

1° Hæc censura attingit : *a) Schismaticos proprie dictos*, illos scilicet qui non solum a R. Pontificis obedientia pertinaciter resiliunt, sed *novas ecclesias* audacter constituunt vel sequuntur, et ita a capite et a corpore matris Ecclesiæ sese sejungunt. Tales sunt v. g. *Veteres Catholici*, qui duplici excommunicatione plectuntur, una contra hæreticos et altera contra schismaticos lata. *b) Schismaticos imperfectos*, illos scilicet qui vera malitia ducti, nolunt obedire Romano Pontifici pro tempore existenti, habentes se a suprema illa auctoritate solutos. Ex illis sunt quidam scriptores, *liberales* dicti, qui futili prætextu, R. Pontificis decisiones et mandata pertinaciter rejiciunt.

2° Censura vero non attingit: *a)* Eos qui temporale dominium Romano Pontifici detrectant; *b)* eos qui simpliciter renuunt obedire ejus mandatis, quia gravia sunt et molesta, vel ex odio in ejus personam: hi enim non abjiciunt ejus auctoritatem; *c)* eum qui renueret subesse Pontifici quatenus sibi suspecto, aut dubie legitimo, id est, ab universali Ecclesia, ob electionem dubie validam, nondum recepto.

1165. IV. "Omnes et singulos, cujuscumque status, gradus seu conditionis fuerint, ab ordinationibus seu mandatis Romanorum Pontificum pro tempore existentium ad universale futurum concilium appellantes; necnon eos, quorum auxilio, consilio vel favore appellatum fuerit."

Ex hoc capite excommunicantur: 1° *Appellantes*, et ratio est, quia appellatio fieri nequit nisi ab inferiore ad superiorem; Papa autem non est concilio generali inferior. Unde istiusmodi appellatio non solum injuriam facit supremo Ecclesiæ capiti, sed etiam schismatis præsefert speciem. Imo si quis appellaret, quia crederet Papam non habere supremam et infallibilem auctoritatem in Ecclesia, foret insuper hæreticus ac duplici excommunicatione plecteretur. Per ordinationes et mandata, a quibus appellare nefas est, intelligenda sunt illa omnia quibus Romanus Pontifex, munere supremi Pastoris fungens, aliquid imperat.

Excommunicantur: 2° *Cooperantes*, quorum consilio, auxilio, vel favore appellatum fuerit. Excommunicatione non plecteretur qui ad præsens concilium vel ad futurum pontificem appellaret, nec qui appellationem ab aliis jam factam approbaret.

1166. V. "Omnes interficientes, mutilantes, percutientes, capientes, carcerantes, detinentes, vel hostiliter insequentes S. R. E. Cardinales, Patriarchas, Archiepiscopos, Episcopos, Sedisque Apostolicæ Legatos, vel Nuntios, aut eos a suis diocesibus, territoriis, terris seu dominiis ejicientes; necnon

ea mandantes, vel rata habentes, seu præstantes in eis auxilium, consilium vel favorem."

Hac censura puniuntur: 1° *Exercentes crudelitatem in prælatos Ecclesiæ*, sive in eorum corpora: eos nempe interficiendo, mutilando, percutiendo; sive in eorum libertatem: eos capiendo, carcerando, detinendo; sive in eorum dignitatem: eos hostiliter insequendo, animo scilicet eos non solum exterrendi, sed etiam eis nocendi.

2° *Cooperantes*, id est, mandantes, præstantes auxilium vel favorem. Quinimo excommunicationem præsentem incurrunt *rata habentes*, ii scilicet qui, crimine perpetrato, illud approbant.

1167. VI. " Impedientes directe vel indirecte exercitium jurisdictionis ecclesiasticæ sive interni sive externi fori, et ad hoc recurrentes ad forum sæculare, ejusque mandata procurantes, edentes, aut auxilium, consilium vel favorem præstantes."

Excommunicantur: 1° *Impedientes* vi, minis, imperio, exercitium quodcumque jurisdictionis ecclesiasticæ, sive hæc sit ordinaria, sive delegata; sive fori interni, sive fori externi.

Directe impedit jurisdictionem, qui minatur necem episcopo ne censuram ferat, ne beneficium conferat, ne visitet diœcesim, ne prædicatores mittat, ne bona acquirat vel alienet, ne mutet parochum, etc.; *indirecte*, qui obstat efficaciter in alia re vel in alia persona, v. g. bona episcopi sequestrando, officiales vel familiares ejus vexando. Non sufficit tamen si impediat actus meræ administrationis.

2° *Recurrentes ad forum sæculare*, seu ad judices sæculares, *ejusque mandata procurantes*, ut sententiæ nempe vel actui jurisdictionis ecclesiasticæ obsistant. Hujusmodi sunt qui, populi suffragio electi, mandatoque potestatis civilis muniti, audent, obstando Ecclesiæ, sese intrudere in parochiale vel episcopale regimen.

3° *Edentes mandata*, seu ipsi judices vel magistratus civiles, qui mandata auctoritative condunt ad impediendum aliquem actum jurisdictionis. Non excommunicantur *actuarii*, qui mandata scribunt, nec *cursores*, qui ea deferunt.

4° *Cooperantes*, quales sunt qui auxilium, favorem vel consilium aliquo modo præstant.

Quædam gubernia instituerunt tribunal ad judicandum *circa abusum potestatis ecclesiasticæ*. Qui ad tale tribunal contra decreta episcopi recurrit, hanc gravem censuram incurrit. Quidam volunt excommunicationem non incurri nisi *effectu secuto*; alii non subscribunt huic sententiæ.

1168. VII. "Cogentes sive directe sive indirecte judices laicos ad trahendum ad suum tribunal personas ecclesiasticas præter canonicas dispositiones; item edentes leges vel decreta contra libertatem aut jura Ecclesiæ."

1° Primam partem hujus capitis explicavimus in titulo, De Juribus Clericorum. Cf. vol. I, tit. I, num. 161.

2° *Qui edunt decreta contra libertatem aut jura Ecclesiæ.* Hæc verba latissime patent; iis enim exprimuntur omnia jura ac libertates quæ Ecclesiæ competunt, ut jus docendi, promovendi ad ordines, jus acquirendi, alienandi, etc.

3° Censura feriuntur, et quidem ipso momento, auctores istiusmodi legum ac decretorum: puta *deputati*, *senatores*, qui ipsis ferendis efficaciter suffragantur; *princeps*, qui suum nomen ipsis subscribit vel eas promulgat; item *ministri*, *gubernatores*, *præfecti*, etc., qui ferunt decreta impugnantia aliquod jus Ecclesiæ, v. g. decreta quibus monasteria vel loca pia supprimuntur.

1169. VIII. "Recurrentes ad laicam potestatem ad impediendas litteras vel acta quælibet a Sede Apostolica, vel ab ejusdem legatis aut delegatis quibuscumque profecta, eorumque promulgationem vel executionem directe vel indirecte prohibentes; aut eorum causa, sive ipsas partes, sive alios lædentes vel perterrefacientes."

Hoc articulo, jurisdictioni et potestati Romani Pontificis speciatim consulitur.

Excommunicatio irrogatur in eos qui acta S. Sedis impediunt variis modis quominus promulgentur vel executioni mandentur, videlicet : 1° *Contra recurrentes*, ad ea impedienda, *ad laicam potestatem*, cujuscumque gradus sit illa potestas. 2° *Contra prohibentes promulgationem*, vel *executionem*, v. g. impediendo ne litteræ suum effectum sortiantur, ut si quis eas intercipiat, vel notarium prohibeat quominus super his instrumenta conficiat vel jam confecta tradat. 3° *Contra lædentes vel perterrefacientes* personas quæ illis litteris juvantur.

1170. IX. " Omnes falsarios litterarum apostolicarum, etiam in forma brevis ac supplicationum gratiam vel justitiam concernentium per Romanum Pontificem, vel S. R. E. Vice-Cancellarios, seu gerentes vices eorum, aut de mandato ejusdem Romani Pontificis signatarum ; necnon falso publicantes litteras apostolicas, etiam in forma brevis ; et etiam falso signantes supplicationes hujusmodi sub nomine Romani Pontificis, seu Vice-Cancellarii aut gerentis vices prædictorum."

Per *litteras apostolicas* intelliguntur litteræ quæ nomine Romani Pontificis mittuntur, sive in forma bullæ, sive in forma brevis, aut supplicationis et responsionis ; non autem litteræ seu rescripta SS. Congregationum, Pœnitentiarii Majoris, vel Nuntiorum.

Excommunicantur igitur : 1° Qui falsificant litteras apostolicas, aliquid nempe mutando, addendo, demendo, quo sensus corrumpatur, puta si Pontifex aliquid concesserit ad triennium, et impetrans mutet in quinquennium. 2° Qui falso publicant vel veras litteras, sed clam, sine jussu et contra Pontificis voluntatem ; vel litteras ex integro falsas aut corruptas perinde ac si essent authenticæ. 3° Qui falso signant, id est, subscribunt nomine Pontificis, pro gratia facta.

1171. X. " Absolventes complicem in peccato turpi, etiam in mortis articulo, si alius sacerdos, licet non approbatus ad confessiones, sine gravi exoritura infamia et scandalo, possit excipere morientis confessionem." Ex bulla *Sacramentum Pœnitentiæ*, Benedicti XIV.

Hic notandum est jurisdictionem confessario adimi quoad ipsum complicitatis peccatum, ita tamen ut, deleto hoc peccato per absolutionem ab alio impertitam, jam non desit ejusdem confessarii jurisdictio in ordine ad alia peccata ejusdem personæ. Verum, ait cardinalis Gousset, si quis pudor maneat in sacerdote, qui miseranda fragilitate peccatum turpe cum alio patraverit, si quis honor sacramento debitus, nunquam in posterum complicis confessionem excipiet.

Dicitur 1° *Absolventes*: ergo censura non innodatur ille qui complicem in confessione *audit* tantum. Verum confessarii *simulantes* absolutionem complicis in peccato turpi, hanc excommunicationem non effugiunt. S. Pœnit., 1 Mart. 1878; et resp. S. O., 10 Dec. 1883.

Sacra Pœnitentiaria, 19 Feb. 1896, declaravit " excommunicationem reservatam in bulla *Sacramentum Pœnitentiæ* non effugere confessarios *absolventes* vel *fingentes* absolvere eum complicem qui peccatum quidem complicitatis, a quo nondum est absolutus, non confitetur, sed ita se gerit quia ad id confessarius pœnitentem induxit, sive directe, sive indirecte." N. R. Théologique, vol. 28, pag. 205.

2° *Complicem in peccato turpi*: quo nomine venit omne peccatum contra castitatem *externum, grave, ex mutuo consensu utrinque manifestato* commissum.

3° Excusat in articulo mortis *gravis exoritura infamia et scandalum.* " Sciat autem complex sacerdos et serio advertat fore se reum gravis adversus prædictam nostram constitutionem inobedientiæ, latisque in ea pœnis obnoxium, si prædictæ infamiæ aut scandali pericula sibi ultro ipse confingat, ubi non sunt." Bened. XIV, const. citata.

4° Licet constitutio excipiat *unicum casum extremæ necessitatis in mortis articulo*, ex quorumdam tamen sententia, absolvi posset mulier complex, si alium non habeat sacerdotem, neque ob loci circumstantias, ut in locis missionum, spes ulla sit quod eum sit unquam habitura. Bucceroni, in constitutione *Apost. Sedis.*

Hanc quæstionem fusius evolvunt moralistæ in tractatu de Pœnitentia.

1172. XI. " Usurpantes, aut sequestrantes jurisdictionem, bona, redditus ad personas ecclesiasticas ratione suarum ecclesiarum aut beneficiorum pertinentes."

Quatuor excommunicationes feruntur contra eos qui de bonis Ecclesiæ *illicite* disponunt. Prima, in præsenti articulo, si usurpent bona ad personas ecclesiasticas titulo ecclesiæ vel beneficii pertinentia; secunda, in articulo sequenti, si invadant bona Ecclesiæ Romanæ; tertia, R. Pontifici simpliciter reservata, si usurpent bona cujuscumque beneficii vel loci pii; quarta tandem nemini reservata, si alienent *illicito modo* bona ecclesiastica cujuscumque generis.

1° Sub nomine *usurpantes* non comprehenduntur *fures* et *latrones*, sed usurpantes et sequestrantes *auctoritative*, seu quasi jure proprio utentes. S. O., 9 Martii 1870.

2° *Sequestrantes* hic appellantur qui, judiciali officio et jurisdictione, rem alicui *tertio* custodiendam *injuste* committunt, vel *ipsimet* custodiunt, atque ita impediunt ne ipsa sub potestate maneat illius ad quem pertinet, eaque libere utatur.

3° Ut incurratur censura, necessarium est ut bona usurpata *ad personas ecclesiasticas ratione suarum ecclesiarum aut beneficiorum pertineant.*

Unde *a)* præsentem excommunicationem non incurrunt usurpantes aut sequestrantes clericorum *bona patrimonialia*, vel quæ occasione sacrarum functionum ipsis obveniunt, puta missarum stipendia.

b) Nec usurpantes bona *locorum piorum*, v. g. confraternitatum laicalium, etsi auctoritate episcopi erectæ fuerint.

c) Idem dicendum est de bonis quæ pertinent ad *ecclesias*, sed non ad *ecclesiasticas personas*, v. g. bona destinata ad ecclesiæ reparationem, aut ad pauperes sublevandos, etc.

d) Neque incurritur excommunicatio, si quis bona usurpet aut sequestret dum *beneficium vacat :* præsens enim excommunicatio ipsis tantum personis favet.

e) Tandem, ut videtur, hanc censuram non incurrunt usurpantes aut sequestrantes *bona monasteriorum*, quia hæc bona non pertinent ad ullas personas ecclesiasticas, sed vel ad ipsa monasteria, vel ad Romanum Pontificem. Bargilliat, vol. II, num. 1652.

1173. XII. " Invadentes, destruentes, detinentes per se vel per alios civitates, terras, loca et jura ad Ecclesiam Romanam pertinentia ; vel usurpantes, perturbantes, retinentes supremam jurisdictionem in eis ; necnon ad singula prædicta auxilium, consilium, favorem præstantes."

Præsens excommunicatio, cujus scopus est defendere dominium temporale ad Sedem Apostolicam pertinens, triplex personarum genus complectitur :

1° *Invadentes, destruentes, detinentes per se vel per alios civitates, terras, loca aut jura ad Ecclesiam Romanam pertinentia.*

2° *Usurpantes, perturbantes, retinentes supremam jurisdictionem in eis*, id est, jurisdictionem quæ R. P. competit uti est princeps temporalis, circa res magni momenti, v. g. jus vitæ et mortis, jus imponendi tributa, jus creandi magistratus et similia.

3° *Ad singula prædicta auxilium, consilium, favorem præbentes*, effectu secuto, et dummodo cooperatio fuerit formalis.

Quæritur utrum auxilium et favorem præbeant *in retinendo*, qui publica munia gerunt ? Hinc ad quæsitum : " An

retineri et suscipi possint sub intruso gubernio officia?"—respondit S. Pœnitentiaria, 10 Oct. 1860: "Dummodo non agatur de officiis quæ *directe et proxime* influunt in spolium vel in ejusdem spolii manutentionem, et exerceri possint absque periculo læsionis legum divinarum et ecclesiasticarum, posse tolerari."

Unde distinguendum est inter officia *politica*, quæ directe et per se tendunt ad usurpatorem probandum vel confirmandum, quales sunt qui primum vel supremum magistratum gerunt in quavis provincia, aut civitate, aut terra, aut oppido, qui proinde censura tenentur, si ab officio possint abstinere absque incommodo gravi tum proprio tum publico; et officia *civilia*, quæ mere ad bonum civium spectant, qualia sunt munera municipalia aliaque pro tuenda tranquillitate necessaria, quæ assumi et exerceri possunt, dummodo juramentum fidelitatis non præstetur usurpatori, et, si jurare omnino necesse sit, jurantes palam profiteantur se nihil facturos quod legibus divinis et ecclesiasticis adversetur.

1174. XIII. "In dignitates et canonicos cathedralium ecclesiarum vacantium, ac illos qui, deficientibus capitulis, vicarios deputant, aut vacantes ecclesias legitime administrant, si ante exhibitionem litterarum apostolicarum concedere et transferre in nominatum ac præsentatum ad eamdem ecclesiam, ejus curam, regimen et administrationem sub quovis titulo, nomine, quæsito colore ausi fuerint."

"In nominatos ac præsentatos ad vacantem ecclesiam, qui ejus regimen et administrationem suscipere audent ex concessione et translatione a canonicis, dignitatibus aliisque, de quibus supra, peractam. Necnon in eos qui præmissis paruerint, vel auxilium, consilium aut favorem præstiterint, cujuscumque gradus, conditionis, præeminentiæ, et dignitatis fuerint." Hæc censura excommunicationis eruitur ex constitutione Pii IX, *Romanus Pontifex*, 28 Aug. 1873 edita, cujus fuit sermo in vol. I, tit. VIII, De Episcopis, num. 364.

1175. XIV. "Omnes et singulos nomen dantes vel promoventes, vel quocumque modo faventes, vel adhærentes societati in eum finem institutæ vel instituendæ, ut quandocumque Apostolica Sedes vacaverit, populus romanus concurrat in Summi Pontificis electione."

Eruitur ex decreto S. Pœnitentiariæ, 4 Aug. 1876.

Hanc censuram incurrunt: 1° *Nomen dantes*, licet non promoveant, nec adhæreant, modo expresse declarent se assentiri doctrinis in programmate contentis et coram duobus testibus obligationem contrahant se operam daturos ut tales doctrinæ propagentur et societas dilatetur. 2° *Promoventes*, scilicet qui sollicitant ad adhærendum. 3° *Faventes* quocumque modo. 4° *Adhærentes* seu doctrinam sectantes, profitentes, licet societati non dent nomen.

ARTICULUS II.

De excommunicationibus R. P. simpliciter reservatis.

Excommunicationi latæ sententiæ Romano Pontifici simpliciter reservatæ Pius IX subjacet:

1176. I. "Docentes vel defendentes, sive publice sive privatim, propositiones ab Apostolica Sede damnatas sub excommunicationis pœna latæ sententiæ; item docentes vel defendentes tanquam licitam praxim inquirendi a pœnitente nomen complicis, prout damnata est a Benedicto XIV, in const. *Suprema*, 7 Julii 1745, *Ubi primum*, 2 Junii 1746, *Ad eradicandam*, 28 Sept. 1746."

1° In prima parte veniunt: *docentes vel defendentes propositiones ab Apostolica Sede*, id est, a Romano Pontifice *damnatas*, dummodo fuerint damnatæ *sub pœna excommunicationis latæ sententiæ*. Hic non veniunt propositiones damnatæ a conciliis generalibus, multo minus a SS. Congre-

gationibus, v. g. Indicis; nec propositiones damnatæ quidem a R. Pontifice, sed sine pœna excommunicationis latæ sententiæ, quales sunt propositiones quæ continentur in Syllabo.

2° In secunda parte veniunt: *docentes vel defendentes tanquam licitam praxim inquirendi a pœnitentibus nomen complicis.* Praxis a Pontifice damnata erat qua confessarii requirebant nomen complicis sub pœna denegandæ absolutionis: hinc ad censuram incurrendam necesse est ut quis utrumque simul licitum esse doceat vel defendat, scilicet exquirere nomen complicis et reticenti absolutionem denegare.

1177. II. "Violentas manus, suadente diabolo, injicientes in clericos vel utriusque sexus monachos; exceptis quoad reservationem casibus et personis de quibus, jure et privilegio, permittitur ut episcopus aut alius absolvat."

1° De prima parte hujus censuræ jam locuti sumus in titulo De Privilegiis Clericorum, num. 160.

2° Quoad absolutionem, distinguenda est triplex percussio: Prima dicitur *enormis*, in qua magna intervenit vulneratio, vel magna injuria; secunda *gravis* seu *mediocris*, cum fit carnis contusio, vel sanguinis copia effunditur, sed absque magna læsione vel injuria; tertia *levis*, quando fit simplex percussio, v. g. manu, pede, baculo, quin contusio notabilis vel percussionis vestigium remaneat.

Jamvero si percussio, etsi publica, fuerit *levis*, episcopus vel ejus vicarius potest ex jure communi absolvere percussorem, quisquis ille sit; si *mediocris*, eos tantum qui collegialiter vivunt, scilicet feminas et impuberes; si *enormis*, tantum impuberes, sive ante, sive post pubertatem petant absolvi.

In dubio an percussio fuerit levis, gravis aut enormis, pro majori standum est, quia favendum est privilegiatis, juxta regulam interpretationis.

1178. III. "Duellum perpetrantes, aut simpliciter ad illud provocantes, vel ipsum acceptantes, et quoslibet complices, vel qualemcumque operam aut favorem præbentes,

necnon de industria spectantes, illudque permittentes, vel quantum in illis est non prohibentes, cujuscumque dignitatis sint, etiam regalis vel imperialis."

Excommunicantur: 1° *Perpetrantes duellum*, ii scilicet omnes qui privata auctoritate, *ex condicto*, singulare certamen ineunt, cum periculo occisionis vel gravis vulneris. Nihil autem refert an adsint patrini necne; an certetur cum armis lethalibus vel non, modo sit periculum gravis vulneris, illudque prævideatur. Item *provocantes ad duellum* cum animo pugnandi, etsi provocatus non acceptet. Item *acceptantes*, etsi duellum non sequatur.

2° *Complices*, qualemcumque operam aut favorem præbentes, ut patrini, testes; qui consilium dant, qui litteras provocatorias dictant, scribunt, deferunt; qui interest *ex condicto*, ut medicus, qui adsistit cum intentione præbendi suum ministerium duellantibus, si opus fuerit; idem dicatur de confessario. S. Off., 31 Maii 1884.

3° *De industria spectantes*, id est, qui sua præsentia ad pugnam incendunt; non vero qui casu transeuntes adspiciunt, vel in secreto, vel a longe; nec qui adeunt locum certaminis ut duellum impediant.

4° *Illud permittentes vel non prohibentes*, cum prohibere valent, ut duces exercitus.

1179. IV. "Nomen dantes sectæ massonicæ aut carbonariæ, aut aliis ejusdem generis sectis, quæ contra Ecclesiam vel legitimas potestates, seu palam, seu clandestine, machinantur; necnon eisdem sectis favorem qualemcumque præstantes; earumque occultos coryphæos ac duces non denuntiantes, donec non denuntiaverint."

Hanc censuram excommunicationis incurrunt: 1° *Adscripti sectis damnatis.* Utrum secta quædam inter societates damnatas a Sancta Sede sit referenda, colligendum est præsertim ex responsionibus S. Sedis. Hactenus expresse damnati fuerunt *Liberi Muratores* et *Carbonarii*, ex ipsa con-

stitutione; *Feniani*, ex decreto S. Off., 12 Jan., 1870; *Nihilistæ*, ex litteris encyclicis Leonis XIII, 28 Dec. 1878: " Intelligitis nos de illa hominum secta loqui, qui diversis ac pene barbaris nominibus *Socialistæ*, *Communistæ*, et *Nihilistæ* appellantur;" item illæ societates cujuscumque naturæ sint, in quibus socii, ab ipso ingressu, jurejurando se obligant ad obtemperandum in omni re quæ a cœtus superioribus jussa fuerit; vel quæ ineunt fœdus secreti, quod, nec ipsa legitima auctoritate interrogante, impune violari possit.

Quoad societatem: " The independent Order of Good Templars," S. C. S. Concilii, 9 Aug. 1893, respondit sub gravi prohiberi ei nomen dare. Ad quæstionem vero an hæc subjaceat excommunicationi latæ contra societates secretas in constitutione *Apostolicæ Sedis*, respondit: " Dilata." Item tres societates: " The Odd Fellows," " The Sons of Temperance," et " The Knights of Pythias," tamquam sub gravi prohibitæ declaratæ sunt a S. C. S. Officii, 20 Aug. 1894; quoad censuram nihil dictum est, sed videntur damnatæ ex decreto S. Officii, 21 Aug. 1850.

2° *Fautores*, qui illis sectis favorem qualemcumque præstant, id est, qui eis præbent consilium, auxilium, qui eos in suis ædibus receptant, occultant, qui alios hortantur ut hujusmodi societatibus sese adscribant, earumve cœtibus intersint; tandem omnes qui quocumque modo has societates juvant.

Quædam ex illis societatibus damnatis habent naturam alicujus *assecurationis mutualis*, puta "The independent Order of Good Templars," "The Odd Fellows," "The Sons of Temperance," "The Knights of Pythias;" quæsitum fuit an liceret remanere in istis societatibus et taxam solvere. S. C. S. Officii, 19 Januarii 1896, respondit: " Generatim loquendo non licere et ad mentem." Mens est quod hoc tolerari possit, concurrentibus hisce conditionibus:

a) "Si quis bona fide sectæ primitus nomen dederit, antequam sibi innotuisset societatem fuisse damnatam."

b) "Si absit scandalum vel opportuna removeatur declaratione, id a se fieri, ne jus ad emolumenta vel beneficium temporis in ære alieno solvendo amittat, a quavis interim sectæ communione et a quocumque interventu, etiam materiali, ut præmittitur, abstinendo."

c) "Si grave detrimentum sibi aut familiæ ex renunciatione obveniat."

d) "Tandem ut non adsit vel homini illi, vel familiæ ejus, periculum perversionis ex parte sectariorum, spectato præcipue casu vel infirmitatis vel mortis; nec similiter adsit periculum funeris peragendi a ritibus catholicis alieni." Nouv. Rev. Théologique, vol. XXVIII, pag. 285.

3° *Non denuntiantes*, infra mensem, Inquisitori vel Ordinario, vel judici a S. Sede delegato, *occultos coryphæos ac duces*. Excommunicatio limitatur ad solam denuntiationem coryphæorum et ducum. Sufficit ut quis denuntiet per interpositam personam, puta per confessarium. S. Off., 15 Jun. 1870.

Non cessat obligatio denuntiandi quando coryphæi et duces sectæ massonicæ sunt publice noti ut *liberi muratorii*, sed non sunt publice noti ut *coryphæi et duces* hujus sectæ massonicæ; nec cessat obligatio denuntiationis apud eas regiones in quibus liberi muratorii, et ideo ipsorum coryphæi et duces, a gubernio civili tolerantur, et ab ecclesiastica potestate puniri non possunt, nec ullo modo cohiberi. S. Offi., 19 Apr. 1893.

4° *Donec non denuntiaverint;* unde facta denuntiatione, ipso facto cessat reservatio excommunicationis incursæ, et ideo ille qui non denuntiando excommunicationem R. P. simpliciter reservatam incurrerat, absolvi poterit a quovis confessario.

5° Licentia absolvendi sodales sectarum damnatarum solet concedi cum sequentibus clausulis. Requiritur *a)* omni-

moda a secta separatio et ejus abjuratio; *b)* traditio librorum, manuscriptorum ac signorum sectam respicientium, vel saltem eorum combustio; *c)* imponitur obligatio denuntiandi sectæ duces ac coryphæos; *d)* injungitur gravis pœnitentia cum frequentia confessionis sacramentalis. Quod si agatur de absolvendis iis qui ejusmodi sectarum duces et magistros occultos denuntiare culpabiliter neglexerint, facultas absolvendi non conceditur, nisi injuncta pariter salutari pœnitentia, et firma obligatione sub reincidentia eosdem denuntiandi. Haine, Theol. Mor., vol. IV, pag. 456.

1180. V. " Immunitatem asyli ecclesiastici, ausu temerario, violare jubentes aut violantes."

De hac immunitate locuti sumus in vol. I, De Privilegiis Clericorum, tit. III, num. 167.

1181. VI. " Violantes clausuram monialium, cujuscumque generis, aut conditionis, sexus vel ætatis fuerint, in earum monasteria absque legitima licentia ingrediendo; pariterque eos introducentes vel admittentes; itemque moniales ab illa exeuntes extra casus ac formam a S. Pio V, in const. *Decori* præscriptam." Cf. vol. I, num. 678.

1182. VII. " Mulieres violantes regularium virorum clausuram, et superiores aliosve eas admittendes." Cf. vol. I, num, 680.

1183. VIII. " Reos simoniæ realis in beneficiis quibuscumque, eorumque complices."

1° Simonia realis habetur, quando quis emit vel vendit ipsum beneficium, aut collationem ejus, aut electionem vel præsentationem ad illud obtinendum, modo exsecutio conventionis sit ex utraque parte saltem incœpta. Unde non incurritur excommunicatio, si aut pretium tantum sit solutum sed re nondum tradita, aut si res tantum sit tradita, pretio vero non soluto.

2° Oportet ut agatur *de beneficiis proprie dictis*, cum simus *in odiosis*. Hinc censuram non incurrunt qui vendunt,

emunt non beneficia, sed officia, v. g. cantoris, vicarii, viceparochi; qui emunt, vendunt pensiones, parochias ad nutum episcopi revocabiles. Licet in favorabilibus æquiparentur beneficiis, non sunt beneficium stricte dictum, deficiente perpetuitate subjectiva. Vol. I, num. 517.

3° Excommunicantur *complices*, id est, illi quorum mediatione, cooperatione vel favore simonia perficitur.

1184. IX. "Reos simoniæ confidentialis in beneficiis quibuslibet, cujuscumque sint dignitatis."

1° Hæc simonia committitur, quando quis beneficium ecclesiasticum *stricte dictum* alicui confert sub aliqua *confidentia*, seu *pacto* expresso vel tacito, ut is cui confertur post aliquod tempus idem beneficium resignet ipsi conferenti vel alteri, aut pensionem vel fructus ex eo præstet. Si hæc simonia fuerit *ex una parte consummata*, id est, si episcopus, cujus nepos nondum est beneficio idoneus, illud alicui conferat ea lege ut iste postea nepoti, cum idoneus fuerit, illud resignet, uterque, scilicet conferens et accipiens beneficium, ipso facto excommunicationem incurrit.

2° Hæc censura ferit collatores beneficiorum, *cujuscumque sint dignitatis*, etiam cardinalitiæ; complices hic silentio prætereuntur.

1185. X. "Reos simoniæ realis ob ingressum in religionem."

Incurritur hæc censura ab eo qui propter ingressum in religionem dat vel accipit aliquid temporale; non incurritur si pro religiosi sustentatione aliquid erogetur. Imo si agatur de monialibus, dos ad sustentationem semper assignari debet. Cf. vol. I, num. 661.

1186. XI. "Omnes qui, quæstum facientes ex indulgentiis aliisque gratiis spiritualibus, excommunicationis censura plectuntur constitutione S. Pii V, *Quam plenum*, 2 Januarii 1569."

Constitutione *Quam plenum* prohibetur plura delicta quæ redolent naturam simoniæ, nimirum: 1° publicatio vel concessio indulgentiarum certam pecuniam solventibus; 2° concessio aliarum gratiarum spiritualium, certa pecunia soluta, scilicet, *a)* facultas eligendi sibi confessarium, qui eo ipso possit absolvere a casibus episcopis aut S. Sedi reservatis; *b)* celebrandi missæ sacrificium et sepulturam faciendi tempore interdicti; *c)* utendi cibis prohibitis; *d)* assumendi plures compatres ad baptismum, contra decretum Concilii Tridentini; *e)* absolvendi a reali simonia S. Sedi reservata.

Omnes *episcopis inferiores* qui dictas gratias concedunt ea conditione, ut solvatur certa pecuniæ summa tanquam pro concessione debita, etiamsi id fecerint intuitu alicujus pii operis promovendi, præsentem excommunicationem incurrunt, si partem saltem pretii acceperint.

1187. XII. " Colligentes eleemosynas majoris pretii, et ex iis lucrum captantes, faciendo eas celebrari in locis ubi missarum stipendia minoris pretii esse solent."

Hanc censuram incurrunt tum laici, tum clerici, sed necesse est: 1° ut sint *colligentes*, quasi ex industria, eleemosynas manuales vel ex fundatione taxatas pro missis. Unde peccat sed censuram non incurrit qui lucrum percipit ex stipendiis quæ sibi dantur ut ipse ea persolvat; nec qui semel aut iterum parvum missarum numerum colligeret: talis non est veri nominis collector.

2° Ut sint *lucrum captantes:* unde qui excessum in pios usus impendit, huic censuræ non subjacet, quamvis non sit immunis a culpa. S. C. Concilii, 9 Sept. 1874.

3° Ut missas celebrari faciant *in locis ubi missarum stipendia minoris pretii esse solent.* S. Congregatio S. Officii, 16 Jan. 1892, declaravit hanc censuram incurrere colligentes stipendia missarum, sive in alio loco ubi collegerint, sive in eodem loco, faciant eas celebrari.

1188. XIII. « Omnes qui excommunicatione mulctantur in constitutionibus S. Pii V, *Admonet nos*, quarto kalendas Aprilis 1567; Innocentii IX, *Quæ ab hac Sede*, pridie nonas Novembris 1591; Clementis VIII, *Ad Romani Pontificis curam*, 26 Junii 1592, et Alexandri VII, *Inter ceteras*, nono kalendas Novembris 1660, alienationem et infeudationem civitatum et locorum S. R. E. respicientibus."

Hac censura plectuntur omnes, sive laici, sive clerici cujuscumque dignitatis, etiam cardinalitiæ, qui per se vel per alios insinuant aut student qualemcumque alienationem civitatum, vel locorum ad S. Sedem pertinentium, ex quovis prætextu etiam necessitatis vel evidentis utilitatis, quamvis operam et oleum perdant.

Utrum censura innodentur qui R. Pontifici suadent conciliationem cum Italico gubernio, disputatur. Alii negant, quia abdicatio stricta significatione dici nequit alienatio; alii rectius affirmant, quia sic agendo alienationem si non *suadeant*, eam saltem *insinuant*. Haine, loco citato, pag. 467.

1189. XIV. "Religiosos præsumentes clericis aut laicis, extra casum necessitatis, sacramentum extremæ unctionis aut eucharistiæ per viaticum ministrare, absque parochi licentia."

1° Nomine *religiosorum* veniunt religiosi qui emittunt vota solemnia : consequenter qui religiosis congregationibus sunt addicti huic censuræ non subjacent.

2° Dicitur *præsumentes*, unde excusat a censura ignorantia *facti, juris et pœnæ*, etiam *crassa* et *supina*, non tamen *affectata*.

3° Dicitur *extra casum necessitatis :* hinc censura non ligantur qui sacramenta ministrant in casu necessitatis, quo in casu parochus vocari nequit. Extra casum necessitatis, requiritur licentia parochi saltem præsumpta.

4° *Sacramentum extremæ unctionis aut eucharistiæ per viaticum*, quia huic censuræ non subjacent qui alia sacramenta ministrarent.

1190. XV. " Extrahentes, absque legitima venia, reliquias ex sacris cœmeteriis sive catacumbis Urbis Romæ, ejusque territorii, eisque auxilium vel favorem præbentes."

Objectum hujus censuræ est prohibere quominus extrahantur reliquiæ a catacumbis sine licentia, quæ datur ab Eminentissimo Card. Vicario Urbis.

1191. XVI. " Communicantes cum excommunicato nominatim a Papa in crimine criminoso, ei scilicet impendendo auxilium aut favorem."

Olim qui communicabant cum excommunicatis incurrebant excommunicationem minorem, quæ hodie non amplius viget. Ut quis præsentem excommunicationem majorem incurrat, oportet 1° ut communicet *cum nominatim a Papa excommunicato ;* hinc si quis fuerit excommunicatus a Romanis Congregationibus, etsi earum decretis accedat approbatio Summi Pontificis, non incurrit præsentem excommunicationem. S. Off., 16 Junii 1894.

2° Ut communicet *in crimine criminoso,* id est, cooperetur crimini jam perpetrato, seu contumaciæ ob quam alter fuit excommunicatus : puta si quis alteri ob rei detentionem excommunicato *auxilium* vel favorem præstet, ne restitutionem faciat.

1192. XVII. " Clericos scienter et sponte communicantes in divinis cum personis a R. Pontifice nominatim excommunicatis, et ipsos in officiis recipientes."

Præsens censura 1° afficit *clericos :* ergo laici et episcopi ab ea eximuntur ; 2° *scienter et sponte :* unde excusat ignorantia etiam crassa aut supina, et metus etiam levis ; 3° *communicantes in divinis, et ipsos in officiis recipientes :* hinc non sufficit communicatio in divinis, sed admissio ad divina officia requiritur *copulative,* v. g. si rector ecclesiæ invitet excommunicatum nominatim a Papa ad canendam missam, et ipse tanquam unus ex ministris missæ adsisteret ; 4° *a Romano Pontifice nominatim excommunicatis :* hinc cleri-

cus communicans cum excommunicatis nominatim ab episcopo, vel ab alio R. Pontifice inferiore, in istam excommunicationem non incidit.

1193. XVIII. "Absolvere præsumentes, sine debita facultate, etiam quovis prætextu, ab excommunicationibus R. Pontifici reservatis speciali modo, dummodo non agatur de mortis periculo."

Dicitur 1° *præsumentes :* ergo immunis est a censura, qui absolvit a censura ex ignorantia etiam crassa, ex timore gravi, ex probabilitate qua ductus judicat pœnitentem non esse excommunicatione innodatum.

2° *Dummodo,* etc : unde in periculo mortis, vel in casibus urgentioribus, licet absolvere, servatis de jure servandis. Cf. tit. II, De Censuris in genere, num. 1125.

1194. XIX. Ex Concilio Tridentino, sess. XXII, cap. 11, De Ref., fertur excommunicatio contra usurpatores bonorum aut jurium Ecclesiæ: "Si quem clericorum vel laicorum, quacumque is dignitate, etiam imperiali aut regali præfulgeat, in tantum malorum omnium radix, cupiditas occupaverit, ut alicujus ecclesiæ aut cujusvis sæcularis vel regularis beneficii, montium pietatis, aliorumque piorum locorum jurisdictiones, bona, census ac jura etiam feudalia et emphyteutica, fructus, emolumenta, seu quascumque obventiones, per se vel alios, vi vel timore incusso, seu etiam per suppositas personas clericorum aut laicorum, seu quacumque arte aut quocumque quæsito colore, in proprios usus convertere, illosque usurpare præsumpserit, seu impedire ne ab aliis ad quos jure pertinent, percipiantur; is anathemati tamdiu subjaceat, quamdiu jurisdictiones, bona, res, jura, fructus et redditus quos occupaverit, vel qui ad eum quomodocumque, etiam ex donatione suppositæ personæ, pervenerint, ecclesiæ ejusque administratori sive beneficiato integre restituerit, ac deinde a R. Pontifice absolutionem obtinuerit. Quod si ejusdem ecclesiæ patronus fuerit, etiam jure patronatus ultra pradictas pœnas

eo ipso privatus existat. Clericus vero, qui nefandæ fraudis et usurpationis hujusmodi fabricator seu consentiens fuerit, eisdem pœnis subjaceat, necnon quibuscumque beneficiis privatus sit, et ad quæcumque alia beneficia inhabilis efficiatur, et a suorum ordinum exsecutione etiam post integram satisfactionem et absolutionem sui Ordinarii arbitrio suspendatur."

1195. XX. Excommunicantur missionarii et ecclesiastici, qui per se vel per alios, quovis titulo aut forma, mercaturæ dant operam in Indis Orientalibus, vel in America, sive australi, sive septentrionali ; item superiores, qui delinquentes religiosos sibi immediate subjectos non puniunt. Ita ex constitutione *Ex debito* Urbani VIII, et const. *Sollicitudo* Clementis IX, et declaratione S. Officii, 4 Dec. 1872.

1° Hæc censura inter reservatas ponitur, quia, statuente Clemento IX, "nemo ex prædictis delinquentibus absolvi potest præterquam in mortis articulo constitutus, nisi lucris hujusmodi prius restitutis." Hinc si restitutio, non tantum promissa, sed reapse facta fuerit, non instituto delinquentium, sed causis piis, excommunicatio non amplius reservatur et a quocumque remitti potest.

2° Ex declaratione S. Officii, 17 Jan. 1883, hæc prohibitio non solum afficit missionarios europæos, sed etiam quoscumque ecclesiasticos viros, qui sub nomine missionariorum, aut quovis alio titulo, pro tempore missi fuerunt aut in illis partibus quomodolibet morantur. Collectanea S. Cong. de Prop. Fide, num. 352.

ARTICULUS III.

De excommunicationibus Ordinariis reservatis.

Excommunicationi latæ sententiæ episcopis sive Ordinariis reservatæ subjacet Pontifex :

1196. I. "Clericos in sacris constitutos vel regulares aut

moniales post votum solemne castitatis matrimonium contrahere præsumentes; necnon omnes cum aliqua ex prædictis personis matrimonium contrahere præsumentes."

Ad incurrendam hanc censuram, requiritur:

1° Ut quis sit *ordine sacro* insignitus, vel *solemni castitatis voto* ligatus.

2° *Ut matrimonium contrahere præsumat*, id est, ut præstet consensum matrimonialem de præsenti, et ut id faciat cum *præsumptione*, id est, cum perfecta facti et juris notititia et cum plena libertate. Sufficit matrimonium *civile*, ut constat ex decreto S. Officii, 22 Dec. 1880.

1197. II. "Procurantes abortum, effectu secuto."

1° Dicitur *abortus*, quo nomine venit ejectio fœtus immaturi. Unde non contrahitur hæc censura, si post copulam mulier ejiciat semen et conceptionem impediat; nec si acceleretur partus, quia partus acceleratio licita est quoties, si tempus naturale foret expectandum, fœtus vitalis nonnisi difficillime egrederetur; nec si adhibeatur craniotomia, quæ est fœtus occisio.

2° *Procurantes*, id est, *ex industria*, sive per se, sive per interpositas personas abortum *directe* quærentes. Hinc censura plectuntur medicus, ancilla, socia potionem propinantes; item paterfamilias, maritus, fornicator, jussione aut minis cogentes mulierem ut abortum sibi inferat. Ab ea eximitur qui prægnantem graviter percutit ex ira vel odio, prævidens abortum sed non intendens. Pariter eximitur medicus dans merum concilium, vel indicans apta media; pharmacopola præparans aut vendens remedium. Re quidem vera, præsens constitutio non loquitur de illis qui opem, consilium aut favorem scienter dederunt.

Dubitatur an ipsa mulier, quæ abortum sibi procurat, incurrat censuram. Sententia quam tenet S. Alphonsus cum pluribus auctoribus recentioris ætatis negat. Ratio est, quia

generatim feminæ medicamenta sumunt " impulsæ a vehementi timore damni obventuri... ; et dum a tanto facinore non abhorrent, facile etiam excommunicationem parvipenderent ; et ideo Pontifex, ad vitandum novum animæ laqueum et ad alia pericula, præsertim sacrilegarum confessionum, eas noluit comprehendere." Lib. III, n. 395.

3° *Effectu secuto :* unde si abortus non sit secutus, aut secutus non a causa posita a procurante sed ab alia, vel a causa dubia, excommunicatio non tenet.

1198. III. " Litteris apostolicis falsis scienter utentes, vel crimini ea in re cooperantes."

Præsens excommunicatio duplicem personarum classem complectitur : 1° *Litteris apostolicis falsis scienter utentes,* sive sint clerici, sive sint laici, quia lex non distinguit. 2° *Cooperantes,* qui operam præstant utenti, non falsificanti. Quod si quis litteras conficiat, eisque utatur, duplicem excommunicationem incurrit.

1199. IV. " Laici turpe mercimonium circa missarum eleemosynas exercentes, eique concurrentes ;" ex decreto *Vigilantes* S. Cong. Concilii, 25 Maii 1893.

1° Objectum hujus censuræ est mercimonium circa missas, quod fit *in colligendo* eleemosynas missarum, adhibitis publicis invitamentis et præmiis et alio quolibet modo ; et *in distribuendo* sacerdotibus, quibus committuntur celebrandæ, non eleemosynas missarum, sed libros vel merces alias. Tale mercimonium non excusatur, etsi nulla facta sit diminutio eleemosynæ, vel fiat ad subveniendum sacerdotum paupertati.

2° Huic censuræ subjacent *laici* exercentes vel concurrentes, non ergo *clerici* qui suspensione puniuntur. *Exercentes* dicuntur bibliopolæ vel mercatores stipendia missarum colligentes ; *concurrentes* sunt : *a)* qui acceptas eleemosynas tradunt bibliopolis, mercatoribus, vel collectoribus ; *b)* qui recipiunt libros aut merces pro missis celebrandis. De Luca, De Delictis et Pœnis, pag. 325.

ARTICULUS IV.

De excommunicationibus nemini reservatis.

Hinc censuræ nemini reservatæ Pius IX subjicit:

1200. I. "Mandantes seu cogentes tradi sepulturæ ecclesiasticæ hæreticos notorios, aut nominatim excommunicatos vel interdictos."

1° Hanc censuram incurrunt non omnes sepelientes quemcumque notorie excommunicatum, ut olim, sed solummodo *mandantes* auctoritative, vel *cogentes* per vim aut metum sepeliri in cœmeterio benedicto, aut in alio loco sacro, *notorium hæreticum* aut *apostatam*, vel *quemlibet alium* sive a Papa, sive ab episcopo *nominatim excommunicatum*, vel *nominatim interdictum.*

2° Probabilius non incurrunt hanc censuram qui *sepeliunt*, ut sacerdos qui mere obtemperat; vel sepelientibus *operam præstant*; nec illi qui mandant indignum sepeliri in loco profano, etsi cum ritu ecclesiastico et benedictione fossæ.

1201. II. "Lædentes aut perterrefacientes Inquisitores, denuntiantes, testes, aliosve ministros S. Officii; ejusve sacri tribunalis scripturas deripientes, aut comburentes; vel prædictis quibuslibet auxilium, consilium, favorem præstantes."

Hac censura consulitur libertati tribunalis S. Officii, quod inquirit in hæreticalem pravitatem.

1202. III. "Alienantes et recipere præsumentes bona ecclesiastica absque beneplacito apostolico, ad formam extravagantis *Ambitiosæ*, De rebus Ecclesiæ non alienandis."

De alienatione bonorum locuti sumus in vol. I, tit. VIII, num. 395.

1° Hanc censuram incurrunt *alienantes* et *recipientes*, contra formam extravagantis *Ambitiosæ*, bona ecclesiastica sive immobilia, sive mobilia. *Accipientes*, id est, bona ecclesiastica male alienata acquirentes, subjiciuntur *omnes*, sine

ulla distinctione, huic excommunicationi, quamvis episcopali aut abbatiali dignitate fulgeant. Quoad *alienantes*, probabile est episcopos ab hac censura immunes esse, cum isti, in extravag. *Ambitiosæ*, puniantur non excommunicatione, sed interdicto ab ingressu Ecclesiæ, quod per præsentem constitutionem fuit abolitum.

2° Ad hanc censuram incurrendam, sequentes conditiones requiruntur: *a)* Ut bona ecclesiastica alienata non sint exigui valoris. *b)* Ut pactum per quod dominium hujusmodi bonorum transfertur, sit perfectum ex utraque parte: unde si alienatio facta fuerit sub conditione suspensiva, censura non incurritur nisi post adimpletam conditionem. *c)* Ut tam alienantes quam accipientes agant *temere*, seu ex *præsumptione*: unde eos excusat ignorantia etiam *crassa* et *supina*.

1203. IV. " Negligentes, sive culpabiliter omittentes denuntiare infra mensem confessarios sive sacerdotes a quibus sollicitati fuerint ad turpia, in quibuslibet casibus expressis a prædecessoribus nostris Gregorio XV, Const. *Universi*, 20 Augusti 1622, et Benedicto XIV, Const. *Sacramentum Pœnitentiæ*, 1 Junii 1741."

Ut quis hanc censuram incurrat, oportet ut per mensem integrum denuntiationem culpabiliter omiserit. Verum quia tempus non currit ignoranti, mensis computandus est a die quo cognoverit obligationem denuntiandi et censuram obligationi annexam. Si quid grave denuntiationi obstet, suspenditur obligatio donec cesset impedimentum; facta autem denuntiatione post tempus concessum, pœnitens excommunicatus potest a quocumque confessario absolvi.

Præter has quatuor censuras quas edidit Constitutio *Apostolicæ Sedis*, vigent censuræ quæ a Tridentino fuerunt constitutæ:

1204. V. " Qui libros de rebus sacris tractantes sine Ordinarii approbatione imprimunt aut imprimi faciunt."

Hæc censura, ad tramites declarationis S. Officii, 22 Dec. 1880 et constitutionis *Officiorum et munerum* Leonis XIII, restringitur ad illos "qui sine Ordinarii approbatione SS. Scripturarum libros, vel earumdem adnotationes vel commentaria imprimunt aut imprimi faciunt."

1205. VI. "Qui docere, prædicare vel pertinaciter asserere, seu etiam publice disputando defendere præsumpserit, ad sumendam SS. Eucharistiam, illis quos conscientia peccati mortalis gravat, quantumcumque etiam se contritos existiment, habita copia confessoris, non necessario præmittendam esse confessionem sacramentalem." Ex Conc. Trid., sess. XIII, can. 11, De Eucharistia.

1206. VII. *a)* Qui negant clandestina matrimonia, libero contrahentium consensu facta, rata et vera esse matrimonia.

b) Quique falso affirmant matrimonia a filiis familias, sine consensu parentum contracta, irrita esse, et parentes ea rata vel irrita facere posse. Ex Trid., sess. XXIV, cap. 1, De Reformatione matrimonii.

1207. VIII. Raptores mulierum, eisque consilium, auxilium vel favorem præbentes. Ex Trid., sess. XXIV, cap 6.

IX. Qui "quovis modo, directe vel indirecte, subditos suos vel quoscumque alios cogunt, ne libere matrimonium contrahant." Ex Trid., sess. XXIV, cap. 9.

1208. X. Magistratus sæculares, si ad instantiam episcopi non præbeant auxilium adversus contradictores clausuræ monialium. Ex Trid., sess. XXV, cap. 5, De Reg.

1209. XI. "Omnes et singulæ personæ, cujuscumque qualitatis vel conditionis fuerint, tam clerici quam laici, sæculares quam regulares,...si quomodocumque coegerint aliquam virginem, vel viduam, aut aliam quamcumque mulierem invitam, præterquam in casibus a jure expressis, ad ingrediendum monasterium, vel ad suscipiendum habitum cujuscumque religionis, vel ad emittendam professionem; quique

consilium, auxilium vel favorem dederint; quique scientes eam non sponte ingredi monasterium, aut habitum suscipere, aut professionem emittere, quoquo modo eidem actui vel præsentiam, vel consilium, vel auctoritatem interposuerint." Ex Trid., sess. XXV, cap. 18, De Regularibus.

CAPUT II

DE SUSPENSIONIBUS

Ex suspensionibus quæ hic et nunc vigent in Ecclesia, quædam in constitutione *Apostolicæ Sedis* recensentur; quædam a Tridentino fuerunt irrogatæ vel renovatæ; quædam a tempore constitutionis *Apostolicæ Sedis* fuerunt constitutæ.

Sunt septem suspensiones quæ in constitutione *Apostolicæ Sedis* enumerantur, et R. Pontifici simpliciter reservantur. Pius IX sequentes irrogat:

1210. I. "Suspensionem ipso facto incurrunt a suorum beneficiorum perceptione, *ad beneplacitum S. Sedis*, capitula et conventus ecclesiarum et monasteriorum, aliique omnes, qui ad illarum seu illorum regimen et administrationem recipiunt episcopos, aliosve prælatos de prædictis ecclesiis, seu monasteriis apud eamdem S. Sedem quovis modo provisos, antequam ipsi exhibuerint litteras apostolicas de sua promotione." Cf. vol. I, tit. VIII, n. 364.

1211. II. "Suspensionem *per triennium* a collatione ordinum ipso jure incurrunt aliquem ordinantes absque titulo beneficii vel patrimonii, cum pacto ut ordinatus non petat ab ipsis alimenta." Cf. vol. I, n. 80.

1212. III. "Suspensionem *per annum* ab ordinum administratione ipso jure incurrunt ordinantes alienum subditum, etiam sub prætextu beneficii statim conferendi, aut jam collati, sed minime sufficientis, absque ejus episcopi litteris

dimissorialibus; vel etiam proprium subditum, qui alibi tanto tempore moratus sit ut canonicum impedimentum contrahere ibi potuerit, absque Ordinarii ejus loci litteris *testimonialibus.*" Cf. vol. I, tit. I, cap. I, art. II, De litteris dimissorialibus et testimonialibus.

1213. IV. "A collatione ordinum per annum suspensionem incurrit qui, excepto casu legitimi privilegii, ordinem sacrum contulerit, absque titulo beneficii vel patrimonii, clerico in aliqua congregatione viventi, in qua solemnis professio non emittitur, vel etiam religioso nondum professo." Cf. vol. I, tit. I, num. 73.

1214. V. "Suspensionem perpetuam ab exercitio ordinum ipso jure incurrunt religiosi ejecti extra religionem degentes."

Ut quis hanc censuram incurrat, requiritur: 1° Ut sit religiosus solemniter professus. 2° Ut sit ejectus: unde illam non incurrunt fugitivi et apostatæ. 3° Ut sit extra religionem degens, id est, sive extra suam quam professus est, sive extra aliam ad quam potest canonice transire: hinc ejecti non amplius suspensione ligantur, si reversi fuerint, vel aliam religionem, licet non strictiorem, fuerint ingressi.

Præsens suspensio est *ab exercitio ordinum* et prohibet omnem actum cujuscumque ordinis. Hæc suspensio est perpetua.

1215. VI. "Suspensionem ab ordine suscepto ipso jure incurrunt qui eumdem ordinem recipere præsumpserunt ab excommunicato, vel interdicto nominatim denuntiatis, aut ab hæretico vel schismatico notorio; eum vero qui bona fide a quopiam eorum est ordinatus, exercitium non habere ordinis sic suscepti, donec dispensetur, declaramus." Cf. vol. I, tit. I, n. 47.

1216. VII. "Clerici sæculares exteri, ultra quatuor menses in Urbe Roma commorantes, ordinati ab alio quam ab ipso suo Ordinario, absque licentia Card. Urbis Vicarii, vel absque

prævio examine coram eodem peracto, vel etiam a proprio Ordinario postquam in prædicto examine rejecti fuerint; necnon clerici pertinentes ad aliquem e sex episcopatibus suburbicariis, si ordinentur extra suam diœcesim, dimissorialibus sui Ordinarii ad alium directis quam ad Card. Urbis Vicarium,... suspensionem incurrunt."

Suspensiones directe inflictæ a Concilio Tridentino, quæ adhuc vigent ex constitutione *Apostolicæ Sedis,* sequentes sunt, quarum aliæ reservantur, aliæ non.

1217. VIII. Suspenduntur episcopi qui in aliena diocesi pontificalia exercent sine Ordinarii licentia. In sess. VI, cap. 5, De Ref., legitur: "Nulli episcopo liceat, cujusvis privilegii prætextu, pontificalia in alterius diœcesi exercere, nisi de Ordinarii loci expressa licentia, et in personas eidem Ordinario subjectas tantum. Si secus factum fuerit, episcopus ab exercitio pontificalium, et sic ordinati ab exsecutione ordinum sint ipso jure suspensi."

1218. IX. Suspenduntur clerici non arctati, qui, sede vacante, a capitulo litteras dimissorias infra annum obtinuerunt, et ita majorem aliquem ordinem susceperunt. In sess. VII, cap. 10, De Ref., legitur: "Non liceat capitulis ecclesiarum, sede vacante, infra annum a die vacationis, ordinandi licentiam, aut litteras dimissorias seu reverendas, ut aliqui vocant,.........alicui, qui beneficii ecclesiastici recepti sive recipiendi occasione arctatus non fuerit, concedere. Si secus fiat, capitulum contraveniens ecclesiastico subjaceat interdicto; et sic ordinati, si in minoribus ordinibus constituti fuerint, nullo privilegio clericali, præsertim in criminalibus, gaudeant. In majoribus vero, ab executione ordinum ad beneplacitum futuri prælati sint ipso jure suspensi."

1219. X. Suspenduntur episcopi titulares, qui aliquo in loco commorantes, alienum subditum ordinant, absque proprii prælati dimissoriis epistolis. In sess. XIV, cap. 2, De Ref.,

legitur : " Nemo episcoporum, qui titulares vocantur,...alterius subditum, etiam prætextu familiaritatis, absque sui proprii prælati expresso consensu, aut litteris demissoriis, ad aliquos sacros, aut minores ordines, vel primam tonsuram promovere seu ordinare valeat. Contra faciens ab exercitio pontificalium per annum, taliter vero promotus ab exsecutione ordinum sic susceptorum, donec suo prælato visum fuerit, ipso jure sint suspensi."

1220. XI. Suspenduntur ordinantes alienum subditum sine litteris testimonialibus, et clerici ordinati. In sess. XXIII, cap. 8, De Ref., legitur : " Unusquisque autem a proprio episcopo ordinetur. Quod si quis ab alio promoveri petat, nullatenus id ei...permittatur, nisi ejus probitas et mores, Ordinarii sui testimonio, commendentur. Si secus fiat, ordinans a collatione ordinum per annum, et ordinatus a susceptorum ordinum executione, quamdiu proprio Ordinario videbitur expedire, sit suspensus."

1221. XII. Suspenduntur abbates regulares et alii quantumvis exempti, qui tonsuram aut minores ordines conferre audent alicui sæculari. Ex sess. XXIII, cap. 10.

1222. XIII. Suspenduntur promoti per saltum ab exercitio ordinis suscepti, quamdiu proprio episcopo videbitur expedire. Ex sess. XXIII, cap. 14, De Ref.

1223. XIV. Suspenduntur parochi sive sæculares, sive regulares, qui alterius parochiæ sponsos sine illorum parochi consensu matrimonio conjungere aut benedicere ausi fuerint, quousque ab Ordinario parochi, qui nuptiis interesse debebat, absolvantur. In sess. XXIV, cap. 1, De Ref., legitur : " Quod si quis parochus, vel alius sacerdos, sive sæcularis, sive regularis, etiamsi id sibi ex privilegio vel immemorabili consuetudine licere contendat, alterius parochiæ sponsos sine illorum parochi licentia matrimonio conjungere aut benedicere ausus fuerit, ipso jure tamdiu suspensus maneat, quamdiu ab Ordi-

nario ejus parochi, qui matrimonio interesse debebat, seu a quo benedictio suscipienda erat, absolvatur."

1224. XV. Suspenduntur episcopi concubinarii, si, a synodo provinciali admoniti, se non emendaverint. In sess. XXV, cap. 14, De Ref., habetur: "Episcopi quoque, quod absit, si ab hujusmodi crimine non abstinuerint, et a synodo provinciali admoniti, se non emendaverint, ipso facto sint suspensi; et si perseverent, etiam ad Sanctissimum Rom. Pontificem ab eadem synodo deferantur, qui pro qualitate culpæ, etiam per privationem, si opus erit, in eos animadvertat." Cf. vol. I, tit. IV, num. 177.

1225. XVI. Suspenduntur præfectæ monasteriorum, quæ, de professione suarum novitiarum, episcopum ante mensem certiorem non faciunt, ut exploret voluntatem puellæ quæ habitum suscipere, vel professionem emittere debet. Hæc tamen proprie censura non est, cum feminæ suspensioni obnoxiæ non sint, sed simplex prohibitio seu privatio. Sess. XXV, cap. 17, De Regularibus et Monialibus. Cf. vol. I, De Regularibus, tit. III, num. 649.

A tempore constitutionis *Apostolicæ Sedis*, quædam novæ suspensiones fuerunt irrogatæ, quarum quædam reservantur, quædam non reservantur.

1226. XVII. Ex constitutione *Romanus Pontifex* Pii IX, 28 Augusti 1873, suspensionem *ab exercitio pontificalium*, et quidem R. Pontifici *specialiter* reservatam, ipso facto incurrunt episcopi regimen diœcesis vacantis nominato ac præsentato concedentes ante exhibitionem litterarum apostolicarum, vel illud, si nominati ac præsentati fuerint, suscipientes, vel præmissis cooperantes. Cf. Hainc, Theol. Mor., vol. IV, pag. 430.

1227. XVIII. Ex decreto *Vigilanti studio* S. Cong. Concilii, 25 Maii 1893, clerici violantes decreta ejusdem S. Cong. Concilii, 9 Sept. 1874, circa eleemosynas missarum, si sacerdotes sint, ipso facto incurrunt *suspensionem* a divinis

S. Sedi reservatam; si vero non sint sacerdotes, ob idem delictum incurrunt suspensionem a susceptis ordinibus et præterea inhabilitatem ad superiores ordines recipiendos.

1228. XIX. Ex decreto *Auctis admodum* S. Cong. Episcoporum et Regularium, 4 Nov. 1892, alumni votorum simplicium, perpetuorum vel temporalium, in sacris ordinibus constituti, qui ob delicta sua ejecti vel dimissi fuerunt, suspensione ligantur donec S. Sedes cum ipsis dispensaverit. Hæc dispensatio regulariter duas conditiones postulat, quæ, ex responsione ejusdem S. Congregationis, *copulative* sumendæ sunt, scilicet ut invenerint episcopum qui sponte eos in clerum suum cooptare velit, et sibi de ecclesiastico patrimonio providerint. Imo *sponte* dimissi, vel elapso votorum tempore exeuntes, suspensionem ab ordine incurrunt, si e claustro egrediantur antequam episcopum benevolum receptorem invenerint et de ecclesiastico patrimonio sibi providerint. Quæ tamen suspensio, ex citata responsione S. Cong. Episc. et Reg., 20 Nov. 1895, ipso facto cessat, quando duæ istæ conditiones impletæ sunt, ita ut ad illam tollendam ad S. Sedem recurrendum non sit.

1229. XX. Ex litteris apostolicis *Orientalium dignitas* Leonis XIII, Dec. 1894, "missionarius quilibet *latinus*, e clero sæculari vel regulari, qui orientalem quempiam *ad latinum ritum* consilio, auxiliove inducit, præter suspensionem a divinis quam ipso facto incurrit, ceterasque pœnas per eamdem constitutionem *Demandatam* Benedicti XIV, 24 Dec. 1743, inflictas, officio suo privetur et excludatur."

1230. XXI. Clerici alienæ diœcesis degentes Romæ et se non conformantes dispositionibus decreti S. Cong. Concilii, 22 Dec. 1894, incurrunt ipso facto suspensionem a divinis. Ex hoc decreto, clerici et sacerdotes sæculares, aut regulares extra claustra degentes, nequibunt in posterum stabile domicilium in Urbe statuere absque expressa venia S. Pontificis,

per medium S. Cong. Concilii impetranda ; nec beneficium obtinere sine assensu proprii Ordinarii ; nec, si causa studii adsint, ibi manere si causa cessaverit. Haine, Theol. Mor., vol. IV, pag. 494.

CAPUT III

DE INTERDICTIS LATÆ SENTENTIÆ

Quinque sunt interdicta latæ sententiæ : duo scilicet reservata in constitutione *Apostolicæ Sedis ;* alia duo a Tridentina Synodo expressa ; quintum, ex constitutione *Romanus Pontifex* contra episcopos intrusos, speciali modo Papæ reservatum.

1231. I. " Interdictum Romano Pontifici speciali modo reservatum ipso jure incurrunt Universitates, Collegia et Capitula, quocumque nomine nuncupentur, ab ordinationibus seu mandatis ejusdem Romani Pontificis pro tempore existentis ad universale futurum concilium appellantia."

De hoc interdicto sequentia notari possunt : 1° Est interdictum *personale generale* afficiens communitates, id est, Universitates, Collegia, Capitula, quocumque nomine nuncupentur : unde illud interdictum ligat etiam innocentes, qui nullam interdicto causam dederunt. 2° Cum sit absolute prolatum et sine determinatione ad aliquos speciales effectus, est interdictum *personale generale totale*, prohibens usum activum et passivum divinorum officiorum, quorumdam sacramentorum et sepulturæ ecclesiasticæ. 3° Illud interdictum speciali modo reservatur Papæ.

1232. II. " Scienter celebrantes vel celebrari facientes divina in locis ab Ordinario, vel delegato judice, vel a jure interdictis ; aut nominatim excommunicatos ad divina officia, seu ecclesiastica sacramenta, vel ecclesiasticam sepulturam

admittentes: interdictum ab ingressu ecclesiæ ipso jure incurrunt, donec ad arbitrium ejus cujus sententiam contempserunt, competenter satisfecerint."

Interdicuntur ab ingressu ecclesiæ: 1° *Scienter celebrantes divina*, quæ nempe solis Ecclesiæ ministris fas est obire, qualia sunt missa, publica recitatio officii, publicæ processiones, omnis oratio publica exigens ordinem; et *hæc officia celebrantes* in loco interdicto. 2° *Celebrari facientes*, id est, prælati vel alii auctoritate præditi, qui faciunt coram se celebrari, vel compellunt clericos ad celebrandum. 3° *Admittentes nominatim excommunicatos ad divina officia*, id est, clerici, ad quos spectat auctoritative prohibere vel admittere ad divina officia, vel ad sacramenta, vel sepulturam ecclesiasticam. Excipiuntur episcopi, et probabiliter laici.

Ut quis incurrat hanc censuram, oportet ut agat *scienter*: unde ab ea excusat ignorantia etiam affectata, et dubium.

Hoc interdictum non remittitur, nisi post competentem satisfactionem ad arbitrium ejus cujus sententia fuit contempta.

1233. III. Interdicuntur ab ecclesiæ ingressu episcopi qui non denuntiant episcopos illegitime absentes. In sess. VI, cap. 1, De Ref., legitur: "Crescente vero contumacia (episcopi absentis ultra semestre), metropolitanus suffraganeos episcopos absentes, metropolitanum vero absentem suffraganeus episcopus antiquior residens, sub pœna interdicti ingressus ecclesiæ eo ipso incurrenda, intra tres menses per litteras seu nuntium Romano Pontifici denuntiare teneatur."

1234. IV. Interdicuntur capitula ecclesiarum, quæ, sede vacante, infra annum a die vacationis concedunt licentiam ordinandi, seu litteras dimissoriales, alicui qui beneficii ecclesiastici recepti aut recipiendi occasione arctatus non fuerit. Ex Trid., sess. VII. cap. 10, De Ref.

1235. V. Ex const. Pii IX, *Romanus Pontifex*, præter suspensionem antea recensitam, fertur etiam interdictum

ab ingressu ecclesiæ speciali modo Papæ reservatum in episcopos, qui electi ad sedem episcopalem, illius regimen suscipere audent, nondum præsentatis bullis aut brevibus cui de jure. En verba constitutionis: "Si vero aliqui ex prædictis episcopali charactere sint insigniti, in pœnam interdicti ab ingressu ecclesiæ ipso facto, absque ulla declaratione, incidunt Sanctæ Sedi pariter (i. e. specialiter) reservatam."

Concludit constitutio *Apostolicæ Sedis:* "Quæ vero censuræ sive excommunicationis, sive suspensionis, sive interdicti, nostris aut prædecessorum nostrorum constitutionibus, aut sacris canonibus (non ergo huc pertinent censuræ latæ a regularium superioribus aut capitulis sive provincialibus sive generalibus pro ordinis proprii subditis), præter eas quas recensuimus, latæ sunt atque hactenus in suo vigore persti-terunt, sive pro R. Pontificis electione, sive pro interno regimine quorumcumque ordinum et institutorum regularium, necnon quorumcumque collegiorum, congregationum, cœtuum, locorumque piorum, cujuscumque nominis aut generis sint, eas omnes firmas esse et in suo robore permanere volumus et declaramus."

TITULUS VII

DE PŒNIS VINDICATIVIS IN SPECIE

Pœnæ canonicæ, de quibus hactenus locuti sumus, ad hoc fuerunt constitutæ ut reus contumaciam deponat et ad meliorem frugem reducatur. Aliæ sunt pœnæ ecclesiasticæ quæ *directe* et *immediate* intendunt ordinis læsi reparationem, potius quam rei emendationem : ideoque *vindicativæ* dicuntur.

Pœnæ vindicativæ sunt vel *spirituales*, vel *temporales ;* spirituales sunt *irregularitas ex delicto*, cujus fuit sermo in volumine I, tit. I, num. 109 et seq., *privatio, depositio, degradatio ;* temporales sunt *infamia, mulcta pecuniaria, incarceratio, tortura, confiscatio, detrusio in monasterium, flagellatio, exsilium.*

Pœnæ temporales, ob non usum, recesserunt a foro ecclesiastico ; ideoque de solis pœnis spiritualibus dicendum erit in sequentibus capitibus.

CAPUT I

DE PRIVATIONE

1236. **Privatio est pœna ecclesiastica** qua quis removetur absolute ab officio vel dignitate prius rite obtenta.

Differt 1° a *suspensione*, qua clericus privatur quidem usu ordinis, jurisdictionis, administratione beneficii, sed non ipso beneficio.

Differt 2° a *depositione*, qua clericus privatur suo beneficio et inhabilis declaratur ad beneficia in futurum obtinenda.

Differt 3° a *degradatione*, qua clericus, ad conditionem laici redactus, amittit sua privilegia clericalia. Cf. vol. I, tit. XI, num. 599.

1237. **Infligi nequit pœna privationis, nisi propter causam gravem, notoriam, et servato juris ordine.**

Constat ex canone *Inventum*, 38, caus. XVI, quæst. VII, in quo decernitur quoad presbyterum, qui aliquam ecclesiam adeptus est : " Quam si juste adeptus fuerit, hanc nonnisi gravi culpa sua, et coram episcopo, canonica severitate amittat." Idem constat ex capite *Conquerente*, 7, tit. XIII, lib. II Decretalium. Hinc Fagnanas, in caput *Cum dilectus*, 22, De Rescriptis, referens sententiam communem, dicit : " Privatio beneficii est pœna ordinaria, quæ non imponitur nisi pro gravissimo crimine, prævia citatione in judicio, et legitimis exceptionibus discussis. Adeo ut privatus a judice non servante ordinem judiciarium, possit petere restitutionem tanquam spoliatus."

Ordinarius non potest ad privationem beneficii procedere *ex informata conscientia*, ut suo loco probavimus.

1238. **Quandoque clericus, ratione delicti, privatur ipso jure officiis et beneficiis,** quando scilicet privatio annexa est perpetrationi delicti, ita ut, crimine admisso, privatio sequatur.

1° Crimina propter quæ beneficia ecclesiastica ipso jure amittuntur, sunt sequentia :

a) Hæresis et apostasia a fide. Cap. *Ad abolendam*, tit. VII, De Hæreticis, lib. V.

b) Simonia realis aut confidentialis in adeptione aut permutatione beneficii. Const. *Intolerabilis* Pii V.

c) Percussio et realis offensio Cardinalium et Episcoporum. Cap. *Felicis*, De Pœnis, in 6°.

d) Assassinium, seu cædes hominis alicui mandata, vel alieno mandato gesta ; item homicidium vel mutilatio clerici illius ecclesiæ in qua homicida vel mutilator beneficium obtinet. Cap. *Pro humani redemptione*, De Homicidio, in 6°.

e) Procuratio abortus, effectu secuto. Ex bulla *Effrenatam* Sixti V.

f) Falsificatio seu corruptio litterarum apostolicarum. Cap. *Ad falsariorum*, tit. XX, De crimine falsi, lib. V.

g) Duellum, sive solemne sive privatum, sive provocatum sive non provocatum, et etiam morte non secuta. Const. *Ea quæ a prædecessoribus* Pii IV.

h) Injusta bonorum cujuscumque ecclesiæ seu pii loci occupatio. Trid, sess. XXII, cap. 11, De Ref.

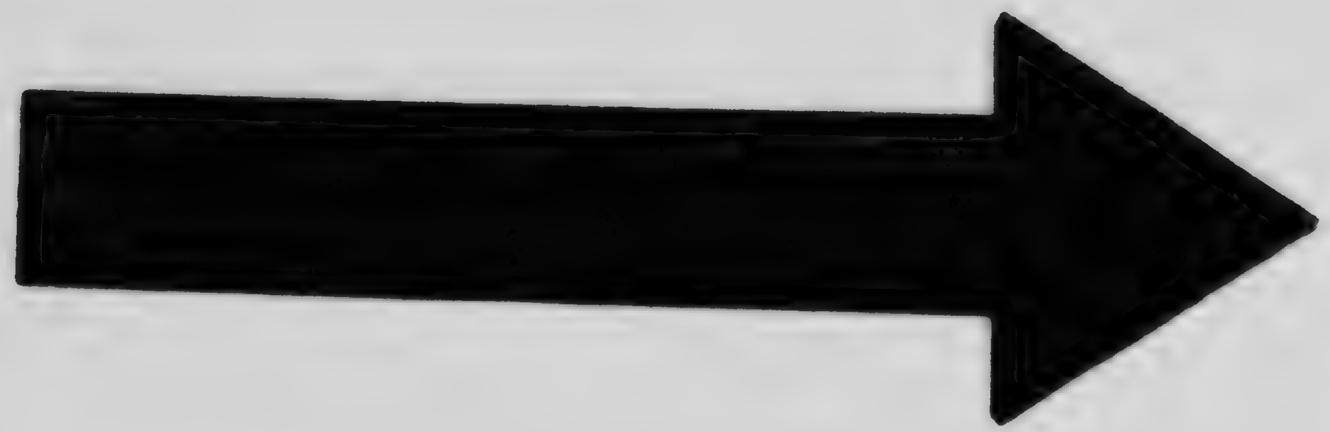
i) Alienatio bonorum ecclesiasticorum contra præscriptum bullæ *Ambitiosæ*, De rebus Ecclesiæ non alienandis. Cf. vol. I, num. 395.

2° In citatis casibus, privatio inducitur ipso jure; quod tamen non excludit necessitatem sententiæ declaratoriæ, præsertim si crimen non sit notorium, ut superior valeat ad exsecutionem pœnæ procedere. Proinde reus citandus est et interrogandus an excusationem habeat contra factum quod ipsi objicitur.

3° Ea est vis sanctionis canonicæ privationem inducentis pleno jure, ut si superior disposuerit de beneficio, v. g. illud alteri conferendo, valida esset collatio. Si e contra reus, patrato delicto et ante sententiam, beneficium resignaverit aut permutaverit, non valeret hujusmodi dispositio; revera nemo potest in alterum plus juris transferre quam sibi competere dignoscitur.

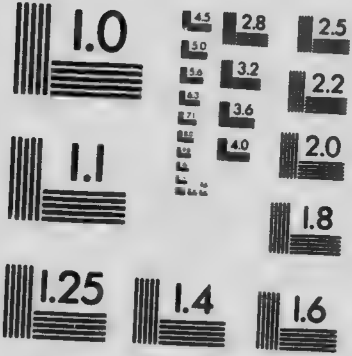
4° Sententia declaratoria habet effectum retroactivum, id est, per fictionem juris retrotrahitur ad diem commissi sceleris: quapropter reus tenebitur restituere fructus quos a die commissi delicti percepit ex titulo beneficii. Præl. Jur. Can. Sti Sulp., vol. III, num. 833.

1239. **Præcedentes dispositiones pœnales non respiciunt clericos, qui ad nutum superioris providentur de aliquo beneficio.** Revera latæ fuerunt contra beneficiatos, qui obtinent jus perpetuum percipiendi fructus ecclesiasticos ratione officii sacri; jamvero cum sint odiosæ, non debent extendi ad alias personas. Ergo concludimus,



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc
1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

salvo meliori judicio, parochos ad nutum amovibiles reos prædictorum delictorum non privari *ipso jure* officio suo, sed esse in potestate superioris eos privare officio per sententiam *condemnatoriam*. Cf. vol. I, tit. XI, num. 518.

1240. **Clerici privari possunt suo beneficio in pœnam delicti per sententiam condemnatoriam.** Talia sunt crimina quæ sequuntur :

a) Qui magiam, sortilegium, aliasve istiusmodi superstitiones exercent, aut sese illis intromittunt.

b) Qui adulterium, aliudve delictum grave ac scandalosum contra castitatem committunt.

c) Qui violant sigillum confessionis sacramentalis, aut qui sacrilege abutuntur confessione in casibus præfinitis in constitutione Benedicti XIV, *Sacramentum Pœnitentiæ*.

d) Qui mulierem de concubinatu suspectam in sua propria domo retinent, aut cum illa alibi conversantur, spretis monitionibus canonicis. Vol. I, tit. IV, num. 177.

e) Qui non resident in loco sui beneficii residentiam personalem exigentis.

f) Qui censura innodati negligunt obdurato animo recurrere ad beneficium absolutionis. Concilium Tridentinum statuit ut procedi possit contra excommunicatum, tanquam de hæresi suspectum, qui per annum in censuris insordescit. Probabile est eamdem regulam applicari posse suspensis aut interdictis.

g) Qui non gestant habitum clericalem, quamvis jam fuerint moniti et fructibus sui beneficii privati. Præl. Jur. Can. S. Sulpicii, vol. III, n. 834.

Ut parochus ad nutum amovibilis privetur suo officio, sufficit *causa gravis*, cujus probatio fiat in aliquo processu instituto ad tramites Const. *Sacra hæc*, 11 Junii 1880. Cf. vol. I, tit. XI, num. 603.

Privatio beneficii inducitur a tempore prolatæ sententiæ. Ex quo sequitur : 1° quod ante talem sententiam beneficium

rei non possit impetrari; 2° quod tale beneficium, ante hujusmodi sententiam, possit ex causa permutationis vel alio modo resignari; 3° quod reus ante sententiam faciat fructus suos et eos restituere non teneatur.

1241. **Clericis, etiam ratione delicti destitutis, aliqua pensio constituenda est,** si aliunde non habeant necessarium ad congruam sustentationem, " cum non deceat eos, qui divino ministerio adscripti sunt, cum ordinis dedecore mendicare aut sordidum aliquem quæstum exercere." Trid, sess. XXI, cap. 2, De Ref. Ita mandavit S. Congregatio Concilii, die 20 Jan. 1883, in favorem cujusdam parochi suo beneficio justis de causis privati. Bargilliat, vol. II, num. 1712; Stremler, Des Peines Ecclésiastiques, pag. 33.

CAPUT II

DE DEPOSITIONE

1242. **Depositio definiri potest:** Sententia juridica qua clericus *perpetuo* arcetur ab exercitio ordinis aut jurisdictionis, vel ab usu beneficii.

Simplex depositio a beneficio differt 1° a *privatione* beneficii in eo quod depositio simplex, ultra privationem beneficii possessi, inducat inhabilitatem ad alia beneficia in futurum habenda.

Differt 2° a *suspensione*, quia depositio natura sua est perpetua, dum suspensio est temporanea.

Differt 3° a *degradatione*, quia depositus retinet privilegia canonis et fori, nisi horum privilegiorum ademptio in sententia exprimatur. Hinc depositus curiæ sæculari tradi non potest, nisi, crescente contumacia, propter incorrigibilitatem deponatur.

Duplex datur depositio, scilicet *totalis* et *partialis*; *totalis* privat omni ordine, beneficio, officio et dignitate; *partialis*

uno vel aliquibus ex iis tantum privat, v. g. depositio *ab officio, a presbyteratu, a diaconatu, a beneficio.*

1243. **Depositio habet sequentes effectus :**

1° Depositio, si sit totalis, privat in perpetuum quocumque jure ad officium et beneficium ; præterea constituit infamiam et inhabilitatem quæ prohibet ne quis depositus habeat in futurum beneficia, officia et dignitates ecclesiasticas.

Hæc pœna, cum sit gravissima, stricte interpretanda est : hinc qui a beneficio deponitur, ex hoc non deponitur ab officio aut ab ordine ; sed depositio ab ordine et officio secum fert indirecte depositionem a beneficio. Revera beneficium datur propter officium : unde qui in perpetuum privatur officio, etiam beneficio privandus est.

2° Depositio *ab ordine* reddit *illicitos* actus ordinis, non *invalidos*, quia potestas ordinis semel admissa est inamissibilis. Reddit *invalidos per se* actus jurisdictionis, quia jurisdictio est amissibilis. Dicitur *per se*, quia in pluribus casibus Ecclesia supplet jurisdictionem. Cf. vol. I, tit. II, num 126.

3° Potest episcopus clericos ob adulterium et crimina eo non graviora depositos, post peractam pœnitentiam, dispensare et eos in pristinum statum restituere. Ex cap. *At si clerici*, tit. I, De Judiciis, lib. II.

1244. **Pœna depositionis imponitur pro criminibus gravioribus.** Antiquo jure, pœna depositionis vindicabantur homicidium, furtum, perjurium, adulterium, et his majora. Nostro autem tempore, hæc pœna infligi non solet nisi reis criminum valde enormium, ut sunt homicidium voluntarium ac præmeditatum, adulterium, stuprum violentum, furtum sacrilegum rei pretiosæ, fornicationes notoriæ et iteratæ, non obstantibus monitionibus. Schmalzgrueber, De Pœnis, num. 132.

Præterea hæc pœna nequit irrogari nisi habito processu prævio, in quo constet de crimine per probationes omni exceptione majores aut judicialem confessionem rei : hinc nequit irrogari extrajudicialiter *ex informata conscientia.*

CAPUT III

DE DEGRADATIONE

1245. **Tertia pœna est degradatio,** qua clericus, ob criminis atrocitatem et incorrigibilitatem, solemniter et authentice privatur ordine, officio, beneficio et privilegiis status clericalis, et curiæ sæculari traditur.

1246. **Degradatio est vel verbalis, vel realis.** *Verbalis* consistit in ipsa sententia; *realis* est exsecutio degradationis verbalis.

1° Triplex datur discrimen inter degradationem verbalem et realem: *a)* Degradatio verbalis non privat privilegio canonis et fori; privat autem degradatio realis.

b) Degradatio verbalis fieri potest ab episcopo nondum consecrato, sive per se, sive per alium; degredatio realis fit a solo episcopo consecrato.

c) Verbaliter degradatus restitui potest per episcopum; realiter degradatus restituitur per solum Papam. Hinc verbalis degradatio est mitior pœna quam realis; et quando in jure reperitur imposita pœna degradationis, id intelligi debet de degradatione verbali, uti pœna leviori.

2° Degradatio verbalis differt a depositione, eo quod ordinatur ad degradationem realem, ad quam, a degradatione verbali, sine nova sententia transiri potest; in depositione autem, ut ab hac transiri possit ad degradationem realem, requiritur nova sententia.

3° Degradatio verbalis convenit cum reali, eo quod per neutram tollitur clerico potestas ordinis: unde sacerdos, etiam realiter degradatus, si debita materia et forma utatur, valide adhuc conficit sacramentum eucharistiæ.

1247. **Degradatio, quæ est omnium gravissima pœna, infligitur propter quædam enormiora crimina,** quæ in jure expressa habentur.

a) Hæresis, et multo magis apostasia a fide, saltem cum quis in illam relapsus aut in ea pertinax est. Cap. *Ad abolendam*, 9, et cap. 15, De Hæreticis.

b) Falsificatio litterarum apostolicarum. Cap. *Ad falsariorum*, 7, De Crimine Falsi.

c) Gravis contumelia vel calumnia proprio episcopo illata, vel conspiratio in ejus necem. Can. *Si quis*, 18, caus. II, q. I.

d) Procuratio abortus, effectu secuto. Const. *Effrænatam* Sixti V.

e) Nefandum sodomiæ crimen non semel admissum. Const. *Horrendum* Pii V.

f) Sollicitatio ad turpia in confessione sacramentali, si eam aggravent peculiares quædam circumstantiæ. Const. *Universi* Gregorii XV.

g) Celebratio missæ, aut exceptio confessionis sacramentalis temere præsumpta ab eo qui sacro presbyteratus ordine non est initiatus. Const. *Etsi alias* Clementis VIII.

h) Falsificatio aut adulteratio monetæ aureæ vel argenteæ, ejusque adulteratæ erogatio vel expositio in regnis, provinciis et civitatibus Italiæ. Const. *In suprema* Urbani VIII.

i) Sacrilegum et execrabile furtum sanctissimæ eucharistiæ, sive cum sacra pyxide, sive sine illa quis sacram hostiam surripiat et apud se retinere aut alio transferre præsumat. Const. *Cum alias* Alexandri VIII.

Notandum est quod extra casus statutos a jure canonico, episcopi nullam habent potestatem degradandi, nec devenire possunt ad degradationem et traditionem curiæ sæculari, nisi auctoritate a jure canonico expresse concessa. Ferraris, v. *Degradatio*.

1248. **Degradatio debet fieri a legitimo superiore.**

1° Si degradandus sit episcopus vel religiosus exemptus, degradatio fieri potest a solo Papa.

2° Si sit quidam inferior clericus, ab episcopo proprio, vel,

sede vacante, a vicario capitulari res perfici potest; ex cap. 4, sess. XIII Concilii Tridentini, De Ref.

1249. **Quoad modum degradationis perficiendæ.** 1° Jure antiquo, degradatio verbalis episcopi fieri debuit, præsentibus duodecim aliis episcopis; præsbyteri, præsentibus sex episcopis; diaconi vero vel subdiaconi, præsentibus tribus. Cum vero degradandus erat aliquis in minoribus constitutus, sufficiebat præsentia solius episcopi proprii et capituli cathedralis, vel duorum saltem aut trium canonicorum, qui repræsentarent capitulum.

2° Jure autem Tridentino, cap. 4, sess. XIII, contra clericum, etiam in sacris et ipso presbyteratus ordine constitutum, non solum ad condemnationem illius et depositionem verbalem, sed etiam ad realem et solemnem degradationem procedi potest absque episcoporum præsentia, "adhibitis tamen et adsistentibus totidem abbatibus, usum mitræ et baculi habentibus, si in civitate aut diœcesi reperiri et commode interesse possint, alioquin aliis personis in ecclesiastica dignitate constitutis, quæ ætate graves ac juris scientia commendabiles existant."

Dicti abbates, aut aliæ personæ in dignitate constitutæ, non debent adhiberi ut meri consiliari, sed ut veri judices assessores, quibus competit judicium decisivum; imo plures sentiunt requiri unanimitatem suffragiorum. Stremler, Des Peines, pag. 40.

1250. **Cæremoniæ degradationis realis describuntur in capite,** *Degradatio*, quod est Bonifacii VIII, tit. IX, De Pœnis, lib. V, in 6°.

Clericus degradandus vestibus sacris indutus, in manibus habens librum, vas, vel aliud instrumentum ad ordinem suum spectans, ac si deberet in officio suo solemniter ministrare, ad episcopi præsentiam adducatur: cui episcopus singula, sive sint vestes, calix, liber, seu quævis alia, quæ illi juxta morem ordinandorum clericorum in ejus ordinatione ab episcopo

fuerunt tradita, seu collata, singulariter auferat, ab illo ornamento, seu vestimento, quod datum vel traditum fuerat ultimo inchoando, et descendo gradatim degradationem continuet usque ad primam vestem quæ datur in collatione tonsuræ; tuncque radatur caput illius, seu tondeatur, ne tonsura, seu clericatus vestigium remaneat in eodem. Poterit autem episcopus in degradatione hujusmodi uti verbis aliquibus ad terrorem, illis oppositis quæ in collatione ordinum sunt prolata, dicendo presbytero hæc vel similia verba in remotione planetæ: Auferimus tibi vestem sacerdotalem, et te honore sacerdotali privamus; sicque in remotione reliquorum insignium similibus verbis utatur; in ablatione ultimi, quod in collatione ordinum fuit primum, infrascripto vel alio simili modo pronuntiet sive dicat: Auctoritate Dei Patris Omnipotentis, et Filii, et Spiritus Sancti, ac nostra tibi auferimus habitum clericalem, et deponimus, degradamus, spoliamus et exuimus te omni ordine, beneficio et privilegio clericali.

Tradendo degradatum judici sæculari, pontifex degradator efficaciter et ex corde, omni instantia, pro miserrimo illo derelicto intercedat apud eumdem judicem sæcularem ut citra mortis periculum, vel mutilationis, contra degradatum sententia moderetur. Caput *Novimus*, 27, De Verborum Significatione.

An vero hæc intercessio pro degradato necessaria sit ad evitandam irregularitatem, non conveniunt doctores; sed securius est ut talis intercessio præmittatur, quia expresse præscribitur in capite *Novimus*.

FINIS.

INDEX

SECUNDI VOLUMINIS

DE REBUS ECCLESIASTICIS

TITULUS I

DE REBUS ECCLESIÆ TEMPORALIBUS IN GENERE

TITULUS II

DE ECCLESIIS ET ORATORIIS

CAPUT I

DE ECCLESIIS

CAPUT II

DE ORATORIIS

TITULUS III

DE ALTARIBUS ET SACRA SUPELLECTILI ECCLESIARUM

CAPUT I

DE ALTARIBUS

CAPUT II

DE SACRA SUPELLECTILI ECCLESIARUM

TITULUS IV

DE CŒMETERIIS

TITULUS V

DE SCHOLIS, SEMINARIIS ET UNIVERSITATIBUS

CAPUT I

DE SCHOLIS PRIMARIIS

CAPUT II

DE SEMINARIIS

CAPUT III

DE UNIVERSITATIBUS

TITULUS VI

DE BENEFICIIS ECCLESIASTICIS

CAPUT I

DE NATURA ET DISTINCTIONE BENEFICIORUM

CAPUT II

DE ERECTIONE ET COLLATIONE BENEFICIORUM

CAPUT III

DE REGULIS SERVANDIS IN BENEFICIIS CONFERENDIS

CAPUT IV

DE JURIBUS ET OBLIGATIONIBUS BENEFICIATORUM

TITULUS VII

DE FUNDATIONIBUS

DE JUDICIIS

PRIMA PARS

DE JUDICIIS IN GENERE

TITULUS I

DE MODIS PACIFICIS LITEM COMPONENDI

CAPUT I

DE TRANSACTIONIBUS

CAPUT II

DE ARBITRIS

TITULUS II

DE PERSONIS AD JUDICIUM CONCURRENTIBUS

CAPUT I

DE JUDICE

CAPUT II

DE ACTORE ET REO

CAPUT III

DE PERSONIS MINUS PRINCIPALITER AGENTIBUS

TITULUS III

DE FORO COMPETENTI

TITULUS IV

DE PROBATIONIBUS JUDICIALIBUS

CAPUT I

DE CONFESSIONE

CAPUT II

DE TESTIBUS

CAPUT III

DE INSTRUMENTIS

CAPUT IV

DE JUREJURANDO

CAPUT VI

DE PRÆSUMPTIONIBUS

SECUNDA PARS

DE CAUSIS DISCIPLINARIBUS ET CRIMINALIBUS

DE MODO ŒCONOMICO PROCEDENDI

IN CAUSIS DISCIPLINARIBUS ET CRIMINALIBUS

Instructio *Sacra hæc*, 11 Junii 1880

TITULUS V

DE INTRODUCTIONE CAUSÆ

CAPUT I

DE NORMA PROCEDENDI PER VIAM ACCUSATIONIS

CAPUT II

DE NORMA PROCEDENDI PER VIAM DENUNTIATIONIS

CAPUT III

DE NORMA PROCEDENDI PER VIAM INQUISITIONIS

CAPUT IV

DE NORMA PROCEDENDI PER VIAM EXCEPTIONIS

TITULUS VI

DE PROCESSU INFORMATIVO

TITULUS VII

DE INTRODUCTIONE PROCESSUS PUBLICI

CAPUT I

DE LIBELLO ACCUSATIONIS ET CITATIONE

CAPUT II

DE CONTUMACIA

CAPUT III

DE EXCEPTIONIBUS

CAPUT IV

DE LITIS CONTESTATIONE

CAPUT V

DE PROCESSUS INFORMATIVI PUBLICATIONE

TITULUS VIII

DE INSTRUCTIONE PROCESSUS PUBLICI

TITULUS IX

DE PROCESSUS DEFINITIONE ET SENTENTIÆ EXECUTIONE

TITULUS X

DE MODIS LE TIMIS SENTENTIAM IMPUGNANDI

CAPUT I

DE APPELLATIONE

CAPUT II

DE REMEDIIS EXTRAORDINARIIS CONTRA SENTENTIAM

DE MODIS EXTRAORDINARIIS PROCEDENDI

IN CAUSIS CRIMINALIBUS

TITULUS XI

DE MODO PROCEDENDI EX INFORMATA CONSCIENTIA

TITULUS XII

DE MODO PROCEDENDI IN DELICTIS NOTORIIS

TITULUS XIII

DE MODO PROCEDENDI IN CAUSA SOLLICITATIONIS

De judiciis summariis -

TERTIA PARS

DE CAUSIS CIVILIBUS ECCLESIASTICIS

TITULUS XIV

DE MODO PROCEDENDI IN CAUSIS CIVILIBUS

TITULUS XV

DE NORMA PROCEDENDI IN CAUSIS NULLITATIS PROFESSIONIS RELIGIOSÆ

TITULUS XVI

DE NORMA PROCEDENDI IN CAUSIS MATRIMONIALIBUS

CAPUT I

DE CONSTITUTIONE TRIBUNALIS COMPETENTIS

CAPUT II

DE MODO PROCEDENDI IN GENERE

CAPUT III

DE MODO PROCEDENDI IN PROBANDO STATU LIBERO CONJUGIS

CAPUT IV

DE DISSOLUTIONE MATRIMONII IN INFIDELITATE CONTRACTI

CAPUT V

DE MODO PROCEDENDI IN CASU IMPOTENTIÆ

CAPUT VI

DE MODO PROCEDENDI IN CASU MATRIMONII RATI ET NON CONSUMMATI

DE PŒNIS

TITULUS I

DE PŒNIS ECCLESIASTICIS IN GENERE

TITULUS II

DE CENSURIS IN GENERE

TITULUS III

DE EXCOMMUNICATIONE

TITULUS IV

DE SUSPENSIONE

TITULUS V

DE INTERDICTO

TITULUS VI

DE CENSURIS IN SPECIE

CAPUT I

DE EXCOMMUNICATIONIBUS

ARTICULUS I

De excommunicationibus R. P. s. m. reservatis.

ARTICULUS II

De excommunicationibus R. P. simpliciter reservatis.

ARTICULUS III

De excommunicationibus Ordinariis reservatis.

ARTICULUS IV

De excommunicationibus nemini reservatis.

CAPUT II

DE SUSPENSIONIBUS

CAPUT III

DE INTERDICTIS LATÆ SENTENTIÆ

TITULUS VII

DE PŒNIS VINDICATIVIS IN SPECIE

CAPUT I

DE PRIVATIONE

CAPUT II

DE DEPOSITIONE

CAPUT III

DE DEGRADATIONE

INDEX

GENERALIS RERUM UTRIUSQUE VOLUMINIS

Numerus romanus indicat volumen, arabicus numerum.

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J

L

N

O

P

Q

R

S

V